



**HAL**  
open science

# Les jeunes patriotes en Côte-d'Ivoire : sociologie politique d'un mouvement nationaliste

Etty Rodolphe Ghaully Koffi

► **To cite this version:**

Etty Rodolphe Ghaully Koffi. Les jeunes patriotes en Côte-d'Ivoire : sociologie politique d'un mouvement nationaliste. Science politique. Université Bourgogne Franche-Comté, 2022. Français. NNT : 2022UBFCB004 . tel-04046985

**HAL Id: tel-04046985**

**<https://theses.hal.science/tel-04046985v1>**

Submitted on 27 Mar 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**THÈSE DE DOCTORAT DE L'ÉTABLISSEMENT UNIVERSITÉ BOURGOGNE FRANCHE-COMTÉ  
PRÉPARÉE À L'UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTÉ**

École doctorale n° 593

Droit, Gestion, sciences Économique et Politique (DGEP)

Doctorat de Science politique

Par

Monsieur KOFFI Etty Rodolphe Ghauly

**LES JEUNES PATRIOTES EN CÔTE-D'IVOIRE :  
SOCIOLOGIE POLITIQUE D'UN MOUVEMENT NATIONALISTE**

Thèse présentée et soutenue à Besançon, le 16 novembre 2022

Composition du Jury :

Monsieur Andolfatto Dominique, Professeur de science politique à l'université de Bourgogne, Président.

Monsieur Roux Christophe, Professeur de science politique à l'université de Montpellier, Rapporteur.

Monsieur Atchoua N'Guessan Julien, Professeur de communication politique à l'université Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan, Rapporteur.

Madame Lankarani Leïla, Professeur de droit public à l'université de Franche-Comté, Examinatrice.

Monsieur Banégas Richard, Professeur de science politique à Sciences-Po Paris, examinateur.

Madame Pommerolle Marie-Emmanuelle, Maître de conférences en science politique à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Examinatrice.

Monsieur Petithomme Mathieu, Maître de conférences HDR en science politique à l'université de Franche-Comté, Directeur de thèse.

## SOMMAIRE

<b>INTRODUCTION GÉNÉRALE .....</b>	<b>11</b>
<b>PARTIE I : LOGIQUES IDENTITAIRES ET RÉBELLION DANS UNE CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION .....</b>	<b>42</b>
CHAPITRE I : L'IDENTITÉ NATIONALE DANS LA CÔTE D'IVOIRE POSTINDÉPENDANCE .....	44
CHAPITRE II : LA FIN DU RÉGIME D'HOUPHOUËT-BOIGNY : LA CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION ...	82
CHAPITRE III : LA RÉBELLION DE 2002 : SOCIOLOGIE D'UNE CRISE POLITIQUE .....	117
<b>PARTIE II : LA GALAXIE PATRIOTIQUE AU CŒUR DE LA CRISE IVOIRIENNE.....</b>	<b>162</b>
CHAPITRE IV : DE LA JEUNESSE IVOIRIENNE POSTINDÉPENDANCE À LA GALAXIE PATRIOTIQUE .....	165
CHAPITRE V : LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE.....	206
CHAPITRE VI : DES ENJEUX SOCIOLOGIQUES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES PATRIOTES.....	248
<b>PARTIE III : L'IMPACT DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE DANS L'HISTOIRE POLITIQUE IVOIRIENNE.....</b>	<b>281</b>
CHAPITRE VII : LA MOBILISATION DES JEUNES PATRIOTES : ENTRE PERFORMATIVITÉ ET AUTONOMIE .....	283
CHAPITRE VIII : LA MUSIQUE ET LA POLITIQUE DANS LA MOBILISATION D'UNE GÉNÉRATION POLITIQUE.....	319
CHAPITRE IX : LA GALAXIE PATRIOTIQUE AUJOURD'HUI : BILAN POST-CONFLIT D'UN MOUVEMENT SOCIAL .....	366
<b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	<b>403</b>
<b>SOURCES PRIMAIRES .....</b>	<b>418</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>423</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES .....</b>	<b>448</b>

## SIGLES ET ABRÉVIATIONS

ADIACI : Association de défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire.

ADDR : Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion.

APO : Accord politique de Ouagadougou.

BCEAO : Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest.

BDE : Bloc démocratique éburnéen.

BIMA : Bataillon d'infanterie de Marine.

CDVR : Commission dialogue vérité et réconciliation.

CEDEAO : Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest.

CEI : Commission électorale indépendante.

CNSP : Comité national de salut public.

COJEP : Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples.

DDR : Désarmement, démobilisation et réinsertion.

DST : Direction de la surveillance du territoire.

EDICI : Entente des indépendants de Côte d'Ivoire.

FAFN : Forces armées des Forces nouvelles.

FANCI : Forces armées nationales de Côte d'Ivoire.

FCFA : Franc de la Communauté financière africaine.

FDS : Forces de défense et sécurité.

FESCI : Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire.

FFCI : Forces françaises en Côte d'Ivoire.

FMI : Fonds monétaire international.

FN : Forces nouvelles.

FPI : Front populaire ivoirien.

FRCI : Forces républicaines de Côte d'Ivoire.

GPP : Groupement des patriotes pour la paix.

HCR : Haut-commissariat pour les réfugiés.

IDE : Investissement direct étranger.

IDH : Indice de développement humain.

JFPI : Jeunesse du Front populaire ivoirien.

JRDACI : Jeunesse RDA de Côte d'Ivoire.

LMP : La majorité présidentielle.

LOCI : Ligue des originaires de Côte d'Ivoire.

MEECI : Mouvement des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire.

MINUCI : Mission des Nations-unies pour la Côte d'Ivoire.

MJP : Mouvement pour la justice et la paix.

MPCI : Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire.  
MPIGO : Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest.  
OFPRA : Office français de protection des réfugiés et apatrides.  
ONI : Office nationale de l'identification.  
ONU : Organisation des Nations-unies.  
ONUCI : Opération des Nations-unies en Côte d'Ivoire.  
OUA : Organisation de l'unité africaine.  
PANA : Parti national africain.  
PAS : Programmes d'ajustement structurel.  
PCO : Plan conjoint des opérations.  
PDG : Parti démocratique de Guinée.  
PED : Pays en développement.  
PEMT : Programme économique à moyen terme.  
PIB : Produit intérieur brut.  
PPNDDR : Processus du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion.  
PPA-CI : Parti des peuples africains-Côte d'Ivoire.  
PPCI : Parti progressiste de Côte d'Ivoire.  
PPTE : Pays pauvres très endettés.  
RDR : Rassemblement des républicains.  
RGPH : Recensement générale de la population et de l'habitat.  
RTI : Radiodiffusion télévision ivoirienne.  
SFIO : Section française de l'international ouvrier.  
SYNARES : Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur.  
UDPCI : Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire.  
UEMOA : Union économique et monétaire ouest-africaine.  
UFOCI : Union fraternelle des originaires de Côte d'Ivoire.  
UGECI : Union générale des étudiants de Côte d'Ivoire.  
UNECI : Union nationale des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire.  
UPC : Union des populations du Cameroun.

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### Photographies

Photo 1 : Rencontre avec Charles Blé Goudé, à La Haye.

Photo 2 : Rencontre avec Richard Dakoury, à Strasbourg.

Photo 3 : Alassane Ouattara montre une carte nationale d'identité, lors du Forum pour la réconciliation à Abidjan, le 1<sup>er</sup> décembre 2001.

Photo 4 : Laurent Gbagbo et Guillaume Soro tiennent la Flamme de la paix, à Bouaké, le 31 juillet 2007.

Photo 5 : Des armes brûlées lors de la cérémonie de la Flamme de la paix.

Photo 6 : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé à la CPI.

Photo 7 : Charles Blé Goudé et Philippe Mangou face aux volontaires pour l'armée, État-major des armées, 21 mars 2011.

Photo 8 : Rassemblement des Jeunes patriotes à la Place de la République, 26 mars 2011.

Photo 9 : Des Européens parmi les Jeunes patriotes à la Place de la République, 1<sup>er</sup> février 2003.

Photo 10 : Laurent Gbagbo esquisse des pas de danse.

Photo 11 : Laurent Gbagbo mange en public, San-Pedro, 21 novembre 2009.

Photo 12 : Des Jeunes patriotes portant leur camarade décapité, en novembre 2004.

Photo 13 : Monument des martyrs, Abidjan.

Photo 14 : Mosquée Médine de Yopougon saccagée le 25 février 2011.

Photo 15 : Charles Blé Goudé à la Place la République d'Abidjan-Plateau, 1<sup>er</sup> février 2003.

Photo 16 : Charles Blé Goudé à la RTI pour mobiliser les Jeunes patriotes.

Photo 17 : Rencontre avec Didier Bilé, à Abidjan.

Photo 18 : Rencontre avec Pat Saco, à Abidjan.

Photo 19 : Rencontre avec Yodé et Siro, à Abidjan.

Photo 20 : Didier Bilé montrant la gestuelle Zougrou.

Photo 21 : Destruction de « La Sorbonne » au Plateau, en avril 2011.

Photo 22 : Rencontre avec Konaté Navigué, à Abidjan.

Photo 23 : Des Jeunes patriotes soutiennent le RHDP, le 3 mars 2021.

Photo 24 : Charles Blé Goudé enchaîné sur son lit d'hôpital.

Photo 25 : Arrivée de Charles Blé Goudé au meeting du 26 mars 2011, au Plateau.

Photo 26 : Charles Blé Goudé présenté à un juge à Abidjan, 21 janvier 2013.

Photo 27 : Charles Blé Goudé détenu à la DST, à Abidjan.

Photo 28 : Charles Blé Goudé couché dans sa cellule à la DST, à Abidjan.

Photo 29 : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé en liberté provisoire, CPI, 15 janvier 2019.

## Images

Image 1 : Charles Blé Goudé taxé de s'enrichir sur le dos de la Galaxie patriotique.

Image 2 : La jeunesse est dite instrumentalisée par les hommes politiques.

Image 3 : La une de *Le Temps* sur le transfèrement de Laurent Gbagbo à la CPI.

Image 4 : Des étrangers chassés de leurs habitations par des autochtones.

Image 5 : Les unes de *Le Patriote* et de *Notre Voie* sur la croissance économique ivoirienne.

Image 6 : La posture de Laurent Gbagbo sur le conflit religieux en Côte d'Ivoire.

Image 7 : La chute du régime Henri Konan Bédié.

Image 8 : *Le Patriote* présente la question identitaire comme cause de la rébellion.

Image 9 : Les Forces nouvelles contre l'ostracisme envers certains Ivoiriens.

Image 10 : *Le Patriote* estime que le FPI va vers une dérive identitaire.

Image 11 : La une de *Fraternité Matin* sur la crise entre la CEI et le Conseil constitutionnel en décembre 2010.

Image 12 : La une de *Le Patriote* sur l'isolement international de Laurent Gbagbo.

Image 13 : Le FPI pense qu'Alassane Ouattara soutient la rébellion.

Image 14 : Les unes de *Notre Voie* et de *Le Temps* qualifiant Alassane Ouattara de chef de guerre et parrain de la rébellion.

Image 15 : La une de *Le Patriote* sur la carrière des com'zones.

Image 16 : La une de *Notre Voie* sur la réconciliation en Côte d'Ivoire.

Image 17 : La FESCI vue comme guérilla antiacadémique, sous Charles Blé Goudé.

Image 18 : La Galaxie patriotique à la Place de la République, 2 novembre 2002.

Image 19 : Des Européens estiment que les richesses ivoiriennes sont convoitées.

Image 20 : La une de *Notre Voie* sur le bombardement de Bouaké en novembre 2004.

Image 21 : Le FPI soupçonné de préparer une reprise du conflit armé en 2010.

Image 22 : La une de *Le Patriote* sur la question du désarmement.

Image 23 : L'hommage de la nation aux victimes d'octobre 2000.

Image 24 : Laurent Gbagbo vu comme défenseur des Jeunes patriotes.

Image 25 : La gestuelle de la danse Zouglou.

Image 26 : Déclaration du directeur général de l'ONI sur le processus d'identification.

Image 27 : Zougloumen et Jeunes patriotes au meeting du 9 septembre 2006, à Yopougon.

Image 28 : Le groupe Zouglou Fabeti soutient Laurent Gbagbo.

Image 29 : La Galaxie patriotique effacée par le régime Alassane Ouattara.

Image 30 : Les dignitaires LMP rêvent d'un retour au pouvoir.

Image 31 : Le Ghana interdit aux pro-Gbagbo des activités politiques sur son sol.

Image 32 : Charles Blé Goudé se dit menacé de mort.

Image 33 : La une de *Le Patriote* sur la disposition de Charles Blé Goudé à aller à la CPI.

## Cartes

Carte 1 : Situation géographique de la Côte d'Ivoire en Afrique.

Carte 2 : Carte de la Côte d'Ivoire.

Carte 3 : Les quatre grandes familles linguistiques en Côte d'Ivoire.

Carte 4 : La Côte d'Ivoire de 1933 à 1947.

Carte 5 : Partition de la Côte d'Ivoire en deux zones, en 2002.

Carte 6 : Mouvements des rebelles vers le Sud, à partir de mars 2011.

Carte 7 : La bataille finale à Abidjan, en avril 2011.

## Tableaux

Tableau 1 : Évolution des exportations de café et cacao de 1960 à 1992.

Tableau 2 : IDH de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Bénin de 1990-2017.

## Graphiques

Graphique 1 : Production du cacao en milliers de tonnes de 1993 à 2013.

Graphique 2 : Prédominance du café et du cacao dans les exportations de 1960 à 1992.

Graphique 3 : Variation du PIB/habitant en pourcentage de 1990 à 2019.

## Schéma

Schéma : Composition de la Galaxie patriotique.

## Encadrés

Encadré 1 : Communiqué du gouvernement annonçant l'année blanche en 1990.

Encadré 2 : Note du Comité exécutif de l'UGECI en 1963.

Encadré 3 : Déclaration de l'UNECI en juin 1969.

Encadré 4 : Courrier du député Didier Julia à Nicolas Sarkozy, le 10 avril 2011.



## REMERCIEMENTS

Je remercie Monsieur Mathieu Petithomme, mon Directeur de thèse qui, avec une simplicité marquante, m'a conduit jusqu'à la fin de cette thèse. Sa disponibilité et son ardeur au travail m'ont guidé dans cette formation doctorale. J'adresse également ma reconnaissance aux membres du jury qui ont pris de leur temps pour lire et donner leur avis sur mon étude : merci à Monsieur Dominique Andolfatto, Président du jury, pour le temps consacré à mon travail. Mes remerciements s'adressent aussi à Madame Leïla Lankarani pour avoir accepté de donner son éclairage de juriste sur mon sujet d'étude. Toute ma gratitude à Madame Marie-Emmanuelle Pommerolle, pour avoir porté, sur ma recherche, son regard de spécialiste des mobilisations sociales dans des pays d'Afrique. Toute ma reconnaissance à Monsieur Richard Banégas qui, par ses travaux sur la Côte d'Ivoire et la Galaxie patriotique, m'a donné des éléments de base pour mon enquête de terrain. Merci pour le temps consacré à lire ma thèse. Je dis aussi toute ma gratitude à Monsieur Julien Atchoua, spécialiste en communication politique, pour sa présence dans mon jury de thèse de doctorat et pour l'intérêt accordé à ma recherche. Je remercie également Monsieur Christophe Roux pour son regard de politologue sur mon étude.

En outre, je suis reconnaissant à feu mon père Tiama Raphaël Koffi et à ma mère Affouët Marthe Kacou qui m'ont encouragé et ont toujours été présents pour leurs enfants. Je dis, par ailleurs, un grand merci à ma famille qui m'a soutenu dans cette aventure, en supportant mes absences et mes périodes de concentration qui m'imposaient des moments de solitude. Merci enfin à mes amis, Donatien Akman et Désirée Niangoran, qui m'ont encouragé à aller au bout de cette œuvre.

*À feu Tiama Raphaël Koffi, mon père, qui a œuvré pour que ses enfants soient heureux.*

*À Affouët Marthe Kacou, ma mère, pour qui aucun effort n'est assez pour le bonheur de ses enfants et petits-enfants.*

*À mon frère, feu Docteur Rodrigue Koffi Etty, et à ma sœur, feu Bernadette Koffi Etty, pour leur soutien.*

## AVANT PROPOS

Lorsque Mohamed Bouazizi, vendeur de légumes ambulant de 26 ans, s'est immolé par le feu, le 17 décembre 2010, devant le siège du gouvernorat de Sidi Bouzid en Tunisie, peu de personnes s'attendaient à ce que cet événement, qui *a priori* concernait un « acteur subalterne » au sens d'Achille Mbembe<sup>1</sup>, soit le point de départ de la vague de changement qui allait ébranler le monde arabe. Le « Printemps arabe » qui partit de ce fait apparemment anodin a mis au jour la capacité d'un peuple mobilisé à modifier l'histoire de son pays. Ce qu'on pourrait nommer une « politique par le bas », comme le suggèrent Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor<sup>2</sup>, révéla la capacité des actants d'un réseau, aussi insignifiants soient-ils, à transformer les relations systémiques du réseau par leur action ou leur absence<sup>3</sup>. C'est ainsi que des acteurs dominés peuvent devenir dominants. Autant l'ampleur pris par le suicide de Mohamed Bouazizi surprit beaucoup d'observateurs, autant la mobilisation des Jeunes patriotes, à partir du 26 septembre 2002, suite à l'attaque rebelle de la Côte d'Ivoire, une semaine auparavant, prit de nombreux politologues de court. Jamais le pays d'Houphouët-Boigny n'avait vu autant de personnes dans les rues, à l'appel d'un jeune de 30 ans. Charles Blé Goudé et la Galaxie patriotique qui se forma autour de lui venaient de donner à leur pays un tournant décisif dans l'engagement politique de la jeunesse ivoirienne.

La dynamique de cette nouvelle conscience générationnelle qui permit à une nouvelle classe sociale d'exploiter de nouvelles marges d'autonomie structure, en réalité, le combat de plusieurs groupes sociaux dans de nombreux pays. Ces groupes se construisent une identité propre, en rupture avec leurs aînés. Si la Galaxie patriotique n'est pas pionnière dans la socialisation politique des jeunes, on pourrait se demander pourquoi elle a retenu notre attention pour cette étude. Notre décision de suivre ce mouvement dans sa matérialisation est née de notre surprise de voir des milliers de personnes rapidement rassemblées à l'appel d'un jeune de 30 ans. Nous avons ainsi voulu comprendre les moteurs de cette mobilisation et les enjeux que recérait cette irruption d'une nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire. Plus concrètement, il s'agit de découvrir qui étaient ces manifestants et questionner les moteurs de leur politisation, en recherchant les éléments déclencheurs de ce qui apparut comme une nouvelle génération politique au sens de Richard Braungart et Margaret Braungart<sup>4</sup>.

---

<sup>1</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, 268 p.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> Michel Callon et Michel Ferrary, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », *Sociologies pratiques*, vol. 2, n° 13, 2006, pp. 37-44.

<sup>4</sup> Richard Braungart et Margaret Braungart, « Les générations politiques », in Jean Crête, Pierre Favre (dir.), *Génération et politique*, Québec, PUL, Economica, [1989] 1990, p. 38.

On aurait pu croire que l'élection présidentielle du 28 novembre 2010, en Côte d'Ivoire, fût l'élément déclencheur de la grande crise militaro-politique qui secoua le pays en 2010 et 2011. Mais, comme le pense Érick Neveu, « *le simplisme des classements rejoint un autre raccourci analytique : celui qui vise à juger avant de comprendre. Trop de discours, même savants, sur les mobilisations visent à déconsidérer ou célébrer leurs objets* »<sup>5</sup>, à jouer aux prophètes du changement social. Ainsi, notre étude a tenté de s'éloigner de l'*a priori* pour comprendre ce qui se jouait dans l'arène politique ivoirienne depuis les années 1990 où les ingrédients de la crise postélectorale de 2010-2011 ont émergé. Comme l'a déclaré le juge Geoffrey Henderson, lors du procès conjoint de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, le rôle du professionnel du droit est d'approcher les faits dans l'objectivité : « *À une époque où les extraits sonores et les fausses nouvelles dominent le discours public, souvent au détriment de la nuance et d'un raisonnement solide, il est important pour la magistrature de maintenir et de promouvoir certaines normes minimales de rationalité et de transparence* »<sup>6</sup>.

Nous tenterons, ainsi, de faire parler le matériel mobilisé pendant les années de notre recherche sur la Galaxie patriotique sans a priori. Malgré la crise sanitaire de la COVID 19, nous avons sillonné plusieurs pays, en quête de « sachants » et de matériels de première main. Des pro-Gbagbo, des pro-Ouattara, comme des personnes apolitiques, ont été approchés, afin d'équilibrer les informations reçues. Des personnalités politiques de haut rang comme de parfaits inconnus ont livré leur part de vérité. L'accalmie politique qui régnait en Côte d'Ivoire a diminué la légitime réticence de certaines personnes à donner leur version de ce qui s'est passé entre septembre 2002 et avril 2011 dans le pays. Si plusieurs ressources documentaires ont été consultées, cette recherche a d'abord été construite sur notre observation curieuse des meetings des Jeunes patriotes à travers plusieurs villes de la Côte d'Ivoire.

---

<sup>5</sup> Érik Neveu (dir.), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 3-4.

<sup>6</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *L'acquittement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 32.

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

La littérature sur la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire est encore peu fournie. Ceux qui ont ouvert ce champ de recherche l'ont abordé sous des angles dont il convient de relever des aspects. Gnangadjomon Koné compare, en effet, la mobilisation des Jeunes patriotes à une « *revanche des porteurs de chaises* »<sup>1</sup>, quand Ahoué Djié y voit plutôt une sédition de la jeunesse<sup>2</sup>. Richard Banégas, suite à ses enquêtes, ouvre la réflexion sur des aspects qui dépassent une simple interprétation fonctionnaliste des actions des Jeunes patriotes régulièrement taxés de « *ventriotes* ». Les derniers événements en Côte d'Ivoire<sup>3</sup> semblent imposer de fait une autre lecture de ce qui s'y jouait entre 2002 et 2011.

Il est clair que « *de toutes les illusions, la plus périlleuse consiste à penser qu'il n'existe qu'une seule réalité* », comme l'enseigne Paul Watzlawick<sup>4</sup>. Seule la mise en relief de paradoxes et de contradictions peut éclairer les moteurs de l'action et de la pensée. Et Marie Miran-Guyon n'a donc pas tort de dire que « *ce qu'est devenue la Côte d'Ivoire aujourd'hui se décline en des réalités plurielles, polyphoniques. Aucune clé de lecture n'épuise à elle seule un sujet qui ne cesse d'évoluer et d'interroger* »<sup>5</sup>. C'est pourquoi, il paraît important de nous adosser à une rigueur scientifique qui s'appuie sur le cadre théorique de notre étude. Il s'agit ici de présenter nos questions et hypothèses de recherche, notre méthodologie et notre cadre d'étude. Notre investigation s'ordonne, ainsi, selon trois axes. D'abord, l'espace de problématisation sera présenté. Ensuite, il s'agira d'exposer la démarche de recueil de données. Enfin, nous situerons le cadre de notre étude.

---

<sup>1</sup> Gnangadjomon Koné, *Les « Jeunes patriotes » ou la revanche des "porteurs de chaises" en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Classiques ivoiriens, 2014, p. 32.

<sup>2</sup> Ahoué Djié, *La jeunesse ivoirienne face à la crise en Côte d'Ivoire. Le point de vue des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 46.

<sup>3</sup> Il s'agit de la rupture d'alliance entre Guillaume Soro et Alassane Ouattara, ainsi que de la nouvelle alliance entre Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié qui a quitté le RHDP d'Alassane Ouattara.

<sup>4</sup> Paul Watzlawick, *La Réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication*, Paris, Seuil, 1978, p. 7.

<sup>5</sup> Marie Miran-Guyon, « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 11-24.

## I DES MOTIVATIONS À COMPRENDRE LA GALAXIE PATRIOTIQUE : L'ESPACE DE PROBLÉMATISATION

La Galaxie patriotique suscite beaucoup d'interrogations. Son surgissement sur la scène politique ivoirienne et l'ampleur qu'elle prit en un laps de temps invitent à analyser ce groupe pour mieux le comprendre. Le sujet de la Galaxie patriotique ouvre des champs d'analyse qu'il convient de spécifier. Ainsi, cette matière offre trois trajectoires : d'abord, l'exposition de nos questions de recherche, puis, le décryptage de trois concepts clés pour approcher la Galaxie patriotique et, enfin, la mise en exergue de nos hypothèses de recherche.

### 1) Une question de recherche pour des enjeux en suspens

La rébellion armée du 19 septembre 2002 en Côte d'Ivoire, dirigée par un jeune de 30 ans, Guillaume Soro, a divisé le pays en deux. Pour s'y opposer, la Galaxie patriotique, conduite par un autre jeune de 30 ans, Charles Blé Goudé, a mobilisé la moitié Sud du pays avec une performativité rarement égalée en Côte d'Ivoire. La mémoire historique ivoirienne n'a pas trace de pareille mobilisation de centaines de milliers de personnes à l'appel d'un jeune leader politique ivoirien avant 2002. Et pourtant, depuis 1930, des mouvements de jeunes se sont signalés dans le pays, comme en Afrique. Notre étude voudrait mettre en exergue ce qui a fait la force de la Galaxie patriotique aussi appelée Jeunes patriotes ou Alliance des jeunes patriotes. Si la mobilisation des Jeunes patriotes peut faire l'objet de diverses lectures : opportunité d'accumulation de richesse, courroie de transmission idéologique du régime, appareil de terreur au service d'un « État milicien »<sup>6</sup> etc., il nous semble que ces attributs de personnes manipulées ou affamées ne disent pas tout de la réalité de cette organisation juvénile et de ce qui est en train d'émerger dans cette conscience générationnelle. Comment ne pas rejoindre ici Magali Boumaza et Jean-François Havard qui restent persuadés que les générations politiques<sup>7</sup> font partie des objets politiques encore mal identifiés en science politique ? Il serait alors intéressant de revisiter, avec une posture distanciée, l'objet de notre étude, en le rapprochant à de nouvelles problématiques. Les clés de compréhension sont souvent loin des modèles les plus fréquemment utilisés.

Notre souhait d'approcher la question de la Galaxie patriotique est né de notre surprise de voir des centaines de milliers de personnes rapidement mobilisées dans les rues ivoiriennes. Il s'agit de comprendre les moteurs de ces manifestations en convoquant l'histoire de la Côte

---

<sup>6</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, « Gouverner par la parole : parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 21-48.

<sup>7</sup> Magali Boumaza et Jean-François Havard, « Générations politiques : regards comparés. Avant-propos au thème », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 183-188.

d'Ivoire. Notre thèse s'inscrit dans le champ disciplinaire des sciences politiques. Dans ce travail, l'accent sera principalement mis sur l'aspect innovateur de ce groupe politique, en questionnant les individus, leurs subjectivités<sup>8</sup>, les modalités de leur subjectivation et de leur adhésion à la Galaxie patriotique. La subjectivation est ici entendue au sens de Michèle Bertrand qui la définit comme « *une appropriation subjective, par opposition au déni, au clivage, et aux différents modes de mise "hors sujet" d'une partie de la réalité psychique* »<sup>9</sup>. Ainsi, le questionnement qui guidera notre étude est : comment expliquer l'émergence et la politisation d'une nouvelle génération politique autour des Jeunes patriotes en Côte d'Ivoire ? Qui sont ces manifestants et quels ont été les éléments déclencheurs de leur politisation et de leur mobilisation ?

Il s'agira de tenter, selon les termes d'Alain Bertho, de « *comprendre ce qui se dessine sous notre regard que nul paysage médiatique ou intellectuel n'a tenté de voir ou de comprendre* »<sup>10</sup>. Notre démarche, ici, consiste à faire dialoguer l'émergence de ce mouvement patriotique avec ce que Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo nomment les réseaux routiniers de l'espace quotidien et les pratiques de sociabilité ordinaire<sup>11</sup>. Il sera donc question de nous éloigner d'une approche stratégiste ou instrumentaliste qui plaque de l'intentionnalité là où il n'y en a pas forcément<sup>12</sup>. En septembre 2006, un jeune, à Abidjan, disait ceci : « *Vous nous traitez aujourd'hui de patriotes à la solde du Président Laurent Gbagbo. Nous ne sommes pas... à la solde du Président Laurent Gbagbo. Nous sommes des résistants. Voilààà ! Nous sommes des résistants à la solde de notre République... qui est en train d'être tenaillée par des colons des temps anciens* »<sup>13</sup>. Il semble ainsi pertinent de voir comment la Galaxie patriotique a pu s'imposer comme acteur de l'émergence d'une génération politique en Côte d'Ivoire. Notre travail tentera de découvrir ce qui la différencie des autres manifestations de jeunesse qui ont émergé dans le pays depuis 1930. La Galaxie patriotique constitue un objet d'étude particulièrement riche sur la place qu'occupe désormais une certaine jeunesse et sur le rôle qu'elle peut jouer au sein de la société. Pour examiner les logiques internes du mouvement des Jeunes patriotes, plusieurs notions cardinales sont convoquées, notamment la socialisation politique, la mobilisation politique et la génération politique. Dans cette réflexion, les travaux d'Annick Percheron, de Michel Dobry ainsi que ceux de Richard et Margaret Braungart seront sollicités.

---

<sup>8</sup> Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, MSH, 2014, 192 p.

<sup>9</sup> Michèle Bertrand, « Qu'est-ce que la subjectivation ? », *Le Carnet PSY*, vol. 96, n° 1, 2005, pp. 24-27.

<sup>10</sup> Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayart, 2009, p. 9.

<sup>11</sup> Richard Banégas, Florence Brisset-Foucault et Armando Cutolo, « Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 5-20.

<sup>12</sup> *Ibidem*.

<sup>13</sup> Richard Banégas, « La politique d'intervention de la France en Afrique vue d'en bas. Réflexions à partir du cas de la Côte d'Ivoire », *Les Temps modernes*, vol. 693-694, n° 2-3, 2017, pp. 288-310.

## 2) Comprendre les Jeunes patriotes à la lumière de trois concepts clés : la socialisation politique, la mobilisation politique et la génération politique

Dans le cadre de cette thèse, nous offrons une relecture des événements de 2002 en Côte d'Ivoire à partir des regards croisés d'Annick Percheron et de Michel Dobry avec ceux de Richard et Margaret Braungart. Ces auteurs proposent, respectivement, une lumière sur les concepts de socialisation politique, de mobilisation politique et de génération politique. Il sera question de voir comment les actions collectives ou les mobilisations protestataires émergent selon eux. L'objectif est de convoquer les revendications et les stratégies de distinction mises en œuvre par les tenants respectifs de ces perspectives et accepter de suivre leurs différentes approches dans leurs manières d'affirmer la spécificité théorique des processus analysés et dans ce qui représente leur ambition théorique et empirique. Et nous ferons dialoguer leur vision avec l'émergence de la Galaxie patriotique.

En premier lieu, la socialisation politique s'intéresse aux mécanismes de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques. Même si elle favorise une reproduction sociale des comportements et des attitudes politiques, les acteurs sociaux impactés peuvent décider ou non de se mobiliser. Ils peuvent, en effet, s'adapter ou avoir des changements d'opinion sur les événements qu'ils vivent. Plusieurs auteurs se sont intéressés au concept de socialisation politique. Ainsi, Philippe Braud l'entend comme un processus d'inculcation des normes et valeurs qui structurent les perceptions que les acteurs sociaux se font du pouvoir politique et des groupes de références<sup>14</sup>. Justement, Anne Muxel relève le rôle important, dans les manifestations de rue par exemple, des agents de socialisation qui sont des individus exerçant un rôle d'inculcation comme les pairs (voisins, amis...)<sup>15</sup>. Pierre Bourdieu parle d'*habitus*<sup>16</sup>, postulant que « *les conditionnements associés à une classe particulière de conditions d'existence produisent des habitus, systèmes de dispositions durables et transposables* »<sup>17</sup> qui fonctionnent comme « *principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente de fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre* »<sup>18</sup>. Ces habitus fonctionnent, pour lui, comme une matrice de perceptions, d'appréciations et d'actions, conciliant les impératifs culturels avec les capacités de choix stratégiques des acteurs.

Nous entendrons, dans cette réflexion, la socialisation politique au sens d'Annick Percheron pour qui le processus de socialisation « *donne aux individus la matière profonde de*

---

<sup>14</sup> Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2008, 688 p.

<sup>15</sup> Anne Muxel, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2001, 190 p.

<sup>16</sup> Pierre Bourdieu, *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, 480 p.

<sup>17</sup> *Idem*, p. 88.

<sup>18</sup> *Ibidem*.



*leurs perceptions, de leurs représentations, de leurs attitudes. Elle les aide à construire le fond de carte sur lequel viendront s'inscrire avec des contenus différents, des reliefs différents, les événements successifs* »<sup>19</sup>. Annick Percheron s'appuie sur trois postulats : d'abord, le socialisé n'est pas un être passif, malléable et conditionnable à merci car l'individu choisit, aménage, construit ses orientations politiques en fonction de ce qu'il est et de ce qu'il veut être ; il est actif et pensant. Ensuite, la socialisation est un processus qui s'opère par étape en lien avec le développement affectif et cognitif de l'individu, la diversité de ses expériences et les changements de son environnement. Enfin, la socialisation politique n'est qu'un aspect d'un processus plus large qui est la construction d'une identité sociale<sup>20</sup>.

Ainsi, la socialisation politique est l'acquisition et la construction progressives, depuis l'enfance jusqu'à l'âge adulte, des choix, des attitudes et des comportements qui constituent l'identité politique des individus. Pour Annick Percheron donc, la socialisation joue un rôle important de cadrage dans la définition des comportements et des attitudes politiques au cours de la vie des individus. Toutefois, les événements politiques qu'ils vivent (révolutions, guerres, élections) ou des changements importants dans leur vie socioprofessionnelle peuvent modifier l'identité politique des individus. Il faut donc tenir compte des conjonctures économiques, sociales et politiques spécifiques qui peuvent être à l'origine de cultures politiques spécifiques. La socialisation ne fonctionne pas comme un simple mécanisme de reproduction à l'identique<sup>21</sup>. Elle s'éloigne de la position fonctionnaliste pour laquelle la socialisation politique conduirait nécessairement à l'acceptation du système politique. Selon Annick Percheron :

*« la socialisation ne se résume pas à la simple acceptation d'attitudes et de comportements "prêts à porter"; elle est un processus de construction de l'identité des sujets, et celle-ci résulte de l'incorporation, de l'appropriation par le sujet des valeurs, des normes et des savoirs de son groupe, ce qui conduit, notamment, au réaménagement des références au passé »*<sup>22</sup>.

La socialisation se déroule dans un contexte marqué par des conflits de valeurs et de normes. Ainsi, la socialisation désigne un processus actif de construction, de déconstruction et de reconstruction d'identités liées aux différentes sphères d'activités. Dans ce cadre, les individus construisent, par intériorisation progressive, une grille de lecture qui leur permet d'interpréter la réalité et de se positionner dans le champ politique. C'est ainsi que peuvent ou non se former des mobilisations sociales ou des crises politiques.

---

<sup>19</sup> Annick Percheron, *La socialisation politique. Textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 191.

<sup>20</sup> Nonna Mayer, « In memoriam. L'apport d'Annick Percheron à la sociologie », *Revue française de sociologie*, n° 34-1, 1993, pp. 125-133.

<sup>21</sup> Annick Percheron, « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 42, 1987, pp. 43-51.

<sup>22</sup> *Ibidem*.

En second lieu, concernant les mobilisations politiques, pour Michel Dobry<sup>23</sup>, la crise est l'état du système social dont l'organisation est affectée par un processus de mobilisations multisectorielles. Il fait l'analyse des crises internes comme conjonctures politiques fluides, ces moments couramment nommés « crises » et recouvrant, en réalité, un ensemble de phénomènes (révolutions, transitions, rébellions, scandales) rassemblés par leur dénominateur commun qu'est l'érosion des rapports sociaux et des configurations institutionnelles précédemment considérés comme allant de soi<sup>24</sup>. La fluidité, c'est la collusion des secteurs. Selon Michel Dobry, sa théorie des conjonctures politiques fluides permet d'expliquer aussi bien les événements de mai 1968 en France, que les bouleversements qui se sont produits en Europe de l'Est à la fin des années 1980 ou encore, plus récemment, les révolutions dans les pays arabes. On assiste, durant ces crises politiques, à la déssectorisation conjoncturelle de l'espace social. C'est-à-dire que, dans les sociétés complexes où les secteurs sociaux étaient relativement cloisonnés et autonomes, le moment du processus critique amène ces mêmes secteurs à réduire leur autonomie les uns par rapport aux autres, à se rencontrer et à se mobiliser ensemble. Il entend, par mobilisation multisectorielle, une mobilisation qui « *affecte simultanément plusieurs sphères sociales différenciées d'une même société* »<sup>25</sup>. Les logiques spécifiques et les frontières entre secteurs sociaux s'effacent pour un moment. Il parle de « *l'interférence des logiques sectorielles* » ou d'interdépendance tactique élargie<sup>26</sup>.

Michel Dobry analyse le mode par lequel les acteurs gèrent ou suscitent les processus de mobilisations politiques à travers la réalisation et l'échange de « coups », c'est-à-dire des actes et comportements individuels ou collectifs qui affectent « *soit les attentes des protagonistes d'un conflit concernant le comportement des autres acteurs, soit ce que Goffman appelle leur "situation existentielle"* »<sup>27</sup>, parlant des rapports qui s'établissent entre les acteurs et leur environnement. L'échange de coups qui prend place dans les phases de mobilisation s'articule à des « logiques de situation » qui « *tendent à s'imposer [aux] acteurs et tendent à structurer leurs perceptions, leurs calculs et leurs comportements* »<sup>28</sup>. Pour lui, les mobilisations ne sont pas propres aux opposants, aux dominés ou aux mécontents ; et elles ne sont pas forcément dirigées contre les autorités en place. Il parle de mobilisation lorsqu'une ressource donnée s'insère dans une ligne d'action ou un coup, dans un contexte conflictuel. Michel Dobry entend caractériser les évolutions

---

<sup>23</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, [2009] 2012, 432 p.

<sup>24</sup> Brigitte Gaiti et Johanna Siméant (dir.), *La consistance des crises. Autour de Michel Dobry*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 330 p.

<sup>25</sup> Michel Dobry, *Op. cit.*, 2009, p. 13.

<sup>26</sup> *Idem*, p. 20.

<sup>27</sup> *Idem*, p. 21.

<sup>28</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 40.

progressives ou brutales provoquées par des mobilisations multisectorielles : lorsque plusieurs secteurs sociaux sont simultanément parcourus de tensions, une « *désectorisation conjoncturelle de l'espace social* »<sup>29</sup> se produit, qui se traduit par une situation de « *fluidité politique* »<sup>30</sup>. Les mobilisations ne se réalisent pas nécessairement autour d'enjeux ou de perspectives stratégiques identiques à tous les acteurs et segments sociaux mobilisés. Pour le prouver, Michel Dobry évoque le Forum d'Alger, le 13 mai 1958, où militaires, activistes d'extrême droite et gaullistes étaient rassemblés sans projet commun<sup>31</sup>.

L'auteur réfute l'idée d'une manipulation purement instrumentale des ressources que les acteurs politiques utiliseraient comme de simples moyens pour atteindre certaines fins. Il pense qu'on ne peut analyser les crises politiques en fonction du choix des leaders ou de la direction du Parti. Pour lui, les processus critiques sont structurés par ce moment d'incertitude produite par la déséctorisation de l'espace social qui ne permet pas de penser les crises politiques et les révolutions comme le produit des choix rationnels des différents acteurs. Il s'éloigne des politologues qui, convaincus de l'existence de certaines régularités dans la marche de l'histoire, cherchent à restituer l'enchaînement temporel particulier des diverses phases ou étapes conduisant à un type de résultat<sup>32</sup>. De fait, en mai 1968, ni le général de Gaulle, ni Daniel Cohn-Bendit ne maîtrisaient ce qu'il se passait, ni ne pouvaient anticiper la suite des événements. Michel Dobry postule que les crises politiques peuvent être le théâtre de phénomènes de délégitimation aussi amples que brusques, prenant le contre-pied de l'idée d'une érosion de légitimité qui leur serait antérieure. Il en situe l'origine dans les ruptures que les « transactions collusives », établies entre les secteurs stratégiques du régime, peuvent connaître lorsqu'il y a une mobilisation multisectorielle. Et justement, cette mobilisation multisectorielle, nourrie par les échanges de coups entre acteurs sociaux peut conduire à l'émergence de générations politiques entendue au sens de Richard et Margaret Braungart. Il paraît ainsi important de mettre en résonance ces différentes approches conceptuelles de la socialisation et de la mobilisation politique avec la notion de génération politique, le troisième concept clé en toile de fond de cette étude.

En effet, Richard et Margaret Braungart définissent la génération politique comme un groupe d'âge historique qui se mobilise pour œuvrer au changement social ou politique, à un moment où l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif. Pour eux, les générations politiques « *sont dues à l'interaction des forces qui se dégagent des phénomènes de cycles de vie, lorsque des cohortes ayant développé une conscience générationnelle grandissent sous des*

---

<sup>29</sup> *Idem*, p. 126.

<sup>30</sup> *Ibidem*.

<sup>31</sup> Michel Dobry, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 3, 1983, pp. 395-419.

<sup>32</sup> Michel Dobry, *Op. cit.*, 1986, p. 38.

*circonstances historiques qui changent, et qu'elles réagissent à une société décevante en se mobilisant en vue du changement politique* »<sup>33</sup>. Pour isoler d'éventuels effets de génération à l'intérieur d'une cohorte, il faudrait repérer une conscience collective spécifique et un ensemble d'attitudes propres. Comme le postule Bénédicte Récappé<sup>34</sup>, on pourrait *a priori* voir, à travers l'expression « génération politique », la rencontre entre une cohorte et un événement politique. On citerait, ici, les exemples de la jeunesse hongroise de 1956 et de la jeunesse mexicaine de 1968 qui ont incarné l'essor de générations politiques, grâce à leur implication dans un vaste mouvement contestataire. Le rôle de l'événement fondateur dans la cristallisation d'une nouvelle génération politique a été étudié par de nombreux travaux<sup>35</sup>.

Même s'il rejette le concept de « génération politique », Vincent Tournier a le mérite de le mettre en rapport avec « *l'hypothèse d'une mentalité collective façonnée par un événement fondateur* »<sup>36</sup>. Si la Galaxie patriotique se présente comme une génération politique au sens de Richard et Margaret Braungart<sup>37</sup>, cet événement fondateur dont parle Vincent Tournier pourrait être, ici, l'attaque de la patrie ivoirienne par des assaillants le 19 septembre 2002. Reinhart Koselleck dit que chaque événement donne naissance à la fois à plus et à moins que ce qui est contenu dans ses données préalables<sup>38</sup>. La Galaxie patriotique est justement née le 26 septembre 2002, soit une semaine après les attaques rebelles. On pourrait parler d'échange de coups, au sens de Michel Dobry, entre les rebelles et la Galaxie patriotique. Il semble donc que la socialisation politique des Jeunes patriotes soit avant tout nationaliste, renvoyant à l'attaque rebelle du 19 septembre 2002. Armando Cutolo et Richard Banégas relèvent que « *c'est dans le contexte de crise politique et militaire, à l'entame des années 2000, que la Côte d'Ivoire va voir se dupliquer des dizaines de "parlements de la rue" sur le modèle de la "Sorbonne" du Plateau* »<sup>39</sup>.

Ainsi, même si Christian Bouquet postule qu'« *à part la volonté effrénée de "manger tout de suite", cette génération n'a en rien modifié les pratiques antérieures* »<sup>40</sup>, la Galaxie patriotique se réclame comme un mouvement, guidé par une conscience politique et générationnelle, mené par des jeunes de 30 ans en moyenne, à l'époque, qui défendaient leur patrie en danger, face à l'échec des anciens. On y verrait une « *posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance* »<sup>41</sup>.

---

<sup>33</sup> Richard Braungart et Margaret Braungart, « Les générations politiques », in Jean Crête, Pierre Favre (dir.), *Génération et politique*, Québec, PUL, Economica, [1989] 1990, p. 38.

<sup>34</sup> Bénédicte Récappé, « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 205-220.

<sup>35</sup> On pourrait citer ici les contributions du dossier « Dimensions de la socialisation », publié dans la *Revue française de science politique*, n° 2-3, 2002.

<sup>36</sup> Vincent Tournier, « Génération politique », in Bruno Cautres et Nonna Mayer (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2004, p. 230.

<sup>37</sup> Richard Braungart et Margaret Braungart, *Op. cit.*, 1989, p. 9.

<sup>38</sup> Reinhart Koselleck, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, 334 p.

<sup>39</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, *Op. cit.*, 2012, pp. 21-48.

<sup>40</sup> Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 293.

<sup>41</sup> Piero-Dominique Galloro (dir.), *Discours et parcours de radicalisation et de violence. Radicalisme(s), radicalisation(s), radicalité(s), violence(s)*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 13.

Piero-Dominique Galloro reprend, en outre, cette pensée de Joseph de Maistre qui clame, à propos de la Révolution de 1789, que « *ce n'est pas les hommes qui mènent la révolution, c'est la révolution qui mène les hommes* »<sup>42</sup>. Il assimile ici le processus révolutionnaire à une machine qui, une fois enclenchée, « *n'obéit qu'à sa propre dynamique interne* »<sup>43</sup>, indépendamment de la volonté des acteurs. Pour expliquer le fait que des sociétés africaines soient de moins en moins manipulables, malgré le caractère fortement asymétrique des forces engagées, Michel Galy affirme que :

*« Plus jeunes, plus instruits ou plus mobilisés, les jeunes ivoiriens ont transformé dans une certaine mesure le régime représentatif en régime populiste [...] De l'imbroglie ivoirien où s'est piégée l'ex-puissance coloniale, une vérité fragmentaire se fait jour : on ne gouverne plus - par prétoriens, diplomates ou relais locaux - un pays africain comme dans le demi-siècle précédent : des forces politiques autochtones se sont affirmées »*<sup>44</sup>.

Incarnant un idéal de changement, ces Jeunes patriotes ont joué un rôle central dans l'élaboration de dispositifs rhétoriques qui font sens au-delà des frontières générationnelles. Se situer au niveau des producteurs de message<sup>45</sup> permet ainsi de mesurer l'impact des effets générationnels sur la production des idéologies nationalistes : « *Aux armes, nous opposerons toujours nos convictions, notre foi, notre soif de libertés. Les armes, même les plus puissantes, ne tueront jamais la volonté d'un peuple décidé à se battre pour sa vie et sa liberté* »<sup>46</sup>, clame Charles Blé Goudé. Sur ce point, il partage la lecture d'Ahoué Djié qui dit qu'il est question ici d'une politique par la sédition « *à la surprise générale, mais sans que cela fût l'objet d'un hasard* »<sup>47</sup>. Des personnes aux profils socioprofessionnels divers ont investi l'espace public jadis réservé aux professionnels de la politique. On pourrait y voir un décroisement des secteurs autonomes dont parle Michel Dobry. C'est dans ce contexte d'assignation à « *régénérer la nation, à se "lever en hommes" contre les complots coloniaux de la dépossession de soi, qu'il faut comprendre l'engagement des orateurs patriotiques* »<sup>48</sup>. Il s'agit du remplacement d'un ordre du monde par un autre ou du renversement de l'ancien cadre normatif par un nouveau<sup>49</sup>.

En définitive, cette mobilisation juvénile patriotique, il faut la prendre au sérieux et en ressortir son sens sociologique. D'ailleurs, la dimension générationnelle du renouveau nationaliste est loin d'être une exception ivoirienne<sup>50</sup>. À partir de la posture d'Annick Percheron sur la socialisation politique ainsi que du regard de Michel Dobry sur les mobilisations politiques, et en

---

<sup>42</sup> *Idem*, p. 27.

<sup>43</sup> *Idem*, p. 28.

<sup>44</sup> Michel Galy, « Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2005, pp. 793-807.

<sup>45</sup> Pierre Ansart, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1983, p. 20.

<sup>46</sup> Charles Blé Goudé, *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, Abidjan, Leaders Team Associated/Frat Mat Éditions, 2006, p. 100.

<sup>47</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 46.

<sup>48</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, *Op. cit.*, 2012, pp. 21-48.

<sup>49</sup> Piero-Dominique Galloro (dir.), *Op. cit.*, 2019, p. 28.

<sup>50</sup> En témoignent les travaux sur les générations politiques en Afrique de l'Ouest (Jean-François Havard), en Hongrie et au Mexique (Bénédicte Récapé), dans la République de Tchétchénie-Ingouchie (Aurélie Campana), en Palestine (Vincent Romani), à Cuba (Lorraine Karnouh), en Turquie (Nicolas Monceau) ou en Égypte (Chaymaa Hassabo).

convoquant la contribution de Richard et Margaret Braungart dans leur compréhension des générations politiques, nous tenterons de répondre à nos questions de recherches sur les événements de septembre 2002 en Côte d'Ivoire qui ont vu apparaître la Galaxie patriotique. La contribution de ces auteurs met en évidence des dynamiques similaires en Côte d'Ivoire, dans les périodes de 2002 à 2010. Des hypothèses sont ainsi convoquées, afin de les confronter aux résultats de nos enquêtes.

### 3) Trois hypothèses pour penser la Galaxie patriotique

Cette matière présente les trois hypothèses défendues dans cette thèse. Notre première hypothèse est en lien avec le profil social des Jeunes patriotes. Jean-François Bayart a montré que les mobilisations politiques peuvent parfois cacher des stratégies d'accumulation et de captation de rente, dans une logique classique de « *politique du ventre* »<sup>51</sup>. Et Christian Bouquet postule que ces personnes qui « *ont pu infléchir le cours de l'Histoire ivoirienne partageaient non pas le sens de l'intérêt général ou de l'intérêt supérieur de la nation, mais un goût immodéré pour le pouvoir* »<sup>52</sup>. Beaucoup d'observateurs affirment, en effet, que les leaders de la Galaxie patriotique se sont enrichis en monnayant leur force de mobilisation, en vue de sortir de leur pauvreté. Ce serait le cas de Charles Blé Goudé, comme l'indique la une de *Le Patriote* ci-dessous. Pour A. J., un membre important de l'appareil sécuritaire du régime FPI, les leaders de la Galaxie patriotique prenaient de l'argent avec Laurent Gbagbo mais ne partageaient pas avec le reste du groupe, d'où des conflits internes récurrents<sup>53</sup>.

#### Image 1 : Charles Blé Goudé taxé de s'enrichir sur le dos de la Galaxie patriotique.



Source : *Le Patriote*, n° 3087, 29 janvier 2010, p. 1.

Julien Atchoua dit que les « agoras » et « parlements » qui ont été récupérés par la Galaxie patriotique sont composés dans leur « *grande majorité de personnes sans emploi. Les plus*

<sup>51</sup> Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 439 p.

<sup>52</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 294.

<sup>53</sup> Entretien avec A. J., 23 juillet 2022, Plateau.

*chanceux sont des débrouillards du secteur informel difficilement rentable* »<sup>54</sup>. Et pour Gnangadjomon Koné, les Jeunes patriotes sont « *l'assemblage d'une jeunesse déclassée, désespérée et pour qui "le présent n'est pas serein, le futur est une question"* »<sup>55</sup>. C'est pourquoi ils se plaisent à se rassembler dans les agoras, parlements... ces endroits « *où l'on supporte mieux le poids de la mi-journée et l'on oublie surtout le chômage, la galère et toutes sortes de difficultés* »<sup>56</sup>.

Pour nous, les Jeunes patriotes n'étaient pas tous des sans-emploi, des vauriens ou des oisifs et affamés. *Nous formulons donc une première hypothèse suivant laquelle les Jeunes patriotes remobilisèrent une frange importante de la jeunesse aux profils sociaux diversifiés et hétérogènes*. Nous pensons que la mobilisation des Jeunes patriotes était le fruit d'une « *conjoncture politique fluide* », au sens de Michel Dobry, et qu'elle rassemblait des personnes de secteurs socioprofessionnels très distincts. Il s'est donc agi d'une mobilisation multisectorielle. Richard Banégas va dans le même sens, lorsqu'il affirme que « *la mobilisation patriotique ne pouvait se réduire à sa dimension "alimentaire" et que sa marchandisation ne pouvait non plus se résumer à une économie politique de la rétribution matérielle* »<sup>57</sup>.

Empruntons les mots d'Éliane de Latour pour dire que « *la Côte-d'Ivoire n'est pas l'addition de la Présidence, des Patriotes, des rebelles* »<sup>58</sup>. En ne donnant pas la parole aux invisibles, ceux qui ne sont pas dans la rue ou devant les caméras, on laisse en marge une large frange de la population qui porte un idéal non moins politique : « *C'est précisément derrière les murs que d'autres inscriptions dans le champ politique se font aussi par millions, dans l'attente patiente d'hypothétiques sauveurs à travers des discussions secrètes et enflammées* »<sup>59</sup>. En effet, autant le camp rebelle avait des sympathisants, autant le camp Laurent Gbagbo regorgeait de personnes de toute classe sociale, riches ou moins riches. D'ailleurs, la Commission électorale indépendante (CEI) a crédité le candidat Laurent Gbagbo d'au moins 45,9%<sup>60</sup> des voix au second tour de l'élection présidentielle de 2010<sup>61</sup>, soit environ la moitié de l'électorat ; ce qui tend à illustrer l'existence d'une base sociale importante en sa faveur. Mieux encore, les responsables de la Galaxie patriotique n'étaient pas les seuls membres de cette génération mobilisée. Il y avait l'ensemble innombrable des anonymes qui soutenaient Laurent Gbagbo, sans compter ceux qui,

---

<sup>54</sup> N'Guessan Julien Atchoua, *Les espaces publics informels en Afrique*. « Sorbonne », « agoras et parlements », « grins », Paris, L'Harmattan, 2015, p. 13.

<sup>55</sup> Gnangadjomon Koné, *Op. cit.*, 2014, p. 94.

<sup>56</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, *Op. cit.*, 2012, pp. 21-48.

<sup>57</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2017, pp. 288-310.

<sup>58</sup> Éliane de Latour, « La jeunesse ivoirienne. "Guerriers", "chercheurs", "créateurs" », *Études*, tome 402, n° 4, 2005, pp. 471-482.

<sup>59</sup> *Ibidem*.

<sup>60</sup> Mission d'observation électorale de l'Union européenne, Côte d'Ivoire. *Rapport final : Élection présidentielle 31 octobre – 28 novembre 2010*, p. 36.

<sup>61</sup> Le taux de participation a été très élevé : il était de 81,12%. Et le taux de bulletins nuls était de 2,11%. Cf. Mission d'observation de l'Union européenne, *Op. cit.*, 2010, p. 45.

sans forcément aimer Laurent Gbagbo<sup>62</sup>, adhéraient à son idéologie et se considéraient membres de la Galaxie patriotique. Par conséquent, comme le dit Michel Galy :

*« dresser de fallacieux organigrammes de groupuscules patriotes assimilés à une “armée de l’ombre”, à réduire comme telle, mène au désastre que l’on sait : la présence de deux millions de personnes dans les rues d’Abidjan pour soutenir le Président ivoirien dans l’après Marcoussis aurait pourtant dû suggérer quelques réflexions sur les différents cercles nationalistes »<sup>63</sup>.*

Cette foule semblait guidée par ce que Karl Mannheim<sup>64</sup> nommait la « conscience générationnelle ». Il est vrai que certains chefs de la Galaxie patriotique ont profité de la lutte pour s’enrichir rapidement. Comme dans toute organisation, il y a eu des profiteurs. Mais faut-il généraliser ces déviations ? Nous pensons que cet argument ne vaut pas forcément pour le commun des militants, pour le « parlementaire debout » qui venait, « tous les midis, écouter les débats à la Sorbonne<sup>65</sup> du Plateau ou le petit “membre statutaire” d’une agora de quartier qui, lui aussi, a pris des responsabilités localement sans être véritablement payé en retour. Et que dire, enfin, de ces milliers de sympathisants de la cause »<sup>66</sup> qui, non seulement n’en tiraient rien matériellement mais, au contraire, payaient pour assister aux débats et soutenir les orateurs ? Comment expliquer la détermination de ceux qui ont donné librement leur vie, les mains nues<sup>67</sup>, pour la cause républicaine en s’exposant aux balles de l’ennemi, en enjambant les corps sans vie de leurs amis massacrés et tombés devant eux ?

Notre seconde hypothèse convoque les facteurs qui ont fait apparaître la Galaxie patriotique sur la scène politique ivoirienne. Plusieurs auteurs lient son émergence à des facteurs endogènes. Ainsi, pour Richard Banégas, la radicalisation du discours des Jeunes patriotes correspond à « une aliénation ancienne de la société ivoirienne vis-à-vis de l’ex-puissance coloniale qui, jusque dans les années 1990, a maintenu une présence directe à tous les niveaux de l’État et de l’économie »<sup>68</sup>. Pour lui, ce ressort historique a façonné la cause militante des Jeunes patriotes dont les leaders ont été formés sur les « bancs du syndicalisme de gauche et de l’Internationale socialiste, modelés au marxisme révolutionnaire »<sup>69</sup>. D’autres chercheurs pensent, pour leur part, que les jeunes qui s’engagent dans des mouvements sociaux le font parce qu’ils y trouvent un espace de reconnaissance sociale et une voie d’émancipation politique. C’est en tout cas le point de vue de James Ferguson pour qui ces jeunes veulent s’affranchir des tutelles et affirmer leur place dans le monde<sup>70</sup>. Il s’agirait alors d’une revanche des subalternes qui accèderaient ainsi, par leur

---

<sup>62</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2017, pp. 288-310.

<sup>63</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2005, pp. 793-807.

<sup>64</sup> Karl Mannheim, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, [1928] 1990, p. 58.

<sup>65</sup> La « Sorbonne » était le nom donné à une des plus grandes places de rassemblement des Jeunes patriotes à Abidjan.

<sup>66</sup> Richard Banégas, « La politique du “gbonhi” ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d’Ivoire », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, pp. 25-44.

<sup>67</sup> Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 62.

<sup>68</sup> Richard Banégas, *Op. cit.* 2010, pp. 25-44.

<sup>69</sup> *Ibidem*.

<sup>70</sup> James Ferguson, *Global shadows. Africa in the neoliberal world order*, Durham (NC), Duke University Press, 2006, 257 p.



engagement militant, au cercle étroit des ayants droit de l'État et de la nation, comme le pense Gnangadjomon Koné<sup>71</sup>.

Sans nier la pertinence de ces perspectives, nous postulons que les logiques internes ne suffisent pas à expliquer l'émergence de la Galaxie patriotique. En ce sens, *notre seconde hypothèse est que des facteurs endogènes et des facteurs exogènes ont favorisé l'émergence et la consolidation de la Galaxie patriotique*. Pour nous, en effet, si la Côte d'Ivoire n'avait pas été attaquée le 19 septembre 2002 par une rébellion armée, clairement soutenue par l'extérieur, ce mouvement de la Galaxie patriotique n'aurait pas surgi avec autant de force. Comme le dit Laurent Gbagbo, « *les Ivoiriens sont pacifiques, tout le monde le sait. Être violent, ce n'est pas leur nature. La violence a été importée en Côte d'Ivoire, tout le monde le sait* »<sup>72</sup>. La socialisation politique des Jeunes patriotes, au sens d'Annick Percheron, pourrait trouver un élément déclencheur dans cette attaque rebelle lancée cette nuit du 19 septembre 2002. Et ce d'autant plus que, d'après une étude menée par François Roubaud en 2003, les Ivoiriens semblaient reprendre espoir malgré le contexte économique difficile du moment et « *se montraient plutôt confiants dans la volonté des autorités à sortir de l'impasse. Le dérapage n'est donc pas l'émanation de l'accumulation des frustrations populaires. En particulier, il n'est pas l'aboutissement inéluctable de la crise économique* »<sup>73</sup>. Par ailleurs, le clivage Nord-musulman/Sud-chrétien<sup>74</sup> relève, pour François Roubaud, plus de la manipulation que de la réalité<sup>75</sup>.

Ainsi, les brutalités, liées à des actes de violence perpétrés par le groupe armé rebelle, ou Forces nouvelles<sup>76</sup>, ont mis de nouvelles figures à l'avant de la scène médiatique et politique. Pour Richard Banégas, des Ivoiriens pro-Gbagbo ou de simples citoyens anonymes, « *ont eu tendance à interpréter le conflit - et à le vivre - sur le mode agonistique d'une lutte de libération nationale et d'une guerre de la "seconde indépendance"* »<sup>77</sup>. Il s'agirait, ainsi, d'un échange de coups entre acteurs, comme le dirait Michel Dobry. Et, pour Michel Galy, face aux pressions politiques et à « *la sophistication des appareils militaires étrangers, tout se passe comme si les sociétés africaines réactivaient spontanément des registres d'action précoloniaux, ou ancrés dans une vivace ethnicité, quitte à régresser massivement et à convertir les enjeux internes en termes de sacrifices et de violence massive* »<sup>78</sup>. Faisant échos à cette vision, le 2 octobre 2014, à la clôture de

---

<sup>71</sup> Gnangadjomon Koné, *Sociogenèse et dynamique du mouvement « Jeune patriote » en Côte-d'Ivoire*, Thèse de Doctorat en sociologie, Université de Bouaké, 2010.

<sup>72</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 9.

<sup>73</sup> François Roubaud, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 57-86.

<sup>74</sup> Thomas Bassett, « "Nord musulman et Sud chrétien" : les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 13-27.

<sup>75</sup> François Roubaud, *Op. cit.*, 2003, pp. 57-86.

<sup>76</sup> Forces nouvelles est l'un des noms donnés aux rebelles du 19 septembre 2002. Dans cette recherche, les termes rebelles, Forces nouvelles ou assaillants seront employés pour désigner le même groupe.

<sup>77</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2017, pp. 288-310.

<sup>78</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2005, pp. 793-807.

l'audience de confirmation des charges pour lesquelles il était poursuivi à la Cour pénale internationale (CPI), Charles Blé Goudé, principal leader de la Galaxie patriotique, ouvrait son discours de la sorte :

*« Il arrive souvent que les circonstances de la vie et le chemin du destin vous conduisent au carrefour où s'entrechoquent les événements qui participent à construire l'histoire et qui font de nous des témoins privilégiés de ce que sera le futur [...] 2 octobre 2002 - 2 octobre 2014, cela fait exactement douze ans que les ivoiriens, de toutes tendances confondues, descendaient dans la rue, les mains nues, même si le procureur ne veut pas l'admettre. Mais le fait est têtue en histoire ; c'était vraiment les mains nues, pour dire non aux armes d'une opposition armée qui semait la désolation dans des familles, laissant, sur la route qui les a conduits au pouvoir, des orphelins, des veuves. Madame la présidente, c'est nous qui sommes descendus dans la rue, pour dire non à ces armes, en 2002 [...] Mon crime, s'il devait en exister un, c'est d'avoir crié pendant plus de dix ans qu'il est immoral de vouloir accéder au pouvoir par la voie des armes [...] je ne veux pas participer à la rwandisation de la Côte d'Ivoire »<sup>79</sup>.*

Notre troisième hypothèse est relative au lien que Laurent Gbagbo a tissé avec la Galaxie patriotique. Plusieurs observateurs affirment que ces jeunes étaient des instruments au service du régime du FPI qui les aurait manipulés. D'ailleurs, Mian Augustin qui fut secrétaire général de la Fédération estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (FESCI) de 2007 à 2014 et qui vécut de près la crise ivoirienne, affirma en novembre 2011 que la jeunesse s'était laissé instrumentaliser par la politique. C'est ce que rapporte l'article de presse ci-dessous. Pour Gnamantêh, le FPI use de la manipulation

*« sans retenue, sans état d'âme, et avec arrogance et cynisme. Qu'on se souvienne de ces bambins qui, manipulés, ont traité Houphouët-Boigny, le Grand, de "voleur". Qu'on n'oublie pas tous ces jeunes, pompeusement appelés "Jeunes patriotes" que le FPI a transformés en hyènes dévoreuses d'hommes [...] Le bas peuple ne comprend pas que le FPI continue à terroriser les honnêtes gens, à empoisonner leurs esprits par des mensonges à longueur de journée »<sup>80</sup>.*

Comment comprendre, en effet, qu'un homme doté de rationalité puisse s'aligner derrière une personne qui a choisi de s'opposer à la Communauté internationale ? C'est la question que se posent des observateurs de la vie politique ivoirienne<sup>81</sup>. Jean-Claude Coulibaly va dans le même sens quand il affirme que les jeunes qui ont manifesté pour le FPI n'ont rien obtenu :

*« Et lorsque la Refondation<sup>82</sup> déposera son bilan, il n'est pas sûr qu'ils obtiennent mieux. Car en dix ans de "résistance et de lutte patriotique", ce n'est pas maintenant qu'ils en auront les retombées. En fait, il importe d'en appeler à la lucidité et à la dignité de ces jeunes qui se font manipuler par les barons du pouvoir FPI. Un coup d'œil dans le rétroviseur leur permettra de comprendre qu'ils ont été les dindons de la grande escroquerie morale qu'est la lutte contre le néocolonialisme et ses affidés internes »<sup>83</sup>.*

Dans une guerre contre la puissance coloniale dont l'issue était connue d'avance, malgré les nombreuses prophéties qui ont circulé<sup>84</sup> à Abidjan, des analystes sont convaincus que la

<sup>79</sup> IntlCriminalCourt, « Affaire Blé Goudé/Audience de confirmation des charges : Défense, Clôture, 2ème partie », *youtube.com*, 2 octobre 2014, [consulté le 24 février 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=2GzgaBqV9hU].

<sup>80</sup> Gnamantêh, « Provocations, manipulation, mensonges : Fpi ou la méthode Al-Qaïda de l'anarchie ou du terrorisme », *Le Nouveau Réveil*, n° 2890, 16 septembre 2011.

<sup>81</sup> Le pays, « Côte d'Ivoire. Gbagbo, c'est bientôt fini », *Courrier international*, 1<sup>er</sup> avril 2011.

<sup>82</sup> La Refondation est le système politique et économique mis en place par le FPI au pouvoir de 2000 à 2011.

<sup>83</sup> Jean-Claude Coulibaly, « Côte d'Ivoire : Menace sur le processus électoral - "Jeunes patriotes" Arrêtez de vous faire manipuler, pour rien ! », *fr.allafrica.com*, 14 juillet 2009, [consulté le 16 septembre 2020], disponible sur : [https://fr.allafrica.com/stories/200907150488.html].

<sup>84</sup> Marie Miran-Guyon, « Apocalypse patriotique en Côte d'Ivoire. Le pentecôtisme de la démesure », *Afrique contemporaine*, vol. 252, n° 4, 2014, pp. 73-90.

rhétorique de la résistance des leaders des Jeunes patriotes était de la manipulation. Jacques Chirac disait que « *les promesses n'engagent que ceux qui y croient* »<sup>85</sup>. Les rouages de la propagande auraient été mis en œuvre, afin d'ériger des statues de héros et de consolider des mythes fondateurs. La mobilisation populaire par les leaders politiques pourrait répondre à des desseins de manipulation d'une foule qui ne maîtrise pas forcément les enjeux politiques. En évoquant le « cens caché »<sup>86</sup>, Daniel Gaxie parle justement du rôle des inégalités culturelles dans l'entretien de formes de ségrégation politique. De fait, les classes populaires, moins instruites, qui parlent politique sont souvent contraintes de tenir des discours empruntés<sup>87</sup>. Ces classes populaires sont, dès lors, souvent condamnées à trouver des porte-paroles dotés d'une « compétence politique élevée ». Ce sont donc les schémas de pensée des dominants ou leaders qui ont tendance à structurer la lecture politique des suiveurs. Pierre Conesa note, par ailleurs, que les marqueurs ou faiseurs d'opinion ne sont pas forcément les plus fins analystes de la situation, mais les plus influents<sup>88</sup>. Les discours apparaissent alors comme des formes de propagande. Armando Cutolo et Richard Banégas<sup>89</sup> analysent justement les meetings comme des agoras et parlements de la rue érigés en espaces de la mobilisation des patriotes où les orateurs de ces espaces se sont affirmés en tant que sujets moraux et politiques par la prise de parole publique.

## Image 2 : La jeunesse est dite instrumentalisée par les hommes politiques.

**REPORTAGE / SEPT MOIS APRÈS LA FERMETURE DES UNIVERSITÉS**  
**INTERVIEW / MIAN AUGUSTIN (Secrétaire général de la FESCI)**  
**“Nous nous sommes laissés instrumentaliser”**

*Auteur de « Le système éducatif », mais également accusé d'être la cause de tous les maux que connaît l'enseignement supérieur aujourd'hui, la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire, à travers son Secrétaire général Mian Augustin, fait son mea culpa et veut prendre un nouveau départ.*

Réalisée par Moussa Keita

**Le Patriote :** Depuis la fermeture des universités certains étudiants vivent dans la galère la plus extrême. Quel message avez-vous pour eux ?

**Mian Augustin :** C'est avec beaucoup de tristesse que nous avons accueilli la décision du gouvernement de fermer les universités au motif de réhabilitation et d'assainissement. C'était un coup de mouche. Beaucoup d'entre nous ne s'y attendaient pas, c'est donc dans la précipitation que les étudiants ont dû quitter les cités. Il est donc difficile dans ces conditions, que les difficultés des étudiants soient réelles et palpables en particulier pour ceux qui n'ont pas de parents proches à Abidjan. Même ceux qui ont des parents à Abidjan, sont, de par leur statut d'étudiants, de grands gosses d'où la nécessité d'une certaine autonomie. On est nombreux à la maison, les charges des parents augmentent. Des étudiants aujourd'hui ont à peine un repas correct par jour, d'autres louent des baroques dans des bidamfios. La souffrance des étudiants à l'heure où je vous parle est énorme.

**LP :** Après tout ce qui s'est passé, quelle sera la position de la Fesci à l'ouverture des Universités ?

**MA :** Vous savez, beaucoup de mes



**Le SG de la Fesci fait ses mea-culpa.**

pages, et ce je l'ai toujours dit, et je l'ai surme d'ailleurs. Tu peux avoir la volonté de bien faire et fléchir à un moment donné, et ce je le reconnais. Nous nous sommes par moment laissés instrumentaliser par le politique, c'est notre histoire. Il faut le reconnaître et demander pardon pour cela à tous ceux à qui la FESCI d'une manière ou d'une autre a causé du tort. Aujourd'hui, avec l'expérience acquise, nous estimons que nous nous ferons le cap que nous avons amorcé en prenant les rênes de cette organisation. Plus rien ne nous fera dévier de

riation syndicale. Non, la Fesci est une association qui défend les intérêts moraux et matériels des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire. C'est de bonne guerre, quand les gens se sentent excités par un certain nombre de choses, par moment on dit... ! Et cela, nous le comprenons. Et tenez-vous bien, ce n'est pas aujourd'hui que les gens réclament la dissolution de la FESCI. C'est au regard de toutes ces réorientations en l'honneur de la FESCI qui sont pour certains fondées que nous avons décidé d'un retour aux sources, à la mission originelle de la Fesci. Et c'est ce qui a suscité ma candidature. Voilà le contexte que je trace, un nouveau départ avec une Fesci responsable, soucieuse que je suis, de l'amélioration des conditions de vie et d'études des camarades. Les autorités doivent nous faire confiance, nous sommes des enfants de la Côte d'Ivoire, mais nous venons des différentes familles qui constituent la Côte d'Ivoire, c'est toutes les familles qui sont représentées, ce n'est pas un groupe ethnique ni un groupe régional. Chacun vient à la Fesci avec l'éducation qu'il a reçue à la maison. Quand l'enfant veut changer, il faut que les parents l'aident à changer. Ce n'est pas la dissolution de la FESCI qui est la solution académiquement, l'on doit nous encourager à travers notre volonté de faire de la Fesci, un instrument au service du développement de l'école.

Source : *Le Patriote*, n° 3608, 30 novembre 2010, p. 4.

<sup>85</sup> Philippe Walkowiak, « “Les promesses n'engagent que ceux qui y croient” », *Rtbf*, 4 février 2019.

<sup>86</sup> Daniel Gaxie, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le seuil, 1978, 296 p.

<sup>87</sup> Pour Daniel Gaxie, des facteurs sociaux (inégalités, chômage, niveau de revenus...) et des facteurs culturels (niveau d'éducation plus faible, moindre intérêt pour la politique, sentiment que les politiques ne les représentent pas...) engendrent une faible participation de leur part.

<sup>88</sup> Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec la conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 18.

<sup>89</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, *Op. cit.*, 2012, pp. 21-48.

S'il est vrai qu'on peut soupçonner une manipulation des foules mobilisées, il nous semble que le sentiment d'appartenance des Jeunes patriotes et leur identification à leur leader Laurent Gbagbo fondaient leur engagement politique. Ainsi, *notre troisième hypothèse est que les Jeunes patriotes ivoiriens voulaient s'opposer à ce qu'ils considéraient comme une injustice envers Laurent Gbagbo*<sup>90</sup>. S'éloignant des perspectives fonctionnalistes, Annick Percheron relevait que, dans leur socialisation politique, les acteurs sociaux n'étaient pas des êtres passifs dans la construction de leur identité politique. Et Michel Dobry notait, pour sa part, qu'il était difficile d'anticiper sur les résultats des mobilisations, réfutant l'idée d'une manipulation purement instrumentale des ressources que les acteurs politiques utiliseraient comme de simples moyens pour atteindre certaines fins. Le témoignage suivant d'un Palestinien que relate Vincent Romani permet d'établir un parallèle et d'introduire notre troisième hypothèse :

*« Ma vie politique a débuté quand j'ai vu un groupe d'hommes adultes mis à genoux dans la rue par les soldats, et obligés de lever leurs mains, sous les insultes des soldats. Dans ce groupe, il y avait mon père, et les adultes de mon quartier qui passaient parfois à la maison pour discuter et prendre le thé ; tous ces adultes que tu admires lorsque tu es enfant. Ce fut ma première leçon politique. Terrible. Le monde s'est écroulé dans ma tête. Ou plutôt, le monde s'est réorganisé dans mon esprit, les Israéliens, l'armée, ont pris la place de l'attaquant, de l'ennemi violent, injuste, voleur, normalement »*<sup>91</sup>.

Sans prendre le parti des Palestiniens<sup>92</sup>, cette situation rejoint les réflexions des Jeunes patriotes. Cette politisation nationaliste est remémorée comme un choc initiatique. La socialisation politique des acteurs palestiniens des Territoires occupés est avant tout nationaliste et renvoie à l'occupation, à Israël, à l'oppression, à l'injustice ressentie. De la même manière, pour la Galaxie patriotique, la Communauté internationale s'acharnerait sur Laurent Gbagbo alors qu'il est censé être la victime. L'émotion qu'a suscité, chez les pro-Gbagbo et beaucoup d'anti-Gbagbo, l'exposition de Laurent Gbagbo, torse nu et humilié<sup>93</sup>, à la télévision, après sa capture le 11 avril 2011, va dans le sens de notre troisième hypothèse. En outre, plusieurs faits rappelés lors des meetings ont contribué à forger, dans l'imaginaire des Jeunes patriotes, la conviction que Laurent Gbagbo luttait pour leurs intérêts. William Gamson met en lumière la pertinence du sentiment d'injustice comme source dynamique d'un sursaut identitaire favorisant la mise en place de l'action collective et générateur du processus de politisation<sup>94</sup>. Il relève ainsi combien la dimension affective et émotionnelle dans le cadre d'injustice peut susciter des mobilisations, transformant

---

<sup>90</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 186.

<sup>91</sup> Vincent Romani, « Générations politiques et générations universitaires dans les Territoires palestiniens : nationalismes et dé-marxisation », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 279-298.

<sup>92</sup> Cette citation est juste à titre opérationnel. Elle n'implique pas notre position personnelle dans le conflit israélo-palestinien qui est plus compliqué qu'il ne le paraît.

<sup>93</sup> Contrairement à ce qui était attendu, cette image de Laurent Gbagbo humilié a relancé et intensifié les manifestations des jeunes dans certaines zones d'Abidjan. Il a fallu l'appel au calme de l'ex-Président depuis l'Hôtel du Golf, où il venait d'être fait prisonnier, pour que la tension baisse légèrement sans arrêter toutefois la détermination des patriotes à le libérer : plus d'un mois après la capture de Laurent Gbagbo, les manifestations continuaient.

<sup>94</sup> William Gamson, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 288 p.

des acteurs apparemment inertes ou non marqués politiquement en protagonistes de luttes sociales et politiques. William Gamson attribue à ces classes populaires une aptitude à impacter l'environnement politique par une mobilisation née de leur sentiment d'injustice.

Présenté par les leaders de la Galaxie patriotique comme un opposant politique pacifique, Laurent Gbagbo était qualifié de victime d'un complot pour le chasser du pouvoir<sup>95</sup>. L'ex-Président ivoirien caricature, lui-même, sa situation : « *J'ai été pendant toutes ces années comme un poisson qu'on voulait asphyxier en le jetant sans arrêt hors de l'eau. Mais je réussissais toujours à replonger dans mon élément, à reprendre mon souffle, et poursuivre la difficile mission pour laquelle les Ivoiriens m'avaient élu. Alors, à la fin, Sarkozy a pris un gourdin* »<sup>96</sup>. Comme le révèle Bruno Losh, Laurent Gbagbo n'était pas le plus attendu par la Communauté internationale à la tête de la Côte d'Ivoire, malgré ses trente années dans l'opposition : il « *est l'outsider qui gagne par militantisme et par l'incapacité de ceux qui étaient au cœur du complexe à se repositionner dans ce contexte de déclassement et de recompositions internationales. Gbagbo a dribblé tout le monde en 2000. Personne ne pariait sur lui au moment du coup d'État de 1999* »<sup>97</sup>. L'écrivain ivoirien Bernard Dadié résume la situation de façon laconique : « *Un matin, nous eûmes un Président dont l'élection ne plut pas à tous. Dix ans de palabres* »<sup>98</sup>. Laurent Gbagbo se positionna dans la même veine, quand il affirma, depuis la prison de La Haye où il était détenu, suite à la crise postélectorale de 2010-2011 dans son pays : « *Je me suis battu pour instaurer le multipartisme en Côte d'Ivoire contre le parti unique de Houphouët-Boigny validé par Paris, puis pour bâtir des institutions dans mon pays. Je les dérangeais parce que j'étais populaire* »<sup>99</sup>.

À l'ouverture de leur procès conjoint à la Haye, Charles Blé Goudé, chef de la Galaxie patriotique, a résumé cet attachement de la jeunesse à Laurent Gbagbo par cette phrase prononcée le 27 mars 2014 : « *Je ne suis pas membre du FPI, je suis gbagboïste* »<sup>100</sup>. Il révélait de la sorte que l'engagement du groupe dont il était le leader était moins pour une idéologie politique (fût-elle celle du régime au pouvoir) que pour une personne : cette personne c'était Laurent Gbagbo dont les qualités humaines les auraient convaincus. Charles Blé Goudé campait, au nom de cette jeunesse décidée à se sacrifier pour la cause défendue, cette détermination à aller jusqu'au bout :

« *Que Messieurs les autorités sachent que quand un peuple n'a d'autres ressources que de choisir son genre de mort, quand il n'a reçu de ses oppresseurs qu'un seul cadeau, le désespoir, il n'a plus rien à perdre. Sachez, chers messieurs, que vous passerez sur nos corps pour assouvir vos exactions macabres, car c'est le malheur que vous voulez nous infliger qui deviendra notre courage* »<sup>101</sup>.

---

<sup>95</sup> Entretien avec M. O., visioconférence 9 juin 2021, États-Unis d'Amérique.

<sup>96</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, p. 111.

<sup>97</sup> Bruno Losh, « Libéralisation économique et crise politique en Côte d'Ivoire », *Critique internationale*, vol. 19, n° 2, 2003, pp. 48-60.

<sup>98</sup> Bernard Dadié, « La guerre aux "Sans-culotte" », *Le Nouveau Courrier*, n° 288, 9 août 2011.

<sup>99</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, p. 9.

<sup>100</sup> La rédaction, « Côte d'Ivoire : Blé Goudé à la CPI – Gbagboïste jusqu'au box des accusés », *Africa Nouvelles*, 29 mars 2014.

<sup>101</sup> Charles Blé Goudé cité par Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 292.

On pourrait voir ici une déclinaison de la vision de William Gamson concernant les mobilisations nées du sentiment d'injustice. Allant dans le même sens, un chant du collectif des artistes Zouglou<sup>102</sup> clame : « *Les mains nues, quelqu'un qui cherche le palabre, nous on fait !... Tuez-nous on est beaucoup... on peut pas finir* »<sup>103</sup>. Ces paroles font penser à une variante locale et actuelle de la génération du sacrifice décrite par Georges Bernanos dans l'Europe de 1914 : « *On ne nous aura pas... On ne nous aura pas vivants !* »<sup>104</sup>. Georges Bernanos faisait échos à Édouard Drumont qui avait écrit que « *tout homme qui est décidé à mourir peut agir sur les événements* »<sup>105</sup>.

Par ailleurs, les Chefs d'États et de gouvernements avaient réaffirmé le 29 septembre 2002<sup>106</sup>, lors des Accords d'Accra I pour résoudre la crise ivoirienne, la position de la CEDEAO selon laquelle aucune reconnaissance ne serait accordée à tout gouvernement qui prendrait le pouvoir en renversant un gouvernement démocratiquement élu ou en utilisant des moyens anticonstitutionnels. Ils se basaient sur la Déclaration des principes politiques de la CEDEAO du 6 juillet 1991 adoptée à Abuja, ainsi que sur le Protocole relatif au mécanisme de prévention, de gestion et de règlement des conflits, de maintien de la paix et de la sécurité du 10 décembre 1999. Enfin, ils prenaient en compte la décision de l'OUA face aux changements anticonstitutionnels de gouvernement adoptée à Alger en juillet 1999. La Galaxie patriotique semblait exiger l'application de ces recommandations.

D'autre part, la Communauté internationale et la Commission nationale d'enquête sur les violences postélectorales, mise sur pied par le décret présidentiel n° 2011-176 du 20 juillet 2011, reconnaissent que les 3248 morts officiels de la crise électorale de 2010-2011 sont du fait des deux camps en guerre<sup>107</sup>. Dans son Rapport Afrique n° 193, du 26 novembre 2012, International Crisis Group se demande pourquoi il n'y a que Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé qui soient jugés à la CPI, depuis 2011<sup>108</sup>. Des griefs de partialité sont adressés à la CPI dans différents rapports d'organisations de défense des droits de l'Homme : « *En dépit des nombreuses preuves de crimes commis par les forces pro-Ouattara et relevant de la compétence de la CPI, la cour a uniquement rendu publics les mandats d'arrêt visant l'ex-Président et son épouse, Simone* »<sup>109</sup>, déclare Human Rights Watch, le 3 avril 2013.

---

<sup>102</sup> Ce collectif rassemble la majorité des artistes musiciens ayant le rythme Zouglou en commun.

<sup>103</sup> Collectif Zouglou, *David contre Goliath*, 2005.

<sup>104</sup> Georges Bernanos, « La Grande peur des bien-pensants », in Georges Bernanos, *Essais et écrits de combat I*, Paris, Gallimard, 1972, p. 350.

<sup>105</sup> Édouard Drumont, cité par Georges Bernanos, *Idem*, 1972, p. 160.

<sup>106</sup> Soit 10 jours après le déclenchement de la rébellion du 19 septembre 2002.

<sup>107</sup> Commission nationale d'enquête, *Rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011*, Abidjan, juillet 2012.

<sup>108</sup> International Crisis Group, *Côte d'Ivoire : faire baisser la pression. Rapport Afrique n° 193*, 26 novembre 2012, [consulté le 28 février 2020], disponible sur : [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/193-cote-d-ivoire-defusing-tensions-french.pdf].

<sup>109</sup> Human Rights Watch, « Transformer les discours en réalité. L'heure de réclamer des comptes pour les crimes internationaux graves perpétrés en Côte d'Ivoire », *hrw.org*, 3 avril 2013, [consulté le 28 février 2020], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2013/04/03/transformer-les-discours-en-realite/lheure-de-reclamer-des-comptes-pour-les-crimes].

Notons ici qu'au moins 128 militaires et civils pro-Gbagbo ont été inculpés pour 22 chefs d'accusation, et 10 mandats d'arrêt internationaux ont été émis contre des partisans de Laurent Gbagbo. Du côté des pro-Ouattara, seuls deux *com'zones*<sup>110</sup>, Chérif Ousmane et Losséni Fofana des FRCI<sup>111</sup>, ont été inculpés pour leur implication présumée dans le massacre de Duékoué du 27 au 29 mars 2011<sup>112</sup>. Amnesty International a relevé le sentiment d'une justice des vainqueurs<sup>113</sup> qui animent les partisans de Laurent Gbagbo. Ainsi, lorsque le 25 octobre 2011 le procureur de la CPI, Moreno-Ocampo, demanda la délivrance d'un mandat d'arrêt à l'encontre de Laurent Gbagbo, le journal *Le Temps* mit à sa une du 21 novembre 2011<sup>114</sup> la question de savoir qui d'entre Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara devrait aller à la CPI (image 3).

Pour les pro-Gbagbo, l'arrestation de Gbagbo ressemble à une ingérence internationale dans le scrutin de 2010. De plus, ils pensent que « *son procès représente une nouvelle distorsion de la "vérité" - ou de leur vérité - de la crise, opérée par des acteurs extérieurs* »<sup>115</sup>. Tout ceci a renforcé le sentiment d'injustice<sup>116</sup> que portaient les patriotes ivoiriens et de nombreux observateurs de la scène politique qui ne sont pas forcément ivoiriens ou pro-Gbagbo. Ces événements perçus par la Galaxie patriotique comme des cadres d'injustice, au sens de William Gamson, ont suscité des mobilisations. Dans une logique de « *renversement du stigmat* »<sup>117</sup>, certains pro-Gbagbo sont donc allés jusqu'à manifester devant la CPI en janvier 2016, en criant : « *rendez-nous notre dictateur* ». Cette ironie marquait leur affection pour celui que la justice présentait comme leur bourreau. Des mobilisations géantes ont eu lieu aussi en France, en Europe, en Afrique et aux États-Unis, pour exiger la libération de Laurent Gbagbo<sup>118</sup>. Ces personnes étaient convaincues de s'opposer à une injustice dont était victime Laurent Gbagbo.

---

<sup>110</sup> Les *com'zones*, diminutif de commandants de zones, étaient les responsables des différentes régions du Nord ivoirien que contrôlait la rébellion de 2002 à 2011. Chaque *com'zone* avait sous sa responsabilité plusieurs villes.

<sup>111</sup> Les Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) ont été créées à l'issue de la crise postélectorale, en fusionnant l'armée loyaliste et les Forces armées des Forces nouvelles. Elle a été créée par décret présidentiel par Alassane Ouattara le 17 mars 2011, depuis le Golf Hôtel où les leaders du RHDP étaient rassemblés.

<sup>112</sup> Ville de l'Ouest ivoirien où de nombreux civils furent tués, notamment dans le camp de réfugiés de Nahibly.

<sup>113</sup> Amnesty International, *Côte d'Ivoire : la loi des vainqueurs. La situation des droits de l'homme deux ans après la crise postélectorale*, Londres, Amnesty International, 2013.

<sup>114</sup> Laurent Gbagbo fut transféré à la CPI, huit jours plus tard, le 29 novembre 2011.

<sup>115</sup> Sophie Rosenberg, « Le procès Gbagbo-Blé Goudé pour crimes contre l'humanité. Contestation de la crise ivoirienne à La Haye », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 268-270.

<sup>116</sup> Voir Notre voie, « Justice des vainqueurs sous Ouattara : 128 militaires et civils pro-Gbagbo inculpés pour 22 chefs d'inculpation », *La Dépêche d'Abidjan*, 23 août 2011 ; Kisselminan Coulibaly, « Inculpation des FRCI/Frédéric Geel (FIDH) : "Il faut un procès transparent" », *linfodrome*, 14 août 2015.

<sup>117</sup> Erwing Goffman pense qu'une prise de conscience peut amener les stigmatisés eux-mêmes à renverser leur stigmat et à produire une différence débarrassée du stigmat, dans un glissement identitaire. L'examen des déclarations des manifestants pro-Gbagbo réclamant que la CPI leur rende leur dictateur permet d'entrevoir la multitude des ressorts qu'une identité stigmatique peut déployer pour à la fois convertir la contrainte du stigmat en valeur régénérée, mais également faire preuve d'un agir créatif avec le stigmat pour levier, afin de justifier de la pertinence de la libération de Laurent Gbagbo. Cf. Erwing Goffman, *Stigmat : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, 175 p.

<sup>118</sup> Kamayiti KamayitiTV, « Marche européenne : Démonstration de force des Ivoiriens et Africains dans les rues de Paris », *youtube.com*, 15 avril 2014, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=YVOXSKWI1M4>].

Image 3 : La une de *Le Temps* sur le transfèrement de Laurent Gbagbo à la CPI.



Source : *Le Temps*, n° 2494 du 21 novembre 2011.

Après la présentation de nos hypothèses, il paraît important de bien circonscrire notre champ de recherche. Cette matière n'envisage pas d'étudier tous les acteurs de la période indiquée. Si plusieurs auteurs notent la présence d'une branche armée au sein de la Galaxie patriotique, notre étude ne porte que sur la « guerre morale », au sens de Richard Banégas, que ce groupe a mené pour défendre la République<sup>119</sup>. Cette contribution s'intéresse essentiellement aux rassemblements dits des patriotes de 2002 à 2011 dont elle essaiera de faire une étude des plus pertinents, à travers une analyse de leur organisation, des acteurs, et des discours principaux. Tentons maintenant une mise en relief de notre démarche de recueil de données pour cette étude.

## II LA DÉMARCHE DE RECUEIL DE DONNÉES POUR ANALYSER LA GALAXIE PATRIOTIQUE

Le propos suivant s'attache à la présentation de notre démarche pour rassembler des informations sur la Galaxie patriotique. Des choses ont été dites sur ce groupe depuis son apparition le 26 septembre 2002, suivant le clivage entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara. Des rumeurs comme des réflexions scientifiques ont été produites. Certains propos étaient guidés par la passion, d'autres par le recul qu'impose une démarche scientifique. Il a donc fallu faire un tri, afin de ne retenir que ce qui pouvait nous aider à déconstruire ce mouvement des Jeunes patriotes. Concrètement, notre investigation s'est ordonnée sur deux axes qui constituent les deux trajectoires de cette contribution : les échanges verbaux avec des personnes qui étaient membres de la Galaxie patriotique et les données existant sur ce groupe. À partir d'une approche d'analyse qualitative, nous avons opté pour l'utilisation d'entretiens semi-directifs pour savoir, dans un premier temps, le regard que les Jeunes Patriotes portent sur leur mouvement. Dans un second

<sup>119</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, *Op. cit.*, 2012, pp. 21-48.



temps, un décryptage de nos données a été fait à travers une analyse qualitative du contenu d'éléments écrits et vidéo portant sur la Galaxie Patriotique.

### 1) Le regard des Jeunes patriotes sur leur mouvement

Cette contribution présente la méthode utilisée pour recueillir le témoignage des Jeunes patriotes sur leur mouvement. Nous avons jugé nécessaire d'opter pour des entretiens semi-directifs qui constituent un schéma de rencontre souple, différent du questionnaire. Ainsi, entre 2020 et 2021 principalement, des Jeunes patriotes et des membres influents de cette organisation ont été rencontrés. Ils ont été interviewés à des moments convenus sur rendez-vous. L'entretien semi-directif est adapté aux enquêtes qualitatives. Il permet de saisir le sens que les acteurs sociaux donnent à leurs paroles et comportements. De fait, « *il permet de se libérer du joug de la pensée statistique* »<sup>120</sup>, tout en donnant des moyens aisés de « *recueillir des données sur l'expérience vécue et de pénétrer le système de représentation des personnes* »<sup>121</sup>. Notre étude est une analyse de la Galaxie patriotique dans son organisation et ses objectifs géopolitiques. Cette méthode nous y aide puisqu'elle donne l'occasion aux membres de ladite entité de s'expliquer sur notre sujet. Ils ne sont pas enfermés dans des réponses prédéfinies par l'enquêteur. La personne interrogée a davantage de liberté dans la façon de s'exprimer<sup>122</sup>. Selon Jean Poupart :

*« Les conduites sociales ne pourraient être comprises ni être interprétées en dehors de la perspective des acteurs sociaux. L'entretien serait ainsi indispensable, non seulement comme méthode pour appréhender l'expérience des autres, mais également comme outil permettant d'éclairer leurs conduites dans la mesure où ces conduites ne peuvent s'interpréter qu'en considération de la perspective même des acteurs, c'est-à-dire du sens qu'eux-mêmes confèrent à leurs actions »*<sup>123</sup>.

Avec Alain Bertho, nous acceptons donc de regarder le réel « *sans a priori conceptuel et catégoriel, sans précipitation explicative, avec simplement la conviction que ce que nos contemporains nous donnent à voir ici, nous n'en savons rien* »<sup>124</sup>. Notre but, dans ce travail, est justement de savoir ce que les membres de la Galaxie patriotique pensent, et d'apprendre des choses qu'on ne peut observer directement comme leurs sentiments, leurs idées, leurs intentions, leurs motivations<sup>125</sup>. Dans l'entretien semi-directif, le chercheur prépare un certain nombre de thèmes qui seront abordés, soit naturellement, soit introduits par l'enquêteur<sup>126</sup>. Cet entretien est

---

<sup>120</sup> Stéphane Beaud, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'"entretien ethnographique" », *Politix*, vol. 9, n° 35, 1996, p. 234.

<sup>121</sup> Sébastien Rouquette, « Les blogs "extimes" : analyse sociologique de l'interactivité des blogs », *Tic & société*, vol. 2, n° 1, 2008, p. 114.

<sup>122</sup> Jean-Marie de Ketele et Xavier Roegiers, *Méthodologie du recueil d'informations. Fondements des méthodes d'observation, questionnaire, d'interview et d'étude de documents*, Bruxelles, De Boeck, 2009, p. 146.

<sup>123</sup> Jean Poupart, « L'entretien de type qualitatif : considérations épistémologiques, théoriques et méthodologiques », in Jean Poupart *et al.* (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 1997, p. 175.

<sup>124</sup> Alain Bertho, *Op. cit.*, 2009, p. 9.

<sup>125</sup> Jean-Pierre Deslauriers, *Recherche qualitative : guide pratique*, Montréal, MacGraw-Hill, 1991, p. 34.

<sup>126</sup> Yvan Abernot et Jean Ravestein, *Réussir son master en sciences humaines et sociales. Problématiques-Méthodes-Outils*, Paris, Dunod, 2009, p. 210.

mené sur la base d'un guide d'entretien<sup>127</sup> « constitués de différents “thèmes-questions” préalablement élaborés en fonction des hypothèses »<sup>128</sup>. Notre guide d'entretien établit la liste des sujets à aborder en prévoyant les grandes orientations à donner à la rencontre<sup>129</sup>. « Il définit la consigne de départ et recense les thèmes qui doivent être évoqués au cours de l'entretien »<sup>130</sup>. La clarté, la neutralité et la pertinence ont caractérisé nos rencontres d'échanges<sup>131</sup>. Nos interlocuteurs ont été mis en confiance, en précisant le but exclusivement universitaire de notre travail et la possibilité de réponses anonymes. Du reste, ce n'est qu'avec leur accord que le dictaphone a été utilisé.

Notre sujet d'étude est délicat. D'ailleurs, un responsable de média public que nous avons tenté d'interroger a répondu : « *Laisse ça !* ». Ainsi, suivant les conseils de Michael Quinn Patton<sup>132</sup>, notre entretien s'ouvrait avec des questions d'ordre général, avant d'évoluer progressivement vers les opinions de l'interviewé, ses sentiments et ses interprétations de l'objet de notre enquête. À partir des articulations de nos hypothèses, le cœur de notre guide d'entretien tournait autour de l'organisation de la Galaxie patriotique, de la notion de nationalisme et du leadership de Laurent Gbagbo<sup>133</sup>. Le but de notre recherche est d'analyser les différentes catégories de commentaires afin d'identifier et de caractériser des catégories de sens<sup>134</sup>. Des acteurs de divers profils socioprofessionnels ont été interrogés. Pour mieux cerner notre objet d'étude, il nous a paru important de procéder à une analyse de contenu de documents divers en lien avec notre problématique, d'abord dans une étude exploratoire qui a commencé avant notre inscription en année de thèse, puis tout le long de notre enquête sur le terrain.

## 2) Un décryptage des archives pour analyser la Galaxie patriotique

Il s'agit ici de l'analyse qualitative de contenu pour comprendre la Galaxie patriotique. Notre recherche a été précédée d'une étude exploratoire. Notre objet de recherche a d'abord été construit sur une observation empirique importante à travers notre participation curieuse et observatrice de nombreux meetings pendant la période de 2002 à 2011. En plus des entretiens semi-directifs, il y a eu la collecte et l'analyse de données. « *L'analyse de contenu a pour but de connaître la vie sociale à partir de cette dimension symbolique des comportements humains. Elle*

---

<sup>127</sup> Cf. annexe 1.

<sup>128</sup> Luc Albarello, *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, De Boeck Sup, 2015, p. 68.

<sup>129</sup> Christiane Demers, « L'entretien », in Yvonne Giordano (dir.), *Conduire un projet de recherche. Une perspective qualitative*, Caen, Éditions EMS, Management et société, 2003, p. 191.

<sup>130</sup> Hervé Fenneteau, *Enquête : entretien et questionnaire*, Paris, Dunod, 2007, pp. 26-27.

<sup>131</sup> Luc Amyotte, *Méthodes quantitatives. Applications à la recherche en sciences humaines*, Montréal, Renouveau pédagogique, 1996, p. 41.

<sup>132</sup> Michael Quinn Patton, *Qualitative evaluation and research methods*, Newbury Park, CA, Sage Publications, 1980, 532 p.

<sup>133</sup> Patrick Charaudeau, *Le discours politique : Les masques du pouvoir*, Limoges, Éditions Lambert Lucas, 2014, p. 40.

<sup>134</sup> Marc-François Bernier, « La crédibilité de médiateurs de presse en France chez les journalistes du Monde, de RFI et de France 3 », *Les Cahiers du journalisme*, n° 22/23, 2011, p. 204.

*procède de traces mortes, de documents de toutes sortes, pour observer des processus vivants : la pensée humaine dans sa dimension sociale* »<sup>135</sup>. L'étape de la collecte des données a précédé les entretiens semi-directifs et s'est poursuivie pendant et après ceux-ci. Les activités de la Galaxie patriotique, pendant la période de septembre 2002 à avril 2011, ont mobilisé notre attention. Les rassemblements des Jeunes patriotes, à la faveur des innovations technologiques, ont fait l'objet de diffusions diverses. Ainsi, plusieurs articles de presse les ont rapportés, plusieurs journaux télévisés et radiodiffusés en ont fait écho. Pour notre analyse documentaire, les sources de données suivantes ont été retrouvées et exploitées :

- Des extraits audio et vidéo des meetings, des discours et activités de la Galaxie patriotique conservés par la Radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI). Nous avons adressé un courrier officiel à la Direction générale de cette structure d'État aux fins de mise à disposition des éléments qui intéressaient notre étude.

- Un corpus des discours prononcés dans les journaux, les articles de presse et les archives des Jeunes patriotes ou des opposants, de septembre-décembre 2002, novembre 2004, et les titres les plus accrocheurs de la période de novembre 2010 à avril 2011. Nous avons fait le tour des maisons de presse installées à Abidjan pour exploiter leurs archives.

- Les publications scientifiques ayant un lien avec notre sujet ont été consultées. En plus des thèses de Doctorat de Blé Kessié, Julien Atchoua, Gnangadjomon Koné, les écrits de Richard Banégas ont servi de base de recherche. Des revues spécialisées comme *Politique africaine*, *Genèses*, *Afrique contemporaine*, *Les études du CERI*, *Revue française de science politique*, *Revue internationale de politique comparée* et *Critique internationale* ont été mobilisées, pour savoir l'existant scientifique sur notre sujet. Il est apparu que le sujet n'a pas fait l'objet de beaucoup de publications. Cela s'est vérifié lors de nos visites dans des bibliothèques universitaires d'Abidjan, de Paris, de Besançon et de Dijon.

- Des documents officiels (notes et documents internes des syndicats étudiants, des communiqués du gouvernement ivoirien et d'organisations nationales et internationales). Pour ce faire nous avons consulté le service des Archives nationales situé au sein de la Primature à Abidjan. Des ressources de première main ont été retrouvées auprès des administrations concernées. Elles ont éclairé plusieurs événements en lien avec notre problématique. Nous en avons fait l'analyse socio-historique.

- À ces sources, ont été associées quelques productions artistiques de l'époque, car cette période a été aussi prolifique en chansons comme la culture Zouglou, des pièces théâtrales, des clips vidéo qui ont parfois épousé la cause défendue dans les meetings. C'est ainsi que plusieurs

---

<sup>135</sup> Paul Sabourin, « L'analyse de contenu », in Benoît Gauthier (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2003, p. 358.

artistes ivoiriens étaient fréquemment invités à ces meetings pour lesquels beaucoup ont d'ailleurs produit chansons, danses etc. Des productions en rapport avec notre sujet ont été sélectionnées.

Il s'est agi de classifier et de codifier, dans diverses catégories<sup>136</sup>, les éléments susmentionnés afin d'en ressortir les différentes caractéristiques ou effets de sens. Cette démarche inductive, en lien avec notre problématique, a conduit à faire des découpages en unités de sens, à élaborer des règles de codage qui ont conduit à l'émergence des catégories et en leur classification. La catégorisation est ici comprise au sens de Gérard Derèze<sup>137</sup>, c'est-à-dire une manière de réduire le foisonnement des informations en les classifiant. Les résultats ont enfin été analysés et interprétés. Les types d'événements rendant compte du groupe étudié ont ainsi été pris en compte, en fondant notre analyse sur une utilisation croisée des sources disponibles pour reconstituer le fil des événements et le jeu des structures. Notre analyse est ainsi à la fois historique, pour situer les événements, et systématique pour en évaluer l'importance. Il s'agit donc d'une approche socio-historique qui s'appuie sur une lecture de l'histoire post-indépendance ainsi que celle des mouvements de jeunesse, et sur des sources empiriques rassemblées. Les entretiens approfondis réalisés ont éclairé les données documentaires mobilisées. Notre travail tente ainsi une sociologie politique qui se fonde sur une sociologie historique des dynamiques de mobilisation et quelques entretiens approfondis avec des acteurs clés et des Jeunes patriotes anonymes. Tout ceci s'est inscrit dans un cadre d'étude qu'il convient de présenter.

### III DES IDÉAUX-TYPES DES JEUNES PATRIOTES ET LE TERRAIN D'ENQUÊTE : CADRE D'ÉTUDE

Cette matière présente d'abord les idéaux-types de la Galaxie patriotique que cible notre recherche. Ensuite, elle analyse notre terrain d'investigation.

#### 1) Les idéaux-types de la Galaxie patriotique pour une déconstruction des facteurs d'émergence du mouvement

Notre objet ici est de présenter une typologie de la Galaxie patriotique qui a servi de base à notre réflexion. Cette classification se nourrit du modèle idéal-typique de Max Weber. Une typologie, pour Max Weber, est constituée d'un ensemble de types idéaux. Sa méthode permet, en effet, de dégager une typologie qui regroupe les principaux acteurs du mouvement des Jeunes patriotes observés dans l'action sociale qui les a caractérisés entre 2002 et 2011. Pour Max Weber,

---

<sup>136</sup> Alex Muchielli, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 2009, p. 36.

<sup>137</sup> Gérard Derèze, *Méthodes empiriques de recherche en communication*, Bruxelles, De Boeck, 2009, p. 179.

l'action sociale est le résultat des décisions prises par les individus, chaque personne donnant un sens à son action<sup>138</sup>. Il part de l'individu pour comprendre et expliquer la société<sup>139</sup>. Ainsi, en reconstruisant le sens que les individus donnent à leurs actions, on peut expliquer le fonctionnement de l'activité sociale. Et pour analyser les actions sociales, Max Weber va construire un « idéal-type » qui est une représentation de la réalité, une image, une façon de la concevoir afin de pouvoir élaborer des hypothèses et de les comparer à cette réalité. L'élaboration de l'idéal-type repose sur l'observation des faits. C'est une construction théorique obtenue en accentuant les traits caractéristiques d'un phénomène social que l'on observe, en supprimant tout ce qui peut paraître accessoire. Son objectif est de faciliter l'analyse de l'objet social et non d'en donner une image réelle<sup>140</sup>. On parle de modèle d'intelligibilité.

*« On obtient un idéal-type en accentuant unilatéralement un ou plusieurs points de vue et en enchaînant une multitude de phénomènes isolés, diffus et discrets, que l'on trouve tantôt en grand nombre, tantôt en petit nombre, par endroits pas du tout, qu'on ordonne selon les précédents points de vue choisis unilatéralement pour former un tableau de pensée homogène »<sup>141</sup>.*

Ce modèle fournit certes aux chercheurs des procédés de conceptualisation propices à la généralisation. Mais il y est question aussi de se donner des règles présidant à l'indispensable sélection dans la reconstitution de séquences historiques<sup>142</sup>. La construction de types idéaux correspond à une volonté de « stylisation de la réalité »<sup>143</sup>. En mobilisant ce concept de l'idéal-type, au sens de Max Weber, il s'agit ici de mettre en exergue les caractéristiques principales des Jeunes patriotes. Notre propos vise à cerner les contours de l'objet de notre étude, à partir de ce qui fait sa spécificité, et à dégager la singularité historique des individus concernés, en sortant de l'universel qui n'apporte pas de connaissance sur les particularités toujours historiques de la vie sociale. Il est question, en définitive, de tenter d'esquisser une typologie des membres de la Galaxie patriotique, en les classifiant selon leurs trajectoires. Notre but n'étant pas d'interroger tous les Jeunes patriotes, il s'agira de présenter un certain nombre et des profils variés de ces acteurs pour pouvoir faire émerger différents idéaux-types dans leurs trajectoires, sans prétendre à l'exhaustivité des profils. De fait, comme le révèle Max Weber, une activité effectivement significative, c'est-à-dire pleinement consciente et claire, n'est jamais en réalité qu'un cas limite :

*« Toute recherche historique ou sociologique devra sans cesse en tenir compte quand elle analyse la réalité. Mais cela ne doit pas empêcher la sociologie d'élaborer ses concepts par une classification du "sens visé" possible, c'est-à-dire comme si l'activité se déroulait effectivement avec la conscience de*

---

<sup>138</sup> Max Weber, *Économie et Société*, Paris, Pocket, [1921], 1995, tome 1, p. 55.

<sup>139</sup> Max Weber est un précurseur de « l'individualisme méthodologique », cette approche sociologique qui soutient que les phénomènes sociaux résultent des actions individuelles.

<sup>140</sup> Ludovic Jeanne, « Les géométries du corps. Diffusion socio-spatiale et idéaux-types de pratique du Karaté : essai de modélisation », *thema.univ-fcomte.fr*, février 2001, [consulté le 23 octobre 2020], disponible sur : [http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2001/TQ2001%20ARTICLE%2040.pdf].

<sup>141</sup> Max Weber, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, [1904, 1917] 1992, p. 181.

<sup>142</sup> Jacques Coenen-Huther, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 3, 2003, pp. 531-547.

<sup>143</sup> Dominique Schnapper, *La compréhension sociologique : démarche de l'analyse typologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, p. 18.

*son orientation significative. Quand il s'agit d'étudier ces concepts dans leurs éléments concrets, elle doit en tout temps prendre en considération leur écart par rapport à la réalité et en déterminer le degré et le genre »<sup>144</sup>.*

Ainsi, les principaux traits caractérisant les Jeunes patriotes seront retenus. Avec Max Weber, nous partirons des individus, en l'occurrence les Jeunes patriotes, pour comprendre et expliquer leur irruption sur la scène politique ivoirienne, à partir du sens qu'ils donnent à leur mobilisation. Il n'y a pas d'études scientifiquement confirmées et fiables sur le nombre exact des membres de la Galaxie patriotique. Ceci se justifie par le caractère volontaire et risqué de l'appartenance à ce groupe, vues les répressions qui ont emporté beaucoup parmi les plus téméraires qui se sont affichés publiquement. Les ratissages qui ont suivi l'entrée des FAFN, favorables à Alassane Ouattara, à Abidjan, en mars-avril 2011, et les nombreux départs en exil des partisans de Laurent Gbagbo rendent plus difficiles les estimations de ces patriotes. Par ailleurs, ce groupe a eu beaucoup de sympathisants qui n'étaient pas forcément des pro-Gbagbo mais qui assistaient aux activités patriotiques. Le nombre des patriotes pourrait donc varier de dizaines de milliers à des centaines de milliers. Certaines manifestations auxquelles nous avons assisté, dans l'optique d'une thèse de Doctorat, rassemblaient plusieurs milliers de personnes sur des kilomètres.

Pour ce faire, notre sélection a été basée sur la combinaison de deux critères ou attributs élémentaires : avoir participé à des manifestations de la Galaxie patriotique ; avoir une connaissance, au moins vague, de la Galaxie patriotique. Ceci a permis de dégager deux idéaux-types de la Galaxie patriotique sur la base d'une confrontation constante avec des situations concrètes de pratique. En opérant une réduction typologique, les deux idéaux-types qui sont apparus comme le produit logique de la combinaison de ces critères simples sont : les structures informels et les anonymes. Nous avons dès lors opté pour un échantillonnage par choix raisonné vu le grand nombre de la population cible. L'échantillonnage par choix raisonné permet la sélection d'éléments ou de cas typiques, représentatifs de l'ensemble<sup>145</sup>. Les « sachants » ou les personnes qui pourraient détenir des informations crédibles sur l'objet de notre étude ont été privilégiés. Ainsi des leaders de la Galaxie patriotique, des anonymes et des personnes qui ont été en contact avec des membres de la Galaxie patriotique ont présenté leur regard sur ce mouvement.

L'enquête s'est focalisée sur 24 personnes ayant au moins 18 ans en 2002 et un groupe d'étudiants. Ce corpus d'entretiens est varié au niveau socioprofessionnel. Il donne une bonne idée des différentes formes de pratiques de la Galaxie patriotique. L'enquête a été conduite de façon anonyme, sauf pour nos informateurs qui ne voyaient pas d'inconvénient à l'exposition de leur identité dans cette étude. Les informations données par ces personnes ont été confrontées aux

---

<sup>144</sup> Max Weber, *Op. cit.*, 1995, p. 57.

<sup>145</sup> Luc Bonneville *et al.*, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Québec, Gaëtan Morin éditeur, 2007, p. 95.

ressources documentaires dans une perspective d'analyse sociohistorique. La majorité des entretiens se sont déroulés le long des années 2020 et 2021. Cette période facilitait la libre expression des interviewés parce que l'opposition au pouvoir d'Alassane Ouattara pouvait s'afficher, et les points de vue étaient assumés, contrairement aux deux années qui ont suivi la chute de Laurent Gbagbo où la suspicion était encore de mise. De plus, entre 2020 et 2021, la majorité des exilés ivoiriens étaient rentrés en Côte d'Ivoire. Il était donc plus facile de les joindre. Présentons maintenant notre terrain d'enquête.

## 2) Le cadre d'investigation de terrain révélant l'espace de positionnement de la Galaxie patriotique

Le propos qui suit indique les lieux de nos enquêtes. L'espace de positionnement permet à la Galaxie patriotique de se construire une identité lui donnant le sentiment de sa spécificité et de la légitimité de son action. Notre étude s'est focalisée sur la mobilisation des Jeunes patriotes en Côte d'Ivoire (carte 2), en Afrique de l'Ouest. La Côte d'Ivoire compte 29 389 150 habitants en 2021<sup>146</sup>. La carte 1 ci-dessous indique, en orange, la situation géographique du pays en Afrique subsaharienne. Quatre grandes villes du pays ont été visitées : Abidjan, Gagnoa, Bongouanou et Bouaké. Les trois premières régions ont connu les plus grandes manifestations des Jeunes patriotes. La quatrième, Bouaké, fut le siège de la rébellion. Ces zones urbaines ont fourni des informations capitales.

**Carte 1 : Situation géographique de la Côte d'Ivoire en Afrique.**



Source : UNESCO, [<https://whc.unesco.org/uploads/nominations/1322rev.pdf>].

<sup>146</sup> Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, « Résultats globaux définitifs du RGPH 2021 : la population vivant habituellement sur le territoire ivoirien se chiffre à 29 389 150 habitants », *gouv.ci*, 13 juillet 2022, [consulté le 4 août 2022], disponible sur : [[https://www.gouv.ci/\\_actualite-article.php?recordID=13769](https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=13769)].

## Carte 2 : Carte de la Côte d'Ivoire.



Source : Carte du monde, [<http://www.carte-du-monde.net/pays-435-carte-villes-cote-d-ivoire.html>].

Abidjan (Sud) est une ville cosmopolite. Deuxième ville la plus peuplée d'Afrique de l'Ouest après Lagos, Abidjan est une mégalopole tentaculaire de près de 4 395 243 habitants, en mai 2014 (RGPH 2014). Elle cumule les fonctions de capitale économique, financière, intellectuelle et culturelle. Cette ville a enregistré les activités les plus importantes en nombre et en régularité de la Galaxie patriotique. C'était le siège du mouvement. La majorité des lieux de meetings s'y trouvait par ailleurs. Enfin, la bataille d'Abidjan restera dans les annales comme l'une des plus significatives de la crise ivoirienne dont l'acmé fut le bombardement, en avril 2011, de la résidence présidentielle qui s'y trouve. La ville recèle donc d'informations capitales pour notre étude.

Gagnoa (Sud-Ouest) est la région natale de l'ex-Président Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé, leader de la Galaxie patriotique. C'est une région où le cacao est beaucoup cultivé. Elle fut une zone où de nombreux conflits fonciers autour du cacao<sup>147</sup> ont été enregistrés entre les autochtones bétés et les allogènes ou les allochtones venus depuis 1930 pour mettre en valeur les terres fertiles de la région. La crise suscitée par l'attaque de la Côte d'Ivoire, le 19 septembre 2002, a fait rejaillir des antagonismes dans cette zone de la Côte d'Ivoire, les autochtones ayant très vite accusé les étrangers d'être les auteurs de l'agression armée. Ainsi, les mobilisations des Jeunes patriotes furent de grande ampleur dans cette région.

Bongouanou (Est) est la région d'Affi N'Guessan. Il est un membre influent du FPI dont il se réclame le président *de jure*. Il était Premier ministre lors du déclenchement de la crise en septembre 2002. Des habitants de la ville de ce proche collaborateur de Laurent Gbagbo ont

<sup>147</sup> Le cacao est la première culture d'exportation de la Côte d'Ivoire qui en est leader mondial.



participé à plusieurs manifestations patriotiques et continuent de marquer leur attachement au FPI. De plus, l'Est ivoirien est réputé acquis à Laurent Gbagbo.

Bouaké (Centre) fut le siège de la rébellion armée. Marquée par une population essentiellement étrangère, elle est un parfait résumé de l'Afrique de l'Ouest. L'intérêt de la prospection dans cette ville réside dans notre souhait de récolter des avis contrastés sur la Galaxie patriotique que nous avons confrontés à notre bassin d'informations. Par ailleurs, la prospection dans cette ville a fourni des témoignages sur le regard des habitants de l'ex-zone rebelle sur la rébellion. Il s'agissait de suivre en cela le juge Geoffrey Henderson qui déclara, lors du procès conjoint de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, que le rôle du professionnel du droit est d'approcher les faits dans l'objectivité<sup>148</sup>. Nous avons tenté, ainsi, de faire parler le matériel mobilisé pendant les années de notre recherche sur la Galaxie patriotique sans *a priori*.

Il convient de noter que nos recherches se sont déroulées aussi dans plusieurs pays d'Europe, notamment la France et les Pays-Bas où des membres de la Galaxie patriotique en exil et certains informateurs s'étaient expatriés pour des raisons personnelles. Parmi les acteurs principaux interrogés, il faut noter que le 12 janvier 2021, nous avons été reçus à La Haye, aux Pays-Bas, par le leader de la Galaxie patriotique, Charles Blé Goudé (photo 1). L'entretien s'est déroulé dans l'appartement qu'il occupait depuis sa sortie de la prison de la CPI, après son acquittement. Durant plus d'une heure, il a expliqué son engagement politique à la tête du groupe des Jeunes patriotes et ses motivations. Le regard vif, comme s'il voulait déstabiliser ses interlocuteurs, il s'est prêté à nos questions. Sans détours, souvent avec l'humour qu'on lui connaît et les proverbes dont il a l'art, il a répondu à nos interrogations. Sa situation de personne en liberté conditionnelle<sup>149</sup> n'a pas influé sur les éléments discursifs qu'il a mis à notre disposition. À la fin de notre rencontre, il nous a lui-même raccompagné, prolongeant ainsi nos échanges, dans une ambiance conviviale. Nous avons convenu d'une autre rencontre le 12 juin 2021.

**Photo 1 : Rencontre avec Charles Blé Goudé, à La Haye.**



**Source : Prise de vue de l'auteur, le 12 janvier 2021, La Haye.**

<sup>148</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *L'acquittement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 32.

<sup>149</sup> Il était en attente de la décision finale que la CPI devait rendre le 31 mars 2021.

Richard Dakoury<sup>150</sup> est vu comme le numéro deux<sup>151</sup> de la Galaxie patriotique. Charles Blé Goudé parle de lui comme son homme de confiance : « *Richard Dakoury fait partie des rares personnes que je rencontre de temps en temps pour fuir la solitude de ma vie de clandestinité. Il est l'ami sur qui je peux compter entièrement. Avec lui, je peux parler de tous les sujets* »<sup>152</sup>. Nous l'avons donc interrogé à Strasbourg, en France, le 26 janvier 2021, pendant deux heures et quinze minutes (photo 2). Comme tous nos interlocuteurs, nous l'avons souvent poussé à bout, afin d'obtenir des informations pertinentes pour notre analyse. Il s'est souvent énervé face à notre détermination à discuter ses arguments. Notre objectif était de garder notre posture d'enquêteur, présentant des preuves qui remettaient souvent en doute la position des personnes interrogées. Il a livré des informations importantes pour notre réflexion.

**Photo 2 : Rencontre avec Richard Dakoury, à Strasbourg.**



**Source : Prise de vue de l'auteur, le 26 janvier 2021, Strasbourg.**

À Paris, en France, l'ex-joueur international, Joël Tiéhi, membre du cercle rapproché de Charles Blé Goudé, a été aussi interrogé. C'était le 18 janvier 2021. Notre entretien avec lui a duré une heure et quinze minutes pendant lesquelles il s'est volontiers soumis à notre quête de vérité, avec un calme dont il ne s'est jamais départi. Le 29 décembre 2021, Joël Tiéhi nous a encore accordé un temps d'entretien. En outre, par visioconférence, il y a eu des entretiens avec une personne installée aux États-Unis d'Amérique. Enfin, le 6 janvier 2022, Konaté Navigué a répondu à nos questions à Abidjan. Il était président de la jeunesse du FPI au moment où la Galaxie patriotique naissait. Cette position faisait de lui un protagoniste important sur lequel les Jeunes patriotes pouvaient s'appuyer, puisqu'il représentait toute la jeunesse militante du parti de Laurent Gbagbo. Pendant près de quarante minutes, la problématique de la socialisation politique des Jeunes patriotes et leur impact sur la politique ivoirienne a été discutée. Il a ouvert des lucarnes

---

<sup>150</sup> Richard Dakoury est titulaire d'un DEA de droit public.

<sup>151</sup> Lors de notre entretien à Strasbourg, il refuse ce titre de numéro deux, préférant le laisser à d'autres.

<sup>152</sup> Charles Blé Goudé, *De l'enfer je reviendrai*, Paris, Éditions du Moment, 2016, p. 50.

importantes. Comme il l'a souligné dans l'entretien, il était très proche de Laurent Gbagbo qu'il voyait quand il le voulait. Son témoignage est donc capital pour notre recherche.

\*\*\*

Au final, l'objet de ce parcours préliminaire consistait à fixer notre espace de problématisation, notre démarche de recueil de données et le cadre d'étude mobilisés dans cette recherche. Nous avons, ainsi, présenté notre terrain d'enquête et les ressources rassemblées pour tendre vers des résultats exploitables. Des concepts théoriques y ont été convoqués qui ont favorisé une approche plus précise de notre objet d'étude. Notre dialogue avec la Galaxie patriotique a fait émerger des questionnements que les chapitres suivants préciseront. L'objectif, à la fin de ce parcours, est de cerner les ressorts de l'irruption de ce mouvement et son impact dans le jeu politique ivoirien. Ce travail thématique voudrait privilégier une étude sur la longue durée de phénomènes liés à la fabrique de générations politiques.

Ainsi, la matière de cette thèse est construite autour de trois grandes parties ; chacune d'elles est structurée en trois chapitres. La première partie parle des logiques identitaires et de la rébellion dans une Côte d'Ivoire en transition. Le chapitre 1 parle de l'identité nationale dans la Côte d'Ivoire postindépendance. Le chapitre 2 évoque la fin du régime d'Houphouët-Boigny en présentant la Côte d'Ivoire en transition. Le chapitre 3 fait une sociologie de la rébellion de 2002. Quant à la seconde partie de notre étude, elle analyse la Galaxie patriotique au cœur de la crise ivoirienne. Ainsi, le chapitre 4 part de la jeunesse ivoirienne postindépendance à la Galaxie patriotique. Le chapitre 5 présente la stratégie de communication des Jeunes patriotes. Le chapitre 6 convoque les enjeux sociologiques de l'engagement des Jeunes patriotes. Enfin, la troisième partie étudie les traces laissées par la Galaxie patriotique dans la mémoire collective. Le chapitre 7 analyse la mobilisation des Jeunes patriotes qu'il situe entre performativité et autonomie. Le chapitre 8, intitulé « La musique et la politique dans la mobilisation d'une génération politique », met en exergue le rôle de la musique Zouglou dans l'engagement politique des Jeunes patriotes. Et le chapitre 9 décrit la situation de la Galaxie patriotique aujourd'hui dont nous faisons un bilan post-conflit.

## **PARTIE I**

# **LOGIQUES IDENTITAIRES ET RÉBELLION DANS UNE CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION**

## INTRODUCTION PARTIELLE

Cette première grande partie se propose de montrer en quoi la question identitaire, qui a surgi en Côte d'Ivoire bien avant l'indépendance du pays, a nourri les clivages sociaux postindépendance. Ceux-ci ont abouti à la rébellion du 19 septembre 2002. Pour Christophe Roux, « *l'essor contemporain de la thématique identitaire dans les sciences sociales trouve un indicateur dans la croissance des travaux autour de l'identité nationale, qui jusqu'alors n'avait pas constitué un objet canonique dans la recherche académique* »<sup>1</sup>. Ainsi, les questions qui guideront cette première partie sont : dans quelle mesure l'identité nationale a-t-elle joué un rôle central dans la construction de la Côte d'Ivoire postindépendance ? En quoi l'instrumentalisation de la question identitaire par les groupes politiques a-t-elle structuré la période qui a suivi la fin du régime d'Houphouët-Boigny ? Et dans quelle mesure la rébellion de 2002 fut-elle suscitée par le conflit identitaire ivoirien ?

Pour adresser ce questionnement, nous tenterons une incursion dans les vastes mouvements migratoires en Afrique de l'Ouest pour comprendre les déplacements de populations qui ont suscité des antagonismes en Côte d'Ivoire. Il semble que si Houphouët-Boigny a su maintenir, durant les trente-trois années de son règne, une relative paix sociale au prix d'un autoritarisme important, ses successeurs ont instrumentalisé la question identitaire en créant des factions autour d'eux. Une partie de la population se voyant ostracisée a pris les armes et suscité la rébellion de septembre 2002. C'est dans ce contexte de crise identitaire qu'Alassane Ouattara parvint au pouvoir, le 11 avril 2011, suite aux élections de novembre 2010 qui l'opposèrent à Laurent Gbagbo. Notre démarche se fait ici en trois étapes correspondant aux trois chapitres de cette première partie de notre étude. Le chapitre 1 parle de l'identité nationale dans la Côte d'Ivoire postindépendance. Le chapitre 2 évoque la fin du régime d'Houphouët-Boigny en présentant la Côte d'Ivoire en transition. Et le chapitre 3 tente une sociologie de la rébellion de 2002.

---

<sup>1</sup> Christophe Roux, « L'identité nationale en perspective comparée. Le débat politique contemporain en France et en Italie », in Emmanuel Nadal, Marianne Marty et Céline Thiriot (ed.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, 2005, pp. 223-239.

## CHAPITRE I : L'IDENTITÉ NATIONALE DANS LA CÔTE D'IVOIRE POSTINDÉPENDANCE

La question identitaire a régulièrement mobilisé des populations dans le monde. Le génocide rwandais<sup>2</sup> qui a opposé Hutus et Tutsis dans les années 1994 en est un exemple. L'objectif de ce chapitre est de démontrer que la Côte d'Ivoire, fruit d'un brassage de peuples pendant la colonisation française, a aussi souvent connu l'opposition d'une population nationaliste s'insurgeant contre la place occupée par les étrangers<sup>3</sup> dans les secteurs stratégiques du pays. La question principale de ce chapitre est donc : dans quelle mesure l'identité nationale a-t-elle joué un rôle central dans la construction de la Côte d'Ivoire postindépendance ? La méconnaissance de l'histoire du peuplement du pays par des Ivoiriens et l'adoption de politiques identitaires par certains dirigeants ont plongé la Côte d'Ivoire dans des crises.

Il sera question, dans ce chapitre, de faire dialoguer la question des migrations et celle de la construction de la citoyenneté en Côte d'Ivoire. De fait, une vision historique du peuplement de la Côte d'Ivoire met en exergue l'impasse dans laquelle la rhétorique identitaire ivoirienne, jouant sur la figure de l'étranger, a placé le pays. Puisque la dimension démographique de la construction nationale ivoirienne s'inscrit dans les grands mouvements de populations en Afrique de l'Ouest dans la période coloniale, il semble pertinent de convoquer d'abord le cadre général des migrations dans cette partie de l'Afrique. Ce chapitre comporte ainsi trois trajectoires. La première parle de l'histoire démographique et de la conscience identitaire en Afrique de l'Ouest. La seconde présente le sentiment nationaliste en Côte d'Ivoire en relevant les enjeux identitaires dans cette terre de migration. Et la troisième est axée sur la Côte d'Ivoire sous Houphouët-Boigny<sup>4</sup>.

### I UNE HISTOIRE DÉMOGRAPHIQUE ET UNE CONSCIENCE IDENTITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Nous offrons ici une relecture de l'histoire démographique en Afrique de l'Ouest pour situer l'enjeu identitaire qu'elle a nourri au cours du XX<sup>e</sup> siècle. En citant Achille Mbembe, François-Xavier Fauvelle disait que « *les expériences postcoloniales africaines devraient être le grand sujet d'observation de notre temps ; parce que ce qui s'y passe depuis la sortie de la grande nuit coloniale, expression empruntée à Frantz Fanon, les ratées politiques comme les expériences*

---

<sup>2</sup> Philip Gourevitch, *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles. Chroniques rwandaises*, Paris, Denoël, 1999, 400 p.

<sup>3</sup> Par le mot « étranger », nous entendons de façon large les populations allochtones (c'est-à-dire les populations ivoiriennes mais non originaires de la région de résidence) et allogènes (c'est-à-dire les populations non ivoiriennes).

<sup>4</sup> Félix Houphouët-Boigny est né le 18 octobre 1905 à N'Gokro (Yamoussoukro, dans le Centre de la Côte d'Ivoire). Il mourut le 7 décembre 1993, après avoir été le premier Président de la Côte-d'Ivoire, de 1960 à 1993. Il est de l'ethnie Baoulé, du groupe Akan.

*sociales foisonnantes, sont le laboratoire de notre avenir humain* »<sup>5</sup>. En effet, marquée par la colonisation européenne, cette période du XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle propose des clés de lecture de ce qui se joue actuellement dans de nombreux pays de l'Afrique subsaharienne et particulièrement en Côte d'Ivoire où l'instrumentalisation de la question identitaire a entraîné des crises sociopolitiques qui durent encore aujourd'hui. Il s'agit de voir en quoi la colonisation a contribué à modifier la figure de l'étranger dans la construction de pouvoirs et de communautés intégrées qui se juxtaposent en dépit d'une histoire culturelle commune. Ainsi, ce propos voudrait étudier, dans un premier temps, l'immigration en Afrique de l'Ouest et l'impact des politiques coloniales. Et, dans un second temps, il parlera de la conscience identitaire au cœur de la construction nationale.

### 1) L'immigration en Afrique de l'Ouest et l'impact des politiques coloniales

Cette analyse voudrait voir comment l'immigration en Afrique de l'Ouest et la politique économique coloniale ont fait le lit des crises identitaires qui continue de bouleverser cette partie de l'Afrique aujourd'hui encore. L'histoire démographique en Afrique de l'Ouest révèle une régression de la population bien avant la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Ceci était dû à la traite négrière ainsi qu'aux guerres entre Africains ou à celles des conquêtes européennes<sup>6</sup>. Les épidémies de fièvre jaune, de variole, de paludisme et de trypanosomiase ont aussi contribué à cette saignée démographique. Mais au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, on nota une explosion démographique qui se nourrissait de la politique économique coloniale. De vastes courants migratoires furent enregistrés qui bouleversèrent les groupements humains et les affinités culturelles. Il y eut des déplacements de populations et des regroupements forcés de villages qui firent évoluer les tendances lourdes des aires culturelles héritées des siècles précédents.

Entre 1900 et 1947, Pierre Kipré note que des centaines de milliers de personnes furent déplacées chaque année, pour des travaux sur les chantiers des colonisateurs, très loin de leurs villages<sup>7</sup>. Les terres dites utiles connaissaient aussi une explosion démographique au détriment des zones qualifiées de pauvres, principalement la zone sahélienne, dessinant une géographie des migrations. Ainsi, la Haute-Volta (actuel Burkina-Faso) et le Niger devinrent pourvoyeuses de

---

<sup>5</sup> François-Xavier Fauvelle, « Leçons de l'histoire de l'Afrique », *college-de-France.fr*, 3 octobre 2019, [consulté le 4 novembre 2020], disponible sur : [<https://www.college-de-france.fr/site/francois-xavier-fauvelle/inaugural-lecture-2019-10-03-18h00.htm>].

<sup>6</sup> Ces guerres de conquêtes coloniales étaient fréquentes entre le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle et 1930. Pierre Kipré estime à environ 30% de pertes d'hommes valides, au Centre et à l'Ouest de la Côte d'Ivoire, entre 1908 et 1918. Près de 2% de la population de l'ex-Afrique occidentale française (AOF) aurait participé à la guerre de 1914-1918. En 1940, il révèle que 38% des 300 000 tirailleurs sénégalais sont morts. Cf. Pierre Kipré, *Migrations en Afrique noire : la construction des identités nationales et la question des étrangers*, Abidjan, Les Éditions du CERAP, 2010, p. 71.

<sup>7</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 77.

main-d'œuvre au profit des zones forestières et maritimes de la Côte-d'Ivoire ou du Ghana où les cultures de rentes comme le café et le cacao étaient développées. Des villages mossis de la Haute-Volta surgirent en Côte d'Ivoire ou dans l'ex-Soudan français (actuel Mali), vers 1932-1933. Des Guinéens quittèrent également les savanes pour leurs zones forestières ; et des Togolais et Dahoméens (actuel Béninois) furent convoyés en Côte d'Ivoire ou au Ghana. Au Sénégal, ce furent les terres d'extension de l'arachide qui bénéficièrent du navétanat<sup>8</sup> soninké<sup>9</sup> et malinké<sup>10</sup>. Au moment où la colonisation s'achevait, les populations locales, comme les immigrées, n'avaient pas encore intériorisé l'espace bordé de frontières que l'Europe imposa au début du siècle<sup>11</sup>. Ces mouvements de populations, entraînant des mutations culturelles, ont modifié à la fois la composition et la répartition de la population Ouest-africaine au cours de la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>. De fait, l'administration coloniale obligea de nombreuses populations à « *identifier leur communauté à telle division territoriale, sans que cela corresponde toujours à une réalité précoloniale* »<sup>13</sup>. Les foyers linguistiques, traditionnels et religieux ne coïncidaient pas avec les frontières coloniales. Les populations ainsi divisées développèrent une conscience identitaire nouvelle pendant que les nations se construisaient.

## 2) La conscience identitaire au cœur de la construction nationale

Cette analyse voudrait montrer comment la question identitaire a mobilisé l'Afrique de l'Ouest autour de la modification de la figure de l'étranger. « *Chaque ancien colonisé, en tant que citoyen, est censé voir dans la proclamation d'indépendance l'acte de naissance du nouvel État aussi bien que celui de la "nation"* »<sup>14</sup>. Il s'agit de la mise en scène de la nation vue comme résultat de la fusion de toutes les cultures et de tous les citoyens du nouvel État. Dès lors, se pose la question de la place de l'étranger « *hier encore compagnon de misère sous la férule coloniale* »<sup>15</sup>. On note une évolution de la notion d'étranger dans ces nations en construction. Jusqu'au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, les migrations individuelles ou collectives étaient de faibles ampleurs en Afrique de l'Ouest<sup>16</sup>. C'était des mouvements lents et longs s'effectuant sur de courtes distances. Ils

---

<sup>8</sup> Le navétane est un ouvrier agricole qui se déplace à travers le Sénégal à la recherche d'un contrat dans les zones de culture de l'arachide où il exploite une terre qui ne lui appartient pas en échange de nourriture et de salaire. Le navétanat se développa dans les années 1920 où les cours de l'arachide connaissaient une hausse.

<sup>9</sup> Les Soninkés sont originaires du Mali, du Sénégal ou de la Mauritanie.

<sup>10</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 77.

<sup>11</sup> *Idem*, p. 80.

<sup>12</sup> *Idem*, p. 75.

<sup>13</sup> *Idem*, p. 76.

<sup>14</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 80.

<sup>15</sup> *Idem*, p. 81.

<sup>16</sup> On peut citer, dans ce cadre, le pastoralisme peuhl dans le sahel, le navétanat et les déplacements saisonniers des colporteurs et marchands dioulas, wangaras ou haoussas.



impliquaient un nombre limité de migrants. Chaque communauté désignait l'étranger par des termes précis et attachait à sa présence des récits qui fondaient les règles de son accueil. Dans ce monde ouest-africain essentiellement rural, « *avec ses coutumes, ses fêtes, son mode de dévolution et de répartition des biens fonciers, ses alliances* »<sup>17</sup>, l'étranger pouvait être un intrus s'il n'entrait pas dans cette logique.

Le système colonial changea cette organisation sociétale avec les migrations mises en œuvre pour les besoins de l'exploitation économique et de l'unité territoriale autour de la métropole. D'autre part, des populations de cultures différentes se trouvaient réunies sur un même territoire<sup>18</sup> dans une nouvelle recomposition des sociétés et de nouvelles frontières.

*« Ainsi se fonde la production d'un nouvel "étranger" dans l'univers mental des populations. La notion même d'immigré, donc d'étranger, a changé de contenu depuis la constitution des empires coloniaux [...] car est dorénavant "étranger" aussi celui qui appartient à un autre territoire délimité par le colonisateur, même s'il est de la même culture ou du même peuple »*<sup>19</sup>.

L'étranger était désormais celui qui n'était pas de l'État-nation créé lors de la décolonisation. De nouveaux systèmes d'intégration de l'étranger apparurent, dès lors, surtout dans les zones qui connaissaient une nette explosion démographique due aux migrations. Ce fut le cas du Nigéria, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée et de la Gold Coast (actuel Ghana). Aux dires de Pierre Kipré, « *les solidarités anciennes subissent ainsi leurs premières transformations à l'insu des populations* »<sup>20</sup>. Et les conflits identitaires ou des clivages surgirent autour des questions foncières, des emplois et des élections législatives ou municipales. « *Les crispations identitaires au plan local sont alors nombreuses partout au crépuscule de l'ordre colonial, en même temps qu'elles servent dans certains discours politiques, déjà par calcul politique* »<sup>21</sup>. Face à l'afflux de migrants, certains territoires commencèrent à connaître des tensions sociales. Des politiques d'expulsions d'étrangers furent ainsi enclenchées par exemple en Côte d'Ivoire en 1958, au Sénégal en 1965 et au Ghana en 1969. Ces courants migratoires ont accentué la production idéologique de l'étranger et contribué à ce que Pierre Kipré appelle la « parcellisation » des identités collectives<sup>22</sup>.

Le colonisateur dressa des périmètres qui devinrent des pays, en traçant des frontières. Il ne prit pas en compte le fait que très souvent les mêmes familles étaient installées dans une continuité multiséculaire de part et d'autre des nouvelles frontières. Ainsi, les mêmes aires culturelles se sont retrouvées à l'intérieur d'un territoire, mais aussi à l'extérieur de la zone délimitée. Beaucoup d'indigènes avaient leurs plantations qui se trouvaient dans le pays voisin.

---

<sup>17</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 94.

<sup>18</sup> Le territoire ivoirien vit ainsi se juxtaposer à l'intérieur d'une même frontière quatre aires culturelles : les Krous, les Gurs, les Mandés et les Akans.

<sup>19</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 78.

<sup>20</sup> *Ibidem.*

<sup>21</sup> *Idem*, p. 80.

<sup>22</sup> *Idem*, p. 86.

Des familles divisées étaient, par exemple, à la fois dans le périmètre ivoirien et dans celui du Burkina-Faso. Les Akans qui s'étalent du Nigéria à la Côte d'Ivoire se sont retrouvés dans plusieurs pays différents. Dans son titre « Plus rien ne m'étonne », l'artiste reggae Tiken Jah Fakoly reprend cette problématique. Pour lui, l'Afrique a été partagée par les colonisateurs sans tenir compte de la continuité des aires culturelles ni des foyers linguistiques :

*« Ils ont partagé le monde [...] Ils ont partagé Africa, sans nous consulter. Ils s'étonnent que nous soyons désunis. Une partie de l'empire Mandingue se trouva chez les Wolofs. Une partie de l'empire Mossi se trouva dans le Ghana. Une partie de l'empire Soussou se trouva dans l'empire Mandingue. Une partie de l'empire Mandingue se trouva chez les Mossis. Ils ont partagé Africa, sans nous consulter, sans nous demander ! Aïe ! Aïe ! Aïe ! Sans nous aviser ! »<sup>23</sup>.*

Après l'étude du contexte générale en Afrique de l'Ouest, il semble important de présenter la situation spécifique de la Côte d'Ivoire.

## II LE SENTIMENT NATIONALISTE EN CÔTE D'IVOIRE : ENJEUX IDENTITAIRES DANS UNE TERRE DE MIGRATION

Nous proposons de présenter une brève histoire de la Côte d'Ivoire pour montrer que des événements et des choix politiques des régimes qui se sont succédé, depuis Houphouët-Boigny en 1960 jusqu'en 2002, ont favorisé l'émergence d'un sentiment nationaliste dont la Galaxie patriotique est une manifestation. Il s'agit d'envisager la causalité historique pour rendre raison des appropriations identitaires qui ont créé des clivages en Côte d'Ivoire. Au cours des siècles, plusieurs vagues de populations se sont installées sur le territoire ivoirien actuel. Les limites de la Côte d'Ivoire ont varié en fonction des enjeux économiques des colons français : en conséquence, certaines populations que les nationalistes qualifient d'étrangères étaient ivoiriennes à un moment de l'histoire du pays. Ainsi, il convient de relativiser la figure de l'étranger. Comprendre l'histoire du peuplement de la Côte d'Ivoire permet d'éviter le clivage autochtones<sup>24</sup>/étrangers, source de conflits identitaires. Cette réflexion comporte quatre trajectoires. La première trajectoire retrace l'histoire de l'installation des premiers groupes ethniques. La deuxième montre comment les frontières ivoiriennes ont été remodelées provoquant une citoyenneté ambiguë dans cette terre de migration. La troisième met en exergue les conflits fonciers dans la Côte d'Ivoire en construction. Enfin, la quatrième décrit comment la figure de l'étranger a évolué en fonction des intérêts des hommes politiques.

---

<sup>23</sup> Tiken Jah Fakoly, « Plus rien ne m'étonne », *youtube.com*, 19 février 2013, [consulté le 18 octobre 2021], disponible sur : <https://www.youtube.com/watch?v=eMRxcac3s5g>.

<sup>24</sup> Littéralement traduit du grec « *autos* » et « *chthonon* », autochtone signifie « issu du sol même ».

## 1) L'installation des premiers groupes ethniques : un peuplement progressif du pays

Le peuplement de la Côte d'Ivoire s'est réalisé en deux étapes principales : la première remonte à la préhistoire, et la seconde a eu lieu entre le X<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle. Parlant de la première vague, Jean-Noël Loucou estime que la présence humaine sur le territoire ivoirien est très ancienne. « Elle remonte à la préhistoire, période qui s'étend de l'apparition de l'homme sur la terre, il y a quelques 3 millions d'années, au V<sup>e</sup> millénaire avant notre ère »<sup>25</sup>. En effet, des fragments d'armes et d'outillages, des ossements humains et d'animaux, trouvés dans la région de l'actuelle Côte d'Ivoire, laissent penser qu'au paléolithique supérieur (-15 000 à -10 000 ans avant Jésus-Christ) des hommes y étaient déjà présents<sup>26</sup>. Des chercheurs ont découvert à Anyama et à Attinguié, dans les environs d'Abidjan (Sud ivoirien), des bifaces, des piques, des racloirs, des grattoirs et des ustensiles taillés dans du quartz<sup>27</sup>. La datation établie à l'aide du carbone 14 les situe entre -18 000 et -12 000 ans. Les archéologues ont aussi trouvé, dans le Nord du pays, des bifaces en quartz datant du paléolithique supérieur, à Fourouna, près de Séguéla, et des boules de pierre et de poterie à Niakaramadougou, Ferkessédougou et Korhogo. Henriette Alimen dira, pour sa part, que « la Côte d'Ivoire a donné, en des stations de surface, des haches polies. On a repéré plusieurs ateliers de taille ou de polissage jusqu'en Haute Côte d'Ivoire »<sup>28</sup>. Toutes ces traces matérielles seraient l'expression d'une présence humaine très ancienne sur le territoire ivoirien. Ces peuples primitifs sont :

- pour le Sud lagunaire et le Centre, les Protoakans, notamment les Éhotilés, les Zéhiris, les Golis et les Bomizambos ;
- pour l'Ouest, les Gbans ou Gagous, les Touras, des sous-groupes des Mandés du Sud et les Protokrous, au rang desquels figurent les Magwês, ancêtres des Bétés ;
- pour le Nord, les Protosénoufos, dont les Falafalas, ancêtres des Sénoufos de la région de Kong<sup>29</sup>.

En plus de ce groupe primitif, vers l'an 1000 après Jésus-Christ, plusieurs mouvements de populations ont été notés. Ainsi, la première vague de migrants de langue voltaïque, du groupe Gur (les Sénoufos et les Koulangos), s'est installée entre Odienné et Kong<sup>30</sup> au Nord, dès le premier millénaire. Autour du XV<sup>e</sup> siècle, la pression des Malinkés, du groupe Mandé, venus du Haut-

<sup>25</sup> Jean-Noël Loucou, *Histoire de la Côte d'Ivoire. Tome 1 : la formation des peuples*, Abidjan, CEDA, 1984, p. 9.

<sup>26</sup> Jacques Leclerc, « Côte d'Ivoire », *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, CEFAN, Université Laval, 24 août 2018, [consulté le 17 septembre 2020], disponible sur : [https://www.axl.cefan.ulaval.ca/Afrique/cotiv.htm#:~:text=D'apr%C3%A8s%20les%20textes%20C3%A9crits,configuration%20ethnique%20actuelle%3A%20les%20peuples].

<sup>27</sup> Henriette Diabaté, *Mémorial de la Côte d'Ivoire. Tome 1 : Les fondements de la nation ivoirienne*, Abidjan, AMI, 1987, p. 51.

<sup>28</sup> Henriette Alimen, *Préhistoire de l'Afrique*, Paris, N. Boubée et Cie, 1995, p. 278.

<sup>29</sup> Cf. Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 1984 ; Henriette Diabaté, *Op. cit.*, 1987 ; Gonin Gilbert et Allou Kouamé René, *Côte d'Ivoire : les premiers habitants*, Abidjan, CERAP, 2006, p. 23.

<sup>30</sup> Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 1984.

Niger, pousse les Sénoufos et les Koulangos vers l'Est. Ces Malinkés étaient composés de chefs de guerre et de commerçants de la noix de kola<sup>31</sup>, surnommés Dioulas. Ils parlaient une langue qui finira par être désignée par le terme « dioula ». À l'Ouest, ce sont les Krous composés essentiellement de Bétés et de Wês, venus du Libéria, qui s'installèrent. Les Malinkés repoussèrent ces groupes de langue Krou, présents depuis le XV<sup>e</sup> siècle, vers le Sud aux abords du fleuve Cavally.

Au Nord-Est, le royaume de Bouna (regroupant les Koulangos et les Lobis), créé par le prince Boukani, descendant de Garzyao, fut fondé en 1600<sup>32</sup>. Vers 1710, un guerrier dioula nommé Sékou Oumar Ouattara ou « Du Jammu Wattara » (1665-1745) envahit la ville de Kong. Il s'établit comme *fama* (roi) et fit de Kong le centre d'un empire avec une influence régionale. Il imposa le dioula comme langue officielle. Le conquérant malinké, Samory Touré, un guerrier d'origine guinéenne, avait un empire basé à Bissandougou et Sanankoro, dans l'actuel Guinée-Conakry. Lorsqu'il en fut délogé par les Français en 1892, il annexa tout le Nord ivoirien et une partie du Nord ghanéen. Il fixa sa nouvelle capitale à Dabakala et rasa l'empire de Kong, en 1897, parce que les habitants de cette région avaient pactisé avec la France. Il vassalisa, en outre, les chefferies sénoufos et le Royaume de Bouna, provoquant ainsi l'exode de nombreuses populations. Beaucoup de captifs furent vendus au Centre, au Sud et à l'Est de la Côte d'Ivoire. Samory Touré fut capturé en 1898 et déporté au Gabon où il mourut en 1900.

Entre le XVII<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle, des Akans, de langue Kwa, s'implantèrent dans le Sud-Est<sup>33</sup>. Parmi eux se trouvaient les Baoulés qui repoussèrent les Sénoufos vers le Nord et fondèrent leur royaume autour de Sakassou, dans le Centre. La première vague baoulé, dans les courants migratoires externes en provenance du Ghana actuel, a foulé l'Est du territoire ivoirien vers 1701 pour ce qui est des Denkyrias et vers 1750 pour les Assabous de la lignée de la reine Pokou<sup>34</sup>. Ces migrants akans finirent par occuper le Centre et le Sud du pays. La première vague de ces migrations concerna les Akans lagunaires (Éhotilés, Ébriés...), les Agnis (Est ivoirien) et les Baoulés (Centre). Originaires de l'ancien empire Ashanti, certains ont trouvé refuge sur le territoire ivoirien pour échapper à l'esclavage qui sévissait dans leur zone d'origine, tandis que d'autres migraient pour fuir les querelles de succession au trône royal dans cet empire.

En somme, le peuplement du territoire ivoirien s'est d'abord réalisé à partir d'un peuplement primitif auquel sont venues s'ajouter plusieurs vagues migratoires pour en constituer le peuplement définitif. La venue des colonisateurs français figea les positions selon cette carte.

---

<sup>31</sup> La noix de kola ou cola est le fruit du colatier cultivé dans les forêts tropicales s'étendant de la Guinée-Bissau au Ghana. Au niveau botanique, son nom est *cola nitida* ou *cola acuminata*. Elle est de la famille des sterculiacées (*Sterculiaceae*).

<sup>32</sup> Jean-Noël Loucou, *Côte d'Ivoire : les résistances à la conquête coloniale*, Abidjan, CERAP, 2015, p. 14.

<sup>33</sup> Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 184.

<sup>34</sup> Simon-Pierre Ékanza, *Côte d'Ivoire : terre de convergence et d'accueil (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Abidjan, CERAP, 2006, pp. 63-64.

Depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, quatre grands groupes, subdivisés en de multiples sous-groupes, une soixantaine d'ethnies, se partagent le territoire ivoirien : les Mandés, les Gurs, les Akans et les Krous. Le peuplement originel de l'actuelle Côte d'Ivoire résulte ainsi de la rencontre de quatre grands ensembles ethniques<sup>35</sup> (carte 3) :

- dans le quart Sud-Est, le groupe Akan/Baoulé (langues Kwas), occupant également la moitié Sud du Ghana ;
- dans le quart Sud-Ouest, le groupe Krou/Bété (langues Krous), présent également dans la partie Sud du Libéria ;
- dans le quart Nord-Est, les Gurs (langues Voltaïques), principaux occupants du Burkina-Faso et du Nord du Ghana ;
- dans le quart Nord-Ouest, le groupe Mandé (langues Mandés), présent dans l'Est de la Guinée, l'Ouest du Mali et le Nord du Libéria.

**Carte 3 : Les quatre grandes familles linguistiques en Côte d'Ivoire.**



Source : Christian Bouquet, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique*, vol. 3, n° 3, 2007.

La carte ci-dessus suggère que, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, les paramètres faisant de la Côte d'Ivoire un territoire pluriethnique et multilinguistique sont présents. Les vagues migratoires successives qui sont à l'origine du peuplement du pays en ont fait, au cours des temps, un creuset où cohabitent plusieurs peuples de cultures différentes. La future nation ivoirienne devra donc être pensée au pluriel. Il apparaît aussi que la Côte d'Ivoire a une hétérogénéité plus forte que ses voisins. En effet, alors qu'elle rassemble quatre aires culturelles, le Ghana, le Togo et le Bénin n'en recèlent que deux. Le Libéria, la Guinée et le Mali en ont trois. Le Burkina-Faso est très largement voltaïque. De plus, contrairement à ces pays, la répartition territoriale des aires culturelles en Côte

<sup>35</sup> Laurent Bossard, « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest : une crise régionale en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 151-165.

d'Ivoire est assez homogène : au Nord-Est on a les Gurs ; au Nord-Ouest se trouvent les Mandés ; au Sud-Est se rassemblent les Akans/Baoulés ; et au Sud-Ouest on rencontre le groupe Krou/Bété. La Côte d'Ivoire a certes une plus grande richesse culturelle, mais elle court le risque d'une potentielle division si ces groupes ethniques sont instrumentalisés par les hommes politiques.

D'autre part, il apparaît sur cette carte que l'instauration des frontières ivoiriennes a divisé des ensembles socioculturels qui présentaient une certaine homogénéité. Des populations de même culture et ayant la même histoire ont été artificiellement divisées par le pouvoir colonial. Par exemple les Kwas s'étendent sur cinq pays, du quart Sud-Est ivoirien jusqu'au Nigéria. Et les Mandés s'étalent sur sept pays : Mauritanie, Sénégal, Guinée, Sierra-Leone, Libéria, Mali et Côte d'Ivoire. De fait, « *la politique de l'État colonial n'avait pas eu pour préoccupation principale d'intégrer des communautés dans un espace urbain, a fortiori dans un ensemble "national" cohérent. Elle n'avait qu'un seul but : gouverner le plus efficacement possible, pour les besoins de la métropole, un ensemble de peuples détournés de leur propre trajectoire historique* »<sup>36</sup>. Dans les sociétés africaines de cette période, la construction nationale demeure en cours et la citoyenneté reste embryonnaire. La reconfiguration des frontières ivoiriennes rendra plus visible ce processus.

## 2) La citoyenneté dans un territoire de migration

Pour mieux comprendre la crise identitaire des années 2002-2011 où émergea la Galaxie patriotique, cette contribution voudrait faire une description des événements relatifs à la conquête coloniale en Côte d'Ivoire et ses impacts dans la configuration définitive de ce territoire. Elle permettra d'aborder la problématique de la construction de la citoyenneté dans ce pays où la manipulation de la question identitaire a mobilisé des passions et créé des clivages ethno-régionalistes<sup>37</sup> et politiques. En mettant en lumière les résistants du passé, les précurseurs et les modèles de la lutte protéiforme du peuple ivoirien qui refusait le nouvel ordre que voulait lui imposer une société étrangère, il s'agit de comprendre comment ce pays a été conquis et soumis, et de mettre en perspective l'impact des migrations suscitées depuis le temps colonial. Le rôle de la modification des frontières ivoiriennes dans les conflits postcoloniaux sera alors convoqué pour le mettre en rapport avec la construction de la figure de l'étranger. Ce parcours parlera, ainsi, dans un premier temps, de la colonisation française en Côte d'Ivoire. Dans un second temps, il montrera comment ce territoire a été remodelé. Et, dans un troisième temps, il mettra en exergue la question de la citoyenneté ambiguë née des mouvements de populations.

---

<sup>36</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 6.

<sup>37</sup> Nous utilisons l'expression ethno-régionalisme pour définir les revendications ethniques sur une base régionaliste.

## a) La période coloniale française en Côte d'Ivoire

La colonisation française en Côte d'Ivoire s'inscrit dans le cadre général du capitalisme mercantile de l'expansion européenne. Arrivés d'abord à Assinie (zone côtière au Sud ivoirien) au XVII<sup>e</sup> siècle, les explorateurs français abandonnèrent la région vers le début du XVIII<sup>e</sup> siècle. Ils y revinrent vers 1838 pour accroître leur négoce. Dès 1842, ils signèrent des traités de commerce et de protectorat avec les chefs des régions côtières et construisirent des comptoirs fortifiés<sup>38</sup>. Après leur défaite contre la Prusse en 1870, ils se retirèrent pour ne revenir que vers 1880. La Conférence de Berlin venait de relancer la course vers l'Afrique. Mais ils furent confrontés à l'opposition de Samory Touré et des sociétés lignagères<sup>39</sup>. Ce n'est qu'en 1893 que la France eut la possession théorique de ce territoire ivoirien dont la conquête et la pacification définitives durèrent jusqu'à 1920<sup>40</sup>.

René-Pierre Anouma met en exergue les conséquences de cette conquête en insistant sur la mise en place des structures économiques de l'exploitation coloniale<sup>41</sup>. Les comptoirs des colons français permirent, en effet, de drainer les richesses économiques (or, ivoire, huile de palme) vers leurs navires installés sur la côte maritime. La loi des finances du 13 avril 1900 institua l'autonomie financière des colonies qui devaient, dès lors, trouver leurs ressources notamment par une imposition directe des populations locales : l'impôt de capitation<sup>42</sup> fut ainsi décidé en Côte d'Ivoire, par les arrêtés des 14 et 22 mai 1901<sup>43</sup>, considérant la situation économique de la colonie qui se dégradait avec la chute des cours du caoutchouc qui fournissait les deux tiers des exportations. Face à l'échec de la politique de pénétration pacifique censée donner des ressources aux colons, une politique de conquête violente fut mise en place, sous la supervision de Gabriel Angoulvant qui débarqua en Côte d'Ivoire le 25 avril 1908 pour prendre la gouvernance de la colonie jusqu'au 27 décembre 1916<sup>44</sup>. Il écrivit dans ses instructions de 1908 : « *Il faudra donc*

---

<sup>38</sup> Le 19 février 1842, un traité est ainsi signé avec le régent Attéklé du royaume abouré. Le 4 juillet 1843, le roi Atokpala Kouassi, représenté par son neveu Amon N'Douffou II, signa un traité de protectorat avec la France qui permit à ce pays de s'installer dans le Sanwi, au Sud-Est ivoirien. Le 10 octobre 1853, Louis Faidherbe conclut un traité avec les chefs adjoukrous de Débrimou, dans la région de Dabou. Les forts Joinville, Nemours et Faidherbe furent ainsi construits respectivement à Assinie, Grand-Bassam et Dabou, formant les Établissements français de Côte-d'Or.

<sup>39</sup> Les sociétés précoloniales avaient deux grands types de systèmes politiques : les systèmes étatiques des Mandés et des Akans (organisés en royaumes et empires), et les systèmes lignagers des Krous, des lagunaires et des Mandés du Sud. Les sociétés lignagères sont organisées sur la base de classes d'âge au sein de communautés villageoises ou tribales. Les classes d'âge n'exercent leur autorité que lorsqu'elles sont au pouvoir ; et leur fonction n'est pas héréditaire.

<sup>40</sup> Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 9.

<sup>41</sup> René-Pierre Anouma, *Aux origines de la nation ivoirienne 1893-1946. Volume I Conquêtes coloniales et aménagements territoriaux 1893-1920*, Paris, L'Harmattan, 2006, 282 p.

<sup>42</sup> Les hommes, les femmes et les enfants âgés de plus de dix ans devaient payer cet impôt qui représentait environ 39,6% des recettes budgétaires en 1908 et près de 64% entre 1916 et 1917, selon Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 125.

<sup>43</sup> Jean-Noël Loucou, *idem*, 2015, p. 37.

<sup>44</sup> Jean Suret-Canale, *L'Afrique noire. L'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Éditions sociales, 1964, pp. 137-138.

que nos sujets viennent au progrès malgré eux, comme certains enfants acquièrent l'éducation en dépit de leur répugnance »<sup>45</sup>. Pour lui, il fallait se résoudre à employer la force pour tirer profit des indigènes<sup>46</sup>.

Le décret du 23 octobre 1904 attribua les terres vacantes et sans maîtres, autrement dit la plus grande partie du territoire, aux colonisateurs. Les indigènes devaient cultiver les « champs du commandant » ou champs collectifs où les cultures d'exportation étaient prioritaires. La monnaie française fut imposée en 1914 et les monnaies précoloniales interdites. Les marchés du colonisateur étaient privilégiés au détriment des marchés précoloniaux. Les structures économiques précoloniales furent ainsi modifiées. Et pour une meilleure maîtrise des populations, les anciens chefs étaient destitués et remplacés par des collaborateurs des colonisateurs. Gabriel Angoulvant disait à ce propos que « *si l'un des chefs existants ne nous satisfait pas, il convient de le relever de ses fonctions et de lui donner un successeur fixé par nous* »<sup>47</sup>. Les groupements ethniques, traditionnels ou politiques disparaissaient au profit des nouvelles unités administratives coloniales<sup>48</sup>. L'organisation sociopolitique des autochtones était donc transformée faisant le lit à des conflits identitaires.

En effet, la colonisation modifia la démographie des sociétés autochtones par les transferts de milliers de personnes du Nord vers le Sud pour les travaux. Les colonisateurs collaboraient plus avec les ethnies des savanes du Nord qui étaient islamisées et présentées comme « plus évoluées » que celles des zones forestières qualifiées de « primitives ». Des ethnies qui n'étaient pas auparavant opposées entre elles commencèrent à s'affronter à cause de la classification, par le colon, en ethnies évoluées et ethnies primitives. L'administration coloniale créait ainsi des facteurs déclencheurs de conflits interethniques de l'ampleur de ce que relève Jean-Noël Loucou : « *Les Malinkés-Dioulas furent souvent les premiers à être massacrés, comme lors de la révolte des Abbeys* »<sup>49</sup><sup>50</sup>. Ces préjugés survécurent à la période coloniale pour constituer des matrices des conflits identitaires contemporains.

Entre 1893 et 1920, la nouvelle organisation économique et politique que les colonisateurs voulaient imposer rencontra une opposition globale et des révoltes multiformes dans toutes les régions. La résistance active à ce nouveau mode de vie obligea les colons à utiliser la force. Le bilan de cette période fut lourd à plusieurs niveaux : destruction matérielle (villages et plantations

---

<sup>45</sup> Archives nationales de Côte d'Ivoire, X-31-18, *Lettre-circulaire du gouverneur Angoulvant*, Bingerville, le 26 novembre 1908.

<sup>46</sup> Gabriel Angoulvant, *La pacification de la Côte d'Ivoire : 1908-1915. Méthodes et résultats*, Paris, Larose, 1916, pp. 16, 20 et 33.

<sup>47</sup> *Idem*, p. 245.

<sup>48</sup> Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 47.

<sup>49</sup> Les Abbeys sont originaires d'Agboville, dans le Sud ivoirien. De 1905 à 1910, ils opposèrent une résistance farouche à l'invasion coloniale, aux travaux forcés et à l'implantation des travailleurs du Nord dans leur région.

<sup>50</sup> Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 47.



systématiquement détruits<sup>51</sup>), pertes humaines considérables. De plus, les habitudes culturelles (traditions, œuvres d'art, lieux de culte), sociologiques<sup>52</sup>, économiques<sup>53</sup> et politiques<sup>54</sup> des autochtones se trouvaient modifiées par les colonisateurs. Beaucoup de leaders indigènes de la contestation furent emprisonnés ou tués. Mais l'imposition de ce nouvel ordre étranger donna naissance à ce que Jean-Noël Loucou appelle un protonationalisme<sup>55</sup>. En effet, la résistance des indigènes a servi de mythe mobilisateur à la lutte anticolonialiste et nationaliste. Ainsi, depuis les premières tentatives de pénétration, « *le nationalisme africain, sous des formes multiples, parfois maladroites, parfois ambiguës, s'est toujours exprimé sans interruption jusqu'à la reconquête de l'indépendance* »<sup>56</sup>. Ces résistances ivoiriennes manifestaient le refus de la présence étrangère et la volonté de préserver l'indépendance et le mode de vie des sociétés ivoiriennes que la modification du territoire ivoirien a du reste transformé.

#### b) La Côte d'Ivoire : un territoire remodelé

Cette contribution voudrait montrer comment la modification des frontières des territoires africains a découpé des aires culturelles continues. Nous verrons que l'actuel Côte d'Ivoire est le fruit d'une évolution géographique de ses frontières. Les limites de la Côte d'Ivoire commencèrent à se dessiner à partir de la Conférence de Berlin, en fonction des intérêts des colonisateurs qui se partageaient le continent africain. Ainsi, « *à partir de points d'appui situés sur la côte, tout État "civilisé" avait le droit de pénétrer à l'intérieur du continent et de s'approprier l'espace en signant des traités avec les chefs locaux, jusqu'à ce qu'il rencontre un autre État "civilisé"* »<sup>57</sup>. C'est alors qu'apparurent des frontières garanties internationalement, « *telles que les avaient dessinées les compas et les règles des pays coloniaux, dans les salons dorés des chancelleries occidentales,*

---

<sup>51</sup> Dans la région des Gouros, à l'Ouest ivoirien, 3271 villages furent détruits pour obliger les indigènes à s'installer à proximité des postes et des routes pouvant faciliter les contrôles administratifs, la perception des taxes et le travail forcé. Cf. Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 122.

<sup>52</sup> Les transferts de populations entraînèrent un déclin démographique des autochtones et l'installation massive d'allogènes. La création de nouvelles classes sociales pilotées par les lettrés, les hommes en arme et les salariés provoqua une mutation sociale engendrant un clivage entre les personnes dites « évoluées » et l'immense majorité des « non-évolués ».

<sup>53</sup> On nota une désorganisation de l'agriculture traditionnelle. La durée des jachères et la productivité des sols furent réduites par l'exploitation excessive des cultures de traite pour les colonisateurs. Il y avait aussi l'imposition de l'économie de marché ou de traite axée sur l'exportation des produits agricoles et l'importation de produits manufacturés au profit de la métropole. Les indigènes vendirent également leur force de travail pour pouvoir payer l'impôt de capitation.

<sup>54</sup> Il y avait une perte de la souveraineté politique indigène avec le remplacement de la chefferie traditionnelle par des collaborateurs des colons. Il y eut aussi une réorganisation des entités administratives qui ne tinrent pas compte des aires culturelles précoloniales.

<sup>55</sup> Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 10.

<sup>56</sup> Joseph Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, 702 p., cité par Jean-Noël Loucou, *Op. cit.*, 2015, p. 134.

<sup>57</sup> Christian Bouquet, *Op.cit.*, 2011, p. 188.

*déchirant les ethnies sans tenir compte de la nature du terrain* »<sup>58</sup>, disait François Mitterrand, en juin 1990.

Les explorateurs français Louis-Gustave Binger et Marcel Treich-Laplène, puis leurs successeurs Octave Péan et Paul de Beeckman, à la suite du commerçant Arthur Verdier<sup>59</sup>, ont fixé les limites du pays pour éviter aux Anglais implantés en Gold Coast (actuel Ghana) de venir plus loin vers l'Ouest. La frontière occidentale fut notifiée le 8 décembre 1892. Les conventions avec le Royaume-Uni du 26 juin 1891 et du 12 juillet 1893 tracèrent la frontière orientale. La Côte d'Ivoire n'existe sous ce nom que depuis 1893. Le 10 mars 1893, la Côte d'Ivoire, séparée de la Guinée et du Libéria, fut érigée en colonie française<sup>60</sup> avec Louis-Gustave Binger pour premier gouverneur<sup>61</sup>. La première frontière du Nord ivoirien fut tracée après l'arrestation de Samory Touré, en 1898. C'est à partir de 1945 que la délimitation linéaire entre la Côte d'Ivoire et le Soudan français (actuel Mali) a été définitive<sup>62</sup>. Jusqu'en 1947<sup>63</sup>, Ouagadougou et Bobo-Dioulasso (dans l'actuel Burkina-Faso), au Nord ivoirien, faisaient partie de la Côte d'Ivoire sous le nom de Haute-Côte (carte 4), et fournissaient de la main d'œuvre aux entreprises françaises installées au Sud, notamment la SCOA, la CFAO et les Établissements Peyrissac. En 1922, par exemple, plus de 5000 voltaïques furent envoyés par les colons sur les chantiers de chemins de fer en Côte d'Ivoire<sup>64</sup>.

L'immigration en Côte d'Ivoire a commencé sous sa forme actuelle vers les années 1930. Comme l'indique la carte ci-dessous, l'ex-Haute-Volta, fut momentanément rattachée à la Côte d'Ivoire pour favoriser le recrutement de sa main d'œuvre, jugée plus valeureuse<sup>65</sup>, selon un rapport du Conseil économique et social ivoirien, en octobre 1998<sup>66</sup>. En 1958, territoire français d'Outre-mer depuis 1956<sup>67</sup>, la Côte d'Ivoire devint République autonome dans le cadre d'une association avec la France appelée Communauté<sup>68</sup>. En 1959, Félix Houphouët-Boigny devint Premier ministre de la Côte d'Ivoire, puis Chef de l'État.

---

<sup>58</sup> La rédaction, « Allocution prononcée par M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la XVI<sup>e</sup> conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique », *Rfi*, 20 juin 1990.

<sup>59</sup> Nommé « Gardien du pavillon français », puis « Résident de France » en 1878, Arthur Verdier assura la pérennité de la présence française après l'évacuation des garnisons le 24 janvier 1871.

<sup>60</sup> La colonie française de Côte d'Ivoire fut créée par un décret du 10 mars 1893 signé par le Président français Sadi Carnot. Grand-Bassam en était la capitale.

<sup>61</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 188.

<sup>62</sup> Désiré Axel Dabié Nassa, « Frontières ivoiriennes à l'épreuve des migrations internationales ouest-africaines », *Migrations Société*, vol. 144, n° 6, 2012, pp. 61-84.

<sup>63</sup> Après la suppression de la colonie de Haute-Volta en 1933.

<sup>64</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 72.

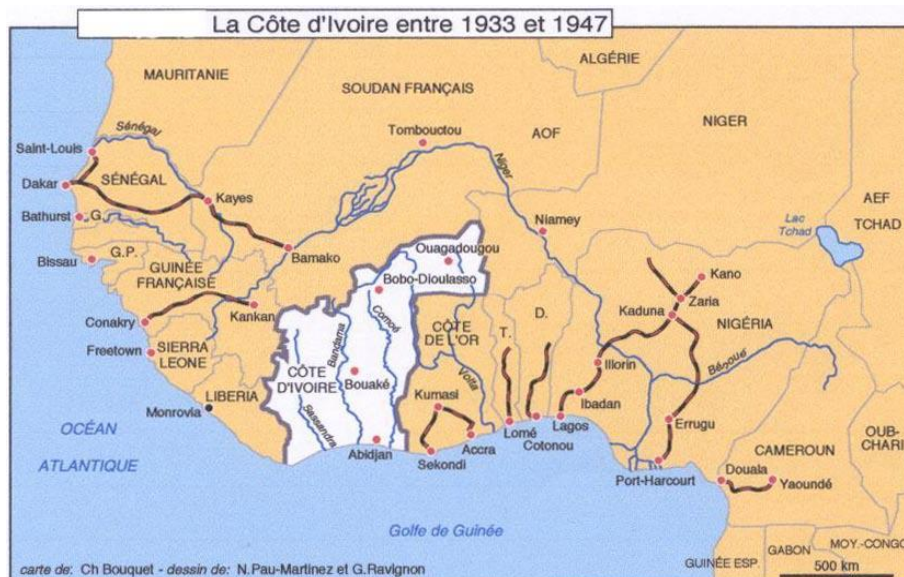
<sup>65</sup> Rapport du Conseil économique et social (octobre 1998), « "Immigration en Côte d'Ivoire : le seuil du tolérable est largement dépassé". (Extraits) », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 70-74.

<sup>66</sup> *Le Jour*, n° 1251, 8 avril 1999.

<sup>67</sup> En 1956, la Loi-cadre de Gaston Defferre créa dans les colonies une assemblée territoriale, avec un gouverneur autochtone, sous la tutelle d'un gouverneur français. C'était le premier pas vers l'indépendance.

<sup>68</sup> André Teulière, *L'Outre-Mer française, hier, aujourd'hui et demain*, Paris, Berger-Levrault, 1970, p. 170.

#### Carte 4 : La Côte d'Ivoire de 1933 à 1947.



Source : Christian Bouquet, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique*, vol. 3, n° 3, 2007.

Les migrations, notamment du Nord vers le Sud, trouvent donc des origines historiques anciennes. Elles ont été encouragées par le colonisateur et se sont maintenues après l'indépendance en 1960<sup>69</sup>. Parlant de la Côte d'Ivoire et du Burkina-Faso, Laurent Gbagbo dit, en septembre 2007, « nos deux pays ne sont pas simplement des voisins. C'était le même pays à l'époque de la colonisation. Entre 1932 et 1947, Ouaga était la deuxième ville de Côte d'Ivoire »<sup>70</sup>. Ainsi, de nombreux habitants de la Haute-Côte sont manifestement nés ivoiriens<sup>71</sup>. En effet, le territoire ivoirien a été « découpé par la puissance coloniale à l'intérieur d'un espace ouest-africain dépourvu de frontières, puis redécoupé pour permettre au "trop-plein" de la population sahélienne de venir pallier les manques de main d'œuvre des zones côtières et forestières, puis définitivement circonscrit par des frontières à l'intérieur desquelles on attend que se construise une identité nationale »<sup>72</sup>. De là, découle la transmission d'une « citoyenneté ambiguë » aux descendants.

#### c) Une citoyenneté ambiguë et un développement économique inégal

La thèse défendue ici est que la modification des frontières ivoiriennes a induit une citoyenneté ambiguë pour une partie des habitants en même temps qu'un clivage régional dans le développement du pays. Les ressorts de la construction de l'étranger ou de l'immigré ont changé

<sup>69</sup> Catherine Gouëset, « Chronologie de la Côte d'Ivoire (1958-2011) », *L'express*, 8 décembre 2011.

<sup>70</sup> Marwane Ben Yahmed, « Les vérités de Gbagbo », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2007.

<sup>71</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 190.

<sup>72</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2007.

avec le découpage colonial, car est dorénavant étranger celui qui se retrouve dans un autre territoire au-delà de la nouvelle frontière, même s'il appartient à la même ethnie ou au même groupement culturel<sup>73</sup>. Beaucoup d'Ivoiriens étaient donc balancés entre leur groupement ethnique et leur nouveau pays. Les frontières de la citoyenneté étaient mal définies du fait des naissances, des allers-retours et du vécu de part et d'autre d'une frontière elle-même vivante. Par ailleurs, ces populations ayant essentiellement des pratiques d'oralité, il y avait une absence de documents écrits. On pourrait parler d'une « *citoyenneté sur le papier* »<sup>74</sup> ou citoyenneté théorique<sup>75</sup>, parce qu'elle ne comportait pas une dimension effective correspondant à la traduction réelle de la dimension juridique de la citoyenneté, c'est-à-dire à « *l'existence concrète, observable empiriquement, des principes de la citoyenneté statutaire* »<sup>76</sup>. Une partie des Ivoiriens avaient donc une citoyenneté ambiguë.

De fait, si la citoyenneté est une réalité d'ordre légal, politique et social, une manière distinctive d'organiser et de vivre l'appartenance sociale et politique, elle est aussi une idée sinon un idéal : une manière distincte de penser et d'évaluer cette appartenance<sup>77</sup>. Convaincu que la citoyenneté tient au sentiment d'appartenance à la collectivité politique et sociale façonnée par l'État<sup>78</sup>, Patrick Hassenteufel évoque, pour sa part, sa dimension identitaire<sup>79</sup> car elle a pour vocation de produire des modes d'identification collective<sup>80</sup>. Or, la Côte d'Ivoire est le produit d'un brassage de populations<sup>81</sup> installées dans une continuité linguistique sur plusieurs pays. D'où l'ambiguïté dans la définition de leur citoyenneté.

Terre d'accueil de populations immigrées, avec une richesse construite grâce aux étrangers qui ont souvent représenté 25%<sup>82</sup> de la population, la Côte d'Ivoire s'est trouvée également dans une situation de « *développement économique inégal* »<sup>83</sup>. La migration vers le Sud a entraîné un développement inégal du pays. En théorisant les relations de domination Nord-Sud, Samir Amin différencie les centres du capitalisme où l'appareil de production s'est développé permettant au prolétariat d'accéder au statut de classe moyenne consommatrice et leurs périphéries où sont produites ou extraites les matières premières transformées et valorisées dans les centres sans que

---

<sup>73</sup> Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 56.

<sup>74</sup> Patrick Hassenteufel, « Exclusion sociale et citoyenneté », *Cahiers français*, n° 281, 1997, pp. 52-57.

<sup>75</sup> Ségolène Payan, « De l'autochtonie à la citoyenneté : vers une construction psychique de la citoyenneté », *Topique*, vol. 114, n° 1, 2011, pp. 115-123.

<sup>76</sup> Fred Constant, *La citoyenneté*, Paris, Montchrestien, 1998, p. 98.

<sup>77</sup> *Idem*, p. 26.

<sup>78</sup> Patrick Hassenteufel, *Op. cit.*, 1997, pp. 52-57.

<sup>79</sup> Patrick Hassenteufel, « L'État-providence ou les métaphores de la citoyenneté », *L'année sociologique*, vol. 46, n°1, 1996, pp. 127-149.

<sup>80</sup> Jean Leca, « Question sur la citoyenneté », *Projet*, n° 171-172, pp. 113-125.

<sup>81</sup> Jean-Pierre Dozon, *Op. cit.*, 2011, p. 51.

<sup>82</sup> Jean-Pierre Dozon avance même une proportion de 30 à 40% de personnes d'origine « étrangère », faisant de la Côte d'Ivoire un pays d'exception sur le continent africain. Cf. Jean-Pierre Dozon, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethno-nationalisme », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 45-62.

<sup>83</sup> Samir Amin, *Le Développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973, 365 p.

le prolétariat ne puisse accéder à l'autonomie matérielle. Samir Amin<sup>84</sup> pense que la périphérie est bloquée dans son développement par le système de l'échange inégal. Pour sortir de ce cercle infernal, les économies de la périphérie doivent initier un processus de développement autocentré.

En Côte d'Ivoire, ce développement économique inégal se décline dans le clivage Nord (sous-développé)/Sud (développé)<sup>85</sup>. La capitale économique, Abidjan, et les ports sont au Sud. La tentative d'installer la capitale politique à Yamoussoukro, au Centre, n'a pas donné les résultats attendus. Les campagnes du nord, pourvoyeuses de main-d'œuvre et de matières premières n'ont pas été touchées par le développement. Par contre, dans les campagnes du Sud, la création d'une économie de plantation a permis la constitution d'une bourgeoisie rurale ivoirienne. De plus, à Abidjan, un ensemble industriel a permis la création d'une structure urbaine moderne et prospère qui favorise la migration vers le Sud ivoirien. Celle-ci suscite, par ailleurs, des conflits fonciers dans cette zone.

### 3) Les conflits fonciers dans un territoire en construction

Nous voudrions voir, dans le parcours qui suit, comment la question foncière est une conséquence des vastes mouvements migratoires dans la Côte d'Ivoire et comment elle a exacerbé la crise identitaire née de l'ostracisme des personnes considérées comme étrangères. Les conflits fonciers actuels doivent justement être replacés dans les vastes mouvements de colonisation agraire qui ont marqué l'histoire rurale ivoirienne<sup>86</sup>. Dès les années 1920-1930, la généralisation des cultures de cacao et de café dans le Centre-Ouest, le Sud-Est et la basse-côte attira une main d'œuvre originaire des savanes. Beaucoup parmi ces migrants s'y installèrent définitivement. Au milieu des années 1950, les autochtones du Centre-Ouest commencèrent à exprimer leur mécontentement<sup>87</sup> face à cette colonisation agraire. D'où de fréquentes discordes<sup>88</sup> qui se sont manifesté aussi bien sur les droits fonciers que sur les modes de cohabitation entre les différentes communautés. Lorsqu'ils ne pouvaient s'opposer à l'accueil des migrants soutenus ou non par

---

<sup>84</sup> Adama Wade, « Hommage à Samir Amin, le théoricien du développement inégal », *finacialafrik.com*, 12 août 2018, [consulté le 6 novembre 2020], disponible sur : [https://www.finacialafrik.com/2018/08/12/hommage-a-samir-amin-le-theoricien-du-developpement-inegal/].

<sup>85</sup> Samir Amin, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1967, 330 p.

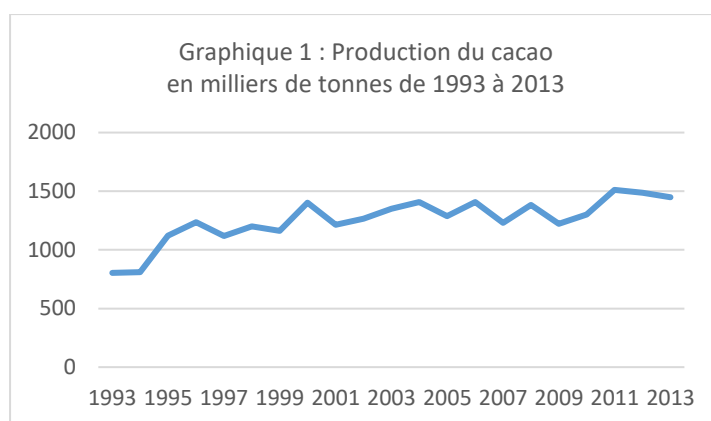
<sup>86</sup> OFPRA, « Côte d'Ivoire. "Les conflits fonciers en zone rurale" », *ofpra.gouv.fr*, 18 août 2017, [consulté le 6 novembre 2020], disponible sur : [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/21\_civ\_conflits\_fonciers.pdf].

<sup>87</sup> Henri Raulin, *Mission d'études des groupements immigrés en Côte d'Ivoire. Fascicule 3 : Problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et de Daloa*, Paris, Orstom, 1957, 140 p.

<sup>88</sup> Il y eut des conflits, vers la fin des années 1960, entre des Baoulés et des Bétés de la région de Gagnoa. En 1985, des tensions surgirent entre Niabouas et Baoulés dans la région de Zoukougbeu (Ouest). Durant les élections de 1990 et 1995, des palabres apparurent entre migrants baoulés et autochtones bétés, gouros et didas. Encore récemment, lors de la préparation de la nouvelle loi sur le domaine rural, des conflits avaient éclaté entre Niabouas et Baoulés à Zoukougbeu, en mai 1998 et entre Didas et Baoulés à Irobo (Sud) en novembre 1998.

l'autorité politique, les autochtones concédaient un tutorat traditionnel : il s'agissait de laisser travailler l'étranger en échange de biens en nature ou en espèce.

Toutefois, la crainte des jeunes autochtones de se retrouver dans une pénurie foncière et la lassitude des migrants assaillis de demandes de la part de leurs tuteurs engendraient une escalade de violences<sup>89</sup> allant souvent jusqu'à l'expulsion des allogènes. L'absence de dispositions juridiques claires et la difficulté de faire appliquer les sanctions en milieu villageois conduisaient les juges et les sous-préfets à laisser la plus grande place possible aux règlements par les autorités traditionnelles locales<sup>90</sup>. Plusieurs tentatives de réformes foncières ont été engagées par l'État colonial puis l'État postcolonial. Tantôt les droits coutumiers étaient mis en avant (décret du 20 mai 1955) ; tantôt ceux-ci étaient ignorés (loi de 1962 et 1964)<sup>91</sup>. Des velléités nationalistes sont nées de ces situations qui ont été utilisées à dessein par certains hommes politiques. D'autant plus que la production du cacao augmentait avec le temps (graphique 1).



**Source : Élaboration propre de l'auteur à partir des données d'École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, « Perspective Monde. Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945 », [perspective.usherbrooke.ca](http://perspective.usherbrooke.ca), 2021.**

De 800 000 tonnes en 1993, la production du cacao atteint près de 1 500 000 tonnes lors de la crise postélectorale de 2011. La production a donc presque doublé en près de vingt ans. La politique foncière mise en place par le Président Henri Konan Bédié, dès 1994-1995, expliquerait la croissance rapide notée dans ladite période. Le coup d'État de 1999 entraîna une chute de la production (de 1 400 000 tonnes à 1 200 000 tonnes). L'espoir suscité par l'élection présidentielle

<sup>89</sup> Ces conflits ont continué jusqu'à une période récente. On pourrait citer, à ce propos, les événements de Saïoua à l'Ouest (Cf. *Notre Voie*, 18 novembre 1998 ; *Fraternité Matin*, 24 novembre 1999), de Tabou au Sud-Ouest (Cf. *Le Jour*, 16 novembre 1999 ; *Fraternité Matin*, 16 novembre 1999, p. 5 ; *Le Jour*, 23 novembre 1999 ; *Fraternité Matin*, 24 novembre 1999 ; *Le Jour*, 26 novembre 1999), de Tiébissou au Centre (Cf. *Notre Voie*, 11 décembre 1999 ; *Le Patriote*, 14 décembre 1999) et de Tingréla au Nord (Cf. *Le Patriote*, 17 décembre 1999).

<sup>90</sup> Jean-Pierre Chauveau, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 94-125.

<sup>91</sup> Mariatou Koné, « Foncier rural, citoyenneté et cohésion sociale en Côte d'Ivoire : la pratique du tutorat dans la sous-préfecture de Gboguhé », Institut de recherche pour le développement (IRD), 2006.

de 2000 favorisa une remontée de la production. La Côte d'Ivoire conforte sa place de leader mondiale du cacao, malgré la crise qu'elle traverse. L'augmentation des étrangers dans les zones de production de cette culture, notamment à l'Ouest du pays, à l'occasion de la rébellion de 2002-2011, justifierait en partie l'évolution de la production cacaoyère. De fait, plusieurs plantations des autochtones en fuite<sup>92</sup> et des forêts classées et ont été mises en valeur par les nouveaux occupants venus essentiellement du Nord du pays et de pays voisins.

Les crises à répétition et le contexte d'affirmation des identités favorisèrent alors la stigmatisation de l'étranger<sup>93</sup>. L'instrumentalisation de ce type de conflit, dans un environnement politique « exclusionniste » nourri de l'idéologie de l'« ivoirité » et dans un contexte de crise économique et sociale, a plongé le pays dans la guerre en 2002<sup>94</sup>. En Côte d'Ivoire, le statut de l'étranger est « *l'un des principaux facteurs structurant les productions idéologiques, les tentatives de disqualification réciproque des acteurs politiques les plus visibles, la formation de coalitions à but politique et les luttes politiques* »<sup>95</sup>. Au final, la migration des populations de la CEDEAO<sup>96</sup> vers le Sud ivoirien a suscité des conflits fonciers. Ces crises ont exacerbé les clivages identitaires. Et pourtant, Ségolène Payan relève que « *l'autochtone ne met à l'épreuve son identité groupale, son identité nationale, que lors de la rencontre avec l'étranger* »<sup>97</sup>. Mais comment qualifier la figure de l'étranger dans ce contexte de forte migration ?

#### 4) La figure de l'étranger en Côte d'Ivoire

La réflexion qui suit voudrait montrer comment la figure de l'étranger a évolué en Côte d'Ivoire en fonction des enjeux mobilisés par les hommes politiques. L'analyse du concept de l'étranger en Côte d'Ivoire permet de comprendre les fondements des problèmes abordés lors des troubles sociopolitiques qui ont secoué le pays jusqu'à nos jours. Le recours à l'argument d'antériorité de peuplement est parfois mobilisé par ceux qui se disent indigènes pour exiger des droits politiques spécifiques<sup>98</sup>. Certains auteurs pensent que l'origine de ces crises est d'essence régionale et que ne pas reconnaître cette réalité historique et sociale revient à se priver d'un outil précieux pour les résoudre<sup>99</sup>. De 33 % en 1975 et 28 % en 1988, la population étrangère en Côte

---

<sup>92</sup> Plusieurs populations ont fui les régions de production des cultures de rentes à cause de la rébellion.

<sup>93</sup> Désiré Axel Dabié Nassa, *Op. cit.*, 2012, pp. 61-84.

<sup>94</sup> Alfred Babo, « Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire », *Alternatives Sud*, vol. 17, n° 2, 2010, pp. 95-118.

<sup>95</sup> Roch Yao Gnabli, « Déconstruction de la figure de l'étranger ouest-africain en Côte d'Ivoire », *Migrations Société*, vol. 144, n° 6, 2012, pp. 85-98.

<sup>96</sup> Désiré Axel Dabié Nassa, *Op. cit.*, 2012, pp. 61-84.

<sup>97</sup> Ségolène Payan, *Op. cit.*, 2011, pp. 115-123.

<sup>98</sup> Jean-François Bayart et Peter Geschiere, « "J'étais là avant". Problématiques politiques de l'autochtonie », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, pp. 126-128.

<sup>99</sup> Laurent Bossard, *Op. cit.*, 2003, pp. 151-165.

d'Ivoire est passée à 26% en 1998<sup>100</sup> ; et c'était l'un des taux les plus élevés au monde. Henri Konan Bédié va dans le même sens : « *Vous trouverez en Côte d'Ivoire plus de communautés étrangères qu'il n'en existe dans aucun autre pays du monde. La population globale se compose d'environ 30% d'étrangers sans que cela bouleverse de quelque manière que ce soit l'équilibre social ou politique* »<sup>101</sup>. Pour des chefs coutumiers ivoiriens, leur pays est « *un laboratoire d'expérimentation de la citoyenneté universelle* »<sup>102</sup>. D'après le recensement général de la population et de l'habitat (RGPH) de 1998<sup>103</sup>, 95% de cette population étrangère était issue de la CEDEAO. On comprend alors la déclaration d'un collectif de parlementaires de la CEDEAO reçus par Laurent Gbagbo, en 2003 : « *La Côte d'Ivoire est un mélange, [...] tout le monde veut faire de votre pays sa chose* »<sup>104</sup>.

En fonction des enjeux, l'on est passé, d'une légitimation du pouvoir politique par l'intégration de l'étranger avec Houphouët-Boigny<sup>105</sup> (1960-1993) à une légitimation de ce même pouvoir par l'éviction de l'étranger (de 1994 à 2010)<sup>106</sup>. Les statuts juridiques et politiques liés à la citoyenneté et à la propriété foncière, en référence à l'origine, contrastent avec une lecture de l'implantation successive des peuples sur le territoire de l'actuelle Côte d'Ivoire. Les immigrants ouest-africains se sont durablement installés sur des parcelles ivoiriennes<sup>107</sup> et ont construit la prospérité<sup>108</sup> de la Côte d'Ivoire. Et pourtant, des autochtones qui les ont accueillis continuent de les qualifier d'étrangers. Ils les chassent souvent comme ce fut le cas à Assuikro, dans la région de Tiébissou au Centre de la Côte d'Ivoire, où le village des Mossis a été complètement brûlé le 6 décembre 1999, moins de trois semaines avant le renversement du régime d'Henri Konan Bédié le 24 décembre 1999. L'article de presse suivant en rend témoignage.

---

<sup>100</sup> Cette population étrangère est de 22% en 2021. Cf. Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, « Résultats globaux définitifs du RGPH 2021 : la population vivant habituellement sur le territoire ivoirien se chiffre à 29 389 150 habitants », *gouv.ci*, 13 juillet 2022, [consulté le 4 août 2022], disponible sur : [https://www.gouv.ci/\_actualite-article.php?recordID=13769].

<sup>101</sup> Henri Konan Bédié, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999, p. 151.

<sup>102</sup> *Notre Voie*, 16 juin 2003.

<sup>103</sup> Institut national de la statistique, *Analyse des résultats définitifs du RGPH-1998. Tome 2. Migration*, Abidjan, INS, 2001, 121 p.

<sup>104</sup> *Fraternité Matin*, 30 avril 2003.

<sup>105</sup> Félix Houphouët-Boigny, « Le message du Chef de l'État à la nation », *Fraternité Matin*, n° 627, 3 janvier 1967, pp. 1 et 8.

<sup>106</sup> Roch Yao Gnabeli, *Op. cit.*, 2012, pp. 85-98.

<sup>107</sup> Pierre Kipré estime qu'entre 1900 et 1947, ce sont des centaines de milliers de personnes qui ont été déplacées chaque année, en Afrique de l'Ouest, par les colons pour les besoins des entreprises coloniales, les mines, les plantations industrielles, et les travaux publics. Cf. Pierre Kipré, *Op. cit.*, 2010, p. 56.

<sup>108</sup> Daouda Gary-Toukara, « Côte d'Ivoire, 1970 : des charters pour migrants africains », *Plein droit*, vol. 72, n° 1, 2007, pp. 25-28.



XÉNOPHOBIE

APRÈS LE DÉPART DES BOZOS  
ET DES PEULHS DE TIEBISSOU

## Les Burkinabès chassés d'Assuikro

**Par César Etou**  
(Envoyé spécial)

*Le vent de xénophobie suscitée au plus haut niveau de l'Etat depuis l'arrivée de M. Bédié et de "son ivoirité" au pouvoir gagne du terrain en Côte d'Ivoire. A Assuikro, S/P de Tiébissou, des Burkinabès accueillis et vivant en harmonie avec les villageois viennent d'être chassés. "Pour rien", expliquent les auteurs des représailles eux-mêmes.*



kro, qui déclarent, dans un baoulé clair et limpide du canton Nanafoué, n'avoir jamais mis pied au Burkina Faso depuis leur naissance à Assuikro), "les jeunes gens en furie qui ont brûlé nos maisons nous ont appris qu'ils le faisaient conformément aux ordres du député PDCI. Ils nous ont dit que, selon le député, il n'existe point de chimpanzé rouge. C'est-à-dire un étranger en vaut un autre". Vrai ou faux, à Assuikro, la décision de chasser "les Mossis" (Burkinabès) a fortement divisé le village. Selon M. Kouassi Kouakou Zobligna, notable et responsable FPI du village, les sages ont demandé aux jeunes de surseoir à l'exécution de cette décision. "Nous leur avons dit que les Mossis ne nous ont rien fait. En plus, contrairement aux Bozos (pêcheurs) et éleveurs peulhs qui nous ont toujours malmenés avant de tuer un de nos fils, les Mossis ont été installés avec notre bénédiction. Nous vivions ici en harmonie. Il ne fallait donc pas les chasser. Au surplus, on pouvait leur demander de ne jamais suivre le comportement des Peulhs et des Bozos qui se sont installés ici avec la permission de personne et qui nous ont toujours nargués", explique Kouakou Zobligna.

**Au quartier Mossikro d'Assuikro, la seule case encore debout appartient à... un mort.**

Le petit quartier de "Mossikro", fondé il y a plus de 50 ans par Kaboré Ousmane sur les terres d'Assuikro, ressemble, depuis le lundi 6 décembre dernier, à une parcelle de culture sur brûlis prête au sarclage. A la lisière ouest de ce "camp", une seule case en paille battue a miraculeusement échappé au sacage et aux flammes. Elle appartient à un des habitants décédé avant les événements du lundi. Elle rappelle aux visiteurs qu'avant ce lundi tragique, veille de l'anniversaire du décès de feu Félix Houphouët-Boigny, Premier Président de la Côte d'Ivoire (1960-1993), "apôtre" de la paix, vivaient, là, des "Mossis", ressortissants du Burkina Faso. Aujourd'hui, Mossikro ("le village des Mossis" en langue baoulé) n'est plus qu'un amas de 17 cases

comme des réfugiés depuis le lundi 6 décembre, en attendant de rejoindre leur pays, le Burkina Faso. En tout cas, le consulat du Burkina Faso à Bouaké, par l'entremise du vice-consul, M. Ouoba Djataga, arrivé le mercredi 8 décembre à Tiébissou (310 km d'Abidjan, au Centre de la Côte d'Ivoire), a promis de l'aide à ceux de ses compatriotes qui hésitent à rentrer au Burkina. Cette décision prise par le consulat et les Burkinabès chassés d'Assuikro est intervenue après une ren-

**Vivant à Tiébissou comme des réfugiés en transit, les Burkinabès et leurs enfants attendent de l'aide pour quitter la Côte d'Ivoire.**

saccagées et incendiées sur les 18 qui faisaient le quartier. Dans les cendres laissées par les flammes, les enfants de 6 à 10 ans (qui s'enfuient) à la vue de visiteurs étrangers, viennent s'amuser, le torse nu et noirci. "Les Mossis", les ex-habitants de ce quartier, sont tous à Tiébissou où ils vivent

contre avec les autorités administratives locales (le Secrétaire général de la préfecture d'abord, le sous-préfet ensuite et le préfet enfin). Elle contrarie les efforts de M. Frédéric Konan N'Dri, Secrétaire national du Front populaire ivoirien (FPI-opposition socialiste) chargé de la Région des Lacs,

**Le malheur des Burkinabès d'Assuikro a commencé deux semaines avant le lundi 6 décembre. Suite au meurtre du jeune Raymond Bohoussou Yao dans un conflit qui l'opposait à des Peulhs maliens à Suibonou, dans la sous-préfecture de Yamoussoukro ("Notre Voie" n° 463 du 23 novembre 1999, page 2), les jeunes d'Assuikro (Tiébissou) ont décidé, au cours d'une réunion avec les autorités villageoises, "de chasser tous les étrangers de leur région". Par qui cette réunion a-t-elle été convoquée ? En l'absence du chef de village d'Assuikro au moment de notre passage, personne n'a voulu officiellement répondre à cette question. Mais, à Tiébissou, tous les déguerpis rencontrés sont unanimes : "C'est le député N'Gatta Loukou du PDCI qui en est l'instigateur". Selon MM. Koïba Issa (56 ans, installé depuis 21 ans à Assuikro) ; Koïba Amadé (58 ans, installé depuis 40 ans à Assuikro) ; les fils jumeaux de Koïba Amadé : Koïba Ousseïnou et Koïba Alassane (27 ans, nés à Assuikro, qui déclarent, dans un baoulé clair et limpide du canton Nanafoué, n'avoir jamais mis pied au Burkina Faso depuis leur naissance à Assuikro), "les jeunes gens en furie qui ont brûlé nos maisons nous ont appris qu'ils le faisaient conformément aux ordres du député PDCI. Ils nous ont dit que, selon le député, il n'existe point de chimpanzé rouge. C'est-à-dire un étranger en vaut un autre". Vrai ou faux, à Assuikro, la décision de chasser "les Mossis" (Burkinabès) a fortement divisé le village. Selon M. Kouassi Kouakou Zobligna, notable et responsable FPI du village, les sages ont demandé aux jeunes de surseoir à l'exécution de cette décision. "Nous leur avons dit que les Mossis ne nous ont rien fait. En plus, contrairement aux Bozos (pêcheurs) et éleveurs peulhs qui nous ont toujours malmenés avant de tuer un de nos fils, les Mossis ont été installés avec notre bénédiction. Nous vivions ici en harmonie. Il ne fallait donc pas les chasser. Au surplus, on pouvait leur demander de ne jamais suivre le comportement des Peulhs et des Bozos qui se sont installés ici avec la permission de personne et qui nous ont toujours nargués", explique Kouakou Zobligna.**

Apparemment, ces sages conseils des notables n'ont servi à rien. Le lundi 6 décembre, tôt le matin, une quarantaine de jeunes gens a fait irruption à Mossikro pour intimier l'ordre aux étrangers de s'en aller d'Assuikro. Le délai d'un mois sollicité par les déguerpis a été ramené à trois jours par les assaillants qui ont réclamé trois casiers de vin aux sursitaires. "Après que dès qu'ils ont fini de consommer le vin, ils sont revenus plus nombreux, deux heures après, et ont mis le feu à nos cases", commentent les victimes.

La suite est connue. Il n'y a plus une seule trace d'étranger à Assuikro. M. Ouattara Zanifongo Lamine (43 ans), Sénoufo bon teint venu de M'Bengué (village de Mibrigué), détenteur de la carte nationale d'identité (ancienne) n° 309/00674/89 du 11 septembre 1989 et du récépissé de la carte d'identité (nouvelle formule) n° 6030351555 du 26 novembre 1999, a été touché par le mouvement. Marié à la fille du chef du village d'Assuikro, père de trois enfants, Zanifongo a été assimilé aux étrangers et chassé. Les jeunes gens, sûrement poussés par quelques forces occultes, n'ont pas fait de distinction.

Source : Notre Voie, n° 478, 11-12 décembre 1999, p. 2.

Pour résoudre ces conflits, plusieurs solutions ont été essayées. Ainsi, le Premier ministre Alassane Ouattara instaura la carte de séjour en 1991, pour les étrangers de plus de 16 ans, en vertu du décret d'application n° 90-443 du 29 mai 1990 de la loi n° 90-437 du 29 mai 1990 relative à

l'entrée et au séjour des étrangers en Côte d'Ivoire<sup>109</sup>. En octobre 1998, le Conseil économique et social publia un rapport invitant le gouvernement à prendre des dispositions adéquates pour maîtriser la migration vers la Côte d'Ivoire. « *Ce n'est pas de la xénophobie, c'est une simple question de sauvegarde nationale* »<sup>110</sup>, stipulait ledit Conseil. Entre 2001 et 2002, sous le régime de Laurent Gbagbo, pour avoir une pièce nationale d'identité, on demandait le village d'origine du candidat et le nom d'au moins une personne résidant dans ladite localité et capable de confirmer l'appartenance du demandeur à ce village.

Cette pratique apparut comme une consécration du principe de l'autochtonie comme base de la citoyenneté. La crise militaro-politique de septembre 2002 la décria. D'ailleurs, Moriba Touré offrit une contribution, en réponse à la crainte exprimée en 1998, par le Conseil économique et social ivoirien, de voir le pays dépasser le « seuil du tolérable » en matière d'immigration. Il y déclarait déjà, en 1999, que « *ce n'est pas en cherchant à exclure les étrangers, en en faisant des boucs émissaires par une grossière manœuvre de diabolisation ou en tentant de les "jeter dehors" par des tracasseries policières, que l'on résoudra les problèmes posés par l'immigration dans un pays comme la Côte d'Ivoire* »<sup>111</sup>. Pour lui, le pays aurait toujours besoin des étrangers. Jean-Pierre Dozon le rejoint d'ailleurs dans cette conviction que l'immigration est une caractéristique majeure de l'histoire et de l'identité ivoirienne<sup>112</sup>.

En définitive, notre propos consistait à montrer comment l'histoire du peuplement successif de la Côte d'Ivoire rend complexe la définition de l'étranger sur ce territoire. Plusieurs vagues de migration vers cette terre ont été relevées depuis des millénaires. Les frontières du pays ont été également modifiées par les colonisateurs qui ont divisé des aires culturelles homogènes en Afrique de l'Ouest. La politique économique coloniale a ainsi rassemblé sur le territoire ivoirien plusieurs groupes ethniques d'origines diverses. Elle a, par ailleurs, entraîné la migration vers le Sud et l'Ouest d'une main-d'œuvre dont l'installation pérenne a engendré des conflits fonciers, avec pour corolaire une construction ambiguë de la figure de l'étranger. À la suite des colonisateurs, Houphouët-Boigny, premier Président ivoirien, a aussi favorisé ce mouvement de populations. Nous proposons de parler de son règne.

---

<sup>109</sup> *Fraternité Hebdo*, 6 juin 1990.

<sup>110</sup> *Le Jour*, n° 1251, 8 avril 1999.

<sup>111</sup> Moriba Touré, « Immigration en Côte d'Ivoire : la notion de "seuil tolérable" relève de la xénophobie. (Extraits) », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 75-93.

<sup>112</sup> Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 128.

### III LA CÔTE D'IVOIRE SOUS HOUPHOUËT-BOIGNY

Ce propos voudrait mettre en exergue le règne néopatrimonialiste du premier Président de la République ivoirienne. L'intérêt de cette démarche est d'offrir une compréhension des ingrédients de l'émergence d'une génération nationaliste dans le pays face à la place occupée par les étrangers dans l'économie politique du PDCI-RDA. Avec le parti unique qui permit à Houphouët-Boigny de diriger le pays d'une main de fer, le pays a connu trois décennies de croissance axée sur les produits agricoles. Les bailleurs de fonds n'hésitaient pas à investir dans le pays. La main d'œuvre était abondante avec l'immigration que favorisait le Président ivoirien. Mais la chute des cours mondiaux des produits de rente a fait basculer le pays dans une crise socioéconomique qui permit à l'opposition politique de gagner du terrain. Cette présentation comporte deux axes. D'abord, il s'agira de présenter les fondements du régime d'Houphouët-Boigny marqué par le parti unique et l'hyperpersonnalisation du pouvoir. En effet, le premier Président semble avoir mis en place un système politique qui lui permit de régner sans opposition politique pendant trente ans. Ensuite, il y aura une analyse de la période qui part de la stabilité économique et politique aux premières difficultés du pays, afin de montrer que l'essoufflement économique de l'État rentier qu'Houphouët-Boigny construisit favorisa les crises des années suivantes.

#### 1) Le parti unique et l'hyperpersonnalisation du pouvoir

Cette étude montre en quoi le PDCI et son chef ont conduit une politique autoritariste en Côte d'Ivoire. Thibaut Simonet pense que la domination d'Houphouët-Boigny sur le pays était sans partage et les piliers de son pouvoir étaient solidement ancrés<sup>113</sup>. Son pouvoir fut caractérisé par l'autoritarisme. Pour en parler, nous ferons dans un premier temps une approche conceptuelle de l'autoritarisme ; et, dans un second temps, les trois caractéristiques du pouvoir autocratique d'Houphouët-Boigny seront décrites.

##### a) Une approche du concept d'autoritarisme

Nous comprendrons l'autoritarisme comme la conception ou la pratique antidémocratique du pouvoir, se traduisant notamment par la primauté de l'exécutif et la restriction des droits civils

---

<sup>113</sup> Thibaut Simonet, « Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965) », *Outremers*, tome 98, n° 368-369, 2010, pp. 403-420.

et politiques. Les différents pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire ne sont pas indépendants. Le souverain, le parti, le groupe ou l'organisation dirigeante détient tous les pouvoirs. La dictature est sa forme la plus absolue<sup>114</sup>. Si les régimes autoritaires sont rebelles au libéralisme politique et économique<sup>115</sup>, sur la base de son observation du régime franquiste<sup>116</sup>, Juan Linz<sup>117</sup> les définit comme des « *systèmes politiques caractérisés par un pluralisme politique limité [...] dans lesquels un leader ou parfois un petit groupe exerce un pouvoir dont les limites formelles sont mal définies bien qu'elles soient en fait très prédictibles* »<sup>118</sup>.

Cette définition peut s'appliquer au régime d'Antonio de Oliveira Salazar qui gouverna le Portugal d'une main de fer de 1928 à 1968, et à celui de Marcelo Caetano qui lui succéda de 1968 à 1974. Les régimes militaires latino-américains des années 1964-1990, et le règne de Lee Kuan Yew<sup>119</sup> à Singapour de 1959 à 1990, entreraient aussi dans ce cadre. Citons également la phase post-totalitaire du pouvoir communiste en Pologne, sous le Général Wojciech Jaruzelski dans les années 1990. Dans le contexte africain, il est généralement observé, à la suite de la décolonisation, une phase autoritaire avec la présence d'un parti unique, malgré un désir postcolonial de pluralisme et de démocratie. On pourrait trouver des caractéristiques autoritaristes dans les régimes de Ben Ali en Tunisie de 1987 à 2011, d'Omar Bongo au Gabon de 1967 à 2009, ou de Mobutu Sese Seko dans l'ex-Zaïre (actuel République démocratique du Congo) de 1965 à 1997. Ces régimes autoritaires isolaient par la force l'État de la société, tout en favorisant leurs partisans.

L'autoritarisme est donc un système politique marqué par une confiscation du pouvoir au profit du gouvernement en place, se traduisant par l'absence d'élection (ou des élections truquées), une répression policière importante, une forte limitation des libertés et l'existence d'une censure. Il ne tolère pas la présence d'une opposition politique. Philippe Braud<sup>120</sup> décrit trois procédés possibles auxquels recourent les régimes autoritaires pour empêcher toute remise en cause de leur présence au pouvoir : d'abord, il y a l'interdiction des activités politiques organisées comme les partis, les syndicats, les associations civiques. Ils contrôlent étroitement les moyens de communication (presse, radio, télévision, Internet), mais permettent une relative liberté dans les

---

<sup>114</sup> Le Monde diplomatique, « autoritarisme », *monde-diplomatique.fr*, [consulté le 7 novembre 2020], disponible sur : <https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/autoritarisme>].

<sup>115</sup> Guy Hermet, « Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 1, 2006, pp. 83-94.

<sup>116</sup> Le régime du général Francisco Franco fut caractérisé par une concentration de tous les pouvoirs, y compris législatif, le culte de la personnalité, le parti unique, l'instauration du catholicisme comme religion d'État, l'armée constituant un des piliers de l'État, le centralisme et le refus de certains droits politiques, linguistiques ou culturels aux régions, la restriction de la liberté d'opinion, d'association et de réunion.

<sup>117</sup> Juan Linz, « An authoritarian regime : the case of Spain », in Érik Allardt et Yrjo Littunen (eds.), *Cleavages, ideologies, and party systems. Contributions to comparative political sociology*, Helsinki, The Academic Bookstore, 1964, pp. 291-341.

<sup>118</sup> *Idem*, p. 255.

<sup>119</sup> Pragmatique, Lee Kuan Yew gérait son pays comme une entreprise sans s'embarrasser d'une démocratie qui, pour lui, « à de rares exceptions n'a jamais apporté de bons gouvernements aux pays en développement ». Cf. Juliette Morillot, « Lee Kuan Yew, l'homme qui inventa Singapour », *Jeune Afrique*, 30 mars 2015.

<sup>120</sup> Philippe Braud, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, 2020, 804 p.

domaines non politiques comme la culture, la religion ou les loisirs. On note, ensuite, une surveillance étroite de la vie politique qui passe soit par un contrôle du pluralisme, soit par l'institutionnalisation d'un parti unique afin de canaliser l'expression populaire et sélectionner les cadres fidèles ; certains régimes ne soumettent pas à l'élection le chef suprême, d'autres truquent les élections ou présentent un candidat unique. Enfin, les régimes autoritaires contrôlent entièrement l'appareil d'État pour s'assurer les fidélités de la base au sommet de l'administration. On y remarque parfois des solidarités familiales, tribales, régionales ou clientélistes et un recours à l'armée à tous les niveaux de l'administration étatique. Voyons comment le régime d'Houphouët-Boigny rentrait dans ce registre.

#### b) Trois caractéristiques du pouvoir autoritariste d'Houphouët-Boigny

Partant de notre approche conceptuelle de l'autoritarisme, on pourrait qualifier le régime d'Houphouët-Boigny d'autoritaire car il était marqué, entre autres, par les trois caractéristiques suivantes : un verrouillage institutionnel et politique autour du parti unique, le culte du chef ou la sacralisation du pouvoir et la néo-patrimonialisation de l'État. Au niveau du premier trait ayant distingué ce règne, à savoir le verrouillage institutionnel et politique autour du parti unique, il faut dire que le consensus national<sup>121</sup>, autour du Parti démocratique de Côte d'Ivoire-Rassemblement démocratique africain (PDCI-RDA<sup>122</sup>) créé le 9 avril 1946, fut établi de main de maître par Houphouët-Boigny. Lors des élections législatives de l'Assemblée territoriale du 31 mars 1957, sur les 579 550 suffrages exprimés, la liste RDA remporta 502 711<sup>123</sup>. Le système du parti unique était un outil essentiel de la mainmise du pouvoir présidentiel sur les institutions et du détournement de Constitutions initialement libérales vers une pratique autoritaire. Houphouët-Boigny disait à ce propos :

*« Actuellement, la Côte d'Ivoire a la chance d'avoir un mouvement largement démocratique (le PDCI-RDA). Pour ma part, je ne suis pas contre toute opposition en Côte d'Ivoire. J'en ai délimité le cadre. Tant que la masse nous fera confiance, nous n'admettons aucune opposition ou aucun parti qui mettrait en cause le régime que librement nous avons choisi »<sup>124</sup>.*

---

<sup>121</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 132.

<sup>122</sup> Le RDA est le premier grand mouvement panafricain francophone ayant pour objectif l'indépendance basée sur une idéologie nettement anti-impérialiste. Le PDCI en est la section ivoirienne. Dans cette étude nous utiliserons soit PDCI soit PDCI-RDA pour désigner le même parti politique. Houphouët-Boigny était proche du Parti communiste français (PCF) avant de prendre la tête du RDA en 1946.

<sup>123</sup> Souleymane Yéo, « La participation des étrangers aux élections », in Souleymane Yéo (ed.), *Les États-Nations face au défi de l'intégration régionale. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2009, p. 138.

<sup>124</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, « Parti unique et exercice du pouvoir dans le Mali de Modibo Keita et dans la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny », in Bernard Salvaing (dir.), *Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 49-73.

Pour Philippe Yacé<sup>125</sup>, en effet, « *seul un pouvoir fort peut réaliser la tâche titanesque que le pays doit accomplir pour accéder au développement* »<sup>126</sup>. Bien qu'autorisés par la Constitution, tous les autres partis politiques qui existaient avant l'indépendance furent réduits au silence<sup>127</sup>. Le régime du parti unique s'imposa *de facto*. Entre le 15 janvier et le 15 février 1963, lors d'une campagne de placement des cartes d'adhérents au parti, la direction politique du PDCI laissa comprendre que l'acquisition de la carte d'adhésion du PDCI n'était pas facultative<sup>128</sup>. Dès lors, ceux qui ne prenaient pas la carte de membre étaient suspectés de désintérêt pour la construction nationale. Et les autorités n'hésitaient pas à inciter à la délation pour que chacun respecte la consigne : « *Il importe que tout propos ou attitudes tendant à minimiser l'importance et le caractère que doit prendre ce geste d'adhésion demandé au citoyen soit porté à la connaissance des autorités politiques et administratives* »<sup>129</sup>.

En outre, Houphouët-Boigny choisissait les candidats à la députation et imposait une liste unique patronnée par le PDCI<sup>130</sup>. Philippe Yacé justifia cette pratique devant l'Assemblée nationale en ces termes : « *Les secrétaires généraux du Parti ont donné un magnifique exemple de discipline librement consentie en confiant au Chef de l'État et au Bureau politique le soin de désigner la liste des candidats aux élections à la députation* »<sup>131</sup>. La démocratie représentative et la séparation des pouvoirs étaient ainsi écartées. Les institutions de la République se confondaient avec les instances du PDCI : c'était un parti-État. On trouvait à la tête de l'État et du parti les mêmes hommes. Ainsi, par exemple, des dirigeants du PDCI envoyaient quelques fois des circulaires aux ministres « *pour exécution* »<sup>132</sup>. Philippe Yacé invitait les parlementaires à « *se contenter de leurs attributions sans chercher à s'immiscer dans l'exécution des directives gouvernementales* »<sup>133</sup>. Il faut noter que ce n'était pas seulement en Côte d'Ivoire que le parti unique avait des défenseurs. Au Mali, par exemple, Madeira Keïta, ministre de l'Intérieur du Président Modibo Keïta<sup>134</sup>, disait que si les gouvernements issus de la loi-cadre ont été stables, c'est souvent en raison de la présence d'un parti dominant. Pour lui, le multipartisme favorisait l'apparition de partis tribaux<sup>135</sup>. En Guinée-Conakry, également, le Parti démocratique de Guinée (PDG), créé le 14 mai 1947<sup>136</sup>, s'était affiché

<sup>125</sup> En 1960, au moment de la préparation de la Constitution ivoirienne, sous l'impulsion de Philippe Yacé, celui-ci est à la fois Président de l'Assemblée nationale ivoirienne et secrétaire général du PDCI.

<sup>126</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>127</sup> Le Parti progressiste de Côte d'Ivoire (PPCI) né en 1947, la Section française de l'international ouvrier (SFIO), le Bloc démocratique éburnéen (BDE) créé en 1949, l'Entente des indépendants de Côte d'Ivoire (EDICI).

<sup>128</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>129</sup> *Ibidem*.

<sup>130</sup> Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 408.

<sup>131</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>132</sup> Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 416.

<sup>133</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>134</sup> Modibo Keïta fut Président du Mali de 1960 à 1968.

<sup>135</sup> Sow Abdoulaye Sékou, *L'État démocratique républicain, la problématique de sa construction au Mali*, Brinon, Grandvaux, 2008, p. 85.

<sup>136</sup> Le VIII<sup>e</sup> Congrès du PDG (1967) a consacré la fusion Parti-État. Son XI<sup>e</sup> Congrès (1978) officialisa l'appellation de « Parti-État de Guinée » pour désigner à la fois le parti et l'appareil administratif.

comme parti-État. D'inspiration marxiste, le PDG a officiellement proclamé la fusion du parti unique au pouvoir.

La deuxième caractéristique du régime d'Houphouët-Boigny était le culte du chef ou la sacralisation du pouvoir. L'autocratie s'y déclinait dans l'imposition d'une « *lecture parentale de la subordination politique* »<sup>137</sup>, visant à disqualifier toute contestation à l'endroit du « Père de la Nation ». Et tous les tenants d'une idéologie différente, tous les sceptiques, étaient étrillés et qualifiés d'adversaires de l'unité<sup>138</sup>. En 1984, Laurent Gbagbo dit que des complots ont été ourdis par le PDCI<sup>139</sup> contre ceux qui tentaient de « *débattre franchement* » même au sein du PDCI :

« *Les Amadou Koné, Jean-Baptiste Mockey, Jean Konan Banny, Camille Gris, Joachim Boni, Charles Donwahi, Germain Coffi Gadeau, n'est-ce pas parce qu'ils ont voulu "débattre franchement" qu'ils ont été arrêtés, jetés en prison, humiliés, maltraités, bastonnés et tués en ce qui concerne Ernest Boka ?* »<sup>140</sup>.

Kodiara Koné, un ancien prisonnier de 1963, s'insurge contre cette stratégie autoritariste du premier Président ivoirien<sup>141</sup>. Houphouët-Boigny confia « *à ses hôtes en balade sur les plantations de Yamoussoukro, en désignant d'un mouvement de tête les geôles contiguës à sa résidence : "C'est là que se trouvent les gens les plus intelligents de la Côte d'Ivoire"* »<sup>142</sup>. Il n'hésitait pas à révoquer des fonctionnaires qui refusaient de se soumettre à ses injonctions<sup>143</sup>. Les procès des années 1963<sup>144</sup> et 1964, suite à ce que son régime qualifia de complot<sup>145</sup>, conduisirent d'ailleurs en prison plus de deux cent personnes dont des proches du Président. Et l'étiquetage comme ennemi dépassait la personne ainsi désignée pour se transmettre, par les liens familiaux, matrimoniaux ou amicaux, à ses proches : le régime contrôlait la trajectoire de vie de ces personnes.

On assistait, ainsi, à l'hyperpersonnalisation du pouvoir. La lecture d'une pensée du Président ouvrait, chaque jour, le journal télévisé. On y entendait régulièrement des citations telles que celle-ci : « *La paix, ce n'est pas un vain mot, c'est un comportement. Félix Houphouët-Boigny* » ; ou encore : « *Le vrai bonheur, on ne l'apprécie que lorsqu'on l'a perdu. Félix Houphouët-Boigny* ». Le journal pro-gouvernemental *Fraternité Matin*<sup>146</sup> campait cette posture dans la devise : « *Un seul parti, un seul peuple, avec un seul chef : le Président Houphouët-Boigny* ». Et les manuels scolaires faisaient l'apologie de la lutte héroïque du PDCI-RDA et de son chef pour le bonheur des Ivoiriens. À chaque voyage du Président, toutes les écoles situées sur le parcours

<sup>137</sup> Achille Mbembe, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985, pp. 14-16.

<sup>138</sup> Thibaut Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 411.

<sup>139</sup> Samba Diarra, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny. Fracture dans le destin d'une nation*, Paris, Karthala, 1997, 253 p.

<sup>140</sup> Laurent Gbagbo, « Réponse à une question », *Peuples noirs, peuples africains*, vol. 7, n° 41-42, 1984, pp. 8-30.

<sup>141</sup> Kodiara Koné, *Mésaventure 63. Mes souvenirs des prisons d'Houphouët-Boigny*, Abidjan, Passerelle Éditions, 2000, 131 p.

<sup>142</sup> Jacques Baulin, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor Press, 1982, p. 146.

<sup>143</sup> *Idem*, pp. 105-107.

<sup>144</sup> Frédéric Grah Mel, *Rencontres avec Félix Houphouët-Boigny*, Abidjan, Frat Mat Éditions, 2005, p. 81.

<sup>145</sup> Il faut noter que, dans la même période, le Président sénégalais, Léopold Sédar Senghor, échappa à un coup d'État, le Président du Congo Brazzaville, l'Abbé Fulbert Youlou, fut destitué, et le Président togolais, Sylvanus Olympio, avait été assassiné.

<sup>146</sup> *Fraternité Matin*, n° 336, 1<sup>er</sup> octobre 1965.

présidentiel devaient arrêter les cours et aligner leurs élèves le long du cortège pour acclamer « Nanan Houphouët ». Enfin, en 1983, le Président ivoirien fit de sa ville natale, Yamoussoukro, capitale politique du pays. Selon les termes de Maurice Kamto, c'était la sacralisation du « *pouvoir personnel ou individualisé* »<sup>147</sup>. Diégou Bailly cite un certain nombre d'attributs qui identifiaient le Président ivoirien au parti, au gouvernement, à l'État et à toute la République :

« *Centre du pouvoir, considéré comme le Père de la Nation ivoirienne, Félix Houphouët-Boigny constitue la fondation et la charpente de son régime et de son parti. On lui attribue tous les superlatifs : Ciboué (l'arbre de vie) ; Mitigbélizan (le rédempteur de l'Homme noir) ; Nanan (Seigneur) ; le Bélier ; le Sage de l'Afrique ; le Guide éclairé ; cerveau politique de premier ordre... Et, comme le dit Laurent Dona-Fologo, le plus inspiré de ses zéloteurs : "si Houphouët n'est pas Dieu, il lui ressemble !" Ou encore : "comme l'Égypte est un don du Nil, la Côte d'Ivoire est un don d'Houphouët-Boigny" »*<sup>148</sup>.

Le troisième signe marquant l'autoritarisme du régime d'Houphouët-Boigny fut la néopatrimonialisation de l'État<sup>149</sup> que Christian Bouquet définit comme un « *mode de régulation sociopolitique fondé sur des pratiques de redistribution visant à fidéliser les partisans et à acheter les éventuels opposants* »<sup>150</sup>. Cette pratique était remarquée dans plusieurs pays<sup>151</sup>. En Afrique subsaharienne, la légitimation de régimes autoritaires par la captation du pouvoir par un individu<sup>152</sup> et la redistribution des ressources sur un mode clientéliste était fréquente<sup>153</sup>. En Côte d'Ivoire, le parti unique<sup>154</sup> voulait s'assurer l'adhésion de l'ensemble du territoire par une politique clientéliste. Pour financer cette politique, certains agents de l'État se servaient dans les caisses publiques<sup>155</sup>. Sous Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire était caractérisée par un mode patrimonial<sup>156</sup> de régulation politique fondé sur la redistribution<sup>157</sup>.

Le néopatrimonialisme s'inscrivait dans une « économie morale » en ce qu'il privilégiait des processus de répartition qui tendaient à couvrir l'ensemble du territoire<sup>158</sup> : un contrôle direct était exercé sur le recrutement de l'élite politique, afin de maintenir un « *équilibre entre rivalités*

<sup>147</sup> Maurice Kamto, *Le pouvoir et le droit en Afrique noire*, Paris, LGDJ, 1987, p. 436.

<sup>148</sup> Diégou Bailly, *La restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire : ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995, p. 18.

<sup>149</sup> Cf. Jean-François Médard, « L'État néo-patrimonial en Afrique », in Jean-François Médard (dir.), *États d'Afrique*, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-353.

<sup>150</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 225.

<sup>151</sup> Atul Kohli, *State-directed development : Political power and industrialization in the global periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, p. 408.

<sup>152</sup> Daniel Bach, « Régimes politiques, pratiques systémiques et dynamiques de l'émergence dans les États africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, 2013, pp. 153-169.

<sup>153</sup> Jean-François Médard, « État, démocratie et développement : l'expérience camerounaise », in Sophia Mappa (dir.), *Développer par la démocratie ? : Injonctions occidentales exigences planétaires*, Paris, Karthala, 1995, pp. 360-361.

<sup>154</sup> Parti unique de fait, après sa victoire aux élections de l'Assemblée territoriale du 31 mars 1957, le PDCI a animé, sans partage, la vie politique ivoirienne jusqu'en 1990, année du retour au multipartisme. Le pays avait connu le multipartisme de 1946 à 1957, avec cinq formations politiques qui se partageaient la scène politique. Le PDCI réussit à supplanter les quatre autres jusqu'à 1990 où plusieurs autres partis naquirent.

<sup>155</sup> Cédric Jourde, « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'État », in Mamoudou Gazibo (ed.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, pp. 43-70.

<sup>156</sup> Richard Crook, « Patrimonialism, administrative effectiveness, and economic development in Côte d'Ivoire », *African affairs*, vol. 88, n° 351, 1989, pp. 205-228.

<sup>157</sup> Jean-François Médard, « L'État et le politique en Afrique », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, pp. 849-854.

<sup>158</sup> Jean-Pierre Olivier de Sardan, « A moral economy of corruption in Africa ? », *Journal of modern african studies*, vol. 37, n° 1, 1999, pp. 25-52.



*ethniques, générationnelles ou simplement personnelles* »<sup>159</sup>. Houphouët-Boigny cooptait ses ministres et les cadres de l'administration publique dans toutes les régions du pays, pour que ceux-ci développent leurs régions et fassent taire les récriminations de leurs populations respectives. « *Par cette intégration dans l'État, les "intellectuels" sont devenus les leaders de différentes régions du pays, redistribuant eux-mêmes, au niveau local, les ressources à travers les "réseaux rhizomatiques"* »<sup>160</sup> vers le bas »<sup>161</sup>.

Le 7 mai 1965, Houphouët-Boigny déclara, à Korhogo : « *Il faut qu'à l'intérieur de notre Côte d'Ivoire nous réalisons au préalable la paix entre tous les Ivoiriens, l'unité de tous les Ivoiriens et surtout l'égalité entre tous les Ivoiriens, qu'ils soient du Nord, du Sud, de l'Ouest ou de l'Est* »<sup>162</sup>. Il assumait, ainsi, une politique d'équilibre régionale pour la distribution des ressources et des prébendes sur une base inclusive nationale. Par exemple, Péléforo Gbon Coulibaly, un grand chef coutumier sénoufo du Nord ivoirien, fut un conseiller du Président Houphouët-Boigny. « *C'est assurément ce qu'a compris depuis longtemps notre parti, puisqu'il n'a pas hésité à concentrer entièrement son action sur le rassemblement de toutes les volontés saines du pays, sans considération de race, de tribu ou de religion* »<sup>163</sup>, déclarait le Président, le 15 janvier 1962, devant l'Assemblée nationale. La succession de niveaux sur lesquels se déclinait le patronage contribuait, du sommet à la base, à un maillage du système politique déployé jusqu'au sein de la société rurale, contribuant ainsi à leur aspiration à l'intérieur de l'État<sup>164</sup>.

Houphouët-Boigny chercha aussi à se rallier ses opposants, au besoin en leur accordant des places de haut rang dans l'appareil politique ou administratif, en échange de leur soumission<sup>165</sup>. « *Lorsque j'étais en exil en France, j'ai refusé les propositions d'Houphouët-Boigny qui cherchait à me récupérer* »<sup>166</sup>, dit Laurent Gbagbo. Par le parti unique et ses principales ramifications comme l'Union générale des travailleurs de Côte d'Ivoire (UGTCI), Félix Houphouët-Boigny se donnait les moyens de sa politique d'unité nationale. Le Président ivoirien veillait, enfin, à avoir un contrôle de la jeunesse estudiantine, en échange de subventions et de nominations des leaders à des postes importants. « *D'ex-étudiants turbulents et frondeurs deviennent des citoyens loyaux et disciplinés, lorsque l'État leur assure une situation matérielle confortable, et s'intègrent alors sans difficultés dans la vie nationale et même dans les cadres du Parti* »<sup>167</sup>, disait Houphouët-

---

<sup>159</sup> Richard Crook, *Op. cit.*, 1989, p. 214.

<sup>160</sup> Nous entendons le « réseau rhizomatique » comme un réseau où tout élément peut influencer un élément de sa structure, peu importe sa position ou le moment, et ce de manière réciproque.

<sup>161</sup> Maxime Ricard, « Gouverner le "post-conflit" en Côte d'Ivoire », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 18, 2017, pp. 551-567.

<sup>162</sup> Félix Houphouët-Boigny, « Discours prononcé à Korhogo, le 7 mai 1965 », *Anthologie des discours, 1946-1978, tome 2*, Abidjan, CEDA, 1978, p. 647.

<sup>163</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>164</sup> Daniel Bourmaud, « L'État centrifuge au Kenya », in Jean-François Médard (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, pp. 263-274.

<sup>165</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

<sup>166</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 221.

<sup>167</sup> Bernard Salvaing, Aurélie Baxa et Thibault Simonet, *Op. cit.*, 2015, pp. 49-73.

Boigny. Pendant les années 1970-1980, les cours des matières premières exportées étaient bien orientés et l'État disposait de ressources conséquentes à redistribuer. Consolidation du pouvoir personnel du Président ivoirien et construction de l'État paraissaient compatibles<sup>168</sup>. La Côte d'Ivoire s'affichait comme un État néopatrimonial et développemental au regard des politiques mises en œuvre dans certains domaines clés. Les infrastructures construites par Houphouët-Boigny allaient dans cette logique, même si les difficultés des années 1980-1990 ont fait de l'ombre à sa politique de développement.

## 2) De la stabilité économique et politique aux premières difficultés

Cette analyse souhaiterait montrer comment la Côte d'Ivoire est passée d'une forte croissance économique à ses premières tensions de trésorerie au tournant des années 1980. Ce que Laurent Gbagbo appela « *l'idéologie de la construction nationale* »<sup>169</sup> a servi de socle à une stabilité politique en Côte d'Ivoire qui dura trois décennies, pendant que plusieurs pays voisins connaissaient des coups d'État à répétition. L'économie de rente, basée sur la culture du café et du cacao, permit au pays de s'enrichir. Mais la chute des cours mondiaux de ces produits plongea le pays dans une crise économique. Ce parcours comporte deux volets : d'abord il montrera que la Côte d'Ivoire sous Houphouët-Boigny était un État rentier ; puis, il présentera le tableau de la crise économique qui a conduit aux Programmes d'ajustement structurel (PAS) dans le pays.

### a) L'économie politique ivoirienne sous Houphouët-Boigny : un État rentier

Selon Hossein Mahdavy, un État rentier est un État qui tire la majeure partie, voire la totalité, de son revenu national d'une rente provenant de ressources indigènes vendues à des clients externes<sup>170</sup>. Si les pays dont l'économie repose sur une seule culture d'exportation rentrent aussi dans ce champ, de façon générale, les États rentiers sont des pays riches en ressources naturelles, comme le pétrole, ou qui ont des instruments financiers tels que des réserves de change. On peut aussi mettre dans ce groupe les pays qui ont une position stratégique comme un accès à une mer importante dans le trafic international et qui la monnaient ou qui abritent une importante base militaire d'un pays étranger. On comprend alors Douglas Yates quand il dit que le comportement économique d'un État rentier ne résulte pas du travail accompli, mais relève de la chance ou de la

---

<sup>168</sup> Robin Theobald, « Patrimonialism », *World politics. A quarterly journal of International Relations*, vol. 34, n° 4, 1982, pp. 548-559.

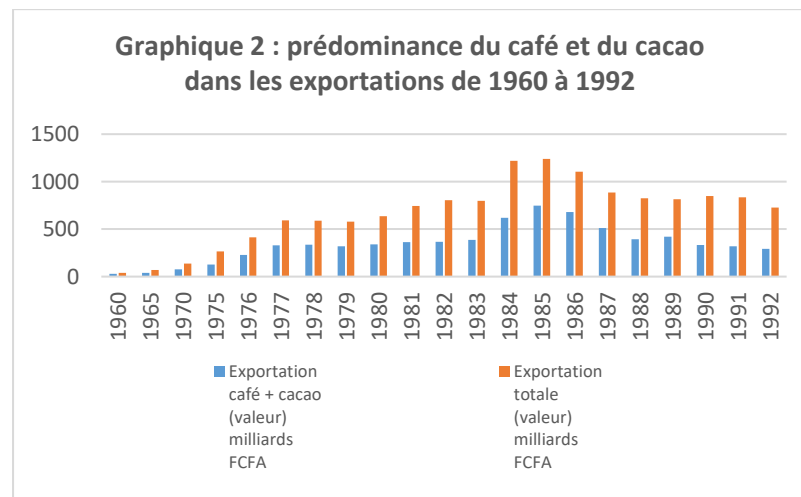
<sup>169</sup> Laurent Gbagbo, *Côte d'Ivoire. Pour une alternative politique*, Paris, L'Harmattan, 1983, p. 9.

<sup>170</sup> Hossein Mahdavy, « The pattern and problems of economic development in rentier States : the case of Iran », in M.A. Cook (ed.), *Studies in the economic history of the Middle East*, Oxford, Oxford University Press, 1970, pp. 428-467.

circonstance<sup>171</sup>. Les États rentiers se caractérisent aussi par la faible part de revenus provenant de la fiscalité intérieure, d'où une pression populaire moins importante sur le régime<sup>172</sup> qui devient un « État répartiteur » ou « distributif »<sup>173</sup> où les cooptations et la coercition s'alternent. Hazem El-Beblawi et Luciani Giacomo proposent quatre caractéristiques pour définir un État rentier :

- la prédominance d'une rente de situation ;
- une économie massivement fondée sur des revenus venant de clients étrangers, ce qui ne nécessite donc pas un secteur productif national fort ;
- seule une petite partie de la population active est impliquée dans la génération de la rente ;
- le gouvernement est souvent le principal bénéficiaire de la rente externe<sup>174</sup>.

La Côte d'Ivoire, sous le régime d'Houphouët-Boigny, se présentait, ainsi, comme un État rentier, car elle présentait la plupart de ces caractéristiques. En effet, l'économie était essentiellement basée sur l'agriculture et particulièrement sur la production du cacao<sup>175</sup> dont l'exportation donnait la majeure partie des revenus du pays. Il y avait un poncif que se plaisaient à répéter des spots télévisés ivoiriens vers les années 1980 : « *Le succès de ce pays repose sur l'agriculture* ». La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de fèves de cacao, avec une production moyenne annuelle de 1 200 000 tonnes<sup>176</sup>, soit 41% de l'offre mondiale. Sur le plan macroéconomique national, l'économie cacaoyère fournit environ 40% de recettes d'exportation, et contribue pour 10% à la formation du Produit intérieur brut (PIB) (Graphique 2).



Source : Élaboration propre de l'auteur à partir de Ngaladjo Bamba et al., « Crise économique et programmes d'ajustement structurel en Côte-d'Ivoire », in GIDIS-CI, ORSTOM, *Actes de la table ronde. Crises et ajustements en Côte d'Ivoire. Les dimensions sociales et culturelles. Bingerville (Côte d'Ivoire), 30 novembre, 1-2 décembre 1992.*

<sup>171</sup> Douglas A. Yates, *The rentier State in Africa : oil rent dependency and neocolonialism in the Republic of Gabon*, Trenton/Amsara, African World Press, 1996, p. 21.

<sup>172</sup> Noah Feldman, *After Jihad : America and the struggle for islamic democracy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2003, p. 139.

<sup>173</sup> Hazem El-Beblawi et Luciani Giacomo, « The rentier State in the Arab world », in Luciani Giacomo (ed.), *The Arab State*, Londres, Routledge, 1990, pp. 88-90.

<sup>174</sup> Hazem El-Beblawi et Luciani Giacomo, *Op. cit.*, 1990, pp. 87-88.

<sup>175</sup> C'est en 1880 que les premiers plans de cacaoyers, arbre produisant le cacao, firent leur apparition en basse Côte-d'Ivoire. En 1908, le gouverneur Gabriel Angoulvant entama une campagne d'extension des plantations cacaoyères. En 1939, les exportations atteignaient 55 713 tonnes.

<sup>176</sup> Depuis 1960, la production mondiale de cacao a été multipliée par trois, passant de 1,2 à 3,6 millions de tonnes.

Ce graphique révèle que, de 1960 à 1989, l'exportation du café et du cacao représentaient plus de la moitié des exportations totales de la Côte d'Ivoire. Le pic se situant vers 1985 (747 milliards sur une exportation totale de 1240,4 milliards, soit 60,22% des exportations), avant la baisse due à la chute des prix de ces deux cultures de rente. La culture du café et du cacao fournit une grande part des flux financiers liés à l'exportation. En plus de la prédominance de cette production agricole, on peut dire que la Côte d'Ivoire est également un État rentier parce que l'économie était massivement fondée sur des revenus venant de clients étrangers, grâce à l'exportation. De plus, au plan social, ce sont environ 600 000 centres d'exploitation qui animent l'appareil de production, faisant ainsi vivre environ 6 000 000 de personnes des revenus du cacao<sup>177</sup>. Enfin, Houphouët-Boigny et son gouvernement étant les principaux bénéficiaires de cette rente, ils développèrent une stratégie clientéliste ou les pots de vin, les cooptations et la coercition s'alternaient. La Caisse de stabilisation du café et du cacao (Caistab), la Caisse nationale de prévoyance sociale (CNPS) et la Caisse autonome d'amortissement (CAA) étaient ponctionnées pour permettre la générosité du Président envers ceux qu'il cooptait<sup>178</sup>.

Tant que la croissance économique du pays était visible, les Ivoiriens semblaient n'avoir de raison de se plaindre et s'accommodaient du règne du Président de la République. « *Dès lors que l'argent coule en abondance, n'importe quel modèle peut marcher, même le plus mauvais* »<sup>179</sup>, estime Christian Bouquet. Les investissements étrangers se multipliaient<sup>180</sup>. L'offre étant concurrentielle<sup>181</sup>, les bailleurs de fonds internationaux privés faisaient des prêts au pays. Ainsi, « *engluée dans son complexe café-cacao, otage des compromis économique-politiques rentiers et paralysée par un pouvoir présidentiel vieillissant, la Côte d'Ivoire [perdit] des occasions de s'adapter à la nouvelle donne* »<sup>182</sup> et négocia mal la chute des cours mondiaux du cacao. L'économie du pays étant essentiellement basée sur cette culture de rente, le pays plongea alors dans une crise économique et politique.

## b) De la crise économique aux Programmes d'ajustement structurel

L'objet de notre propos est de mettre en exergue la crise économique en Côte d'Ivoire et de présenter les orientations des Programmes d'ajustement structurel (PAS) mis en place depuis le

---

<sup>177</sup> Cacao.ci, « Enjeux de l'économie cacaoyère ivoirienne », *cacao.gouv.ci*, 14 novembre 2020, [consulté le 14 novembre 2020], disponible sur : [<http://www.cacao.gouv.ci/index.php?rubrique=1.1.6&langue=fr#:~:text=La%20C%C3%B4te%20d'Ivoire%20pays,%25%20de%20l'offre%20mondiale>].

<sup>178</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2007.

<sup>179</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 273.

<sup>180</sup> Samir Amin, *Op. cit.*, 1967, pp. 203-227.

<sup>181</sup> Marie-France Jarret et François-Régis Mahieu, *La Côte d'Ivoire, de la déstabilisation à la refondation*, Paris, L'Harmattan, 2002, 144 p.

<sup>182</sup> Bruno Losch, « Libéralisation économique et crise politique en Côte d'Ivoire », *Critique internationale*, vol. 19, n° 2, 2003, p. 50.

début des années 1980. De fait, aux alentours desdites années, le modèle économique ivoirien a commencé à connaître un essoufflement. La filière du cacao ne répondait plus aux objectifs attendus quant à son rôle de moteur du développement économique. Certains parlent même de la malédiction du cacao<sup>183</sup>. Le second choc pétrolier frappa la Côte d'Ivoire en 1979. Les cours du café et du cacao chutèrent. Les exportations de café ne rapportèrent au pays que 46,5 milliards de FCFA en 1992 (contre 266,7 milliards en 1985) et celles du cacao ne firent entrer que 247 milliards de FCFA en 1992 (contre 498,7 milliards en 1986)<sup>184</sup> dans les caisses. Le café et le cacao n'ont représenté que 32,87% des exportations totales en 1992 contre 61,55% en 1986 et 70,9% en 1960. En 1991, l'exportation de ces deux produits connut donc son niveau le plus bas depuis 1960, soit 38,33% des exportations totales (tableau n°1).

**Tableau 1 : Évolution des exportations de café et cacao de 1960 à 1992.**

ANNÉES	Production café (tonnes) milliers	Exportation café (tonnes) milliers	Exportation café (valeur) milliards FCFA	Production cacao (tonnes) milliers	Exportation cacao (tonnes) milliers	Exportation cacao (valeur) milliards FCFA	Exportation café + cacao (valeur) milliards FCFA	Exportation totale (valeur) milliards FCFA	% café+cacao des exportations totales
1960	134	148.6	18.8	62	62.9	9.7	28.5	40.2	70.90
1965	202	185.7	26.2	148	126.4	11.9	38.1	70.5	54.04
1970	280	195.3	45.1	181	143.2	32.7	77.8	138	56.38
1975	270	257	64.1	241	201	62.9	127	265.5	47.83
1976	308	325.2	135.2	231	227.1	91.3	226.5	414.6	54.63
1977	291	235	200.8	223	182.4	128.1	328.9	592.5	55.51
1978	196	234.2	137.4	304	283.7	199.7	337.1	590.3	57.11
1979	277	263.4	173.2	318	204.5	145.8	319	579.1	55.09
1980	250	210.1	144.8	401	324.5	195.2	340	636.5	53.42
1981	367	235.6	131.9	417	492.5	232.6	364.5	743	49.06
1982	248	277.1	165.7	465	380	199.2	364.9	806	45.27
1983	253	227.6	174.2	360	337.2	210.8	385	797	48.31
1984	103		196.7	421		421.6	618.3	1218	50.76
1985	277	245.1	266.7	565	477	480.3	747	1240.4	60.22
1986	265	254.9	180.7	555	641	498.7	679.4	1103.8	61.55
1987	264	180	130.2	608	597.2	382.6	512.8	886.5	57.85
1988	187	196.1	118.1	664	493	275.5	393.6	826.3	47.63
1989	232	144.1	85.3	825	823.3	336.3	421.6	814.1	51.79
1990	284	272.4	83.2	703	786.8	250.8	334	849.5	39.32
1991	220	183	49.4	821	819.9	270	319.4	833.3	38.33
1992	253	204.7	46.5	752	724.2	247	293.5	728.6	40.28

Source : Élaboration propre de l'auteur à partir de Ngaladjo Bamba *et al.*, *Op. cit.*, 1992, et selon les données d'École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, *Op. cit.*, 2021.

Le solde<sup>185</sup> des recettes sur les dépenses passa de +11% du PIB, en 1977, à -2% en 1978, et à -11% en 1981<sup>186</sup>. La décroissance fut nette en moins de cinq ans. Le pays avait dès lors des difficultés à honorer ses engagements financiers. Sa dette passa de 4,7 milliards d'US dollars, en 1970, à 7,5 milliards d'US dollars, en 1980<sup>187</sup> et à 15,1 milliards d'US dollars, en 1990. Elle fut donc multipliée par 3,21 en vingt ans. Le remboursement des dettes devint prioritaire. Sur la

<sup>183</sup> Alice Villers, « Côte d'Ivoire, la malédiction du cacao », *lepetitjournal.com*, 1<sup>er</sup> octobre 2019, [consulté le 14 novembre 2020], disponible sur : [https://lepetitjournal.com/abidjan/cote-divoire-la-malediction-du-cacao-265865].

<sup>184</sup> Ngaladjo Bamba *et al.*, « Crise économique et Programmes d'ajustement structurel en Côte-d'Ivoire », *Op.cit.*, 1992.

<sup>185</sup> La différence entre les recettes et les dépenses de l'État donne un solde que les gouvernements et les experts nomment le solde primaire.

<sup>186</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 260.

<sup>187</sup> Philippe Hugon, « Rétrospectives et perspectives économiques », in Georges Photios Tapinos, Philippe Hugon et Patrice Vimard (dir.), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Défis démographiques et développement durable*, Paris, Karthala, 2002, pp. 137-192.

période 1986-1988, en particulier, le taux de croissance réel baissa de 5% par an en moyenne. En 1987, il devint durablement négatif, avec une forte décroissance en 1990. Au mois de juin 1987, la Côte-d'Ivoire déclara officiellement son insolvabilité<sup>188</sup>. Les rééchelonnements réguliers de la dette extérieure, les arriérés des paiements de l'État à l'égard des entreprises et la diminution des prix d'achat au producteur de café et de cacao furent les signes les plus visibles de l'étranglement financier du pays.

Des PAS furent alors imposés au pays, à partir de 1981, par les Institutions de Bretton Woods. Ils avaient un double objectif : rétablir les équilibres financiers en ajustant les dépenses aux ressources (volet stabilisation à court terme) et assurer une reprise de la croissance par des restructurations de l'appareil de production (volet relance à moyen terme). D'inspiration libérale, ces politiques firent l'hypothèse que seuls des marchés sur lesquels jouait le jeu de la concurrence étaient susceptibles de redonner un dynamisme à l'appareil de production. Le FMI prôna surtout des mesures d'assainissement financier qui devaient améliorer le climat des affaires<sup>189</sup> : promotion des exportations et des investissements directs étrangers (IDE), privatisations des entreprises publiques et désengagement de l'État, réduction significative des importations, coupes drastiques dans les dépenses publiques (santé, éducation, subventions), ouverture des marchés et suppression des barrières douanières et des éventuels contrôles des changes. Ces mesures, si elles réglèrent la crise de liquidités, ouvrirent cependant le champ des crises sociales dans des pays en développement (PED)<sup>190</sup>.

L'exemple du Mali est un cas d'école qui illustra parfaitement l'impact de telles politiques pour les pays « bénéficiaires » : les effectifs de la fonction publique malienne passèrent de 45 000 en 1991 à 37 700 en 1998 ; il y eut une nette baisse des salaires réels des fonctionnaires (-18% sur la même période) et des dépenses publiques (de 15% à 10,8% du PIB). Sur les 90 entreprises publiques présentes au Mali en 1985, 26 furent liquidées et 28 privatisées en 1998. Les conséquences sociales de cette conditionnalité du FMI furent immédiates : en 1999, le taux brut de scolarisation primaire au Mali tomba à 56% ; le nombre moyen d'élèves par enseignant dans le primaire fut de 79 (alors que la même année 1999, en France, ils étaient 19,5 par enseignant<sup>191</sup>). En 2019, les élèves étaient en moyenne 18,8 par enseignant dans l'enseignement primaire en France et 14,3 dans l'ensemble de l'Union européenne)<sup>192</sup> ; la malnutrition toucha 27% des enfants de moins de 5 ans ; 83% de la population n'avait pas accès à l'eau courante, d'après une étude d'Assen

---

<sup>188</sup> Ngaladjo Bamba *et al.*, *Op. cit.*, 1992.

<sup>189</sup> Nathalie Magne, « Pays pauvres : la crise au prix fort ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 160, n° 2, 2010, pp. 16-24.

<sup>190</sup> Renaud Vivien, « L'annulation de la dette du Tiers Monde », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2046-2047, n° 1-2, 2010, pp. 5-75.

<sup>191</sup> Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, *Les grands chiffres de l'éducation nationale 1999 : année 1998-1999*, 1<sup>er</sup> juin 1999.

<sup>192</sup> Institut national de la statistique et des études économiques, *Ratio élève-enseignant par niveau d'étude dans l'Union européenne. Données annuelles de 2013 à 2019*, 19 octobre 2021.

Slim<sup>193</sup>. Tous les PED endettés connurent des évolutions similaires, avec des remous sociopolitiques souvent.

Face aux conjonctures défavorables qui empêchaient le remboursement, certains pays furent contraints de s'endetter de nouveau. Au milieu des années 1990, les dirigeants des pays créanciers étaient inquiets pour le système financier international. Il leur apparut que la crise de l'endettement des PED n'était pas une crise de liquidité mais de solvabilité. Ils décidèrent alors de mettre en place des outils innovants. C'est ainsi qu'en 1996, le sommet du G7 de Lyon décida de lancer l'initiative des PPTE (Pays pauvres très endettés) qui devait annuler une partie des dettes. Ce programme imposait un accord avec le FMI. De plus, il avait beaucoup d'exigences. À défaut d'être généreuses, ces annulations favorisèrent, en réalité, une augmentation des remboursements annuels exigés et furent prétextes à un renforcement des mesures d'ajustement structurel et de stabilisation. Le rééchelonnement de la dette envers le FMI limitait la marge de manœuvres des pays endettés qui, au final, s'engageaient dans des arrangements où ils payaient plus que ce qu'ils devraient normalement.

Ces pays étaient souvent contraints de céder des actifs en nature (parts de capital, terrains, patrimoines nationaux, ressources naturelles) pour des prix bas. L'initiative PPTE ne régla pas le problème. On estime aujourd'hui que pour 1 dollar dû en 1980, les PED en ont déboursé 8 et en doivent encore 4. La moitié des 42 PPTE dépensent plus pour rembourser leur dette que dans le domaine de la santé par exemple. Pour Joseph Stiglitz, « *les actions du FMI lors de la crise asiatique, de la transition des ex-pays communistes vers l'économie de marché ou des problèmes de liquidité de pays en développement ont eu une influence néfaste sur les situations économiques des pays concernés en aggravant les crises économiques ou en déclenchant des crises sociales* »<sup>194</sup>. Dans notre cas d'étude, quelle est la situation de la Côte d'Ivoire dans son rapport avec les PAS ? Comment ces dispositions des institutions internationales ont-elles impacté la vie sociale des Ivoiriens ?

En Côte d'Ivoire, le montant élevé des salaires des fonctionnaires fut soupçonné comme élément majeur de perturbation de l'équilibre des dépenses publiques. Les salaires des fonctionnaires et agents de l'État représentaient, en 1965, un peu plus de 35% des recettes totales de l'État. Ils ont connu une croissance régulière depuis 1985 et se sont situés, au début des années 1990, à plus de 55%<sup>195</sup>. Les institutions internationales pensaient qu'une bonne réduction des salaires aurait réduit le déficit budgétaire. Houphouët-Boigny fit alors appel à un économiste, Alassane Dramane Ouattara, qu'il nomma Premier ministre en 1990, pour tenter de redresser

---

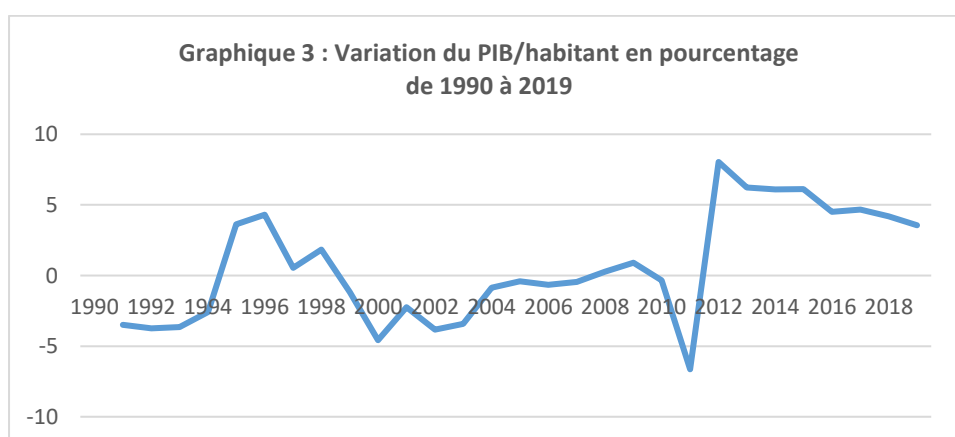
<sup>193</sup> Assen Slim, *Les défis du développement économique*, Cours de Géopolitique et prospective, IRIS SUP', Paris, 2020.

<sup>194</sup> Joseph Stiglitz, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, p. 127.

<sup>195</sup> Ngaladjo Bamba *et al.*, *Op. cit.*, 1992.

l'économie ivoirienne en perte de vitesse et stabiliser le front social qui bouillonnait et réclamait le multipartisme. Ainsi fut décidé la mise à la retraite anticipée de beaucoup de salariés, les licenciements de travailleurs journaliers, la réduction du salaire monétaire payé aux travailleurs et la privatisation de certaines entreprises publiques, sans tenir compte de l'inflation qui rognait déjà suffisamment le pouvoir d'achat de la population ivoirienne.

Le Gouvernement ivoirien mit ainsi en place un programme de stabilisation et de relance qui a inversé la tendance à la détérioration de la situation budgétaire, en dépit de la baisse persistante des prix mondiaux des produits de rente. Grâce à un contrôle très strict des dépenses, les dépenses courantes non salariales du secteur public sont passées de 261 milliards de FCFA en 1989 à 208 milliards en 1990<sup>196</sup>, soit une baisse de 53 milliards de FCFA en un an. De plus, malgré une détérioration de 7% des termes de l'échange et la récession qui en a résulté, le déficit du compte courant a été maintenu à 10% du PIB<sup>197</sup>. Un Programme économique à moyen terme (PEMT) a été adopté pour la période 1991-1995, pour rétablir les grands équilibres financiers, assainir le secteur financier, améliorer la compétitivité et valoriser les ressources humaines. En 1991, les recettes totales étaient de 615 milliards de FCFA, avec 335 milliards de masse salariale. Le solde primaire était à un déficit de 23 milliards de FCFA environ, alors que les intérêts de la dette se situaient à 239 milliards de FCFA, le remboursement du capital s'élevant à 316 milliards de FCFA<sup>198</sup>. S'il est vrai que le taux de pauvreté était d'environ 30%, selon le FMI<sup>199</sup>, les mesures prises par le nouveau Premier ministre permirent au pays de bénéficier de liquidités venant des bailleurs de fonds et de soutenir l'économie, en relançant le taux de croissance (graphique 3).



**Source : Élaboration propre de l'auteur à partir d'École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, *Op. cit.*, 2021.**

<sup>196</sup> *Ibidem.*

<sup>197</sup> *Ibidem.*

<sup>198</sup> *Ibidem.*

<sup>199</sup> International monetary fund, « Côte d'Ivoire. Demandes d'accord élargi au titre du Mécanisme élargi de crédit et d'un accord au titre de la facilité élargie de crédit. Communiqué de Presse ; Rapport des Services du FMI et Déclaration de l'Administrateur pour la Côte d'Ivoire », *IMF Country Report*, n° 16/383, Décembre 2016, p. 5.



D'après le FMI, après 1990, on nota un pic de la croissance du PIB réel avant de chuter sous le régime d'Henri Konan Bédié, vers 1996<sup>200</sup>. Le graphique ci-dessus présente la variation du PIB par habitant. Il illustre l'importance de l'activité économique du pays ou la grandeur de sa richesse générée. Selon notre graphique, le taux qui chutait depuis les années 1980 commença à croître vers 1993. De -4% de variation annuelle, le PIB/habitant atteignit 4% en 1996 avant de rechuter. Lorsque Laurent Gbagbo vint au pouvoir, en 2000, on avait une variation de près de -5%. La croissance reprit alors, avant de connaître son taux le bas (-7%) avec la crise postélectorale de 2010. Depuis 2011, sous le régime d'Alassane Ouattara, il y a un taux positif, plafonnant à 8%, même si on remarque une baisse relative jusqu'en 2018. En janvier 2020, le journal pro-Ouattara *Le Patriote* parle de cette croissance économique sous l'égide d'Alassane Ouattara, comme l'indique l'image ci-dessous. Le taux de pauvreté serait passé de 51% en 2011 à 35% en 2018. L'opposition politique pense au contraire que les pauvres ne bénéficiaient pas de cette croissance, à en croire la une du journal pro-Gbagbo *Notre Voie*.

**Image 5 : Les unes de *Le Patriote* et de *Notre Voie* sur la croissance économique ivoirienne.**



Source : *Le Patriote*, n° 6009 du 3 janvier 2020 et *Notre Voie*, n° 6313 du 24 février 2020.

La croissance s'était accélérée, mais la pauvreté était encore relativement répandue. L'indice de développement humain (IDH) passa de 0.388 en 1990 à 0.492 en 2017, même s'il a été lent à s'améliorer, par rapport à certains pays voisins (tableau 2).

<sup>200</sup> International monetary fund, *Op. cit.*, 2016, p. 5.

**Tableau 2 : IDH de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Bénin de 1990-2017.**

ANNÉES	CÔTE D'IVOIRE (VALEUR)	VARIATION (%)	GHANA (VALEUR)	VARIATION (%)	BÉNIN (VALEUR)	VARIATION (%)
1990	0.388		0.455		0.348	
1991	0.387	0	0.46	0	0.354	0
1992	0.387	0	0.464	0	0.358	2.86
1993	0.386	0	0.468	2.17	0.365	2.78
1994	0.386	0	0.47	0	0.368	0
1995	0.387	0	0.473	0	0.373	0
1996	0.388	0	0.474	0	0.377	2.7
1997	0.391	0	0.476	2.13	0.381	0
1998	0.389	0	0.477	0	0.385	2.63
1999	0.392	0	0.48	0	0.391	0
2000	0.394	0	0.484	0	0.398	2.56
2001	0.396	2.56	0.483	0	0.41	2.5
2002	0.399	0	0.489	2.08	0.419	2.44
2003	0.402	0	0.49	0	0.426	2.38
2004	0.407	2.5	0.498	2.04	0.434	0
2005	0.413	0	0.509	2	0.44	2.33
2006	0.418	2.44	0.519	1.96	0.447	2.27
2007	0.424	0	0.53	1.92	0.455	2.22
2008	0.43	2.38	0.542	1.89	0.462	0
2009	0.437	2.33	0.547	1.85	0.468	2.17
2010	0.442	0	0.554	0	0.473	0
2011	0.445	2.27	0.563	1.82	0.479	2.13
2012	0.454	0	0.57	1.79	0.489	2.08
2013	0.462	2.22	0.577	1.75	0.5	2.04
2014	0.465	2.17	0.576	0	0.505	2
2015	0.478	2.13	0.585	1.72	0.508	0
2016	0.486	2.08	0.588	0	0.512	0
2017	0.492	0	0.592	0	0.515	1.96

**Source : Élaboration propre de l'auteur à partir d'École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, *Op. cit.*, 2021.**

En somme, même si beaucoup louèrent son bilan et ses efforts de remise du pays au travail, les mesures d'austérité qu'Alassane Ouattara imposa à partir de 1990 suscitèrent du mécontentement<sup>201</sup>. La reprise économique était conditionnée par un protocole strict. La rigueur des PAS et l'exigence de transparence dans l'utilisation des ressources allouées rendirent difficile la pratique redistributive des régimes autoritaires néopatrimoniaux<sup>202</sup>. Ainsi, on nota la perte de légitimité de ces régimes en échec politique comme économique<sup>203</sup>. La crise économique avait fait le lit de l'instabilité politique<sup>204</sup>. Comme le mentionnait François Mitterrand, à la Baule, « *de même qu'il existe un cercle vicieux entre la dette et le sous-développement, il existe un autre cercle vicieux entre la crise économique et la crise politique. L'une nourrit l'autre* »<sup>205</sup>. Les crises politiques que la Côte d'Ivoire connut après 1990 vont dans le sens de cette approche.

\*\*\*

La question qui a guidé notre démarche tout le long de ce chapitre est : en quoi l'identité nationale a-t-elle joué un rôle central dans la construction de la Côte d'Ivoire postindépendance ? Pour répondre à cette question, nous avons fait une analyse historique du peuplement de ce pays. Depuis des millénaires, l'Afrique de l'Ouest a été le théâtre de vastes mouvements de populations.

<sup>201</sup> AFP, « Côte-d'Ivoire : la répression contre des étudiants en mai dernier. Le Président Houphouët-Boigny refuse de sanctionner le Chef d'État-major », *Le Monde*, 31 janvier 1992.

<sup>202</sup> Michael Bratton et Nicolas Van De Walle, « Neopatrimonial regimes and political transitions in Africa », *World politics. A quarterly journal of International Relations*, vol. 46, n° 4, 1994, pp. 453-489.

<sup>203</sup> Tessy Bakary-Akin, « Mutations au Nord, interrogations au Sud », *Études internationales*, vol. 21, n° 3, 1990, pp. 469-485.

<sup>204</sup> Amadou Koné, *Houphouët-Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2003, p. 111.

<sup>205</sup> La rédaction, « Allocution prononcée par M. François Mitterrand Président de la République à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la XVI<sup>e</sup> conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique », *Rfi*, 20 juin 1990.

Et la plupart des États ont été le fruit de l'installation de vagues successives de migrants. La majorité des pays africains ont une population hétérogène, car la migration a fixé sur certains territoires des peuples d'aires culturelles différentes. C'est ainsi que la Côte d'Ivoire rassemble aujourd'hui, sur son sol, quatre groupes ethniques, chacun occupant un quart du territoire ivoirien : les Gurs, les Krous, les Akans et les Mandés. La politique économique coloniale a encouragé les migrations des pays voisins vers la Côte d'Ivoire pour développer l'économie de plantations qui avait besoin de main d'œuvre. Ces mouvements de populations ont, dès lors, modifié la démographie et les habitudes culturelles des régions impactées.

Les frontières ivoiriennes ont aussi été modifiées en fonction des enjeux géopolitiques des colonisateurs. Les nouvelles frontières ont souvent divisé des aires culturelles et des foyers linguistiques qui se sont retrouvés sur plusieurs pays. C'est ainsi que les peuples de langue Kwa qui s'étendent du Nigéria à la Côte d'Ivoire sont répartis sur au moins cinq pays, et les Mandés s'étalent sur sept pays. Ces morcellements des anciens territoires engendrèrent une citoyenneté ambiguë pour de nombreux Africains liés par l'histoire à plusieurs territoires délimités par des frontières perméables. Ce fut le cas de plusieurs Burkinabés qui sont nés Ivoiriens au moment où une partie de la Côte d'Ivoire se trouvait dans l'actuel Burkina-Faso. Le corollaire de cette mutation fut l'émergence de la question identitaire née de la construction de la citoyenneté et de la figure de l'étranger qui ont cristallisé les clivages entre autochtones et allogènes : les premiers déniaient souvent aux seconds des droits à la citoyenneté et à la possession foncière. Nous avons ainsi mis en exergue l'opposition d'une population nationaliste s'insurgeant contre la place occupée par les étrangers dans les secteurs stratégiques du pays.

Cette problématique a engendré des crises sociopolitiques qui se sont nourri de la dégradation de la situation économique de l'État rentier qu'était la Côte d'Ivoire. Ainsi, la docilité du corps social ne résista pas aux secousses économiques internationales de la fin des années 1980. Le régime d'Houphouët-Boigny ne parvenait plus à faire face aux charges du pays confronté à une crise économique. Les Institutions de Bretton Woods proposèrent alors au pays un Programme d'ajustement structurel censé stabiliser la politique économique de la Côte d'Ivoire. Si ces nouvelles dispositions permirent à l'État ivoirien de disposer de liquidités, elles n'empêchèrent pas le soulèvement du front social soumis à des mesures de rationnement. Sous la pression internationale et des mobilisations sociales internes, le pays dû ouvrir le champ politique avec l'application du multipartisme en 1990. Les successeurs d'Houphouët-Boigny sur le trône présidentiel héritèrent donc de prémisses à des conflits identitaires généralisés que le chapitre suivant met en exergue.

## CHAPITRE II : LA FIN DU RÉGIME D'HOUPHOUËT-BOIGNY : LA CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION

Notre propos, dans ce chapitre, tentera de montrer l'impact de la question identitaire dans la construction de la Côte d'Ivoire depuis le décès d'Houphouët-Boigny. Après le décès du premier Président ivoirien, une bataille de succession commença qui opposa Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo et Robert Guéi. Avec le rétablissement du multipartisme en 1990, chacun des principaux acteurs fédéra autour de lui des partisans décidés à prendre le trône présidentiel. L'instrumentalisation des clivages identitaires entraîna le premier coup d'État dans le pays et les crises suivantes. Le 24 décembre 1999, ce putsch abrégé le régime d'Henri Konan Bédié, six ans seulement après la mort du premier Président ivoirien. Ensuite, plusieurs tentatives de coup d'État se succédèrent jusqu'à la rébellion armée du 19 septembre 2002, sous Laurent Gbagbo dont le règne prit fin avec la crise postélectorale de 2010-2011. Depuis 2011, Alassane Ouattara dirige le pays et tente de réconcilier les Ivoiriens.

La question qui guidera ce chapitre est donc : en quoi l'instrumentalisation de la question identitaire par les groupes politiques a-t-elle structuré la période qui a suivi la fin du régime d'Houphouët-Boigny ? Par instrumentalisation de la question identitaire, nous entendons l'exploitation à des fins politiques partisans de la distinction d'ethnicité, de langue, de race, de religion, de région, de citoyenneté ou de nationalité dans un pays ou entre des pays. De fait, les crises qui secouèrent la Côte d'Ivoire, à partir de fin 1993, se sont construites autour de la question identitaire. La distinction entre un « nous » et un « eux » fit le lit des violences<sup>1</sup> dans le pays, car les populations exclues cherchaient à se faire entendre par tous les moyens y compris l'usage de la force<sup>2</sup>. On assiste, depuis lors, à un conflit entre ceux que Vladimir Cagnolari appelle les « *héritiers maudits de Félix Houphouët-Boigny* »<sup>3</sup>. Nous aborderons dans ce chapitre trois questions qui, à l'analyse, constituent des problématiques récurrentes du conflit identitaire depuis le décès du premier Président ivoirien. D'abord, il sera question du rétablissement du multipartisme qui permit l'arrivée de nouveaux acteurs dans l'arène politique. Ensuite, les groupes de pouvoir qui ont succédé à Houphouët-Boigny seront mis en exergue. Et enfin, nous montrerons comment la question identitaire s'est trouvée au cœur de la politique des héritiers d'Houphouët-Boigny.

---

<sup>1</sup> Richard Ashmore, Lee Jussim et David Wilder (eds), *Social identity, intergroup conflict and conflict reduction*, New York, Oxford University Press, 2001. p. 7.

<sup>2</sup> Claude Meillassoux, « Fausses identités et démocratie d'avenir », in Patrice Yengo (dir.), *Identités et démocratie en Afrique et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 11.

<sup>3</sup> Vladimir Cagnolari, « Côte d'Ivoire, les héritiers maudits de Félix Houphouët-Boigny », *Le Monde diplomatique*, vol. 1, n° 682, 2011, pp. 14-15.

## I LE RÉTABLISSEMENT DU MULTIPARTISME

Cette contribution voudrait montrer comment le premier Président ivoirien fut contraint de rétablir le multipartisme. Autour des années 1980-1990, la Côte d'Ivoire connut une crise économique. Les bailleurs de fonds conditionnèrent leur appui financier à l'ouverture du champ politique. Les politiques d'aide ont certes un fondement économique ou même éthique, mais l'aspect proprement politique<sup>4</sup> est déterminant. Les régimes subsahariens étaient encouragés à calmer les velléités insurrectionnelles. De fait, en Côte d'Ivoire, le front social ivoirien s'agitait. Des mouvements de revendications internes aboutirent ainsi au rétablissement du multipartisme qui n'avait jamais été retiré de la Constitution<sup>5</sup>, tout comme dans certains pays africains<sup>6</sup>. Certains penseurs se demandent, à ce propos, à quoi servent les Constitutions ?<sup>7</sup> Cette matière offre une démarche en trois étapes. Dans un premier temps, nous situerons le rétablissement du multipartisme dans la littérature sur les transitions politiques. Dans un deuxième temps, il sera question de la mobilisation multisectorielle pour le rétablissement du multipartisme. Et dans un troisième temps, nous ferons une analyse de l'élection présidentielle de 1990 qui opposa Houphouët-Boigny à Laurent Gbagbo, chef de file de l'opposition politique.

### 1) Comprendre l'environnement politique ivoirien à la lumière de la transitologie

La transitologie est ici convoquée pour analyser la fin du régime d'Houphouët-Boigny. Caroline Dufy et Céline Thiriot pensent que depuis les années 1990, « *le changement politique a été principalement analysé sous l'angle des processus de transition* »<sup>8</sup>. De fait, la transitologie était fortement marquée par le contexte politique des années 1980-1990 où de grandes mobilisations sociales furent notées dans plusieurs pays<sup>9</sup>. La démocratisation y apparut comme un objectif politique universel, une valeur morale et un cadre théorique central. Il s'agissait de

---

<sup>4</sup> Jean-Michel Severino, « Refonder l'aide au développement au XXI<sup>e</sup> siècle », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, p. 82.

<sup>5</sup> L'Article 7 de la Loi n° 60-356 du 3 novembre 1960 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire stipulait que les partis et groupements politiques concourent à l'expression du suffrage. Ils se forment et exercent leurs activités librement sous la condition de respecter les principes de la souveraineté nationale et de la démocratie, et les lois de la République. La première Constitution ivoirienne fut adoptée le 26 mars 1959. Elle fut remplacée le 3 novembre 1960 par une deuxième Constitution, après l'accession du pays à l'indépendance, le 7 août 1960. Cf. République de Côte d'Ivoire, « Loi n° 60-356 du 3 novembre 1960 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire », *gouv.ci*, 3 novembre 1960, [consulté le 17 janvier 2021], disponible sur : [<http://www.gouv.ci/doc/accords/CONSTITUTION-DE-NOVEMBRE-1960.pdf>].

<sup>6</sup> Des années 1960 aux années 1980, le multipartisme ne survit qu'au Botswana, en Gambie et à l'Île Maurice ; il est réintroduit au Sénégal et au Zimbabwe dans les années 1970 et 1980.

<sup>7</sup> Pierre François Gonidec, « À quoi servent les Constitutions africaines ? Réflexion sur le constitutionnalisme africain », *Revue juridique et politique, indépendance et coopération*, n° 4, 1988, p. 849.

<sup>8</sup> Caroline Dufy et Céline Thiriot, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, 2013, pp. 19-40.

<sup>9</sup> Michel Cahen, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Kadya Tall, « De la banalité des mobilisations en Afrique », in Michel Cahen, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Kadya Tall (eds.), *Mobilisations collectives en Afrique : ça suffit !*, Leiden/Boston, Brill, 2015, pp. 19-44.

comprendre l'évolution des pays qui se débarrassaient d'un pouvoir autoritaire (Grèce, Portugal, Espagne et Amérique latine) ou ceux dont le modèle politique et économique s'effondrait. La transitologie est l'étude du processus de changement d'un régime politique<sup>10</sup> à un autre, notamment d'un régime autoritaire vers un régime démocratique. Cette école prit un essor particulier dans les années 1980 avec Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter.

Des penseurs s'intéressent aux modalités et à la nature du changement de régime, en mettant l'accent sur les acteurs<sup>11</sup>, leurs ressources et rapports de force. Pour eux, la période de transition désigne « *un intervalle entre un régime politique et un autre* »<sup>12</sup>, une période qui serait délimitée de chaque côté par un régime politique présumé stable. Toutefois, Michel Dobry relève la place de l'incertitude dans les transitions. Il pense qu'à l'approche de l'effondrement d'un régime autoritaire, période de « crise multisectorielle »<sup>13</sup>, il y a une division au niveau politique entre « jusqu'au-boutistes » et réformateurs dans l'appareil étatique (parti unique, armée, dirigeants)<sup>14</sup>. Ainsi l'action politique et « *la gestion du pouvoir sont alors ouvertes du fait de la déssectorisation du jeu politique propre à ces situations de fluidité* »<sup>15</sup>.

S'ils mentionnent des exemples réussis de démocratisation en Asie et en Afrique, des auteurs mettent justement en exergue les cas du Mali et de certains pays de l'ex-URSS qui rendraient difficile l'analyse des réalités complexes des changements politiques avec les outils de la transitologie<sup>16</sup>. En effet, longtemps considéré comme le modèle de la consolidation démocratique en Afrique<sup>17</sup>, après une « transition exemplaire »<sup>18</sup>, le Mali a connu un autre coup d'État le 23 mars 2012, démontrant l'inadéquation des analyses face à une réalité bien plus nuancée. Pour ce qui est de l'Europe et des pays de l'ex-URSS, les réformes structurelles des années 1990 étaient également censées promouvoir le passage à la démocratisation et au développement économique. La réalité politique et économique de la Russie de 2013 n'affichait

---

<sup>10</sup> Le changement politique avait souvent pour corollaire un changement économique : ajustement structurel et conditionnalités libérales pour l'Afrique, transition à l'économie de marché pour l'ancien bloc soviétique.

<sup>11</sup> Adam Przeworski, « The games of transition », in Scott Mainwaring, Guillermo O'Donnell et Samuel Valenzuela (eds), *Issues in democratic consolidation*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992, cité par Michel Dobry, *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, pp. 585-614.

<sup>12</sup> Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Lawrence Whitehead (eds), *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, p. 6.

<sup>13</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, [2009] 2012, 432 p.

<sup>14</sup> Michel Dobry, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, pp. 585-614.

<sup>15</sup> Céline Thiriot, « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, n° 2, 2002, pp. 277-295.

<sup>16</sup> Caroline Dufy et Céline Thiriot, *Op. cit.*, 2013, pp. 19-40.

<sup>17</sup> Monique Bertrand, « Un an de transition politique : de la révolte à la 3<sup>e</sup> République », *Politique africaine*, n° 47, 1992, pp. 9-22.

<sup>18</sup> Le 26 mars 1991, après les manifestations populaires réprimées dans le sang, Amadou Toumani Touré participa au coup d'État contre Moussa Traoré. Il dirigea le Comité de transition pour le salut du peuple et assura les fonctions de Chef de l'État pendant la transition démocratique. Du 29 juillet au 12 août 1991, il organisa la Conférence nationale, puis des élections législatives et présidentielles en 1992. À l'issue de ces élections, il remit le pouvoir au nouveau Président élu, Alpha Oumar Konaré.

pas forcément le tableau prévu<sup>19</sup>. « *L'utilisation continue du paradigme de la transition constitue une habitude dangereuse qui essaie d'imposer un cadre conceptuel simpliste et souvent incorrect sur une réalité empirique d'une complexité considérable* »<sup>20</sup>. Les fréquents retours en arrière des régimes issus des transitions démocratiques des années 1990 nourrissent cette thèse.

Toutefois, Terry Lynn Karl et Philippe Schmitter proposent une classification de la transition. Ils identifient quatre modes de transition<sup>21</sup>. Le pacte (« *conservative reform* ») correspondrait à un compromis multilatéral entre élites, les élites anciennes et les élites nouvelles. La restauration de la démocratie en Uruguay, par exemple, résulta de négociations secrètes entre les militaires et les partis politiques autorisés qui avaient organisé les élections en 1984 et adopté une loi d'amnistie en 1986. L'imposition (« *revolution form* ») désignerait, quant à elle, une décision unilatérale des élites. C'est par une décision unilatérale que les dirigeants de l'ex-URSS ont mis fin au régime communiste vers 1990. La réforme (« *reform from below* ») serait une décision imposée par les masses populaires sans recours à la force. Enfin, la révolution (« *social revolution* ») correspondrait à un processus unilatéral que les masses populaires imposent par la force, comme au Mali où le peuple a contribué au changement politique en mars 1991. Les manifestations du peuple tunisien, en 2010, représentent également un exemple récent de pareille révolution.

Par ailleurs, pour Samuel Phillips Huntington, les démocratisations s'effectuent par vagues. Il en a distingué trois. La première tendance serait partie de 1820 à 1920, un peu avant les révolutions libérales qui traversèrent l'Europe. Elle concerna nombre de pays européens et d'Amérique du Nord mais aussi le Japon et quelques pays d'Amérique du Sud (Argentine, Chili et Uruguay). La deuxième vague de démocratisation aurait commencé avec la libération de nombreux pays d'Europe occidentale par les Alliés à la fin de la Seconde Guerre mondiale, auxquels s'ajoutèrent des pays d'Amérique latine et des pays issus de la décolonisation. La troisième vague de démocratisation aurait débuté au milieu des années 1970 avec la Révolution des œillets au Portugal, puis la chute du franquisme en Espagne, au moment où de nombreux pays latino-américains retournèrent à des gouvernements civils. Vers la fin des années 1980, la chute de l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) permit aussi le développement de la démocratie dans de nombreux pays d'Europe<sup>22</sup> centrale et orientale. Cette troisième vague pourrait

---

<sup>19</sup> Caroline Dufy, « L'économie russe en réformes : une décennie perdue ? », in Gilles Favarel-Garrigues et Katty Rousselet (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, pp. 141-152.

<sup>20</sup> Thomas Carothers, « The end of the transition paradigm », *Journal of democracy*, vol. 13, n° 1, 2002, p. 15.

<sup>21</sup> Terry Lynn Karl et Philippe Schmitter, « Modes of transition in latin America, southern and eastern Europe », *International social science journal*, vol. 128, n° 2, 1991, pp. 267-282.

<sup>22</sup> Suite aux mobilisations populaires dans les différents pays de l'ancien bloc soviétique comme en Roumanie, en Pologne, en Hongrie ou dans les Pays Baltes, une vague de transitions apparut en URSS, dès 1986, avec Mikhaïl Gorbatchev. La chute du mur de Berlin, en novembre 1989, symbolisa cette nouvelle série de transitions dans l'Europe centrale. À partir de cette année, des élections libres furent organisées.

s'être arrêtée vers le milieu des années 2000. On pourrait y classer l'Algérie qui, après plus d'un siècle de colonisation française et près de trente ans d'autoritarisme a connu la première élection municipale pluraliste en 1990, puis sa première élection législative en 1991. La question de savoir si les révolutions du « Printemps arabe »<sup>23</sup>, vers 2010, peuvent laisser supposer l'existence d'une quatrième vague de démocratisation reste discutée dans la littérature<sup>24</sup>.

En important sur le terrain ivoirien ces schèmes d'analyse et ces hypothèses élaborées à propos de processus ayant pris place dans des contextes spécifiques et sur des terrains variés, nous pouvons convoquer la transitologie pour penser le rétablissement du multipartisme en Côte d'Ivoire. Avec Terry Lynn Karl et Philippe Schmitter, on pourrait considérer le changement opéré en 1990 comme une réforme (« *reform from below* »), car la décision du rétablissement du multipartisme fut un processus imposé par les masses populaires ivoiriennes sans recours à la force armée. La pression politique et les mouvements sociaux permirent l'ouverture du régime politique ivoirien. Le changement fut, en effet, le résultat d'une mobilisation multisectorielle, au sens de Michel Dobry, qui figea le front social ivoirien dans un ensemble de manifestations qu'il convient de décrire.

## 2) Une mobilisation multisectorielle pour le rétablissement du multipartisme

Ce propos fait une description de la mobilisation du front social ivoirien en 1990. Face à la difficulté du pays à vaincre la crise économique, le Président Houphouët-Boigny envisagea une réduction des salaires des travailleurs. Il intervint lui-même à la télévision pour informer les Ivoiriens que l'État était en quasi-cessation de paiement et que les institutions financières internationales exigeaient de profondes réformes pour aider le pays<sup>25</sup>. Dès février 1990, pour la première fois, dans la Côte d'Ivoire indépendante, des Ivoiriens le traitèrent publiquement de « voleur » et demandèrent sa démission<sup>26</sup>. Pour Diégou Bailly, « 1990 marque l'année de la démystification du Président Houphouët et de la désacralisation de son pouvoir personnel »<sup>27</sup>. On nota alors une mobilisation multisectorielle pour que le multipartisme fût rétabli dans le pays.

Des théoriciens de la mobilisation des ressources font le constat que la plupart des mouvements sociaux, même obéissant à des mots d'ordres nationaux, s'appuient en réalité sur des

---

<sup>23</sup> Le « Printemps arabe » est un ensemble de contestations populaires, d'ampleur et d'intensité très variables, qui se produisirent dans de nombreux pays du monde arabe à partir de décembre 2010.

<sup>24</sup> Samuel Phillips Huntington est décédé en 2008. Cf. Le Monde avec AFP, « Samuel Huntington, auteur du “Choc des civilisations”, est mort », *Le Monde*, 27 décembre 2008.

<sup>25</sup> Christophe Champin, « Portrait d'Alassane Ouattara », *Rfi*, 27 juillet 2020.

<sup>26</sup> Éric Lemasson, « Manifestations en Côte d'Ivoire », *ina.fr*, 2 mars 1990, [consulté le 29 novembre 2020], disponible sur : [https://www.ina.fr/video/CAB90010051].

<sup>27</sup> Diégou Bailly, *Op. cit.*, 1995, p. 19.



micro-milieus répartis sur des sites différents et reliant leurs micro-mobilisations<sup>28</sup> les unes aux autres, par le biais de diffusion d'informations, d'analyses, de sollicitations jusqu'à obtenir un changement significatif d'échelle dans la mobilisation<sup>29</sup>. Nous convoquons le concept de crise multisectorielle tel que défini par Michel Dobry, pour situer ce qui se joua en Côte d'Ivoire, comme dans de nombreux pays africains, vers 1990. Selon Michel Dobry<sup>30</sup>, en effet, la crise est « *l'état du système social dont l'organisation est affectée par un processus de mobilisation multisectorielle des ressources* ». Pour lui, lors des mobilisations sociales, il se produit une déssectorisation des entités autonomes qui fusionnent, alors, dans une « conjoncture politique fluide » avec d'autres groupes pour des manifestations.

Avant de parler de la Côte d'Ivoire, il convient de relever que la mobilisation était générale en Afrique. Des régimes, qui avaient tenu depuis les indépendances, étaient pour la première fois menacés par les masses populaires. De 1988 à 1991, des mouvements sociaux, des révoltes et des manifestations se suivirent. La mobilisation toucha le Sénégal, le Mali, le Gabon, le Niger, le Kenya, le Bénin, l'Algérie et bien d'autres pays. Elle prit l'allure d'une révolte générale contre le régime dans certains pays. Dans d'autres, comme au Mali en 1991, le régime tomba. C'était celui de Moussa Traoré. Au Bénin, des grèves et des manifestations de fonctionnaires qui ne touchaient plus leurs salaires depuis des mois éclatèrent, en décembre 1989. L'administration, les écoles et l'Université furent paralysées. Les banques étaient en faillite. Sous la pression de la rue et du FMI, le général Mathieu Kérékou, au pouvoir depuis octobre 1972, abandonna le parti unique. En février 1990, la Conférence nationale des forces vives de la nation reforma la Constitution, imposa le multipartisme, une amnistie pour les prisonniers politiques et un gouvernement de transition chargé de préparer les élections. En Guinée, le général Lansana Conté, qui dirigeait le pays depuis 1984, annonça la fin du parti unique, le 2 octobre 1989.

Au Gabon, la contestation populaire fut entamée le 16 janvier 1990 par les étudiants. Elle gagna de l'ampleur dans plusieurs secteurs sociaux, le 12 février : médecins, enseignants du supérieur, agents du ministère des finances, agents des banques gabonaises et des sociétés de cigarettes, salariés des Postes et télécommunications, de l'Énergie électrique et de nombreuses sociétés privées se mobilisèrent<sup>31</sup>. L'électricité et les centrales téléphoniques furent perturbées. Le transport aérien était en grève. Le pays fut paralysé et coupé du monde. On assistait, en fait, à une déssectorisation. Tous les corps de métier fusionnèrent pour demander le changement dans le pays.

---

<sup>28</sup> Doug McAdam, « Micromobilization contexts and recruitment to activism », *International social movement research*, n° 1, 1988, pp. 125-154.

<sup>29</sup> Charles Tilly et Sydney Tarrow, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2008, pp. 62-63, 165, 338-339.

<sup>30</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, *Op. cit.*, 2009.

<sup>31</sup> Robert Paris, « Révoltes en Afrique en 1988-1991 : de la Côte d'Ivoire à l'Algérie, du Bénin au Mali avec la chute de Moussa Traoré et aussi de l'Afrique du Sud au Rwanda... », *matierevolution.fr*, 18 septembre 2015, [consulté le 29 novembre 2020], disponible sur : [<http://www.matierevolution.fr/spip.php?article3779>].

Le Président Omar Bongo, qui régnait depuis 1967, annonça le 19 avril 1990 l'instauration immédiate du multipartisme. Un Premier ministre chargé de la transition fut nommé et une nouvelle Constitution fut adoptée le 22 mai 1990.

Dans la mouvance de ces manifestations africaines, la Côte d'Ivoire entra dans une période de turbulence sociale qui aboutit à des changements. Le pays connaissait un déclin dû à l'érosion des marges de manœuvre du pouvoir politique ainsi qu'à la perte de ses différents leviers de régulation économique et sociale. En 1988, la contestation débuta par des mouvements de groupes socioprofessionnels divers engendrant une mobilisation multisectorielle : médecins, soldats, policiers et dockers prirent les rues. Des militaires occupèrent les bâtiments publics. La classe ouvrière rejoignit la mobilisation. Les étudiants marchèrent sur l'Université, dressèrent des barrages et occupèrent les rues. Ils furent soutenus par les lycéens, les collégiens et les jeunes des quartiers populaires qui envahirent les rues de la capitale en conspuant le pouvoir et le Président Houphouët-Boigny. Ce fut dans ce cadre que des étudiants ont brandit des slogans hostiles au Président ivoirien, comme « À bas Houphouët, Fini Houphouët, Multipartisme »<sup>32</sup>. L'année scolaire 1989-1990 fut déclarée « année blanche »<sup>33</sup>, le 7 avril 1990, comme l'indique l'encadré 1. Les conséquences sociales et académiques de cette perturbation du système scolaire se ressentirent pendant longtemps. Comme le relève Marie-Emmanuelle Pommerolle, « *la crise économique et sociale débutée au milieu des années 1980 a en effet dévalorisé les diplômes universitaires et les étudiants ne sont plus toujours perçus comme un investissement rentable par les familles où se retrouvent nombre de jeunes diplômés au chômage ou vivant de "petits jobs"* »<sup>34</sup>.

---

<sup>32</sup> AFP, « Côte-d'Ivoire. Protestations des étudiants et agitation politique », *Le Monde*, 22 février 1990.

<sup>33</sup> L'« année blanche » est une année scolaire et académique où les cours et les examens sont annulés.

<sup>34</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d'un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 108, n° 4, 2007, pp. 155-172.

### Encadré 1 : Communiqué du gouvernement annonçant l'année blanche en 1990.

Le 2 avril 1990, à la demande de l'Union nationale des parents d'élèves et d'étudiants de Côte d'Ivoire (UNAPEECI), le gouvernement décidait la réouverture des établissements d'enseignement sur l'ensemble du territoire, après un mois d'arrêt de cours. Une semaine durant, depuis cette date, le gouvernement ainsi que les parents d'élèves, la majorité des enseignants, des élèves et des étudiants se sont employés à réunir les conditions d'une reprise normale.

Une minorité d'enseignants, de manière sournoise, se sont, toutefois, refusé à donner les cours. Les enfants, livrés à eux-mêmes dans cette situation difficile, devenaient la proie facile d'activistes dont l'objectif essentiel est de nuire et de détruire. Des incidents isolés, mais chaque fois plus violents, ont, depuis, troublé la nécessaire quiétude de l'école. Des actes de vandalisme, allant du saccage du patrimoine, des établissements, de l'agression contre les maisons de commerce aux menaces et attaques physiques des personnes, en passant par des incendies criminels contre les bâtiments administratifs, démontrent que nos enfants, élèves et étudiants sont encore utilisés pour des ambitions non avouées et qu'ils demeurent, du fait de leur innocence, les boucliers rêvés de lâches destructeurs.

Le gouvernement, depuis une semaine, a maintenu toutes les écoles, tous les lycées et collèges, toutes les grandes écoles et l'Université en fonctionnement, malgré des provocations et agressions essuyées avec courage par les Forces de l'ordre.

Nos enfants, présents tous les jours à l'école en classe, ne méritent pas de payer à la place de ceux qui n'osent pas s'exprimer à visage découvert. Et la Côte d'Ivoire ne doit, en aucune manière, faiblir et laisser s'installer, du fait des manœuvres d'une minorité lâche, l'insécurité, l'anarchie, le désordre. C'est pourquoi, pour éviter à la Côte d'Ivoire, pays de paix, de concertation et de dialogue, d'avoir un jour à regretter que des enfants innocents aient eu à payer de l'inconscience de certains adultes, le gouvernement, avec beaucoup de tristesse, mais avec responsabilité, décide de la fermeture de tous les établissements d'enseignement primaire, secondaire et supérieur, sur toute l'étendue du territoire national.

Cette décision a pour conséquence automatique que tous les internats et cités universitaires soient libérés de leurs résidents. L'histoire aura voulu que la Côte d'Ivoire, par la faute d'une poignée d'irresponsables, connaisse, au niveau scolaire et universitaire, sa première année blanche, année que le gouvernement voulait à tout prix sauver.

Fait par le gouvernement, à Abidjan, le 7 avril 1990.

Source : *Fraternité Matin*, 9 avril 1990.

De nombreuses grèves dans plusieurs secteurs socioprofessionnels mobilisèrent, ainsi, les populations dans les rues ivoiriennes. Les grandes villes furent paralysées par la marée humaine. Henri Konan Bédié, alors Président de l'Assemblée nationale, résume la situation en ces termes : « C'était la chienlit. Les travailleurs, les douaniers, les militaires et les policiers étaient dans la rue. On assistait à un effondrement de tous les corps constitués et de l'État »<sup>35</sup>. Le chanteur ivoirien Alpha Blondy, star du reggae, décrit cette mobilisation avec sa chanson intitulée « Multipartisme » :

« Abidjan y a drap<sup>36</sup> / à Cotonou y a drap / Bamako y a drap bata [...]   
Les militaires sont fâchés / Parce qu'ils sont mal payés.   
Les policiers sont fâchés / Parce qu'ils sont mal payés.   
Les professeurs sont fâchés / Leurs droits syndicaux bafoués.   
Les étudiants sont fâchés / Ils veulent plus de liberté.   
Papier longueur leur est mourouti<sup>37</sup> / Parce qu'ils ont été trop cognés.   
Les ouvriers sont fâchés / Parce qu'ils ont été compressés.   
Le gouvernement est fâché / Les caisses de l'État vidées... »<sup>38</sup>.

<sup>35</sup> Henri Konan Bédié, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999, p. 128.

<sup>36</sup> Dans le langage populaire ivoirien, « y a drap » signifie « il y a problème ».

<sup>37</sup> Mourouti renvoie à la révolte. Les étudiants qui font de longues études (« papier longueur ») sont révoltés.

<sup>38</sup> Alpha Blondy, *Multipartisme*, 1992.

Le 30 avril 1990, Houphouët-Boigny annonçait la réinstauration du multipartisme<sup>39</sup> pour concrétiser la démocratie<sup>40</sup>. Selon Henri Konan Bédié, des universitaires ont vu dans le discours de La Baule de François Mitterrand une prise de distance avec le régime d'Houphouët-Boigny. « *Après l'effondrement du mur de Berlin, le discours de La Baule prônant le multipartisme s'imposait, mais il fallait agir sans précipitations et nous laisser quelques années pour préparer cette transition* »<sup>41</sup>, estime Henri Konan Bédié pour qui le Président français « *a pris tout le monde à contre-pied* »<sup>42</sup>. Le 18 avril 1990, Houphouët-Boigny avait créé un Comité interministériel de coordination du programme de stabilisation et de relance économique, à la tête duquel il avait placé Alassane Ouattara, jusque-là gouverneur en titre de la BCEAO. Le 7 novembre 1990<sup>43</sup>, le Comité fut dissous et Alassane Ouattara fut nommé Premier ministre. Il engagea une série de réformes sociales et budgétaires<sup>44</sup>.

Avec l'appui des Institutions internationales, il lança une politique de redressement et d'assainissement des finances publiques qui passait par une stratégie de stabilisation macro-économique, des privatisations, une restructuration des systèmes financiers, une libéralisation graduelle du commerce extérieur et de l'agriculture et une amélioration partielle du cadre juridique et légal. Dans sa logique de mesures d'austérité, il décida de la baisse des salaires des travailleurs d'environ 10 à 40%. Le quart des emplois dans la Fonction publique fut supprimé et des milliers de personnes se retrouvèrent au chômage. Des sociétés d'État furent privatisées. Les enseignants, les magistrats et les militaires furent alignés à la grille de salaire de la Fonction publique, alors que depuis 1976 ils avaient un régime particulier et bénéficiaient donc de salaires confortables. Les privilèges, en termes de bourses consistantes et de logements, que les étudiants avaient jusque-là, furent réduits. Des revendications catégorielles, menées par les groupes impactés<sup>45</sup>, poussèrent donc le régime du PDCI à ouvrir le champ politique, surtout que les bailleurs de fonds y tenaient. La Côte d'Ivoire des années 1990 connut ainsi une multiplication des partis politiques qui

---

<sup>39</sup> C'est ainsi que le FPI (Front populaire ivoirien), fondé clandestinement par Laurent Gbagbo en 1982 et affilié à l'Internationale socialiste, fut reconnu et légalisé, le 16 septembre 1990.

<sup>40</sup> Il convient de remarquer qu'il existait une forme de démocratie, dans certaines communautés traditionnelles ivoiriennes. Dans les sociétés à classes d'âge du groupe des Akans lagunaires du Sud de la Côte d'Ivoire (Ébrié, Adjoukrou, Abouré, etc.), le pouvoir est exercé à tour de rôle par les différentes générations. Le chef est choisi parmi les membres de la génération qui accède au pouvoir. Il s'agit d'un système politique participatif où la réalité du pouvoir est détenue, temporairement, par la génération qui a la responsabilité de la gestion des affaires du village. Le cycle de rotation varie suivant les sociétés et les villages. En général, le temps d'exercice du pouvoir par la génération est de huit ans. À l'expiration de son mandat, une fête de génération est organisée pour transmettre le pouvoir à la génération suivante. Cette démocratie participative, empreinte de convivialité dans la transmission du pouvoir, intègre l'ensemble des membres de la communauté dans la gestion des affaires publiques.

<sup>41</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 128.

<sup>42</sup> *Ibidem*.

<sup>43</sup> La veille, le 6 novembre 1990, l'article 11 de la Constitution a été modifié pour faire du Président de l'Assemblée nationale le successeur désigné, en cas de vacance du pouvoir, jusqu'au terme du mandat en cours et non plus seulement jusqu'aux élections organisées dans les quarante-cinq à soixante jours, comme le prévoyait le texte précédent. Henri Konan Bédié, le président de l'Assemblée nationale, vit ainsi son poste de dauphin constitutionnel confirmé.

<sup>44</sup> BBC, « La Côte d'Ivoire en 1990 ; intervention de Boigny, Ouattara », *dailymotion.com*, 2010, [consulté le 29 novembre 2020], disponible sur : [<https://www.dailymotion.com/video/xfzlvsv>].

<sup>45</sup> Bruno Losch, « Libéralisation économique et crise politique en Côte d'Ivoire », *Critique internationale*, vol. 19, n° 2, 2003, pp. 48-60.

rendaient le gouvernement PDCI responsable de la mauvaise conjoncture socio-économique du pays. Christophe Roux relève aussi l'environnement économique et social de 2008 comme cause de certaines mobilisations sociales dans l'Europe du Sud qui ont abouti à l'émergence de partis politiques :

*« De façon plus ou moins implicite, la conjoncture de crise économique et ses répercussions sociales apparaissent alors comme un arrière-plan dans lequel les dégradations des conditions de vie pour un grand nombre de citoyens des classes populaires et moyennes s'accusent dans des contextes économiques déjà relativement fragilisés. Les mesures d'action publique adoptées dans ce contexte par les États, appréhendées au prisme unificateur de l'austérité, prétendent à un assainissement des comptes publics sous la tutelle plus ou moins formalisée d'organisations internationales. Cela s'est traduit, à des degrés divers, par une hausse de la pression fiscale, des coupes dans l'État-Providence, des réductions des services publics et des restrictions d'effectifs dans la fonction publique, accompagnées le cas échéant de baisses de salaire. Cumulées avec les effets sociaux d'une situation économique elle-même dégradée, ces politiques apparaissent comme un ensemble de choix néfastes imputables à des responsables élus. Ce travail d'imputabilité est précisément l'un des ressorts discursifs mobilisés par les partis émergents qui lancent un défi aux "partis de gouvernement" »<sup>46</sup>.*

En somme, nous avons tenté de montrer que le rétablissement du multipartisme en Côte d'Ivoire fut le fruit d'une mobilisation de différents groupes socioprofessionnels, comme dans plusieurs pays africains. La crise économique que connut le pays vers les années 1980 suscita des manifestations de presque tous les corps de métier et de toutes les couches sociales qui exigèrent le multipartisme. Le Président ivoirien tenta de trouver une solution en nommant un Premier ministre chargé du redressement économique du pays. Mais les mesures prises par celui-ci furent impopulaires, même si le pays bénéficia de liquidités et d'une croissance relative de l'IDH. Malgré les performances économiques notées à partir de 1990, le front social continua les mobilisations dans les rues ivoiriennes pour réclamer les avantages perdus avec les PAS mis en œuvre par Alassane Ouattara. Les jeunes jouèrent un rôle déterminant dans ce qui apparut comme une transition vers une nouvelle ère. Après le parcours de ces événements ayant abouti à l'ouverture du champ politique en Côte d'Ivoire, tentons une analyse de la première élection présidentielle qui opposa Houphouët-Boigny à un membre de l'opposition, Laurent Gbagbo. En effet, cette élection était vue comme l'acte consacrant réellement le retour au pluralisme politique.

### 3) L'élection présidentielle du 28 octobre 1990 : approche critique et prospective

Notre objectif est de faire une approche critique du scrutin présidentiel de 1990 en Côte d'Ivoire et de mettre en perspective la gestion de ses acquis démocratiques par les régimes qui ont succédé au premier Président ivoirien. Le 30 avril 1990, le multipartisme fut réinstauré dans le pays. Le Président Félix Houphouët-Boigny consentit pour la première fois, depuis l'indépendance

---

<sup>46</sup> Christophe Roux, « Partis émergents en Europe du Sud. Une introduction comparative », *Pôle Sud*, vol. 45, n° 2, 2016, pp. 5-19.

en 1960, à être confronté à un adversaire à l'élection présidentielle. Le 28 octobre 1990, à 85 ans, il remporta son septième mandat avec 81,68% des suffrages. Le candidat socialiste de l'opposition, Laurent Gbagbo, chef du FPI, récolta 18,32% des voix. Jean-Pierre Dozon estime qu'il fut loin de ne faire que de la figuration<sup>47</sup>. Le taux d'abstention s'éleva à 30,84%. Laurent Gbagbo taxa ces élections de truquées ; mais il fut heureux d'avoir affronté Houphouët-Boigny et d'avoir fait baisser les scores habituels que celui-ci remportait (plus de 90% des voix). Nous proposons deux axes principaux d'approche de ces élections. Le premier axe relève que cette élection du 28 octobre 1990 ne répondit pas aux attentes d'une démocratie telle que proposée par le politologue Robert Dahl. De fait, le scrutin ne fut que partiellement libre. Les élections étaient encore dominées par le PDCI. Le deuxième axe parle de la gestion de l'héritage de cette élection pluraliste par les successeurs d'Houphouët-Boigny qui semblent avoir plongé le pays dans une scission que prévenait le présidentielisme à parti unique du PDCI.

#### a) Un regard du scrutin d'octobre 1990 sous le prisme de Robert Dahl

Il s'agit ici de voir en quoi la polyarchie mobilisée par Robert Dahl éclaire notre regard sur l'élection du 28 octobre 1990. Le processus électoral ouvert à l'opposition devint un passage obligé en Côte d'Ivoire en 1990, même si, à l'image de certains régimes de la même période, ces élections étaient le plus souvent contrôlées et validaient régulièrement les élites au pouvoir. Robert Dahl a proposé le concept de polyarchie<sup>48</sup> pour offrir un modèle de gestion des pays. Pour lui, le droit de contestation et d'opposition publique est primordial. La polyarchie est, pour lui, le système de démocratisation par lequel certaines sociétés démocratiques pluralistes sont dirigées par des élites multiples et concurrentielles qui négocient entre elles, sous les yeux du peuple, lors du processus de prise de décision. Dans une polyarchie, le pouvoir n'est donc pas détenu par un seul groupe social homogène, mais par une multiplicité d'élites économiques, administratives ou culturelles qui sont contraintes de s'allier selon les circonstances et de former des compromis pour pouvoir diriger.

Selon Robert Dahl, la logique d'interactions entre « *les poids et contrepoids* » favorise une limitation du pouvoir où les citoyens ordinaires contrôlent leurs leaders immédiats et sont contrôlés par eux. Ces leaders contrôlent à leur tour d'autres leaders et sont aussi contrôlés par eux. On a, ainsi, une société avec un ensemble de relations réciproques permettant de contrôler la politique

---

<sup>47</sup> Jean-Pierre Dozon, « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire », in Bernard Contamin et Harris Memel-Foté (dir.), *Le Modèle ivoirien en question. Crises, ajustements et recompositions*, Paris, Karthala-Orstom, 1997, pp. 779-798.

<sup>48</sup> Robert Alan Dahl, *Polyarchie : participation et opposition*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, [1971], 2016, 266 p.

gouvernementale<sup>49</sup>. Dans le cadre des élections, le peuple a le pouvoir de choisir ses gouvernants pour une durée déterminée. Et ses préférences pèsent d'un poids égal sur l'action du gouvernement<sup>50</sup>. Dans la polyarchie, les citoyens ont un droit effectif à la liberté d'expression et ont accès à des sources d'information qui ne sont pas monopolisées par le gouvernement ou par tout autre groupe. Enfin, la plupart des adultes ont également le droit de présenter leur candidature aux fonctions officielles<sup>51</sup>. En somme, pour Robert Dahl, les polyarchies doivent être comprises comme un processus de démocratisation qui tend idéalement vers une plus grande ouverture à la contestation publique et jouissant d'une forte participation politique<sup>52</sup>.

Si la Côte d'Ivoire a rétabli le multipartisme, il reste que son application, à partir de 1990, demeura un véritable défi. Mis en rapport avec le modèle développé par Robert Dahl, il apparut que le pays n'avait pas encore mobilisé les ressorts d'une véritable démocratie. En effet, comme dans le cas du Kenya décrit par Marie-Emmanuelle Pommerolle et Chloé Josse-Durand, « *les pratiques des élites, prédatrices et recrutées dans des cercles restreints, changent peu, qu'il s'agisse d'accumulation de ressources publiques ou de mobilisation politico-ethniques* »<sup>53</sup>. De plus, les trois pouvoirs, le législatif, l'exécutif et le judiciaire, étaient concentrés entre les mains des membres du PDCI au pouvoir. Il importe de relever, en outre, que le PDCI tenait toujours la machine électorale pour conserver le pouvoir par tous les moyens. Laurent Gbagbo déclare à ce sujet :

*« L'opposition intérieure, incarnée en particulier par mon parti, le FPI, finit par obtenir l'organisation d'élections. Mais ces élections, le pouvoir tient à les contrôler. On me dit de me retirer. Tous les autres candidats le font, moi non. Je maintiens ma candidature. On me dit que l'élection sera pipée – et elle l'a été – mais je voulais marquer l'histoire. C'est mon péché originel, la raison pour laquelle je suis ici, à La Haye. En obtenant plus de 18% des voix contre Houphouët, je devenais incontournable, à la tête de l'opposition. Je dérangeais déjà les plans établis pour la continuité de la Françafrique »*<sup>54</sup>.

Bernard Houdin place l'analyse de cette élection de 1990 dans la même veine. Il allègue, en effet, que pour de nombreux responsables politiques ivoiriens de l'époque, il était inconcevable qu'Houphouët-Boigny fût confronté à un candidat aux élections présidentielles. Des élites politiques de premier rang se succédèrent alors auprès de Laurent Gbagbo pour le dissuader de commettre ce qu'ils considéraient comme un sacrilège. Ce fut en vain. Bernard Houdin affirme que même l'Élysée intervint :

*« Le candidat Laurent Gbagbo est en rendez-vous avec son avocat quand ils reçoivent un appel de l'Élysée. C'est Paulette Decraene, une fidèle collaboratrice du Président Mitterrand. Elle entame un dialogue avec l'avocat : “Monsieur Gbagbo maintient-il son intention d'être candidat ?”. L'avocat, instruit par Gbagbo, répond par un oui catégorique. Après un blanc dans la conversation, moment*

<sup>49</sup> Robert Alan Dahl, *Who governs. Democracy and power in an American City*, New Haven and London, Yale University press, [1961] 2005, 384 p.

<sup>50</sup> Robert Alan Dahl, *Op. cit.*, [1971], 2016, p. 16.

<sup>51</sup> *Ibidem*.

<sup>52</sup> *Idem*, p. 20.

<sup>53</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle et Chloé Josse-Durand, « Le roi est nu : crise électorale et anatomie du pouvoir au Kenya (2017) », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 169-181.

<sup>54</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 174.

*pendant lequel madame Decraene reçoit les dernières instructions du Président Mitterrand qui, aux dires de l'avocat, doit se trouver à ses côtés, elle conclut : "Dites à monsieur Gbagbo qu'il fera 18% et qu'il aura neuf députés" (aux législatives qui suivront la présidentielle – Nda). Le sort de l'élection est ainsi scellé car le "pronostic" se révéla exact. Pure leçon de "Françafrique" appliquée... »<sup>55</sup>.*

De plus, Laurent Gbagbo faillit ne pas participer à ces élections du 28 octobre 1990 car, quelques jours avant la fin du dépôt des candidatures, une loi exigeant une caution de 20 millions de FCFA (61 000 euros) à chaque candidat fut imposée. L'universitaire Laurent Gbagbo, qui rentra d'exil en France deux ans plus tôt, n'avait pas forcément les moyens de payer une telle somme. Il dût rassembler *in extremis* le montant exigé<sup>56</sup>. Plusieurs autres indices laissaient croire, en outre, que le multipartisme n'avait pas changé les tendances lourdes. Par exemple, l'accès de l'opposition aux médias publics était restreint. Le FPI dut créer un journal, *Notre voie*, pour répandre ses idées. Et, alors que l'opposant Laurent Gbagbo devait compter sur ses militants pour sa campagne électorale, le parti au pouvoir détenant les finances publiques n'avait pas de mal à les utiliser pour financer la sienne. Il faut dire que l'État et le PDCI était encore confondu. De plus, l'organe chargé de l'organisation des élections était le ministère de l'Intérieur, dirigé par Léon Konan Koffi, un important pilier du régime PDCI. C'est ainsi que ledit ministère annonça, au soir du 13 octobre 1990 : « *Le ministère de l'Intérieur a l'honneur de porter à la connaissance des électeurs que MM. Houphouët-Boigny, planteur à Yamoussoukro, et Laurent Gbagbo, professeur à Abidjan, ont été retenus comme candidats pour l'élection du Président de la République* »<sup>57</sup>.

Par ailleurs, les étrangers, qui avaient le droit de vote depuis l'indépendance<sup>58</sup>, furent aussi courtisés par le PDCI qui leur garantissait, depuis des décennies, travail et rémunération<sup>59</sup>. Jusqu'en 1990, les électeurs ivoiriens étaient sollicités non pas pour choisir leur Président ou leurs députés, comme le préconise Robert Dahl, mais plutôt pour confirmer des candidats qui avaient été préalablement désignés par Houphouët-Boigny. Ainsi, comme au Kenya en 2017, « *les tactiques du pouvoir pour parer aux coups de ses adversaires l'ont obligé à se mettre à nu : violences d'État, intimidations, utilisation des ressources publiques lors de la campagne électorale et finalement parodie de jeu démocratique avec le résultat ubuesque obtenu par le président réélu* »<sup>60</sup>. Notons, à la décharge des politiciens ivoiriens et Kenyans, que l'apprentissage difficile de la démocratie n'est pas l'apanage de l'Afrique<sup>61</sup>. La France sous la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup>

---

<sup>55</sup> Bernard Houdin, *Gbagbo. Un homme, un destin. Chronique d'une victoire annoncée. Côte d'Ivoire 1990-2018*, Clermont-Ferrand, Max Milo, 2019, p. 19.

<sup>56</sup> Abidjan correspondance, « Côte d'Ivoire : première élection présidentielle avec deux candidats. M. Houphouët-Boigny en quête d'un septième mandat », *Le Monde*, 27 octobre 1990.

<sup>57</sup> Valérie, « Première élection multipartite en Côte d'Ivoire », *Jeune Afrique*, 23 octobre 2005.

<sup>58</sup> En 1994, lors de l'adoption du nouveau Code électoral préparant l'élection présidentielle de 1995, le droit de vote fut retiré aux résidents non ivoiriens. Cf. *Le Démocrate*, n° 176, 2 novembre 1994, p. 5.

<sup>59</sup> Valérie, *Op. cit.*, 2005.

<sup>60</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle et Chloé Josse-Durand, *Op. cit.*, 2017, pp. 169-181.

<sup>61</sup> En 2000, il y a eu un recomptage des voix, lors du scrutin qui opposa Georges W. Bush et Al Gore, aux États-Unis. Plus récemment, fin 2020, dans le même pays, Donald Trump refusa de reconnaître l'élection de Joe Biden au poste de Président des États-Unis, car il soupçonnait des fraudes. La première puissance économique du monde connut donc des moments d'incertitudes dans le jeu démocratique. En août 2009, l'élection d'Hamid Karzai, en Afghanistan, fut l'objet d'accusation de fraudes massives.



République<sup>62</sup>, par exemple, a connu son temps de bégaiement<sup>63</sup> sur ce chemin de l'initiation au jeu électoral<sup>64</sup>. En effet, le patronage, la manipulation, la fraude à l'aide de la fortune ou des noms des candidats<sup>65</sup>, les bourrages d'urnes, les votes collectifs et la coercition étaient largement répandus.

En définitive, le processus démocratique déclenché vers 1990 intervint dans « *un contexte où le geste de déposer un bulletin dans une urne n'avait pas tout à fait le sens escompté* »<sup>66</sup>, pense Christian Bouquet. Pour lui, en effet, sous le couvert de la démocratie, le régime du PDCI s'était adossé au suffrage universel pour introduire des mesures qui allaient plonger le pays dans des turbulences politiques dont l'autocratie de Félix Houphouët-Boigny l'avait protégé jusque-là. Comme le relevait Michel Dobry<sup>67</sup>, on ne peut que difficilement prévoir les résultats des périodes de transitions ou de conjonctures politiques fluides. La gestion du multipartisme après le premier Président ivoirien tend à confirmer cette lecture.

#### b) La gestion du multipartisme après Houphouët-Boigny

Cette matière tente de décrire les limites et les difficultés parfois rencontrées dans les acclimations de la procédure électorale en Côte d'Ivoire, après Houphouët-Boigny. Ainsi, on verra que, si plusieurs évolutions positives furent notées, la Côte d'Ivoire n'a pas échappé à la scission sociale<sup>68</sup> que craignait Houphouët-Boigny. Les dérives de la presse et l'ostracisme contre certains candidats sont deux exemples que nous mobilisons ici. D'abord, concernant les dérives de la presse, si la liberté de la presse fût désormais actée, ce pays en transition vers la liberté de l'information ne disposait pas encore de véritables mécanismes institutionnels opérationnels garants de la démocratie. On nota, en effet, des incitations à la haine de l'autre ethnie dans la

---

En Haïti, en 2010, la pression populaire imposa un recomptage des voix de l'élection présidentielle, face aux soupçons d'irrégularités dans les résultats proclamés : en définitive, Michel Martelly, candidat déclaré troisième au premier tour et donc éliminé, remporta les élections présidentielles avec 68% des voix.

<sup>62</sup> Vincent Darracq et Victor Magnani, « Les élections en Afrique : un mirage démocratique ? », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2011, p. 848.

<sup>63</sup> Alain Garrigou, « La civilité électorale : vote et forclusion de la violence en France », in Philippe Braud (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, pp. 75-98.

<sup>64</sup> Récemment encore, des cas ont été relevés dans ce pays. Avec un brin d'humour, Laurent Gbagbo parle à ce propos d'une élection locale où le choix de Madame Chirac fut invalidé parce qu'il y avait eu plus de votants que d'électeurs. Cf. Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 9. Fin 2011, l'UMP de Nicolas Sarkozy fut également confronté à deux candidats qui se déclaraient vainqueurs des élections à la présidence du parti : Jean-François Copé et François Fillon. Des accusations de fraudes et de bourrage d'urnes furent notées. Une commission de recomptage des voix fut mise sur pied.

<sup>65</sup> À la même époque, dans l'Espagne de la monarchie constitutionnelle (1876-1923), le vote de villages entiers aurait été aussi souvent acheté. Lors des premières élections au suffrage universel dans ce pays, en 1890, le tarif aurait été de 5 pesetas par voix. Yves Billard révèle des pratiques voisines aux États-Unis, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, où, pour 1000 dollars par représentant, les députés de la législature du New Jersey auraient voté tout ce que la Standard Oil ou la compagnie Edison leur demandait. Cf. Yves Billard, « Élections, nominations et promotions », in Yves Billard, *Le métier de la politique sous la III<sup>e</sup> République*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2003, pp. 117-145.

<sup>66</sup> Christian Bouquet, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique*, vol. 3, n° 3, 2007.

<sup>67</sup> Michel Dobry, *Op. cit.*, 2000, pp. 585-614.

<sup>68</sup> Le coup d'État de 1999 et la rébellion armée de 2002 font partie de ces scissions que craignait Houphouët-Boigny.

presse, en raison d'une très forte politisation des médias<sup>69</sup>. Pour Guillaume Soro, les quotidiens *Le National*, *Notre Voie*, *L'Œil du peuple* et la télévision nationale RTI, étaient « *des médias purement xénophobes* »<sup>70</sup> qui attisaient quotidiennement la haine. Le 6 octobre 2002, alors que Laurent Gbagbo était au pouvoir<sup>71</sup>, la RTI appela ainsi « *à chasser les Burkinabès de Côte d'Ivoire, au moins 500 000 Burkinabès, pour commencer à être tranquille* »<sup>72</sup>. Et l'Observatoire de la liberté de la presse, de l'éthique et de la déontologie (OLPED), créé en 1995, avait du mal à canaliser les passions des journalistes. Christian Bouquet croit que la crise économique et la faiblesse de leurs revenus favorisa ces dérives, convaincu que « *beaucoup vendirent leur plume aux plus offrants et finirent par croire qu'il s'agissait là du fonctionnement normal d'une presse démocratique* »<sup>73</sup>. La presse internationale était aussi régulièrement censurée.

Ensuite, pour ce qui est de l'ostracisme contre des candidats aux élections, l'article 49 du Code électoral de 1995, sous le régime d'Henri Konan Bédié, stipulait que, pour être éligible à la Présidence de la République, il fallait être né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance. L'article 77 élargissait cette disposition à l'éligibilité des députés. Ainsi, Alassane Ouattara, leader du RDR<sup>74</sup>, fut recalé aux élections législatives de 1995. « *Le nouveau Code électoral ne me permet pas d'être candidat. Et comme je suis attaché à la légalité, il ne m'est pas possible de faire acte de candidature. Je ne veux pas violer la loi* »<sup>75</sup>, dit-il. Ces dispositions excluaient environ 25% de la population considérée comme étrangère. Les germes des conflits identitaires qui devaient troubler le pays les années suivantes étaient ainsi développés. On pourrait se demander si la libéralisation des candidatures avait contribué à une consolidation de la démocratie ou si celle-ci n'avait été au contraire qu'une façade, un mirage, permettant le maintien d'élites dont les discours changeaient mais non les pratiques, voire un vecteur d'instabilité dans des contextes historiques et culturels éloignés de ceux de l'Occident<sup>76</sup>.

En somme, nous avons tenté une relecture du rétablissement du multipartisme en Côte d'Ivoire. Le cadre des études sur les transitions démocratiques a servi de support théorique pour analyser cette nouvelle période que le pays a connu à partir de 1990. La matière mobilisée a mis en exergue les crises multisectorielles qui ont ouvert la marche vers la démocratie. Le premier Président ivoirien a dû, ainsi, se résoudre à affronter l'opposition politique, au cours de l'élection présidentielle du 28 octobre 1990. Si cette élection marqua un tournant décisif dans l'histoire du

---

<sup>69</sup> Philippe Hugon, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, p. 120.

<sup>70</sup> Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 14.

<sup>71</sup> Après qu'il eut combattu, pendant trente ans, la caporalisation des médias d'État par les précédents régimes.

<sup>72</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2007.

<sup>73</sup> *Ibidem*.

<sup>74</sup> Rassemblement des républicains, parti d'opposition issu d'une scission d'avec le PDCI. Le RDR fut créé le 27 septembre 1994 par Djéni Kobina. Le premier Congrès du RDR se tint les 1<sup>er</sup> et 2 juillet 1995, sous la présidence de Mamadou Ben Soumahoro.

<sup>75</sup> *Jeune Afrique*, 28 septembre-4 octobre 1995.

<sup>76</sup> Vincent Darracq et Victor Magnani, *Op. cit.*, 2011, p. 840.

pays, les tendances lourdes de la monopolisation du pouvoir par le PDCI ont ralenti ce changement. De fait, cette démocratisation, avec le maintien et même le renforcement des formes antérieures de répression, s'est transformée en lutte politique de plus en plus ouverte et violente entre des factions qui se sont radicalisées<sup>77</sup>. Après la mort du premier Président ivoirien, le PDCI resta au pouvoir, avec Henri Konan Bédié, jusqu'au coup d'État du 24 décembre 1999. Ce coup de force, qui fut le premier du pays, est l'aboutissement d'un ensemble d'enjeux identitaires mobilisés par des acteurs et des groupes de pouvoir.

## II LES GROUPES DE POUVOIR APRÈS HOUPHOUËT-BOIGNY : ENTRE CONFLITS FACTIONNELS ET ENJEUX IDENTITAIRES

Cette étude propose de voir comment des factions politiques et ethniques se sont construites autour des successeurs du premier Président ivoirien. Houphouët-Boigny mourut officiellement le 7 décembre 1993. Alassane Ouattara tenta de se positionner pour achever le mandat présidentiel. Il rencontra l'opposition farouche du dauphin constitutionnel, Henri Konan Bédié. Le bourdonnement nationaliste que retenait le présidentielisme à parti unique<sup>78</sup> d'Houphouët-Boigny<sup>79</sup> explosa. Henri Konan Bédié remporta le bras de fer, succéda à l'ex-Président, et ouvrit, par le fait même, une période de turbulence politique qui le suivit jusqu'à sa chute le 24 décembre 1999 par un coup d'État. Il fait sens de mieux comprendre les logiques à l'œuvre dans ces disputes présentées comme identitaires. Cette matière est organisée autour de deux orientations. La première parlera de la production de la politique autour des quatre principaux acteurs politiques qui ont succédé à Houphouët-Boigny. Il sera question d'analyser le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Et la deuxième orientation mettra en évidence la construction d'identités autour de ces quatre acteurs politiques principaux.

- 1) Une production de la politique autour des quatre principaux acteurs politiques : le factionnalisme comme mode d'ancrage social

L'intérêt de cette présentation se trouve dans la mise en exergue du clivage à base ethnique et religieuse qui se forma autour des successeurs d'Houphouët-Boigny. Pour comprendre ce fait, nous avons convoqué le factionnalisme. Depuis décembre 1993, le jeu politique ivoirien tourne

---

<sup>77</sup> Laurent Bazin et Monique Sélim, « Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire (entretien avec M. Selim) », *Chimères. Revue des schizoanalyses*, n° 56, 2005, pp. 15-34.

<sup>78</sup> Ousmane Zina, « Le caillou a-t-il été retiré du soulier de la République ? ». Réconciliation nationale et réformes constitutionnelles en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, p. 29.

<sup>79</sup> Jean-Pierre Dozon pense qu'Houphouët-Boigny a mal préparé sa succession ou du moins a laissé s'affronter exprès Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara de sorte qu'aucun d'eux ne puisse être à sa hauteur. Voir Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 36.

autour d'Henri Konan Bédié, Robert Guéï, Laurent Gbagbo et Alassane Dramane Ouattara qui ont construit des factions autour d'eux. L'objectif principal de ces factions est invariablement la prise de pouvoir. Cette ambition enferma les principaux partis politiques et, surtout, la population ivoirienne dans des régionalismes ou des ethno-nationalismes.

Le factionnalisme est un phénomène de division au sein d'un groupe social. Ce processus met en scène un sous-groupe, appelé faction, qui entre ouvertement en conflit avec le reste du groupe. Plusieurs groupes se trouvent alors « *consciemment engagés dans une agression physique ou verbale les uns envers les autres [...] Le conflit factionnel [...] a tendance à s'intensifier et à interférer à un degré de plus en plus important lorsque le groupe a la possibilité d'atteindre ses objectifs* »<sup>80</sup>. Daniel Gross défend que, le plus souvent, les factions sont au nombre de deux. Lorsqu'elles sont plus de deux, elles ont « *tendance à se réduire à deux par le moyen d'alliances formées à travers le mariage, le compérage, le partenariat ou l'amitié entre les membres de haut rang* »<sup>81</sup>. Notre étude situe justement la ligne de conflit qui nous mobilise entre deux factions : les gens dits du Nord et ceux dits du Sud. Tous les autres sous-groupes étaient assimilés à l'un ou à l'autre bord. Au plan religieux également, la distinction offrirait un tableau où on trouverait d'un côté un Nord majoritairement musulman et, de l'autre côté, un Sud essentiellement non-musulman.

Certaines approches opérationnelles définiraient la faction comme « *un groupe d'individus, sous la direction d'un chef, servant de réseaux de soutien et d'avancement pour les membres et le chef* »<sup>82</sup>. Le factionnalisme comme mode d'ancrage social permet de mettre en lumière les rapports que les partis politiques entretiennent avec les intérêts collectifs. Dès lors, on peut présenter le factionnalisme comme une forme spécifique de représentation, d'agrégation, de régulation, voire de renforcement dans le parti d'intérêts sociaux organisés, au moins de manière informelle<sup>83</sup>. Ce concept ainsi défini donne à voir les enjeux ethno-régionalistes que les quatre principaux acteurs politiques ivoiriens, qui ont succédé à Houphouët-Boigny, ont été amenés à mobiliser. Nous entendrons, dans cette réflexion, la faction comme le groupe ethnique ou religieux rassemblé autour d'un leader politique et adhérent à son idéologie. Pour Laurent Gbagbo, « *tout ce qui s'est passé depuis la mort d'Houphouët n'est que le résultat d'une guerre entre ses héritiers* »<sup>84</sup>. En faisant dialoguer les rapports de pouvoir et la construction des identités autour d'intérêts sociaux et religieux dans une fabrique de l'altérité, nous verrons si cette assertion de Laurent Gbagbo se

---

<sup>80</sup> Bernard Siegel et Alan Beals, « Conflict and factionalism dispute », *The journal of the Royal anthropological institute of Great Britain and Ireland*, vol. 90, n° 1, 1960, pp. 107-117.

<sup>81</sup> Daniel Gross, « Factionalism and local level politics in rural Brazil », *Journal of anthropological research*, vol. 29, n° 2, 1973, pp. 138-139.

<sup>82</sup> Alex Payette et Lin Ting-Sheng, « Le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois : entre factionnalisme, règles et procédures », *Monde chinois*, vol. 32, n° 4, 2012, pp. 16-25.

<sup>83</sup> Élise Massicard, « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, vol. 92, n° 4, 2010, pp. 53-75.

<sup>84</sup> Marwane Ben Yahmed, « Les vérités de Gbagbo », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2007.

vérifie. C'est pourquoi il semble pertinent d'analyser la construction d'identités autour de ces quatre acteurs principaux de la politique ivoirienne.

## 2) La construction d'identités autour des quatre acteurs politiques principaux

Nous tenterons de présenter ici chacun des quatre principaux héritiers d'Houphouët-Boigny. Notre objectif est de montrer comment ils ont construit autour d'eux des pôles d'influence pour accroître leur électorat. Le premier acteur est Henri Konan Bédié, Baoulé du groupe Akan, comme Houphouët-Boigny à qui il succéda à partir du 7 décembre 1993. Originaire de Daoukro, au Centre-Est de la Côte d'Ivoire, il est né le 5 mai 1934 et est de la religion catholique, comme son prédécesseur. Après des études en France, à l'Université de Poitiers, il devint le premier ambassadeur ivoirien aux États-Unis et à l'ONU de 1961 à 1966. Il fut ensuite chargé du ministère de l'Économie et des finances pendant onze ans, du 21 janvier 1966 au 27 juillet 1977. C'était l'époque du miracle ivoirien où l'argent du cacao coulait à flots et le ministre fut accusé de détournements. « *Lorsque le scandale éclate, Houphouët-Boigny le limoge et finit par le parachuter, trois ans plus tard, Président de l'Assemblée nationale* »<sup>85</sup>. Il y resta du 22 décembre 1980 au 7 décembre 1993. Depuis le 30 avril 1994, il est le président du PDCI. Il fut Président de la République du 7 décembre 1993 au 24 décembre 1999 où il fut renversé par un coup d'État. Au décès d'Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, dauphin constitutionnel, rassembla autour de lui les caciques du PDCI-RDA.

Pour Jean-Pierre Dozon, la politique ethno-régionaliste d'Henri Konan Bédié ne fut, en fait, qu'un instrument pour conserver le pouvoir entre les mains des Akans. Partant du modèle de développement des « Dragons d'Asie » culturellement enracinés, Henri Konan Bédié postula que les traditions et les systèmes de pensée du monde Akan pouvaient servir de dynamique à un redémarrage de la modernisation de la Côte d'Ivoire. Dans sa logique, les Baoulés auraient été façonnés par un sens aigu de l'État<sup>86</sup> où se côtoient harmonieusement « gens du pouvoir » ou l'aristocratie, prédisposée au commandement, et « gens de la terre » ou la plèbe qui obéit<sup>87</sup>. Dans les pays industriels, il est assez rare que des partis politiques se maintiennent très longtemps au pouvoir. Une littérature de science politique qualifie même ces partis d'anomalies démocratiques<sup>88</sup>. Par contre, de nombreux régimes politiques africains se caractérisent par leur grand nombre de mandats présidentiels successifs. Ainsi, une bonne partie des Akans, qui étaient heureux de

---

<sup>85</sup> Vladimir Cagnolari, *Op. cit.*, 2011, pp. 14-15.

<sup>86</sup> Cf. Harris Memel Foté, « Un mythe politique des Akans : le sens de l'État », in Pierluigi Valsecchi et Fabio Viti (dir.), *Mondes akans. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 21-42.

<sup>87</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 18.

<sup>88</sup> T. J. Pempel, *Uncommon democracies. The one-party dominant regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, 384 p.

monopoliser le pouvoir ivoirien depuis 1960 ne pardonnèrent pas à Henri Konan Bédié d'avoir laissé le fauteuil présidentiel leur échapper. Certains estimaient « *qu'il ne fut pas un bon Président - tant au plan de ses relations, bien peu interactives, avec le peuple ivoirien qu'à celui de sa gestion des affaires de l'État qui, en période de difficultés économiques et de Programmes d'ajustement structurel, n'avait laissé de faire apparaître gabegies, détournements et corruption* »<sup>89</sup>.

Le deuxième protagoniste principal est le général Robert Guéï. Il est né le 16 mars 1941 à Kabakouma, dans l'extrême-Ouest ivoirien. Il est de l'ethnie Yacouba, du groupe Krou, et catholique. Enfant de troupe à l'âge de douze ans, il suivit une formation militaire à Ouagadougou, puis à l'École militaire de Saint-Cyr Coëtquidan, en France. Promu sous-lieutenant, puis lieutenant en 1967, capitaine en 1971, commandant en 1975, il fut lieutenant-colonel en 1978. Chef d'État-major des FANCI, en 1990, sous Houphouët-Boigny, il devint général de brigade en 1991. Soupçonné de fomenter un coup d'État en 1995 pour renverser Henri Konan-Bédié, il fut mis en retraite anticipée en 1996 et se retira dans son village natal. Le 24 décembre 1999, un putsch militaire le porta à la tête de l'État, en tant que président du Comité national de salut public (CNSP).

« *Maintenant, nous avons aussi un Président* »<sup>90</sup>, se félicita Sénin Yan, le chef du village de Kabakouma, où naquit Robert Guéï. Pour la première fois dans l'histoire ivoirienne un non-originaire du monde Baoulé s'installait à la tête de l'État ivoirien. Cette préoccupation de Sénin Yan était la même pour de nombreux ressortissants d'autres régions du pays. Le désir d'avoir un fils de leur région comme Président contribua à renforcer les clivages. Et beaucoup d'hommes politiques utilisèrent cette attente pour récolter des voix auprès de leurs populations respectives. Les projets et les programmes de sociétés paraissaient subsidiaires. Le général Robert Guéï demeura Chef de l'État jusqu'à l'élection présidentielle d'octobre 2000 remportée par Laurent Gbagbo. Il fonda le parti politique dénommé Union pour la démocratie et la paix en Côte d'Ivoire (UDPCI), un parti essentiellement régionaliste. Il fut tué aux premières heures de l'attaque armée du 19 septembre 2002. Sous le prétexte de venger sa mort, un mouvement rebelle surgit dans sa région, le 28 novembre 2002 : le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest (MPIGO).

Le troisième leader politique est Laurent Gbagbo. Il est né le 31 mai 1945 à Gagnoa, dans le Sud-Ouest de la Côte d'Ivoire. Il est du groupe Krou, de l'ethnie Bété, principale langue du Sud-Ouest ivoirien. Diplômé de l'Université d'Abidjan en 1969, il fit une maîtrise en 1970 à la Sorbonne, en France, et revint en Côte d'Ivoire pour enseigner l'histoire. Il fut emprisonné de mars 1971 à janvier 1973, pour ses déclarations politiques. Après sa libération, il devint chercheur à

---

<sup>89</sup> Jean-Pierre Dozon, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethno-nationalisme », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 45-62.

<sup>90</sup> Stephen Smith, « En Côte-d'Ivoire, dans le fief du nouveau "général-Président". "Guéï, quoi qu'il fasse, on le suivra" », *Libération*, 12 février 2000.

l'Institut d'Histoire, d'art et d'archéologie africaine de l'Université d'Abidjan, tout en soutenant son Doctorat à la Sorbonne. Sa témérité et ses activités politiques suscitèrent la colère d'Houphouët-Boigny et lui valurent des séjours en prison, lui, sa femme, son enfant et ses proches<sup>91</sup>. Laurent Gbagbo créa le FPI dans la clandestinité et s'exila en France pour six ans. À son retour en Côte d'Ivoire le 13 septembre 1988, il prit la tête du Front populaire ivoirien et devint le leader de l'opposition politique. Son accession au pouvoir, en octobre 2000, fut considérée comme l'exaucement d'une attente des Bétés qui rêvait depuis longtemps de prendre le pouvoir aux Baoulés qui ont dirigé le pays de 1960 à 1999, soit pendant près de 40 ans. La rébellion des Guébiés, conduite par Kragbé Gnagbé, dans les années 1970, pourrait être vue comme une manifestation de cette attente. Au niveau religieux, Laurent Gbagbo est issu d'une famille catholique. Il s'est converti au pentecôtisme avant de revenir au catholicisme<sup>92</sup>.

Le quatrième acteur politique mis en exergue est Alassane Dramane Ouattara. Il est né à Dimbokro, dans le Centre-Est ivoirien, le 1<sup>er</sup> janvier 1941. En août 1999, il fit un récit de ses origines ivoiriennes devant le Congrès de son parti, le RDR, où il se déclarait candidat à l'élection présidentielle de 2000 :

*« Ma mère Hadja Nabintou Cissé, originaire de Gbéléban au Nord-Ouest de la Côte d'Ivoire, vit à Cocody, et tout le monde la connaît. Mon père, El Hadj Dramane Ouattara, originaire de Kong au Nord-Est de la Côte d'Ivoire, installé naguère à Dimbokro, y était bien connu, notamment par le Président Félix Houphouët-Boigny, et notre cour familiale est toujours là, habitée par mon frère Sinaly Ouattara. Je suis né à Dimbokro et tout le monde le sait »<sup>93</sup>.*

Il est musulman et originaire de Kong, dans le Nord ivoirien. Bachelier en Haute-Volta (actuel Burkina-Faso), il effectua des études d'économie, à l'Université de Pennsylvanie à Philadelphie, aux États-Unis<sup>94</sup>. Ancien gouverneur de la BCEAO, Alassane Ouattara fut Premier ministre en Côte d'Ivoire, de 1990 à 1993, puis vice-président du FMI avant de revenir assumer, en 1995, la direction du RDR, un parti issu d'une scission au sein du PDCI. La candidature d'Alassane Ouattara aux élections présidentielles et législatives « *semble à elle seule partager profondément l'opinion publique ivoirienne, remobiliser de fortes revendications d'ivoirité et recomposer les alliances entre partis politiques* »<sup>95</sup>. Le RDR est bien davantage assimilé aux gens originaires du Nord ou essentiellement musulmans. Ce parti est aussi taxé de réunir des étrangers qui chercheraient à avoir leur citoyenneté ivoirienne, en faisant élire Alassane Ouattara, lui-même considéré comme étranger, notamment par le PDCI d'Henri Konan Bédié.

---

<sup>91</sup> Calixte Baniafouna, *Ce que France veut Afrique veut : le cas de la Côte d'Ivoire. Mais... qui a dit que l'Afrique a besoin des libertés fondamentales ?* Paris, L'Harmattan, 2011, p. 7.

<sup>92</sup> Pierre Pinto, « Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo demande le divorce avec Simone Éhivet Gbagbo », *Rfi*, 21 juin 2021.

<sup>93</sup> Marc Le Pape, « Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 29-39.

<sup>94</sup> Alassane Ouattara affirme être entré aux États-Unis muni d'un passeport voltaïque. Cf. *Jeune Afrique*, n° 1812, 28 septembre-4 octobre 1995, p. 67.

<sup>95</sup> Jean-Pierre Dozon, *Op. cit.*, 2000, pp. 45-62.

Pour Human Rights Watch, les Dioulas, les musulmans et les étrangers ont été persécutés parce qu'ils étaient considérés comme partisans du RDR<sup>96</sup>. Ceux qui soutenaient Alassane Ouattara étaient convaincus qu'on ne voulait pas de lui comme Président parce qu'il est musulman et originaire du Nord du pays. Cette conviction braqua une large frange de la population nordiste. Ce sentiment d'exclusion grandit jusqu'à la rébellion armée de septembre 2002. Pour des pro-Ouattara, Alassane Ouattara a été la victime des clivages ivoiriens, entre Nord et Sud, islam et christianisme, étrangers et autochtones<sup>97</sup>. Il devint alors le visage de ceux qui se sentaient exclus par le système politique. Il fut plus que jamais le symbole de la fracture identitaire de ce pays de forte et ancienne immigration. En 1999, il aurait déclaré, lors d'une conférence à Paris<sup>98</sup>, alors que le régime d'Henri Konan Bédié le poursuivait en justice : « *On ne veut pas que je sois candidat, parce que je suis musulman et du Nord* »<sup>99</sup>. Par cette phrase, reprise par la presse<sup>100</sup>, il se ralliait deux groupes démographiques importants : les populations musulmanes d'où qu'elles viennent<sup>101</sup>, et les populations du Nord ivoirien. Il fixa ainsi les enjeux géopolitiques du moment sur le terrain religieux et ethnique<sup>102</sup>. Et pourtant Laurent Gbagbo affirme qu'il n'y a pas de problème musulman en Côte d'Ivoire, selon l'article de presse qui suit. Pour tenter de mettre fin au doute sur sa nationalité ivoirienne, Alassane Ouattara affirmait, chaque fois qu'il en avait l'occasion, qu'il est Ivoirien et présentait, comme lors du Forum pour la réconciliation nationale de 2001, les documents de ses parents (photo 3).

<sup>96</sup> Human Rights Watch, « Le nouveau racisme. La manipulation politique de l'ethnicité en Côte d'Ivoire, vol. 13, n° 6(A), Côte d'Ivoire », *hrw.org*, 28 août 2001, [consulté le 11 décembre 2020], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2001/08/28/le-nouveau-racisme/la-manipulation-politique-de-lethnicite-en-cote-divoire].

<sup>97</sup> Le Point Afrique, « Alassane Ouattara, le sacrifice de trop ? », *Le Point*, 29 octobre 2020.

<sup>98</sup> Fanny Pigeaud, *France Côte d'Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roque d'Anthéron, Vents d'ailleurs, 2015, p. 20.

<sup>99</sup> Martial Frindéthié, « "On ne veut pas que je sois Président, parce que je suis musulman et du nord". Par cette posture calculée, Ouattara s'attirait l'empathie de tout musulman se sentant victime d'ostracisme religieux », *lecribidjan.net*, 2020, [consulté le 11 décembre 2020], disponible sur : [https://www.lecribidjan.net/\_on-ne-veut-pas-que-je-sois-president\_-parce-que-je-suis.html].

<sup>100</sup> Brence Guéhi, « Ouattara détruit ce qu'il n'a pas construit », *Le Temps*, 11 janvier 2011.

<sup>101</sup> Ceci n'est pas une spécificité ivoirienne. Au Nigéria par exemple, *All Nigerian people's party* (ANPP) est beaucoup soutenu par la communauté musulmane, même si la base du parti n'est pas confinée uniquement au Nord musulman. En 2003, le candidat de l'ANPP à l'élection présidentielle a, semble-t-il, explicitement appelé au « vote musulman » et s'est prononcé en faveur d'une extension de la *charia*. Cf. Ebenezer Obadare, « In search of a public sphere : the fundamentalist challenge to civil society in Nigeria », *Patterns of prejudice*, vol. 38, n° 2, 2004, pp. 181-182 ; Peter Lewis, « Nigeria : elections in a fragile regime », *Journal of democracy*, vol. 14, n° 3, 2003, p. 141.

<sup>102</sup> Dans la même période, il fit une demande pour avoir son certificat de nationalité. Le 28 juin 2002, un tribunal lui donna le document après plusieurs démarches, dans la ligne du Forum pour la réconciliation nationale de 2001. Ce forum fut convoqué par Laurent Gbagbo, à l'issue des conflits qui ont accompagné son élection à la Présidence en 2000.



## Image 6: La posture de Laurent Gbagbo sur le conflit religieux en Côte d'Ivoire.

**Attaques terroristes contre la Côte d'Ivoire**  
**GBAGBO SE CONFIAIT À JEUNE AFRIQUE L'INTELLIGENT :**  
**"Il n'y a pas de problème musulman en Côte d'Ivoire"**

Dans sa dernière édition, l'hebdomadaire pan-africain "Jeune Afrique l'intelligent" a publié des extraits de deux interviews que lui a accordées le président Laurent Gbagbo du temps où il était dans l'opposition. La première, en octobre 1994 et la seconde en février 2000 pendant la transition militaire. Sur les principaux problèmes, notamment la situation de la religion musulmane, toutes les décisions prises par le chef de l'État depuis son élection tendent à corriger tout ce qu'il dénonçait dans l'opposition. Par exemple, un ambassadeur d'Arabie saoudite a été nommé récemment en Côte d'Ivoire et la décision a été prise d'enseigner l'arabe à l'université... Qui dit mieux ?

**Jeune Afrique : Un journal, proche du PDCI, émettait récemment un doute sur la nationalité de l'ancien Premier ministre Ouattara...**  
**Laurent Gbagbo :** On mélange tout, droit national, xénophobie... Je n'ai pas besoin de vérifier l'authenticité de l'acte d'état civil d'Alassane Ouattara pour penser qu'il est ivoirien. Pour la simple raison que l'on ne peut nommer un non ivoirien au poste de Premier ministre. Ouattara a été fait Premier ministre

**Je n'ai pas besoin de vérifier l'authenticité de l'acte d'état civil de Ouattara pour penser qu'il est ivoirien. Parce qu'on ne peut pas nommer un non-ivoirien Premier ministre.**

pas de la politique selon les humeurs de mon voisin de palais et j'ai pris l'habitude de dire ce que je pense.

**J.A. : La communauté musulmane est en effervescence depuis quelques mois...**  
**L.G. :** Il n'y a pas de problème musulman en Côte d'Ivoire, mais une accumulation d'erreurs et de

**L.G. :** Je suis pour l'intégration africaine, mais, en attendant, je demande qu'on respecte la Constitution. Par ailleurs, je ne connais pas un seul pays au monde où des étrangers votent, surtout pour être le président de la République et les députés.

**J.A. : Ne craignez-vous pas de passer pour xénophobe ?**  
**L.G. :** Je me moque de ce que l'on peut penser de moi à ce sujet. Je ne fais

**J.A. : Quel type de difficultés rencontrent les musulmans ?**  
**L.G. :** La Côte d'Ivoire compte 40 % de musulmans et 14 % de chrétiens. Pourtant, les musulmans ont toutes les difficultés du monde pour se rendre à La Mecque ! Il n'y a ni ambassade ni consulat d'Arabie saoudite à Abidjan. L'ambassadeur de ce pays en Côte d'Ivoire se trouve à Dakar. Pas de problème, en revanche, pour ceux qui désirent se rendre au Vatican : le Saint-Siège et la

**Je suis pour l'intégration africaine, mais, en attendant, je demande qu'on respecte la Constitution.**

coloniaux ont perpétué cette hiérarchie.

République italienne ont, lui et l'autre, une représentation chez nous. De

**J.A. : Comment éviter ces tracasseries ?**  
**L.G. :** Il suffit d'être juste avec tout le monde et la guerre des religions n'aura pas lieu. Il faut proclamer la neutralité et la laïcité de l'État, qui doit traiter toutes les religions sur un pied d'égalité. Il faut expliquer aux forces de l'ordre qu'il n'y a pas de lieux sacrés mineurs ni de lieux sacrés majeurs.

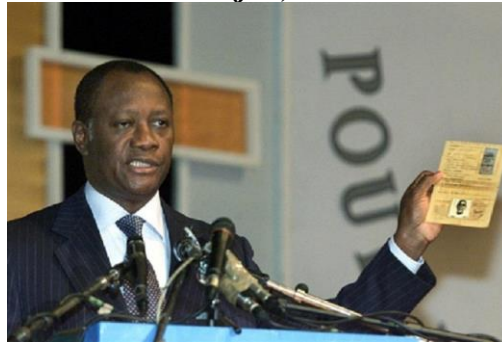
**Interview réalisée par Francis Kpatindor**

**"Un débat de pouibelle"**  
**Et en février 2000, ce qu'il disait de l'Ivoirité.**  
**Nous avons jugé utile de reproduire aujourd'hui ses déclarations.**

**Ivoirité :** Écoutez, le fait que Momo Ouattara soit de nationalité française, je vous le dis comme je le pense, je m'en fous. J'ai moi-même été marié, en premières nocces, à une Française, et le problème n'est pas là. Selon moi, Ouattara est ivoirien au regard de notre code de la nationalité. Qui s'est présenté donc à l'élection se qualifie et s'est fait reconnaître avant de venir dire à la télévision qu'on n'avait vu casser ! Je n'ai pas oublié. Par la suite, Alassane et Bédié se sont affrontés. J'ai observé, non sans un certain amusement, ces deux fils d'Houphouët qui, hier, ne traquaient de conserve, régler leurs comptes. Je n'ai rien dit, j'aurais peut-être poliment cet épisode cocasse vu beaucoup rapporté. Mais, quand les attentats aux libériens ont été commises à l'encontre des maritimes de Ouattara

Source : *Notre Voie*, n° 1334, 7 novembre 2002, p. 9.

## Photo 3 : Alassane Ouattara montre une carte nationale d'identité, lors du Forum pour la réconciliation à Abidjan, le 1<sup>er</sup> décembre 2001.



Source : Christophe Champin, *Op. cit.*, 2020.

Pendant une interview sur RFI, Alassane Ouattara mit en avant les charges au plus niveau de l'État ivoirien qu'il occupa et qui étaient censées prouvées sa nationalité ivoirienne : « *Moi, qui ai été Premier ministre, il y a à peine deux ans en Côte d'Ivoire ; qui ai assuré l'intérim du Chef de l'État pendant six mois. À cause de ce Code électoral, je ne peux même pas postuler à un poste de député* »<sup>103</sup>, s'offusqua-t-il<sup>104</sup>. Henri Konan Bédié répondit à cette réflexion en disant que « *la charge de ministre, fût-ce celle de Premier ministre, n'a pas, comme un mandat électif, une durée fixée d'avance. À tout moment, il peut être mis fin à cette fonction par le Président de la République. Ce n'était pas la première fois, dans son histoire, que le Président Houphouët-Boigny faisait appel à des compétences techniques extérieures* »<sup>105</sup>. Alassane Ouattara devint Président de la République suite à l'élection d'octobre 2010. Face à sa décision de briguer un nouveau mandat

<sup>103</sup> Christophe Champin, *Op. cit.*, 2020.

<sup>104</sup> Aux élections législatives de décembre 2000, la candidature d'Alassane Ouattara fut encore rejetée par la Cour Suprême, le 30 novembre 2000, après un premier rejet lors des élections présidentielles d'octobre de la même année.

<sup>105</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 148.

en 2020<sup>106</sup>, des observateurs dirent de lui qu'« *il est comme la plupart de nos Présidents africains, un chef qui veut garder le pouvoir pour son clan et qui n'hésite pas à réprimer pour se maintenir* »<sup>107</sup>.

Ainsi, Henri Konan Bédié, Robert Guéï, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ont cristallisé le jeu politique ivoirien autour de leur personne et de leur groupe sociopolitique, dans une lutte factionnelle. Une certaine classification populaire, courante en Côte d'Ivoire depuis une vingtaine d'années, range d'ailleurs les ivoiriens en deux grands groupes : les originaires du Nord, les Dioulas ou les Malinkés surnommés « les Russes », d'un côté, et « les BAD » (acronyme désignant les Bétés, Baoulés, Attiés, Didas), de l'autre. Ce paradigme dualiste populations du Nord versus populations du Sud se nourrit d'une instrumentalisation politique.

Nous avons tenté une présentation des pôles d'influence qui se sont structurés après le décès du premier Président ivoirien. Cette approche est pertinente en ce qu'elle permet de mieux appréhender les processus de cloisonnement dans le pays. Les affrontements sanglants, récurrents depuis 1993, suivent cette ligne de faille. Ils furent caractérisés par des tensions religieuses et ethniques, comme le releva Human Rights Watch<sup>108</sup> aux travers des nombreux entretiens que cette organisation a faits en 2000. Son rapport fustigea justement l'idée qui assimilait les gens du Nord à des étrangers ; tandis que les populations du Sud détiendrait une sorte de préséance nationale parce qu'il représenterait le lieu de la vraie autochtonie ivoirienne, en même temps que la région qui a su être hospitalière aux allogènes du Nord depuis la colonisation. Pour Jean-Pierre Dozon, si le coup d'État de décembre 1999 a « *débarrassé la détention légitime du pouvoir de ses travers "ethnocratiques"*, il a en même temps permis une mise à nu de cette plus longue histoire entre le Nord et le Sud ivoiriens et, par là même, celle de la présence "étrangère" en Côte d'Ivoire »<sup>109</sup>. L'histoire des rapports de force qu'entretenaient les quatre grands groupes de pouvoir, représentés par les leaders politiques, met justement en lumière l'instrumentalisation partisane de la question identitaire.

### III LA QUESTION IDENTITAIRE AU CŒUR DE LA POLITIQUE DES HÉRITIERS D'HOUPHOUËT-BOIGNY

Nous voudrions discuter de l'instrumentalisation de la question identitaire par les acteurs politiques ivoiriens qui ont créé des clivages dans la population ivoirienne. Notre propos vise à

---

<sup>106</sup> Après ses deux premiers mandats (2010-2015 et 2015-2020), une révision constitutionnelle lui servit d'argument pour se présenter de nouveau en octobre 2020, alors que la Constitution limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Pour lui, cependant, la nouvelle Constitution l'autorisait à briguer de nouveau la magistrature suprême. Il entama donc, en 2020, son premier mandat de la troisième République.

<sup>107</sup> Le Point Afrique, *Op. cit.*, 2020.

<sup>108</sup> Human Rights Watch, *Op. cit.*, 2001.

<sup>109</sup> Jean-Pierre Dozon, *Op. cit.*, 2000, pp 45-62.

questionner la mise en place progressive de processus ayant abouti à l'émergence de la Galaxie patriotique. Il s'agit donc d'interroger les tendances lourdes de ces luttes factionnelles pour rendre raison de ce qui se joua en septembre 2002, lorsqu'apparu, sur la scène politique, cette Galaxie patriotique, dans le sillage de la rébellion armée qui divisa le pays en deux. Cette réflexion s'appuie sur une approche qualitative de sociologie historique qui implique de « *(re)-tracer les différentes étapes de développement d'un processus politique donné* »<sup>110</sup>, dans le but de mettre en lumière le lien entre la question identitaire et l'apparition de la Galaxie patriotique.

En outre, dans le nouvel environnement multipartiste des années 1990, il est intéressant de comprendre les dynamiques africaines des partis politiques dans ce qu'elles offraient de similaire comme de différent par rapport aux terrains classiques ou occidentaux. Il s'agira d'analyser les motivations qui font naître les partis politiques classiques et les comparer aux motivations de l'émergence des partis africains et notamment des quatre factions identifiées plus haut autour des successeurs d'Houphouët-Boigny. Il est difficile d'avoir des élections pluralistes sans partis politiques<sup>111</sup>. S'ils permettent de recruter et d'organiser les masses<sup>112</sup>, ces organisations politiques ont connu des trajectoires variées, concernant leur stratégie de mobilisation. Ainsi, cette matière tentera une approche de notre problématique sous deux angles : d'abord, il sera question de proposer une lecture classique de l'ancrage des partis en la mettant en balance avec la spécificité africaine du jeu politique multipartiste. Ensuite, l'implantation ethno-régionaliste des partis politiques ivoiriens après 1993 sera mise en évidence.

#### 1) Pour une approche classique de l'ancrage des partis politiques au regard de la réalité africaine

Nous tenterons de voir ici ce qui motive la création des partis politiques africains et comment ils survivent à leurs initiateurs. Il s'agira de savoir si les militants suivent l'idéologie de leur groupement politique ou si c'est la personne et l'origine ethnique de leur leader qui les motivent. L'objectif est de comprendre les déviations des militants dans l'arène politique à l'appel de leur leader. Les partis sont supposés jouer un rôle important dans l'organisation et la régulation des systèmes démocratiques modernes. À l'origine, les partis politiques étaient structurés autour de clivages généralement idéologiques. Mais les divisions qu'ils étaient soupçonnés de créer dans le tissu social ont nourri la crainte de leur légalisation et l'ouverture du champ politique, en Afrique et dans le monde occidental<sup>113</sup>. Dans les démocraties européennes, au niveau sociologique, la

---

<sup>110</sup> Alexander George et Andrew Bennett, *Case studies and theory development in the social sciences*, Cambridge, MIT Press, 2005, p. 206.

<sup>111</sup> René Otayek, « Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ? », *Politique africaine*, n° 69, 1998, pp. 3-11.

<sup>112</sup> Max Weber, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1963, p. 171.

<sup>113</sup> Daniel-Louis Seiler, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 5.

sécularisation de l'État et l'industrialisation ont contribué à l'apparition de profondes divisions sociales et à l'émergence ultérieure de partis politiques représentant les minorités nationales, les identités religieuses, le secteur agricole, les intérêts de la classe ouvrière, etc. Il y a donc un ancrage social des formations politiques. On parle alors de clivages sociopolitiques issus de ruptures historiques majeures<sup>114</sup>.

Ces clivages historiques et sociopolitiques impactent les systèmes de partis car, une fois qu'une certaine forme d'antagonisme émerge entre les partis, ce phénomène se cristallise et peut structurer la lutte politique sur une longue période. C'est à Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan que nous devons de faire cette observation<sup>115</sup>. Ces penseurs se rangent du côté de l'anthropologue Parsons Talcott<sup>116</sup> et du courant fonctionnaliste en général. Le système social que constitue le groupement humain produit des antagonismes qui entraînent des luttes sociales. L'ouverture de canaux autorisant l'expression de conflits latents ou manifestes entre les classes au pouvoir et les classes déshéritées a peut-être déséquilibré beaucoup de systèmes à leur début, mais en définitive elle a contribué à fortifier l'État avec le temps. Pour ce qui est de l'Afrique, l'absence d'une réelle révolution industrielle rend le clivage entre les propriétaires capitalistes et la classe ouvrière peu pertinent pour étudier les partis politiques<sup>117</sup>. En somme, il y a un faible ancrage social des partis politiques africains, car ils ne se fondent pas sur la mobilisation d'un secteur économique ou d'une classe sociale comme c'est le cas pour les pays occidentaux.

Il serait sans doute intéressant de se demander alors si les nouvelles formations politiques africaines correspondent aux définitions classiques d'un parti politique. Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan proposent une approche des clivages fondamentaux pour expliquer l'origine des partis<sup>118</sup>. Selon Giovanni Carbone, leur théorie des clivages peut permettre une intelligibilité de la politique en Afrique, soit pour chercher des traces des clivages définis par Stein Rokkan, soit pour identifier d'autres clivages qui seraient spécifiques aux pays africains<sup>119</sup>. Si Christophe Roux souligne la pertinence de l'approche en termes de clivages mobilisée par Stein Rokkan<sup>120</sup> dans l'analyse des partis politiques, Giovanni Carbone distingue quatre origines principales des partis politiques africains. Il y a ceux qui sont le prolongement des partis uniques (exemple : le

---

<sup>114</sup> Cf. Peter Flora, Stein Kuhnle et Derek Urwin (eds.), *State formation, nation-building and mass politics in Europe. The theory of Stein Rokkan*, Oxford, Clarendon Press, 1999, 440 p.

<sup>115</sup> Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (eds), *Party systems and voter alignments. Cross-national perspectives*, New York, The free press, 1967, 554 p.

<sup>116</sup> Parsons Talcott, « General theory in sociology », in Robert King Merton et al. (ed.), *Sociology today : problems and prospects*, New York, Basic Books, 1959, pp. 39-78.

<sup>117</sup> Giovanni Carbone « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains. Entre modèles et recherches empiriques », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, pp. 18-37.

<sup>118</sup> Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan, « Cleavage structures, party systems, and voter alignments », in Seymour Martin Lipset et Stein Rokkan (eds), *Op. cit.*, 1967, pp. 1-64.

<sup>119</sup> Giovanni Carbone, *Op. cit.*, 2006, pp. 18-37.

<sup>120</sup> Christophe Roux, « Clivages et partis : le legs vivant de Stein Rokkan », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 1, 2013, pp. 93-96.

*Movimento popular de libertação de Angola*) ; ceux qui ont été mis sur pied ou pris en main par des hommes politiques qui étaient déjà des figures publiques connues, opposants historiques ou apparatchiks en rupture de ban (exemple : le *People's democratic party* d'Olusegun Obasanjo au Nigeria) ; ceux qui ont été fondés par des organisations ou des réseaux de la société civile (exemple : le *New patriotic party* du Ghana) ; enfin, ceux issus de mouvements de guérilla dans les années 1980 et 1990 (exemple : le Front patriotique rwandais)<sup>121</sup>.

De nombreux pays africains ont hérité du système multipartite légué par leurs colonisateurs. D'origine occidentale, les partis politiques semblent s'être enracinés difficilement dans les pratiques politiques africaines, à l'instar d'autres importations occidentales comme le constitutionnalisme libéral ou le gouvernement représentatif. Giovanni Carbone constate, en effet, que le jeu politique africain est généralement fait de violence, désordre, personnalisation du pouvoir et faiblesse des règles constitutionnelles<sup>122</sup>, alors qu'on attend de lui une régulation du système social. Pour certaines études, il y a une absence de véritables clivages idéologiques entre les partis politiques africains. Dès lors, Giovanni Carbone se demande si les noms de ces partis sont simplement « *des étiquettes pour désigner des organisations qui sont en fait des factions désorganisées et personnalistes, rassemblées en hâte et de façon incohérente autour de dirigeants politiques ?* »<sup>123</sup>. Il observe, cependant, que malgré toutes leurs lacunes, les partis africains restent le moyen ordinaire pour accéder au pouvoir. « *Sur ce point fondamental, il n'y a aucune différence avec [...] les démocraties occidentales* »<sup>124</sup>.

Dans cette même veine, Mamoudou Gazibo propose de sortir des clichés qui voient souvent les partis politiques en Afrique comme des coquilles vides, servant de vecteurs au clientélisme et de repères aux « *congénères tribaux* »<sup>125</sup>. En établissant une typologie<sup>126</sup> des partis africains, vers 1960, Thomas Hodgkin relevait des partis interterritoriaux, comme le Rassemblement démocratique africain (RDA), et des partis régionaux ou ethniques. Il identifiait également les partis nains, confinés dans les limites d'une localité<sup>127</sup>. L'analphabétisme, la pauvreté, la distance entre les campagnes et les villes ainsi que les clivages ethniques militent souvent en faveur de choix politiques ethno-régionalistes. La parenté de raisonnement avec la pensée de Dennis Austin

---

<sup>121</sup> Giovanni Carbone, *Op. cit.*, 2006, pp. 18-37.

<sup>122</sup> *Ibidem*.

<sup>123</sup> *Ibidem*.

<sup>124</sup> Gero Erdmann, « Party research : Western european bias and the "African labyrinth" », *Democratization*, vol. 11, n° 3, 2004, p. 66.

<sup>125</sup> Mamoudou Gazibo, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, pp. 5-17.

<sup>126</sup> Richard Gunther et Larry Diamond proposent aussi une typologie des partis politiques qui met en exergue cinq catégories : les partis élitistes (notable, local, traditionnel), les partis de masse (classe masse, pluraliste nationaliste, confessionnel), les partis ethniques (ethnique, congressiste), les partis électoraux (attrape-tout, programmatique, personnaliste) et les partis de mouvement (libertaire de gauche, postindustriel d'extrême-droite). Cf. Richard Gunther et Larry Diamond, « Species of political parties. A new typology », *Party politics*, vol. 9, n° 2, 2003, p. 173.

<sup>127</sup> Thomas Hodgkin, *African political parties : an introductory guide*, Harmondsworth, Penguin, 1961, 217 p.

semble logique à envisager. En effet, il fait l'observation que les populations donnent leur voix à celui qui peut s'occuper d'eux<sup>128</sup>. Pour Giovanni Carbone :

« Si les partis ethniques se forment et cristallisent leur base électorale, les élections risquent de devenir de simples exercices permettant de mesurer la dimension démographique d'une ethnie, une sorte de recensement. Si les segments d'une communauté restent en quelque sorte compartimentés, cela risque de nuire au déroulement d'élections compétitives et de rendre difficiles l'acceptation mutuelle et la consolidation démocratique »<sup>129</sup>.

De fait, dans certains États subsahariens, les partis politiques semblent refléter la diversité des communautés. On pourrait citer, dans ce registre, le Parti du mouvement de l'émancipation hutu, et son adversaire, l'Union nationale rwandaise, dans les débuts de la Première République rwandaise ; et le *National development party*, soutenu par les Luos (renommé *Liberal democratic party* en 2002, après l'échec de sa fusion avec le parti kenyan au pouvoir).

Cependant, Mamoudou Gazibo postule que les enjeux politiques et les électeurs ont évolués ; et que les systèmes politiques, les mécanismes de la représentation se sont complexifiés<sup>130</sup>. Il constate, tout de même, qu'un parti africain peut se cantonner à une région ou à une ethnie afin de monnayer sa base dans le cadre d'une coalition<sup>131</sup>. Il reste convaincu, toutefois, qu'il est difficile à une organisation politique de gagner une élection nationale sur la base de l'ethnie. Gero Erdmann affirme même que les vrais partis ethniques, loin d'être la règle en Afrique, sont plutôt une exception<sup>132</sup>. Même si les partis clientélistes sont souvent ancrés à une base ethno-régionale, des chercheurs pensent que ce sont plus les réseaux clientélistes que les clivages ethniques qui permettent de rendre raison des partis politiques en Afrique : les partis clientélistes s'appuieraient sur la capacité d'un patron à exploiter sa position intermédiaire dans une chaîne de relations qui lient le centre aux éléments de la périphérie<sup>133</sup>. Dans une démarche empirique attentive à ce que les terrains ont à montrer en Côte d'Ivoire, il serait intéressant de situer le dialogue des quatre grands groupes politiques ivoiriens avec la question identitaire. Il s'agit, comme le suggère Mamoudou Gazibo, « d'entrer au cœur du milieu partisan et d'aller à la recherche de ses logiques intrinsèques, des déterminants des relations entre partis et électeurs, de la manière dont ils établissent leurs réseaux, de leur financement, de la transformation des identités partisans »<sup>134</sup>. On peut ainsi soupçonner une construction de la politique en Côte d'Ivoire sur une base ethno-régionaliste depuis le décès d'Houphouët-Boigny.

---

<sup>128</sup> Dennis Austin, cité par Robert Jackson et Carl Rosberg, *Personal rule in black Africa. Prince, autocrat, prophet, tyrant*, Berkeley, University of California press, 1982, p. 43.

<sup>129</sup> Giovanni Carbone, *Op. cit.*, 2006, pp. 18-37.

<sup>130</sup> Mamoudou Gazibo, *Op. cit.*, 2006, pp. 5-17.

<sup>131</sup> Nicolas Van de Walle, « Presidentialism and clientelism in Africa's emerging party systems », in Patrick Quantin (dir.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différentiations*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 105-128.

<sup>132</sup> Gero Erdmann, *Op. cit.*, 2004, p. 71.

<sup>133</sup> Mattei Dogan et Dominique Pelassy, *How to compare nations. Strategies in comparative politics*, Chatham, Chatham House publishers, [1984] 1990, pp. 87 et 90.

<sup>134</sup> Mamoudou Gazibo, *Op. cit.*, 2006, pp. 5-17.

## 2) L'implantation ethno-régionaliste des partis politiques ivoiriens après 1993

Nous voudrions montrer comment les partis politiques ivoiriens sont implantés en fonction des intérêts ethno-régionalistes. L'appropriation partisane du rétablissement du multipartisme sembla provoquer une profonde fracture sociale, en Côte d'Ivoire. Ce clivage entra en résonance avec les bases ethnique, clientéliste et personaliste des partis politiques tenus par les héritiers d'Houphouët-Boigny. Henri Konan Bédié en donne sa lecture :

*« En 1990, l'instauration du multipartisme révéla à nouveau les clivages ethniques et parfois les exacerba. Était-ce bien nécessaire ? De nombreux partis se créent sur une base ethnique. Cela est vrai pour le FPI (le Front populaire ivoirien), et dans une certaine mesure pour le RDR (le Rassemblement des républicains), ces partis sont insuffisamment implantés sur le territoire national »<sup>135</sup>.*

Après 1993, chacun des quatre principaux hommes politiques qui ont succédé au premier Président ivoirien mobilisa une large frange de la population autour de sa personne et de son parti politique. Henri Konan Bédié s'adossa à sa base baoulé et fit de l'ivoirité une stratégie de communication. La région wê d'origine de Robert Guéï vit l'accession de celui-ci au pouvoir comme un juste rééquilibrage des droits à la magistrature suprême. Laurent Gbagbo fut englué dans un système adossé à une stratégie de mobilisation du Sud du pays. Sa campagne électorale de 2010 convoqua des éléments de langage bâtis autour du clivage candidat des ivoiriens/candidat de l'étranger. Et Alassane Ouattara fit de la combinaison nordiste/musulman une stratégie systémique de mobilisation populaire. Par ailleurs, l'instrumentalisation du concept d'ivoirité par les trois premiers successeurs d'Houphouët-Boigny, au détriment du quatrième, contribua à accentuer le clivage social.

De fait, au lendemain du décès d'Houphouët-Boigny, le front politique se divisa en plusieurs groupes réclamant tous le fauteuil présidentiel. Comme en Côte d'Ivoire, le début des années 1990 a été marqué en Afrique par l'universalisation du discours démocratique. Dès lors, plusieurs pays ont connu une forte inflation de formations politiques<sup>136</sup>. Ainsi, en 2015, la République démocratique du Congo comptait 477 partis politiques, le Cameroun enregistrait 291 formations politiques, le Sénégal en affichait 255, le Mali présentait 171 partis politiques et le Burkina-Faso avait 113 formations politiques<sup>137</sup>. On pourrait faire un parallèle avec les États-Unis où seulement deux groupes politiques s'affrontent : les démocrates et les républicains. Cette multiplication des partis politiques en Afrique est propre aux périodes de transition généralement. Mais quelques années plus tard, la majorité de ces groupements politiques disparaissent, car ils

---

<sup>135</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 134.

<sup>136</sup> Environ 150 partis africains auraient été créés entre 1943 et 1968, selon Shaheen Mozaffar, « Introduction », *Party politics*, vol. 11, n° 4, 2005, pp. 395-398.

<sup>137</sup> Seidik Abba, « Multipartisme en Afrique : les bons comptes des "Présidents-fondateurs" », *Le Monde*, 7 avril 2016.

sont animés par quelques personnes qui, rapidement, sont essoufflées financièrement, quand leurs partis ne sont pas phagocytés par des structures politiques plus fortes et mieux organisées. Les partis politiques se sont multipliés et certains ont disparu au gré des fusions et transhumances à un rythme tel qu'il était bien difficile de les prendre au sérieux, comme le constate Francis Akindès<sup>138</sup>. Plusieurs régimes ont ainsi posé des conditions pour la participation des partis politiques au jeu électoral.

C'est dans ce contexte que Denis Gueu Droh, président du Parti communiste de Côte d'Ivoire (PCCI), l'un des plus petits partis politiques ivoiriens, avait qualifié « d'antidémocratique » la mesure prise par Henri Konan Bédié, en 1995, qui exigeait au moins 5000 signatures aux candidats aux élections présidentielles. Sous le régime de Laurent Gbagbo, Denis Gueu Droh avait aussi exprimé son amertume, en 2003 :

*« Nous, les leaders politiques, qui depuis 1990, avons été les premiers avec le FPI et Laurent Gbagbo à faire revivre le multipartisme en Côte d'Ivoire, nous sommes vraiment amers, notre déception est grande du fait de la marginalisation dont nous sommes l'objet par le pouvoir FPI. Et la conséquence de cette marginalisation, de l'exclusion et du mépris a conduit à des groupuscules plus extrémistes qui ont engagé la lutte armée »<sup>139</sup>.*

Enfin, Denis Gueu Droh marqua son mécontentement quant aux décisions prises par le gouvernement d'Alassane Ouattara de ne retenir aux élections présidentielles de 2020 que les groupements les plus représentatifs. « *Les conditions subjectives et objectives ne sont pas réunies. Et il serait difficile que les élections aient lieu à la date prévue. Nous ne comprenons pas pourquoi de 20 millions de cautionnement, l'on est passé à 50 millions de FCFA. Les parrainages sont inutiles. Si on doit éliminer des candidats plaisantins, c'est aux électeurs de le faire* »<sup>140</sup>, a indiqué le président du PCCI. Une large frange des structures politiques qui survivent ont des bases soit régionales soit religieuses. Ainsi, ce n'est souvent pas le projet de société qui intéresse les partisans mais l'appartenance ethnique, régionale ou religieuse du leader. Comme dans plusieurs pays africains, l'exacerbation des clivages religieux ou ethniques entre musulmans et chrétiens, ou entre sudistes et nordistes entraîna les crises les plus meurtrières en Côte d'Ivoire. La manipulation de la Constitution ivoirienne aggrava, par ailleurs, ces situations belligènes, depuis le décès d'Houphouët-Boigny.

En effet, suite à la révision, le 6 novembre 1990, de l'article 11 de la Constitution ivoirienne, il fut décidé qu'« *en cas de vacance de la Présidence par décès, démission ou empêchement absolu constaté par la Cour suprême saisie par le gouvernement, les fonctions de Président de la République sont dévolues de plein droit au Président de l'Assemblée nationale. Les fonctions du nouveau Président cessent à l'expiration du mandat présidentiel en cours* ». Cette

---

<sup>138</sup> Francis Akindès, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Karthala, 1996, 246 p.

<sup>139</sup> Le jour, « Côte d'Ivoire : Denis Gueu Droh, président du parti communiste : "D'autres frustrés pourraient prendre les armes" », *fr.allafrica.com*, 31 mars 2003, [consulté le 9 octobre 2020], disponible sur : [https://fr.allafrica.com/stories/200304010119.html].

<sup>140</sup> Arnaud Houssou, « Présidentielle 2020 - Gueu Droh Denis : "Les conditions ne sont pas réunies" », *7info*, 11 octobre 2020.



révision fit du Président de l'Assemblée nationale d'alors, Henri Konan Bédié, le dauphin constitutionnel de Félix Houphouët-Boigny. La Constitution s'est trouvée au cœur des conflits factionnels durant deux décennies, de 1990-2010. En décembre 1993, l'article 11, qui avait pour but de régler la question de la succession en cas de vacance du pouvoir, a plutôt fait l'objet de vives controverses juridiques, dès l'annonce du décès d'Houphouët-Boigny.

Les partisans d'Alassane Ouattara<sup>141</sup>, alors Premier ministre, et ceux d'Henri Konan Bédié, qui était Président de l'Assemblée nationale<sup>142</sup>, furent opposés. En outre, pour le camp du PDCI, Alassane Ouattara était un Burkinabé et n'avait pas le droit de diriger le pays. Henri Konan Bédié affirma à ce propos : « *Alassane Ouattara savait très bien que la mission qui lui avait été confiée exigeait qu'il ne se mêle pas de politique, d'autant qu'il n'était pas un citoyen ivoirien. Le Président le lui avait dit et me l'avait confié, ainsi qu'à de nombreuses personnalités ivoiriennes et étrangères [...] en des termes très clairs* »<sup>143</sup>. Justement, à propos du Code électoral voté par le Parlement en 1994<sup>144</sup>, le juriste Ouraga Obou observa que la rédaction adoptée pour les conditions d'éligibilité du Président ivoirien semblait « *singulièrement dirigée contre la personne de l'ancien Premier ministre de la Côte d'Ivoire, dissident du parti au pouvoir* »<sup>145</sup>. L'article 49 du Code électoral de 1994 stipulait que, pour être éligible à la Présidence de la République, il fallait être né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance. Avec un Code électoral excluant l'ancien Premier ministre Alassane Ouattara, présenté comme étranger, tout le débat a tourné autour de l'ivoirité<sup>146</sup>.

Le concept d'« ivoirité »<sup>147</sup> resurgit sous une forme actualisée et différente de ce que Léopold Sédar Senghor lui attribuait dans son entendement, en 1971, à l'Université d'Abidjan, en Côte d'Ivoire. En l'utilisant, cette année-là, pour la première fois, Léopold Sédar Senghor définissait l'ivoirité comme « *un concept multiforme englobant la dynamique socioéconomique, le triomphe multiculturel dont le tenant artistique est la griotique, la pensée de l'homme ivoirien dans toute sa profondeur* »<sup>148</sup>. Léopold Sédar Senghor avait créé l'expression « ivoirité » en parallèle au mouvement de la « négritude ». Il voulait identifier la spécificité de l'identité de la

---

<sup>141</sup> Le camp d'Alassane Ouattara exigeait la formation d'un gouvernement de transition, au motif que la vacance du pouvoir devait être constatée, même en cas de décès, par la Cour suprême et que la Chambre constitutionnelle de la Cour suprême qui avait perdu deux de ses membres ne pouvait siéger.

<sup>142</sup> Dans son arrêt n° 1 du 9 décembre 1993, la Cour suprême autorisa Henri Konan Bédié à succéder immédiatement au Président Félix Houphouët-Boigny. Cf. *Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire* du 20 décembre 1993.

<sup>143</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 149.

<sup>144</sup> Voté le 8 décembre 1994, le texte comportait 139 articles. Les principales innovations concernaient le droit de vote et les conditions d'éligibilité. Désormais, les candidats à l'élection présidentielle devaient être « *ivoiriens de naissance* », « *nés de père et de mère eux-mêmes ivoiriens de naissance* ». Ils devaient avoir résidé dans le pays de façon continue pendant les cinq années précédant la date de l'élection et n'avoir jamais renoncé à la nationalité ivoirienne. Ce code électoral fut changé en août 2000.

<sup>145</sup> Ouraga Obou, *Requiem pour un Code électoral*, Abidjan, Presses des universités de Côte d'Ivoire, 2000, p. 60.

<sup>146</sup> Stephen Smith, « La difficile succession d'Houphouët par les urnes. L'opposition ivoirienne boycotte la présidentielle », *Libération*, 21 octobre 1995.

<sup>147</sup> Le mot « ivoirité » n'a pas été inventé par Henri Konan Bédié.

<sup>148</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 18.

culture ivoirienne<sup>149</sup>. En 1996, une Cellule universitaire de recherche et de diffusion des idées et actions politiques du Président Henri Konan Bédié (CURDIPHE) organisa des activités pour « *mettre en mouvement tout le corps social ivoirien autour du thème de l'ivoirité pour que chacun s'en imprègne, s'en convainque et en soit l'ardent défenseur* »<sup>150</sup>. Le concept d'« ivoirité » fut ainsi présenté comme l'ensemble des données socio-historiques, géographiques et linguistiques qui permettaient de dire qu'un individu était citoyen de Côte d'Ivoire ou non. Pour Ousmane Zina, il a été « *le catalyseur idéologique de cette réinvention sociale et politique du moment post-houphouétien* »<sup>151</sup>. Fin novembre 1999, Alassane Ouattara, directement visé par ce concept, fit l'objet d'un mandat d'arrêt international émis par le juge Laurence Amon pour « *faux et usage de faux, abus et falsification de documents administratifs à propos de son identité et de sa nationalité* »<sup>152</sup>.

Le premier successeur d'Houphouët-Boigny donne sa version des conditions du choix d'Alassane Ouattara comme Premier ministre en 1990 : « *Le Président, en le recevant pour lui définir la nature de sa mission, lui avait clairement laissé entendre que l'action qu'il serait amené à conduire excluait toute dimension politique. Le Premier ministre lui-même est venu, à la demande d'Houphouët, me le répéter à ma résidence, en présence d'un témoin, l'ambassadeur Ahoua Nguetta* »<sup>153</sup>. Henri Konan Bédié a écrit dans son livre *Les chemins de ma vie*, qu'Alassane Ouattara « *était Burkinabé par son père et il possédait toujours la nationalité du Burkina-Faso, il n'avait donc pas à se mêler de nos affaires de succession* »<sup>154</sup>. Le Président Houphouët-Boigny lui aurait accordé un passeport diplomatique quand il avait des difficultés avec les autorités du Burkina-Faso. « *Un passeport diplomatique, vous savez, n'est pas une pièce d'État civil* »<sup>155</sup>, déclare Henri Konan Bédié. Le régime d'Henri Konan Bédié déniait donc à Alassane Ouattara la nationalité ivoirienne dont il se prévalait.

Le samedi 11 septembre 1999, lors d'un discours, en réaction aux blocages dont il était victime, Alassane Ouattara aurait déclaré<sup>156</sup> : « *Je frapperai ce pouvoir corrompu au bon moment, et il tombera comme un fruit mûr* »<sup>157</sup>. D'après Fanny Pigeaud<sup>158</sup>, Alassane Ouattara aurait aussi dit : « *Je rentrerai en Côte d'Ivoire avant la fin du mois* »<sup>159</sup>. Ainsi, l'instrumentalisation de la

---

<sup>149</sup> Le mot sera repris, en 1974, par Pierre Niava et Niangoran Porquet.

<sup>150</sup> Préface des Actes du forum CURDIPHE, « *L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du Président H. Konan Bédié* », 20-23 mars 1996.

<sup>151</sup> Ousmane Zina, *Op. cit.*, 2017, pp. 25-39.

<sup>152</sup> Francis Kpatinde, « Le dilemme de Ouattara », *Jeune Afrique*, 14-20 décembre 1999, p. 15. Le tribunal avait jugé que les documents qu'Alassane Ouattara avait présentés pour être président du RDR étaient faux. Cf. Marc Le Pape et Claudine Vidal (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible : 1999-2000*, Paris, Karthala, 2003, 325 p.

<sup>153</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 138.

<sup>154</sup> *Idem*, p. 147.

<sup>155</sup> *Idem*, pp. 147-148.

<sup>156</sup> Nous n'avons pas d'éléments suffisants pour faire un lien direct entre cette déclaration du 11 septembre 1999 et le coup d'État du 24 décembre 1999, même si ses adversaires politiques exploient à dessein cette déclaration.

<sup>157</sup> *Le Patriote*, 13 septembre 1999.

<sup>158</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 21.

<sup>159</sup> Alassane Ouattara rentra en Côte d'Ivoire le 29 décembre 1999.

notion d'« ivoirité » divisa profondément la société ivoirienne, faisant le lit du premier coup d'État en Côte d'Ivoire, le 24 décembre 1999<sup>160</sup>. Henri Konan Bédié fut renversé ; et le PDCI perdit le pouvoir qu'il tenait depuis quarante ans. L'article de presse qui suit parle de la chute d'Henri Konan Bédié.

## Image 7 : La chute du régime Henri Konan Bédié.

**CHANGEMENT**

### Une page est tournée, la vie a repris son cours normal, Bédié erre dans la sous-région

Par Franck Dally

**Le régime Bédié, c'est fini, bien fini. L'ancien Président, aux dernières nouvelles, se balade dans la sous-région à la recherche d'hypothétiques alliances ...**

Le Président Guéi Robert a levé depuis hier le couvre-feu sur toute l'étendue du territoire national. Le nouvel homme fort de Côte d'Ivoire a tenu donc parole dans son désir de rétablir rapidement le cours normal de la vie socio-économique du pays. Les Ivoiriens, à travers la Ville d'Abidjan, nous l'avons déjà écrit, ont unanimement légitimé ce coup de force des militaires qui a balayé le régime de Bédié. Chaque commune, chaque quartier d'Abidjan a accueilli, à sa manière, le départ de Bédié et la prise du pouvoir par les hommes en treillis. A Cocody et ses sous-

quartiers, les Ivoiriens sont demeurés calmes malgré une joie perceptible. Pour M<sup>me</sup> Kouassi Agathe, responsable dans une société privée, habitante de la Riviera II, se disant militante du PDCI, "les militaires ont bien fait de prendre le pouvoir parce que le pays traversait depuis longtemps des problèmes politiques-sociaux et économiques presque insolubles". M<sup>me</sup> Kouassi a cependant une crainte : "Il faut que le Président Guéi rétablisse rapidement le processus démocratique en confiant le pouvoir aux civils". Toujours à Cocody, M. Koné, cadre dans l'administration générale, ne donne pas aussi dans l'excès : "Les militaires sont intervenus au moment où il le fallait. Le régime PDCI était moribond et il fallait une nouvelle donne. Elle est arrivée et il faut la saluer. Cependant, attendons de voir avant de pavoiser. Parce que, à travers le monde, les militaires n'ont presque jamais donné une image politique relaxante". Si, à Cocody, la joie et le ton pour qualifier l'événement ont été mesurés, à Adjamé, Abobo, la

population n'a pas donné dans la dentelle. Des propos durs, durs, parfois au-delà de la décence. Les propos de Blé Jonas du quartier Clouécha à Abobo donnent toute l'ampleur de cette joie folle, folle : "Nous sommes sauvés. Je demande au Général de faire payer leurs crimes à tous les dignitaires qui ont dirigé ce pays. Ce n'est pas normal que le Général ait laissé partir Bédié, Duncan, Bandama N'Gatta, Dibonan... Ce sont des criminels et ils doivent payer pour leurs crimes". M. Guéni Jean du quartier SICOGI à Yopougon n'a pas dit autre chose : "Je suis incapable de décrire la joie qui m'anime. C'est pareil pour tous ceux qui aiment la Côte d'Ivoire. C'est maintenant que la Côte d'Ivoire est réellement indépendante. Je suis très content parce que le PDCI est entré dans la clandestinité. Bédié et certains barons de ce parti ont fui. Ce n'est pas normal. On ne peut pas les laisser partir et faire payer d'autres".

La joie des Ivoiriens était si immense avant la levée du couvre-feu que, dans certains quartiers chauds, les noctambules n'ont pas hésité à aller prendre quelques verres dans des maquis. Certains "maquisards" interrogés ont qualifié le couvre-feu de "soif" ou "cool" ou encore de couvre-feu à l'ivoirienne.

Au total, les Ivoiriens ont bien digéré ce premier coup de force de leur armée. Le travail a repris normalement dans les entreprises privées et l'administration générale, malgré la peur qui bloque encore quelque peu les premiers responsables qui, d'une manière ou d'une autre, ont eu à gérer la chose publique (et malgré le pillage systématique dont ont été la cible boutiques, magasins et grandes surfaces). Du côté d'Akouédo, des dignitaires et même de simples militants du régime Bédié continuent de se rendre ou de demander la protection de l'armée. Parmi les derniers arrivés, des magistrats et non des moindres : Attoubeu Koko, Ouattara Nouplézana...

Signalons, par ailleurs, que le Président Guéi a demandé tous ceux qui ont travaillé : cabinet présidentiel de dépôt leur voiture de fonction aujourd'hui à 12 heures au plus tard.

Quant au Président Bédié, il entreprend un périple à travers sous-région qui l'a conduit à Togo, au Mali, en passant par Nigeria, pour expliquer, para il, ce qui s'est passé en Côte d'Ivoire. Et, si l'on en croit les commentaires de certaines presses étrangères, tenter de reconquérir le pouvoir...



Les Ivoiriens ont applaudi le coup de force des militaires.

**YA NEUP'GA** par Freedom Neruda

Nous l'écrivions dans ces mêmes colonnes hier, il faut avoir le triomphe modeste, et œuvrer pour la réconciliation des cœurs et des esprits. Comme cela arrive toujours dans l'histoire des hommes, le peuple de Côte d'Ivoire a eu sa revanche en un jour sacré, le 24 décembre, et en une période sacrée : le jeune musulman. Mais cela n'empêche pas de se demander qui sont vraiment ces hommes qui nous ont gouvernés avec tant de morgue, de suffisance et de mépris.

Question qui a toute sa réponse dans leurs différentes attitudes au moment de leur interpellation : Laurent Dona-Fologo tentait de fuir. Il aurait escaladé le mur de sa clôture et aurait été pris dans les

quand il était encore à la police, et dont la plus rocambolesque restera l'affaire des "41 kg d'or devenus du cuivre", or se demande où il va dans sa fuite et de quoi il va vivre.

Faustin Kouamé ! Ce conseiller de Bédié, mué en journaliste devant l'Éternel, fuyait comme tous les lâches tous les tonneaux vides. Qui oserait à faire beaucoup de bruit. Lui, qui était prêt à mettre le feu à la Côte d'Ivoire pour en expurger les étrangers, fuyait, caché à l'arrière d'une voiture bâchée, en direction du... Ghana.

Henri Konan Bédié qui s'était pris pour un autre Adolphe Hillel et qui voulait raviver le feu en soufflant dessus l'eau qui tenait dans sa bouche, commence une errance qui va

**Liste des anciens ministres et dignitaires du régime Bédié qui se sont rendus :**

Kouli Mamadou, Emile Constant Bombet, Essy Amara, Guy-Aïnin Gauze, Laurent Dona-Fologo, Kacou Tiapani, Bouadou Julien, Ahoua N'Guetta, Ahmadou Ouattara, Francis Wodié, Adama Coulibaly, Attin Oriá, Kadjo Djidji, Kindo Bouadi, Ahoua N'Doli,	Siguidé Soumahoro, Zirimba Aka Marcel, Moulod Jean-Michel, Faustin Kouamé, Danièle Boni Claverie, Attoubeu Koko, Nouplézana Ouattara...
--	---

N.B. : Cette liste n'est pas exhaustive.

**Des pillards arrêtés**

Source : *Notre Voie*, n° 491, 28 décembre 1999, p. 2.

Devenu Chef de l'État, suite à ce putsch militaire, le général Robert Guéi annonça la mise en place du CNSP dont il était le président. Il ordonna la suspension de la Constitution de 1960 et prit unilatéralement un acte constitutionnel pour organiser le fonctionnement des pouvoirs publics<sup>161</sup>. Pour tenter de mettre fin à la division sociale, il préconisa la rédaction d'une nouvelle Constitution qui cristallisa les débats sur la question de la nationalité des parents des candidats à l'élection présidentielle. Les 23 et 24 juillet 2000, un référendum fut ainsi organisé qui décida de l'adoption de la nouvelle Constitution, avec 86,4% des suffrages, instituant la deuxième République. L'article 35 de cette Loi fondamentale stipulait que le candidat à la Présidence de la République « doit être Ivoirien de père et de mère eux-mêmes Ivoiriens » et qu'il « ne doit pas

<sup>160</sup> Jean-Pierre Dozon, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité. Genèse d'un coup d'État », *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, pp. 13-23.

<sup>161</sup> Ordonnance n° 01/99/PR du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics.

*s'être prévalu d'une autre nationalité* ». Ceci semblait exclure Alassane Ouattara<sup>162</sup> qui avait longtemps représenté le Burkina-Faso dans des Institutions internationales. Pour Ousmane Zina, cet article 35 de la Constitution de 2000 sur les conditions d'éligibilité à la Présidence de la République fut le symbole d'une fracture sociale meurtrière. Il relate les circonstances de l'écriture de cette Constitution :

*« Dans la foulée de la rédaction de la nouvelle Constitution, le général s'invitait dans le débat au sein de la Commission consultative constitutionnelle et électorale (CCCE) sur les connecteurs de coordination "et"/"ou" concernant les conditions d'éligibilité à la Présidence de la République (article 35). En fait, la sous-commission "Constitution" de la CCCE avait opté pour le "et" (à savoir : pour être éligible, un candidat à la Présidence "doit être ivoirien d'origine, né de père et de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine"). Ce que rejeta d'autorité le général Guéï en imposant le "ou" ("de père ou de mère eux-mêmes ivoiriens d'origine"). Mais, après avoir clairement montré ses intentions de briguer la magistrature suprême, il changea de position en réintroduisant le "et" à la place du "ou" juste avant le référendum constitutionnel de juillet 2000 »<sup>163</sup>.*

Considérée comme discriminatoire et xénophobe, cette disposition constitutionnelle a servi d'argument à la rébellion armée de 2002 et son corollaire, la crise postélectorale de 2010-2011, selon Ousmane Zina<sup>164</sup>. En effet, pendant plus d'une décennie, l'article 35 de la Constitution de 2000, sur les conditions d'éligibilité à la Présidence de la République, associé à la figure d'Alassane Ouattara, fut au cœur des débats. Sur la base de cette Constitution, Robert Guéï affronta Laurent Gbagbo aux élections présidentielles d'octobre 2000, après l'élimination de la candidature d'Henri Konan Bédié (en exil) et d'Alassane Ouattara (pour nationalité douteuse<sup>165</sup>). Laurent Gbagbo, ancien allié d'Alassane Ouattara dans le Front républicain de 1995, sembla ne pas s'offusquer de l'exclusion de celui-ci aux élections de 2000 : *« J'ai été choqué que M. Ouattara, qui a travaillé avec la nationalité voltaïque, qui a été fonctionnaire au nom de la Haute-Volta, aujourd'hui le Burkina, qui a acheté une maison à Ouagadougou, présente aujourd'hui sa candidature à la Présidence ivoirienne »*<sup>166</sup>. Pour Fanny Pigeaud, les responsables du RDR d'Alassane Ouattara n'auraient pas pardonné à Laurent Gbagbo cette déclaration<sup>167</sup>. Devrait-on y voir une des causes de l'opposition ultérieure entre le RDR et le FPI ? Cela ferait sens. La crise postélectorale de 2010-2011 et la radicalité des positions pourraient y trouver une explication.

---

<sup>162</sup> Alassane Ouattara avait pourtant demandé à ses partisans de voter pour cette Constitution. Soit il le fit par stratégie politique, soit c'était une manière de prouver qu'il était ivoirien de père et de mère, donc il pouvait être candidat.

<sup>163</sup> Ousmane Zina, *Op. cit.*, 2017, p. 27.

<sup>164</sup> *Ibidem*.

<sup>165</sup> La Cour suprême déclara à ce propos : *« Considérant que le vœu du législateur [...] vise à permettre de ne retenir que la candidature de personnes moralement irréprochables à l'élection du Président de la République ; que de ce fait, un candidat qui affirme ne s'être jamais prévalu d'une autre nationalité, alors qu'à diverses reprises, parfois même à l'occasion des actes publics, et même authentiques, il s'est ostensiblement targué de la nationalité burkinabé ou voltaïque, qui produit à la date du 16 août 2000, un certificat de son père pourtant décédé et enterré à Sindou, en République du Burkina-Faso, qu'il fait néanmoins, sans gêne, résider à la date de la délivrance de l'acte à Abidjan, qui réussit, avec le concours de personnes moins âgées que sa prétendue mère, le moyen de se délivrer un certificat d'individualité non signé du juge constatant une concordance d'identité de sa mère avec Nabintou Cissé, ne peut être considéré comme étant d'une bonne moralité et d'une grande probité ».*

<sup>166</sup> *Le Figaro*, 27 octobre 2000.

<sup>167</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 25.

Dans tous les cas, Robert Guéï écarta à la fois le représentant des Baoulés et celui des Mandés du Nord :

*« Ouattara représentait en effet au moins 35% des voix (celles des populations voltaïques et Nord-mandé). Quant à l'ancien Président Bédié ou tout autre candidat officiel baoulé, il était assuré de rassembler sur son nom une partie importante des 42% d'Akans/Baoulés et apparentés. À eux deux, ces deux candidats pesaient donc au moins 70% des suffrages. À peu de chose près, le chiffre des abstentionnistes des élections du mois d'octobre 2000 »<sup>168</sup>.*

Après les élections, Robert Guéï refusa sa défaite. Il tenta de s'imposer par la force, avant d'abdiquer face à Laurent Gbagbo qui venait d'appeler la population dans la rue pour s'opposer à « *l'imposture et à maintenir la pression jusqu'à ce que Guéï recule* »<sup>169</sup>. Plusieurs centaines de milliers de civils répondirent à son appel. Fort de sa grande popularité, il mobilisa la rue jusqu'au départ de Robert Guéï<sup>170</sup>. La Présidence tomba aux mains des FDS qui dispersèrent, par ailleurs, les manifestants du RDR qui exigeaient la reprise du scrutin<sup>171</sup>. L'armée se mit à la disposition de Laurent Gbagbo. Le président du FPI devint alors le quatrième Chef d'État ivoirien. Il fut chassé du pouvoir en avril 2011 par une armée venue du Nord ivoirien et qui refusait l'ostracisme dont se sentaient victimes les populations du Nord.

En définitive, alors qu'une approche classique de l'ancrage des partis commanderait une construction de la politique autour des idéologies, l'instrumentalisation du clivage ethno-régionaliste ivoirien structura la production de la politique par les héritiers d'Houphouët-Boigny. Le concept d'« ivoirité », adossé à une Constitution modifiée au gré des intérêts en jeu, exacerba le clivage social construit autour de la question identitaire. Les conflits sociopolitiques qui surgirent après 1993 ne furent donc que la résultante de ces choix des politiciens. La rébellion armée de septembre 2002 trouva, dans ce contexte, un terreau favorable. Elle provoqua, à son tour, l'émergence de la Galaxie patriotique qui s'opposa à cette attaque des institutions de la République.

\*\*\*

Au final, comment l'instrumentalisation de la question identitaire par les groupes politiques a-t-elle structuré la période qui a suivi la fin du régime d'Houphouët-Boigny ? Nous avons tenté d'analyser la fin du régime du premier Président ivoirien. Ce fut aussi l'occasion de mettre en exergue les ingrédients de la situation conflictuelle dont le pays fut le théâtre. Depuis le décès d'Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire vit une sorte de transition. Notre démarche s'est adossée à

---

<sup>168</sup> Laurent Bossard, « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest : une crise régionale en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 151-165.

<sup>169</sup> *Notre Voie*, n° 736, 28 et 29 octobre 2000, p. 2.

<sup>170</sup> Sabine Cessou et Thomas Hofnung, « Laurent Gbagbo, l'espoir déçu d'une génération de démocrates », *Libération*, 6 avril 2011.

<sup>171</sup> Les manifestants du RDR voulaient que leur candidat Alassane Ouattara puisse se présenter à l'élection présidentielle de 2000.

la transitologie pour rendre raison du multipartisme qui a sanctionné la fin du régime du premier Président ivoirien. Mamoudou Gazibo constate, de fait, que « *la science politique africaniste a été dominée par l'étude de la démocratisation et par la transitologie, qui est devenue un sous-champ à part entière de la science politique* »<sup>172</sup>. Ce concept de transitologie est l'étude du processus de changement d'un régime politique à un autre. Une mobilisation multisectorielle permit au pays de tendre vers la démocratie en 1990.

Toutefois, cette ouverture du champ politique vit apparaître des groupes de pouvoirs autour des nouveaux acteurs politiques. Des conflits factionnels nés de l'instrumentalisation de la question identitaire plongèrent la Côte d'Ivoire dans une scission que semblait éviter le présidentielisme à parti unique d'Houphouët-Boigny. En effet, tout comme Henri Konan Bédié qui mobilisa la fibre ethno-régionaliste, et Robert Guéï dont l'accession au pouvoir fut appréhendée comme l'exaucement d'un vœu longtemps nourri par les gens de sa région, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara firent jouer la fibre ethno-régionaliste et religieuse. Les quatre principaux héritiers d'Houphouët-Boigny firent, ainsi, de la question identitaire, un outil stratégique.

En somme, on pourrait suivre Philippe Hugon<sup>173</sup> dans sa thèse que « *la combinaison de la rhétorique ethno-nationaliste, de l'instrumentalisation de l'ivoirité et de la difficulté de se projeter dans une construction d'État-nation en liaison avec le développement économique et social a renforcé les référents ethniques autour des groupes Akan (Sud-Est), Mandé du Sud, Krou (Sud-Ouest) et Voltaïque et Mandé du Nord (Nord)* ». L'instrumentalisation de la question identitaire créa donc une situation belligène dont la fixation autour de la candidature du leader du RDR fut une clé de lecture déterminante. En 2001, le régime de Laurent Gbagbo résista à une tentative de coup d'État. Mais la rébellion armée du 19 septembre 2002 divisa le pays en deux. Le chapitre suivant montre comment cette rébellion fut une manifestation du conflit identitaire ivoirien.

---

<sup>172</sup> Mamoudou Gazibo, *Op. cit.*, 2006, pp. 5-17.

<sup>173</sup> Philippe Hugon, *Op. cit.*, 2003, p. 119.

### CHAPITRE III : LA RÉBELLION DE 2002 : SOCIOLOGIE D'UNE CRISE POLITIQUE

L'analyse développée dans ce chapitre cherche à offrir un éclairage sur le rôle joué par la rébellion du 19 septembre 2002 dans l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara, sur fond de crise identitaire. L'exclusion du nordiste Alassane Ouattara aux compétitions électorales apparut comme l'expression de l'exclusion du Nord ivoirien du jeu politique. De fait, au tournant de l'année 2010, la Côte d'Ivoire émergeait d'une période de dix années de crise résultant, elle-même, d'une vingtaine d'années de récession économique et de luttes politiques entre les quatre principaux acteurs politiques, héritiers d'Houphouët-Boigny : Henri Konan Bédié, Robert Guéï, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Ce conflit factionnel a exacerbé les fractures du tissu social, « *en jouant énormément sur les registres identitaires et les tentations xénophobes* »<sup>1</sup>. En 2002, la partition du pays en deux, entre zone rebelle et zone sous contrôle gouvernemental, fut l'aboutissement de l'instrumentalisation des clivages sociaux par ces quatre protagonistes. La problématique qui structurera ce chapitre est dès lors celle-ci : dans quelle mesure la rébellion de 2002 fut-elle suscitée par le conflit identitaire ivoirien ? Ce questionnement semble pertinent car les motivations que cette insurrection mobilisa suivirent la ligne de faille entre les groupes d'influence politique dans le pays.

Le clivage autour de l'accession d'Alassane Ouattara au fauteuil présidentiel nourrissait des passions depuis 1993. La partition du pays dès 2002, née de l'instrumentalisation de cette crise identitaire, ne prit réellement fin qu'avec son arrivée au pouvoir, le 11 avril 2011. Le processus de réconciliation qu'Alassane Ouattara entama pour ressouder le pays semble s'enliser, marqué par un manque de dialogue entre les élites nationales<sup>2</sup>. Ceci justifie notre intérêt pour l'approche de cette période dans ce chapitre qui comporte trois trajectoires. D'abord, il s'agira de discuter du conflit identitaire dans l'insurrection armée de 2002. Puis, nous verrons en quoi l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir est le fruit d'une lutte contre l'exclusion. La troisième trajectoire décrira, enfin, la situation de la Côte d'Ivoire qui semble être passée d'une transition à une autre depuis le 11 avril 2011 où Alassane Ouattara s'installa dans le fauteuil présidentiel.

---

<sup>1</sup> Magali Chelpi-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement, démobilisation et réinsertion des miliciens en Côte d'Ivoire (2003-2015) », *Hérodote*, vol. 158, n° 3, 2015, pp. 200-218.

<sup>2</sup> Giulia Piccolino, « Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la "paix par le bas" en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 49-68.

## I LE CONFLIT IDENTITAIRE DANS L'INSURRECTION ARMÉE DE 2002

Notre propos vise à questionner la rébellion armée du 19 septembre 2002, pour comprendre en quoi elle fut une conséquence du conflit identitaire en Côte d'Ivoire. En effet, le 5 août 2002, Laurent Gbagbo forma un gouvernement d'union nationale comprenant des membres de l'opposition politique. Il pensait avoir ainsi éradiqué les ingrédients d'un clivage sociopolitique. Et pourtant, quarante-cinq jours plus tard, le 19 septembre 2002, son régime fit face à une rébellion, alors qu'il était en Italie<sup>3</sup>. Suite à cette insurrection armée, la Côte d'Ivoire entra dans une nouvelle crise politique. La question identitaire, non résolue depuis 1993, sous le régime d'Henri Konan Bédié, rejaillit au cœur des discussions. Les exigences des Forces nouvelles, présentées par leur porte-parole, Guillaume Soro, secrétaire général du Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI), se résumaient en ces points : la démission du Président Laurent Gbagbo, l'organisation de consultations électorales nationales sans exclusives, un réexamen de la Constitution et la fin de la domination des « gens du Sud » sur l'ensemble des affaires du pays<sup>4</sup>. Nous proposons, ainsi, de mener l'étude de cette période en deux temps. Dans un premier temps, nous déconstruirons la guerre menée par la rébellion pour un changement de l'ordre politique dans le pays. Et, dans un deuxième temps nous analyserons la période de 2002-2011 qui se présenta comme une décennie entre paix et guerre.

### 1) La rébellion armée ou le désir d'un nouvel ordre politique

Ce parcours tente de décrypter les causes de la rébellion de 2002. Il s'appesantira également sur la scission que cette insurrection entraîna dans le pays et donnera la posture des « gens du Nord » face à cette guerre. François Chazel définit le mouvement social comme une « *entreprise collective de protestation et de contestation visant à imposer des changements - d'une importance variable - dans la structure sociale et/ou politique par le recours fréquent - mais pas nécessairement exclusif - à des moyens non institutionnalisés* »<sup>5</sup>. Une telle mise en perspective indique une voie de recherche pertinente pour définir la rébellion<sup>6</sup> comme un soulèvement, une résistance ouverte aux ordres d'une autorité ou d'un État. Avec Nonna Mayer et Pascal Perrineau, on pourrait dire que les rébellions sont des actions directes qui mettent face à face les citoyens et les détenteurs du pouvoir.

---

<sup>3</sup> Il retourna en Côte d'Ivoire, dans la même semaine, annulant l'audience qu'il avait avec le Pape Jean-Paul II.

<sup>4</sup> Calixte Baniafouna, *Ce que France veut Afrique veut : le cas de la Côte d'Ivoire. Mais... qui a dit que l'Afrique a besoin des libertés fondamentales ?* Paris, L'Harmattan, 2011, p. 26.

<sup>5</sup> François Chazel, « Mouvements sociaux », in Raymond Boudon, *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, p. 270.

<sup>6</sup> Nous utiliserons dans notre réflexion indifféremment les expressions rébellion, insurrection, sédition et révolte pour signifier cette même réalité.



« Ce sont des actions contestataires, qui remettent en cause l'ordre établi, les institutions existantes, le cours normal des choses. Elles peuvent éventuellement mais non nécessairement déboucher sur des actions illégales (manifestation ou grève interdite, désobéissance civile) voire violentes (affrontement avec les forces de l'ordre, barricades, pillage, enlèvement, attentat) »<sup>7</sup>.

Le phénomène de rébellion révèle d'abord le rejet de la figure du « prince » ou du « chef » par les personnes qui se sentent oubliées, ou non écoutées, de la politique menée par lui<sup>8</sup>. À l'appui de cette définition, et suivant le modèle de la « frustration relative » de Ted Gurr, le ressort principal de la rébellion résiderait, notamment, dans une frustration produite par le décalage entre les attentes et l'absence de satisfaction de ces attentes (chômage, précarité, racisme par exemple)<sup>9</sup>. Les deux premières phrases du livre *Pourquoi je suis devenu un rebelle*<sup>10</sup> de Guillaume Soro, résumeraient, d'une certaine façon, les motivations de cette insurrection et ses récriminations contre le Chef de l'État ivoirien. L'auteur y déclare, en effet : « Aujourd'hui, en Côte d'Ivoire, un génocide menace, analogue à celui qu'a connu le Rwanda. M. Laurent Gbagbo, l'actuel Chef de l'État de la Côte d'Ivoire, a une responsabilité majeure dans la catastrophe qui se prépare »<sup>11</sup>. La dernière phrase dudit livre confirme, quant à elle, les plaintes des rebelles contre Laurent Gbagbo : « Il est et restera dans l'histoire de mon pays comme l'homme qui en a divisé les fils. L'homme qui a causé une guerre et l'a perdue »<sup>12</sup>. Trois angles d'approches seront mobilisés dans cette matière. D'abord, il y aura une discussion de quelques facteurs explicatifs de la rébellion de septembre 2002. Ensuite, l'étude mettra en exergue la partition du pays en deux. Enfin, il sera question de montrer que tous les habitants du Nord ne soutenaient pas forcément la rébellion.

#### a) Quelques facteurs explicatifs de la rébellion de septembre 2002

Nous tentons de présenter ici des facteurs qui ont engendré la guerre de septembre 2002, à partir d'une analyse de la situation sociopolitique qui précéda cette insurrection armée. Si le mode opératoire de la rébellion est régulièrement taxé d'antidémocratique, il convient de noter qu'une rébellion ne naît pas *ex nihilo*. Elle est l'aboutissement de circonstances particulières, d'une histoire propice, de financements et d'une organisation<sup>13</sup>. Les registres évocateurs de revendications politiques et idéologiques des rébellions sont multiples. Philippe Hugon voit, ainsi, dans la révolte du 19 septembre 2002, en Côte d'Ivoire, « la résurgence des référents identitaires ethniques, religieux ou nationalistes, de la défaillance de l'État de droit et de souveraineté en

<sup>7</sup> Nonna Mayer et Pascal Perrineau, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 112.

<sup>8</sup> C'est pourquoi la rébellion exigea la démission du Président Laurent Gbagbo.

<sup>9</sup> Ted Robert Gur, *Why men rebel ?*, London and New York, Routledge, [1970] 2012, 446 p.

<sup>10</sup> Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 2005, 174 p.

<sup>11</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>12</sup> *Idem*, p. 158.

<sup>13</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

déshérence, des immixtions des puissances régionales et internationales, et d'une montée en puissance des organisations criminelles internationales »<sup>14</sup>. Quant à Laurent Bossard, il pense que le lien entre le problème d'accès à la terre et le rejet de l'Autre est au cœur de la spirale de la haine qui a donné naissance à la rébellion ivoirienne<sup>15</sup>. Dans tous les cas, dans l'exposé des motifs de leur révolte, les principaux acteurs, pour la plupart originaires du Nord, ont affirmé avoir pris les armes, entre autres, pour combattre le tribalisme et la xénophobie dont seraient victimes les populations du Nord du pays<sup>16</sup>, communément appelées les Dioulas. Pour notre part, et à la lumière d'autres contextes révolutionnaires, nous tenterons de rassembler, sous trois motifs, les facteurs explicatifs de cette insurrection de septembre 2002 : les motivations économiques, le sentiment d'injustice ou les raisons politiques et les conflits personnels entre les élites ivoiriennes.

Concernant les motivations économiques, l'inégalité des revenus<sup>17</sup> et la disparité de développement entre le Nord et le Sud du pays ont certainement nourri des rancœurs que la rébellion a mises au jour. Pour Xavier Crettiez, « *la ségrégation économique d'un groupe singulier peut conduire à la radicalisation, particulièrement si elle est perçue comme le résultat d'une politique intentionnelle du pouvoir en place et plus encore si cette ségrégation se couple d'une forte polarisation communautaire fondée sur une distorsion dans l'accès aux ressources* »<sup>18</sup>. Il convient de noter que la majorité des structures industrielles, financières et administratives sont localisées dans la zone Sud du pays. Les deux capitales économique (Abidjan) et politique (Yamoussoukro) sont situées dans la moitié Sud ivoirienne. Les deux ports maritimes, poumons de l'économie ivoirienne s'y trouvent également. L'exportation des matières premières, qui participe grandement à l'entrée de devises, se fait essentiellement à partir des deux ports situés au Sud du pays. De plus, le climat forestier de la zone Sud de la Côte d'Ivoire y favorisa, depuis 1930, une migration de populations en quête de terres fertiles et d'emplois. Ainsi, pendant que la population du Sud augmentait, celle du Nord baissait. Le cacao, dont la Côte d'Ivoire est premier producteur mondial, est cultivé dans la moitié Sud. Le sous-développement du Nord cristallisa des disparités économiques. Les nordistes se sentaient abandonnés par les régimes présidentiels qui se suivaient au pouvoir. La migration des habitants du Nord vers le Sud provoqua régulièrement des conflits fonciers. Et les lois foncières ivoiriennes n'arrivaient pas à régler définitivement ces problèmes, d'où l'accumulation de ressentiments que la rébellion de 2002 mit en lumière.

---

<sup>14</sup> Philippe Hugon, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, p. 121.

<sup>15</sup> Laurent Bossard, « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest : une crise régionale en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, p. 151.

<sup>16</sup> Kouadio Goussan, « La crise franco-ivoirienne de novembre 2004 », *Africa*, vol. 61, n° 1, 2006, p. 73.

<sup>17</sup> François Aka Bédia *et al.*, « D'où proviennent les inégalités en Côte d'Ivoire ? », in François Aka Bédia *et al.* (dir.), *D'où proviennent les inégalités en Côte d'Ivoire ?*, Paris, Agence française de développement, 2020, pp. 1-18.

<sup>18</sup> Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 709-727.

La conquête du Sud serait ainsi à replacer dans la longue histoire de la descente des peuples sahéliens vers les zones côtières, mêlant « *migrations de guerre* » et expansion économique<sup>19</sup>. Henri Konan Bédié fait la même analyse. Pour lui, il y a toujours eu pression des peuples du Nord sur les peuples du Sud. « *C'est un constat de portée universelle [...] Ce va-et-vient, ces arrivées successives de musulmans du Nord vers le Sud existent depuis la nuit des temps. S'ils prennent plus d'ampleur à l'heure actuelle, c'est pour des raisons climatiques et économiques* »<sup>20</sup>. Selon Michel Galy, les peuples du Sud, « *le dos à la mer, effrayés par les 30% de résidents non nationaux et par les quelques 50% de Nordistes dans la capitale, parfois minoritaires comme dans l'Ouest sur leurs terres ancestrales, ont vu jusqu'à leur existence menacée, et ont redouté à leur tour d'être victimes d'une domination politique nordiste* »<sup>21</sup>. D'où cette attitude discriminatoire qui serait peut-être à voir comme un instinct de survie des sudistes. En plus de la motivation économique, des raisons politiques auraient engendré la rébellion.

De fait, une deuxième catégorie de motivations semble pertinente : les raisons politiques ou le sentiment d'injustice. William Gamson met en lumière la pertinence du sentiment d'injustice comme source dynamique d'un sursaut identitaire favorisant la mise en place de l'action collective et générateur du processus de politisation<sup>22</sup>. En effet, comme l'énonce Jacques Mukonga Sefu, la naissance d'un monde nouveau est souvent douloureuse :

*« 620 000 soldats tombèrent, sur le champ de bataille, durant la guerre de Sécession qui déchira l'Amérique de Lincoln. Mais il y avait un message de justice dans le crépitement de chaque balle tirée durant cette guerre-là. Oui ! Ces crépitements d'obus étaient autant de voix qui s'élevaient en chœur pour rappeler, si besoin en était encore, que tous les hommes naissent libres et égaux en dignité et en droit. Les noirs aussi »*<sup>23</sup>.

Les causes identitaires liées à la race, à l'ethnie, à la religion ou à des faits historiques sont donc souvent mises en avant, pour justifier des révoltes. Dans une étude du règne de Paul Biya au Cameroun, Marie-Emmanuelle Pommerolle relève aussi une désignation ethnique ou régionaliste des ennemis de l'intérieur : les « nordistes », « les Bamiléké », les anglophones, souvent nommés « anglo-bamis » sont mis à l'index<sup>24</sup>.

Dans le cas ivoirien, les récriminations des nordistes ivoiriens contre l'ivoirité donnèrent naissance au MPCI<sup>25</sup>. En effet, la rébellion apparut comme la résultante des frustrations de la zone Nord du pays. Depuis le décès d'Houphouët-Boigny, la question identitaire a nourri les clivages

---

<sup>19</sup> Michel Galy, « Politologie d'une rébellion. Une "gouvernance par la violence" au Nord de la Côte d'Ivoire ? », *Cultures & Conflits*, n° 65, 2007, pp. 137-155.

<sup>20</sup> Henri Konan Bédié, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999, pp. 150-151.

<sup>21</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

<sup>22</sup> William Gamson, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 288 p.

<sup>23</sup> Jacques Mukonga Sefu, « La "neutralité" est une forme de "lâcheté" par la positive », *youtube.com*, 24 novembre 2019, [consulté le 23 janvier 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=KQ2AdorLouQ].

<sup>24</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, « Les violences dans l'Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d'interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, vol. 138, n° 2, 2015, pp. 163-177.

<sup>25</sup> Guillaume Soro dit qu'initialement son mouvement devait se dénommer Mouvement révolutionnaire de Côte d'Ivoire (MERC), puis Mouvement de libération patriotique de Côte d'Ivoire (MLPCI). Finalement, le MPCI fut retenu. Il en aurait rédigé les statuts et règlements. Cf. Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 79.

entre les sudistes, qui s'affichaient comme vrais autochtones du pays, et les nordistes qui se voyaient qualifiés d'étrangers. De plus, les sudistes semblaient assimiler les nordistes à des musulmans. Les nombreuses dérives policières que les personnes qui portent des noms à consonance nordiste ou musulmane subissaient lors des contrôles n'ont fait que consolider ces mécontentements. Ainsi, très rapidement, le mouvement armé va s'attirer la sympathie de certaines populations du Nord du pays<sup>26</sup>. La une de *Le Patriote* ci-dessous dit que la question identitaire est effectivement à la base de la rébellion.

**Image 8 : *Le Patriote* présente la question identitaire comme cause de la rébellion.**



Source : *Le Patriote*, n° 3089, 1<sup>er</sup> février 2010.

De fait, les peuples du Nord de la Côte d'Ivoire s'étendent jusqu'au Mali et au Burkina-Faso. Les mêmes patronymes et les mêmes ethnies se rencontrent, ainsi, de chaque côté des frontières très poreuses des trois pays. Ces frontières tracées par les colons ont divisé des aires culturelles homogènes. Pour Guillaume Soro, il était difficile, pour un ressortissant du Nord, de se procurer une carte nationale d'identité<sup>27</sup>. De plus, ceux qui avaient la chance d'en disposer voyaient souvent leurs documents arrachés et déchirés par les policiers<sup>28</sup>. Le chef de la rébellion ivoirienne révèle que, lorsque ses soldats et lui ont pris le contrôle du Nord ivoirien, ils ont trouvé une note officielle, affichée dans des commissariats, qui demandait aux personnes dont les noms étaient à consonance nordiste de présenter les cartes d'identités ivoiriennes de leurs parents et de leurs grands-parents avant d'avoir une carte nationale d'identité<sup>29</sup>. En novembre 2002, Laurent Gbagbo dit qu'effectivement des musulmans étaient pris pour des étrangers par des policiers qui faisaient des descentes dans les mosquées mais qui n'allaient pas chercher des étrangers dans les temples et églises du pays pourtant fréquentés par des Ghanéens et des Nigériens<sup>30</sup>. Toutes ces frustrations auraient motivé la prise des armes par les rebelles venus du Nord du pays pour qui « *aucun Ivoirien*

<sup>26</sup> Sandrine Raynal, « En Côte-d'Ivoire, "les forces du bien contre les forces du mal" », *Hérodote*, vol. 119, n° 4, 2005, pp. 111-128.

<sup>27</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 14.

<sup>28</sup> *Idem*, p. 23.

<sup>29</sup> *Ibidem*.

<sup>30</sup> Francis Kpatindé, « Gbagbo se confiait à Jeune Afrique L'Intelligent : "Il n'y a pas de problème musulman en Côte d'Ivoire" », *Notre Voie*, n° 1334, 7 novembre 2002, p. 9.

ne se laissera spolie de sa nationalité »<sup>31</sup>. C'est ce que traduit cet article de *Le Patriote* où un conseiller spécial de Guillaume Soro affiche la détermination des rebelles à combattre l'ostracisme dont ils seraient victimes.

### Image 9 : Les Forces nouvelles contre l'ostracisme envers certains Ivoiriens.

INTERVIEW / MAMADOU TRAORÉ (CONSEILLER SPÉCIAL DU SG DES FN) :

## “Aucun Ivoirien ne se laissera spolie de sa nationalité”

L'actualité politique nationale est marquée par l'affaire Mambé, la crise à la CEI et les tensions dans certaines villes de l'intérieur du pays. Un retour en force des réseaux de l'ivoirité. Sur toutes ces questions, M. Mamadou Traoré, conseiller spécial du secrétaire général des Forces nouvelles, se prononce sans faux-fuyant.

Réalisé par  
Ibrahim B. Kamagaté

LP : L'actualité politique est marquée par la crise à la CEI. Quelle analyse en faites-vous ?

Mamadou Traoré : A la lumière de tout ce qui se passe actuellement, j'ai peur pour mon pays. Je parle dire que la Côte d'Ivoire est en danger. Car, ce que nous avons cru avoir dépassé, est en train de revenir en grande force et sous une autre forme. Je parle de l'ivoirité de l'exclusion et de la catégorisation des Ivoiriens. Et nous avons demandé en conséquence, de faire en sorte que cela ne se répète plus dans ce pays. Aujourd'hui, à travers ce qui se passe, il y a problème et nous constatons que nos institutions sont menacées. La première institution qui est menacée, c'est la CEI chargée de nous conduire aux élections. Ensuite de la CEI, je dirai que la Primature elle-même est menacée. Si la Primature est menacée, je dirai même que la Présidence de la République est menacée. C'est pourquoi, je dis que j'ai peur pour mon pays.

LP : L'affaire des 429.000 électeurs est à la base de cette crise. Qu'en savez-vous exactement ?

MT : En ma qualité de Forces nouvelles, je constate que chacun campe sur sa position et chacun pense qu'il a raison. Le camp présidentiel trouve que Mambé a posé des actes qu'il ne devait pas faire. Et que, par conséquent, ces initiatives qu'il a prises concourent à entacher la crédibilité de la liste électorale. Quant à Mambé, il dit qu'il y a eu un dysfonctionnement dans son service parce que certains de ses collaborateurs se sont donnés une très grande liberté qu'il n'a pas autorisée. Toutefois, il est démontré que ni Mambé, c'est-à-dire la CEI, ni ses collaborateurs, personne ne pou-



“La Côte d'Ivoire est en danger”

voit introduire de nouveaux noms sur la liste électorale, parce que le système est totalement sécurisé. Seul SANGHÉ et l'INS en ont la capacité technique. Donc voyez à ce niveau-là, sur la base de la bonne foi de Mambé qui a dit avoir informé tous les acteurs politiques, y compris le chef de l'Etat, le facilitateur, le représentant spécial de l'ONU, je peux dire que Mambé n'a pas agi en cachette.

LP : Êtes-vous favorable à une publication de cette liste de 429.000 électeurs ?

MT : Je suis parfaitement d'accord qu'on publie cette liste pour une question de clarté et de transparence, afin que les Ivoiriens sachent ceux qui sont sur cette liste. Car que je peux dire, c'est que ceux qui sont sur cette liste ne sont pas des étrangers.

LP : Pensez-vous que le camp présidentiel cherche la petite bête sur la liste de Mambé pour en arriver à ce blocage du processus électoral ?

MT : Effectivement, des Ivoiriens soupçonnent depuis longtemps, le camp

présidentiel d'être à la base des reports négatifs des élections. Ce que je peux dire, c'est que ce qui est en train de se passer par la faute du camp présidentiel, même si nous le considérons comme une tempête dans un verre d'eau, est en train de donner raison aux Ivoiriens. Ce n'est pas mon point de vue, mais, c'est un constat.

LP : En votre qualité de conseiller spécial du Secrétaire général des Forces nouvelles, chargé des relations avec les partis politiques, quels messages adressez-vous aux différents protagonistes ?

MT : C'est un appel au calme. Au camp présidentiel, je demande qu'il ne donne pas raison à nos compatriotes qui pensent qu'il ne veut pas aller aux élections. Quand j'entends certains partisans du camp présidentiel dire qu'il faut réinstaller Mambé, dissoudre la CEI et même confier le processus électoral au ministère de l'Intérieur, dirigé par un responsable du FPI, un membre influent de l'équipe de campagne du candidat de ce parti, je dis donc qu'il y a problème. Il

y a anguille sous roche par rapport à tout ce qui se passe. C'est vrai que le FPI ne l'a pas dit, mais à travers les déclarations de ses partisans, ce parti cherche à contrôler les élections. Je ne pense pas que les autres partis politiques puissent l'accepter.

LP : Comment voyez-vous le règlement de ce problème ?

MT : Il faut un règlement politique.

LP : Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

MT : A ce jour, sur ce dossier, nous avons quitté le domaine du droit. Concrètement, je crains qu'à ce niveau, une réunion du CPC trouvera la solution à ce problème. Je suis heureux d'apprendre qu'il y aura une réunion du CPC dans les heures qui viennent. Ce sera l'occasion, à mon sens, de trouver une solution à ces problèmes de la crise ivoirienne qui devient de plus en plus grave.

LP : La phase judiciaire du contentieux provoque des tensions dans le pays à cause des

radiations massives d'électeurs de la liste électorale. Quel est maintenant en faites-vous ?

MT : Je disais tantôt que j'ai peur de mon pays. Ces mouvements d'émigrants et ces tensions qu'on observe et là, sont les preuves manifestes qu'aujourd'hui, aucun Ivoirien n'est prêt à se laisser spolie de sa nationalité. C'est la preuve également que les Ivoiriens ont soif de justice et d'équité. C'est la preuve qu'ils niment leur patrie. Après avoir tant souffert pour être à côté sur la liste électorale, aucun Ivoirien n'est prêt à se laisser arracher l'identité par des méthodes arbitraires. Arbitraires, parce qu'il y'a un mixte arbitraire qui a été arrêté de mon consentement par les acteurs politiques dans le cadre de ce processus électoral. On se rend compte que ce mixte est foulé au pied par les militants certains partis politiques qui, par simple dénonciation, exige la restitution d'autre citoyen de la liste électorale. C'est dans ces villes partout et y a eu des mouvements, ce sont

### CERCLE DES AMIS DU PATRIOTE

Pendant trois jours, notre quotidien préféré a été absent des kiosques à cause d'une décision injuste du pouvoir FPI. Pour soutenir nos vaillants journalistes, en vue de la liberté de la presse nous recommandons à chaque lecteur et lecteur d'acheter par jour, mais trois numéros de la même édition ce, jusqu'au samedi 13 février. Le Patriote est notre journal, soutenons-le.

POUR LE CAP : LE COORDINATEUR

### COMMUNIQUE DU PATRIOTE

Depuis la décision injuste du CNP, vous n'avez cessé de nous manifester votre solidarité. Certains lecteurs ici comme ailleurs souhaitent contribuer financièrement. Vous nous avez demandé le numéro de notre compte bancaire. C'est suivant :

BACI N°0034 01002 011851427027 74

La Directrice

### RDR — ABIDJAN ZONE II

La Direction de Campagne Zone II (Cocody-Plateau-Bingerville) organise une cérémonie de lancement de la CARTE DE MILITANT 2009-2010. Suite d'une Conférence sur "Le Contentieux Electoral". Conditions d'obtention de la Carte de Militant : 2 photos d'identité ; Une pièce d'identité (photocopie) ; Prix : 1 000F CFA.

Samedi 13 Février 2010 à 15:00 au QC de Campagne Cocody Rivierain/Atoll. Tous les militants et sympathisants du RDR sont conviés. « acheter une carte, c'est contribuer à la victoire d'IDD ».

Source : *Le Patriote*, n° 3094, 10 février 2010, p. 4

Mais cette insurrection s'est aussi nourrie, en notre sens, d'un conflit entre élites ivoiriennes. En effet, le troisième facteur mobilisé pour rendre raison de cette crise convoque les conflits personnels entre les élites militaires et civiles ivoiriennes<sup>32</sup>. Concernant les militaires, Guillaume Soro révèle que les rebelles étaient d'abord des soldats exclus de l'armée régulière. Certains parmi eux étaient des déserteurs de l'armée ivoirienne, après des coups d'État manqués ; d'autres avaient été chassés de façon arbitraire. Ils étaient accompagnés de 800 militaires qui protestaient contre leur démobilisation prévue au début 2003.

<sup>31</sup> Ibrahim Kamagaté, Interview/Mamadou Traoré (conseiller spécial du SG de FN) : “Aucun Ivoirien ne se laissera spolie de sa nationalité”, *Le Patriote*, n° 3094, 10 février 2010, p. 4.

<sup>32</sup> Theda Skocpol, *Social revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, [1994] 2008, p. 5.

« Il y a un noyau de plusieurs dizaines de personnes surnommés Zinzins et Bahéfoués<sup>33</sup>. Ce sont eux qu'on trouve à la tête de la rébellion depuis que, après avoir loyalement servi leur pays, ils furent obligés de s'enfuir pour ne pas être exécutés. Des militaires qui ont installé Guéï au pouvoir, et qui ont été également obligés de s'enfuir quand il a commencé sa dérive totalitaire, sont aussi dans nos rangs [...] Des Ivoiriens du Sud, du Centre, de l'Est et de l'Ouest ont rejoint nos rangs pour dénoncer le tribalisme qui règne au sein d'une armée censée être nationale »<sup>34</sup>.

À propos des élites civils, les trois premiers successeurs d'Houphouët-Boigny, tous de la moitié Sud, auraient exacerbé le clivage identitaire qui privait certains ivoiriens de leurs droits à l'éligibilité. Comme le souligne Xavier Crettiez, « l'éviction d'un groupe des lieux de décision politique au profit d'un groupe dominant rival ou hostile »<sup>35</sup> peut engendrer des violences. Les péripéties rencontrées par le nordiste Alassane Ouattara pour accéder à la magistrature suprême, depuis 1993, servirent d'argument pour justifier la révolte venue du Nord. Cet homme politique, vu comme un homme providentiel<sup>36</sup>, apparaissait comme la figure de tous les marginalisés de son aire culturelle malinké. Guillaume Soro se demande, à ce propos, comment on peut avoir été Premier ministre d'un pays et devenir subitement un étranger dans ce même pays ?<sup>37</sup> « L'ivoirité n'a été inventé que pour empêcher cet homme dérangeant de se présenter. Mais, par ricochet, les bazookas du discours anti-Ouattara se sont retournés contre l'ensemble des Ivoiriens originaires du Nord du pays. À ce discours s'est ajouté un discours religieux, parce que les gens du Nord sont majoritairement musulmans »<sup>38</sup>, affirme le chef de la rébellion. L'insurrection prit alors l'allure d'un soulèvement populaire. « Les populations ont eu très peur dans les premiers temps, mais ont vite compris nos motivations qu'elles partageaient. Elles ont marqué leur solidarité avec nos troupes »<sup>39</sup>, déclare Guillaume Soro. Il semble que le facteur identitaire qui fit naître un sentiment d'injustice chez les nordistes fut un argument central de la rébellion. D'ailleurs, il a été régulièrement mis en avant dans l'exposé des motifs et les tentatives de résolution de cette crise militaro-politique. Prenant appui sur cette motivation, le pays fut ainsi divisé en deux après l'échec du coup d'État du 19 septembre 2002.

## b) La partition de la Côte d'Ivoire en deux zones

Cette analyse présente la scission du pays en deux parties et la disposition des protagonistes de la crise sur le terrain des opérations militaires. Guillaume Soro et ses soldats avaient pris le

---

<sup>33</sup> Zinzins et Bahéfoués étaient des noms que s'étaient donné des classes de soldats. Dans le langage courant ivoirien, Zinzins signifie « fous ». Dans certaines ethnies du groupe Akan, Bahéfoués signifie « sorciers ».

<sup>34</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 69.

<sup>35</sup> Xavier Crettiez, *Op. cit.*, 2016, pp. 709-727.

<sup>36</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

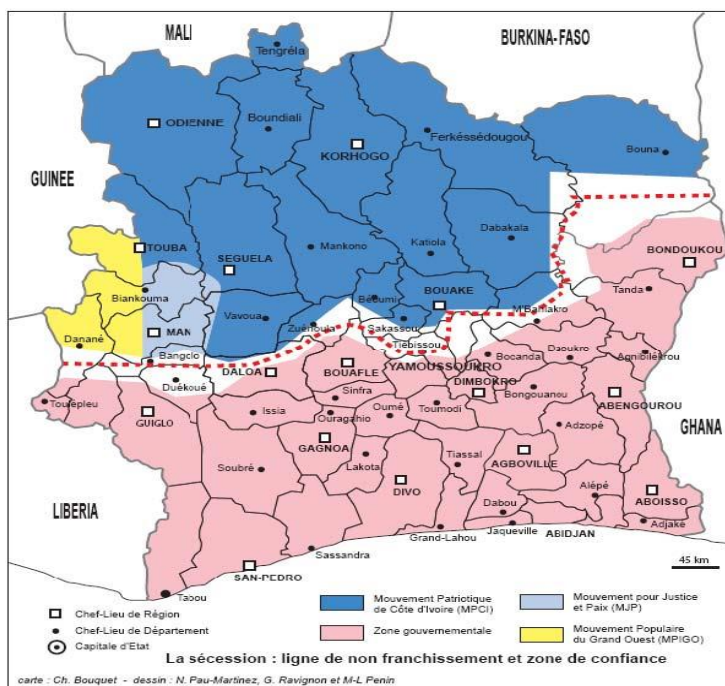
<sup>37</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 21.

<sup>38</sup> *Ibidem.*

<sup>39</sup> *Idem*, p. 82.

Burkina-Faso comme base arrière<sup>40</sup> pour préparer leur attaque<sup>41</sup>. C'est pourquoi, comme le révèle Laurent Bazin, des Burkinabés furent soupçonnés de soutenir aussi cette rébellion<sup>42</sup> qui comptait préserver leurs acquis<sup>43</sup>. Face à la résistance de l'armée loyaliste, les rebelles se replièrent au Nord ivoirien. Ils s'emparèrent des villes de cette zone<sup>44</sup>. Le pays fut alors divisé en deux comme le montre la carte ci-dessous.

**Carte 5 : Partition de la Côte d'Ivoire en deux zones, en 2002.**



Source : Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2007.

La ville de Bouaké, au Centre de la Côte d'Ivoire, devint la capitale de la rébellion. Celle-ci occupa la moitié Nord du pays. Son emprise s'étendait sur près de 60% du territoire ivoirien. Le mouvement pour la justice et la paix (MJP), et le Mouvement populaire du grand Ouest (MPIGO) s'associèrent au Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) pour contrôler la moitié Nord du pays. Ces deux nouveaux groupes armés qui jaillirent à l'Ouest auraient été suscités par Ibrahim Coulibaly, dit IB, un allié de Guillaume Soro. Mis sur pied avec le soutien du Président libérien, Charles Taylor, le MPIGO et le MJP comptaient dans leurs rangs des anciens combattants libériens, dont Kuku Denis et Sam Bockarie<sup>45</sup> qui avaient participé à la guerre civile en Sierra

<sup>40</sup> Richard Banégas et René Otayek, « Le Burkina-Faso dans la crise ivoirienne : effets d'aubaine et incertitudes politiques », *Politique africaine*, n° 89, 2003, pp. 71-87.

<sup>41</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

<sup>42</sup> Laurent Bazin et Monique Sélim, « Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire (entretien avec M. Selim) », *Chimères. Revue des schizoanalyses*, n° 56, 2005, pp. 15-34.

<sup>43</sup> Il s'agissait notamment de leurs biens matériels, des terres acquises par la force du travail dans les plantations et des droits à la libre circulation dans la zone CEDEAO.

<sup>44</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

<sup>45</sup> Comfort Ero et Anne Marshall, « L'ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? », *Politique africaine*, vol. 89, n° 1, 2003, pp. 88-101.

Leone (23 mars 1991-18 janvier 2002). L'enracinement ethnique du mouvement armé renforça le clivage né de l'instrumentalisation de l'ivoirité. La partition du pays dura de 2002 à 2011. Une « zone de confiance » délimitait la partie Nord, sous contrôle rebelle, de la zone Sud, tenue par le gouvernement de Laurent Gbagbo. Elle s'étendait de l'Est à l'Ouest du pays. Marquée en blanc sur la carte ci-dessus, elle était sous la responsabilité des forces étrangères en général et de la Force « Licorne »<sup>46</sup> notamment.

L'Ouest ivoirien, annexé par le MPIGO et le MJP, mérite qu'on lui accorde une attention particulière dans notre démarche. Frontalière du Liberia, cette zone connaissait des problèmes de sécurité depuis des décennies. Elle partage avec le Liberia la langue Wê. Terre particulièrement fertile, elle est régulièrement envahie d'allogènes et d'allochtones<sup>47</sup> en quête de parcelles pour cultiver le cacao essentiellement. D'où des conflits récurrents avec les autochtones Wês devenus minoritaires sur leurs propres territoires. La migration vers cette partie, depuis les années 1930, fixa l'Ouest ivoirien dans de sempiternels conflits fonciers<sup>48</sup>. Ces crises participèrent à la chute d'Henri Konan Bédié<sup>49</sup> en décembre 1999. La guerre de septembre 2002 y puisa également des ressorts. Après la partition du pays en deux, de nombreux allochtones et allogènes vinrent s'installer dans cette partie, pour en exploiter les terres prises de force ou les parcelles délaissées par les Wês en fuite. « *C'est même devenu un commerce juteux. Les ex-rebelles en cheville avec des notables locaux organisent les arrivées des étrangers contre espèces sonnantes et trébuchantes* »<sup>50</sup>.

Pour s'opposer aux incursions du MJP et du MPIGO qui protégeaient les intérêts fonciers des étrangers, d'après les experts de l'ONU<sup>51</sup>, le Front de libération du Grand Ouest (FLGO) de Denis Maho Glofiehi s'est armé d'armes automatiques. Selon l'Onuci, des miliciens des deux bords ont par ailleurs pratiqué des actes de banditisme : attaques sur les routes, viols, braquages, assassinats<sup>52</sup>. On pourrait ainsi considérer que l'Ouest Ivoirien fut, lui aussi, un intense foyer de conflits qui pourraient suggérer la présence d'une troisième force dans la crise ivoirienne. Toutefois, la présence dans cette zone d'un clivage net pro-Gbagbo/pro-rebelles milite en faveur d'une minimisation de cette piste de recherche. Nous optons, alors, globalement pour une partition du pays entre deux groupes principaux : les rebelles et les loyalistes.

---

<sup>46</sup> C'est le nom de l'opération militaire française lancée dès le 22 septembre 2002 en Côte d'Ivoire.

<sup>47</sup> ONU, « Rapport final du groupe d'experts établi conformément au paragraphe 10 de la résolution 1782 (2007) », S/2008/598, 9 octobre 2008.

<sup>48</sup> En 1999, environ 18 000 Burkinabés durent quitter la région de Tabou (Sud-Ouest) pour le Burkina-Faso, suite à des litiges fonciers avec les autochtones.

<sup>49</sup> Jean-Pierre Chauveau, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 94-125.

<sup>50</sup> Pascal Airault, « Côte d'Ivoire : les mystères de l'Ouest », *Jeune Afrique*, 17 novembre 2009.

<sup>51</sup> Fanny Pigeaud, *France Côte d'Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roque d'Anthéron, Vents d'ailleurs, 2015, p. 120.

<sup>52</sup> ONUCI, *Rapport sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, mai-juin-juillet 2005*, octobre 2005, 43 p.



La partie tenue par les Forces nouvelles était comparable à une « République du Nord », avec sa régie financière (*la Centrale*<sup>53</sup>) et son administration territoriale organisée en dix zones<sup>54</sup> dirigées par des *com'zones*<sup>55</sup>. Le général Bruno Clément-Bollé, commandant de l'opération française « Licorne », de 2007 à 2008, qualifie le groupe rebelle d'« *armée de circonstance, composée de bandes mal structurées, mal équipées, mal commandées, sans cohésion, au comportement éthique douteux* »<sup>56</sup>, qui pillaient les zones sous leur responsabilité. Dans leur stratégie, les insurgés envisagèrent même une réunification de la partie Nord de la Côte d'Ivoire avec le Burkina-Faso<sup>57</sup>.

À propos de la partition du pays, Laurent Gbagbo confie que l'ex-Président Libyen, Mouammar Kadhafi, lui avait dit un jour : « *Laurent, pourquoi tu te fatigues avec le Nord ? Coupe le pays en deux. Garde le Sud, et laisse-leur le Nord, tu auras la paix* »<sup>58</sup>. Pour Laurent Gbagbo, Mouammar Kadhafi ne faisait que dire tout haut ce que beaucoup de parties prenantes pensaient tout bas. C'était un plan envisagé par ses adversaires, pensa-t-il. Cette idée avait déjà parcouru le pays, dans les années 1990, lorsqu'Alassane Ouattara était Premier ministre d'Houphouët-Boigny. Laurent Gbagbo affirme que le problème de la Côte d'Ivoire, « *c'est le fait que Compaoré<sup>59</sup> et Ouattara veulent fondre la Côte d'Ivoire dans le Burkina. À croire que, tous les deux, ils ont une revanche à prendre contre la Côte d'Ivoire* »<sup>60</sup>. Une « Charte du Nord », prônant le démembrement de la Côte d'Ivoire, avait même circulé dans certains milieux, à cette période<sup>61</sup>. Selon Henri Konan Bédié, le Président Houphouët-Boigny s'en était offusqué, en son temps, et avait exigé que les auteurs de ce manifeste fussent traqués<sup>62</sup>. Diffusé par plusieurs journaux en 1991, ce texte dont les auteurs restèrent anonymes disait en substance :

« *Le gouverneur Alassane Ouattara a besoin du soutien des citoyens et singulièrement des siens, toutes races confondues, de la communauté du Grand Nord à laquelle il appartient. [...] La défense d'Alassane figure en bonne place parmi nos objectifs. [...] Il faut désormais militer en faveur d'un Grand Nord [...] dirigé par un des siens. Lutter pour l'avènement d'un Grand Nord qui ne veut plus s'identifier à travers les autres, un Grand Nord soucieux de se doter d'une personnalité forte* »<sup>63</sup>.

<sup>53</sup> La Centrale avait trois sous-sections : la direction des ressources transfrontalières qui était en charge des flux aux frontières avec le Mali et le Burkina-Faso ; la direction de l'agriculture et des forêts ; la direction des hydrocarbures qui gérait le carburant, le gaz et le diamant.

<sup>54</sup> Martin Kouakou Fofité et sa « compagnie Fansara 110 », à Korhogo ; Traoré Dramane à Touba ; Ousmane Coulibaly, alias Ben Laden, à Odienné ; Koné Gaoussou, dit Jah Gao, à Boundiali ; Losseni Fofana, dit Loss, et sa « compagnie Cobra », à Man ; Ouattara Issiaka, dit Wattao, et sa « compagnie Anaconda », à Séguéla ; Ouattara Zoumana à Mankono ; Chérif Ousmane et sa « compagnie Guépard », à Bouaké ; Morou Ouattara à Bouna, Touré Hervé, dit Vétcho, et son « Bataillon mystique », à Katiola.

<sup>55</sup> L'expression *com'zones* est le diminutif de commandants de zones. Il y avait dix zones et dix *com'zones*, dans la partie Nord du pays tenue par les rebelles.

<sup>56</sup> Marie Miran-Guyon, « Les forces armées de Côte d'Ivoire : portrait d'un dispositif fragile », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 281-306.

<sup>57</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2007, pp. 137-155.

<sup>58</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 64.

<sup>59</sup> En décembre 2002, Mamadou Koulibaly, Président de l'Assemblée nationale ivoirienne aurait déclaré publiquement que Blaise Compaoré voulait annexer la Côte d'Ivoire pour donner au Burkina-Faso, pays enclavé, un accès à l'Océan Atlantique vers le Sud. Cf. Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 38.

<sup>60</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 129.

<sup>61</sup> Face à l'ostracisme ressenti par les nordistes Camerounais sous le régime de Paul Biya, l'idée d'un « parti du Grand Nord » aurait émergé également en 2013, au Cameroun. Cf. Marie-Emmanuelle Pommerolle, *Op. cit.*, 2015, pp. 163-177.

<sup>62</sup> Henri Konan Bédié, *Op. cit.*, 1999, p. 150.

<sup>63</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 20.

Toutefois, il convient de relever que la partition du pays ne fit pas l'unanimité au sein des groupes d'influence et des habitants du Nord. La rébellion elle-même frôla quelques fois l'implosion<sup>64</sup>, face aux intérêts souvent discordants des différents acteurs du mouvement. Des conflits internes firent des morts parmi certains de leurs leaders<sup>65</sup>. Beaucoup de nordistes s'opposaient à cette insurrection armée qui sembla leur apporter moins de bénéfices qu'ils en auraient espérés.

### c) De l'opposition des populations du Nord à la rébellion

Nous voudrions mettre en exergue le désaccord affiché par une partie de la population nordiste face à cette insurrection armée. Plusieurs événements ont poussé certains habitants du Nord à prendre des distances avec la rébellion. Ce propos tentera d'en relever quelques-uns. Il sera d'abord question des processus d'enrichissement de certains rebelles. Puis, les tracasseries subies par les habitants du Nord seront relevées. En ce qui concerne le premier point, disons que de 2002 à 2010, certains rebelles se sont créés des opportunités d'enrichissements<sup>66</sup> au Nord. Selon plusieurs observateurs, les insurgés auraient mis en place une économie souterraine dans leurs dix zones de commandement pour tirer profit de l'exploitation des matières premières (cacao, coton, bois, noix de cajou, or et diamants...)<sup>67</sup>. Des rackets et des appropriations<sup>68</sup> ont été aussi régulièrement signalés. En avril 2011, Nicolas Ballet affirme à ce sujet :

*« Un document comptable authentifié dont nous dévoilons le contenu, montre que les taxes illégales prélevées par les rebelles de Korhogo (barrages routiers, convois de cotons, citernes de pétrole) avaient par exemple rapporté, à la "direction de la mobilisation des ressources", 70 millions de francs CFA (1 million d'euros) sur une semaine de l'été 2003, pour un bénéfice après dépenses, d'environ 50 millions de francs CFA (environ 800 000 euros). Le tout était régulièrement déposé sur des banques au Burkina-Faso »<sup>69</sup>.*

La rébellion ivoirienne semblait devenue une entreprise lucrative, au-delà des idéaux de départ, aux dépens de la population du Nord. *« Des groupes de soldats ont effectivement cru que l'heure de l'abondance était venue, quand nous avons pris le contrôle du Nord ivoirien. Certains ont voulu capter à leur profit les ressources naturelles »<sup>70</sup>*, déclare leur chef Guillaume Soro. Les populations ont dû en pâtir. En 2007, l'ONG britannique Global Witness constata : *« Les FN, à travers leurs actes, témoignent d'un manque total de responsabilité à l'égard de la population locale, surtout dans les domaines économique et financier. Les taxes qu'elles imposent constituent*

---

<sup>64</sup> Elimane Fall, « "IB"-Soro : les dessous d'un duel sanglant », *Jeune Afrique*, 28 juin 2004.

<sup>65</sup> Thomas Hofnung, « Les rebelles se déchirent en Côte-d'Ivoire », *Libération*, 22 juin 2004.

<sup>66</sup> ONU, « Rapport final présenté par le groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, établi en application du paragraphe 12 de la résolution 1893 (2009) du Conseil de sécurité », S/2011/271, 27 avril 2011.

<sup>67</sup> Christophe Boisbouvier *et al.*, « Côte d'Ivoire : dix ans de crise, dix énigmes », *Jeune Afrique*, 28 septembre 2012.

<sup>68</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 195.

<sup>69</sup> Nicolas Ballet, « Mort du "père" de la rébellion ivoirienne : quand "IB" paradait à Lyon », *Le Progrès*, 29 avril 2011.

<sup>70</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 104.

*un fardeau financier de plus pour une population déjà affaiblie et vulnérable* »<sup>71</sup>. La plupart des rébellions sont des situations difficilement contrôlables. Elles donnent lieu à des agissements de personnes non maîtrisables qui œuvrent souvent pour leur propre compte, notamment par des rackets sur les voies publiques. C'est « *une troupe qui s'impatiente, d'autant qu'elle n'est pas régulièrement payée et dépend pour vivre des contributions de malheureux voyageurs obligés de passer par les barrages* »<sup>72</sup>. Et, comme le mentionne Amnesty international, la zone Nord était marquée par une absence de tout système judiciaire et de tout mécanisme assurant l'obligation de rendre des comptes<sup>73</sup>. La population paraissait donc livrée à elle-même, sans voie de recours. D'où des mécontentements et des manifestations très vite maîtrisées par les Forces nouvelles.

Selon un rapport d'experts de l'ONU<sup>74</sup>, certains acteurs du Nord comme du Sud ne souhaitaient pas une réunification du pays. La fin du conflit ivoirien les aurait privés d'une manne financière. Fanny Pigeaud postule que des éléments de l'armée de Laurent Gbagbo étaient également impliqués dans ces liens d'affaires<sup>75</sup>. Guillaume Soro, admet qu'il y a eu des bavures dans ses rangs : « *Je ne nie pas qu'il soit difficile de faire en permanence régner la discipline dans nos troupes motivées mais comprenant peu de soldats de métiers. Comme d'autres rébellions, en Sierra Leone, au Liberia ou en République démocratique du Congo (RDC), nous avons connu le dénuement total. Nous restons une entité soudée, mais des dérapages, des abus et des dérives sont inévitables* »<sup>76</sup>. Les responsables de la rébellion, même s'ils avaient des objectifs précis, ne pouvaient pas contrôler tous leurs éléments qui se payaient sur le terrain.

Pour ce qui est du deuxième point, des organisations internationales ont documenté des éléments sur les exactions commises dans la zone<sup>77</sup>. Beaucoup d'infrastructures de base ont été détruites : écoles, universités, hôpitaux, banques, administrations publiques, registres d'état civil... La situation humanitaire s'est dégradée en raison de la pénurie de médecins, d'infirmiers et de médicaments. Les taux de mortalité infantile et maternel y étaient en hausse<sup>78</sup>. Les entreprises avaient presque toutes été fermées ou étaient pillées. L'ex-porte-parole de la Force « Licorne », Georges Peillon, affirme que les rebelles ou Forces nouvelles étaient « *tout sauf des militaires* »<sup>79</sup>.

---

<sup>71</sup> Global Witness, « *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire. Un rapport de Global Witness, juin 2007* », *globalwitness.org*, 8 juin 2007, [consulté le 18 février 2021], disponible sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resource/s/C4D0F2B9014AF3A5492572F40017672B-Rapport\_Complet.pdf].

<sup>72</sup> Elimane Fall, *Op. cit.*, 2004.

<sup>73</sup> Amnesty international, « Côte d'Ivoire. Rapport de mission », *amnesty.org*, 22 février 2011, [consulté le 22 février 2021], disponible sur : [https://www.amnesty.org/download/Documents/24000/afr310012011fr.pdf].

<sup>74</sup> ONU, « *Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, établi en application du paragraphe 11 de la résolution 1842 (2008) du Conseil de sécurité* », S /2009/521, 9 octobre 2009.

<sup>75</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 109.

<sup>76</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 107.

<sup>77</sup> Il y a aussi des rapports sur des exactions commises dans la zone Sud du pays. Pour des recherches avancées sur la question, on peut lire, entre autres, les 72 pages fournies par Global Witness, « *Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire. Un rapport de Global Witness, juin 2007* », *Op. cit.*, 2007.

<sup>78</sup> Le Monde avec AFP et Reuters, « *Les protagonistes de la crise ivoirienne réunis à Pretoria* », *Le Monde*, 28 juin 2005.

<sup>79</sup> Nicoletta Fagiolo, « *Georges Peillon sur Laurent Gbagbo, le droit à la différence* », *youtube.com*, 17 décembre 2012, [consulté le 17 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=dIHegECmq5A].

Pour lui, ils étaient des gangs. Il met en exergue les dérives et les exactions de l'armée du Nord sur la population. Il assure qu'il n'y avait plus d'organisation administrative, les Forces nouvelles ayant « mis à sac le Nord »<sup>80</sup> :

*« En face de nous, on avait des gens qui avaient uniquement du pouvoir par la violence, par la terreur qu'ils faisaient régner. [...] c'était tout sauf très rassurant. Et il faut s'imaginer à la place des populations qui étaient dans le Nord du pays ou dans l'Ouest du pays, qui côtoyaient au quotidien des gens qui étaient sans foi ni loi [...] la population était effarée, elle était terrée chez elle... et puis c'étaient des exécutions sommaires [...] c'était une totale anarchie. On a quand même quelque part nous aussi, quand je dis-nous, c'est la France a quelque part aussi une responsabilité sur cette espèce d'état de non-droit de la zone Nord »<sup>81</sup>.*

En effet, concernant le silence de la presse internationale, Mongo Beti pense que la responsabilité des atrocités vécues au Nord doit être aussi partagée par l'ensemble de l'*establishment* français et particulièrement par les journalistes qui auraient failli à leur mission d'investigation<sup>82</sup> et d'information. En somme, cette analyse a tenté de rendre compte du désir d'un nouvel ordre politique qui a mobilisé les insurgés de septembre 2002 contre leur exclusion. Ils se sont repliés dans la zone Nord du pays, scindant le pays en deux. Toutefois, les populations qu'ils étaient censés défendre n'ont pas forcément approuvé la déclinaison quotidienne de l'action insurrectionnelle de septembre 2002. De nombreuses tentatives de règlement ont jalonné la décennie de partition du pays. Et cette période 2002-2011 fut marquée par certains événements qu'il convient de mettre en évidence.

## 2) 2002-2011 : chronique d'une période de crise

L'objet de cette contribution est d'offrir, dans une démarche chronologique, un tableau des événements principaux qui marquèrent la décennie 2002-2011 en Côte d'Ivoire. Des acteurs internationaux, mais aussi des personnages ivoiriens ont tenté de mettre fin à cette crise militaro-politique<sup>83</sup>. Quelques fois, l'une ou l'autre des deux parties en conflit a eu des positions radicales qui ne permirent pas une fin rapide de l'antagonisme Nord/Sud. Nous proposons de structurer notre réflexion en deux étapes. La première étape rappellera les principales démarches menées par la Communauté internationale, de 2002 à 2007, pour sortir le pays de la crise. Et la deuxième étape mettra l'accent sur les tentatives ivoiro-ivoiriennes de résolution du conflit, de 2007 à 2011.

---

<sup>80</sup> *Ibidem.*

<sup>81</sup> *Ibidem.*

<sup>82</sup> Mongo Beti, *Africains, si vous parliez*, Paris, Homnisphères, 2005, 320 p.

<sup>83</sup> La rédaction, « Le général Irastorza quitte la Force "Licorne" », *Saphir News*, 13 Juin 2006.

a) Des accords sous l'égide de la Communauté internationale entre 2002 et 2007

Nous verrons ici comment la Communauté internationale s'est impliquée dans le conflit ivoirien et a tenté de réconcilier les protagonistes de la crise. Le 5 août 2002, Laurent Gbagbo forma un gouvernement réunissant toutes les formations politiques significatives du pays. Toutefois, quarante-cinq jours plus tard, le 19 septembre 2002, la rébellion éclata. La presse officielle pro-Gbagbo incrimina le général Robert Guéï<sup>84</sup> et Alassane Ouattara qui, craignant pour sa vie, se réfugia à l'ambassade d'Allemagne puis dans celle de France. Le 26 septembre, la Galaxie patriotique commença sa première réunion. C'est dans ce contexte que les premières interventions internationales commencèrent. Du 26 au 29 septembre, un contingent militaire français intervint à Bouaké et à Yamoussoukro (Centre) pour évacuer les ressortissants étrangers. Le 29 septembre, la CEDEAO décida la création d'un « groupe de contact », pour assurer une médiation et l'envoi d'une force de paix pour s'interposer entre rebelles et forces gouvernementales.

Le 1<sup>er</sup> octobre 2002, le MPCCI annonça vouloir renverser le régime en place et demanda la réintégration des militaires forcés à l'exil. Soro Guillaume s'afficha comme le leader de l'insurrection armée. Dans la même semaine, des milliers de Jeunes patriotes manifestèrent, pour exiger la fin de la partition du pays. Charles Blé Goudé était leur leader. À l'issue d'une semaine de médiation de la CEDEAO, le 6 octobre, Laurent Gbagbo refusa de signer l'accord de cessez-le-feu avec les rebelles. Il considéra que les assaillants devraient être repoussés hors du territoire ivoirien, avec l'aide internationale. Après des pourparlers, le Président ivoirien accepta l'accord. Et le 17 octobre, les rebelles signèrent à Bouaké un accord de cessation des hostilités<sup>85</sup>. Laurent Gbagbo demanda à la France de contrôler le cessez-le-feu. C'est ainsi que le 20 octobre 2002, les militaires français se déployèrent sur une ligne traversant le pays d'Est en Ouest dans le cadre de l'opération « Licorne ».

Lorsque, le 19 novembre 2002, le Président Laurent Gbagbo proposa un référendum pour amender la Constitution au sujet des conditions d'éligibilité, la rébellion rejeta cette offre sans discussion, exigeant l'installation d'un nouvel ordre politique<sup>86</sup>. Le 26 novembre, le président du RDR, Alassane Ouattara, retira ses ministres du gouvernement. En vue de calmer les hostilités, le 3 janvier 2003, les premiers éléments de la Force ouest-africaine, décidée le 29 septembre 2002 par la CEDEAO, arrivèrent à Abidjan. Mais, face à la lenteur du processus de paix, il fut décidé une rencontre en France entre les protagonistes de la crise. C'est d'ailleurs Dominique de Villepin

---

<sup>84</sup> Baudelaire Mieu, « Côte d'Ivoire : tout savoir du procès de l'assassinat de Robert Guéï », *Jeune Afrique*, 20 janvier 2016.

<sup>85</sup> Christian Bouquet, « La Côte d'Ivoire de 2002 à 2007 : une chronologie », *Géococonfluences*, 10 janvier 2013, [consulté le 29 mars 2021], disponible sur : [<http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/popup/BouquetChrono.htm>].

<sup>86</sup> Stephen Smith, « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 89, n° 1, 2003, pp. 112-126.

qui, le même 3 janvier 2003, se rendit à la résidence de Laurent Gbagbo pour lui annoncer les nouvelles dispositions prise par la France.

Le lendemain, 4 janvier, le diplomate se rendit à Bouaké où, pour la première fois, il rencontra les chefs rebelles, « *ipso facto légitimés comme interlocuteurs, voire comme ayants droit au partage du pouvoir* »<sup>87</sup>, constate Stephen Smith. Par ce voyage à Bouaké, fief du MPC, qui conféra symboliquement à la rébellion une légitimité égale à celle du pouvoir légal, Dominique de Villepin créa un précédent, braquant Laurent Gbagbo qui se méfia, dès lors, des solutions d'inspiration française<sup>88</sup>. Il ne manquera pas de le dire plus tard : « [Les Français] *étaient dans le coup* »<sup>89</sup>. Cette posture structurale, du reste, son attitude envers la France, jusqu'à son départ de la Présidence ivoirienne. Il joua le jeu de la diplomatie pour préserver ses acquis, tout en essayant de garder la main sur la situation, comme le montrent les événements qui suivirent.

En effet, le 24 janvier 2003, eut lieu la signature d'un accord, à Marcoussis près de Paris, qui prévoyait le maintien au pouvoir du Président Laurent Gbagbo et un gouvernement ouvert à tous les protagonistes de la guerre, y compris les rebelles<sup>90</sup>. Les 25 et 26 janvier, le Chef d'État ivoirien accepta l'accord et annonça la nomination d'un nouveau Premier ministre de consensus, Seydou Diarra. À son arrivée à Abidjan, Laurent Gbagbo fut accueilli en héros, par une foule déterminée à ne pas accepter l'application des accords de Marcoussis. Il déclara qu'il s'engageait dans « *l'esprit du texte de Marcoussis* »<sup>91</sup> et appela les Ivoiriens à faire de même, à se rassembler et à retourner au travail. Mais il ajouta : « *À chaque fois qu'il y aura contradiction, j'appliquerai la Constitution. Je suis votre dernier rempart* »<sup>92</sup>. Il se rangeait ainsi du côté des manifestants. Plus tard, il dit qu'il comprenait leur colère<sup>93</sup>. Il rassura les Ivoiriens qu'il entendait faire usage de ses prérogatives de Président de la République<sup>94</sup> qui seul pouvait nommer un gouvernement<sup>95</sup>. Ainsi, Laurent Gbagbo gardait le contrôle de la situation. Le 31 janvier 2003, le Président sud-africain, Thabo Mbeki, fit remarquer que les Africains n'ont pas pu réconcilier les Ivoiriens. « *C'est précisément à cause de cet échec africain que la France est intervenue militairement,*

---

<sup>87</sup> *Ibidem*.

<sup>88</sup> Laurent d'Ersu, « La crise ivoirienne, une intrigue franco-française », *Politique africaine*, vol. 105, n° 1, 2007, pp. 85-104.

<sup>89</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 71.

<sup>90</sup> France diplomatie, « Texte de l'Accord de Linas-Marcoussis », *diplomatie.gouv.fr*, [consulté le 19 mars 2022], disponible sur : [https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cote-d-ivoire/colonne-droite/documents-de-reference/article/accord-de-linas-marcoussis].

<sup>91</sup> Ina Histoire, « Côte d'Ivoire/discours Gbagbo », *youtube.com*, 8 février 2003, [consulté le 29 mars 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=x0pfj2etrYc].

<sup>92</sup> Elio Comarin, « Gbagbo : "J'accepte l'esprit de Marcoussis, mais..." », *Rfi*, 8 février 2003.

<sup>93</sup> Ina Société, « Côte d'Ivoire, vaste manifestation contre accord de Marcoussis », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> février 2003, [consulté le 29 mars 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q].

<sup>94</sup> Elio Comarin, *Op. cit.*, 2003.

<sup>95</sup> Ina Politique, « Laurent Gbagbo ne rejette pas les accords de Marcoussis », *youtube.com*, 7 février 2003, [consulté le 29 mars 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=UEN7ADaKyAU].

*politiquement et diplomatiquement pour aider la Côte d'Ivoire vers la paix. Et, pourtant, cette crise est précisément le type de défi qui requiert des solutions africaines* »<sup>96</sup>.

Pour détendre les relations entre son pays et la France, Laurent Gbagbo se rendit à Paris du 3 au 8 février 2004. Ce fut l'occasion de la concession de gré à gré du port à conteneurs d'Abidjan au groupe français Bolloré et la promesse du renouvellement des contrats du français Bouygues qui gérait l'eau et l'électricité de Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo voulait afficher, de la sorte, sa disposition à collaborer avec la France, brisant officiellement la réputation d'anti-français qui lui collait à la peau. Il espérait surtout un soutien plus accru de la France à son régime contre la rébellion. En réalité, comme il le dira en 2013, il a tenté de se racheter à coup d'argent : « *J'ai largement versé la dîme pour avoir la paix, mais cela n'a semble-t-il pas suffi* »<sup>97</sup>.

Le 30 juillet 2004, les protagonistes de la crise ivoirienne se retrouvèrent à Accra pour la signature d'un accord prévoyant des réformes politiques. L'accord précisait que le désarmement devait commencer au plus tard le 15 octobre 2004. Mais, le 15 octobre, l'échec du lancement du processus de désarmement est constaté, les rebelles exigeant d'abord l'adoption de réformes politiques. Dès lors, des préparatifs militaires furent enclenchés chez les FANCI, prenant pour prétexte le blocage du désarmement par les Forces nouvelles. Le 28 octobre, les Forces nouvelles instaurèrent un couvre-feu et décrétèrent l'alerte maximale dans le Nord. Et, le 4 novembre 2004, l'opération « Dignité » fut lancée par les FANCI. Elle visait à libérer le Nord du pays. Des avions des Forces armées ivoiriennes bombardèrent les positions des rebelles dans leurs fiefs de Bouaké et Korhogo. La rébellion estima alors que ces bombardements rendaient caducs les accords de paix. Le 6 novembre 2004, neuf soldats français furent tués dans un cantonnement militaire français à Bouaké, lors d'une des attaques aériennes gouvernementales, au cours de l'opération « Dignité ». En représailles, l'armée française procéda à la destruction des moyens aériens militaires ivoiriens. La riposte des forces françaises fut suivie de violences anti-françaises<sup>98</sup>. Le 7 novembre, Paris renforça son dispositif militaire, portant ses forces à plus de 5000 hommes. Pour protester contre cette intervention française, du 6 au 9 novembre, les Jeunes patriotes bloquèrent la Force « Licorne » sur le parvis de l'Hôtel Ivoire, à Abidjan. Une fusillade éclata qui provoqua la mort de plusieurs manifestants. Paris évoqua d'abord des tirs entre Ivoiriens, avant de déclarer que les Français ont ouvert le feu, en état de « légitime défense »<sup>99</sup>.

Même si l'opération « Dignité » était désapprouvée d'avance par l'Élysée, l'ambassadeur français en Côte d'Ivoire, Gildas Le Lidec, estima qu'il fallait faire bouger les lignes ; sinon Laurent Gbagbo « *va faire comme si la France n'existait pas, en réservant au nouveau médiateur*

---

<sup>96</sup> Stephen Smith, *Op. cit.*, 2003, pp. 112-126.

<sup>97</sup> Francis Kpatindé, « Portrait : les mille et une facettes de Blaise Compaoré », *Rfi*, 7 novembre 2014.

<sup>98</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2013.

<sup>99</sup> Catherine Gouëset, « Chronologie de la Côte d'Ivoire (1958-2011) », *L'express*, 8 décembre 2011.

désigné dès novembre par l'Union africaine, le Président sud-africain Thabo Mbeki, ses manœuvres les plus habiles »<sup>100</sup>. Décidé à obtenir le désarmement des rebelles, le Président ivoirien sollicita, en effet, l'Afrique du Sud. Le 6 avril 2005, les principaux acteurs de la crise ivoirienne conclurent à Pretoria, en Afrique du Sud, un accord sur la fin des hostilités prévoyant des mesures sur le désarmement et le retour des rebelles au gouvernement. C'était l'accord de Pretoria I. Laurent Gbagbo demanda à Thabo Mbeki de régler le problème de l'éligibilité à la Présidence, en lui envoyant un courrier officiel, de sorte qu'il puisse user de l'article 48 de la Constitution ivoirienne pour rendre éligible tous les protagonistes de la crise. Il confirma cette version, le 28 février 2013, devant les juges de la CPI où il comparaisait :

*« C'est à Pretoria, que j'ai demandé à Thabo Mbeki de m'aider à trouver une solution légale pour que Alassane soit candidat, parce que ça empoisonne la situation. C'est à Pretoria, en 2005. Nous nous sommes retrouvés, Thabo Mbeki, Konan Bédié, Ouattara et moi-même. J'ai demandé à Ouattara de faire la traduction entre Thabo Mbeki et moi. C'est là que je leur ai dit que ça ne me gênait pas que Ouattara soit candidat. Mais, comme mon électorat aussi est là, donc il faut que Thabo Mbeki nous écrive, à nous tous à Abidjan, pour que, après, je puisse prendre une décision. Je n'aimais pas l'article 48<sup>101</sup> de la Constitution. C'est comme l'article 16 de la Constitution française. Ça donne énormément de pouvoir. Mais, ce jour-là, j'ai pris l'article 48 de la Constitution, et j'ai permis à Ouattara et à Bédié, Konan Bédié, d'être candidats »<sup>102</sup>.*

Ainsi, le 13 avril 2005, faisant suite à cette requête du Président ivoirien, Thabo Mbeki demanda, par courrier, que tous les responsables politiques signataires de l'accord de paix de Marcoussis, dont Alassane Ouattara, puissent se présenter au scrutin présidentiel prévu pour octobre 2005. Il semble intéressant de livrer ici quelques extraits du courrier, parce que sans ce document Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié<sup>103</sup> n'auraient pas pu être candidats en 2010. De plus, il retrace le contexte sociopolitique du moment :

*« Il ne fait aucun doute que la Côte d'Ivoire est aujourd'hui divisée en deux parties, sous le contrôle d'administrations différentes, ce qui constitue une atteinte incontestable à l'intégrité territoriale. Si l'on se réfère à l'article 48 de la Constitution de la Côte d'Ivoire, il est évident que l'intégrité territoriale est menacée d'une manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des autorités constitutionnelles a été interrompu. [...] Au terme du mandat donné au médiateur au §14 de l'accord de Pretoria, je décide par la présente, en tant que médiateur, que, pour ce qui concerne les élections présidentielles de 2005, le Conseil constitutionnel devrait accepter l'éligibilité des candidats qui seraient présentés par leurs partis politiques signataires de l'accord de Marcoussis. Cependant, il est important de respecter l'autorité de la Loi en donnant effet à cette décision. À cet égard, il ne conviendra pas d'obliger le Conseil constitutionnel à agir illégalement. Aussi, les autorités de la Côte d'Ivoire devront-elles prendre les mesures nécessaires pour donner force légale à la décision du médiateur concernant l'article 35. Le médiateur demande donc à Son Excellence le Président Gbagbo de faire usage des pouvoirs attribués au Président au terme de la Constitution de la Côte d'Ivoire, en particulier l'article 48, pour donner force de loi à la décision ci-dessus [...] La Constitution est la charte fondamentale de tout pays »<sup>104</sup>.*

<sup>100</sup> Ibidem.

<sup>101</sup> L'article 48 de la Constitution ivoirienne dit : « Lorsque les institutions de la République, l'indépendance de la nation, l'intégrité de son territoire ou l'exécution de ses engagements internationaux sont menacés d'une manière grave et immédiate, et que le fonctionnement régulier des pouvoirs publics constitutionnels est interrompu, le Président de la République prend les mesures exceptionnelles exigées par ces circonstances, après consultation obligatoire du Président de l'Assemblée nationale et de celui du Conseil constitutionnel. Il en informe la nation par message. L'Assemblée nationale se réunit de plein droit ».

<sup>102</sup> IntlCriminalCourt, « Affaire Gbagbo : Audience de confirmation des charges, Déclarations en clôture, Défense - Partie 2 », youtube.com, 28 février 2013, [consulté le 29 mars], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=4Ykp0L5NIUs.]

<sup>103</sup> Henri Konan Bédié avait dépassé l'âge limite pour être candidat à l'élection présidentielle.

<sup>104</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 139.



Le 26 avril 2005, Laurent Gbagbo annonça qu'il acceptait la candidature d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle. « *Le plus grand mal que j'ai fait à Alassane, c'est d'avoir signé un papier l'autorisant à être candidat* »<sup>105</sup>, dit Laurent Gbagbo en 2019. Le 15 juillet 2005, dans un message à la nation, il releva que le courrier du Président sud-africain montrait que le problème ivoirien n'était ni la réinsertion des mutins ni l'article 35 de la Constitution mais la candidature d'Alassane Ouattara. Il fit donc usage de l'article 48 de la Constitution à cette fin<sup>106</sup>. Cependant, la question du désarmement des milices semblait toujours dans l'impasse. Ainsi, pour tenter de faire avancer l'accord qu'ils avaient signé à Pretoria, le 6 avril 2005, le Président sud-africain convoqua de nouveau les parties ivoiriennes dans son pays. Le 29 juin 2005, l'accord de Pretoria II fixa alors un calendrier pour le désarmement et la création d'une Commission électorale indépendante<sup>107</sup>.

Le 27 septembre 2005, Laurent Gbagbo déclara que l'élection présidentielle ne pourrait se tenir le 30 octobre suivant, faute d'un désarmement de la rébellion, et qu'il se maintiendrait à son poste après cette date. En octobre 2005, le Conseil de sécurité de l'ONU prolongea, pour douze mois maximum, le mandat de Laurent Gbagbo, mais en lui adjoignant un Premier ministre consensuel aux prérogatives renforcées, épaulé par un Groupe de travail international<sup>108</sup> (GTI). Le 4 décembre 2005, Charles Konan Banny, gouverneur de la BCEAO, fut désigné Premier ministre. Et, le 28 décembre 2005, après d'intenses tractations, un gouvernement de transition composé de partisans de Laurent Gbagbo, de l'opposition et des rebelles fut constitué. Le 1<sup>er</sup> mars 2006, Laurent Gbagbo, Charles Konan Banny, Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié et Guillaume Soro se réunirent à Yamoussoukro. Il s'agissait de la première rencontre en terre ivoirienne des principaux acteurs de la crise depuis septembre 2002. Ils décidèrent du lancement du processus d'identification des électeurs en vue du scrutin de l'automne. Mais ce processus provoqua de violents affrontements entre partisans de Laurent Gbagbo et ceux de l'opposition et, le 8 août 2006, la rébellion suspendit sa participation au dialogue sur le désarmement pour protester contre les modifications annoncées concernant l'enregistrement des électeurs. Face aux blocages à répétition, les parties ivoiriennes décidèrent de tenter une réconciliation inclusive entre acteurs ivoiriens.

---

<sup>105</sup> *Idem*, p. 228.

<sup>106</sup> Décision n° 2005-01/PR du 5 mai 2005 relative à la désignation, à titre exceptionnel, des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2005. L'article 48 est une disposition conférant au Président de la République la faculté de prendre des mesures exceptionnelles exigées par les circonstances. L'élection n'ayant pu se tenir en 2005, la Décision n° 2008-15/PR du 14 avril 2008 portant modalités spéciales d'ajustements au Code électoral, l'ordonnance n° 2008-133 du 14 avril 2008 portant ajustements au Code électoral et la Décision n° 2009-18/PR du 14 mai 2009 portant détermination de la période du premier tour de l'élection présidentielle, sont venues préciser le plein effet de la Décision de 2005 pour l'élection à venir qui devait matérialiser la sortie de crise. L'élection s'est finalement tenue en octobre 2010.

<sup>107</sup> Le Monde avec AFP et Reuters, « Les protagonistes de la crise ivoirienne réunis à Pretoria », *Op. cit.*, 2005.

<sup>108</sup> Placé sous la coprésidence du ministre des Affaires étrangères du pays assurant la présidence tournante de l'Union africaine et du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations-unies, le GTI rassemblait des représentants de la CEDEAO, des pays voisins, de l'Afrique du Sud, de la France, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la Francophonie, de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international.

## b) 2007-2011 : un règlement ivoiro-ivoirien de la crise

Face à l'échec de la médiation internationale dans la guerre ivoirienne, les deux parties en conflit décidèrent de prendre en main le processus de sortie de crise. Nous verrons ici les modalités de ce consensus ivoiro-ivoirien qui permit l'organisation de l'élection présidentielle en octobre 2010. Laurent Gbagbo et Guillaume Soro demandèrent à Blaise Compaoré d'être le facilitateur d'un dialogue direct entre les Forces nouvelles et le régime au pouvoir en Côte d'Ivoire. C'est ainsi que, le 4 mars 2007, à Ouagadougou (Burkina-Faso), ils signèrent un accord prévoyant la formation d'un nouveau gouvernement et le départ à terme des Casques bleus de l'ONU et des soldats français déployés dans le pays depuis 2002. C'était l'Accord politique de Ouagadougou (APO). Le 4 avril 2007, Guillaume Soro devint Premier ministre et, le 16 avril 2007, on assista au démantèlement de la zone tampon qui séparait le Nord et le Sud ivoirien depuis 2002. Cette marche vers la réconciliation nationale fut marquée par une fête dénommée la *Flamme de la paix* à Bouaké où Laurent Gbagbo se rendit pour la première fois depuis 2002.

La *Flamme de la paix* (photos 4 et 5) est une gigantesque cérémonie qui scella officiellement la fin de cinq années de conflit armé. Quelques mois après la signature de l'APO, cet événement eut lieu les 30 et 31 juillet 2007<sup>109</sup>, à Bouaké, en présence de sept Présidents africains. Laurent Gbagbo et Guillaume Soro, décrétèrent de concert la fin de la guerre et mirent le feu symboliquement à un lot d'armes de guerre. Laurent Gbagbo déclara, ce jour-là : « *Oui, nous sommes à la paix. Je voudrais dire aux Ivoiriens qu'aujourd'hui, la paix que nous recherchions tant, la paix pour laquelle nous faisons tant de manifestations, elle est là. La guerre est finie* »<sup>110</sup>.

**Photo 4 : Laurent Gbagbo et Guillaume Soro tiennent la *Flamme de la paix*, à Bouaké, le 31 juillet 2007.**



**Source : Louis Konan, *Op. cit.*, 2018.**

<sup>109</sup> Théophile Kouamouo, « Côte d'Ivoire : pourquoi la flamme de la paix est porteuse d'espoir », *Agora Vox*, 1<sup>er</sup> août 2007.

<sup>110</sup> Louis Konan, « Flamme de la Paix à Bouaké/Hommage mérité au Président Laurent Gbagbo : il y a onze ans Laurent Gbagbo scella la paix à Bouaké avec Guillaume Soro », *ivoirebusiness.net*, 6 Août 2018, [consulté le 31 mars 2021], disponible sur : [https://www.ivoirebusiness.net/articles/flamme-de-la-paix-bouake-hommage-merite-au-president-laurent-gbagbo-il-y-onze-ans-laurent].

Avant Laurent Gbagbo, Guillaume Soro affirma qu'il y a un temps pour la guerre et un temps pour la paix :

*« Messieurs les Présidents, les Ivoiriens vous demandent de retenir, à partir de cette ville de Bouaké, l'image d'un peuple debout, un peuple fort, un peuple qui a su transcender ses propres contradictions [...] En signant cet accord à Ouagadougou, les Africains peuvent être fiers de leur capacité à résoudre leurs problèmes par eux-mêmes [...] Nous devons œuvrer pour n'exclure personne<sup>111</sup>, pour ne donner à personne le sentiment d'être exclu »<sup>112</sup>.*

Les deux protagonistes semblaient donc en phase pour mettre fin au conflit. En brûlant symboliquement des armes, Laurent Gbagbo et Guillaume Soro invitaient les deux armées à la fin de la guerre (photo 5). Guillaume Soro prit l'engagement de faire appliquer les dispositions de l'APO. Il s'agissait du désarmement, du démarrage des audiences foraines, de l'identification des personnes, de la restauration de l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire national et de la réforme de la sécurité de l'État. Toutefois, cette cérémonie laissa certains observateurs dubitatifs. Ce fut le cas de Théophile Kouamouo : *« Très souvent, un processus de guerre peut se camoufler sournoisement derrière un processus de paix - ainsi des accords de Linas-Marcoussis, en janvier 2003, dont l'inapplicabilité a conduit à la crise ouverte de novembre 2004. Il faut donc se méfier des faux nez et des apparences. Le scrutateur de paix a un devoir de scepticisme »<sup>113</sup>.*

**Photo 5 : Des armes brûlées lors de la cérémonie de la Flamme de la paix.**



**Source : Théophile Kouamouo, *Op. cit.*, 2007.**

En effet, le 23 décembre 2008, Laurent Gbagbo et Guillaume Soro signèrent, à Abidjan et à Paris, des accords intégrant les 5000 ex-rebelles à la nouvelle armée ivoirienne dans un délai de deux ans. Et pourtant, en octobre 2009, un rapport de l'ONU s'inquiéta du réarmement dans le Nord du pays<sup>114</sup>. À partir de ce moment, les événements se précipitèrent. De fait, en novembre 2009, l'élection présidentielle fut une nouvelle fois reportée, au début de l'année 2010, les listes

<sup>111</sup> Il faisait allusion à l'ostracisme dont les nordistes se sentaient victimes.

<sup>112</sup> Guillaume Soro, « Discours du Premier ministre Guillaume Soro lors de la cérémonie de la Flamme de la paix le 30 juillet 2007 à Bouaké », *gouv.ci*, 31 juillet 2007, [consulté le 22 février 2022], disponible sur : [https://www.gouv.ci/\_actualite-article.php?recordID=117&d=1].

<sup>113</sup> Théophile Kouamouo, *Op. cit.*, 2007.

<sup>114</sup> Catherine Gouëset, *Op. cit.*, 2011.

électorales provisoires n'ayant toujours pas été affichées. Et le 12 février 2010, Laurent Gbagbo annonça la dissolution du gouvernement et de la CEI, après plus d'un mois de crise de cette institution, suite à un désaccord sur la liste électorale où des noms auraient été insérés sans suivre le manuel de procédure. Le journal pro-Ouattara *Le Patriote*, cité ci-dessous, titra que Laurent Gbagbo fonçait droit dans le mur et que le FPI voulait « rwandaiser » la Côte d'Ivoire car il catégorisait les Ivoiriens et contestait à certains Ivoiriens le droit à la nationalité et au vote.

Le 23 février 2010, Guillaume Soro annonça la formation d'un nouveau gouvernement. Cette nouvelle équipe avait pour tâche d'organiser, pour fin avril-début mai, l'élection présidentielle. Une nouvelle CEI<sup>115</sup>, présidée par l'opposition, fut mise sur pied. Le 5 août 2010, Guillaume Soro déclara que l'élection présidentielle, sans cesse reportée depuis 2005, était fixée au 31 octobre 2010. Ce 31 octobre 2010, le premier tour de l'élection présidentielle se tint effectivement. Laurent Gbagbo fut crédité de 38% des suffrages exprimés, devant Alassane Ouattara qui récolta 32% des voix et Henri Konan Bédié qui obtint 25% des voix. Ce dernier appela à voter Alassane Ouattara au second tour. Le 28 novembre 2010, le second tour de l'élection présidentielle eut lieu. Et les deux camps s'accusèrent mutuellement d'intimidations contre les électeurs. Ce fut le début de la crise post-électorale.

En effet, le 2 décembre 2010, Youssouf Bakayoko, président de la CEI, annonça la victoire d'Alassane Ouattara (avec plus de 54% des voix), devant Laurent Gbagbo (45,9%). Mais cette annonce fut aussitôt rejetée par Paul Yao Ndré, président du Conseil constitutionnel, qui déclara la CEI forclosée pour avoir annoncé les résultats hors du délai de 72 heures imparti et hors de son siège<sup>116</sup>. Le lendemain, ledit Conseil proclama la victoire de Laurent Gbagbo avec plus de 51% des voix<sup>117</sup>. Ainsi commença une bataille de compétences dont parle la une du journal *Fraternité Matin*

---

<sup>115</sup> Au-delà de la composition de la CEI, le processus électoral commence par l'élaboration des fichiers électoraux. Ceux-ci s'établissent sur la base du recensement optimal des populations et des électeurs. Or la Côte d'Ivoire, comme certains pays africains, a des difficultés pour établir des fichiers clairs de la population. La question de la nationalité s'ajoute à cette difficulté. En effet, beaucoup de personnes vivant dans le pays n'ont pas de pièce d'identité. Et quand on sait que près de 30% des habitants de la Côte d'Ivoire sont étrangers, on comprend que l'établissement de fichiers consensuels est le point de départ d'une élection réussie. La crise ivoirienne a mis au jour l'instrumentalisation de la question identitaire. Les étrangers sont taxés de soutenir Alassane Ouattara. Des rumeurs soutenaient que de nombreux allogènes ont été frauduleusement inscrits sur la liste électorale de 2010 pour gonfler les voix en faveur d'Alassane Ouattara. Lors de la partition du pays en deux, les rebelles ont détruit la plupart des registres d'état civil. C'est ainsi que l'État fut contraint de faire des audiences foraines pour reconstituer ces précieux documents. Mais lesdites audiences étant basées sur les témoignages oraux des populations, il était aisé de faire inscrire dans les nouveaux registres des personnes qui n'y avaient pas droit. D'où la question de la fiabilité des documents ayant servi de base à l'élaboration des fichiers électoraux. Par ailleurs, plusieurs naissances d'enfants et de nombreux décès ne sont pas signalées. Ce qui fait que la mise à jour des registres est difficile.

<sup>116</sup> Le président de la CEI avait annoncé les résultats tout seul (alors que les dispositions exigeaient la présence de son bureau central) et dans le siège de campagne du candidat Alassane Ouattara, au Golf Hôtel. Par ailleurs, la proclamation des résultats devait se faire avant le 1<sup>er</sup> décembre 2010 à minuit.

<sup>117</sup> AFP, « Ouattara déclaré élu, Laurent Gbagbo proclamé président », *youtube.com*, 2010, [consulté le 25 octobre 2021], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=O3kEFPg1EM>].

ci-dessous. Toutefois, après la chute de Laurent Gbagbo, Paul Yao N'dré revint sur sa décision<sup>118</sup> et proclama la victoire d'Alassane Ouattara qui prêta serment officiellement le 21 mai 2011<sup>119</sup>.

Image 10 : *Le Patriote* estime que le FPI va vers une dérive identitaire.



**Comment le FPI veut «rwandaiser» la Côte d'Ivoire**



Source : *Le Patriote*, n° 3093, 9 février 2010, p. 2.

Image 11 : La une de *Fraternité Matin* sur la crise entre la CEI et le Conseil constitutionnel, en décembre 2010.



Source : *Fraternité Matin*, n° 13821, 3 décembre 2010.

Dans tous les cas, au 5 décembre 2010, la Côte d'Ivoire comptait deux Présidents et deux Premiers ministres. Alassane Ouattara, installé au Golf hôtel d'Abidjan, avait reconduit Guillaume

<sup>118</sup> Abidjan.netTV, « Conseil Constitutionnel : Paul Yao N'Dré proclame Alassane Ouattara vainqueur des élections », *youtube.com*, 2011, [consulté le 25 octobre 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=jWrNden5MQ0].

<sup>119</sup> Abidjan.netTV, « Cérémonie de prestation de serment du Président Alassane Ouattara (3ème partie) », *youtube.com*, 2010, [consulté le 25 octobre 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=bIT4IVzMYek].

Soro au poste de Premier ministre, tandis que Laurent Gbagbo annonçait la nomination de Gilbert Marie Aké N'gbo au même poste. Le journal *L'inter* titra : « *Paul Yao N'Dré - Youssouf Bakayoko : l'imbroglia total. Un pays, 2 Présidents bientôt ?* »<sup>120</sup>. Les jours qui suivirent, après une série de négociations qui se heurtèrent au refus des deux parties, les pays occidentaux, la CEDEAO et l'Union africaine demandèrent au Président sortant de céder le pouvoir. En janvier-février 2011, les avoirs du régime de Laurent Gbagbo furent gelés aux États-Unis et en Europe (image 12).

**Image 12 : La une de *Le Patriote* sur l'isolement international de Laurent Gbagbo.**



Source : *Le Patriote*, n° 3388 du 5 février 2011.

Comme l'illustre cette une de *Le Patriote*, les États-Unis, l'UA, la France et la Communauté internationale reconnurent Alassane Ouattara comme Président et firent une pression à la fois militaire, diplomatique et économique sur Laurent Gbagbo. Dès lors s'engagea une bataille entre les deux rivaux sur les leviers financiers du pays. Le 24 janvier 2011, Alassane Ouattara ordonna l'arrêt des exportations de cacao, afin d'étrangler financièrement Laurent Gbagbo. Pour mettre fin à la crise, les FRCI lancèrent une grande offensive militaire le 28 mars 2011. Ils parvinrent à Abidjan le 31 mars où ils se heurtèrent à la résistance des partisans de Laurent Gbagbo. Dès le 4 avril, L'ONUCI et la Force « Licorne » bombardèrent les bastions de Laurent Gbagbo à Abidjan jusqu'à son arrestation le 11 avril 2011<sup>121</sup>.

En définitive, cette étude a tenté de déconstruire la rébellion de septembre 2002 dans son dialogue avec la question identitaire. Elle a essayé de montrer que cette insurrection armée était mue par le désir d'un nouvel ordre politique. Il semble que le sentiment d'injustice que portaient les insurgés fut l'argument central de leur mouvement. La rébellion exigeait la fin de l'ostracisme envers les populations du Nord. La figure du nordiste Alassane Ouattara cristallisa les attentions

<sup>120</sup> *L'Inter*, 3 décembre 2010.

<sup>121</sup> Catherine Gouëset, *Op. cit.*, 2011.

car il était sujet d'exclusion aux compétitions électorales et il portait les aspirations de ceux qui se sentaient ostracisés par l'ivoirité. Le leader de la rébellion était hostile à l'ivoirité :

« Pour les promoteurs de cette pensée nauséabonde, fustigea-t-il, il s'agissait de faire des immigrés le bouc émissaire de leurs malheurs, de disqualifier une large partie des habitants de la Côte d'Ivoire du jeu politique. Et comme les Burkinabés et les Maliens ne suffisaient pas à assouvir leur soif de haine, c'est jusqu'à leurs concitoyens du Nord que s'est étendue leur vindicte »<sup>122</sup>.

Cette idéologie ivoiritaire considérait les nordistes comme des étrangers dans leur propre pays<sup>123</sup>. Malgré les nombreux accords, cette situation perdura jusqu'au 11 avril 2011 où le nordiste Alassane Ouattara pu s'installer dans le fauteuil présidentiel dans des conditions qu'il semble pertinent de présenter.

## II L'ACCESSION D'ALASSANE OUATTARA AU POUVOIR : LE FRUIT D'UNE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION

Nous proposons de décrire les conditions d'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara et les événements qui ont suivi cette prise de pouvoir. L'élection présidentielle de novembre 2010 vit Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara se proclamer vainqueurs. Les soldats venus du Nord capturèrent Laurent Gbagbo dans le sous-sol de la résidence présidentiel, le 11 avril 2011. Alassane Ouattara pu s'installer dans le fauteuil présidentiel. Notre présentation s'appuiera sur deux axes. Le premier axe décrira la descente des forces militaires du Nord vers le Sud. Puis, le deuxième axe servira d'appui pour parler de l'accession du nordiste Alassane Ouattara au pouvoir et de ses efforts pour stabiliser le pays.

### 1) La descente des forces militaires du Nord vers le Sud pour installer Alassane Ouattara

La fulgurante descente de l'armée du Nord vers le Sud mérite qu'on l'analyse car elle recèle d'enjeux qui pourraient éclairer la détermination de ces militaires à installer Alassane Ouattara au pouvoir. C'est ce à quoi s'attelle ce propos. Après les élections de 2010 et face à la résistance des forces loyalistes de Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara et Guillaume Soro<sup>124</sup> demandèrent aux soldats qui contrôlaient le Nord depuis 2002 de descendre sur la ville d'Abidjan pour déloger Laurent Gbagbo (carte 6). Le 20 janvier 2011, Alassane Ouattara annonça que tout était prêt pour faire partir Laurent Gbagbo du pouvoir : « *Il s'agit de venir chercher Laurent Gbagbo, comme*

---

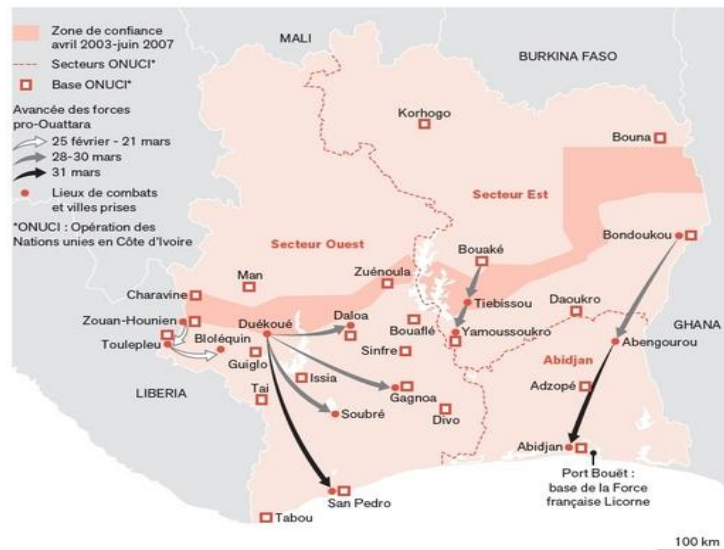
<sup>122</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 13.

<sup>123</sup> *Idem*, p. 20.

<sup>124</sup> Guillaume Soro était Premier ministre et ministre de la Défense dans le premier gouvernement d'Alassane Ouattara annoncé depuis l'Hôtel du Golf, à Abidjan, où des pro-Ouattara étaient retranchés, sous la garde de l'ONUCI.

cela a été fait pour d'autres Chefs d'État en Afrique ou ailleurs. S'il y a des fidèles qui s'accrochent, ils en feront les frais »<sup>125</sup>.

### Carte 6 : Mouvements des rebelles vers le Sud, à partir de mars 2011.



Source : Bruno Charbonneau, « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une réconciliation », *Afrique contemporaine*, vol. 245, n° 1, 2013, pp. 111-129.

Le 17 mars 2011, Alassane Ouattara créait officiellement les FRCI, par l'ordonnance n° 2011-002. Les Forces nouvelles lancèrent une offensive vers le Sud sur trois fronts : l'Ouest depuis Man et Duekoué ; le Centre en passant par Bouaké et Vavoua ; l'Est à partir de Bouna et Bondoukou. La carte ci-dessus montre leur progression, à partir du lundi 28 mars 2011. Le 29 mars, les villes de Duékoué et Guiglo (Ouest), Daloa (Centre), Bondoukou et Abengourou (Est) furent prises et sous leur contrôle. Le lendemain, après la conquête de Tiébissou (Centre), les FRCI pénétrèrent à Yamoussoukro. Il convient de relever que si la descente de l'armée du Nord fut si rapide, c'est certainement à cause d'une conjonction de plusieurs facteurs. De fait, l'armée loyaliste, mal équipée, désertait à mesure que les rebelles suréquipés prenaient les villes. De plus, la tension de trésorerie du gouvernement de Laurent Gbagbo, due à l'étranglement financier international, aux embargos sur les exportations et la fermeture des banques étrangères, compliquait le règlement des primes de guerre de l'armée loyaliste. Sans argent pour se nourrir et sans armes, les militaires loyalistes abandonnaient leurs positions ou se ralliaient aux Forces nouvelles. Enfin, selon Laurent Gbagbo, cette descente se fit grâce au soutien logistique et opérationnel des français<sup>126</sup>. Par ailleurs, Alassane Ouattara était soupçonné de financer la rébellion. En novembre 2002, le secrétaire général du FPI, Sylvain Miaka Oureto présentait

<sup>125</sup> Olivier Monnier, « Le Président Alassane Ouattara au journal français La Croix : "L'usage de la force s'impose pour régler la crise" », *Le Patriote*, 20 janvier 2011.

<sup>126</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 128.



Alassane Ouattara comme celui qui avait commandité la rébellion. C'est ce que tend à révéler son intervention rapportée par l'article qui suit.

### Image 13 : Le FPI pense qu'Alassane Ouattara soutient la rébellion.

#### Attaques terroristes contre la Côte d'Ivoire

SYLVAIN MIAKA OURETTO (SG-FPI) :

## “Alassane Ouattara doit répondre de ses actes devant les tribunaux de Côte d'Ivoire”

Le Secrétaire général du FPI, Miaka Sylvain Ouretto, a animé hier une conférence de presse au siège de son parti pour demander que le président du RDR soit traduit devant les tribunaux ivoiriens pour avoir commandité la rébellion qui endeuille les Ivoiriens depuis le 19 septembre.

« Nous devons engager des procédures pour que, très rapidement, Alassane Dramane Ouattara réponde de ses actes devant les tribunaux de Côte d'Ivoire. C'est en substance la déclaration faite hier en fin de matinée par le Secrétaire général du Front populaire ivoirien (FPI) Sylvain Miaka Ouretto, au cours d'une conférence de presse animée, au siège de son parti à Koumassi Zone 4C. Ces propos du Secrétaire général du parti au pouvoir, salués par les ovations nourries de plusieurs dizaines de militants qui avaient pris d'assaut le siège, se justifient selon lui par la dernière sortie du président du RDR commentant la proposition du chef de l'Etat Laurent Gbagbo d'organiser courant 2003-2004 un référendum pour demander aux Ivoiriens si oui ou non ils veulent modifier la constitution. M. Ouattara avait trouvé les procédures et les délais longs et compliqués. Annonçant que dans les prochains jours il allait faire des propositions adaptées à la situation. Pour le secrétaire général du FPI, cette prise de position de M. Ouattara, réfugié depuis le début des évé-

nements chez l'ambassadeur de France, est un message codé à l'endroit des rebelles qui font traîner les discussions à Lomé au Togo. Aux yeux de Miaka le mentor du RDR montre ainsi qu'il est le commanditaire de la rébellion qui endeuille la Côte d'Ivoire depuis la nuit du 18 au 19 septembre dernier. « Il a franchi le rubicon. Il s'est dévoué pour apparaître désormais au grand jour comme étant le commanditaire des souffrances de nos populations », a martelé le conférencier sous les ovations de l'assistance. Le Secrétaire général du FPI a donc lancé un appel au procureur de la République pour qu'il fasse son travail afin de faire traduire M. Ouattara devant les tribunaux de Côte d'Ivoire. Parce que, a-t-il dit « l'ennemi de la Côte d'Ivoire aujourd'hui c'est Alassane Ouattara ». Dans le même ordre d'idées, M. Miaka a lancé un appel aux cadres et militants patriotes du RDR, pour qu'ils prennent leur courage à deux mains pour se donner un autre président. Parce que pour lui Alassane Ouattara ne leur faisant plus confiance, a créé dans leur dos, un



Miaka Ouretto, Secrétaire général du FPI. (Joëlle K.) nouveau parti politique, en l'occurrence le MPCJ des Soro et autres Dacoury Tably pour assouvir ses ambitions. Il a aussi appelé les cadres du nord de la Côte d'Ivoire à tirer les leçons de l'attitude de M. Ouattara. Ce dernier, dont on dit qu'il a beaucoup de milliards et qui n'a jamais construit une école ou un hôpital au nord. Mais qui préfère armer des rebelles qui depuis deux mois, tuent, violent et violent leurs enfants. M. Miaka n'a pas manqué aussi d'interpeller les pays voisins de la Côte d'Ivoire notamment le Burkina Faso et son président Blaise Compaoré.

Estimant que c'est par politesse que le président Laurent Gbagbo a parlé d'une implication ne serait-ce que passive, du président burkinabé, M. Miaka a dit que M. Compaoré s'est activement impliqué aux côtés des déstabilisateurs de la Côte d'Ivoire, au mépris des règles de cohabitation entre états civilisés. M. Miaka a donc demandé au président Compaoré de revenir à la raison. Parce que la vie de son pays dépend aux trois quarts de ce qui se passe en Côte d'Ivoire.

Commentant les critiques faites contre la France, M. Miaka a dit qu'elles n'étaient pas l'expression d'un sentiment anti français. Mais plutôt la traduction de l'insatisfaction des Ivoiriens vis-à-vis de la participation de la France à la résolution de la crise. M. Miaka a donc appelé les autorités à aider véritablement la Côte d'Ivoire pour mettre fin à la rébellion qui ruine tous les sacrifices du peuple ivoirien. Le Secrétaire général du FPI, s'adressant à tous les Ivoiriens leur a demandé d'être sereins et mobilisés tout en faisant confiance au chef de l'Etat et au gouvernement. Il a félicité les forces de défense et de sécurité pour leur engagement aux côtés de la République.

Guillaume T. Gbato

Source : Notre Voie, n° 1347, 23-24 novembre 2002, p. 3.

Affi N'Guessan, qui était Premier ministre lors de l'attaque de septembre 2002, avait également déclaré, lors de la campagne électorale de novembre 2010, que « *le second tour mettra face à face l'homme des conquêtes démocratiques et celui des complots politiques [...] le rempart de la République face au parrain de la violence politique, de la déstabilisation et de la rébellion* »<sup>127</sup>. Et, en septembre 2010, la presse pro-Gbagbo présenta Alassane Ouattara comme un chef de guerre et parrain de la rébellion, selon les unes des journaux *Notre voie* et *Le temps* ci-dessous.

<sup>127</sup> AFP, « Élection ivoirienne : Gbagbo face au “parrain de la rébellion”, Ouattara », *Jeune Afrique*, 5 novembre 2010.

**Image 14 : Les unes de *Notre Voie* et de *Le Temps* qualifiant Alassane Ouattara de chef de guerre et parrain de la rébellion.**



Source : *Notre Voie*, n° 3672 du 2 septembre 2010 et *Le Temps*, n° 4857 du 30 décembre 2019.

Face à l'ostracisme dont semblait être victime Alassane Ouattara, Guillaume Soro avait déclaré : « *Nous considérons inacceptable de spolier des hommes politiques ivoiriens de leur citoyenneté* »<sup>128</sup>. Pour Guillaume Soro, l'accession d'Alassane Ouattara à la Présidence était une condition du retour de la paix. En 2015, Kouadio Konan Bertin, membre influent du PDCI, qui devint ministre de la Réconciliation dans le gouvernement d'Alassane Ouattara en Janvier 2021, déclarait, à ce propos :

*« Avions-nous le choix en 2010 si nous voulions la paix ? Croyez-vous que le pays aurait été débarrassé [...] des armes si Gbagbo avait été déclaré vainqueur des élections en 2010 ? Si Gbagbo avait été déclaré vainqueur de ces élections, nous serions encore dans une Côte d'Ivoire coupée en deux, armes au poing. Des personnes tenaient des armes et disaient que tant que Ouattara n'est pas Président de la République, ils ne baisseraient pas les armes »*<sup>129</sup>.

Pour lui, l'objectif de la rébellion était donc l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir, d'où cette descente fulgurante vers le Sud. Selon Christophe Boisbouvier, tout le monde s'attendait à un combat intense à Duékoué et Tiébissou. Mais en trois jours Yamoussoukro fut pris, puis Abidjan encerclé par les FAFN. « *Une offensive éclair. Une blitzkrieg*<sup>130</sup> *sous les tropiques. Les Forces de défense et de sécurité (FDS) de Laurent Gbagbo ont été pulvérisées* »<sup>131</sup>. Le jeudi 31 mars 2011, le port de San Pedro fut investi, et, dans la soirée, la bataille d'Abidjan débuta. Dès avril 2011, le conflit s'intensifia autour de la résidence présidentielle où se tint la bataille finale selon la carte suivante.

<sup>128</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 58.

<sup>129</sup> L'Intelligent d'Abidjan, « KKB à propos de la présidentielle d'octobre : "l'éventualité d'un second tour s'avère suicidaire pour Ouattara" », *news.abidjan.net*, 16 avril 2015, [consulté le 19 février 2021], disponible sur : [https://news.abidjan.net/h/549200.html].

<sup>130</sup> La *blitzkrieg* est une guerre éclair, en allemand. Son objectif est de remporter une victoire décisive par l'engagement localisé et limité des forces dans le temps.

<sup>131</sup> Christophe Boisbouvier, « Côte d'Ivoire : les secrets d'une offensive éclair », *Jeune Afrique*, 8 avril 2011.

### Carte 7 : La bataille finale à Abidjan, en avril 2011.



Source : Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013.

Une offensive fulgurante a vu les pro-Ouattara s'emparer des principales villes au Sud de la Zone de confiance. L'ancien Président d'Afrique du Sud, Thabo Mbeki, est convaincu du rôle majeur de L'ONUCI dans ce vaste mouvement vers le Sud : « *Finalement, elle a utilisé, de manière flagrante, ses capacités militaires pour ouvrir la voie aux Forces Nouvelles dans l'objectif de vaincre les forces de Gbagbo et de capturer Gbagbo, sous le prétexte indécent d'agir pour protéger les civils* »<sup>132</sup>. Dès la première semaine d'avril, sept communes d'Abidjan sur les dix que compte la ville étaient sous le contrôle des FRCI contre trois encore aux mains des forces pro-Gbagbo (Cocody, Plateau et Yopougon). Le 4 avril, afin de neutraliser les armes lourdes qui repoussaient les FRCI, les hélicoptères Mi-24 de L'ONUCI, les Pumas et les Gazelles de la Force « Licorne » pilonnèrent les bastions pro-Gbagbo, notamment la résidence présidentielle, le camp de gendarmerie d'Agban et le camp militaire d'Akouédo. Le 11 avril, l'assaut fut lancé contre la résidence présidentielle où Laurent Gbagbo et ses proches furent faits prisonniers. Le 13 avril 2011, l'ex-Président ivoirien fut transféré à Korhogo<sup>133</sup>, dans le Nord ivoirien. Laurent Gbagbo y resta, en résidence surveillée, jusqu'à son départ à la CPI, le 29 novembre 2011<sup>134</sup>. Toutefois, la bataille d'Abidjan dura jusqu'au 4 mai 2011 où la commune de Yopougon, défendue par des pro-Gbagbo, fut prise par les FRCI. Cette crise postélectorale fit au moins 3000 morts. Alassane Ouattara s'installa dans le fauteuil présidentiel et un grand nombre d'insurgés intégra la nouvelle armée nationale<sup>135</sup>. Cette crise mit un coup d'arrêt à la succession des « gens du Sud » à la Présidence ivoirienne et marqua l'accession d'un nordiste au pouvoir.

<sup>132</sup> Thabo Mbeki, « What world got wrong in Côte d'Ivoire », *Foreign policy*, 29 avril 2011.

<sup>133</sup> Il y fut placé sous la garde de Martin Koffi Fofié, le *com'zone* local.

<sup>134</sup> Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, qui fut aussi transféré à la CPI en mars 2014, occupèrent les cellules A 3-11 et A 3-14, avec les matricules 21114 et 21115.

<sup>135</sup> Magali Chelpe-den Hamer, « Les tribulations du dispositif Désarmement, démobilisation et réinsertion des miliciens en Côte d'Ivoire (2003-2015) », *Hérodote*, vol. 158, n° 3, 2015, pp. 200-218.

## 2) L'accèsion d'un nordiste au pouvoir et la stabilisation du pays

Notre propos vise ici à présenter les dispositions prises par Alassane Ouattara pour stabiliser le pays. De fait, le 11 avril 2011, la crise identitaire que connaissait la Côte d'Ivoire depuis 1993 connut un nouveau tournant. Après Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, Robert Guéï et Laurent Gbagbo, qui étaient tous originaires de la moitié Sud du pays, le nordiste Alassane Ouattara accédait au pouvoir. Mais le nouveau régime eut du mal à rétablir le calme dans le pays. Alassane Ouattara prit donc des mesures pour la stabilité de son régime. Le contexte sécuritaire imposait aussi l'achèvement du projet de Désarmement, démobilisation et réinsertion (DDR) des ex-combattants dont nous parlerons en premier lieu. Puis, en second lieu, nous décrirons les mesures conservatoires prises par Alassane Ouattara pour la stabilité de son régime.

### a) Un processus DDR pour la pacification du pays

Nous présentons ici le processus DDR qui avait l'ambition de resocialiser les ex-combattants et limiter les risques de reprise des hostilités. D'après un rapport des Nations-unies<sup>136</sup>, les ex-combattants étaient, en effet, impliqués dans des réseaux d'exploitation et de contrebande. En vue de les désarmer, le nouveau régime ivoirien a réactivé le projet DDR lancé depuis 2003, sous le régime de Laurent Gbagbo. Le DDR est un processus planifié comprenant une phase de désarmement, de démobilisation et d'appui au retour à la vie civile de ceux qui avaient pris les armes de façon illégale. Il joue un rôle clé dans la prévention de la violence, la stabilisation et le soutien aux processus politiques, a affirmé la Haut-Représentante des Nations-unies pour les affaires de désarmement, Izumi Nakamitsu<sup>137</sup>. Une approche DDR<sup>138</sup> a, ainsi, émergé sur la scène internationale depuis une trentaine d'années. Et plusieurs réflexions en ont fait leur matière<sup>139</sup>. Depuis 1990, une vingtaine d'initiatives de désarmement en Afrique subsaharienne a pris en charge plusieurs centaines de milliers d'anciens combattants<sup>140</sup>. La volonté politique, un

---

<sup>136</sup> ONU, *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte-d'Ivoire*, S/2015/252, 2015.

<sup>137</sup> ONU info, « La Côte d'Ivoire, un exemple en matière de désarmement, démobilisation et réintégration », *news.un.org*, 20 juin 2017, [consulté le 31 mars 2021], disponible sur : [https://news.un.org/fr/story/2017/06/359582-la-cote-divoire-un-exemple-en-matiere-de-desarmement-demobilisation-et].

<sup>138</sup> Macartan Humphreys et Jeremy Weinstein, « Demobilization and reintegration », *Journal of conflict resolution*, vol. 51, 2007, pp. 531-567.

<sup>139</sup> Robert Muggah, « No magic bullet, a critical perspective on disarmament, demobilization and reintegration (DDR) and weapons reduction in post-conflict contexts », *The round table*, n° 94, 2005, pp. 239-252.

<sup>140</sup> Hermann Boko, « Désarmer, démobiliser, réinsérer : le casse-tête de la résolution des conflits en Afrique », *France 24*, 20 novembre 2018.

financement adéquat et la prise en compte des griefs politiques, économiques et sociaux des ex-combattants figurent parmi les éléments clefs de la réussite du DDR<sup>141</sup>.

Dans le cas ivoirien, la question du DDR fut abordée, pour la première fois, lors des accords de Linas Marcoussis, en janvier 2003. Mais le constat fut établi que ni la volonté politique, ni les mesures d'accompagnement ne furent mises en œuvre pour sa réalisation. De fait, un an après son premier lancement, il y eut à Yamoussoukro, le 9 janvier 2004, la signature d'un Plan conjoint des opérations (PCO) entre les forces belligérantes, avec l'appui des forces impartiales sous mandat de l'ONU. Ce PCO définissait les critères d'inclusion dans le DDR. Le même mois, fut créée la première institution nationale en charge de la mise en œuvre du processus DDR : le Processus du programme national de désarmement, démobilisation et réinsertion (PPNDDR). Mais les deux délais pour le lancement du processus (mars et octobre 2004) ne furent pas respectés. Les rebelles prirent le prétexte de la non-application de certains engagements politiques par le gouvernement. Il fallut attendre juin 2005, pour que les parties en conflit définissent des modalités de mise en œuvre opérationnelle.

En 2007, avec l'APO, deux nouvelles structures remplacèrent les dispositifs en place depuis 2003. Il s'agissait du Centre de commandement intégré (CCI), chargé de la composante militaire du processus, et du Programme national de réinsertion et de réhabilitation communautaire (PNRRC) qui devait s'occuper de la réinsertion des ex-combattants. En décembre 2007, six mois après la *Flamme de la paix*, le processus DDR fut lancé officiellement avec un défilé conjoint des forces belligérantes, à Tiébissou et Djébonoua (Centre). Mais le désarmement ne fut toujours pas effectif. Ce n'est qu'après l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir qu'un changement substantiel se produisit. En effet, en août 2012, il créa par décret présidentiel l'Autorité pour le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (ADDR).

De 2013 à 2014, le processus DDR fut effectivement mis en œuvre à grande échelle. Des sites de resocialisation furent installés dans plusieurs villes<sup>142</sup>. En 2014, près de 14 000 personnes y auraient séjourné un mois selon les chiffres de l'ADDR<sup>143</sup>. De plus, chaque démobilisé recevait entre 499 500 FCFA et 800 000 FCFA<sup>144</sup>, pour lui permettre de faire face à ses besoins pendant une période de six mois. En 2012, le Premier ministre ivoirien Daniel Kablan Duncan disait que des ex-combattants allaient intégrer la police, la gendarmerie ou la garde pénitentiaire. La plupart retourneraient à la vie civile. Tout cela coûta près d'1 million de FCFA (environ 1500 euros) par

---

<sup>141</sup> Mark Knight et Alpaslan Ozerdem, « Guns, camps and cash : disarmament, demobilization and reinsertion of former combatants in transition from war to peace », *Journal of Peace research*, vol. 41, 2004, pp. 499-516.

<sup>142</sup> Pour une catégorisation efficiente, est alors considéré ex-combattant « tout individu des deux sexes de plus de 18 ans ayant pris part aux combats consécutifs aux événements de septembre 2002 et/ou à la crise postélectorale de décembre 2010 en tant que membre d'un groupe de combat reconnu par l'autorité administrative de tutelle et qui doit retourner à la vie civile ». Cf. Magali Chelphi-den Hamer, *Op. cit.*, 2015, pp. 200-218.

<sup>143</sup> *Ibidem*.

<sup>144</sup> Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : présentez... armes ! (Et déposez-les !) », *Jeune Afrique*, 29 juin 2015.

élément<sup>145</sup>. En janvier 2015, 46 031 ex-combattants, sur un effectif prévu de 74 068, étaient réintégrés<sup>146</sup>. Le processus DDR ivoirien pris fin en juin 2015<sup>147</sup>. 25 000 armes furent collectées lors de ce processus<sup>148</sup>. Malgré les acquis de l'opération, certaines tendances lourdes persistent. En effet, des ex-combattants voulaient absolument intégrer les forces armées régulières alors que l'effectif de l'armée ivoirienne avait exponentiellement augmenté durant les années 2000. En outre, des ex-groupes d'autodéfense alliés à l'ancien régime se méfiaient du DDR<sup>149</sup>. Ils redoutaient des représailles s'ils y adhéraient. Ainsi, début juin 2015, près de 10 000 ex-combattants manquaient encore à l'appel<sup>150</sup>, malgré les efforts de l'ADDR.

Par ailleurs, il semble que les blocages au programme DDR suscités par le camp des ex-rebelles et celui de Laurent Gbagbo répondaient à des agendas précis. Les ex-rebelles désiraient un nouvel ordre politique dans le pays. Déposer les armes aurait été synonyme d'abandon de leur projet. Le fait qu'ils ne désarmèrent qu'à l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir milite en faveur de cette thèse. Et, selon un rapport du Centre d'études stratégiques de l'Afrique, publié en 2013, les programmes DDR intéressent peu les hauts gradés de mouvements armés. Pour ceux-ci, la démobilisation est un sacrifice important en termes d'influence et d'autorité, car ils perdent une richesse née d'une fiscalité illégale ou d'un trafic de minéraux et de matières premières. Ils sont aussi sous la menace d'une poursuite pour crimes de guerre. « *Les promesses de formation ou d'aide à la réintégration ont peu de chance de séduire ces purs et durs* »<sup>151</sup>. Quant au camp Gbagbo, il se sentait en légitime défense face à l'agression armée de la rébellion. Pour les pro-Gbagbo, c'était donc aux rebelles de déposer les armes et non à l'armée loyaliste de désarmer. Ce raidissement des positions continua jusqu'au 11 avril où Alassane Ouattara prit le pouvoir. Pour s'assurer un règne stable, il prit des mesures inédites.

#### b) Trois mesures inédites en Côte d'Ivoire pour un règne stable

Le nouveau Président avait besoin d'asseoir son régime, après la crise de dix ans que venait de traverser le pays. Parmi ses nombreuses dispositions nous ne retenons que trois ici, sur la base de leur impact direct sur la situation sociopolitique de cette période troublée. De fait, ces trois décisions lui assurèrent une certaine tranquillité. La première mesure fut la fusion effective des

---

<sup>145</sup> Julien Cléménçon et Pascal Airault, « Côte d'Ivoire – Daniel Kablan Duncan : "Il ne faut pas avoir peur de la paix" », *Jeune Afrique*, 24 décembre 2012.

<sup>146</sup> Magali Chelpi-den Hamer, *Op. cit.*, 2015, pp. 200-218.

<sup>147</sup> L'ADDR a été dissoute pour laisser la place à une Cellule de coordination, de suivi et de réinsertion (CCSR).

<sup>148</sup> Agence ivoirienne de presse, 26 janvier 2015.

<sup>149</sup> Magali Chelpi-den Hamer, *Op. cit.*, 2015, pp. 200-218.

<sup>150</sup> Vincent Duhem, *Op. cit.*, 2015.

<sup>151</sup> *Ibidem*.

deux armées, rebelles et loyalistes, en avril 2011, pour créer les FRCI. La deuxième fut le transfèrement de Laurent Gbagbo à la CPI. Et la troisième disposition fut le départ de Charles Blé Goudé à la CPI.

Concernant la première mesure, alors qu'il était encore bloqué au Golf hôtel, du fait de la crise postélectorale, Alassane Ouattara avait pris un décret en mars 2011 pour créer la nouvelle armée<sup>152</sup>. Après sa prise officielle du pouvoir, il prit des dispositions pour que ledit décret présidentiel soit rapidement appliqué. Seulement, les militaires ayant soutenu l'ancien régime se plaignaient d'être défavorisés par rapport aux rebelles. De plus, comme le relève Bruno Charbonneau, les forces venant du Nord étaient perçues comme peu professionnelles ou peu éduquées. Souvent, des caporaux, anciens chefs de guerre, étaient propulsés au grade de commandant, et faisaient l'objet d'un traitement privilégié<sup>153</sup>. Le général Bruno Clément-Bollée, qui avait commandé l'opération « Licorne », avait mentionné des cas d'indiscipline dus au manque de formation de ces combattants qui ont appris à manier les armes sur le tas :

*« Au moment de la sortie de crise, tout l'encadrement de l'armée du Président Gbagbo était en fait constitué des cadres qui avaient été formés un peu partout, en Europe, aux États-Unis. Quand l'armée a été réformée, on s'est méfié de ces cadres qui avaient servi l'autre Président et on les a écartés. Et on a mis à la tête des armées des cadres qui n'étaient pas formés, ceux qu'on a appelé des com'zones »<sup>154</sup>.*

D'où des tensions palpables au sein de la nouvelle armée. La situation était délicate, surtout que les différentes crises que le pays a connues, depuis 1999, sont nées d'un mécontentement d'une partie de l'armée. Alassane Ouattara s'assura alors la loyauté des officiers supérieurs en nommant des ex-rebelles dans la hiérarchie militaire.

La seconde disposition que prit le nouveau Président fut la décision inédite de transférer son adversaire politique, l'ex-Président Laurent Gbagbo, à la CPI (photo 6), dans la nuit du mardi 29 au mercredi 30 novembre 2011. Ce fut la première fois qu'un Ivoirien, qui en plus est un ancien Chef d'État, était envoyé devant cette juridiction internationale. En le faisant, Alassane Ouattara voulait afficher sa détermination à sanctionner tous ceux qui troubleraient son règne. C'était un message clair aux partisans de l'ancien régime qui continuaient à se battre pour la libération de Laurent Gbagbo emprisonné à Korhogo au Nord du pays. Le message était : si Laurent Gbagbo, malgré son statut, a été conduit à La Haye, tout citoyen ordinaire pourrait s'y retrouver, s'il commettait des actes jugés répréhensibles par le nouveau régime.

---

<sup>152</sup> Henry Yebouet, « La Côte d'Ivoire au lendemain de la crise post-électorale : entre sortie de crise politique et défis sécuritaires », *Sécurité et stratégie*, vol. 7, n° 3, 2011, pp. 22-32.

<sup>153</sup> Bruno Charbonneau, « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une réconciliation », *Afrique contemporaine*, vol. 245, n° 1, 2013, pp. 111-129.

<sup>154</sup> Hermann Boko, *Op. cit.* 2018.

### Photo 6 : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé à la CPI.



Source : Capture d'écran Youtube [[https://www.youtube.com/watch?v=w1R45g6\\_zbM](https://www.youtube.com/watch?v=w1R45g6_zbM)].  
La rédaction, « CPI-Procès de Laurent Gbagbo, l'accusé demande l'acquittement »,  
*France 24*, 1<sup>er</sup> octobre 2018.

La troisième action décisive que posa le nouveau régime fut de transférer également Charles Blé Goudé devant la CPI<sup>155</sup> (photo 6). Quelques temps après le transfèrement de Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé fut arrêté au Ghana où il était en exil. C'était le jeudi 17 janvier 2013. Il fut aussi déporté à la prison de La Haye, le samedi 22 mars 2014, après un passage dans des prisons de la capitale politique ivoirienne. Cet homme politique qui avait 42 ans, au moment de son départ à La Haye, était le leader des Jeunes patriotes qui soutenaient Laurent Gbagbo. Il avait mobilisé des milliers de personnes dans la rue, depuis le 26 septembre 2002. Il était très écouté par les partisans de l'ex-Président qui n'hésitaient pas à paralyser les villes du Sud. Charles Blé Goudé catalysait, en sa personne, la détermination des manifestants du Sud à voir le pays libéré de ce qu'ils appelaient l'emprise étrangère, dont ils accusaient Alassane Ouattara d'être le symbole. Alassane Ouattara connaissait donc la puissance mobilisatrice de ces Jeunes patriotes. En emprisonnant leur chef, Charles Blé Goudé, il voulait s'assurer que la Galaxie patriotique ne se mobiliserait pas contre son règne. Le nouveau régime espérait réduire au silence les partisans de l'ex-Président, en les privant de leurs leaders. Il leur envoyait également un message sans équivoque : tout perturbateur pourrait se retrouver à La Haye, comme Charles Blé Goudé et Laurent Gbagbo.

En somme, la crise ivoirienne, politique par excellence, vit s'affronter des visions opposées de la nation pour ce pays de migration interne et de brassage intense<sup>156</sup>. La rébellion semblait avoir atteint son objectif avec la chute du sudiste Laurent Gbagbo et la fin de l'exclusion du Nord. La bataille finale menée à Abidjan, en avril 2011, suite à la descente de l'armée du Nord qui jusque-là n'avait pas désarmé, consacra l'aboutissement d'un engagement commencé le 19 septembre 2002. L'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara marqua l'avènement d'un nordiste dans la gestion au plus haut niveau de l'État. Depuis le 11 avril 2011, en effet, le pays est totalement

<sup>155</sup> Comme Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé a été acquitté par la CPI, le 31 mars 2021. Ils ont été jugés dans un procès conjoint.

<sup>156</sup> Ousmane Dembelé, « La construction économique et politique de la catégorie "étranger" en Côte d'Ivoire », in Marc Le Pape et Claudine Vidal (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible (1999-2000)*, Paris, Karthala, 2002, pp. 123-171.



réunifié, avec le désarmement des ex-rebelles. Marc Le Pape parle de la « *machine infernale des divisions* »<sup>157</sup> de la société que les politiciens ivoiriens de tous les bords ont instrumentalisée, entretenue et n'ont pas essayé d'arrêter, alors que la guerre civile était fort probable. S'il reste un grand nombre de variables inconnues sur l'histoire et les acteurs de ce conflit, il apparaît que les tensions soulevées sont loin d'être apaisées sous le règne d'Alassane Ouattara, d'où les mesures qu'il prit pour stabiliser son règne et ouvrir une nouvelle page de l'histoire du pays. Cela donne l'impression que la Côte d'Ivoire est passée d'une transition à une autre depuis le 11 avril 2011.

### III LA CÔTE D'IVOIRE DEPUIS LE 11 AVRIL 2011 : D'UNE TRANSITION À UNE AUTRE

Le propos qui suit offre un tableau de l'orientation stratégique de la politique d'Alassane Ouattara. Avec lui, il apparaît que la Côte d'Ivoire est passée d'une transition démocratique à une transition économique. Nous retrouvons, ainsi, Guillermo O'Donnell et Philippe Schmitter pour qui la période de transition désigne un intervalle entre un régime politique et un autre<sup>158</sup>. Le Président ivoirien met sa priorité sur la stabilité politique et économique du pays. En effet, vingt ans après le rétablissement du multipartisme, la question de la réalité démocratique d'un régime se pose moins que celle de la stabilité d'États fragiles dont l'enjeu n'est pas seulement interne, mais également international. Il fait donc sens de voir comment le régime d'Alassane Ouattara a tenté de mettre fin à la longue transition dans laquelle le pays fut engagé depuis le décès d'Houphouët-Boigny en 1993, et de réfléchir sur les ingrédients de la nouvelle transition dans laquelle son règne semble conduire le pays. Cette réflexion est structurée autour de deux axes. Le premier axe porte sur le glissement de paradigme où la priorité semble passer de la démocratie à la stabilité politique et économique. Et le deuxième axe met en évidence la persistance des ingrédients d'un nouveau conflit identitaire.

#### 1) Un glissement de paradigme : de la démocratie à la stabilité politique et économique

Cette analyse s'appesantit sur l'option stratégique que fit Alassane Ouattara de privilégier la stabilité politique et économique du pays. La crise postélectorale de 2011 contribua à cliver davantage la société ivoirienne<sup>159</sup>. C'est pourquoi, dans son discours d'investiture, le 21 mai 2011,

---

<sup>157</sup> Marc Le Pape, « Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 29-39.

<sup>158</sup> Guillermo O'Donnell, Philippe Schmitter et Lawrence Whitehead (eds), *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, p. 6.

<sup>159</sup> Selon les chiffres de la CEI, au moins 48% de l'électorat de 2010 était pro-Gbagbo, soit environ la moitié des électeurs. Voir République de Côte d'Ivoire, *Second tour de l'élection du Président de la République : scrutin du 28 novembre 2010*, Commission électorale indépendante, et Abidjan.net, « Élection du Président de la République : scrutin du 25 octobre 2015. Résultats fournis

Alassane Ouattara dit vouloir faire définitivement le deuil des rancœurs, des plaies, « *expier les fautes individuelles et collectives* »<sup>160</sup> et promet d'écrire une nouvelle page de l'histoire du pays. Des structures furent ainsi créées pour tenter de ressouder le tissu social. L'un des plus importants efforts dans ce sens fut la mise sur pied, en mai 2011, de la Commission dialogue vérité et réconciliation (CDVR) censée rechercher la vérité et auditionner les victimes de la crise, pour rétablir le dialogue. L'objectif ne fut pas atteint<sup>161</sup>. De nombreux pays en situation de sortie de crise ont aussi initié des processus de réconciliation. La démocratisation et le multipartisme qui s'installaient progressivement en Afrique favorisèrent la mise en place de structures consensuelles dans plusieurs pays<sup>162</sup>. Mais l'arbitrage est difficile entre « *la volonté réconciliatrice d'un peuple divisé et la rationalité politique des acteurs sociaux dans la conquête et la conservation du pouvoir d'État* »<sup>163</sup>.

Si toutes ces dispositions restent pertinentes, les enjeux internationaux ont toutefois évolué<sup>164</sup>. De fait, la démocratie reste certes officiellement un impératif, mais les acteurs de la coopération internationale sont devenus beaucoup plus pragmatiques. Après la décennie 1990 de démocratisation, les années 2000 et le choc des attentats du 11 septembre 2001 sont porteurs d'une nouvelle préoccupation, en termes de sécurité et de stabilité. « *À quoi bon la démocratie, qui plus est formelle et superficielle, si c'est pour que des territoires entiers échappent à tout contrôle des autorités politiques dans des États fragiles* »<sup>165</sup> ? Un tournant tout à la fois pragmatique et théorique se réalise. Les priorités changent alors : la stabilité des États du Sud, conditionnant la sécurité des États occidentaux, prend le pas sur la réalité démocratique de leurs régimes<sup>166</sup> : « *Un tel changement de paradigme conduit à un bouleversement de perspective : ne plus rechercher la démocratie, ses traces et promesses à tout prix, mais s'attacher plutôt à l'étude des mécanismes du pouvoir et de sa légitimité, aux modalités complexes et multiples de la régulation politique et d'articulation de l'État à la société et à l'économie* »<sup>167</sup>. Ainsi, le renouvellement des aides des

---

par la Commission électorale indépendante », *abidjan.net*, 27 octobre 2015, [consulté le 18 janvier 2016], disponible sur : [http://abidjan.net/ELECTIONS/presidentielle/2015/resultats.html].

Le départ en exil de beaucoup d'Ivoiriens et les tentatives de coup d'État qui suivirent l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara montraient le mécontentement d'une large frange de la population. Jusqu'en 2022, des acteurs politiques et militaires pro-Gbagbo de la crise de 2010 sont encore en prison. Le nouveau Président ivoirien ne veut donc pas prendre le risque d'une nouvelle partition du pays. Il nous semble que c'est une preuve que son régime comprend que le clivage sociopolitique perdure.

<sup>160</sup> Alassane Ouattara, « Discours du Président de la République S.E.M. Alassane Ouattara », *gouv.ci*, 21 mai 2011, [consulté le 28 février 2020], disponible sur : [http://www.gouv.ci/doc/Discours\_Investiture.pdf].

<sup>161</sup> Daniel Lopes, « *La Commission dialogue, vérité et réconciliation en Côte d'Ivoire : la réconciliation n'a pas eu lieu* », *grip.org*, 29 juin 2015, [consulté le 17 mai 2021], disponible sur : [https://grip.org/la-commission-dialogue-verite-et-reconciliation-en-cote-divoire-la-reconciliation-na-pas-eu-lieu/].

<sup>162</sup> Cf. Matthieu Kairouz, « Ce jour-là : le 8 juillet 1991, les Togolais placent leurs espoirs dans une Conférence nationale », *Jeune Afrique*, 7 juillet 2016. Des Conférences nationales se firent souvent sous la pression populaire galvanisée par le modèle béninois (19 février 1990 au 28 décembre 1990). Cf. Fabien Eboussi Boulaga, *Les Conférences nationales en Afrique Noire : une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 2009, 229 p.

<sup>163</sup> Ousmane Zina, *Op. cit.*, 2017, pp. 25-39.

<sup>164</sup> Caroline Dufy et Céline Thiriot, *Op. cit.*, 2013, pp. 19-40

<sup>165</sup> *Ibidem*.

<sup>166</sup> *Ibidem*.

<sup>167</sup> *Ibidem*.

organisations internationales se base sur un cadre théorique faisant la part belle à l'empirisme et privilégiant la sécurité et la stabilité politique aux dépens des concepts de démocratie formelle.

On comprend alors pourquoi, après la campagne de réconciliation nationale et une approche systémique du problème foncier<sup>168</sup>, Alassane Ouattara voulut faire de la Côte d'Ivoire un pays émergent à l'horizon 2020. L'idée qu'il existait un lien étroit entre développement et paix informait, du reste, la vision du nouveau Président ivoirien renforcée par sa formation d'économiste<sup>169</sup>. Pour lui, la croissance économique du pays guérirait les Ivoiriens de leurs traumatismes<sup>170</sup>. Il subordonna la cohésion sociale à la reconduction des schémas néolibéraux des années 1990 où il était Premier ministre du pays. Les actions visant à relancer l'économie et à attirer des investissements ont clairement été la priorité d'Alassane Ouattara. Reprenant le nouveau langage de la planification néolibérale, il entendit « *accélérer la marche de la Côte d'Ivoire à travers une croissance rapide et soutenue sur la durée, pour permettre d'atteindre un revenu intermédiaire élevé, une réduction significative de la pauvreté et une montée concomitante de la classe moyenne pour soutenir durablement le processus de croissance* »<sup>171</sup>.

On nota ainsi une augmentation moyenne du PIB réel de 9% pendant la période 2012-2016, et une croissance économique qui, de moins de 3% en 2005, atteignit plus de 8% après 2011. La macroéconomie était assurément au beau fixe. Dans son rapport 2018, la Banque mondiale releva qu'avec un rythme annuel moyen de croissance de plus de 8% entre 2012 et 2015<sup>172</sup>, le pays s'imposait comme l'une des économies les plus dynamiques d'Afrique. L'environnement des affaires en Côte d'Ivoire s'améliora, et le pays fut classé parmi les dix meilleurs pays réformateurs dans le rapport *Doing Business*<sup>173</sup> 2015. Dans le cadre de l'initiative PPTE, la Côte d'Ivoire bénéficia, en 2012, d'annulations de dettes entraînant une baisse conséquente de son endettement public (33,5% du PIB fin 2012 contre 70% en 2011). Ceci a donné une marge de manœuvre budgétaire importante au nouveau gouvernement.

Deuxième économie la plus dynamique du continent africain, avec un taux de croissance trois fois plus élevé que la moyenne continentale et une inflation maîtrisée, l'érection de la Côte d'Ivoire en modèle dans le processus d'éligibilité au programme d'aide au développement du gouvernement américain, Millenium challenge corporation (MCC), sur la base du respect de quatorze indicateurs en 2017, contre cinq en 2011, et l'appartenance à l'Open government

---

<sup>168</sup> À l'Ouest, les conflits fonciers ne sont pas éteints, et nombre d'autochtones qui étaient allés se réfugier au Liberia ont trouvé leurs terres occupées, à leur retour. Cf. Fanny Pigeaud, « Guerre pour le cacao dans l'Ouest ivoirien », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012, p. 8.

<sup>169</sup> Giulia Piccolino, *Op. cit.*, 2017, pp. 49-68.

<sup>170</sup> Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013, pp. 111-129.

<sup>171</sup> Boris Samuel, « Planifier en Afrique », *Politique africaine*, vol. 145, n° 1, 2017, pp. 5-26.

<sup>172</sup> Banque mondiale, « Côte-d'Ivoire : présentation », *banquemonddiale.org*, 2 octobre 2020, [consulté le 25 décembre 2020], disponible sur : [https://www.banquemonddiale.org/fr/country/cotedivoire/overview].

<sup>173</sup> Cf. Banque Mondiale, « Côte d'Ivoire », *Doing Business*, 2020, [consulté le 27 janvier 2022], disponible sur : [http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/côte-d'ivoire]. Il s'agit d'un indicateur qui mesure la facilité de faire des affaires.

partnership (OGP)<sup>174</sup> rassura les bailleurs de fonds qui n'hésitèrent pas à investir dans le pays. Le gouvernement comptait réduire progressivement le déficit budgétaire pour atteindre la norme communautaire de l'Union économique et monétaire Ouest africaine (UEMOA) de 3% du PIB en 2019, grâce à un accroissement des recettes, une rationalisation des dépenses et une gestion plus efficace des risques budgétaires. Selon l'évaluation du risque-pays par COFACE, en 2020, la croissance devrait rester forte, soutenue principalement par l'investissement. La montée en puissance de l'investissement privé devrait continuer à porter la construction, l'agro-industrie et les services. Le pays « bénéficiera de l'impulsion de l'investissement public dans le cadre du Plan national de développement (2016/2020) avec, par exemple, le projet de transport urbain d'Abidjan ou les infrastructures liées à l'organisation de la Coupe d'Afrique des nations de football 2023 »<sup>175</sup>. La résilience de l'économie ivoirienne semble admise.

Alassane Ouattara a bien mis en place des politiques ambitieuses pour sortir le pays de deux décennies de crises économiques, sociales et politiques. Les résultats macro-économiques sont indéniables et le développement est au cœur de la stratégie de construction de la paix, mais la croissance est-elle inclusive ? Selon Francis Akindès, « vu du bas, au fil des années, les populations estiment que cet enthousiasme politique sur les performances économiques tranche avec leur quotidien, puisqu'elles ne perçoivent guère les effets de cette croissance, ni sur leurs conditions de vie, ni en matière de création d'emplois »<sup>176</sup>. Selon la Banque mondiale, 46,3% de la population vit avec une dépense de consommation inférieure à 1 euro par jour, ce qui représente un taux de pauvreté cinq fois supérieur à celui de 1985. Bien que la croissance économique ait été retrouvée (évaluée à 8,6% en 2012 par le FMI), les signes d'une redistribution des richesses sont inexistants. De plus, la gestion financière de l'État reste problématique, en particulier dans le domaine de l'attribution des marchés publics<sup>177</sup>. Le développement économique est au cœur de la stratégie de résolution du conflit d'Alassane Ouattara<sup>178</sup>. Pendant ce temps, la population et surtout la jeunesse<sup>179</sup> attendent encore un impact direct sur leur vie quotidienne. À ces incertitudes vient s'ajouter une crainte de la résurgence de la crise identitaire.

---

<sup>174</sup> Lettre d'intention du ministre ivoirien de l'Économie et des finances au directeur général du Fonds monétaire international, *imf.org*, 17 novembre 2017 [consulté le 28 février 2020], disponible sur : [<https://www.imf.org/external/np/loi/2017/civ/fra/111717f.pdf>].

<sup>175</sup> Coface for trade, « Côte d'Ivoire », *coface.fr*, février 2020, [consulté le 29 avril 2020], disponible sur : [<https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Cote-d-Ivoire>].

<sup>176</sup> Francis Akindès, « "On ne mange pas les ponts et le goudron" : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 22-23.

<sup>177</sup> Banque mondiale, *La Force de l'éléphant : pour que sa croissance génère plus d'emplois de qualité*, Washington, World Bank Group, 2015.

<sup>178</sup> Vladimir Cagnolari, « Croissance sans réconciliation en Côte d'Ivoire », *Le Monde diplomatique*, vol. 10, n° 739, 2015, pp. 6-7.

<sup>179</sup> 79% de la population a moins de 35 ans. Ce qui représente plus de ¾ des habitants. C'est une très grande partie de la population ivoirienne qui, si elle décide de se mobiliser, pourrait impacter lourdement la vie sociale.

## 2) De la persistance des ingrédients d'un nouveau conflit identitaire

Il s'agit d'analyser ici la consistance des efforts de réconciliation et de consolidation de la paix, afin d'offrir un portrait des tensions et des problèmes pouvant mener à une reprise des hostilités. Le concept de « *consolidation de la paix* » renvoie au document de 1992 du Secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, « Agenda pour la paix », qui le présente comme « *une action menée en vue de définir et d'étayer les structures propres à raffermir la paix afin d'éviter une reprise des hostilités* »<sup>180</sup>. La crise postélectorale de 2010-2011 fut la dernière étape d'une longue période d'instabilité politique en Côte d'Ivoire<sup>181</sup> qui remonte à la fin du régime d'Houphouët-Boigny, vers les années 1990. L'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara laissa espérer une nouvelle transition vers la stabilité du pays. Les discours sur la cohésion sociale appurent comme le résultat de « *l'appropriation par le gouvernement ivoirien de l'agenda de promotion de la paix à l'échelle local mis en avant par la Communauté internationale* »<sup>182</sup>. Cependant, le rétablissement de cette cohésion nationale, qualifiée de paix des vainqueurs<sup>183</sup> par les sudistes, est problématique. En effet, l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara demeure perçue d'abord comme une victoire militaire du Nord sur le Sud, avec une inversion des rôles dans la crise identitaire. Les sudistes se sentent ostracisés par ce qu'ils considèrent comme un rattrapage ethnique. Yodé et Siro mettent en musique cette frustration des gens du Sud dans l'application de la justice post-crise et dans la répartition des postes administratifs :

*« Président, on dit quoi ? [...] Les gens sont emprisonnés<sup>184</sup>. Et tu dis il n'y a personne en prison. Ce que tu n'as pas voulu hier, tu ne le fais pas aujourd'hui ! Parce que les mêmes causes produisent les mêmes effets [...] Plus de soixante ethnies dans notre pays. Aujourd'hui, du rez-de-chaussée jusqu'au dernier étage ; du gardien jusqu'au directeur, si c'est pas les Bakayoko ou bien les Coulibaly<sup>185</sup> seulement qui mangent. Quand ça reste un peu, on donne aux Konan<sup>186</sup>[...] Faisons attention à un peuple qui ne parle plus. Parce que quand ça va chauffer, il n'y a plus clôture pour sauter<sup>187</sup> »<sup>188</sup>.*

En effet, des personnes originaires du Nord occupent toujours les grands postes institutionnels et sécuritaires, d'où la persistance du sentiment de rejet au sein d'une partie de la population. Les chefs de l'ex-rébellion tiennent, aujourd'hui encore, une place prépondérante dans la hiérarchie militaire et l'appareil sécuritaire, tandis que de nombreux officiers pro-Gbagbo sont

<sup>180</sup> Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013, pp. 111-129.

<sup>181</sup> Francis Akindès, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, Codesria, 2004, 52 p.

<sup>182</sup> Giulia Piccolino, *Op. cit.*, 2017, pp. 49-68.

<sup>183</sup> *Ibidem*.

<sup>184</sup> Yodé et Siro parlent des prisonniers pro-Gbagbo qui, en 2020, sont encore détenus, dix ans après la crise de 2010.

<sup>185</sup> Bakayoko et Coulibaly sont des noms typiques du Nord ivoirien. Les chanteurs font allusion au RDR et aux partisans d'Alassane Ouattara.

<sup>186</sup> Konan est un nom typique des Baoulés du Centre et des Agnis du Sud. Yodé et Siro font ici allusion au PDCI d'Henri Konan Bédié allié au RDR dans le RHDP. Pour ces deux chanteurs, après avoir servi les nordistes, Alassane Ouattara distribue quelques postes administratifs aux partisans du PDCI pour préserver les relations stratégiques avec eux.

<sup>187</sup> Les artistes parlent ici de la rumeur qui dit que lors de l'attaque du 19 septembre 2002, Alassane Ouattara sauva sa vie en sautant la clôture qui séparait sa résidence (à Cocody Blockauss) de l'ambassade d'Allemagne qui était mitoyenne. De fait, l'armée loyaliste de Laurent Gbagbo avait fait mouvement vers ladite résidence.

<sup>188</sup> Yodé et Siro, *On dit quoi*, 2020.

marginalisés, quand ils ne sont pas en prison ou en exil. En 2019, le journal *Le Patriote* (image ci-dessous) donnait à voir la progression des *com'zones* dans l'administration publique depuis 2002.

Une telle situation est donc génératrice de tensions qui, à terme, peuvent déboucher sur une utilisation de la force pour accéder au pouvoir. Les perspectives de réconciliation s'en trouveraient alors ruinées. Rinaldo Depagne fait la remarque suivante : « *Faute de représentation, d'accès aux finances publiques et aux prébendes, opposants et exclus du système risquent d'utiliser d'autres moyens que le vote pour accéder au pouvoir ou aux avantages qui lui sont associés. L'un de ces moyens est la violence armée qui reste une option possible* »<sup>189</sup>.

**Image 15 : La une de *Le Patriote* sur la carrière des *com'zones*.**



Source : *Le patriote* n° 5926, 21-22 septembre 2019.

Il semble que la difficulté de réconciliation dans le pays est d'abord élitaire. Les leaders politiques n'ont pas véritablement engagé une démarche réconciliatrice qui aurait contribué à ressouder le tissu social, après la crise identitaire des trois décennies précédentes. Des populations ont elles-mêmes pris l'initiative de la paix, dans plusieurs zones du pays. « *Dans un contexte post-conflit, les ambitions de transformer les comportements, les identités et les contextes institutionnels sont d'autant plus difficiles à atteindre que les individus et les sociétés ont été traumatisés* »<sup>190</sup>, et pourtant des habitants du Nord et du Sud du pays paraissent disposés à une réconciliation malgré les préjudices subis lors des crises. Beaucoup parmi eux ont renoué les liens avec leurs adversaires politiques ou même certains de leurs agresseurs<sup>191</sup>.

Ainsi, les populations de Duékoué et de Guiglo dans l'Ouest ivoirien, qui ont payé un lourd tribut lors de la descente des FAFN vers le Sud, ont retrouvé leur quotidien<sup>192</sup>. Dans cette région,

<sup>189</sup> Rinaldo Depagne, « Côte d'Ivoire : une stabilisation en trompe-l'œil », *Jeune Afrique*, 22 octobre 2015.

<sup>190</sup> Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013, pp. 111-129.

<sup>191</sup> Radiodiffusion télévision ivoirienne, « Réconciliation Duékoué Attoube1 », *youtube.com*, 23 mars 2012, [consulté le 6 avril 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Pjhx8wBkv8k].

<sup>192</sup> Radiodiffusion télévision ivoirienne, « Réconciliation à Duékoué », *youtube.com*, [consulté le 6 avril 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=cRemOxud—c].

victimes et bourreaux se côtoient. Ce sont des initiatives citoyennes, c'est-à-dire des efforts de dialogue et de rapprochement entre les communautés que promeuvent certains chefs traditionnels, des mouvements de jeunes et les préfectures<sup>193</sup>. Par exemple, avec l'aide des commandants des FRCI, des chefs traditionnels ont réussi à ramener les élus FPI à la mairie ; ce qui paraissait impossible au lendemain de la crise postélectorale de 2011. Les marques du conflit sont rares grâce aux efforts de reconstruction<sup>194</sup>. Cependant, bien qu'il existe un calme relatif, les sentiments de peur et d'humiliation demeurent saillants, surtout chez les membres du FPI qui ont leurs parents ou amis encore emprisonnés ou en exil. Selon Bruno Charbonneau, « *la classe politique ivoirienne n'a pas nécessairement avantage à s'investir dans la recherche de solutions. Ce sont des problèmes très complexes et politiquement risqués, car les solutions transformeraient inévitablement les équilibres sociopolitiques [...] Afin d'assurer le flot des échanges et les équilibres élitistes, il n'existe donc aucun besoin primordial pour une réconciliation en profondeur* »<sup>195</sup>. En décembre 2020, cela fit dire au Journal *Notre Voie* (image ci-dessous) qu'Alassane Ouattara, au pouvoir depuis 2011, ruse avec la réconciliation.

**Image 16 : La une de *Notre Voie* sur la réconciliation en Côte d'Ivoire.**



Source : *Notre Voie*, n° 6520 du 18 décembre 2020.

La réconciliation entre les principaux acteurs politiques nationaux semble tarder. Il y a une marginalisation de l'opposition<sup>196</sup>. Les raisons profondes qui ont plongé la Côte d'Ivoire dans un conflit long et violent subsistent, et Alassane Ouattara devrait démonter la mécanique qui a mené à la crise ivoirienne<sup>197</sup>, selon des observateurs de la vie politique ivoirienne. Rinaldo Depagne résume bien la situation qui, pour lui, ressemble à une stabilisation en trompe-l'œil :

<sup>193</sup> Droit Libre TV, « Burkinabé de Duékoué: après la terreur, la réconciliation », *youtube.com*, 15 novembre 2014, [consulté le 6 avril 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GO3CNJorQpM].

<sup>194</sup> Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013, pp. 111-129.

<sup>195</sup> *Ibidem*.

<sup>196</sup> Les partisans de l'ancien régime de Laurent Gbagbo étaient, pour la majorité, soit en prison soit en exil. Voir Giulia Piccolino, « A victor's peace? Peacebuilding and statebuilding in Côte-d'Ivoire under the Alassane Ouattara presidency. Communication pour le workshop "The legacy of armed conflicts: South African and comparative perspectives" », University of Pretoria, 2016, 28-29 juillet 2016, p. 13.

<sup>197</sup> Rinaldo Depagne, *Op. cit.*, 2015.

« L'une des premières causes de cette instabilité est l'exclusion d'une partie de la population de la représentation politique. La mise à l'écart d'Alassane Ouattara, originaire du Nord, lors des élections de 1995, a créé frustrations, divisions et rancœurs. Elle a conduit au putsch de décembre 1999, orchestré par une poignée de sous-officiers nordistes estimant que le rejet de Ouattara pour "nationalité douteuse" était finalement celui de tous les Ivoiriens du Nord. En 2000, l'exclusion de la présidentielle des candidats Ouattara et Bédié a eu des conséquences similaires et conduit, deux ans plus tard, à la partition du pays. Malheureusement, l'exclusion politique est toujours de mise en Côte d'Ivoire »<sup>198</sup>.

La paix relative que connaît le pays révèle les ambiguïtés de la reconstruction post-conflit en Côte-d'Ivoire et les incertitudes qu'elle produit<sup>199</sup>. Comme le relève un focus group organisé par Giulia Piccolino, dans certains quartiers affectés par la crise postélectorale « *les gens font semblant. Ils font comme si ça va... le conflit est au stade latent* »<sup>200</sup>. Les gens sont méfiants et les tensions identitaires sont imbriquées avec le problème foncier dans l'Ouest ivoirien, par exemple. La réforme du secteur de la sécurité et les tentatives pour désarmer, démobiliser et réintégrer les ex-combattants n'ont pas encore donné les résultats attendus. « *Le niveau de violence est, pour l'instant, maîtrisé, mais il pourrait rapidement échapper à tout contrôle étant donné les tensions, les rancœurs et les discours de victimes qui subsistent* »<sup>201</sup>. Des stocks de matériels militaires importants échappent encore au contrôle des pouvoirs publics<sup>202</sup>. Un rapport du Groupe d'experts des Nations-unies souligne d'ailleurs que des anciens combattants ont acquis une quantité importante de matériels militaires pendant et après la crise électorale<sup>203</sup>. Le risque de reprise des hostilités est donc réel.

Au final, cette analyse a présenté la situation de la Côte d'Ivoire depuis l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir le 11 avril 2011. Deux volets ont servi de base de réflexion. D'abord, un premier axe a mis en lumière le glissement de paradigme où la priorité semble passer de la démocratie à la stabilité politique et économique. Nous avons vu les efforts d'Alassane Ouattara pour que le pays tende vers un taux de croissance économique annuel de plus de 8% en moyenne. Mais cette option stratégique et pragmatique semble mettre la démocratie dans l'ombre. Ensuite, un deuxième axe a mis en évidence la persistance des ingrédients d'un nouveau conflit identitaire, malgré les efforts des populations.

\*\*\*

---

<sup>198</sup> *Ibidem.*

<sup>199</sup> Maxime Ricard, *Op. cit.*, 2017, p. 553.

<sup>200</sup> Focus group, jeunes du quartier de Yao Sehi, Comité de coordination de la société civile de Yopougon, Yopougon, Abidjan, 21 mai 2015, cité par Giulia Piccolino, *Op. cit.*, 2017, pp. 49-68.

<sup>201</sup> Bruno Charbonneau, *Op. cit.*, 2013, pp. 111-129.

<sup>202</sup> Régulièrement de nouvelles caches d'armes de guerre sont découvertes dans le pays. L'une de ces découvertes fut prétexte au mandat d'arrêt international émis contre Guillaume Soro en décembre 2019. Il était, entre autres, soupçonné de tentative d'atteinte à la sûreté de l'État. Le 25 mars 2015, le groupe d'experts des Nations-unies avait déjà révélé l'existence d'un entrepôt de 60 tonnes de matériel militaire dans la région de Korhogo, à l'extrême Nord du pays.

<sup>203</sup> ONU, *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte-d'Ivoire*, S/2015/252, 2015.



Nous nous sommes demandés, au cours de ce chapitre : dans quelle mesure la rébellion de 2002 fut-elle suscitée par le conflit identitaire ivoirien ? Pour répondre à cette question, une sociologie de cette crise politique a été tentée. Le facteur central de cette insurrection armée était le sentiment d'injustice adossé à la question identitaire qui confinait les nordistes dans la posture d'« étrangers ». Ainsi cette révolte armée voulait instaurer un nouvel ordre politique en Côte d'Ivoire. Guillaume Soro et les Forces nouvelles voyaient, dans l'exclusion d'Alassane Ouattara à certaines élections, l'exclusion du Nord du jeu politique ivoirien. Cette rébellion permit, en effet, l'accession au pouvoir du nordiste Alassane Ouattara.

De fait, suite au décès de Félix Houphouët-Boigny, la Côte d'Ivoire entra dans une sorte de transition faite de crises sociopolitiques qui perturbèrent les régimes de ses trois premiers successeurs. Les groupes de pouvoir qu'ils mobilisèrent autour d'eux exacerbèrent les clivages dans la société ivoirienne. La figure d'Alassane Ouattara centralisa, pour sa part, les aspirations des populations du Nord à accéder au pouvoir. C'est l'exclusion d'Alassane Ouattara du jeu politique par les acteurs dominants de la politique ivoirienne post-Houphouët-Boigny qui a fait monter la tension entre les communautés jusqu'à « l'année terrible »<sup>204</sup> 1999 ; puis vint l'insurrection armée des rebelles en 2002. L'instrumentalisation de la question identitaire par ces quatre acteurs politiques plongea le pays dans une série de troubles.

L'APO qui mit face-à-face des acteurs ivoiriens, dans un dialogue direct, nourrit l'espoir d'une fin de crise vers 2007. Il permit l'organisation des élections présidentielles de 2010. Mais les clivages ont persisté avec une armée du Nord qui n'avait pas désarmé, malgré le processus DDR, et un régime au pouvoir convaincu de sa légitimité. C'est dans ce contexte que le scrutin de novembre 2010 vit Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo se proclamer Présidents de la République. Le conflit postélectoral qui suivit cette crise mis au jour la persistance des ingrédients identitaires dans le pays. Depuis le 11 avril 2011, Alassane Ouattara a accédé au fauteuil présidentiel. Toutefois, la forte croissance économique et le discours de la cohésion nationale n'ont pas permis d'initier un processus substantiel de réconciliation politique, depuis son accession au pouvoir et l'emprisonnement de Laurent Gbagbo à la CPI.

Alassane Ouattara a voulu réconcilier les ivoiriens par le développement économique mais, au-delà des limites de cette stratégie, la classe sociale modeste ne perçoit pas les retombées de cette croissance économique et pourrait générer des tensions dans la société<sup>205</sup>. La paix acquise par Alassane Ouattara sur la défaite du régime Laurent Gbagbo demeure fragile. Les questions foncières et identitaires sont encore entremêlées et entretiennent des sentiments d'humiliation et de victimisation, ainsi que des discours xénophobes qui polarisent davantage la société ivoirienne.

---

<sup>204</sup> Marc Le Pape et Claudine Vidal, *Op. cit.*, 2002.

<sup>205</sup> Maxime Ricard, *Op. cit.*, 2017, p. 567.

En définitive, la question identitaire qui s'est nourrie de la méconnaissance de l'histoire du peuplement du pays a alimenté les troubles que les clivages ethniques n'ont fait qu'aggraver. Mais ces mouvements sociopolitiques se traduisirent aussi par une crise générationnelle<sup>206</sup>. De fait, depuis la période des indépendances la jeunesse s'est régulièrement illustrée par une attitude de défiance face à l'autorité politique et à tous les régimes qui se sont succédé à la tête du pays, de celui d'Houphouët-Boigny à celui d'Alassane Ouattara.

---

<sup>206</sup> Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 34.

## CONCLUSION PARTIELLE

En définitive, dans quelle mesure l'identité nationale a-t-elle joué un rôle central dans la construction de la Côte d'Ivoire postindépendance ? En quoi l'instrumentalisation de la question identitaire par les groupes politiques a-t-elle structuré la période qui a suivi la fin du régime d'Houphouët-Boigny ? Et dans quelle mesure la rébellion de 2002 fut-elle suscitée par le conflit identitaire ivoirien ? Ces trois premiers chapitres ont tenté une analyse socio-historique de la période pré-indépendance jusqu'au début du règne d'Alassane Ouattara. Nous avons, ainsi, mis en exergue la pertinence des ingrédients identitaires qui ont créé des clivages sociaux. Les déplacements de populations engendrés par la politique économique coloniale ont modifié la configuration géographique africaine, divisant des aires culturelles jadis continues pour créer de nouveaux pays. La citoyenneté ambiguë de nombreux africains, issue de ce découpage territoriale, impacta durablement les relations entre peuples du continent et créa des conflits identitaires qui continuent encore aujourd'hui. La migration des populations venues du Nord vers le Sud et l'Ouest de la Côte d'Ivoire a suscité une opposition des autochtones qui voyaient en ces peuples déplacés des étrangers qui venaient s'installer sur leurs terres. Des conflits fonciers ont alors surgi.

Il convient de relever, par ailleurs, que la figure de l'étranger a, elle-même, été instrumentalisée par tous les régimes politiques ivoiriens en fonction des intérêts en jeu. Les successeurs du premier Président ivoirien ont instrumentalisé la question identitaire en rejetant une partie de la population, essentiellement du Nord, qualifiée d'étrangère. C'est ainsi que, se sentant exclus du jeu politique ivoirien et du développement économique du pays, une partie de la population a nourri une rébellion. Cette insurrection armée scinda le pays en deux, du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011, date de la prise de pouvoir du nordiste Alassane Ouattara. Celui-ci cristallisait en sa personne les aspirations des populations du Nord, lui qui a été régulièrement recalé aux élections présidentielles et législatives ivoiriennes pour nationalité douteuse. Depuis son accession au pouvoir, il a tenté une réconciliation nationale. Toutefois, les ingrédients d'une crise identitaire persistent. Et la jeunesse semble toujours décidée à prendre ses responsabilités face aux hommes politiques ivoiriens englués dans des luttes factionnelles aux relents identitaires. C'est pourquoi la partie suivante montrera le rôle joué par la jeunesse politique ivoirienne après les indépendances, en mettant en exergue les enjeux de cette irruption de la jeunesse dans le jeu politique ivoirien. Un accent particulier sera mis sur la Galaxie patriotique, ce mouvement nationaliste qui s'opposa à la rébellion de 2002 à 2011.

## **PARTIE II**

### **LA GALAXIE PATRIOTIQUE AU CŒUR DE LA CRISE IVOIRIENNE**

## INTRODUCTION PARTIELLE

En s'appuyant sur le paradigme de la « politique par le bas »<sup>1</sup> tel que développé par Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, cette deuxième grande partie voudrait montrer comment des acteurs sociaux subalternes ont réussi à s'imposer dans l'arène politique avec leurs modes d'action politique propres en fonction des enjeux. Faisant le constat de l'échec des aînés, une nouvelle génération politique, venue du bas, s'est engagée à jouer les premiers rôles. La problématique de cette deuxième grande partie se décline dans le questionnement suivant : dans quelle mesure la jeunesse nationaliste ivoirienne a-t-elle été un acteur déterminant dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire depuis la période postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2011 ? En quoi l'interventionnisme français structura-t-il la communication politique des Jeunes patriotes ? Et comment la crise ivoirienne de 2002-2011 a-t-elle suscité des postures radicalisées chez les Jeunes patriotes ?

Dans le prolongement de l'énonciation des mouvements jeunes qui ont marqué l'histoire politique de la Côte d'Ivoire, il semble important de présenter la Galaxie patriotique et de mettre en exergue ses activités et sa stratégie pendant la crise ivoirienne de 2002 à 2011. Ce groupe a particulièrement marqué la politique nationale et internationale par l'ampleur de ses manifestations publiques. Il a, par ailleurs, modifié durablement la scène politique ivoirienne. D'où l'intérêt particulier qui lui est porté dans cette partie. Nourris au sérail de la FESCI, les leaders de la Galaxie patriotique étaient des habitués des pratiques syndicales. Mais le terrain auquel ils étaient désormais confrontés relevait d'un tout autre ordre. Et les enjeux qui les motivaient dépassaient de loin les revendications pour un simple mieux-être dans les cités universitaires ou les amphithéâtres.

L'histoire garde en mémoire un pareil glissement dans les revendications des jeunes dans le monde. En effet, le 20 octobre 1956, les étudiants de Szeged, en Hongrie, organisèrent une insurrection où leurs exigences universitaires cédèrent la place à des questions véritablement politiques. Entre les demandes purement corporatistes, relatives à la nature des enseignements ou à la création d'une association étudiante indépendante, se glissèrent des revendications de nature politique comme la révision des relations de leur pays avec l'Union Soviétique ou l'organisation d'élections libres. En Côte d'Ivoire, tout comme les leaders de la rébellion, les Jeunes patriotes sont également passés d'une mobilisation de type syndical, à une mobilisation de type politique<sup>2</sup>. Ainsi, après une analyse des groupes d'influence de jeunes nationalistes qui ont marqué la scène

---

<sup>1</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, 268 p.

<sup>2</sup> Gnangadjomon Koné, *Les « Jeunes patriotes » ou la revanche des « porteurs de chaises » en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Classiques ivoiriens, 2014, p. 28.

politique ivoirienne après les indépendances, cette étude mettra l'accent sur la Galaxie patriotique dont elle présentera les modes d'action politique et les enjeux qu'elle mobilisa. Pour y parvenir, cette matière propose trois chapitres : le chapitre 4 part de la jeunesse ivoirienne postindépendance à la Galaxie patriotique. Le chapitre 5 parle de la stratégie de communication des Jeunes patriotes qui se présentent dans une posture nationaliste. Et le chapitre 6 convoque les enjeux sociologiques de l'engagement des Jeunes patriotes.

## CHAPITRE IV : DE LA JEUNESSE IVOIRIENNE POSTINDÉPENDANCE À LA GALAXIE PATRIOTIQUE

Ce chapitre parlera essentiellement des actions politiques de la jeunesse nationaliste de la Côte d'Ivoire postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2011. Pour Louis Balthazar, le concept de nationalisme désigne « *un mouvement qui consiste à accorder une priorité à l'appartenance nationale et à lutter pour une meilleure reconnaissance de la nation à laquelle on appartient* »<sup>3</sup>. Sur la base de cette définition, on peut dégager trois critères permettant de caractériser le fait nationaliste : il faut d'abord la présence d'un mouvement, ou groupe organisé ; ensuite, la priorité accordée à l'appartenance nationale qui peut se matérialiser d'une part, par la prééminence des intérêts de la nation sur les intérêts particuliers ; et d'autre part par la préférence accordée aux intérêts nationaux par rapport aux intérêts étrangers. Enfin, la volonté du groupe de lutter pour voir triompher la cause nationale défendue, cette lutte pouvant aller jusqu'à l'affrontement armé sous la forme des guerres de libération nationale, notamment dans les contextes d'occupation étrangère ou de décolonisation<sup>4</sup>.

Déjà, depuis les indépendances, la question identitaire avait émergé. En effet, le Premier Président ivoirien favorisa l'ouverture de son pays aux territoires voisins, afin de faciliter l'afflux de main-d'œuvre qui augmentait par ailleurs son électorat. Ainsi, les jeunes Ivoiriens, formés à l'école occidentale, se trouvaient souvent confrontés au manque d'emploi dans leur pays. D'où des manifestations contre les étrangers. Pour endiguer les vellétés révolutionnaires de ces jeunes ivoiriens, Houphouët-Boigny mit en place une stratégie de cooptation ou de sanction des nouvelles élites. Tant que le pays avait des ressources financières disponibles, cette politique néopatrimonialiste pouvait contenir les mouvements de colère. Mais la crise économique des années 1980 mit au jour les insuffisances de cette pratique. C'est alors que la jeunesse ivoirienne obligea le Président Houphouët-Boigny à accéder au multipartisme en 1990. La mauvaise gestion de ce pluralisme politique entraîna la rébellion du 19 septembre 2002. Celle-ci fut suivit, une semaine plus tard, de l'apparition de la Galaxie patriotique qui s'opposa à cette insurrection armée jusqu'au 11 avril 2011.

Il semble important de retracer brièvement l'histoire de la Côte d'Ivoire dans son dialogue avec cette jeunesse nationaliste postindépendance, afin de mieux cerner le contexte d'émergence de la Galaxie patriotique, sujet central de notre recherche. Cette matière montrera que la lutte nationaliste dont se réclament les Jeunes patriotes, depuis le 26 septembre 2002, n'est pas nouvelle. Plusieurs groupes de jeunes avant eux ont marqué l'histoire politique ivoirienne. C'est pourquoi

---

<sup>3</sup> Louis Balthazar, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de L'Hexagone, 1986, p. 13.

<sup>4</sup> Pierre Abomo, « Le destin politique de la mémoire du nationalisme camerounais : entre réhabilitation et rejet », *Cahiers Mémoire et Politique*, n° 4, pp. 81-98.

la question centrale de ce chapitre est : Dans quelle mesure la jeunesse nationaliste ivoirienne a-t-elle été un acteur déterminant dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire depuis la période postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2011 ? Il s'agira donc de voir comment les mouvements de jeunes sont venus du bas pour se positionner dans le conflit identitaire. Nous entendons comprendre les actions qu'ils ont posées, dans une logique souvent séditeuse, pour exprimer l'échec de leurs aînés. Leur « passage à la politique »<sup>5</sup> sera ainsi analysé à partir du paradigme de la « politique par le bas »<sup>6</sup>.

Une immersion sera faite dans la Galaxie patriotique, pour décrypter sa « *manière de faire* » la politique, au sens de Michel de Certeau<sup>7</sup>, après avoir pris le soin de la présenter. Ce chapitre comporte, ainsi, quatre grandes trajectoires. La première trajectoire offre une contribution sur la « politique par le bas » en Afrique noire, suivant le modèle de Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor<sup>8</sup>. La deuxième trajectoire entend rendre compte des motivations de la jeunesse ivoirienne dans sa mobilisation depuis l'indépendance jusqu'à l'avènement du multipartisme en 1990. La troisième trajectoire propose une analyse des actions de ces jeunes, du rétablissement du multipartisme jusqu'à la rébellion de 2002. Et la quatrième trajectoire tente une sociologie de la Galaxie patriotique au cœur de la crise ivoirienne.

#### I UNE CONTRIBUTION SUR LA « POLITIQUE PAR LE BAS » EN AFRIQUE NOIRE : REGARDS CROISÉS DE JEAN-FRANÇOIS BAYART, ACHILLE MBEMBE ET COMI TOULABOR

Cette analyse offre une approche du paradigme de la « politique par le bas ». Elle tente de démontrer que des jeunes africains, qualifiés d'« acteurs subalternes »<sup>9</sup>, sont venus du bas de l'échelle sociale pour imposer leur vision de la gestion étatique aux aînés qui semblaient avoir échoué dans leur mission. Jean-François Bayart et ses coauteurs ont souhaité mettre l'accent sur la richesse de la vie politique africaine à l'échelon des groupes sociaux subordonnés, dans ses dimensions les plus diverses et les plus inattendues. Avec eux, nous faisons le choix d'ancrer notre démarche dans l'environnement de l'Afrique noire, car ceci permet de faire une comparaison entre le cas ivoirien et les mouvements juvéniles dans des pays du même cadre géographique. Notre réflexion comporte ainsi deux volets. Dans un premier temps, elle essaiera de comprendre le paradigme de la « politique par le bas », tel que le proposent ces auteurs. Et dans un deuxième temps, elle montrera comment il s'est appliqué dans les cas du Togo et du Cameroun.

---

<sup>5</sup> Jean-François Bayart *et al.*, « Passage au politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 341-487.

<sup>6</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1992.

<sup>7</sup> Michel de Certeau, *L'invention du quotidien I. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, pp. 60-70.

<sup>8</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1992.

<sup>9</sup> Achille Mbembe, « La palabre de l'indépendance : les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 459-487.



## 1) Pour une analyse de la « politique par le bas »

Le paradigme de la « politique par le bas » propose un modèle pour comprendre l'attitude des acteurs sociaux subordonnés qui décident de s'investir ou non dans le champ politique en fonction de leurs structures mentales, culturelles, sociales et politiques et de la lecture qu'ils font des événements. Ce paradigme explore également leurs modes d'intervention dans le jeu politique quand ils décident d'y interagir. Il permettra de comprendre les modalités du surgissement de la jeunesse ivoirienne dans le jeu politique. C'est pourquoi nous en offrons ici un éclairage en relisant les auteurs qui en ont fait un concept-clé. Si on relève l'intervention des groupes sociaux subordonnés dans plusieurs sociétés, il importe de s'interroger sur l'ampleur et des modalités de leur contribution<sup>10</sup>. Le rôle de ces cadets sociaux, de ces « petits », de ces « sans importance » ou de ces « en bas du bas », par opposition aux « en haut d'en haut »<sup>11</sup>, a fait l'objet de réflexions depuis les années 1980, dans l'invention de formes originales de l'État.

Le regard que le sujet social porte sur l'objet politique détermine son attitude dans un contexte de crise<sup>12</sup>. Pour comprendre les logiques de mobilisations multisectorielles de la société, il ne faut donc pas appréhender le groupe social subordonné dans un rapport nécessairement conflictuel avec l'État. Cette analyse apparaît plus pertinente que l'interprétation classique en termes d'antagonisme principal entre une classe dominante et une classe potentiellement révolutionnaire. Pour expliquer cette vision, Comi Molevo Toulabor présente le cas des jeunes diplômés togolais, ou « jeunes conjoncturés », qui se comportent comme « *des invités à leur propre destin. Constituant une force potentielle non négligeable, appelant de leur vœux l'éclosion d'une révolte, ils ne déploient aucune agressivité et n'ont pas osé s'organiser, à l'inverse de leurs compagnons d'infortune ivoiriens* »<sup>13</sup>. Ils attendent que la roue de la vie tourne pour changer la couleur du destin. Comi Molevo Toulabor fait donc le constat que la passivité de ces jeunes diplômés togolais en situation de chômage face à l'enrichissement effréné de leurs dirigeants répond à une certaine compréhension de la recherche hégémonique.

L'auteur met en évidence quatre facteurs explicatifs de ce qui apparaît comme une passivité des « jeunes conjoncturés » togolais : d'abord la peur qu'inspire le régime, ensuite la relation sociale entre aînés et cadets, puis le rapport à l'argent dans la culture éivé<sup>14</sup> et, enfin, la notion

---

<sup>10</sup> Jean-François Bayart, « Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode », *Politique africaine*, n° 1, 1981, pp. 53-82.

<sup>11</sup> Terme populaire désignant des personnalités publiques et des décideurs en Côte d'Ivoire.

<sup>12</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1992.

<sup>13</sup> Comi Molevo Toulabor, « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes «conjoncturés» de Lomé (Togo) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 446-458.

<sup>14</sup> Un groupe ethnique du Togo.

populaire de destin<sup>15</sup>. Il montre, ainsi, que l'attitude des jeunes diplômés, qui aspirent à la réussite sociale, de ne pas contester l'accumulation des richesses des dirigeants politiques, procède de leur conviction que l'inégalité est inscrite au cœur de la nature. La richesse à laquelle ils espèrent accéder un jour équivaut à une qualité politique. Au final, ces « jeunes conjoncturés » se font une représentation critique de la richesse et du pouvoir des dirigeants qui ne permet pas un passage à une action publique<sup>16</sup>.

À défaut d'action publique, l'enrichissement et le pouvoir deviennent eux-mêmes des aspirations légitimes<sup>17</sup>, des vertus dont le mode d'accession est le détournement des fonds de l'État. Dans cet entendement, « *fiohawo to ye wo du na* (littéralement en Évè : il est licite de manger la chose de l'État) ». On envie alors ceux qui font des détournements de deniers publics pourvu qu'ils volent des sommes substantielles et ne se fassent pas prendre<sup>18</sup>. Le constat que les groupes sociaux ne reconnaissent pas comme politiques les mêmes choses démontre que l'énonciation de la politique se rapporte à des cultures et à des histoires particulières qui font qu'elle varie d'une société à l'autre et, au sein d'une même société, d'un sous-groupe à l'autre. D'ailleurs, la similitude avec la pensée d'Achille Mbembe semble logique à envisager. Il analyse, de fait, l'énonciation de la politique à travers l'étude des chansons en langage basaa<sup>19</sup> comme reformulation populaire des énoncés hégémoniques du *Kundè*<sup>20</sup> qui est la base du discours nationaliste<sup>21</sup> du premier parti politique camerounais, l'Union des populations du Cameroun (UPC) :

*« Et c'est ici qu'intervient une donnée fondamentale dans toute recherche sur l'énonciation du politique : le facteur linguistique. Que veut dire "énoncer le politique" lorsque des "acteurs subalternes" décident de se réapproprier dans leur langue et d'organiser des pratiques de la parole au travers desquelles ils définissent leur espace et leurs logiques propres ? Le "passage" ou le "non-passage" au politique est ici insaisissable en dehors de la prise en considération des structures mentales, culturelles, sociales et politiques à l'intérieur desquelles se meuvent les acteurs, l'intelligence qu'ils en ont et les modes sur lesquels ils les épèlent eux-mêmes. Dans le cas du mouvement nationaliste au Cameroun, comment, en effet, rendre compte du "sauv" de la lutte légale et non violente à la lutte armée, sans ressaisir la logique du temps que construisent les acteurs, en même temps que la dialectique des demandes et des réponses entre les forces anticoloniales et coloniales »<sup>22</sup>.*

Achille Mbembe cite en exemple le texte chanté ou écrit en langue basaa qui oblige l'analyste à prendre en compte la manière dont les acteurs politiques « *énoncent le temps politique, périodisent, articulent le calendrier et les saisons, organisent la mémoire et engrangent des motivations qui autorisent à radicaliser la lutte ou à expulser celle-ci vers une sorte de temps d'attente messianique* »<sup>23</sup>. C'est ainsi qu'un même texte, écrit ou chanté, n'a pas le même sens

<sup>15</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1985, pp. 446-458.

<sup>16</sup> Jean-François Bayart *et al.*, *Op. cit.*, 1985, pp. 341-487.

<sup>17</sup> Les « jeunes conjoncturés » s'interdisent alors de vilipender ce à quoi ils comptent accéder dans le futur.

<sup>18</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1985, pp. 446-458.

<sup>19</sup> Un groupe ethnique du Cameroun.

<sup>20</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1992.

<sup>21</sup> Jocelyn Manga Olomo et Jean Vincent Ntuda Ebode, *Divisions au cœur de l'UPC. Contribution à la connaissance de l'histoire politique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, 204 p. ; Achille Mbembe, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1996, 430 p.

<sup>22</sup> Achille Mbembe, *Op. cit.*, 1985, pp. 459-487.

<sup>23</sup> *Ibidem*.

quand il est littéralement traduit du basaa au français. Ceci permet de percevoir comment l'énoncé français s'enrichit dans la langue nationale, à l'intérieur d'un discours nationaliste. En somme, la langue d'énonciation renvoie l'analyste à la positivité des discours et des faits et l'oblige à les entendre tels qu'ils s'énoncent à partir du contexte social de leur production. Le discours nationaliste n'a de sens que mis en rapport avec les structures politiques économiques et sociales qui le rendent possible<sup>24</sup>.

Atiyihwè Awesso estime, ainsi, que la question de la « politique par le bas » impose « *une approche épistémologique et méthodologique. Il s'agit avant tout de rompre avec la science politique de l'État postcolonial qui n'est qu'une variante de la science politique classique ; une science qui se fait par "le haut" et véhicule des préjugés d'une tradition constitutionnaliste* »<sup>25</sup>. En réfléchissant sur la « politique par le bas » à travers l'étude des différents modes populaires d'action politique, Jean-François Bayart voudrait interroger la pratique énonciative de la politique des acteurs sociaux subordonnés. Il s'agit de leur capacité à se constituer en un mouvement social susceptible de devenir le vecteur d'unification de la société, et de leur aptitude à passer à la politique. C'est en cela que sa recherche nous intéresse dans le cadre de notre réflexion sur la jeunesse ivoirienne postindépendance et la Galaxie patriotique. Il propose des clés de lecture des motivations de ces manifestants venus du bas pour imposer un nouvel ordre politique en Côte d'Ivoire.

La « politique par le bas » est, en définitive, la politique tel que menée par les groupes sociaux subordonnés. Cette réaction de ces « acteurs subordonnés » prend la forme d'une contribution ou d'une action politique dont il faut connaître les modalités : révoltes, grèves, refus de certaines cultures, abstentionnisme électoral, migrations, mouvements messianiques, usage de la violence sont autant d'actions exprimant une posture politique face aux gouvernants. C'est pourquoi, en prenant en compte la dimension historique, les « *rationalités autochtones* »<sup>26</sup> et « *les pratiques tâtonnantes des acteurs au sein des configurations changeantes* »<sup>27</sup>, nous proposons de suivre les trajectoires des « acteurs subalternes » au Togo et au Cameroun, selon leurs angles d'approche de ce que Jean-François Bayart appelle mode populaire d'action politique<sup>28</sup>.

---

<sup>24</sup> *Ibidem*.

<sup>25</sup> Atiyihwè Awesso, « Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie, Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, Paris, Karthala, 1992 Collection "Les Afriques"- 268 p. », *Bulletin de l'APAD*, 4 juin 2008, [consulté le 8 avril 2021], disponible sur : [http://journals.openedition.org/apad/3503].

<sup>26</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1992, p. 234.

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> Jean-François Bayart, *Op. cit.*, 1981, pp. 53-82.

## 2) Deux exemples de la « politique par le bas » au Togo et au Cameroun

En mobilisant les modes d'action politique des « acteurs subalternes » au Togo et au Cameroun, l'objectif ici est de voir comment ils ont fait leur passage à la politique. Il s'agit également de confronter le cas ivoirien à celui de ces deux pays pairs pour en ressortir les similitudes et les différences. « *Dans le cadre de ces sociétés divisées entre cadets et aînés sociaux, les premiers pourraient soit se soumettre, soit s'émanciper par les mobilisations, souvent les plus violentes* »<sup>29</sup>. De fait, le champ des modes populaires d'action politique est celui de la mobilité, de l'ambivalence, de l'allusif, du non-dit et de l'insaisissable<sup>30</sup>. L'étude du champ lexical de la dérision politique au Togo, par Comi Molevo Toulabor, ou l'analyse des chansons et des rêves au Cameroun, par Achille Mbembe, offre une approche originale de la science politique. De fait, ces auteurs cherchent à sortir la recherche scientifique des cadres étroitement institutionnels qui privilégient les relations entre les différents acteurs du système social sous l'angle du pouvoir.

À partir de l'exemple du Togo, Comi Molevo Toulabor présente la dérision du monde politique comme mode d'action politique. Le langage de la dérision politique est en fait un trait socioculturel des Évés de la capitale togolaise, l'ethnie numériquement majoritaire. D'après les travaux de N'Sougan Agblémagnon, « *chez les Évés, la "parole" ne se réduit jamais au sens littéral du mot comme la phrase à sa simple structure logique et grammaticale. Les mots ne sont plus seulement des signes conventionnels, mais des symboles d'un système complexe d'idées. L'idée n'est pas dans le mot mais, au-delà du mot, dans le système, la constellation qu'il suggère* »<sup>31</sup>. Ainsi, en l'absence de partis politiques d'opposition, les « acteurs subalternes » togolais ont érigé la moquerie politique en stratégie politique pour critiquer le Président Gnassingbé Eyadema<sup>32</sup> et son parti unique, le Rassemblement du peuple togolais (RPT). La dérision critique la monopolisation du discours par le parti unique. Le RPT est ainsi surnommé « Rassemblement des profiteurs togolais » ou encore « Rongeurs du peuple togolais »<sup>33</sup>. Par ailleurs, le terme évé « fiohawo » (qui veut dire « l'administration ») est déformé en « fihawo » (qui signifie « association de voleurs »). Quant à Gnassingbé Eyadema, qualifié d'« *unique monarque inique* »<sup>34</sup>, lorsqu'il n'est pas accusé d'être un prédateur sexuel (« Tsala »), ou un ignare, il est comparé à un animal : « *Éyadéma est une sangsue qui vide les Togolais de leur désir, de leur liberté, de leur personnalité* »<sup>35</sup>.

---

<sup>29</sup> Michel Cahen, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Kadya Tall, « De la banalité des mobilisations en Afrique », in Michel Cahen, Marie-Emmanuelle Pommerolle et Kadya Tall (eds.), *Mobilisations collectives en Afrique : ça suffit !*, Leiden/Boston, Brill, 2015, pp. 19-44.

<sup>30</sup> Jean-François Bayart, *Op. cit.*, 1981, pp. 53-82.

<sup>31</sup> N'Sougan Agblémagnon, *Sociologie des sociétés orales d'Afrique noire. Les Évés du Sud-Togo*, Paris, Mouton, 1969, p. 84.

<sup>32</sup> Il fut Président de la République togolaise du 15 avril 1967 au 5 février 2005 où il mourut lors de son transfert en Europe pour des soins médicaux.

<sup>33</sup> Comi Molevo Toulabor, « Jeux de mots, jeux de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, n° 3, 1981, pp. 55-71.

<sup>34</sup> *Tribune du peuple*, n° 74, 11 juin 2003.

<sup>35</sup> *Tribune du peuple*, n° 75, 18 juin 2003.

La mainmise du RPT sur la liberté d'expression, depuis 1969, « *refoule dans les chuchotements et les allusions, la critique, l'ironie et le mécontentement* »<sup>36</sup>. D'après Brice Rambaud, « *cette résistance politique du verbe des petits face au discours des forts est sortie de sa clandestinité au début des années 1990, en bénéficiant d'une plus grande liberté d'expression* »<sup>37</sup>. Cette raillerie est composée de chansons, de sobriquets et de slogans du parti revus et corrigés<sup>38</sup>. Elle se construit aussi par le dédoublement équivoque du sens des mots et des slogans officiels, comme le remarque Marie-Emmanuelle Pommerolle dans le cas du Cameroun<sup>39</sup>. Avec des jeux de mots et des mimiques, la population subordonnée offre à voir les limites de l'action gouvernementale. Ainsi, « *métaphores animales, jeux de mots et ironie renvoient à un discours politique marqué par la dérision* »<sup>40</sup>.

Pour Atiyihwè Awesso, cette théâtralisation de la politique est ambiguë et politiquement inefficace car ses auteurs entretiendraient une affinité avec le régime<sup>41</sup>. En effet, ces « acteurs subalternes » sont les premiers à railler, mais aussi à applaudir. « *Ils se moquent de la médiocrité autant intellectuelle que physique du Président Gnassingbé Eyadema, mais ils le louent et le célèbrent comme une divinité du culte vodou* »<sup>42</sup>. Jean-Pascal Daloz note, toutefois, que la caricature politique brise le charme et pervertit la relation entre gouvernants et gouvernés. Il pense, en effet, que « *son action délégitimante, corrosive, serait des plus redoutables : c'est que, ridiculisant la tête, on ébranlerait la croyance, l'adhésion, l'identification même au système* »<sup>43</sup>. Il s'agit là d'une forme de résistance envers un pouvoir abusif<sup>44</sup>. « *L'ironie et l'humour sont les armes des impuissants face à l'arbitraire régnant* »<sup>45</sup>. Cette raillerie politique montre comment la politique est vécue à la base par les acteurs sociaux subordonnés. Il faut donc appréhender la dérision comme une prise de conscience et comme une forme de résistance sociale<sup>46</sup>.

Concernant le Cameroun, nous suivons Achille Mbembe qui choisit une époque ancienne au Cameroun, celle de la lutte anticoloniale en pays Basaà. Il offre une analyse de la « politique par le bas » dans ce pays depuis les années 1950. L'UPC fut le premier parti politique engagé pour l'indépendance du Cameroun. Il a ainsi marqué l'histoire du Cameroun<sup>47</sup>. La « palabre de

<sup>36</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1981, pp. 55-71.

<sup>37</sup> Brice Rambaud, « La presse écrite togolaise, acteur et témoin de l'ère Eyadéma (1967-2005) », *Transcontinentales*, vol. 2, 2006, pp. 57-76.

<sup>38</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1981, pp. 55-71.

<sup>39</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, vol. 40, n° 3, 2008, pp. 73-94.

<sup>40</sup> Brice Rambaud, *Op. cit.*, 2006, pp. 57-76.

<sup>41</sup> Atiyihwè Awesso, *Op. cit.*, 2008.

<sup>42</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1981, pp. 55-71.

<sup>43</sup> Jean-Pascal Daloz, « Les ambivalences dans la caricature des dirigeants politiques. Illustrations africaines », *Mots. Les langages du politique*, vol. 48, 1996, pp. 74-86.

<sup>44</sup> Chris Powell et George Paton, *Humour in society : resistance and control*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1988, 279 p.

<sup>45</sup> Comi Molevo Toulabor, *Op. cit.*, 1981, pp. 55-71.

<sup>46</sup> *Idem.*

<sup>47</sup> Jocelyn Manga Olomo et Jean Vincent Ntuda Ebode, *Divisions au cœur de l'UPC. Contribution à la connaissance de l'histoire politique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 14.

l'indépendance »<sup>48</sup> qui s'enracine dans un ensemble de réseaux et de codes symboliques façonnés par une culture et une histoire anticolonialiste suggère un véritable processus de réappropriation de la mémoire nationaliste. En effet, à partir des catégories propres à la culture de ce terroir, la mémoire nationaliste est maintenue vivante dans les langages des populations subalternes, des paysans, des jeunes et des enfants, malgré les tentatives de réécriture de l'histoire du pays par le colon et les héritiers des anti-indépendantistes des années 1950-1960<sup>49</sup>.

Grâce à l'influence symbolique de l'époque de *Nkaà Kundè* (la palabre de l'indépendance) qui portait les idées nationalistes de l'UPC, les Camerounais conservent encore en eux la réminiscence de cette période de mobilisation contre le colon. La figure emblématique de l'UPC dans la conscience populaire reste celle de Ruben Um Nyobè, tué en 1958. En cherchant à occulter la réalité coloniale et vider de leur sens la mémoire et le discours nationaliste, l'État postcolonial en a suscité une réhabilitation populaire par un mode d'action qui trouve encore ses forces dans le pouvoir du symbolique et de l'oralité. En effet, la langue basaà (à travers les chansons et les rêves) est devenue le lieu symbolique au sein duquel la mémoire de l'UPC garantit sa propre continuité. Les supports de ce discours nationaliste étaient nombreux. Il y avait, par exemple, le « *Atna maten ma Kamerun matin ni ndeg ndonol* » de 1958 ou statuts de l'UPC qui fut rédigé avec un faisceau de symboles et de codes ; les « *tsembi di lon* » ou chansons du pays ; les pratiques religieuses et symboliques. Tous ces supports exprimaient des plaintes et des dénonciations contre la répression, la mort et toute autre forme d'exaction. Pour Marie-Emmanuelle Pommerolle, « *ces manières détournées de désapprouver l'ordre des choses expriment des frustrations qui, on le sait, ne conduisent pas toujours à l'expression politique de ce mécontentement mais contribuent à entretenir une résistance et une insoumission silencieuses* »<sup>50</sup>. L'action populaire s'y manifestait dans la diversité du discours nationaliste liée à celle des acteurs et de leurs interprétations. Achille Mbembe en donne le témoignage :

*« Dans cette société, la fonction parlante dans sa dimension orale donne à l'acte de chanter une dimension symbolique et culturelle propre. Le chant n'est pas seulement mélodie et rythme. Il est surtout message et code pédagogique. Les "tjembidi lon" constituent à la fois une pédagogie d'énonciation et une écriture de l'énoncé [...] Dans ces sociétés orales ou l'acte de mémoriser appelle à la répétition et permet de sauver le sens de l'oubli, la recherche de cohérence se fait à travers des procédures d'inscription des situations vécues dans les structures mentales et l'imaginaire. Le procédé répétitif par le chant participe de cette méthode d'inscription et de fixation qui fait du vécu un invariant [...] Les chansons recueillies auprès de paysans et de paysannes sont, dans cette perspective, un exemple de réappropriation et de reformation populaire des énoncés hégémoniques du mouvement nationaliste. À travers elles, se déploie l'intelligence qu'ont les acteurs historiques de leur implication dans des situations de conflits »<sup>51</sup>.*

<sup>48</sup> Achille Mbembe, *Op. cit.*, 1985, pp. 459-487.

<sup>49</sup> L'indépendance fut accordée au pays en 1960, après les massacres, entre 1955 et 1958, des upécistes (membres de l'UPC) qui exigeaient l'autonomie du Cameroun. L'anti-indépendantiste Ahmadou Ahidjo devint Président en 1958, l'année de la mort de Ruben Um Nyobè. En lui accordant une indépendance qu'il n'avait pas sollicitée, les colons maintenaient le nouveau régime dans une dépendance au colonisateur. Une campagne de refabrication de l'histoire du pays fut, dès lors, engagée pour présenter les anti-indépendantistes comme les vrais nationalistes. Cette réécriture de l'histoire fut poursuivie dans les manuels scolaires du pays pendant des décennies.

<sup>50</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, *Op. cit.*, 2008, pp. 73-94.

<sup>51</sup> Achille Mbembe, *Op. cit.*, 1985, pp. 459-487.

Au final, tout comme les jeunes diplômés togolais et les Évés qui ne se positionnaient pas forcément dans un rapport antagoniste avec l'État, les Camerounais offraient un exemple d'adaptation culturelle de leur lutte par le bas. Avec ces deux exemples du Togo et du Cameroun, nous avons tenté une analyse des actions des populations par rapport à la sphère du pouvoir, en dépassant l'opposition élites toutes puissantes contre populations passives. En mobilisant le paradigme de « politique par le bas », ce travail a essayé de voir comment les acteurs sociaux subalternes formaient, ou non, un mouvement social susceptible de devenir un vecteur d'unification de la société dans son rapport avec les gouvernants. Nous avons également testé leurs capacités, ou non, à passer à la politique. Après la relecture des exemples togolais et camerounais, il convient de voir en quoi la jeunesse ivoirienne mobilisa une « politique par le bas » depuis la période des indépendances.

## II LA JEUNESSE IVOIRIENNE DE L'INDÉPENDANCE À L'AVÈNEMENT DU MULTIPARTISME

La construction de la politique par les « acteurs subalternes » a eu une déclinaison en Côte d'Ivoire que cette contribution voudrait présenter. Ainsi, nous proposons de retracer la mobilisation des jeunes ivoiriens entre la période des indépendances et le rétablissement du multipartisme en 1990. On notera ainsi, avec Claudine Vidal, que la brutalisation du champ politique ivoirien par la jeunesse a commencé bien avant les indépendances<sup>52</sup>. Elle a continué après le multipartisme pour trouver son acmé dans la rébellion de 2002. Après l'indépendance en 1960, Houphouët Boigny tenta de créer un corps social homogène, en étouffant les mouvements sociaux. La jeunesse luttant pour son épanouissement socioéconomique, sur fond de nationalisme, sembla résister à « *cette harmonisation sociale conduite avec autorité* »<sup>53</sup>, en indexant les étrangers.

La crise économique des années 1980 poussa des Ivoiriens à chercher des boucs émissaires. La présence d'allogènes servit alors d'argument pour s'opposer au régime d'Houphouët-Boigny et exiger un nouvel ordre politique. Ainsi, la forte migration de personnes en Côte d'Ivoire a provoqué le mécontentement de la jeunesse ivoirienne. Guillaume Soro va dans le même sens quand il affirme que, profitant des difficultés du pays, « *les chantres de l'ivoirité ont appuyé sur l'accélérateur xénophobe en prétendant que, s'il n'y avait pas de travail, c'était parce qu'il était aux mains des faux ivoiriens et des étrangers* »<sup>54</sup>. Cette matière comporte deux étapes. D'abord

---

<sup>52</sup> Marc Le Pape et Claudine Vidal (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible (1999-2000)*, Paris, Karthala, 2002, 354 p.

<sup>53</sup> Thibaut Simonet, « Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965) », *Outremers*, tome 98, n° 368-369, 2010, p. 412.

<sup>54</sup> Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 22.

elle montre comment les jeunes ivoiriens défendaient les intérêts des autochtones. Ensuite, elle dit comment la crise économique servit d'argument pour la mobilisation des jeunes.

### 1) Une jeunesse défendant les intérêts des autochtones

Ce propos voudrait montrer comment les jeunes ivoiriens ont lutté pour préserver leurs intérêts dans un contexte où les étrangers semblaient privilégiés par Houphouët-Boigny. Les autochtones créèrent plusieurs associations pour défendre leur cause. Les allogènes étaient vus comme des concurrents dans la recherche d'emploi ou d'opportunités d'affaires<sup>55</sup>. En effet, encore sous-peuplée et sous-scolarisée, la Côte d'Ivoire faisait appel à des pays voisins comme le Togo et le Dahomey (actuel Bénin) pour ses emplois de fonctionnaires et d'enseignants. Mais la cohabitation avec les autochtones fut quelques fois difficile car, en plus des appréhensions que les ivoiriens nourrissaient vis-à-vis des non nationaux, ces étrangers traitaient souvent les ivoiriens de « *bushmen* »<sup>56</sup>. En 1928, un conflit éclata, ainsi, à Abidjan et à Bassam (Sud) entre Ivoiriens et Dahoméens. En 1933, des jeunes ivoiriens, excédés, créèrent l'Union fraternelle des originaires de Côte d'Ivoire (UFOCI) que l'Association de défense des intérêts des autochtones de Côte d'Ivoire (ADIACI) remplaça en 1937.

Les Ivoiriens voulaient ainsi signifier leur mécontentement face aux faveurs accordées aux étrangers<sup>57</sup> dans les emplois au lieu de recruter les ivoiriens « *évolués* » ou scolarisés. Vers les années 1950, les étrangers occupaient près du tiers des emplois de commis et cadres dans l'administration ivoirienne, la Douane, la Santé, les Postes et Travaux publics<sup>58</sup>. La Ligue des originaires de Côte d'Ivoire (LOCI) vit alors le jour pour combattre le chômage des Ivoiriens de plus en plus instruits. Créée en 1958, la Jeunesse RDA de Côte d'Ivoire (JRDACI) lutta pour l'africanisation des postes à responsabilité et réclama une indépendance véritable de la Côte d'Ivoire vis-à-vis de la France. Elle fut qualifiée de communiste et dissoute en 1963. Le mois d'octobre 1958 vit apparaître un conflit qui fit de nombreux morts et conduisit au rapatriement de 12 000 Togolais et Dahoméens<sup>59</sup>. L'Union générale des étudiants de Côte d'Ivoire (UGECI) fut créée dans la même période. Mais, perçue par le gouvernement ivoirien comme une plateforme d'échange des opposants, elle fut neutralisée par la création, en octobre 1963, de l'Union nationale des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire (UNECI), comme le laisse voir l'encadré 2.

---

<sup>55</sup> Pierre Kipré, *Migrations en Afrique noire : la construction des identités nationales et la question des étrangers*, Abidjan, Les Éditions du CERAP, 2010, p. 12.

<sup>56</sup> Littéralement traduit « *bushmen* » signifie « hommes de la brousse ». L'expression qualifiait les Ivoiriens de sauvages et d'incultes.

<sup>57</sup> Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 94.

<sup>58</sup> Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 193.

<sup>59</sup> *Ibidem*.



Doudou Salif N'Diaye raconte le choix que les étudiants devaient faire entre l'UGECI et l'UNECI : « *Tout a été mélangé à partir de 1963, quand le PDCI a décidé de dissoudre l'UGECI... Il y avait des fiches d'adhésion, la suppression de toutes les bourses. C'était dans le mois d'octobre, et on avait les mois de novembre et décembre pour se prononcer. À notre Congrès de décembre 1963, nous avons décidé d'adhérer à l'UNECI, parce que comment vivre sans bourses ni rien en France ?* »<sup>60</sup>.

### **Encadré 2 : Note du Comité exécutif de l'UGECI en 1963.**

*D'après les informations en provenance de l'ambassade de Côte d'Ivoire à Paris, le gouvernement de Côte d'Ivoire aurait donné l'ordre à l'UNECI de ne plus faire l'unité avec l'UGECI.*

*L'ex-ambassadeur de Côte d'Ivoire à Paris, Camille Alliali, avant de regagner Abidjan, aurait dit aux responsables de l'UNECI de quitter le CPG et que le gouvernement ne reconnaissait que la seule UNECI.*

*Toutes ces informations ont été confirmées par le délégué social adjoint de l'UNECI à la réunion des 2 C.E. du 17/3/63. Au cours de cette réunion, le président de l'UNECI s'est cantonné dans un silence complice.*

*Le premier conseiller, Léon Amon, de l'ambassade de Côte d'Ivoire à Paris, qui a pris ouvertement fait et cause pour l'UNECI, agit en conséquence et refuse « diplomatiquement » de recevoir le CPG pour une mise au point.*

*Tout en dénonçant le sabotage sournois du CPG par l'ambassade de Côte d'Ivoire à Paris, fidèles au mandat à nous confié par le IX<sup>e</sup> Congrès de l'UGECI, nous voulons encore croire à la neutralité du gouvernement dans le processus d'unification des étudiants ; qu'il s'agisse de congrès de l'unité ou de cogestion, l'UNECI doit ôter son masque et montrer son vrai visage ; l'UNECI doit prendre position sur les problèmes posés par les étudiants au lieu de se réfugier derrière le gouvernement.*

*Le Comité Exécutif*

**Source : Ko-Moe, mars 1963.**

Les étudiants furent menacés de se voir couper leurs bourses s'ils n'adhéraient pas à l'UNECI. Mais, à son Congrès de juillet 1967, l'UNECI revendiqua l'autonomie syndicale, l'adaptation de l'enseignement aux réalités ivoiriennes et surtout « l'ivoirisation des cadres ». En 1968, Houphouët désagrégea également l'UNECI qu'il ne maîtrisait plus, et des étudiants furent emprisonnés. En 1969, il remplaça l'UNECI par le Mouvement des étudiants et des élèves de Côte d'Ivoire (MEECI) qui était désormais la courroie de transmission des idéaux du PDCI-RDA dans les établissements scolaires et universitaires. L'adhésion à ce mouvement était quasiment obligatoire. En fait, la stratégie du pouvoir consistait à créer chaque fois des organisations estudiantines parallèles pour affaiblir la mobilisation des nouvelles élites, quand il n'emprisonnait pas ou ne cooptait pas les leaders dans une logique néopatrimonialiste (encadré 3).

<sup>60</sup> Charles Désiré N'Dré, *Syndicalisme étudiant : pouvoir et dynamique politique en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CERAP, 2019, p. 71.

### Encadré 3 : Déclaration de l'UNECI en juin 1969.

#### MOTION DE CONDAMNATION DE LA POLITIQUE D'EMBRIGADEMENT DU GOUVERNEMENT IVOIRIEN

Les 3, 4, 5 avril 1969, s'est tenu à Abidjan, sur l'initiative du PDCI/RDA, du gouvernement et de quelques fantoches qui lui sont cupidement dévoués, le « Congrès » constitutif du MEECI, mouvement politiquement engagé.

Dans sa tentative de corruption et de division au sein des étudiants, le gouvernement ivoirien, en mal de clientèle, distribua des titres de transport à des délégués bidons, pour aller jouer le rôle de figurants et grossir ainsi le nombre des prétendus congressistes.

Le 19 mai 1969, les étudiants de l'Université d'Abidjan ont déclenché une grève générale de cours pour protester contre la création du mouvement fantoche dénommé MEECI, instrument servile du PDCI/RDA tendant à l'embrigadement, à la corruption et à la division de la jeunesse estudiantine.

Le gouvernement ivoirien, réagissant selon les méthodes habituelles, fit appel à son armée qui investit l'Université, matraquant enseignants et étudiants (plus de 30 blessés dont 3 camarades étrangers : 1 Dahoméen, 1 Togolais, 1 Français), procédant à de nombreuses arrestations (plus de 390, dont 15 étudiantes). Une fois de plus, des centaines d'étudiants ont été parqués au camp d'Akouédo où ils ont subi les pires sévices.

Considérant la répression barbare de nos camarades d'Abidjan par la police d'Houphouët-Boigny, répression qui met à nu les déclarations démagogiques des dirigeants du PDCI du genre « nous voulons le dialogue » ;

Considérant que le MEECI, en tant que mouvement politiquement engagé avec le PDCI, ne saurait correspondre aux principes d'autonomie, de démocratie et d'unité qui ont toujours guidé l'action syndicale des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire ;

Considérant que le MEECI, appendice du PDCI en milieu étudiant, est une manœuvre du gouvernement ivoirien visant à faire croire que la jeunesse syndicale est politiquement d'accord avec lui ;

Considérant le prétendu essor économique de la Côte d'Ivoire, véritable mythe entretenu par les impérialistes (français en particulier), et leurs valets locaux, dans le but de masquer l'intense exploitation à laquelle ils soumettent notre peuple,

Les sous-sections de l'UNECI en France

- se déclarent entièrement solidaires des étudiants et élèves de Côte d'Ivoire ;
- dénoncent et condamnent les méthodes de répression et d'intimidation utilisées par le gouvernement ivoirien pour masquer son incapacité à résoudre les problèmes des masses ivoiriennes en général et de la jeunesse en particulier ;

- condamnent la politique de division, de corruption et d'embrigadement du régime d'Houphouët-Boigny ;

- réaffirment leur ferme détermination à combattre jusqu'à la déconfiture complète le groupuscule fantoche : MEECI, afin de renforcer leur organisation : UNION NATIONALE DES ÉTUDIANTS ET ÉLÈVES DE CÔTE D'IVOIRE, seule organisation capable de donner aux militants la formation nécessaire pour une prise de conscience nationale, indispensable à l'état actuel des structures sociales de Côte d'Ivoire ;

- appellent tous les étudiants et élèves de Côte d'Ivoire à faire preuve d'une vigilance accrue pour faire échec à toutes les mesures d'intimidation du gouvernement ivoirien telles que : suppression de bourses et autres droits d'étudiants ;

- appellent les travailleurs ivoiriens, dans les villes et les campagnes à manifester leur solidarité et leur soutien à nos camarades d'Abidjan qui, par leur juste grève, se battent pour les libertés démocratiques auxquelles aspirent toutes les couches patriotiques de Côte d'Ivoire ;

- attirent l'attention des organisations internationales de progrès sur les agissements du régime FASCISANT D'HOUPHOUËT-BOIGNY.

Fait à Paris, le 13/6/1969

Source : Document daté et non signé, cité par Charles Désiré N'Dré, *Op. cit.*, 2019, pp. 80-81.

En 1965, il y avait dans l'administration ivoirienne 2500 étrangers dont 1850 environ au titre de l'assistance technique française. Le Président voulait s'assurer une stabilité économique et administrative, « tout en bridant les jeunes ambitieux, maintenus dans l'ombre par la présence considérable de cadres français dans le pays »<sup>61</sup>. Les Européens constituaient la majorité des

<sup>61</sup> Thibaut Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 407.

agents supérieurs et une forte proportion des cadres moyens<sup>62</sup>. Certains postes ministériels étaient aussi occupés par des personnes d'origines burkinabé (Abdoulaye Sawadogo, ministre de l'Agriculture), malienne (Mohamed Diawara et Oumar Diarra, ministres du Plan), nigérienne (Dicko Garba, ministre de la Production animale) ou sénégalaise (Amadou Thiam, ministre de l'Information)<sup>63</sup>. Au moment de la décolonisation, l'école était encore peu développée en Côte d'Ivoire<sup>64</sup>. Les élites ivoiriennes n'étaient toujours pas nombreuses. Mais, excédés par le chômage qu'ils attribuaient à l'immigration, les jeunes ivoiriens prenaient les étrangers comme boucs émissaires. Ainsi, « *l'ennemi devient l'étranger qui soit est envié et détesté du fait de sa puissance, soit rentre en concurrence pour le contrôle de la terre ou pour l'emploi dans les petites activités. Les frustrations sont d'autant plus fortes que la richesse des nantis s'étale avec insolence et que des comportements néocolonialistes perdurent* »<sup>65</sup>. Une forme de nationalisme anti-allogène se manifesta alors violemment. En 1966, des cadres rejetèrent, ainsi, la proposition d'Houphouët-Boigny d'accorder la double nationalité aux ressortissants des pays du Conseil de l'Entente (Mali, Haute-Volta, Niger et Dahomey).

Du 21 au 28 septembre 1969, Houphouët-Boigny organisa des journées nationales de concertation avec les jeunes diplômés. Mais ces derniers continuaient à manifester contre sa politique scolaire et aussi contre le manque de travail. Le 30 septembre 1969, des jeunes ivoiriens se mobilisèrent encore à Treichville et à Adjamé<sup>66</sup> contre la présence excessive de travailleurs étrangers. Pour éviter que ce conflit à base socio-économique ne débouchât sur une crise politique générale, Houphouët-Boigny procéda à l'expulsion de Voltaïques, Nigériens, Maliens, Guinéens et Sénégalais<sup>67</sup>. Plusieurs convois partirent ainsi en direction de la Haute-Volta et du Mali entre octobre 1969 et mars 1970. Les chiffres donnés par Daouda Gary-Tounkara sont les suivants : 14 Maliens (le 17 octobre 1969), 104 Voltaïques (en novembre 1969), 69 Maliens (le 24 novembre 1969), 100 Voltaïques (le 26 février 1970), 25 Maliens (le 13 mars 1970) et 40 Maliens (le 16 mars 1970)<sup>68</sup>.

Aux dires de Thibaut Simonet, après leurs études à l'étranger, les jeunes avaient le choix entre l'emprisonnement et l'accès à de hautes fonctions qui les obligeait à faire allégeance au pouvoir en place<sup>69</sup>. Prudent face à la jeune élite politisée, Houphouët-Boigny tenta à plusieurs

---

<sup>62</sup> Samir Amin, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Éditions de Minuit, 1973, p. 165.

<sup>63</sup> Vers les années 1980, des intellectuels exigèrent à Houphouët une politique d'ivoirisation des cadres. Il créa donc le ministère de l'Ivoirisation des cadres, dirigé par Albert Vanié Bi Tra.

<sup>64</sup> Laurence Proteau, « De la "guerre scolaire" au conflit armé en Côte-d'Ivoire. Entretien avec Laurence Proteau réalisé par Laurent Bazin », *Journal des anthropologues*, vol. 100-101, n° 1-2, 2005, pp. 249-263.

<sup>65</sup> Philippe Hugon, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, p. 120.

<sup>66</sup> Deux communes de la ville d'Abidjan.

<sup>67</sup> Cette stratégie de l'expulsion d'étrangers a été pratiquée aussi au Gabon en 1958, au Sénégal en 1965 et 1989, au Ghana en 1969, en Zambie en 1972, en Guinée Équatoriale en 1976, au Kenya en 1979 et 1981, en Ouganda en 1982, en Sierra Leone en 1982, au Nigéria en 1982-1983 et 1985.

<sup>68</sup> Daouda Gary-Tounkara, « Côte d'Ivoire, 1970 : des charters pour migrants africains », *Plein droit*, vol. 72, n° 1, 2007, p. 27.

<sup>69</sup> Thibaut Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 412.

reprises de soumettre les dissidents en leur imputant des complots ou des accusations qui conduisaient jusqu'à la mort de certains<sup>70</sup>. Selon Jacques Baulin<sup>71</sup>, le scepticisme que cette jeunesse scolarisée inspirait à Houphouët-Boigny trouvait son explication dans le rejet de cette élite intellectuelle<sup>72</sup>. C'est donc de l'intelligentsia, plus que l'ensemble de la jeunesse, que se méfiaient le PDCI et le Président ivoirien. En 1970, une rébellion fut menée par Kragbé Gnabé Okpadjélé<sup>73</sup>, un Bété originaire de Gagnoa qui avait fait des études en France. Il tenta une sécession pour réclamer la priorité aux autochtones dans les emplois et dans la répartition du foncier rural. C'est dans ce contexte qu'il fit la déclaration publique suivante contre le régime d'Houphouët-Boigny, en octobre 1970, dans sa « Proclamation de l'État d'Éburnie » :

*« Depuis dix ans, vous avez tous servi et souvent avec une hargne bestiale un gouvernement indélicat et anti-nationaliste ; vous avez adoré comme un dieu un chef qui a vendu le pays. [...] Il est trop tard à présent pour rêver d'élections. Il faut se battre maintenant. La vraie discipline vous rangera aux côtés du gouvernement nationaliste pour arracher le pays à l'exploitation des étrangers. [...] L'armée française doit quitter le pays et ne doit en aucun cas prendre part à nos querelles. [...] Je décrète la mobilisation de toutes les forces vives du pays et invite paysans, travailleurs, soldats, policiers, gendarmes, chômeurs, élèves, étudiants, anciens combattants, à se mettre sans tarder à la disposition du gouvernement nationaliste établi à Gagnoa »<sup>74</sup>.*

Cette déclaration était un signe du désir des acteurs sociaux subordonnés d'instaurer, déjà dans les années 1970, un nouvel ordre politique dans le pays. Cette rébellion fut matée par Houphouët-Boigny. Le 26 octobre 1970, la manifestation dégénéra à Gagnoa, provoquant des morts parmi les gendarmes et les manifestants. Dans la nuit du 27 octobre, la ville et la région furent bouclées par l'armée et un massacre fut commis. Kragbé Gnabé Okpadjélé perdit la vie<sup>75</sup>. Laurent Gbagbo donne sa version de cette crise :

*« La boucherie a duré environ deux semaines. Combien de personnes furent tuées à Gagnoa ? Selon certains dirigeants du PDCI qui ont assisté à la réunion du Conseil national du 3 novembre 1970, Houphouët aurait lui-même avancé l'estimation de quatre mille morts [...] D'après les témoignages que j'ai reçus des soldats eux-mêmes, des villages entiers furent brûlés ou rasés, des femmes et des filles violées ; les cases furent systématiquement pillées par des soldats avides et surexcités »<sup>76</sup>.*

Au moins deux cents manifestants furent faits prisonniers, jugés et relâchés en 1976. Même si cette sédition de Kragbé Gnabé fut matée dans le sang, l'esprit révolutionnaire survécut et émergea quelques années plus tard sous d'autres formes. Au final, notre démarche a tenté de montrer comment des jeunes ivoiriens, mobilisés par les étudiants, se sont organisés autour de plusieurs associations pour défendre leurs emplois et leurs avantages. Malgré l'insistance

---

<sup>70</sup> La mort d'Ernest Boka en avril 1964, à 35 ans, continue de tacher le règne d'Houphouët-Boigny. Docteur en droit et avocat, Ernest Boka a été ministre de l'Éducation nationale en 1958 et ministre de la Fonction publique en 1959. Président de la Cour suprême de janvier 1961 à février 1963, il fut arrêté et emprisonné en avril 1964, quelques jours avant son décès.

<sup>71</sup> Jacques Baulin fut un conseiller d'Houphouët-Boigny.

<sup>72</sup> Thibaut Simonet, *Op. cit.*, 2010, p. 412.

<sup>73</sup> Kragbé Gnabé a créé un parti politique dénommé Parti national africain (PANA).

<sup>74</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *fasopo.org*, [consulté le 23 novembre 2021], disponible sur : [[http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial2\\_rib\\_1206.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial2_rib_1206.pdf)].

<sup>75</sup> Dagbo Joseph Gadji, *L'Affaire Kragbé Gnabé, 32 ans après*, Abidjan, NEI, 2002, 176 p.

<sup>76</sup> Laurent Gbagbo, *Côte d'Ivoire. Pour une alternance démocratique*, Paris, L'Harmattan, 1983, cité par Bernard Houdin, *Gbagbo. Un homme, un destin. Chronique d'une victoire annoncée. Côte d'Ivoire 1990-2018*, Clermont-Ferrand, Max Milo, 2019, p. 78.

d'Houphouët-Boigny à ouvrir le pays aux étrangers, ils ont lutté pour préserver leur priorité dans le partage des richesses de la Côte d'Ivoire. En plus de ces agitations sociales animées par les jeunes nationalistes, la crise économique que le pays commençait à connaître favorisa l'explosion du front sociopolitique ivoirien.

## 2) L'impact de la crise économique sur la jeunesse

Dans la mouvance des mobilisations sociales postindépendance, nous proposons de montrer ici comment la crise économique des années 1980 a poussé les jeunes ivoiriens à affronter le pouvoir politique. Si le règne d'Houphouët-Boigny fut plus apaisé que celui de ses successeurs, il faut dire que la paix sociale était achetée à coup d'argent et de sanctions, avec un mélange d'habileté politique du Président. Le contexte économique favorable jusqu'à la fin des années 1970 lui permettait de calmer le front social. Or, au tournant des années 1980, l'État-providence s'essouffait. La mise en place des PAS imposa un rationnement des ressources économiques. Les jeunes étaient de plus en plus délaissés par le pouvoir politique qui peinait à les insérer dans le monde du travail.

Les étudiants qui, jusque-là, bénéficiaient de logements, transports, nourriture gratuitement, et d'un statut social très envié adossé à une bourse mensuelle consistante, perdaient graduellement ces privilèges qui leur donnaient un « *surplus de respectabilité sociale* »<sup>77</sup>. Les 32% du budget de l'État qui était alloués à l'éducation vers 1975 furent sensiblement baissés. « *Dans les cités universitaires, les jeunes dorment parfois à huit dans des chambres pour deux. Ils se baptisent les "Cambodgiens". Entre 1980 et 2009, le taux de pauvreté est passé de 17% à 50%* »<sup>78</sup>. La jeunesse commença alors à manifester son incompréhension et son mécontentement à l'Université et de temps en temps dans les rues ivoiriennes. La musique du Zouglou<sup>79</sup> lui servait de support. Les jeunes furent soutenus par une opposition politique qui commençait à se faire sentir et à exiger le rétablissement du multipartisme. Le Président ivoirien fut vilipendé par des jeunes qui battaient le pavé<sup>80</sup>. Le mythe du « Père fondateur » ou du « Nanan<sup>81</sup> Boigny » semblait brisé. « *Les conditions de vie et d'étude difficiles, les désillusions, l'envie de réussir, la peur de compromettre un avenir déjà incertain marquent les militances et l'engagement politique ou syndical* »<sup>82</sup>.

---

<sup>77</sup> Laurence Proteau, *Passions scolaires en Côte d'Ivoire : État et société*, Paris, Karthala, 2002, p. 268.

<sup>78</sup> Vladimir Cagnolari, « Une génération à l'assaut de la Côte d'Ivoire », *Le Monde diplomatique*, vol. 11, n° 668, 2009, pp. 13B-13.

<sup>79</sup> Yacouba Konaté, « Génération Zouglou », *Cahiers d'études africaines*, vol. 168, n° 4, 2002, pp. 777-798.

<sup>80</sup> Patrick Grainville, *Le tyran éternel*, Paris, Seuil, 1998, 288 p.

<sup>81</sup> Titre donné au chef traditionnel chez les Akans. C'est aussi un signe de respect et d'affection envers un aîné qu'on estime.

<sup>82</sup> Jacinthe Mazzocchetti, « "Quand les poussins se réunissent, ils font peur à l'épervier..." ». Les étudiants burkinabès en politique », *Politique africaine*, vol. 101, n° 1, 2006, p. 91.

Il apparaît ainsi que lorsqu'une partie grandissante de la population prend conscience du caractère criant des inégalités, celles-ci créent des frustrations. Ces dernières, en se généralisant, sont elles aussi génératrices de tensions potentielles qui, additionnées à d'autres tensions et d'autres facteurs, sont susceptibles de nourrir des crises sociales ou politiques. Les différents mouvements des Indignés en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Italie et aux États-Unis, ainsi que les Gilets jaunes en France, sont des illustrations de ce phénomène. En général, une crise n'apparaît pas du jour au lendemain. Il existe, le plus souvent, des signes avant-coureurs, des tensions. Celles-ci, ajoutés parfois à d'autres facteurs plus inattendus ou moins perceptibles (les « *Cygnes noirs* »<sup>83</sup>), enflent, s'aggravent et dégénèrent en une ou des crises que l'on peut circonscrire ou qui, au contraire, se propagent.

En somme, cette description a montré comment ces « cygnes noirs » ont amené la jeunesse ivoirienne à traiter Houphouët-Boigny de « voleur » pour la première fois. Elle a mis en exergue l'irruption dans le jeu politique de cette jeunesse ivoirienne qui, entre les indépendances et l'avènement du multipartisme, s'est opposée à la politique d'intégration des étrangers. La crise économique des années 1980 a renforcé la posture de ces « acteurs subalternes » qui trouvaient que la gestion politique du premier Président ivoirien ne favorisait pas un partage équitable de la richesse nationale. La question politique ne pouvant émerger selon les formes légitimes de la démocratie ordinaire en Côte d'Ivoire, elle a surgi à partir du champ scolaire. La généalogie de causalité abstraite, au sens de Claudine Vidal<sup>84</sup>, marquée essentiellement par l'affaiblissement progressif de l'État vers les années 1980 et la récession économique, conduira, en définitive, aux événements politiques de 1990, au multipartisme et à la rébellion de septembre 2002.

### III LA JEUNESSE IVOIRIENNE DU MULTIPARTISME À LA RÉBELLION DE 2002

Les jeunes se sont affichés comme acteurs déterminants de la période qui part du multipartisme en 1990 à la crise armée de 2002, en imposant une « politique par le bas », face à l'échec des aînés. Telle est l'hypothèse défendue dans cette troisième trajectoire. Selon la lecture qu'elle faisait des intérêts en jeu, la jeunesse se divisa en deux grands groupes essentiellement : les pro-Ouattara et les pro-Gbagbo. Les cadets sociaux, ou ceux qu'Achille Mbembe appelle les

---

<sup>83</sup> Titre du livre de Nassim Nicholas Taleb, *Le Cygne Noir : la puissance de l'imprévisible*, Paris, Les Belles Lettres, 2008, 608 p. Ce chercheur défend une théorie selon laquelle il existe des événements imprévisibles ou qui ont de très faibles chances de se produire et qui, s'ils se matérialisent, peuvent avoir des conséquences désastreuses. Ce sont les « cygnes noirs ». Il convient donc de faire tout son possible pour les identifier et les anticiper, afin de s'y préparer et de prendre les dispositions permettant de s'en prémunir ou, du moins, d'en limiter les dégâts.

<sup>84</sup> Marc Le Pape et Claudine Vidal, *Op. cit.*, 2002.

« acteurs subalternes »<sup>85</sup>, s’installèrent alors dans la vie politique ivoirienne, avec de nouveaux modes d’action. L’explosion de la crise politico-militaire qu’a connue la Côte d’Ivoire, le 19 septembre 2002, a révélé au grand jour le rôle politique de cette jeunesse en général et de la jeunesse universitaire en particulier, dans le débat et l’action politiques. La jeunesse ivoirienne, nourrie au sérail de la FESCI, a pris son destin en main, dans une forme de sédition. Cette matière offrira deux angles d’approches de la question qui nous intéresse ici. D’abord, elle montrera comment la jeunesse ivoirienne a été politisée dans le sillage de la FESCI. Par la suite, elle décrira l’entrée en sédition des « acteurs subalternes »<sup>86</sup> ivoiriens.

### 1) L’influence de la FESCI sur la jeunesse politique ivoirienne

Nous tenterons de montrer comment la jeunesse ivoirienne a été politisée sous l’influence de la FESCI. En Côte d’Ivoire, comme ailleurs dans le monde, la jeunesse étudiante a joué un rôle important sur la scène sociale et politique. Pour Marie-Emmanuelle Pommerolle, « *ces révoltes étudiantes s’inscrivaient dans des mouvements en développement en Afrique subsaharienne à cette époque, et qui sont nés tant des conditions socio-économiques dégradées que d’un mouvement de revendications politiques plus large* »<sup>87</sup>. Assez souvent, les jeunes ont pu se mobiliser, violemment ou pacifiquement, aussi bien pour des revendications propres à leur secteur que pour des questions politiques. Dans le sillage des mouvements syndicaux des élèves et étudiants ivoiriens des années 1930-1990, qu’on pourrait appeler « socialisation politique primaire »<sup>88</sup>, la FESCI structura l’imaginaire des jeunes à partir de 1990. Comme le relève Richard Banégas, la « socialisation politique secondaire » au sein de la FESCI a joué un tel rôle, comme école de la politique pour nombre de Jeunes patriotes et même de rebelles, au point qu’on pourrait parler de « *génération fesciste* »<sup>89</sup>. Après une présentation du contexte d’émergence de la FESCI, nous mettrons en évidence ses rapports avec les hommes politiques, puis son impact sur la jeunesse ivoirienne.

Concernant la naissance de ce mouvement, c’est le 21 avril 1990, au cœur du soulèvement social grandissant, que la FESCI vit le jour dans la cour de l’Église catholique Sainte Famille de la Riviera à Abidjan. La FESCI serait née de la fusion de plusieurs organisations étudiantes

---

<sup>85</sup> Achille Mbembe, « La palabre de l’indépendance : les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 459-487.

<sup>86</sup> Nous comprendrons l’expression « acteurs subalternes » au sens le plus large des personnes qui ne font pas partie de l’appareil de décision étatique.

<sup>87</sup> Marie-Emmanuelle Pommerolle, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d’un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 108, n° 4, 2007, pp. 155-172.

<sup>88</sup> Nous proposons de forger cette expression pour désigner l’impact de la politique syndicale ivoirienne sur la jeunesse d’avant le rétablissement du multipartisme en 1990. Cette socialisation primaire précéderait la socialisation secondaire qui intervint à partir de 1990 avec les activités de la FESCI.

<sup>89</sup> Richard Banégas, « Côte d’Ivoire : Les jeunes “se lèvent en hommes”. Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d’Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007, p. 51.

clandestines qui portaient des revendications scolaires et même politiques. Ce sont, notamment, la Conscience estudiantine et scolaire de Côte d'Ivoire (CESCOCI), l'Organisation nationale des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (ONEECI), l'Union démocratique des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (UDEECI) et le Syndicat libre et autonome des élèves et étudiants de Côte d'Ivoire (SLAECI)<sup>90</sup>. La FESCI s'opposait à la pensée unique du PDCI-RDA. Pour Guillaume Soro, elle aura été « *le fer de lance des contestations qui ont abouti à la proclamation du multipartisme en Côte d'Ivoire, le 30 avril 1990* »<sup>91</sup>. Selon Théophile Kouï<sup>92</sup>, la FESCI aurait été suscitée par le Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES) qui regroupait des enseignants :

« *C'est nous, les enseignants, qui avons créé la FESCI. Chaque courant, chaque mouvement clandestin a travaillé pour créer son noyau d'étudiants [...] Le MEECI n'était pas encore dissout [...] En 1990, il y a ce qu'on a appelé la Coordination des quatre partis de la gauche : le FPI, le PIT, l'USD et le PSCI [...] C'est la gauche qui a créé la FESCI, la gauche dans toutes ses composantes* »<sup>93</sup>.

Ainsi, la FESCI regroupait l'essentiel des étudiants opposés aux pratiques du MEECI et engagés dans la lutte démocratique. Le 21 juin 1991, sous le régime d'Houphouët-Boigny, la FESCI fut dissoute et son premier secrétaire général, Martial Ahipeaud, fut jeté en prison. Mais, en réalité, elle continuait ses activités jusqu'à sa réhabilitation, en 1997, par le Président Henri Konan Bédié. Guillaume Soro, secrétaire général dudit mouvement en ce temps (1995-1998), relate les circonstances de cette remise en selle de la FESCI. Le 3 février 1997 :

« *J'ai été arrêté, à l'issue d'une course-poursuite engagée par le ministre de la Sécurité, Dibonan Koné, qui voulait s'assurer de ma personne. Lorsque ses séides m'ont dit : "Le ministre vous cherche", j'ai rétorqué : "Ça tombe bien, moi aussi je le cherche". J'ai été transféré à la prison civile d'Abidjan, sous la charge "d'atteinte à la sûreté de l'État" [...] Après plusieurs pressions, j'ai été libéré fin février. Nous avons poursuivi le mouvement de contestation à l'Université jusqu'à ce que, contraint, le Président Bédié nous reçoive et accède à notre revendication* »<sup>94</sup>.

À propos des relations de la FESCI avec les hommes politiques, ses leaders affirment son ancrage dans l'idéologie de la gauche ivoirienne. « *Comme elle s'était bâtie en opposition au MEECI, la branche du parti unique à l'Université, la FESCI s'est naturellement retrouvée proche des partis politiques de l'opposition* »<sup>95</sup> <sup>96</sup>, révèle Guillaume Soro qui dit avoir été très proche de Laurent Gbagbo qu'il a rencontré en 1994. Il partageait souvent le même repas avec lui, dans la maison de l'opposant politique. Pour le jeune leader estudiantin, le chef du FPI incarnait le changement<sup>97</sup>. « *J'avais un véritable respect pour lui* »<sup>98</sup>, clame-t-il. Laurent Gbagbo confirme leur proximité : « *C'est mon fils Michel qui m'avait amené un jour à la maison, pour déjeuner, son*

<sup>90</sup> Charles Désiré N'Dré, *Op. cit.*, 2019, p. 118.

<sup>91</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 45.

<sup>92</sup> Il était le premier secrétaire général adjoint du Syndicat national de la recherche et de l'enseignement supérieur (SYNARES).

<sup>93</sup> Charles Désiré N'Dré, *Op. cit.*, 2019, pp. 119-120.

<sup>94</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 38.

<sup>95</sup> Les partis de l'opposition étaient essentiellement : le Front populaire ivoirien (FPI) de Laurent Gbagbo, le Parti ivoirien des travailleurs (PIT) de Francis Wodié, l'Union des sociaux-démocrates (USD) de Zadi Zaourou, le Parti socialiste ivoirien (PSI) de Bamba Moriféré.

<sup>96</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 45.

<sup>97</sup> *Idem*, p. 49.

<sup>98</sup> *Ibidem*.



copain étudiant Guillaume Soro. C'est comme ça que je l'ai connu »<sup>99</sup>. Accusé de manipuler la FESCI, Laurent Gbagbo afficha publiquement son soutien à ce mouvement, le 10 août 1997, lors d'un meeting à la place Figayo de Yopougon à Abidjan : « *Quand on dit que les enseignants et les étudiants sont soutenus et manipulés par le FPI, je voudrais affirmer ici haut et fort pour tout le monde que c'est un honneur pour le Front populaire ivoirien que de soutenir les mouvements syndicaux en lutte* »<sup>100</sup>. Six secrétaires généraux de cette fédération estudiantine<sup>101</sup> sont devenus ce que Christian Bouquet appelle des « *stars politiques* »<sup>102</sup>.

Enfin, pour ce qui concerne l'impact de la FESCI sur la jeunesse ivoirienne, la FESCI s'imposa comme la première force organisée capable de faire descendre dans la rue des dizaines de milliers de jeunes au point qu'elle était vue comme une « *guérilla antiacadémique* » par le journal *Le Patriote* cité ci-bas. Grâce au contrôle des cités universitaires où résidaient des milliers d'étudiants, elle pouvait, en quelques heures, mobiliser des milliers de personnes pour grossir les rangs des manifestations du Front républicain au sein duquel s'étaient alliés le FPI de Laurent Gbagbo et le RDR d'Alassane Ouattara, en 1995. Harcelé par les rassemblements des étudiants, le régime du Président Henri Konan Bédié ferma toutes les résidences universitaires<sup>103</sup>, afin de réduire la puissance mobilisatrice de la FESCI.

### Image 17 : La FESCI vue comme guérilla antiacadémique, sous Charles Blé Goudé.



Source : *Le Patriote*, n° 3087, 29 janvier 2010, p. 2.

<sup>99</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 199.

<sup>100</sup> Yacouba Konaté, « Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes », *Politique africaine*, vol. 89, n°1, 2003, pp. 49-70.

<sup>101</sup> Martial Ahipeau (1990-1993) et Blé Guirao (1994-1995) qui ont occupé des postes importants à l'UDPCI de Robert Guéi ; Eugène Djué (1993-1994) qui fut très actif lors de la crise militaro politique de 2002 à 2011 ; Soro Guillaume (1995-1998) qui devint secrétaire général du MPC et assumait la rébellion armée de septembre 2002 ; Charles Blé Goudé (1998-2001), ministre de la Jeunesse sous Laurent Gbagbo, et Jean-Yves Dibopieu (2001-2003) furent des membres influents de la Galaxie patriotique.

<sup>102</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 291.

<sup>103</sup> Vladimir Cagnolari, *Op. cit.*, 2009, pp. 13B-13.

L'impact de la FESCI sur la jeunesse prit une tournure décisive lors de son Congrès électif de 1998, pour le choix du successeur de Guillaume Soro, au poste de secrétaire général. Ce congrès fut important car ce fut à cette occasion qu'apparut clairement la scission dans la FESCI entre les pro-RDR et les pro-FPI. Guillaume Soro en relate les circonstances :

« Le 27 décembre 1998, je suis allé rencontrer Laurent Gbagbo [...] «La jeunesse du FPI donne un mot d'ordre de vote en faveur de Blé Goudé et je n'en suis pas informé, alors que toi et moi sommes amis», ai-je dit à Laurent Gbagbo. Cela équivalait à mes yeux à une trahison [...] Nous nous sommes séparés aux environs d'une heure du matin. Je suis parti. La rupture était consommée entre nous. J'avais acquis la conviction que mes anciens camarades avaient entamé une dérive non seulement droitière mais surtout tribale<sup>104</sup> et xénophobe »<sup>105</sup>.

Guillaume Soro, secrétaire général de la FESCI, en fin de mandat, aurait souhaité que son numéro deux, Yayoro Karamoko<sup>106</sup>, lui succédât. Mais Charles Blé Goudé remporta l'élection. À partir de ce moment, la FESCI se divisa selon des clivages clairement politiques. Ainsi, « *tandis que Soro s'offre Laurent Gbagbo comme adversaire de choix, Charles Blé Goudé n'a de cesse de s'interposer, cassant le face à face, devenant l'un des principaux animateurs de la scène politique nationale* »<sup>107</sup>. En effet, Laurent Gbagbo accéda au fauteuil présidentiel en octobre 2000. Et le 1<sup>er</sup> octobre 2002, le MPCI, branche politique de la rébellion, annonça vouloir renverser son régime. Un jeune de trente ans, ancien secrétaire général de la FESCI (1995-1998), assumait la paternité du MPCI : il s'appelle Guillaume Soro. Il était étudiant en anglais. Son mouvement occupa la moitié Nord du pays. Il avait été mis en prison, plusieurs fois par Houphouët-Boigny et Henri Konan Bédié, en 1992<sup>108</sup>, 1994, 1995 et 1997. Le mode d'action de ce groupe était la rébellion armée. Il était convaincu que l'ennemi était intérieur : il s'appelait Laurent Gbagbo.

En face du clan de cette rébellion armée, se trouva un autre mouvement mené par un autre jeune de trente ans, ancien secrétaire général de la FESCI (1998-2001), ayant succédé à Guillaume Soro à ce poste. Il fédéra la jeunesse du Sud autour du principe de libération du pays : son nom est Charles Blé Goudé. Il était aussi étudiant en anglais. Il fut un farouche opposant au régime d'Henri Konan Bédié qui l'avait également mis en prison. Le mode d'action de ce deuxième groupe, conduit par Charles Blé Goudé, était la mobilisation populaire. Pour lui et son mouvement, l'ennemi était plus à l'extérieur qu'à l'intérieur : c'était la Communauté internationale. Ils mirent en avant les arguments nationalistes. Leur lieu de combat était la rue.

On pourrait se demander : entre cette nouvelle génération politique et la mobilisation étudiante, qui précéda l'autre ? Il s'agirait de savoir si la génération politique était construite *a posteriori*, c'est-à-dire en référence à une action collective ayant marqué l'histoire politique, ou si

---

<sup>104</sup> Charles Blé Goudé est de l'ethnie Bété comme Laurent Gbagbo.

<sup>105</sup> Guillaume Soro, *Op. cit.*, 2005, p. 55.

<sup>106</sup> Karamoko Yayoro deviendra le responsable de la jeunesse du RDR d'Alassane Ouattara.

<sup>107</sup> Yacouba Konaté, *Op. cit.*, 2003, p. 49.

<sup>108</sup> En 1992, Guillaume Soro avait 20 ans.

au contraire elle existait *a priori* et constituait l'un des fondements subjectifs du groupe mobilisé. Après une analyse comparée de deux mouvements étudiants ayant émergé dans des contextes historiques distincts (la mobilisation hongroise de 1956 et le mouvement mexicain de 1968), Bénédicte Récapé en est venue à la conclusion qu'« *un mouvement étudiant à forte portée politique et symbolique fait plus que rendre visible l'ensemble générationnel : il transforme la "génération contestataire" en "génération politique"* »<sup>109</sup>. Dans tous les cas, comme l'a constaté cette étude, la jeunesse ivoirienne a été impactée depuis 1990 par la FESCI d'où sont sortis les principaux leaders qui mobilisent l'espace public depuis lors. Cette jeunesse ivoirienne s'invite plus régulièrement dans le débat politique depuis la naissance de la FESCI en 1990. S'ils ont été encadrés par la gauche ivoirienne et les enseignants de l'Université, ces « acteurs subalternes » ivoiriens semblent avoir pris leur destin en main dans une sorte de sédition.

## 2) L'entrée en sédition des « acteurs subalternes » ivoiriens

Cette matière se propose de comprendre comment les jeunes ivoiriens, pris dans une dynamique révolutionnaire, ont perçu les situations et orienté leurs conduites en adoptant une posture de défiance à l'autorité politique. La jeunesse africaine, qui aspirait à être aux affaires pour gouverner autrement, ne put souvent faire l'économie du « parricide »<sup>110</sup>. Il convient de relever, avec Jean-Claude Passeron<sup>111</sup>, la difficulté qu'il y a à élucider intégralement le processus révolutionnaire à partir d'une recherche de ses causes, le plus souvent lointaines. Notre démarche se fera en deux étapes. D'abord elle verra comment certains auteurs ont théorisé les facteurs déclencheurs des insurrections. Ensuite, elle en tirera de la substance pour exposer l'entrée en sédition des « acteurs subalternes » ivoiriens.

Pour ce qui est de l'approche théorique des facteurs déclencheurs de mobilisations sociales, Roderick Aya<sup>112</sup> fait le constat que les situations révolutionnaires tendent à échapper aux conditions de leur genèse, et leurs résultats ne permettent pas rétrospectivement d'en rendre toujours raison. C'est pourquoi Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule pensent que c'est en partant de ce que sont, font et disent les acteurs en situation que l'on peut spécifier de quoi sont faites les situations révolutionnaires et donc définir et observer des processus<sup>113</sup>. Charles Tilly comprend la situation révolutionnaire, à partir du concept de « *double pouvoir* » chez Léon Trotsky, comme toute

---

<sup>109</sup> Bénédicte Récapé, « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, p. 220.

<sup>110</sup> Le parricide est compris ici au sens du détachement d'avec l'aîné, le mentor politique ou dans le sens d'une opposition au dirigeant du pays. Il ne s'agit pas de meurtre du père.

<sup>111</sup> Jean-Claude Passeron, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, p. 367.

<sup>112</sup> Roderick Aya, *Rethinking revolutions and collective violence*, Amsterdam, Het Spinhuis, 1990, p. 20.

<sup>113</sup> Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, pp. 767-796.

situation de souveraineté multiple dans laquelle le pouvoir étatique fait l'objet de prétentions concurrentes soutenues par une fraction significative de la population et sans que ledit pouvoir puisse ou veuille réprimer la coalition oppositionnelle<sup>114</sup>.

Pour expliquer les facteurs déclencheurs des révolutions, Theda Skocpol se base, quant à elle, sur des exemples historiques. Elle retient 1789, 1917 et 1949 comme d'authentiques révolutions sociales portées par la classe paysanne. En ce sens, lorsque Theda Skocpol envisage les révolutions française (1789), russe (1917) et chinoise (1949) comme la « *transformation rapide et basique des structures de l'État et des classes sociales, accompagnée et en partie menée par des révoltes de classe "par le bas"* »<sup>115</sup>, un avenir possible de transformation des rapports de classe se dessine. Pour elle, en effet, les « *régimes autocratiques et protobureaucratiques, prenant place dans des sociétés dominées par l'agriculture ont subi, sous le coup d'une crise des structures étatiques, d'un conflit entre élites et de révoltes populaires, une transformation rapide qui en ont fait des États-nations centralisés, bureaucratiques, incorporant les masses* »<sup>116</sup>.

L'avantage de sa théorie est de centrer l'analyse des révolutions sur trois éléments clés : le rôle capital de la paysannerie ; l'importance du contexte économique et politique international ; le rôle de l'État, de ses représentants et des pressions externes et internes auxquelles ils sont soumis. Sa lecture rejoint la situation ivoirienne fortement dominée par les conflits fonciers entre paysans autochtones et allogènes ou allochtones. L'ingérence internationale avec la frontière poreuse entre la Côte d'Ivoire, le Burkina-Faso et le Mali, sans oublier l'action de la France dans la crise ivoirienne, offre aussi une parenté de raisonnement avec la pensée de Theda Skocpol. De plus, son approche des révoltes de classe « par le bas » semble concorder avec ce qui se jouait en Côte d'Ivoire où les « acteurs subalternes » s'invitèrent dans le débat politique. Mentionnons, également, le contexte économique ivoirien des années 1980 qui était plutôt difficile et qui accéléra les mouvements des masses populaires qui ont conduit au multipartisme en avril 1990. Enfin, la situation de conflit entre élites ivoiriennes a été vue comme l'un des trois facteurs déclencheurs de la crise ivoirienne.

Par ailleurs, Ted Gur a avancé la théorie des « frustrations relatives » qui concerneraient un état de tension entre des satisfactions attendues et des satisfactions refusées, d'où des insatisfactions, nourrissant un potentiel de mécontentement et d'action collective<sup>117</sup>. Ainsi, le chômage des diplômés, le sentiment de déclassement, la crise du logement et la pression

---

<sup>114</sup> Charles Tilly, *From mobilization to revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978, pp. 189-222.

<sup>115</sup> Theda Skocpol, *States and social revolutions. A comparative analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge university press, 1979, p. 287.

<sup>116</sup> Theda Skocpol, *Social revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, [1994] 2008, p. 5.

<sup>117</sup> Camille Laville, « Les causes des conflits civils : avancées récentes à l'aide de données désagrégées », *Revue française d'économie*, vol. 34, n° 3, 2019, pp. 123-165.

démographique se sont constitués en motifs de certaines révoltes<sup>118</sup>. Ici encore, le cas ivoirien pourrait être convoqué. On peut postuler que l'accumulation de frustrations, par une jeunesse ivoirienne déclassée aux prises avec une population étrangère représentant environ 30% des habitants, et le manque d'opportunités économiques ont entraîné une fin de règne difficile pour Houphouët-Boigny. Dans la même veine, c'est le sentiment d'être ostracisés par le concept d'ivoirité qui poussa des populations du Nord du pays à soutenir quelque peu les principales crises de décembre 1999 et de septembre 2002. Le sentiment d'injustice, mobilisé par William Gamson, a, en effet, nourri la décision prise par les rebelles venus du Nord de passer à l'action armée, en 2002. Paradoxalement, c'est également un sentiment d'injustice qui nourrira l'émergence de la Galaxie patriotique, opposée à la rébellion de 2002 à 2011.

Pour ce qui est de l'entrée en sédition des « acteurs subalternes » ivoiriens, nous convoquons une contribution de Jean-Claude Djéréké pour en situer les contours. Dans une longue réflexion sur ce qu'il appelle la nécessité pour les jeunes ivoiriens de prendre leur destin en main, face aux anciens, le penseur ivoirien Jean-Claude Djéréké les invite à assumer leurs responsabilités et à entrer en sédition avec leurs dirigeants, si ceux-ci n'œuvraient pas au bien des citoyens dont ils ont la charge :

*« On peut ne pas apprécier le fait que les jeunes y soient réduits à coller les affiches, à placer bâches et chaises pour les meetings et conférences de presse ; on peut admettre que jeunesse ne rime pas forcément avec efficacité, intégrité morale et volonté de voir l'Afrique prendre son destin en main. Mais nos trentenaires et quadragénaires n'arriveront jamais au pouvoir, s'ils se complaisent dans leur posture de "bons petits", s'ils attendent que les anciens leur donnent le pouvoir sur un plateau d'argent. Ce qu'ils doivent comprendre, c'est que le pouvoir ne s'octroie pas mais s'arrache. Jerry Rawlings, Thomas Sankara, Laurent Gbagbo, Emmanuel Macron et d'autres l'ont arraché en creusant leur sillon, en se dressant contre leurs aînés à qui ils reprochaient de mener une politique qui ne réponde pas aux attentes des populations. Mieux encore, ces esprits libres, qui voyaient grand et loin pour leurs pays, ne mâchaient pas leurs mots »<sup>119</sup>.*

Pour conforter sa thèse, Jean-Claude Djéréké rappelle justement le discours de Jerry Rawlings, au Ghana, lors de son procès public, en 1979 :

*« Les officiers supérieurs, les politiciens, les hommes d'affaires et les criminels étrangers se sont servi de notre sang, de nos sueurs et de nos larmes, bref, de notre travail pour s'enrichir et se noyer dans le vin, dans le sexe. Pendant ce temps, vous, moi, la majorité, nous luttons quotidiennement pour survivre. Moi, je sais ce que c'est que d'aller au lit avec un mal de tête provoqué par un ventre vide. Je préviens ceux qui s'aviseraient d'aider les goinfres qui nous exploitent à fuir qu'ils paieront pour eux. Ils seront jugés, châtiés pour les privations qu'ils ont imposées au peuple »<sup>120</sup>.*

La posture de Jean-Claude Djéréké s'inscrit dans la logique de politologues ivoiriens qui font le constat que l'environnement politique de la Côte d'Ivoire était comme pris en otage par cinq hommes politiques de 1960 à 2020, soit durant soixante ans, plus d'un demi-siècle. Ces

---

<sup>118</sup> Mounia Bennani-Chraïbi et Iman Farag, « Constitution de la jeunesse dans les sociétés arabes : figures, catégories et analyseurs », in Mounia Bennani-Chraïbi et Iman Farag (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes*, Paris, Aux lieux d'être, 2007, p. 18.

<sup>119</sup> Jean-Claude Djéréké, « Côte d'Ivoire : Le pouvoir ne se donne pas sur un plateau d'argent », *ivoirebusiness.net*, 20 Janvier 2021, [consulté le 21 janvier 2021], disponible sur : [https://www.ivoirebusiness.net/articles/cote-divoire-le-pouvoir-ne-se-donne-pas-sur-un-plateau-dargent-par-jean-claude-djereke].

<sup>120</sup> *Ibidem*.

principaux protagonistes de l'arène politique ivoirienne étaient : Houphouët-Boigny, Henri Konan Bédié, Robert Guéi, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara. Pour Jean-Claude Djéréké, la jeunesse ivoirienne doit quitter les seconds rôles et opérer un « *parricide* »<sup>121</sup>, pour se mettre au-devant de la scène et insuffler une nouvelle énergie au développement du pays. En effet, en Côte d'Ivoire, si le taux de croissance démographique a diminué de 3,8% en 1975 à 2,6% en 2014, la population ivoirienne reste extrêmement jeune : la tranche d'âge des 0-14 ans représente 41,8% de la population, soit près de la moitié des habitants du pays. Le taux de dépendance s'élève à 79,8%, selon le Recensement général de la population et de l'habitat de 2014. En l'absence de politique publique audacieuse pour accélérer la transition démographique, cette situation reste un défi redoutable notamment sur les plans de l'éducation, de la santé et de l'emploi. En conséquence, les jeunes ont eu des comportements syndicaux et politiques assez variés. Ainsi, la crise des années 2000 a vu l'affirmation de plus en plus visible de jeunes qui se sont levés en hommes pour secouer le joug des rapports d'ânesse et revendiquer leur place dans la société. C'est dans ce contexte que Charles Blé Goudé a, par ses discours, donné consistance aux émotions collectives d'une foule accrochée à ses lèvres. Il a recyclé des thèmes historiques pour en faire une nouvelle mythologie nationaliste<sup>122</sup>.

« *Vous dites que nous ne comptons pas pour vous, donc laissez-nous en paix ! Pourquoi le Président français se croit obligé de jouer au donneur de leçons. Nos grands-pères ont été leurs enfants, mais nous, nous ne sommes pas leurs enfants. Je l'ai dit et je le répète, la Côte d'Ivoire n'est pas une sous-préfecture française... Quand Nicolas Sarkozy parle, il n'a qu'à faire attention. Ce peuple qui est là, n'est pas le peuple que vous avez connu en 1960 ; il n'est pas le peuple que vous avez connu en 1970 ; pas le peuple que vous avez connu en 1980... Le peuple qui est là est un peuple de 2010* »<sup>123</sup>.

Alors qu'il était en plein procès à la CPI, Laurent Gbagbo est allé dans le même sens que Charles Blé Goudé, concernant le changement générationnel qui était en train de s'opérer en Côte d'Ivoire. L'ex-Président ivoirien affirma, en effet : « *On devrait comprendre, à Paris, et se méfier : les nouvelles générations ne ressemblent pas à la mienne* »<sup>124</sup>. Lors du scrutin présidentiel d'octobre 2000, la majorité électorale ayant été ramenée à 18 ans, quatre cent mille jeunes vinrent grossir les rangs des électeurs<sup>125</sup>. La jeunesse ivoirienne, qu'elle soit pro-Ouattara ou pro-Gbagbo, s'imposa alors comme catégorie politique à part entière, en tant que nouveaux protagonistes, en tant qu'acteurs de poids sur la scène publique, fût-ce en bouleversant les codes et les hiérarchies sociales en vigueur. Il s'agit d'une génération politique au sens de Richard et Margaret Braungart, c'est-à-dire un groupe d'âge historique qui se mobilise pour œuvrer au changement social ou

---

<sup>121</sup> *Ibidem*.

<sup>122</sup> Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec la conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 88.

<sup>123</sup> Extrait d'une intervention publique de Charles Blé Goudé, en février 2011, à Abidjan-Plateau.

<sup>124</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 8.

<sup>125</sup> Christian Bouquet, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique*, vol. 3, n° 3, 2007.

politique, à un moment où l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif<sup>126</sup>. Charles Blé Goudé abonde dans ce sens quand il déclare :

« Au Sénégal, ce sont les jeunes qui ont mis Wade au pouvoir. En Indonésie, c'est la jeunesse qui a combattu le dictateur Suharto. Il en a été de même au Mali où les jeunes ont chassé Moussa Traoré du pouvoir. Aujourd'hui, qui peut dire que ce n'est pas la jeunesse qui a combattu et fait partir Bédié ? Et surtout la dictature de Guéï. On a pensé qu'avec les armes, on pouvait avoir raison du peuple. Mais nous avons montré qu'avec les mains nues, on peut changer un pays »<sup>127</sup>.

Porteuse d'un nouveau leadership, la jeunesse ivoirienne semble décidée à s'affranchir des tutelles et à affirmer sa place dans le monde. Elle s'insurge contre la « *privatisation de l'État* »<sup>128</sup> par des anciens. Pour elle, les aînés au pouvoir freinent le renouvellement générationnel, alors que 79% des Ivoiriens ont moins de 35 ans<sup>129</sup>. Depuis la mort d'Houphouët-Boigny en 1993, l'espace politique est caporalisé par Laurent Gbagbo, Alassane Ouattara et Henri Konan Bédié qui, en 2022, ont respectivement 77 ans, 80 ans et 88 ans. Ces trois leaders ont dirigé le pays à coup d'alliances et de ruptures d'alliances qui n'ont pas forcément stabilisé le pays, ni économiquement ni socialement. « *Gbagbo, Bédié et Ouattara se connaissent et se fréquentent depuis des décennies, s'alliant puis s'opposant dans un jeu politique à géométrie variable qui épuise le poumon économique de l'Afrique de l'Ouest* »<sup>130</sup>, déclare Vladimir Cagnolari qui les qualifie d'« *héritiers maudits* »<sup>131</sup> de Félix Houphouët-Boigny.

Les jeunes Ivoiriens font donc une révolution générationnelle aux allures de sédition, pour se voir reconnaître une place dans une société encore fortement marquée par les rapports de séniorité et les relations de dépendance interpersonnelle. Le champ politique devient, pour cette jeunesse, un espace de reconnaissance sociale où se construisent des réputations, où l'on peut notamment acquérir une stature d'homme d'État. En effet, Guillaume Soro réussit à devenir ministre d'État à 31 ans en 2003, Premier ministre à 35 ans en 2007, Président de l'Assemblée nationale à moins de 40 ans en 2012. Il visa le fauteuil présidentiel et fut candidat à l'élection présidentielle d'octobre 2020. Pour Michel Galy, « *son but, comme celui de tout jeune Turc local, et des cadets sociaux en général, était le pouvoir dans la capitale, monopolisé par une caste politique d'« Anciens » dont il ne pouvait être qu'un représentant commode, un pouvoir vicariant, comme diraient les socioanalystes* »<sup>132</sup>. Charles Blé Goudé, quant à lui, devint ministre en 2010 et n'a pas fini de déployer ses ambitions politiques. Il a créé un parti politique, le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples (COJEP). Le 18 août 2019, il en a été élu président à

<sup>126</sup> Magali Boumaza et Jean-François Havard, « Générations politiques : regards comparés. Avant-propos au thème », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, p. 187.

<sup>127</sup> Charles Blé Goudé, interview dans le quotidien *Le jour*, n° 1734, 27 novembre 2000, p. 2.

<sup>128</sup> Béatrice Hibou (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1998, 398 p.

<sup>129</sup> Marie Miran-Guyon, « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, p. 18.

<sup>130</sup> Vladimir Cagnolari, « Côte d'Ivoire, les héritiers maudits de Félix Houphouët-Boigny », *Le Monde diplomatique*, vol. 1, n° 682, 2011, pp. 14-15.

<sup>131</sup> *Ibidem*.

<sup>132</sup> Michel Galy, « Politologie d'une rébellion. Une "gouvernance par la violence" au Nord de la Côte d'Ivoire ? », *Cultures & Conflits*, n° 65, 2007, pp. 137-155.

l'unanimité, à l'issue d'un premier Congrès tenu à Abidjan<sup>133</sup>. En juin 2019, il avait déjà dit : « *J'ai des ambitions pour un jour diriger mon pays, avec une équipe qui comprendra qu'il faut faire de la politique autrement en Côte d'Ivoire* »<sup>134</sup>. Guillaume Soro et Charles Blé Goudé sont des archétypes « *des nouvelles figures de réussite sociale et politique dans l'imaginaire de la jeunesse* »<sup>135</sup>. Les parcours de ces deux leaders ne sont que des prototypes des agendas de leurs adeptes.

Richard Banégas met, justement, en exergue cette ambition de la jeunesse ivoirienne de gravir les échelons sociaux et de prendre en main le destin du pays, quand il expose les titres que certains membres de la Galaxie patriotique se donnaient dans les agoras et parlements : des étudiants en échec scolaire se faisaient appeler « professeurs », des jeunes chômeurs, voire des petits voyous, étaient surnommés « députés » ou « généraux » et étaient reconnus comme tels par leurs pairs<sup>136</sup>. La rébellion n'échappa pas à cette réalité : des soldats de deuxième classe se firent appeler « commandants » et arboraient la tenue qui allait avec. En vertu de l'accord de Linas-Marcoussis de janvier 2003, certains rebelles devinrent ministres, « *sans avoir les capacités requises, puisque plusieurs d'entre eux sont analphabètes* »<sup>137</sup>, selon le constat de Fanny Pigeaud. D'ailleurs, sous le régime d'Alassane Ouattara, tous les chefs de la rébellion furent promus à de grands postes de responsabilité en sautant des échelons : officiers supérieurs, sous-préfets, préfets de région, PCA etc. Avec Guillaume Soro et Charles Blé Goudé, la génération FESCI a trouvé la place qu'elle cherchait<sup>138</sup>, pense Richard Banégas.

En définitive, ce troisième parcours a mis en exergue les conflits entre la jeunesse ivoirienne et les différents pouvoirs politiques depuis la période des indépendances. Les mobilisations populaires suscitées par la Galaxie patriotique ne sont donc pas une nouvelle réalité dans le pays. Depuis les années 1930, les jeunes ivoiriens se sont souvent posés comme acteurs politiques. À travers les organisations syndicales et estudiantines, ils se sont opposés à tous les régimes politiques, depuis les colons jusqu'à Alassane Ouattara. La figure de l'étranger en Côte d'Ivoire a pendant longtemps mobilisé l'espace politique qui, en fonction des enjeux, s'en est servi. La « politique par le bas » a ainsi structuré une reconfiguration régulière du terrain politique ivoirien : le rétablissement du multipartisme en 1990 et l'insurrection armée de 2002 figurent au rang des conséquences de ces mobilisations. Apparue une semaine après le déclenchement de la rébellion de septembre 2002, la Galaxie patriotique mobilisa aussi de nombreux « acteurs

---

<sup>133</sup> Le Monde avec AFP, « Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé élu président de son parti, le COJEP », *Le Monde*, 20 août 2019.

<sup>134</sup> *Ibidem*.

<sup>135</sup> Gnangadjomon Koné, *Op. cit.*, 2014, p. 29.

<sup>136</sup> Richard Banégas, « La politique du "gbonhi" ». Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, p. 37.

<sup>137</sup> Fanny Pigeaud, *France Côte d'Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roque d'Anthéron, Vents d'ailleurs, 2015, p. 57.

<sup>138</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2007, p. 51.



subalternes ». La contribution qui suit se focalisera sur ce mouvement qui s'imposa au cœur de la crise politique ivoirienne, essentiellement entre 2002 et 2011.

#### IV LA GALAXIE PATRIOTIQUE : SOCIOLOGIE D'UN GROUPE AU CŒUR DE LA CRISE IVOIRIENNE

Dans le prolongement de notre réflexion sur les « acteurs subalternes » qui ont mobilisé l'arène politique ivoirienne, nous voudrions étudier ici un exemple de mode populaire d'action politique. Il s'agit de la mobilisation de la Galaxie patriotique. L'objet de ce parcours est de tenter une typologie des structures et des personnes qui la constituaient. De fait, le 19 septembre 2002, la Côte d'Ivoire fit face à une rébellion armée. Une semaine plus tard, le 26 septembre 2002, des groupes constitués et des volontaires, rassemblés au sein de la Galaxie patriotique, surgirent pour défendre les institutions de la République<sup>139</sup>. Ils se constituèrent en entités avec des appellations diverses et des modes d'action différents. Leur composition fut l'objet de beaucoup de débats. L'intérêt de cette étude est justement d'essayer de circonscrire ces manifestants afin de savoir qui était membre de la Galaxie patriotique. Le chapitre suivant s'appesantira sur des problématiques mobilisées par l'apparition de ce mouvement.

Notre travail de terrain a provoqué une interrogation sur les critères pertinents pour une approche simple et homogène de la multitude de formes de pratique observées chez les Jeunes patriotes. L'ampleur du mouvement patriotique et la multiplicité des acteurs intervenant dans la Galaxie patriotique rendent aléatoire une classification sociologique de ce mouvement, sinon à conclure que toute la société ivoirienne et même africaine y était représentée<sup>140</sup>, comme le disent toutes les personnes interrogées. Toutefois, nous en sommes arrivés à distinguer deux grands idéaux-types : les structures informelles et les anonymes. Nous entendons, par l'expression « structure informelle », une structure non institutionnelle qui se constitue spontanément sur un objectif passager et dont l'existence est de courte durée<sup>141</sup>. Notre démarche se fera ici en trois temps. Dans un premier temps, elle relèvera la difficulté à catégoriser sociologiquement les Jeunes patriotes. Puis, dans un deuxième temps, les principales structures informelles de la Galaxie patriotique seront présentées. Enfin, dans un troisième temps, les anonymes qui constituaient la majeure partie des Jeunes patriotes seront mis en exergue.

---

<sup>139</sup> *Le Temps*, 19 septembre 2003, p. 10.

<sup>140</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>141</sup> Larousse, « Informel », *larousse.fr*, [consulté le 12 avril 2021], disponible sur : [<https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/informel/43004>].

## 1) De la difficulté à construire une typologie sociologique de la Galaxie patriotique

Il s'agit de mettre ici en exergue la difficulté qu'il y a à faire une classification sociologique des Jeunes patriotes. En effet, il semble que la Galaxie patriotique était plus un groupement « attrape tout » ou « *catch all* » qu'un mouvement structuré. C'est pourquoi il est difficile d'en faire une véritable typologie sociologique. Tous les profils sociologiques s'y étaient rassemblés. Le peuple de la Galaxie patriotique ressemblait à ce que Barbara Cassin nomme des *intraduisibles*, « *des concepts importés que l'on ne peut qu'approcher par des périphrases indiquant leurs sens multiples. Multiplicité de directions : voilà qui convient au problème de la définition du peuple* »<sup>142</sup>. De fait, la Galaxie patriotique tendait vers une mobilisation multisectorielle, dans une conjoncture politique fluide, comme dirait Michel Dobry dans sa sociologie des crises politiques. Pour lui, en effet, les crises politiques qui s'observent dans les systèmes sociaux complexes, deviennent intelligibles dans leurs traits essentiels quand on les pense en termes de déssectorisation tendancielle de l'espace social de ces systèmes<sup>143</sup>. Avec le mouvement des Jeunes patriotes, il s'est produit, justement, une déssectorisation d'entités sociales autonomes, une mobilisation affectant, sur un mode concurrentiel, plusieurs secteurs différenciés de la société.

Ainsi, des acteurs hétérogènes, agissant sous l'effet de chaînes causales souvent différentes, se sont saisis de mobilisations amorcées par d'autres pour agir. C'est, du reste, l'une des raisons pour lesquelles le sens que prennent les mobilisations populaires échappe, assez régulièrement, à leurs initiateurs. L'irruption de groupes armés, d'hommes, de femmes, de sudistes, de nordistes, d'autochtones, d'allogènes, d'étudiants, de musiciens, de fonctionnaires, de directeurs d'entreprises, de chômeurs ou de footballeurs internationaux dans le mouvement de la Galaxie patriotique pourraient conforter cette thèse. Si tous luttaient pour le rétablissement des institutions républicaines, chaque entité avait certainement son agenda. L'acquittement de Charles Blé Goudé, le 31 mars 2021, militerait en faveur de l'hypothèse qu'il était plus un porte-flambeau que le décideur ou le responsable de la Galaxie patriotique. Chargée de juger les individus responsables de génocide, de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'agression, la Cour pénale internationale a dégagé la responsabilité de Charles Blé Goudé<sup>144</sup> dans les dérives commises par certains membres de la Galaxie patriotique.

La CPI donne ainsi des arguments pour penser que les groupes informels et les anonymes qui constituaient la Galaxie patriotique étaient autonomes. Plusieurs organisations y ont jailli avec

---

<sup>142</sup> Cédric Molino-Machetto, « Le logos du peuple. Vers des peuples démocratiques ? », *politika.io*, 2021, [consulté le 15 avril 2021], disponible sur : [https://www.politika.io/fr/article/logos-du-peuple-peuples-democratiques].

<sup>143</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, [2009] 2012, 432 p.

<sup>144</sup> Cour pénale internationale, « Affaire Gbagbo et Blé Goudé. Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. ICC-02/11-01/15 », *icc-cpi.int*, [consulté le 12 avril 2021], disponible sur : [https://www.icc-cpi.int/cdi/gbagbo-goude?ln=fr].

leur propre philosophie patriotique : « *Nous n'avons pas les moyens d'empêcher cela* »<sup>145</sup> déclare Richard Dakoury. Pour des besoins opérationnels, nous désignerons tout de même Charles Blé Goudé en termes de leader ou de chef des Jeunes patriotes dans toute notre recherche. Même si Charles Blé Goudé et ses amis sont apparus comme les leaders du mouvement, la Galaxie patriotique n'avait pas de structure de cadres, pas de règlement véritable, pas de bureau formel, pas de régie financière etc. Aucun accent n'était mis sur des doctrines, des programmes ou des projets de société. Tout ceci rend le mouvement difficilement classable, en dehors de le voir comme un agrégat de groupes se disant nationalistes.

La Galaxie patriotique était donc un basculement soudain et inattendu de manifestants, dans les villes et villages de la moitié Sud du pays. En effet, elle a surgi exactement une semaine après la rébellion du 19 septembre 2002. Ni le Président Laurent Gbagbo qu'elle semblait soutenir, ni le FPI ne s'attendait à l'irruption de ce mouvement<sup>146</sup>. Cette réaction populaire spontanée n'était donc ni préparée, ni organisée avec des instances dirigeantes formelles. Comme disait Richard Dakoury : « *Est-ce que c'est nous qui avons dit aux rebelles d'attaquer le pays, comme ça nous on va réagir ?* »<sup>147</sup>. Timothy Tackett déclare justement que même dans le cas d'une grande révolution comme celle de 1789, la conscience révolutionnaire était davantage le produit des mobilisations et processus qu'elles engendraient qu'une de ses supposées préconditions ou causes<sup>148</sup>. Il raconte comment les députés français sont devenus des révolutionnaires par la volonté du peuple en 1789.

« *Le terme "Galaxie patriotique" n'est pas de moi. Il vient de la presse qui voyait que notre mouvement était comme un amas d'étoiles formant une galaxie* »<sup>149</sup>, précise Charles Blé Goudé. Pour Richard Dakoury également, plusieurs associations, avec leur philosophie propre, se sont formées pour construire ce que les journalistes ont nommé « Galaxie patriotique »<sup>150</sup>. Le mouvement ressemblait, de fait, à une nébuleuse (du latin *nebulosis*, flou) qui désigne, en astronomie, un objet céleste composé de gaz raréfié, de plasma ou de poussières interstellaires. Plusieurs groupes s'y sont engagés avec des stratégies souvent différentes. Notre enquête a, par ailleurs, mis au jour une chaîne de commandement différencié. Si certains groupuscules répondaient de certains chefs autoproclamés, la majorité des manifestants décidait elle-même d'investir ou non la rue, en fonction de sa propre lecture de la situation. L'autonomie d'action mise en lumière par Annick Percheron trouvait sans doute là une matérialisation. En effet, la socialisation politique des Jeunes patriotes ne les rendaient pas passifs. Ils semblaient plutôt actifs

---

<sup>145</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>146</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>147</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

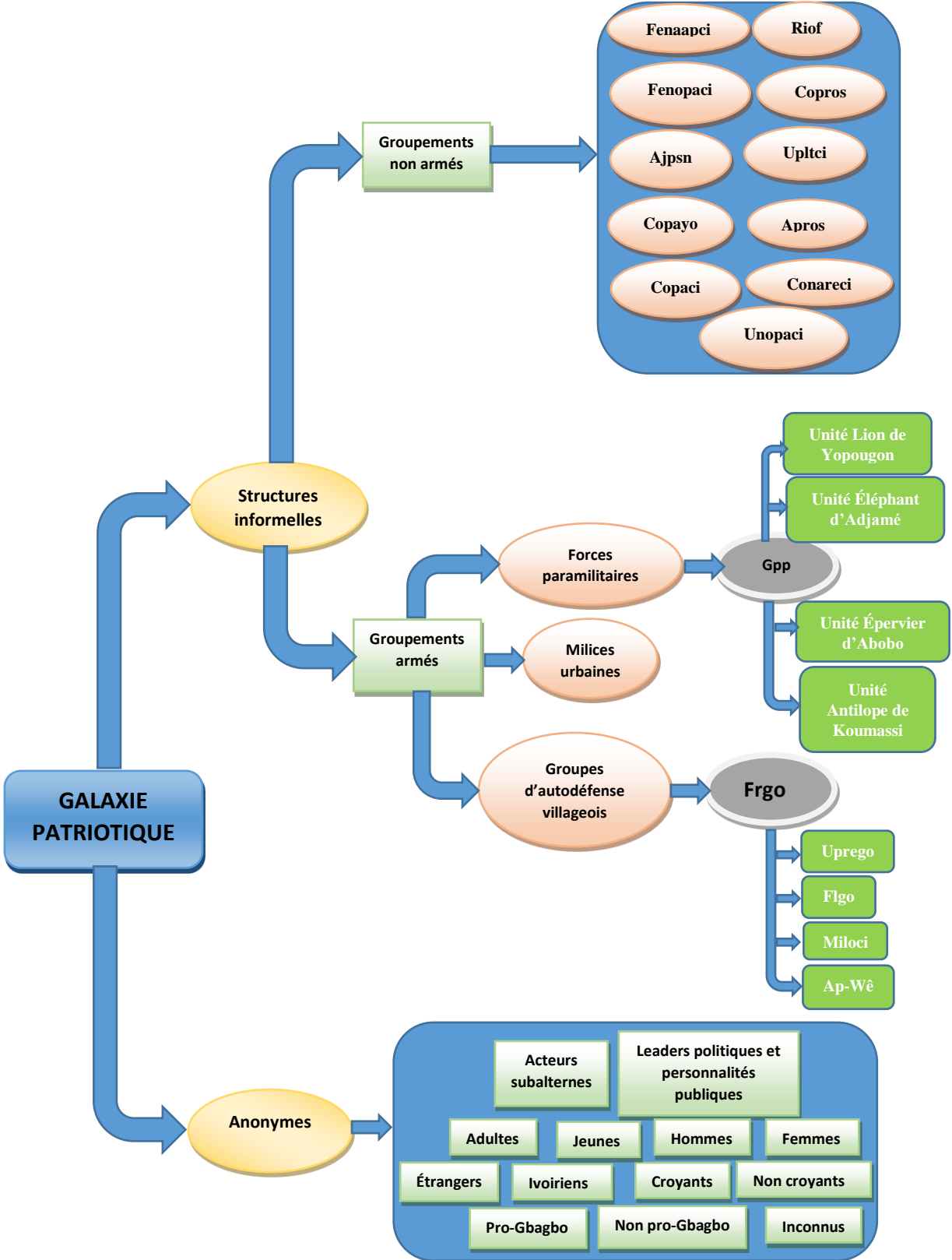
<sup>148</sup> Timothy Tackett, *Becoming a revolutionary. The deputies of the french assembly and the emergence of a revolutionary culture*, Princetown, Princetown university press, 1996, 374 p.

<sup>149</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>150</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

dans leur mobilisation, en fonction des événements et de leur histoire personnelle. Considérant ces éléments, il paraît donc aléatoire de définir de façon exhaustive les membres de la Galaxie patriotique. Toutefois, notre observation de leur fonctionnement a permis de dégager deux idéaux-types au sein de ce mouvement : les structures informelles et les anonymes (schéma 1).

Schéma 1 : Composition de la Galaxie patriotique



Source : Réalisation propre de l'auteur.

Ce schéma montre la composition de la Galaxie patriotique, selon notre compréhension. Les militants de ce mouvement peuvent être classés en deux grands groupes : les structures informelles et les anonymes. Les structures informelles sont divisées en deux sections : les groupements armés et les groupements non armés. Chacun d'eux comporte aussi des subdivisions. C'est le cas des groupes armés qui se divisent en trois branches : les groupes d'autodéfense villageois, les forces paramilitaires et les milices urbaines. La chaîne de commandement différencié donne une certaine autonomie à tous ces groupes constitués. Quant aux anonymes, ils sont la somme de tous les militants qui ne sont pas forcément liés à une structure informelle de la Galaxie patriotique. Comme le relève clairement Charles Blé Goudé, « *il y avait des groupes de personnes constitués ; mais ces millions de personnes qui venaient n'étaient pas membres de ces groupes-là* »<sup>151</sup>. Ils se caractérisent par leur diversité socioprofessionnelle. Les deux contributions qui suivent tentent une approche des structures informelles et des Jeunes patriotes anonymes.

## 2) Les structures informelles : regroupements de Jeunes patriotes autour de leaders autoproclamés

Nous offrons ici une description des structures informelles qui se sont construites autour de certains acteurs autoproclamés leaders de leur mouvement. À la question de savoir qui étaient les leaders de la Galaxie patriotique, Richard Dakoury, numéro deux des Jeunes patriotes, a donné la réponse suivante :

*« C'est des jeunes ivoiriens, voilà ! qui dirigent des mouvements, des organisations et qui eh bien ! ont décidé de s'engager dans le combat. Beaucoup sont politiques. D'autres sont de la société civile. D'autres sont des artistes. D'autres, des footballeurs... voilà donc ! C'est pratiquement euh ! C'est la Côte d'Ivoire, je dirais la Côte d'Ivoire qui était présente dans la Galaxie patriotique »*<sup>152</sup>.

La Galaxie patriotique était d'abord constituée de structures informelles, c'est-à-dire d'associations mises en place par des leaders sociaux, pour combattre la rébellion. Ces structures informelles étaient divisées en deux grandes catégories : les groupements non armés et les groupements armés. Nous présenterons d'abord les entités non armées. Puis nous ferons une incursion dans les entités armées.

Concernant les groupements non armés, il faut dire que lorsque la crise du 19 septembre 2002 éclata, Charles Blé Goudé était à Manchester où il poursuivait ses études. Il rentra aussitôt en Côte d'Ivoire pour devenir le « général » des patriotes. L'année précédente, le 13 mai 2001, il avait créé le COJEP, dénommé à cette période « Congrès panafricain des jeunes patriotes »<sup>153</sup>. Eugène Djué arrêta aussi ses études à Paris pour aller aider son pays, cinq jours après le

---

<sup>151</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>152</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>153</sup> Lorsque le COJEP est transformé en parti politique, il devient « Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples ».

déclenchement de la rébellion. Le premier noyau de la Galaxie patriotique fut alors mis sur pied.

Richard Dakoury donne son témoignage de la naissance de la Galaxie patriotique :

*« D'abord, bien avant de parler de la Galaxie patriotique, il faut d'abord faire la genèse. Parce qu'il y a plusieurs organisations. Moi, j'étais président de la Sorbonne [...] Et donc c'est comme ça aussi que d'autres organisations telles que la FESCI, il y a eu aussi un mouvement qui était le COJEP qui, aujourd'hui, est un parti politique. Il y a d'autres organisations de la société civile. Des footballeurs, des journalistes... Et donc chacun a son background. Donc quand il y a eu la crise, eh bien ! nous avons jugé utile de nous mettre ensemble pour nous battre pour la patrie. Pour la sauvegarde des institutions »<sup>154</sup>.*

Le mouvement était composé de plusieurs grandes fédérations ayant leurs propres démembrements. Le 26 septembre 2002, l'Alliance des Jeunes patriotes pour le sursaut national (AJPSN), dirigée par Charles Blé Goudé, décida de rassembler des leaders d'organisations de la société civile, à la Cité rouge<sup>155</sup> de Cocody. Richard Dakoury en donne des détails :

*« Blé Goudé a fait un casting pour sélectionner les différents leaders qui pouvaient impacter la jeunesse. Il y a eu la FESCI qui était représentée par Jean-Yves Dibopieu. Et puis bon ! le parti au pouvoir avec Konaté Navigué qui était secrétaire général de la jeunesse FPI<sup>156</sup> ; le COJEP avec Charles Blé Goudé qui était leader charismatique, qui était l'ancien secrétaire général de la FESCI. Il y avait Ahoua Stalone qui avait une ONG. Il y avait Tapé Koulou qui était directeur de presse. Thierry Légré qui avait créé une organisation. Koné Seydou qui représentait les intérêts du PIT<sup>157</sup>. Après, Tiéhi Joël et Serges Kassi nous ont rejoints [...] Nous avons décidé que notre combat serait un combat aux mains nues. Finalement, il y a eu des centaines et des centaines d'organisations. Et donc la presse a nommé l'ensemble de ces mouvements la Galaxie patriotique. Mais on n'avait pas la même philosophie de combat. Nous, nous avons une voie, celle de la démocratie, celle de mener le combat aux mains nues, en impactant la jeunesse, par nos discours, mais nos discours responsables [...] en empruntant la rue [...] Nous étions dix : Charles Blé Goudé, Tapé Koudou Laurent, Richard Dakoury, Konaté Navigué, Jean-Yves Dibopieu, Thierry Légré, Ahoua Stalone, Koné Seydou, Serges Kassi et Tiéhi Joël »<sup>158</sup>.*

Joël Tiéhi s'inscrit dans la même veine, concernant l'émergence du mouvement patriotique et l'identité des leaders. Pour lui, plusieurs organisations, plusieurs inconnus et plusieurs personnalités se sont mis ensemble pour faire apparaître le premier noyau de cette galaxie qui a désigné Charles Blé Goudé comme orateur principal du groupe :

*« Il y avait plusieurs leaders de différents secteurs. Moi, par rapport au sport. Serges Kassi, par rapport à la musique. Jean Yves Dibopieu par rapport à la FESCI... Voilà ! On venait de divers horizons et on s'est retrouvé là [...] Ce pays m'a tout donné. S'il est attaqué, je dois réagir. Pas pour faire la politique politicienne ; mais étant une figure emblématique, avec les amis, avec ceux qui sont connus... essayer de faire un petit groupe pour pouvoir dire non à cette guerre-là [...] Au départ, nous étions huit ou dix. Après le premier meeting le 2 octobre, le deuxième meeting le 2 novembre, plusieurs associations ont commencé à se manifester. C'est comme ça qu'après, il y a eu plusieurs groupements d'associations pour défendre le pays »<sup>159</sup>.*

On vit ainsi apparaître des organisations populaires comme l'Union pour la libération totale de la Côte-d'Ivoire (UPLTCI), présidée par Eugène Djué, la Coalition nationale des

<sup>154</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>155</sup> La Cité rouge est une cité résidentielle universitaire située dans la commune de Cocody, à Abidjan.

<sup>156</sup> Konaté Navigué n'engageait pas le FPI dont il n'avait pas encore reçu un accord formel pour participer à cette initiative. Le FPI, comme le gouvernement, cherchait encore à savoir qui étaient les agresseurs du pays. Il était plus préoccupé par la protection de ses dignitaires dont beaucoup avaient été attaqués dans la même semaine. Laurent Gbagbo était rentré précipitamment d'Italie dans la même période.

<sup>157</sup> Le PIT est le Parti ivoirien des travailleurs, dirigé à cette période par Francis Wodié qui fut nommé Président du Conseil constitutionnel par Alassane Ouattara, après 2011, avant de démissionner.

<sup>158</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>159</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

résistants de Côte-d'Ivoire (CONARECI) créée par Damana Adja dit « Pickass », le Réseau ivoirien des organisations des femmes (RIOF), la Fédération nationale des agoras, parlements et sénats de Côte d'Ivoire (FENAAPCI), le Collectif des professeurs de parlements (COPROS), l'Association des professeurs de parlements (APROS), le Collectif des parlements et agoras de Yopougon (COPAYO), l'Union national des parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (UNOPACI), la Fédération nationale des parlements et Agoras de Côte d'Ivoire (FENOPACI) et le Collectif des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (COPACI). De nombreux artistes comme Petit Yodé et Pat Saco ainsi que des joueurs professionnels de football, des hommes de médias et des personnalités de l'administration publique ou privée intégrèrent le mouvement.

À côté de ces fédérations qui menaient une guerre morale contre la rébellion, certains auteurs relèvent la présence de groupements armés<sup>160</sup> rangés en trois principales catégories : les groupes d'autodéfense villageois, les forces paramilitaires qui ont combattu les rebelles dans l'Ouest et les milices urbaines d'Abidjan. Charles Blé Goudé a toujours affirmé qu'il n'était pas l'instigateur de ces branches armées et s'affichait comme un partisan de la guerre morale, sous le signe de la mobilisation populaire non violente avec les mains nues<sup>161</sup>. Plusieurs personnes interrogées affichent une distance avec les groupements armées. Richard Dakoury en fait partie :

*« Les groupes armés et nous, franchement, il y a un grand fossé. Et on n'a pas de liens particuliers avec eux [...] Leur philosophie et la nôtre sont véritablement opposées [...] Ils pensent mener le combat à leur manière, mais cette philosophie ne nous appartient pas [...] Qui pouvait empêcher le GPP d'exister ? C'est pas nous ! C'est l'État. L'alliance des jeunes pour le sursaut national n'est pas membre du gouvernement ; n'est pas l'État »<sup>162</sup>.*

Face à la multiplication des organisations armées qui voulaient en découdre avec la rébellion, Charles Blé Goudé proposa une intégration des manifestants qui le désiraient dans l'armée. Il dit avoir observé que des groupes de jeunes se formaient spontanément dans les quartiers pour défendre les institutions de la République<sup>163</sup>. Il approcha alors le Chef d'État-major des armées, le général Philippe Mangou, pour voir comment intégrer de façon légale ces jeunes dans l'armée régulière. Des milliers de volontaires vinrent se faire enrôler<sup>164</sup> à l'État-major des armées (photo 7) : « *« Je veux une kalach(nikov) pour défendre mon pays », a déclaré Cyprien, mécanicien de Yopougon, un quartier de l'Ouest d'Abidjan considéré comme un fief de Laurent Gbagbo. « J'ai répondu à l'appel du général Blé Goudé, je suis prêt à mourir pour mon pays et chasser ces rebelles », a renchéri Théodore, cordonnier »<sup>165</sup>.*

<sup>160</sup> Joseph Hellweg et Nicolas Médevielle, « Zakaria Koné et les transformations des chasseurs dozos en Côte d'Ivoire. De la société civile comme stratégie politique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, p. 47.

<sup>161</sup> Charles Blé Goudé, *Côte d'Ivoire : traquenard électoral*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 107-108.

<sup>162</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>163</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2011, p. 129.

<sup>164</sup> Konate Crossina, « Côte d'Ivoire. Enrôlement des jeunes à l'État-major à l'appel de Charles Blé Goudé en 2010 », *youtube.com*, 15 avril 2016, [consulté le 6 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Nbrbof556O4].

<sup>165</sup> AFP, « L'armée ivoirienne lance une campagne de recrutement. Des milliers de partisans de Laurent Gbagbo cherchent à rejoindre les forces armées pour se battre contre les pro-Ouattara », *Le Point*, 21 mars 2011.

**Photo 7 : Charles Blé Goudé et Philippe Mangou face aux volontaires pour l'armée, État-major des armées, 21 mars 2011.**



Source : *Jeune Afrique*, 30 mars 2011.

Comme le montre cette photo, les jeunes étaient venus en grand nombre pour se faire enrôler et combattre la rébellion. Charles Blé Goudé (de dos, en casquette verte) leur adressa un message d'encouragement. Et le Chef d'État-major Philippe Mangou (à la droite de Charles Blé Goudé) convia les volontaires rassemblés à aller se faire enregistrer dans les endroits prévus à cette fin : « *Donnez vos coordonnées dans un des dix points d'enregistrement et repartez tranquillement, on vous convoquera le moment opportun* »<sup>166</sup>. L'enrôlement ne se fit pas malgré la promesse du général Philippe Mangou préoccupé par la précipitation des événements dans le pays<sup>167</sup>. Toutefois, des milices se formèrent pour aider l'armée régulière qui était essoufflée, comme le révèle ce membre d'un groupe paramilitaire interrogé par Gnangadjomon Koné : « *On savait que nos casernes étaient vides, qu'il n'y avait pas d'armes. Devant l'avancée des rebelles, l'armée reculait parce qu'elle était désorganisée. Il y avait des fuites. On avait des parents dans les quartiers qui ne pouvaient pas rentrer, qui avaient peur de porter la tenue militaire* »<sup>168</sup>.

Le principal groupe paramilitaire était le GPP subdivisé en plusieurs sous-groupes : Unité lion de Yopougon, Unité épervier d'Abobo, Unité antilope de Koumassi et Unité éléphant d'Adjamé. Ces quatre unités donnèrent naissance à plusieurs démembrements : le Cercle national de libération de Bouaké (CNLB), la Force anti-terroriste (FAT), le Mi24, la Force de libération du peuple (FLP), l'Union des mouvements d'autodéfense du Sud (UMAS), le Groupement des combattants pour la libération de la Côte d'Ivoire (GCLCI), la Force de libération du Centre (FLC), les Nouvelles forces de l'union pour la libération totale de la Côte d'Ivoire (NF-UPLTCI) et la Force d'intervention rapide du cercle national de libération du peuple (FIR-CNLB)<sup>169</sup>. À l'Ouest

<sup>166</sup> *Idem*.

<sup>167</sup> Depuis le 17 mars 2011, les Forces armées des Forces nouvelles avaient décidé leur descente vers le Sud pour déloger Laurent Gbagbo. L'appareil militaire du Sud était donc préoccupé à contenir cette descente du groupe armé venant du Nord par trois axes : l'Ouest, le Centre et l'Est. Trois semaines plus tard, le 11 avril, le régime de Laurent Gbagbo tombait.

<sup>168</sup> Gnangadjomon Koné, *Op. cit.*, 2014, p. 65.

<sup>169</sup> *Idem*, p. 57.



de la zone gouvernementale, on trouvait d'autres groupes armés se réclamant de la lutte patriotique. Ainsi, par exemple, des groupes d'autodéfense villageois apparurent pour protéger les Wês, propriétaires fonciers : l'Alliance patriotique wê (AP-Wê), qui naquit en décembre 2002 ; les Forces de libération du grand Ouest (FLGO), dirigées par Denis Maho Glofiéhi ; le Mouvement ivoirien pour la libération de l'Ouest de la Côte d'Ivoire (MILOCI), créé en 2005 ; l'Union des patriotes pour la résistance du grand Ouest (UPRGO). En 2009, Denis Maho Glofiéhi regroupa tous ces groupes patriotiques armés de l'Ouest dans les Forces de résistance du grand Ouest (FRGO). Fanny Pigeaud affirme que certains de ces mouvements étaient entretenus par le régime de Laurent Gbagbo et des élites originaires de la région<sup>170</sup>.

L'instinct de survie, mêlé au sentiment de révolte, fondèrent la volonté de résistance de ces groupes de militants. Passé l'effet de surprise de la bataille du 19 septembre 2002, ces manifestants commencèrent par ériger des barrages et des corridors de fortune pour protéger leurs quartiers respectifs et assurer leur propre sécurité. Peu à peu, ils constituèrent des comités de vigilance qui organisaient la surveillance 24h/24, pour ne pas laisser l'adversaire encore inconnu déployer sa stratégie. Des fouilles systématiques de véhicules et de personnes s'opéraient. Des perquisitions dans certains quartiers se déroulaient. Au fur et à mesure, ils s'organisèrent en milices, s'armant comme ils pouvaient de gourdins, machettes et, plus tard, d'armes à feu. Certains improvisaient des formes de stages militaires pour former leurs adeptes aux techniques de combat.

Il est pertinent de remarquer que l'ordre de créer ces milices d'autodéfense ne venait pas forcément de l'autorité politique qui, elle-même, était surprise par l'attaque rebelle et était quelque peu désorganisée. Le ministre de l'Intérieur, Émile Boga Doudou, avait été tué la nuit de l'attaque, le 19 septembre 2002. La résidence du ministre de la Défense, Moïse Lida Kouassi, comme celle de plusieurs autorités politiques, avait été prise d'assaut dans le même temps. Des officiers supérieurs et chefs de bataillons comme Dagri Loula et Dali Oblé avaient été abattus. Les Forces de défense et de sécurité de la moitié Nord du pays étaient neutralisées. Celles du Sud cherchaient à contenir l'assaut des rebelles. Pour aider le gouvernement déboussolé, certains habitants des quartiers n'hésitaient donc pas à donner des moyens financiers aux jeunes qui se constituaient en groupes de défense pour qu'ils se nourrissent et puissent s'équiper. Au final, les structures informelles se divisaient en deux grands groupements dont l'un était armé et l'autre non. Ces groupes affichaient une détermination à sauver le pays. Ils étaient composés de plusieurs petites associations. Si les structures informelles de la Galaxie patriotique étaient facilement reconnaissables par les actions de leurs leaders, la majorité des Jeunes patriotes était des anonymes aux profils socioprofessionnels des plus variés que la matière qui suit présente.

---

<sup>170</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 120.

### 3) Les anonymes : mobilisation de militants aux profils socioprofessionnels divers

Cette analyse tente une approche des Jeunes patriotes anonymes, afin de voir leurs caractéristiques globales. La plus grande partie de la Galaxie patriotique était constituée de l'immense foule des anonymes qui spontanément se rassemblaient pour protéger leur pays. Pour Gnangadjomon Koné, la génération Jeunes patriotes était un agrégat d'anciens étudiants « *bardés de diplômés, mais contraints à dispenser des cours à domicile (CD) pour survivre ; d'étudiants exclus et d'éternels étudiants* »<sup>171</sup>. Il appelle aussi Jeunes patriotes des personnes qui, à quarante ans, ne faisaient toujours rien dans la vie<sup>172</sup>, des loubards, pratiquant les arts martiaux et pour qui « *la rue ou le désordre est une entreprise* »<sup>173</sup>. Les élèves ou anciens élèves pour qui « *les diplômés stériles accouchent des vigiles* »<sup>174</sup> auraient fait également partie de la Galaxie patriotique. Il met, enfin, dans ce groupe, des anciens militaires radiés pour mauvais comportement, des anciens portiers de nuit et des jeunes déclassés en quête de reconnaissance sociale ou d'opportunités économiques.

Si la Galaxie patriotique comportait, à n'en point douter, des personnes qui avaient ces profils socioprofessionnels, il semble que la version de Gnangadjomon Koné ne dit pas tout de cette mobilisation sociale. Armando Cutolo et Richard Banégas affirment, en effet, qu'il n'y a pas de données exhaustives sur la composition sociologique du mouvement, même si Gnangadjomon Koné a tenté de donner des chiffres. Selon eux, la composition de l'audience variait en fonction du lieu et de l'heure des rassemblements. Par exemple, « *à la Sorbonne*<sup>175</sup>, on a déjà noté l'importance du public fonctionnaire »<sup>176</sup>, alors qu'à la Place de la République des personnes originaires de plusieurs continents étaient nombreuses. Cette place accueille des milliers de personnes comme l'illustre la photo 8 sur laquelle on voit de nombreuses personnes difficilement classifiables au niveau socioprofessionnel.

---

<sup>171</sup> Gnangadjomon Koné, *Op. cit.*, 2014, p. 94.

<sup>172</sup> *Ibidem*

<sup>173</sup> *Ibidem*

<sup>174</sup> *Ibidem*

<sup>175</sup> Lieu de meeting dans la commune du Plateau à Abidjan

<sup>176</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, « Gouverner par la parole : parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, p. 30.

**Photo 8 : Rassemblement des Jeunes patriotes à la Place de la République, 26 mars 2011.**



Source : Afrikanews.over-blog.com, 16 mai 2016.

En haut en droite de la photo, le pont Félix Houphouët-Boigny, rempli de monde jusqu'à Treichville, est identifiable. Les Jeunes patriotes étaient donc composés de beaucoup de personnes souvent inconnues et difficilement classables dans une catégorie particulière. Nous nous situons, ainsi, dans la logique de Cédric Molino-Machetto pour qui « *le peuple recouvre en fait une multiplicité de peuples qui échappent toujours aux identités préconçues au travers desquelles on les interpelle* »<sup>177</sup>. Richard Dakoury, va dans le même sens. Pour lui, faire une typologie de la Galaxie patriotique, c'est faire une typologie des habitants de la Côte d'Ivoire, parce que les Jeunes patriotes étaient le résumé de la population ivoirienne aux plans professionnel, religieux, régional ou politique<sup>178</sup>. Il ajoute même qu'on retrouvait des Africains et des personnes d'autres continents parmi les Jeunes patriotes<sup>179</sup>, comme l'indique la photo 9.

**Photo 9 : Des Européens parmi les Jeunes patriotes à la Place de la République, 1<sup>er</sup> février 2003.**



Source : Capture d'écran Youtube [<https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q>].

<sup>177</sup> Cédric Molino-Machetto, *Op. cit.*, 2021.

<sup>178</sup> C'est sans doute ici le lieu de nous éloigner d'une vision de la composition sociologique et politique de la Côte d'Ivoire qui diviserait le pays en deux zones étanches : un Nord musulman pro-Ouattara et un Sud chrétien pro-Gbagbo. Lors du procès de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé à la CPI, la majorité des juges de la Chambre de première instance a conclu que ce serait là une « *compréhension "unidimensionnelle" du rôle de la nationalité, de l'ethnicité et de la religion en Côte d'Ivoire pendant la crise postélectorale* ». (Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *L'acquiescement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 54.) De fait, autant il y a des chrétiens pro-Ouattara dans tout le pays, autant il y a des musulmans pro-Gbagbo dans toutes les régions ivoiriennes. Et de la même façon, il y a, dans tout le pays, des habitants qui ne supportent ni l'un ni l'autre, et qui n'ont pas forcément de religion, mais qui se sont engagés dans la lutte des Jeunes patriotes.

<sup>179</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

Cette photo montre la participation d'Européens à la manifestation du 1<sup>er</sup> février 2003, à la place de la République, contre les accords de Marcoussis. Et notre observation des foules des Jeunes patriotes relève aussi la présence d'adultes<sup>180</sup> et de nombreuses personnes financièrement aisées. Certains parmi ces acteurs, dont des officiers supérieurs, étaient soucieux du maintien de leur statut social. Ils risquaient de perdre leurs privilèges si le régime de Laurent Gbagbo tombait<sup>181</sup>. Des juges de la Chambre de première instance de la CPI l'ont d'ailleurs relevé à l'appui de leur décision d'acquiescement de Laurent Gbagbo, le 15 janvier 2019 :

*« Sur la base des éléments de preuve examinés ci-dessus et à la lumière d'autres éléments de preuve pertinents versés au dossier, il est clair que M. Gbagbo était entouré d'un groupe de personnes qui soutenaient sa candidature à la présidentielle et qui, dans une certaine mesure, lui étaient fidèles. Compte tenu de la position de M. Gbagbo, il n'y a rien d'étonnant ou d'extraordinaire à ce qu'un haut responsable politique ait des partisans politiques, et il n'est pas non plus problématique en soi que des officiers supérieurs restent fidèles à M. Gbagbo en attendant la résolution de la question de savoir qui a remporté les élections. Il n'est pas non plus surprenant que certains de ces individus aient pu avoir un intérêt personnel dans la survie du régime Gbagbo. En ce sens, l'affirmation du Procureur selon laquelle un groupe de personnes partageaient l'objectif de maintenir M. Gbagbo au pouvoir est sans aucun doute vrai [...] Cependant, le Procureur attribue des motifs plus sinistres à ce groupe de personnes et c'est là que les preuves sont beaucoup moins convaincantes »<sup>182</sup>.*

Par ailleurs, il était fréquent de trouver également à ces rassemblements des adultes, qui ne supportaient pas forcément Laurent Gbagbo<sup>183</sup>, mais qui étaient indignés de voir des forces armées étrangères et la Communauté internationale s'immiscer si clairement dans la politique ivoirienne<sup>184</sup>. C'est ainsi que de nombreux étrangers, des chefs d'entreprises ou des commerçants, des africains ou des européens<sup>185</sup> dont des Français<sup>186</sup>, des musulmans, des habitants du Nord ou du Sud ivoirien et même des membres des partis d'opposition assistaient à certains rassemblements patriotiques. Beaucoup d'entre eux prenaient même la parole sur les tribunes pour appeler à l'unité nationale. Charles Blé Goudé dit que la Galaxie patriotique regroupait tous les profils socioprofessionnels :

*« C'était un mouvement transversal, qui traversait les clôtures des partis politiques. Vous y trouviez des vedettes de football, des musiciens, des personnalités au-delà des mouvements constitués. Tiéhi Joël a été capitaine de l'équipe de football. Et Tiéhi Joël était là, présent avec nous. Serges Kassi, artiste reggae engagé était avec nous. Tapé Koudou Laurent était journaliste. Il était avec nous. Il y avait une opinion qui n'était pas forcément inféodé au parti au pouvoir. Il y avait une société civile qui était là et qui s'exprimait. Il y avait des groupes de personnes constitués ; mais ces millions de personnes qui venaient n'étaient pas membres de ces groupes-là. Mais ces gens se retrouvaient dans la cause que ces groupes-là défendaient. Ils n'acceptaient pas la situation dans laquelle on voulait obliger le pays à*

---

<sup>180</sup> Nicaise Beugré, « Réactions d'Ivoiriens pendant le meeting à la Place de la République ! », *youtube.com*, 8 février 2011, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=nUs6rzBtwN4].

<sup>181</sup> Entretien avec A. L., 24 août 2020, Abidjan.

<sup>182</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *Op. cit.*, 2019, p. 42.

<sup>183</sup> Konate Crossina, « Côte d'Ivoire. Manifestation des patriotes à la place de la république au Plateau. Réactions en 2011 », *youtube.com*, 15 avril 2016, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=tTPRzQRKdDE].

<sup>184</sup> Entretien avec V. A., 11 septembre 2020, Abidjan.

<sup>185</sup> Konate Crossina, *Op. cit.*, 2016.

<sup>186</sup> Ina Société, « Côte d'Ivoire, vaste manifestation contre accord de Marcoussis », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> février 2003, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q].

*fonctionner, sous la force des armes. Ils considéraient que ce que la Côte d'Ivoire vivait était un genre d'assassinat de la démocratie. C'est pourquoi ces gens se mobilisaient. C'était des patriotes »<sup>187</sup>.*

De nombreuses personnes anonymes, de tout bord politique et aux profils socioprofessionnels divers, et donc de tout âge, sexe, niveau intellectuel etc. se sont senti concernées par l'engagement patriotique. « *Et c'est pas des jeunes seulement ! Ce qui fait que maintenant on ne parle pas en termes de "Jeunes patriotes", on parle en termes de "patriotes" »<sup>188</sup>, déclare un militant. Joël Tiéhi en donne le témoignage. Pour lui, des Ivoiriens et des Africains qui voulaient défendre la patrie se sont mobilisés :*

*« Tu avais des étudiants, tu avais des avocats, des intellectuelles. On rencontrait des gens dont on ne savait pas qu'un jour ils allaient rejoindre la rue. C'était pas seulement que des jeunes désœuvrés. Non ! Il y avait beaucoup de gens, comme on dit, qui avaient la grosse tête<sup>189</sup> quand même ! Il y avait aussi des gens qu'on ne connaissait pas qui ont embrassé notre manière de défendre la République. Il y en a qui venaient comme ça, qui disait : "Bon ! Moi je m'appelle Paul. Voilà 5000 FCFA. Allez boire l'eau avec" »<sup>190</sup>.*

Selon Joël Tiéhi, le régime au pouvoir n'aurait pas demandé cette mobilisation, ni exigé que les manifestants intègrent le FPI au pouvoir :

*« Le footballeur, c'est un patriote. Le médecin, c'est un patriote. Le garagiste, c'est un patriote. Et on n'avait pas de parti politique. C'était la Côte d'Ivoire qui était attaquée ; il fallait que ceux qui pouvaient défendre le pays sans arme ; il fallait y être. Le Président Gbagbo ne nous a jamais dit de prendre une carte du FPI. Moi, je suis pas FPI. C'est pas seulement une histoire de FPI. C'était la Côte d'Ivoire qui était debout. La seule personne qui était FPI dans notre groupe c'était Konaté Navigué, président de la jeunesse FPI »<sup>191</sup>.*

Pour l'ancien capitaine de l'équipe ivoirienne de football, des personnes de plusieurs continents et de toutes les religions se retrouvaient dans les meetings des Jeunes Patriotes.

*« Il y avait des étrangers aussi. Des Libanais, des Mauritaniens, des Français, des Européens, des Burkinabés, Maliens, Guinéens, Libériens... tous ces gens-là sont venus pour dire que c'est injuste d'attaquer le pouvoir de Laurent Gbagbo, c'est injuste d'attaquer le pays. Ce que les gens oublient, c'est qu'il y avait plus de musulmans parmi nous que de chrétiens »<sup>192</sup>.*

Certains anonymes ont convoyé de la nourriture et de la boisson vers les lieux de rassemblements, pour encourager les manifestants et s'associer à leur engagement. D'autres donnaient des véhicules ou de l'argent.

*« Nous avons soutenus financièrement ces jeunes qui donnaient leur poitrine pour qu'on dorme et se réveille avec nos femmes et nos enfants. Mon camion benne déversait les patriotes à Abidjan. Je payais moi-même le carburant. Gbagbo, je ne l'ai jamais touché. Il ne sait même pas que j'existe. Mais ce qui se passait était injuste. Il a fait quoi même à ces gens-là ? »<sup>193</sup>.*

Il semble pertinent de relever ici que dans plusieurs pays du monde, ces patriotes anonymes ont aussi battu le pavé. Citons par exemple cette manifestation de soutien à Laurent Gbagbo qui a

---

<sup>187</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>188</sup> Entretien avec T. E., 5 août 2020, Bongouanou.

<sup>189</sup> En langage populaire ivoirien, cette expression désigne les gens intelligents, diplômés ou très fortunés.

<sup>190</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>191</sup> *Ibidem*.

<sup>192</sup> *Ibidem*.

<sup>193</sup> Entretien avec B. K., 22 juillet 2020, Arrah (Est ivoirien)

eu lieu Place Victor Hugo à Paris le 17 novembre 2004<sup>194</sup>. Au final, la Galaxie patriotique était donc constituée d'un agrégat de mouvements et d'organisations politiques et paramilitaires ainsi que d'une large majorité d'anonymes issus de la société civile. « *Nous bombions nos poitrines, les mains nues, persuadés de la justesse de notre propos et de la victoire finale* »<sup>195</sup>, assume Roger Gballou au nom de tous les patriotes anonymes.

\*\*\*

Ainsi, dans quelle mesure la jeunesse nationaliste ivoirienne a-t-elle été un acteur déterminant dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire, depuis la période postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2011 ? Afin de répondre à cette question, ce chapitre s'est structuré autour d'une démarche en quatre étapes. D'abord, il a convoqué le paradigme de la « politique par le bas » pour théoriser notre réflexion. Puis, il a analysé la mobilisation de la jeunesse ivoirienne depuis la période des indépendances jusqu'au multipartisme. Ensuite, les mouvements de cette jeunesse du multipartisme à la rébellion de septembre 2002 ont été étudiés. Et, enfin, une approche de la Galaxie patriotique comme mouvement au cœur de la crise ivoirienne de 2002 à 2011 a été tentée.

Notre étude s'est adossée au paradigme de la « politique par le bas » tel que Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabour l'ont développé. Ils ont montré que la « politique par le bas » est la politique telle que la mènent les « acteurs subalternes ». Ces modes populaires d'action politique prennent des formes variées. C'est ainsi que nous avons fait le constat d'une certaine passivité des « jeunes conjoturés » togolais. Quant aux Évés du même pays, ils usaient de la dérision politique pour passer des messages. Les Camerounais aussi faisaient la politique à partir d'une réinterprétation des chants, des rêves et des rituels qu'ils prenaient comme lieux symboliques au sein desquels ils offraient une approche originale de la politique. Ces manières de faire la politique tranche avec la mobilisation dans la rue des jeunes en Côte d'Ivoire.

Partant du modèle de la « politique par le bas », nous avons questionné le rôle des « acteurs subalternes » dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire. Ceci a suscité une relecture de l'intervention de la jeunesse postindépendance dans les changements survenus en Côte d'Ivoire entre 1960 et 2002. Cette démarche a mis l'accent sur l'aspect nationaliste des motivations qui ont conduit ces immixtions de la jeunesse dans le champ politique depuis l'indépendance du pays jusqu'à la rébellion armée qui divisa le pays en deux. Depuis les indépendances, la figure de

---

<sup>194</sup> Calixte Baniafouna, *Ce que France veut Afrique veut : le cas de la Côte d'Ivoire. Mais... qui a dit que l'Afrique a besoin des libertés fondamentales ?* Paris, L'Harmattan, 2011, p. 51.

<sup>195</sup> Roger Gballou, *Côte d'Ivoire : le crépuscule d'une démocratie orpheline*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 80.

l'étranger a structuré la lutte syndicale des jeunes ivoiriens, victimes de la difficulté d'insertion sociale et professionnelle. Ils s'opposaient régulièrement à la politique d'ouverture vers les étrangers que pratiquait Houphouët-Boigny. Pour ces mouvements, cette ouverture du pays aux étrangers était une des principales sources des difficultés économiques que les autochtones rencontraient. Cela a suscité de nombreux conflits entre autochtones et allogènes.

La mobilisation sociale imposa le multipartisme au premier Président ivoirien, en avril 1990. Mais les successeurs d'Houphouët-Boigny ne réussirent pas à consolider l'héritage de stabilité sociopolitique qu'il leur laissa. Englués dans une bataille de succession sur fond identitaire, ils ratèrent des occasions de relever le pays qui avait plongé dans une crise économique depuis une décennie. Face à ce qu'ils considérèrent comme un échec de leurs aînés, la jeune génération entra alors en sédition. Le pays assista, ainsi, à une déclinaison extrémiste de la politique par le bas : le coup d'État de 24 décembre 1999, qui provoqua la chute d'Henri Konan Bédié et la rébellion armée du 19 septembre 2002 qui prit pour motif principal l'ostracisme dont était victime une partie des Ivoiriens assimilée aux étrangers.

C'est dans ce contexte que l'émergence de la Galaxie patriotique a été alors décryptée. Forgé dans le sérail de la FESCI et dans le sillage des mouvements syndicaux qui l'avait précédée, la Galaxie patriotique s'est opposée à cette rébellion attribuée aux étrangers et a lutté pour maintenir le régime de Laurent Gbagbo jusqu'à la crise postélectorale de 2011. Ainsi, dans un élan nationaliste, plusieurs personnes de conditions socioprofessionnelles diverses se sont mobilisées pour sauver les institutions républicaines, une semaine après le début de l'insurrection armée du 19 septembre 2002. Malgré la difficulté à établir une typologie de la Galaxie patriotique, notre étude en a dégagé deux idéaux-types : les groupes informels et les nombreux anonymes. Si certains Jeunes patriotes prônaient une lutte aux mains nues, d'autres préféraient une réaction armée contre la révolte venue du Nord du pays. La sociologie de la Galaxie patriotique tentée dans cette matière a mis en lumière des pratiques qu'il convient de développer. C'est pourquoi, dans le chapitre suivant, nous tenterons une approche de la stratégie de communication des Jeunes patriotes pour atteindre leur objectif.

## CHAPITRE V : LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE

Ce chapitre se propose d'analyser la stratégie de communication que les Jeunes patriotes ont développée pour rassembler les manifestants autour de l'idéal de libération et du sursaut national. Il s'agit de comprendre comment des milliers de personnes ont pu rapidement se rassembler régulièrement, à l'invitation d'un jeune de 30 ans, Charles Blé Goudé. Nous voudrions mettre en exergue les techniques de communication et les arguments utilisés pour convaincre ces foules immenses de se mobiliser. De fait, « *une stratégie bien pensée permet de positionner sa communication au plus juste des besoins et attentes de ses potentiels clients, de véhiculer une image et un message qu'ils comprennent et qui les touchent. Mais aussi de faire les bons choix en termes d'outils et supports de communication afin d'éviter les dépenses superflues* »<sup>1</sup>. La stratégie de communication est une démarche adoptée par une entreprise, une collectivité ou une organisation dans le but de faire passer un message précis et réfléchi, sur un produit ou un service et, par conséquent, de créer un lien entre elle et la cible qu'elle souhaite toucher. Ainsi, dans la guerre morale qui l'opposait à la rébellion armée, la Galaxie patriotique voulait rallier à sa cause le maximum de personnes, en mettant en avant des arguments qui les touchaient, notamment la lutte contre l'impérialisme français.

La présence de la France dans le déroulement de cette crise justifie l'intérêt qui lui est porté dans cette matière. Ainsi, la question mobilisée par cette réflexion est : en quoi l'interventionnisme français structura-t-il la communication politique des Jeunes patriotes ? En construisant sa stratégie de communication autour de la figure de Laurent Gbagbo et de la critique de l'intervention française, la Galaxie patriotique tenta de se rallier une large frange de la population ivoirienne pour qui la présence française est une des causes majeures des problèmes du pays. L'implication française était, ainsi, comprise comme un sujet de communication politique. Ce chapitre est divisé en trois axes : le premier axe met en exergue l'approche marketing politique dans la mobilisation des Jeunes patriotes ; le second axe analyse l'intervention française ; et le troisième axe souligne la critique de l'impérialisme français qu'il confronte à la nécessaire prise en compte des enjeux géopolitiques.

---

<sup>1</sup> L'équipe Dynamique entrepreneuriale, « Les étapes d'une stratégie de communication réussie », *dynamique-mag.com*, 19 mars 2013, [consulté le 20 septembre 2020], disponible sur : [<http://www.dynamique-mag.com/article/les-etapes-d-une-strategie-de-communication-reussie.3667>].



## I L'APPROCHE MARKETING POLITIQUE DANS LA MOBILISATION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE

Cette analyse tente de montrer comment les Jeunes patriotes ont déployé un marketing politique construit autour du symbolisme de leurs lieux de rassemblement et de la figure de Laurent Gbagbo. Dans notre étude, nous comprendrons le marketing politique au sens de Michel Bongrand, c'est-à-dire un ensemble de techniques ayant pour objectif de favoriser l'adéquation d'un candidat à son électorat potentiel, de le faire connaître par le plus grand nombre d'électeurs, de créer la différence avec ses concurrents et, avec un minimum de moyens, d'optimiser le nombre de suffrages en sa faveur<sup>2</sup>. Ainsi, en présentant Laurent Gbagbo comme un combattant panafricaniste qui lutte pour la liberté des Ivoiriens de disposer de leur richesse et pouvoir signer des accords gagnant-gagnant avec qui ils veulent, les Jeunes patriotes ont construit la figure de ce leader politique à qui beaucoup de personnes s'identifiaient. L'espace public était leur lieu de mobilisation. Cette contribution, divisée en deux volets, présente d'abord les espaces de rassemblement des Jeunes patriotes. Ensuite, elle parle de la construction politique de la figure du leader Laurent Gbagbo comme l'idole d'une jeunesse ivoirienne qui s'identifie à lui.

### 1) Les lieux de rassemblement de la Galaxie patriotique : symbolisme d'un engagement nationaliste dans la rue

Cette matière tentera une approche des lieux de meetings des Jeunes patriotes, afin de savoir quel sens ils donnaient à ces espaces où ils se réunissaient de 2002 à 2011. Ils démontraient une créativité débordante au niveau politique à travers des meetings, des marches, des tournées d'informations ou des manifestations non-violentes. Leur champ d'action était l'espace public. Ce lieu qu'ils s'approprièrent était renommé selon les inspirations des initiateurs des sous-groupes. Notre démarche montrera dans un premier temps comment la Galaxie patriotique s'est approprié l'espace public. Et, dans un deuxième temps, nous citerons des exemples de leurs principaux lieux de rassemblement.

#### a) La mobilisation dans la rue : une réinvention de l'espace public

Quel sens avait la mobilisation des Jeunes patriotes dans la rue ? Telle est la question à laquelle tente de répondre cette approche. La Galaxie patriotique a fait de la rue son principal lieu d'expression et de mobilisation, en lui donnant un sens nouveau : celui de la confrontation des

---

<sup>2</sup> Michel Bongrand, *Le marketing politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, pp. 13-14.

arguments, des débats et de la démonstration de force. Il s'agissait, pour ce mouvement, de montrer au monde entier la détermination d'un grand nombre d'Ivoiriens à sauver les institutions du pays. Les termes d'agora, de parlement, de forum... étaient utilisés pour désigner ces lieux de mobilisation de la Galaxie patriotique dans l'espace public. Philippe Breton et Serge Proulx présentent justement l'espace public comme une sphère, une arène publique où l'expression de l'opinion est libre et où l'affirmation contradictoire des arguments rationnels reste encouragée. Autrement dit, l'opinion publique y est « *fondée en raison* »<sup>3</sup>, fille de la confrontation des logiques argumentatives. Ce serait, comme dirait Jürgen Habermas<sup>4</sup>, un haut lieu de discussion rationnelle de questions pratiques sociales et politiques. L'objectif est de rendre visibles des faits sociaux mis en scène par des acteurs qu'un public écoute.

Les expressions « agora », d'origine grecque (V<sup>e</sup>-VIII<sup>e</sup> siècle), et « forum », de consonance latine, ne sont donc pas fortuites. Elles renvoient à ces espaces publics de l'antiquité gréco-romaine où l'art oratoire des tribuns mobilisait des publics et forgeait des opinions et des consciences au milieu d'activités socioéconomiques diverses. Pour Éric Dacheux, « *hier, à Athènes, il s'agissait d'organiser un débat public pour que chaque citoyen, rassemblé sur l'agora, puisse avoir la possibilité de s'exprimer, se forger une opinion* »<sup>5</sup>. Cette égalité dans la parole dont les Grecs faisaient un pilier de la démocratie, c'est l'*isegoria*. Au sein de l'agora d'Athènes, tous les citoyens avaient droit à la parole. Mais l'égalité dans la prise de parole n'impliquait pas forcément une égalité dans les effets<sup>6</sup> de cette prise de parole<sup>7</sup>. Au sein de la Galaxie patriotique, l'unanimité fut, ainsi, faite sur l'art oratoire de Charles Blé Goudé, à cause de sa capacité charismatique à impacter les foules.

Par ailleurs, les buts visés par les débats de jadis, dans les agoras et forums, variaient selon les conjonctures : enseigner, susciter une révolution, éclairer l'opinion sur un sujet d'intérêt public, faire la promotion d'une personnalité ou parler d'une question d'actualité. L'appropriation de ces hauts lieux a inspiré plusieurs mobilisations populaires dans le monde dont celles qui ont conduit à la révolution de 1789 en France où le Café de Foy, entre autres, servit de perchoir à Camille Desmoulins pour haranguer son auditoire et mobiliser des foules<sup>8</sup>. La prise de la Bastille, le 14 juillet 1789, fut une résultante de ce formatage de l'opinion publique. En Angleterre, l'apparition du *Speakers' corner* au Nord-Est de Hyde Park participa de cette logique. La liberté d'expression qui s'y manifestait permit à des gens de toute classe sociale, de tout bord religieux

---

<sup>3</sup> Philippe Breton et Serges Proulx, *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte, pp. 204-208.

<sup>4</sup> Jürgen Habermas, *Théorie de l'agir communicationnel. Critique de la raison fonctionnaliste*, tome 2, Paris, Fayard, 1987, 480 p.

<sup>5</sup> Éric Dacheux, « Avant-propos. Communication et démocratie », in Thomas Stenger (dir.), *Le marketing politique*, Paris, CNRS Éditions, 2012, p. 7.

<sup>6</sup> C'est pourquoi des professeurs de rhétorique enseignaient leur art qui s'exerçait dans l'Assemblée et les institutions athéniennes.

<sup>7</sup> Barbara Cassin, *L'effet sophistique*, Paris, Gallimard, 1995, p. 224, 708 p.

<sup>8</sup> Jean-Michel Lambin et al., *Histoire, Géographie. Initiation économique*, Paris, Hachette, 1992, 367 p.

et d'appartenances politiques diverses d'y exposer et défendre leurs pensées. On aurait dit que les « agoras » apparaissent là où s'éveille la conscience démocratique. C'est en tout cas ce que laisse croire l'émergence d'espaces publics comme les « *people's parliaments* » au Kenya, l'« *ebimeeza* » en Ouganda et le « *Fada* » au Niger ou les « *grins* » en Côte d'Ivoire. La force de ces lieux populaires informels réside dans leur capacité à changer souvent le cours de l'histoire ou à mobiliser des foules, en contournant les canaux habituels de communication, échappant ainsi aux risques de censures par l'autorité politique. Ce fut le cas des rassemblements de la Galaxie patriotique qui hérita de cette « *politique de rue* »<sup>9</sup> dans la mouvance d'émergences historiques d'espaces publics.

En effet, dans une volonté de résistance à l'agression armée de 2002, les Jeunes patriotes se forgèrent des espaces de mobilisation qu'ils nommaient « agoras », « sorbonne », « parlements », « place », « sénats » etc. Ainsi, toutes les villes ivoiriennes non prises par la rébellion, même les plus reculées, avaient vu naître ces lieux<sup>10</sup> de débats, de divulgation d'informations, d'interprétation de l'actualité politique et d'éveil, pour maintenir vivante la flamme de la mobilisation patriotique, même si, pour Joël N'Guessan, porte-parole du RDR, « *les sorbonnes et agoras ont été une bêtise* »<sup>11</sup>. Des orateurs aux profils intellectuels des plus variés entretenaient les foules à partir de stands improvisés, avec des mégaphones ou des micros, relayant les messages venus des leaders de la Galaxie patriotique ou conscientisant leurs publics sur la nécessité du sursaut national pour sauver la patrie. Richard Dakoury situe le cadre d'émergence de ces lieux de rassemblement :

*« C'est en s'inspirant de la Sorbonne que les agoras sont nées. Et c'est à la faveur de la crise ivoirienne qu'il y a eu des agoras qui ont décidé aussi de multiplier le langage politique ; et ont décidé aussi d'accompagner le combat. Il fallait essayer de diversifier les forces. Vous savez, le combat, il est multidimensionnel et il est multiforme. Et donc la Sorbonne seule ne pouvait pas couvrir toute l'étendue du territoire national. Donc il était bon que certains jeunes s'organisent dans les différents quartiers, dans les différentes villes pour faire porter les informations aux Ivoiriens. Pour échanger, pour discuter et donner aussi leur point de vue sur l'actualité politique et également aussi sur les événements qui avaient lieu en Côte d'Ivoire à cette époque-là. Donc voilà comment sont nés les parlements et agoras »*<sup>12</sup>.

Les orateurs de ces « lieux de la parole » donnaient sens à l'espace social de la rue avec un langage et des codes propres, reprochant par ailleurs aux rebelles l'usage de l'argument de la force au lieu de la force de l'argument. Et, « *avec le concept d'espace public, c'est la légitimité des mots qui s'impose contre celle des coups* »<sup>13</sup>. C'est d'ailleurs souvent qu'ils reprenaient cette célèbre phrase de leur leader Laurent Gbagbo : « *Asseyons-nous et discutons* ». La Galaxie patriotique exigeait un débat d'idées favorisant ce que Raoul Blé appelle l'« *expression de l'esprit*

---

<sup>9</sup> Sarah Vincourt et Souleymane Kouyaté, « Ce que "parler au grin" veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 91-108.

<sup>10</sup> N'Guessan Julien Atchoua, *Les espaces publics informels en Afrique*. « Sorbonne », « agoras et parlements », « grins », Paris, L'Harmattan, 2015, p. 160.

<sup>11</sup> *Le Patriote*, n° 4162, 7 octobre 2013, p. 5.

<sup>12</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>13</sup> Dominique Wolton, *Internet, et puis après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion, 2000, p. 223.

*public* »<sup>14</sup>. Les mobilisations patriotiques avaient pour objectif de montrer au monde entier que Laurent Gbagbo était soutenu par son peuple et faire en même temps une démonstration de force pour dire aux assaillants que le peuple n’abdiquerait pas devant les menaces internationales. Cette détermination des patriotes a conduit à la multiplication des lieux de rencontre populaire dont le propos suivant énumère les principaux.

#### b) Les principaux lieux de rassemblement

Nous tentons ici une présentation des espaces de meetings patriotiques les plus connus. Les plus influents en termes de nombre d’auditeurs étaient autour d’Abidjan. Il serait difficile de citer tous les lieux de rassemblements car ils étaient des milliers et obéissaient souvent à des initiatives personnelles. C’est pourquoi seuls les endroits les plus connus et qui mobilisaient le plus de monde seront mentionnés. Le plus grand d’entre les lieux de manifestation fut la Place de la République dans le quartier des affaires au Plateau, à Abidjan. Cette place est contiguë au Palais présidentiel. Son choix était symbolique de la détermination des Jeunes patriotes à défendre les institutions républicaines que ce Palais incarne au plus haut point. La Galaxie patriotique a surnommé ce lieu la place de la résistance car :

*« C’est de là que tout est parti le 2 octobre 2002. C’est de là que l’appel à la résistance aux mains nues face aux armes fut lancé. Toutes les organisations de la société civile, syndicats de médecins, syndicats d’ouvriers, les femmes patriotes, les jeunes patriotes... tout le monde confondu avait répondu à l’appel. Et c’est de là que tout est parti. Cette place est un symbole »*<sup>15</sup>.

La place de la République a abrité régulièrement les plus grandes démonstrations de force des Jeunes patriotes dont le rassemblement du 2 novembre 2002 dont parle l’article ci-dessous<sup>16</sup>. Il y a eu aussi la veillée du 26 au 27 mars 2011 qui y rassembla plus d’un million de personnes<sup>17</sup>. La place de la République peut accueillir des centaines de milliers<sup>18</sup> de personnes et a l’avantage d’être prolongée, par les ponts Félix Houphouët-Boigny et Général Charles de Gaulle, jusqu’à la commune de Treichville.

---

<sup>14</sup> Raoul Germain Blé, « Le concept d’espace public : un point de vue africain autour du “grin” en Côte d’Ivoire », *Felafacs*, n° 69, 2004, pp. 108-118.

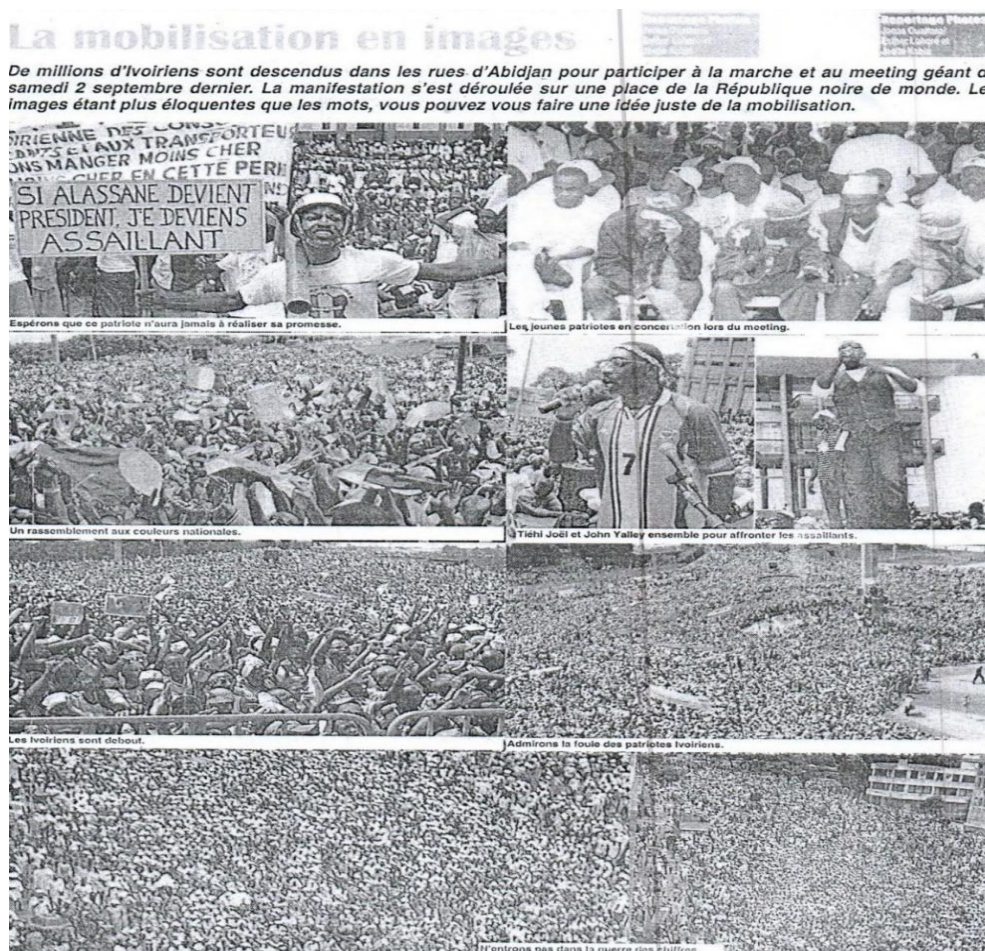
<sup>15</sup> Entretien avec Z. P., 4 septembre 2020, Plateau (Abidjan).

<sup>16</sup> Une erreur de date s’est glissée dans l’accroche de cet article. L’auteur parle du samedi 2 septembre au lieu du samedi 2 novembre 2002 où se tint la mobilisation décrite par l’article mentionné.

<sup>17</sup> Blueteamci, « Mobilisation des Jeunes patriotes du 26 mars 2011 », *youtube.com*, 27 mars 2011, [consulté le 11 avril 2021], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=tkl3U12H-bU>].

<sup>18</sup> Ina Société, « Côte d’Ivoire, vaste manifestation contre accord de Marcoussis », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> février 2003, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q>].

## Image 18 : La Galaxie patriotique à la Place de la République, 2 novembre 2002.



Source : *Notre Voie*, n° 1331, 4 novembre 2002, p. 8.

Toujours au Plateau, la célèbre place la « Sorbonne »<sup>19</sup> était aussi un haut lieu de rassemblements quotidiens des Jeunes patriotes. Si elle existait longtemps avant la crise de 2002, ce lieu de débats marqua longtemps l'histoire de la mobilisation patriotique à cause des illustres personnalités politiques et universitaires qui s'y sont succédé pour galvaniser les Ivoiriens. Elle tient son nom de la qualité des interventions qui y étaient faites. Richard Dakoury situe les objectifs de ce lieu :

*« Moi, j'étais président de la Sorbonne. La Sorbonne qui était un espace de libre expression. Un espace de la consommation de la parole. Un espace de la restauration spirituelle et intellectuelle. C'est l'espace des échanges, des débats par excellence. C'est là que les idées s'entrechoquent. Et c'est là que nous essayions de faire prévaloir ou alors de faire la promotion de nos idéaux. Et, à la Sorbonne aussi, nous vendions la démocratie aux Ivoiriens. Mais de façon gratuite, je veux dire. Nous inculquions la démocratie, les valeurs démocratiques dans l'esprit des Ivoiriens, dans la mémoire collective. Et donc c'est ce travail que nous faisons. Et, en même temps, nous n'appartenions pas à un parti politique, mais nous faisons aussi de la politique. Nous analysions le paysage politique, l'environnement social. Et nous débattions de tous les sujets. C'était une façon pour nous d'exprimer notre amour pour la Côte d'Ivoire [...] C'est en s'inspirant de la Sorbonne que les agoras sont nées »<sup>20</sup>.*

<sup>19</sup> Nicaise Beugré, « Meeting de Blé Goudé à la Sorbonne », *youtube.com*, 5 février 2011, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Gf6iGxVjMn0].

<sup>20</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

Pour remercier les Russes de leur soutien à Laurent Gbagbo, en bloquant certaines résolutions de l'ONU par leur veto, certains lieux de rassemblement furent dénommés la « *Douma* », comme la Chambre basse du parlement russe. Leurs initiateurs se considéraient, de fait, comme des députés du peuple ivoirien. Par ailleurs, pour contredire les informations des chaînes occidentales de télévision et de radio comme TV5 Afrique et RFI, un autre espace a été baptisé TV4 à Bingerville, dans la banlieue abidjanaise. C'était un appel aux autorités politiques africaines en vue de créer une chaîne de télévision à l'image de CNN ou d'Al Jazeera. L'objectif était d'établir un équilibre dans la guerre de communication et contrer les propos jugés mensongers des médias qui seraient aux ordres de la Communauté internationale<sup>21</sup>.

Enfin, les deux derniers groupes sont le « Sénat » et la tribune « Franc parler ». Avec son slogan « Sénat, libère la parole ! », l'espace appelé le « Sénat », sur le modèle américain, réclama son pouvoir de décision. Il a été créé le 30 janvier 2003 dans la cité universitaire d'Abobo 1, à Abidjan, pour éclairer les masses, « *pour les organiser de manière patriotique pour l'avènement d'une Côte d'Ivoire prospère, démocratique* »<sup>22</sup>. La tribune « Franc parler », quant à elle, est née en 2004. Pour les initiateurs de ce lieu de débats véridiques, c'est le refus de certains politiciens de s'asseoir et de se parler honnêtement entre frères ivoiriens qui faisait perdurer la crise. Elle invitait les Ivoiriens de tout bord politique à se parler franchement.

En somme, tous ces lieux constituaient des espaces d'échanges de messages à l'aide d'un système de significations propres à chaque groupe. La stratégie de communication des Jeunes patriotes répondait au désir de mobilisation nationaliste. La figure de Laurent Gbagbo y occupa une place importante et semblait catalyser les problématiques nationalistes développées dans ces lieux de rassemblement. C'est pourquoi il est pertinent de convoquer l'impact que cet homme politique avait sur les Jeunes patriotes qui ont fait de sa défense un élément de langage dans leur communication politique.

## 2) La figure de Laurent Gbagbo : construction politique et identification à un leader

Ce propos voudrait montrer comment la figure de Laurent Gbagbo a structuré le marketing politique mobilisé par les Jeunes patriotes et en quoi ils se sont identifiés à lui. Laurent Gbagbo, présenté comme proche de son peuple, fédère autour de sa personne une jeunesse déterminée qui voit en lui le libérateur de la Côte d'Ivoire du joug impérialiste. Avec lui, la vieille garde nationaliste africaine, dont Patrice Lumumba, Kwamé N'Krumah, Amilcar Cabral étaient des figures emblématiques, semble renaître. L'affection que les Jeunes patriotes portaient à Laurent

---

<sup>21</sup> N'Guessan Julien Atchoua, *Op. cit.*, 2015, p. 168.

<sup>22</sup> Préambule des Statuts et règlements intérieurs de l'espace « Sénat ».

Gbagbo se nourrissait notamment de deux traits de caractère qu'ils semblaient voir dans le fondateur du FPI. D'abord, il était vu comme un défenseur des intérêts du pays. Ensuite, il paraissait afficher une simplicité envers ses concitoyens.

De prime abord, concernant la défense des intérêts de la Côte d'Ivoire, la Galaxie patriotique postule que les enjeux géopolitiques et économiques étaient les vraies raisons de cette guerre contre l'ex-Président ivoirien. Joël Tiéhi en est convaincu. Pour lui, en effet, « *il y avait un enjeu financier, géopolitique. Ils n'aiment pas les Présidents qui aiment leur peuple. C'est ce qu'on a compris plus tard. Le Président Laurent Gbagbo a fait beaucoup de concessions. Mais sa personne même gênait beaucoup de gens. Et donc, il fallait qu'il parte* »<sup>23</sup>. Laurent Gbagbo disait qu'il voulait des partenariats gagnant-gagnant pour son pays. En conséquence, comme le révèle l'ancien ambassadeur de France en Côte d'Ivoire de 2002 à 2005, Gildas Le Lidec<sup>24</sup>, il n'a pas pu régner, durant tout le temps passé à la Présidence ivoirienne, parce qu'il était obligé de parer les coups, en défense perpétuelle<sup>25</sup>. Colette Braeckman dit cela autrement :

*« Son "crime" était moins d'être socialiste, populiste, flanqué d'un entourage passablement corrompu que d'avoir voulu diversifier les relations économiques de son pays : dès son accession au pouvoir, il tenta de briser le quasi-monopole économique de la France, invita les entreprises chinoises à participer à des appels d'offres, entre autres pour la construction d'un troisième pont sur la lagune d'Abidjan. Par la suite, certes, il se réconcilia avec Martin Bouygues et Henri Bolloré, confia à Total l'exploitation d'un gisement pétrolier, mais le mal était fait »*<sup>26</sup>.

En octobre 2010, à la veille du premier tour de l'élection présidentielle, Laurent Gbagbo afficha sa détermination à élargir le champ partenarial pour les investissements dans son pays. Il marqua une sorte de regret pour les largesses qu'il avait accordées à la France et ses entreprises, en vue d'avoir la paix : « *On a un contrat avec Bouygues sur la distribution de l'électricité. Je pense que ce contrat que j'ai signé en 2005 n'est pas très bon. Après les élections, on va donc pouvoir le relire ensemble. Enfin, nous sommes en train de négocier un nouveau barrage avec deux organismes : l'un dépendant de la Banque mondiale, l'autre chinois* »<sup>27</sup>. Pour lui, la Chine serait un allié à prendre en compte, à cause des facilités qu'elle ferait et du respect qu'elle afficherait envers ses partenaires : « *Lorsqu'on demande aux Chinois de faire quelque chose, ils le font sans nous traiter comme le fait l'Occident. [...] Et puis les taux auxquels ils prêtent sont très accessibles. Si les occidentaux veulent avoir les marchés que décrochent les Chinois, ils n'ont qu'à s'aligner* »<sup>28</sup>. Quand un journaliste lui demanda : « *Si vous êtes élu, allez-vous redéfinir un*

---

<sup>23</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>24</sup> Gildas Le Lidec a donc vécu, en Côte d'Ivoire, les trois premières années de la crise politico-militaire née de l'insurrection armée de septembre 2002. Il est, par conséquent, un sachant dans ce qui se jouait dans le pays.

<sup>25</sup> Nicoletta Fagiolo, « Gildas Le Lidec sur Simone et Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 27 février 2015, [consulté le 27 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=LJLI01pOETI].

<sup>26</sup> Colette Braeckman, « Libye, Côte d'Ivoire : des interventions qui posent question », *Le carnet de Colette Braeckman*, 11 juillet 2011, [consulté le 15 février 2021], disponible sur : [http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2011/07/19/libye-cote-divoire-des-interventions-qui-posent-question/].

<sup>27</sup> Antoine Malo, « Gbagbo : "Ce n'est pas moi qui vais perdre" », *Le Journal du Dimanche*, 29 octobre 2010.

<sup>28</sup> *Ibidem*.

*nouveau partenariat avec Paris ?* », il répondit : « *On a déjà commencé à discuter avec Claude Guéant*<sup>29</sup>. *C'était une discussion encourageante entre gens civilisés* »<sup>30</sup>.

En outre, Laurent Gbagbo dit que, après l'élection présidentielle de 2010, il avait prévu de mettre fin aux accords de défense, signés en avril 1961, qui liaient son pays à la France. Il considérait ces accords comme « *un marché de dupes* »<sup>31</sup>, où la France avait tout à gagner, notamment l'exclusivité sur les richesses minières ivoiriennes. Il en avait informé le Président français, Nicolas Sarkozy, qui s'en était offusqué. Laurent Gbagbo avait aussi pris la décision irrémédiable de sortir son pays du franc CFA. Pour lui, l'attaque rebelle de septembre 2002 et sa chute le 11 avril 2011 sont dues à ces choix qu'il avait faits<sup>32</sup>. L'ancien Président de l'Assemblée nationale française, Henri Emmanuelli, disait que Laurent Gbagbo voulait faire de la Côte d'Ivoire un pays indépendant ; cela ne lui a pas été pardonné<sup>33</sup>.

Pour défendre ce qui apparaissait comme son option fondamentale pour la résilience de son pays, Laurent Gbagbo sembla prendre des risques que les Jeunes patriotes ne manquèrent pas de souligner. En effet, quand son pays fut attaqué, le 19 septembre 2002, la France lui proposa l'asile : ce qu'il refusa, annulant dans la foulée son audience avec le Pape Jean-Paul II. Il retourna dans son pays où il fut chaleureusement accueilli. Des artistes Zouglou firent alors ce chant : « *Pays-là, c'est comment comment, Laurent Gbagbo il est sur terrain. Devant c'est maïs. Ils vont tout faire, Laurent Gbagbo il est sur terrain* »<sup>34</sup>. Ces paroles signifient que quelle que soit la situation, quels que soient les pièges, Laurent Gbagbo « va au front » avec son peuple ; et rien ne peut le décourager. Pour eux, il ne trahit pas son peuple. « *Mon pays est attaqué. Mon devoir est de faire front [...] La mort vaut mieux plutôt que le déshonneur. Je ne me laisserai pas déshonoré et je ne laisserai pas déshonorer le peuple qui m'a élu* »<sup>35</sup>, affirma Laurent Gbagbo. Son obstination à rester dans le sous-sol de sa résidence présidentielle jusqu'à sa capture, le 11 avril 2011, parut participer de cette détermination : « *Personne ne pourra dire que je suis celui qui a fui* »<sup>36</sup>, assumait-il, depuis sa prison de la CPI. Le collectif des artistes Zouglou raconte à sa manière l'attachement de Laurent Gbagbo à son pays : « *Quand ça a commencé, d'autres sont partis. Mais qui est revenu*

---

<sup>29</sup> Claude Guéant était secrétaire général de la Présidence française, du 16 mai 2007 au 27 février 2011.

<sup>30</sup> Antoine Malo, *Op. cit.*, 2010.

<sup>31</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 66.

<sup>32</sup> *Idem*, pp. 66-67.

<sup>33</sup> *Idem*, p. 71.

<sup>34</sup> Bema Bamb, « Zouglou : Gbagbo, libère en Zouglou. C'est comment comment », *youtube.com*, [consulté le 22 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=xzsUxYjHmt0].

<sup>35</sup> Mapysas, « Côte d'Ivoire, Peuple souverain - Souviens t'en Patriote », *youtube.com*, 6 mai 2011, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=IgFssr7zX9Q].

<sup>36</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 186.



*aux côtés du peuple ? C'est Gbagbo*<sup>37</sup>. *Qui s'est humilié*<sup>38</sup> ? *C'est Gbagbo. Pour apporter la paix à son peuple ? C'est Gbagbo* »<sup>39</sup>.

Ensuite, à propos de sa simplicité, Laurent Gbagbo a la réputation d'être proche du peuple par une accessibilité qui donnait, du reste, du fil à retordre à sa garde rapprochée. Laurent Gbagbo descendait régulièrement de sa voiture de commandement pour saluer dans la rue des passants ou rentrer dans des familles modestes choisies au hasard<sup>40</sup>. Cette nouvelle manière de diriger le pays tranchait avec l'aristocratie affichée par ses prédécesseurs qui paraissaient inaccessibles par le petit peuple. Cela l'a rendu très populaire surtout auprès des gens modestes qui sont d'ailleurs les plus nombreux dans le pays. Et Laurent Gbagbo semblait en être conscient : « *Je les [ses adversaires et la Communauté internationale] dérangeais parce que j'étais populaire* »<sup>41</sup>. Il voulait se différencier de ses adversaires politiques, dans la logique du marketing politique comme le comprend Michel Bongrand<sup>42</sup>. Il souhaitait être l'homme du petit peuple et ne ratait aucune occasion pour dire dans ses discours officiels ou non qu'il est fils de pauvre. Il s'identifiait ainsi à la majorité des Ivoiriens d'origine modeste. Bernard Houdin garde de Laurent Gbagbo l'image d'un homme de contact :

*« J'ai découvert le véritable Gbagbo, imperméable aux problèmes d'argent tels qu'ils nourrissent l'inconscient culturel sur les gestions étatiques en Afrique. Et, au-delà de cette problématique de l'argent, il y a surtout la découverte d'un dirigeant confondant de simplicité et d'humanisme [...] ma fidélité trouve ses racines dans le respect que j'ai pour cet homme dont je peux dire, sans calcul, qu'il cumule une force morale et une humanité peu commune, surtout dans l'univers sulfureux du pouvoir »*<sup>43</sup>.

Charles Blé Goudé va dans le même sens : « *Gbagbo Laurent est connu en Côte d'Ivoire comme un homme qui a la main ouverte, qui a le cœur bon. Même ses opposants les plus farouches le fréquentent* »<sup>44</sup>. Par ailleurs, connaissant l'émotivité de son peuple, Laurent Gbagbo utilisait souvent le langage des jeunes et n'hésitait pas à esquisser des pas de danses au milieu de foules d'adeptes pour communier avec elles<sup>45</sup>, comme l'illustre la photo 10.

---

<sup>37</sup> Allusion faite au retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire dès que le pays a été attaqué le 19 septembre 2002.

<sup>38</sup> Les artistes parlent ici des concessions que Laurent Gbagbo aurait faites aux rebelles.

<sup>39</sup> Gbagbo2010, « Collectif Zouglou », *youtube.com*, 2010, [consulté le 27 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=yNOgH1ceqqc].

<sup>40</sup> Plusieurs personnes ont témoigné avoir reçu des coups de fil du Président Laurent Gbagbo qui voulait juste prendre de leurs nouvelles, alors qu'elles n'ont aucun lien ni professionnel, ni politique, ni familial avec lui. On raconte qu'il composait des numéros au hasard. Cette pratique n'est toutefois pas documentée, même si les témoignages sont nombreux parmi les personnes que nous avons interrogées.

<sup>41</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 9.

<sup>42</sup> Michel Bongrand, *Op. cit.*, 1986, pp. 13-14.

<sup>43</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, pp. 60-61.

<sup>44</sup> IntlCriminalCourt, « Affaire Blé Goudé/Audience de confirmation des charges : Défense, Clôture, 2ème partie », *youtube.com*, 2 octobre 2014, [consulté le 24 février 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=2GzgaBqV9hU].

<sup>45</sup> Isma0932, « Laurent Gbagbo : devant, c'est maïs », *youtube.com*, novembre 2010, [consulté le 22 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=wq1A7cKpXOA].

**Photo 10 : Laurent Gbagbo esquisse des pas de danse.**



Source : Capture d'écran Youtube [[https://www.youtube.com/watch?v=Iw\\_GmrG\\_4Jk](https://www.youtube.com/watch?v=Iw_GmrG_4Jk)].

Laurent Gbagbo, en costume et cravate bleus, s'associe à des danseurs, dans cette photo. Bien plus, il mangeait souvent en public, à la main et sans protocole, pour afficher une certaine simplicité, comme le montre la photo 11.

**Photo 11 : Laurent Gbagbo mange en public, San-Pedro, 21 novembre 2009.**



Source : Le-Griot-d'Afrique, « Cette photo de Laurent Gbagbo en train de manger de la sauce graine en public fascine l'opinion », *Opera News*, 2021.

La scène que montre cette photo se déroule à San-Pedro (Sud-Ouest ivoirien), le 21 novembre 2009, au cours d'une visite officielle. Au sein même du chapiteau dédié aux officiels, Laurent Gbagbo déguste sans complexe un repas typique de la région<sup>46</sup>, devant une foule d'admirateurs. Quand on sait qu'en marketing politique le style de communication, les capacités personnelles de contact peuvent accorder à un homme politique les faveurs affectives et irrationnelles d'un peuple<sup>47</sup>, on comprend l'enthousiasme avec lequel les patriotes supportaient

<sup>46</sup> Les populations rurales qui mangent principalement à la main pourraient se reconnaître en lui. Surtout qu'il mange un repas simple et typique de leur région, alors qu'il peut s'offrir de meilleurs repas. Il reste qu'on peut soupçonner une communication politique dans ce geste, pour une construction de la figure du leader proche du peuple.

<sup>47</sup> Michel Bongrand, *Op. cit.*, 1986, p. 15.

Laurent Gbagbo. Et, comme le révèle Michel Bongrand, un homme politique doit être lui-même<sup>48</sup>, naturel dans son look et son langage. L'ambassadeur Gildas Le Lidec dit ne pas comprendre que l'ex-Président ivoirien soit emprisonné à la CPI. Pour lui, si Laurent Gbagbo y est, tous les Chefs d'État africains et européens doivent y être. « *Il y a un énorme quiproquo sur l'image de Laurent Gbagbo. Parce que Gbagbo est un homme extrêmement courtois, extrêmement drôle, extrêmement éduqué qui [...] peut vous faire du charme. Il peut vous embarquer* »<sup>49</sup>. Il y a un adage en Côte d'Ivoire qui dit : « *Si tu es l'ennemi de Gbagbo et que tu veux le rester, ne le rencontre jamais* »<sup>50</sup>.

Dans la même logique, le juge Geoffrey Henderson de la CPI motiva son opinion en faveur de l'acquittement de Laurent Gbagbo par un long rappel des circonstances dans lesquelles l'ex-Président ivoirien a dirigé le pays. Pour lui, Laurent Gbagbo n'a jamais été un Président normal dans une situation normale.

*« Presque dès le début, sa présidence a été ébranlée. Et, à partir de 2002, il n'a jamais été en mesure d'exercer son rôle constitutionnel de manière régulière [...] En effet, à cause de la rébellion, M. Gbagbo a perdu le contrôle de la moitié du pays, et une partie importante des forces armées de l'État a fait défection – avec leur (sic) équipement – et s'est engagée à le renverser. Cela a dû inévitablement éclairer un certain nombre de choix et de décisions qu'il a prises au cours de la crise postélectorale »*<sup>51</sup>.

Ainsi, les juges Cuno Tarfusser et Geoffrey Henderson ont signifié, dans leur décision écrite du 16 juillet 2019, pour argumenter leur choix majoritaire d'acquitter Laurent Gbagbo le 15 janvier 2019, que les preuves et les documents soumis par le Procureur Fatou Bensouda<sup>52</sup> « *n'auraient pas passé le test de recevabilité le plus rudimentaire dans de nombreux systèmes nationaux* »<sup>53</sup>. De plus, pour ces deux juges, le récit du Procureur ne rendait pas compte de la réalité systémique de ce qui se passait sur le terrain ivoirien, car il omettait ou minimisait systématiquement la présence des rebelles ou d'autres acteurs politiques et militaires internationaux importants (tels que l'ONU et la France), qui ont déstabilisé le pouvoir FPI depuis les origines. Pour eux, « *aucun récit ne saurait refléter la réalité sans reconnaître que le régime de Gbagbo était confronté toujours à une menace existentielle* »<sup>54</sup>. Ils pensent que la crise de 2011 fut le prolongement du coup d'État manqué et de la rébellion de septembre 2002. Une telle posture des juges de la CPI, qui rejoint celle défendue par la Galaxie patriotique, ne peut que conforter l'admiration que les Jeunes patriotes portaient à leur idole Laurent Gbagbo. Et justement, lorsque nous avons demandé à Charles Blé Goudé, pourquoi il se dit gbagboïste et non membre du FPI, il répondit que Laurent Gbagbo a été pendant trente années dans l'opposition. Mais malgré tout ce

---

<sup>48</sup> *Idem.*, p. 68.

<sup>49</sup> Nicoletta Fagiolo, *Op. cit.*, 2015.

<sup>50</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 302.

<sup>51</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *L'acquittement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 85.

<sup>52</sup> Au moins 4610 éléments de preuves documentaires ont été présentés, en plus des 82 témoins à charge qui ont donné leur version lors du procès à la CPI.

<sup>53</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *Op. cit.*, 2019, pp. 113-114.

<sup>54</sup> *Idem.*, p. 130.

qu'il a vécu comme brimades, prisons et humiliations, il n'a jamais pris un seul fusil pour attaquer le pouvoir en place. Charles Blé Goudé se dit donc attaché à ce leader venu d'un milieu modeste et qui est parvenu au sommet de l'État, grâce à ses convictions.

*«C'est de ce monsieur-là que je parle [...] Je le soutiens lui-même, parce que j'estime qu'il a subi une injustice. On ne lui a pas permis de dérouler le programme pour lequel il est rentré en politique. Le projet de société qu'il a proposé aux Ivoiriens, sur la base duquel ils l'ont soutenu mordicus. Et finalement, il se retrouve en prison. Je n'ai jamais pris part à aucune réunion du Front populaire ivoirien. Je n'ai jamais été membre d'aucune instance du Front populaire ivoirien »<sup>55</sup>.*

Ce parcours permet de penser que la construction politique de la figure du leader est un ressort important des mobilisations populaires. Dans le cas de la Galaxie patriotique, il semble qu'il y a eu une identification des Jeunes patriotes à Laurent Gbagbo qui affirmait être l'un des leurs. En mobilisant une stratégie de communication orientée vers le social, Laurent Gbagbo a voulu se rallier cette large frange de la population qui n'était pas riche et à laquelle il s'assimilait. L'image que les Jeunes patriotes se faisaient de Laurent Gbagbo a donc structuré leur positionnement contre ceux qui apparaissaient comme les ennemis de la patrie ivoirienne que l'ex-Président disait défendre. La Galaxie patriotique a ainsi bâti un marketing politique autour du concept fédérateur<sup>56</sup> de la patrie en danger. Si Laurent Gbagbo s'est affiché comme un homme sympathique et luttant pour les intérêts du pays, on peut dire que sa communication politique a contribué à lui donner cette image. C'est pourquoi nous relèverons plus bas, dans la dernière partie de ce chapitre, des éléments qui invitent à nuancer cette image idéaliste de l'ex-Président. D'ailleurs, pour les pro-Ouattara, Laurent Gbagbo est un populiste, là où Alassane Ouattara est un homme d'État, selon la une de *Le Patriote* du 17 septembre 2010<sup>57</sup>.

Au final, cette analyse a fait voir que les Jeunes patriotes ont construit autour de nombreux lieux de mobilisation, dans la moitié Sud du pays, des espaces de production du « politique par le bas ». En structurant leur message nationaliste autour du combat mené par Laurent Gbagbo pour les intérêts du pays, ils ont rassemblé une large frange de la population qui se reconnaissait en lui. Ils ont également soupçonné la France et la Communauté internationale de vouloir maintenir la Côte d'Ivoire sous leur coupole. C'est ainsi que le marketing politique mobilisé par la Galaxie patriotique trouva son corollaire dans la question de l'interventionnisme français.

## II LA QUESTION DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN CÔTE D'IVOIRE

Cette matière tente de présenter des interventions françaises en Côte d'Ivoire qui ont servi d'argument à l'engagement nationaliste des Jeunes patriotes. Pour eux, la France œuvrerait pour

---

<sup>55</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>56</sup> Michel Bongrand, *Op. cit.*, 1986, p. 44.

<sup>57</sup> *Le Patriote*, n° 3274, 17 septembre 2010, p. 1.

la chute de Laurent Gbagbo. D'où la bataille qu'ils menaient contre l'intervention française et la « *gouvernance globale* »<sup>58</sup>. Thierry Tardy définit l'intervention comme une opération de nature généralement militaire, coercitive ou non, mise en œuvre par un État, une coalition d'États ou une organisation internationale dans le but d'influer sur le déroulement d'un conflit, imminent, toujours en cours ou en voie de règlement, lequel prend place dans un ou plusieurs État(s) tiers<sup>59</sup>. Dans cette logique, la France s'est invitée dans des guerres hors de son territoire. Une telle mise en perspective indique une voie de recherche qui paraît pertinente sous trois volets. D'abord, nous exposerons l'intervention française à l'épreuve des enjeux géopolitiques en y convoquant des regards croisés sur la « Françafrique ». Puis, nous tenterons une mise en exergue de l'intervention française en Côte d'Ivoire entre septembre 2002 et octobre 2010. Enfin, nous verrons en quoi l'action française dans la crise postélectorale de 2011 apparut comme l'acmé d'une intervention française en Côte d'Ivoire.

#### 1) L'intervention française à l'épreuve des enjeux géopolitiques de la « Françafrique »

L'argument développé ici est que la France intervient régulièrement sur le théâtre des crises militaro-politiques africaines depuis des décennies. Ce pays préserverait de la sorte ses intérêts stratégiques. « La Françafrique » a longtemps été son instrument. De fait, en Afrique, Jacques Foccart<sup>60</sup> joua un rôle déterminant dans la politique extérieure de la France, de 1960 jusqu'à 1974. Il ne rendait de comptes qu'au Président Charles de Gaulle qu'il fut le seul admis à voir tous les jours<sup>61</sup>. Sa mission était de garder l'Afrique à la France. Jacques Foccart avait installé des postes de liaison et de renseignement dans les pays du pré carré français. Tous les Chefs d'État des pays concernés disposaient, ainsi, d'un conseiller-présidence, officier de la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE) de la France. Il était chargé de débusquer d'éventuels ennemis qui viendraient perturber le *statu quo*<sup>62</sup>. En février 1964, juste après que les troupes françaises eurent réinstallé Léon M'Ba à la tête du Gabon, Jacques Foccart confia à Alain Peyrefitte, le porte-parole du gouvernement français : « *Il ne faut jamais que le général soit en première ligne pour ce genre de coups durs. Il faut les régler sans lui en parler. On parle en son nom. On le met au courant*

---

<sup>58</sup> Giulia Piccolino, « David against Goliath in Côte-d'Ivoire? Laurent Gbagbo's war against global governance », *African affairs*, vol. 111, n° 442, 2011, pp. 1-23.

<sup>59</sup> Thierry Tardy, « L'intervention dans les années quatre-vingt-dix : réflexions autour d'un concept évolutif », *L'annuaire français des relations internationales*, vol. 2, 2001, p. 771.

<sup>60</sup> Jacques Foccart dirigeait le secrétariat général des Affaires africaines et malgaches.

<sup>61</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 69.

<sup>62</sup> Philippe Marchesin, « Mitterrand l'Africain », *politique-africaine.com*, [consulté le 25 mars 2021], disponible sur : [http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/058005.pdf].

*quand c'est fini. Il peut toujours nous désavouer si ça rate* »<sup>63</sup>. Des conseillers techniques, réunis au sein de la Cellule Afrique de l'Élysée, ont remplacé Jacques Foccart depuis son départ.

François Mitterrand nomma son fils Jean-Christophe<sup>64</sup> à la direction de cette Cellule africaine de l'Élysée<sup>65</sup>, d'abord comme adjoint de Guy Penne (1982), puis comme responsable de ladite cellule (1986-1992). On pourrait y voir l'importance stratégique que représentait cette cellule pour la France et son Président. En décembre 1984, François Mitterrand s'est rendu au Burundi pour présider un sommet Afrique-France. Il fut accompagné par son conseiller Afrique, Guy Penne, et quelques diplomates dont Stéphane Gompertz. « *Un soir, dans un hôtel de Bujumbura, se souvient celui-ci, Penne nous a dit tout de go : "Le monde est en train de nous échapper, mais nous avons encore un empire en Afrique. Et, tant que nous l'avons, nous devons nous y accrocher"* »<sup>66</sup>. Pour François Mattei, cette présence française dans les ex-colonies se distingua par quatre-vingts coups d'État dans ces territoires en cinquante ans d'indépendance. Le système relationnel entre la France et ses anciennes colonies ne semble pas être une simple idéologie, mais le produit d'un pragmatisme et de la raison d'État. François Mattei en fait une caricature :

*« Le dogme, c'est l'intérêt supérieur de la France. L'enjeu, celui de conserver son rang parmi les Grands, et sauver la France du déclin. Les moyens : un triple cadenas politique, militaire et financier. Un Chef de l'État aux ordres, bien entouré par les services secrets, la présence d'un contingent militaire permanent, justifiée par des accords de défense, et, nec plus ultra, comme un filet invisible, le franc CFA (Franc des colonies française d'Afrique), une monnaie émise en France depuis 1945, garantie par des réserves stockées à la Banque de France »*<sup>67</sup>.

On comprend alors que le Président français François Hollande ait gardé la haute main sur l'Afrique. La France avait signé des accords de défense avec de nombreux pays africains. La plupart de ses interventions, au moins jusqu'en 1974, avaient pour objectif de stabiliser les hommes à la tête des États auxquels elle avait accordé l'indépendance. Alain Deneault dit cela autrement :

*« L'appareil d'État continue bien d'exister, mais comme un levier dont on use et dont on dispose en lieux souverains (non étatiques) - exactement comme un outil quelconque - chez ceux qui recourent aux services de mercenaires, si les ressources militaires d'un État ne sont pas mobilisables, et qui font passer leur message directement dans les médias quand un Président n'est pas disposé à lâcher la petite phrase qui agrée »*<sup>68</sup>.

Les nombreuses interventions au Cameroun, au Congo Brazzaville, au Gabon, au Tchad, au Niger et en Mauritanie entre 1960 et 1964 entrèrent dans cette logique. Elles furent justifiées par la nécessité de protéger les régimes nouvellement installés. « *Il n'est pas possible, disait à*

---

<sup>63</sup> Christophe Boisbouvier, « Françafrique : Jacques Foccart, le prince des ténèbres », *Jeune Afrique*, 15 septembre 2017.

<sup>64</sup> Jacques Amalric, « Plaies d'Afrique, v. la France embourbée », *Le Monde*, 14 juillet 1990, p. 2.

<sup>65</sup> La rédaction, « Jean-Christophe Mitterrand, le fils perdu », *Le Monde*, 4 décembre 2004.

<sup>66</sup> Christophe Boisbouvier, « De Jacques Foccart à Franck Paris, plongée au cœur de la cellule africaine de l'Élysée », *Jeune Afrique*, 15 septembre 2017.

<sup>67</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 33.

<sup>68</sup> Alain Deneault, « François-Xavier Verschave et la mafiafric », *Mouvements*, vol. 42, n° 5, 2005, pp. 119-124.

*l'époque Alain Peyrefitte, alors ministre de l'Information, de laisser quelques hommes armés s'emparer d'un palais présidentiel »<sup>69</sup>.*

L'Afrique fut ainsi le théâtre de plusieurs opérations : par exemple, l'opération « Tacaoud » dans la guerre du Katanga (Zaïre) en 1978 et l'opération « Barracuda » contre Jean-Bedel Bokassa en 1979. Les diverses opérations militaires au Tchad décidées par François Mitterrand visaient à renforcer la position de la France dans son pré carré. Au lendemain de la prise de Faya Largeau (au Tchad) par Goukouni Wedeye avec l'aide des Libyens le 24 juin 1983<sup>70</sup>, le Président français confia : « *Dans cette affaire compliquée, il faut avoir une idée simple. Si le Niger et le Cameroun craquent, c'en est fini de l'influence française en Afrique* »<sup>71</sup>. L'opération « Épervier » en 1986 au Tchad, l'opération « Turquoise » au Rwanda en 1994, l'opération « Azalée » en 1995 au Comores et l'opération « Licorne » en 2002 en Côte d'Ivoire militaient également pour le renforcement de la présence française dans ces territoires. Cependant, les non-interventions de la France représentaient aussi une forme d'intervention, la passivité constituant un choix déterminé d'abandonner un Chef d'État<sup>72</sup>. Tous ces choix relevaient de la dynamique « Françafrique ».

Avec François-Xavier Verschave, on pourrait s'arrêter quelque peu sur la question de la « Françafrique », dans le cadre de cet interventionnisme français étudié ici. En 1955, l'ancien Président Ivoirien, Félix Houphouët-Boigny, aurait inventé l'expression « France-Afrique », pour consolider les bonnes relations entre la France et son pays. Bien que la décolonisation date des années 1960, la France a toujours maintenu d'étroites relations, à la fois politiques, militaires et économiques, avec ses anciennes colonies. Dans son livre *La Françafrique*, qu'il qualifie de « *plus long scandale de la République* »<sup>73</sup>, François-Xavier Verschave fait apparaître le concept dérivé « Françafrique » qui est, selon lui :

*« Une nébuleuse d'acteurs économiques, politiques et militaires, en France et en Afrique, organisée en réseaux et lobbies, et polarisée sur l'accaparement de deux rentes : les matières premières et l'Aide publique au développement. La logique de cette ponction est d'interdire l'initiative hors du cercle des initiés. Le système autodégradant se recycle dans la criminalisation. Il est naturellement hostile à la démocratie »<sup>74</sup>.*

Le député Norvégien Lars Rise s'inscrit dans la même compréhension de la présence française en Côte d'Ivoire, selon l'article de presse ci-bas. Pour lui, ce sont les richesses du pays qui intéressent l'Occident. La « Françafrique » agirait, ainsi, avec plusieurs acteurs (économiques,

<sup>69</sup> Dominique Moïsi, « L'intervention dans la politique étrangère de la France », *Politique étrangère*, vol. 51, n° 1, 1986, pp. 173-180.

<sup>70</sup> En 1983, lors de la bataille de Faya-Largeau, la France soutint Hissène Habré, Président tchadien, en envoyant une trentaine de mercenaires combattre à ses côtés les forces pro-libyennes du GUNT. Quelques semaines plus tard, la France déploya l'opération « Manta » (1983-1984). Ce fut le plus grand engagement militaire français depuis la guerre d'Algérie avec l'arrivée de plus de 3000 soldats français, puis l'opération « Épervier » (1986-2015) avec le rassemblement à N'Djaména d'une flotte aérienne qui servit de rempart dissuasif contre les avancées libyennes. Cf. Human rights watch, « Allié de la France, condamné par l'Afrique. Les relations entre la France et le régime tchadien de Hissène Habré (1982-1990) », *hrw.org*, 28 juin 2016, [consulté le 25 mars 2021], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2016/06/28/allie-de-la-france-condamne-par-lafrique/les-relations-entre-la-france-et-le].

<sup>71</sup> Pierre Favier et Michel Martin-Roland, *La décennie Mitterrand 1. Les ruptures : 1981-1984*, Paris, Seuil, 1990, p. 349.

<sup>72</sup> On pourrait mettre dans ces cas Fulbert Youlou, au Congo Brazzaville en 1963, ou Hamani Diou, au Niger en 1974.

<sup>73</sup> François-Xavier Verschave, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998, 380 p.

<sup>74</sup> La rédaction, « Françafrique », *politique.net*, 2021, [consulté le 24 mars 2021], disponible sur : [http://www.politique.net/franc-afrique.htm].

militaires et politiques) entre un seul pays, la France, et près de 35 pays d'Afrique, le tout dans un faisceau d'intérêts.

### Image 19 : Des Européens estiment que les richesses ivoiriennes sont convoitées.

**Attaques terroristes contre la Côte d'Ivoire**

M. LARS RISE (DÉPUTÉ NORVÉGIEN) :

**“Ce sont les richesses de la Côte d'Ivoire qui sont convoitées”**

A la suite des Rois et chefs traditionnels, M. Lars Rise, député et membre de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale de la Norvège, a été reçu par le chef de l'Etat, vendredi dernier.

Porteur du "salut fraternel et d'Amitié" du 1er ministre de la Norvège, le parlementaire qui était accompagné au cours de cette audience par deux hommes d'affaires (Américain et Norvégien), s'est dit très préoccupé par cette guerre que vit la Côte d'Ivoire. Pour ne pas sombrer à la désinformation menée par les médias étrangers, il est venu sur place pour comprendre le conflit et proposer son aide. En sa qualité de président du Comité des relations extérieures aux parlementaires Norvégiens, il croit important d'avoir plus d'amples informations.

"Pour moi, il est primordial de rapporter les vraies informations sur la Côte d'Ivoire dans mon pays. Car nous n'avons pas les vraies nouvelles. Avec ma présence ici, il est certain que mon pays saura la vérité, a précisé M. Rise. Avant d'ajouter que la plupart des conflits dans le monde reposent sur la convoitise des richesses des pays de toute temps possible ne fait pas abstraction de cette convoitise. Ce sont les richesses de la Côte d'Ivoire qui sont convoitées par des investisseurs étrangers", a dénoncé le parlementaire norvégien qui a, en outre, souligné que sa visite bien que privée, entre dans le cadre des relations d'amitié entre la Côte d'Ivoire et son pays.

Quant on sait que la plupart des pays scandinaves comme la Suède, la Norvège, le Danemark etc. sont des locomotives de la politique sociale tous azimuts en Europe, celle de la Côte d'Ivoire amorcée sous Laurent Gbagbo à travers l'AMU ne pouvait que rencontrer le soutien de ces pays.

Bruno Anderson

de la cellule Afrique de l'Elysée

**Chirac n'a pas choisi Camdessus**

Michel Camdessus, des conseils essentiels ancien directeur général au président Chirac du Fonds monétaire international, s'apprête à...

**Source : Notre Voie, n° 1337, 11 novembre 2002, p. 3.**

Pourtant, à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la XVI<sup>e</sup> conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique, en juin 1990, François Mitterrand fit un discours demeuré historique. Cette intervention publique qu'on appela le *Discours de La Baule* semblait mettre les Chefs d'États africains face à leur responsabilité<sup>75</sup>. Dans ce même discours, l'ex-Président français annonçait aussi une sorte de retrait français des affaires internes de ces pays si leurs dirigeants n'appliquaient pas la démocratie. Désormais, la France s'engageait à lier ses financements à tous les efforts faits pour aller vers plus de liberté dans ces pays africains : « *J'interdirai toujours une pratique qui a existé parfois dans le passé et qui consistait pour la France à tenter d'organiser des changements politiques intérieurs par le complot ou la conjuration* »<sup>76</sup>. L'ex-Président français dit, notamment, qu'il appartient aux Africains de fixer le rythme de leur évolution.

Cependant, l'influence française dans ces territoires n'a pas véritablement baissé. Philippe Marchesin y voit, du reste, une des contradictions de la politique africaine de François Mitterrand<sup>77</sup>. « *La France, tiraillée entre ses vieilles rentes de situation et les nouvelles aspirations exprimées dans les rues d'Abidjan, d'Antananarivo ou de Kinshasa n'a finalement pas joint le geste à la parole* »<sup>78</sup>. D'ailleurs, à l'ouverture de la XVIII<sup>e</sup> conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique,

<sup>75</sup> Issoufou Konaté, *Le discours de la Baule 20 juin 1990. Une nouvelle thérapie pour l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, 198 p.

<sup>76</sup> *Ibidem*.

<sup>77</sup> Philippe Marchesin, « Mitterrand l'Africain », *Op. cit.*

<sup>78</sup> Stephen Smith, « Paris retrouve au sommet une Afrique désabusée », *Libération*, 6 octobre 1992.



à Biarritz, le 8 novembre 1994, François Mitterrand a dit que la France ne serait plus elle-même aux yeux du monde, si elle quittait l’Afrique<sup>79</sup>. Afin de conserver son statut de puissance mondiale, la France a engagé une politique active en direction du continent africain, auquel la rattachent de nombreux liens<sup>80</sup>. Le 11 octobre 1982, François Mitterrand disait déjà à Brazzaville, au Congo :

*« Je le dis solennellement devant vous : la France doit maintenir sa route et refuser de réduire son ambition africaine [...] La France ne serait plus tout à fait elle-même aux yeux du monde si elle renonçait à être présente en Afrique [...] Nous pensons simplement préserver une place dans le cœur, dans l’esprit, et, le cas échéant, dans les affaires, qui y soit la première et on y travaille comme on peut »<sup>81</sup>.*

Pour lui, en effet, comme il l’avait également dit dans les années 1950, sans l’Afrique l’Histoire de France au XXI<sup>e</sup> siècle aurait du mal à se faire. *« Comment en effet la France [...] irait-elle vers le Nord, ou vers l’Est ou vers l’Ouest ? Seule la route du Sud est disponible<sup>82</sup>, large, bordée d’innombrables peuples en même temps que d’espaces inoccupés [...] Déjà la France sait combien l’Afrique lui est nécessaire »<sup>83</sup>.* De fait, au plan économique, la « Françafrique » aurait pour but de rendre compétitive l’économie française en lui fournissant les ressources naturelles dont son économie a besoin. Ces ressources viendraient des ex-colonies, en échange d’une protection militaire. À la longue, cette tendance militaro-affairiste impliqua des multinationales : Bolloré-Rivaud (transport maritime), Bouygues (bâtiment), Castel (bières), Thomson (électronique), Suez-Lyonnais-Dumez (eaux), Dassault (aviation). Pour François-Xavier Verschave, la France continue de contrôler simultanément les volets financier, économique, politique et sécuritaire de ses ex-colonies. Elle maintient l’Afrique francophone dans un réseau de liens qui ne diffère guère de la situation coloniale<sup>84</sup>. L’auteur fixe, par ailleurs, les implications de plusieurs acteurs internationaux dans ce qu’il appelle un « *Noir silence* »<sup>85</sup> ou une criminalité économique et politique<sup>86</sup>. Avec le génocide rwandais de 1994, François-Xavier Verschave donne sa compréhension de la « Françafrique » :

*« J’ai exhumé ce terme en 1994 des anciens discours de l’ex-Président ivoirien, Houphouët-Boigny, pour tenter d’expliquer comment la France était capable de faire en Afrique l’inverse exact de sa devise républicaine, jusqu’à se faire complice du génocide rwandais. Le concept désigne la face immergée de l’iceberg des relations franco-africaines. En 1960, l’histoire accule de Gaulle à accorder l’indépendance aux colonies d’Afrique noire. Tout en proclamant cette nouvelle légalité internationale, immaculée, il charge son conseiller pour les affaires africaines, Jacques Foccart, de maintenir la dépendance, par des moyens forcément illégaux, occultes, inavouables. Il sélectionne des Chefs d’État “amis de la France”, par la guerre (plus de 100 000 civils massacrés au Cameroun), l’assassinat ou la fraude électorale. À ces gardiens de l’ordre néocolonial, il propose un partage*

<sup>79</sup> François Mitterrand, « Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la démocratisation de l’Afrique, la proposition de créer une force d’intervention interafricaine pour la prévention des conflits et l’organisation du développement et de la croissance du continent, Biarritz le 8 novembre 1994 », *elysee.fr*, 8 novembre 1994, [consulté le 25 mars 2021], disponible sur : <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-8181-fr.pdf>.

<sup>80</sup> Philippe Marchesin, *Op. cit.*

<sup>81</sup> François Mitterrand, *Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République française*, Brazzaville, 11 octobre 1982, p. 5.

<sup>82</sup> La route du Sud mène droit vers le continent africain au-delà de la mer Méditerranée.

<sup>83</sup> François Mitterrand, *Présence française et abandon*, Paris, Plon, 1957, p. 237.

<sup>84</sup> François-Xavier Verschave, *France-Afrique. Le Crime continue*, Lyon, Tahin-party, 2000, 75 p.

<sup>85</sup> François-Xavier Verschave, *Noir Silence, Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les arènes, 2000, p. 340.

<sup>86</sup> François-Xavier Verschave, *L’Envers de la dette, Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola*, Marseille, Agone, 2001, p. 119.

*de la rente des matières premières et de l'aide au développement. Les bases militaires, le franc CFA convertible en Suisse, les services secrets et leurs faux nez (Elf et de multiples sociétés) complètent le dispositif »<sup>87</sup>.*

Plusieurs auteurs firent des analyses de l'action française dans certains pays. Pensons ici à Jean-François Médard dans sa mise en examen de la politique française<sup>88</sup>, par exemple. On pourrait également relever le constat de François Mattei sur les scrutins en Afrique. D'après ses recherches, « *les élections n'y sont souvent qu'un théâtre de marionnettes dont les fils sont tirés en coulisses* »<sup>89</sup>. Fanny Pigeaud va dans le même sens. Elle défend la thèse que l'intervention française dans certains pays passait par des élections truquées ou la violence militaire<sup>90</sup>. Elle relate les nombreux cas de manipulations électorales, d'assassinats politiques, de soutiens aux guerres civiles, voire de crimes contre l'humanité. « *La logique néocoloniale se poursuit selon l'image désormais célèbre de la pointe émergée de l'iceberg : la partie émergée représente l'illusion des indépendances africaines, les pays étant en réalité contenus dans les bas-fonds par la métropole* », constate Alain Deneault<sup>91</sup>.

Ces dix dernières années, la France est intervenue de façon claire dans plusieurs pays d'Afrique subsaharienne. On pourrait citer la Côte d'Ivoire en 2011, le Mali et la République Centrafricaine en 2013. En 2014, elle a positionné au Tchad une force armée de plusieurs milliers d'hommes, la Force Barkhane, qui mène des opérations régulières dans le Sahel. Si la France affiche régulièrement des motivations humanitaires ou le prétexte de protéger ses ressortissants dans les zones où elle intervient, Boubacar Boris Diop invite à relativiser cet altruisme affiché. Pour lui, « *en réalité, sans l'Afrique, la France est l'équivalent de l'Espagne ou de l'Italie. Seule l'Afrique lui donne l'illusion d'être une grande puissance. Mais les temps changent* »<sup>92</sup>. L'auteur postule donc que les interventions françaises en Afrique portent des intentions économiques et d'expansion géopolitique, face aux autres puissances qui pourraient collaborer avec les anciennes colonies françaises. Il s'agirait d'une guerre de positionnement, en plus de la captation de ressources naturelles nécessaires au développement industriel de la France. L'auteur met toutefois en exergue l'éveil de conscience de la nouvelle génération d'Africains qui commencent à exiger que les termes des contrats, qui lient leurs pays à l'ancienne puissance coloniale, soient renégociés. Le continent africain semble, de fait, sollicité par de nombreux pays développés. Et les négociations sont le lieu d'un faisceau de marchandages qui ont souvent emporté certains régimes africains qui privilégient des partenariats gagnant-gagnant.

*« La France n'est plus le seul interlocuteur : il y a la Chine, les Brics [Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud, ndlr], les États-Unis. Les jeunes générations en sont plus conscientes. Elles sont plus*

---

<sup>87</sup> *Libération*, 19 janvier 2001.

<sup>88</sup> Jean-François Médard, « *L'Afrique à Biarritz, Mise en examen de la politique française (Biarritz, 8 et 9 novembre 1994)* », Paris, Karthala, 1995, pp. 12-26.

<sup>89</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 16.

<sup>90</sup> Fanny Pigeaud, *France Côte d'Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roche d'Anthéron, Vents d'ailleurs, 2015, p. 318.

<sup>91</sup> Alain Deneault, *Op. cit.*, 2005, pp. 119-124.

<sup>92</sup> Maria Malagardis, « Boubacar Boris Diop. Auteur sénégalais : "L'illusion d'être une grande puissance" », *Libération*, 5 janvier 2014.

*critiques, et personne en Afrique n'est dupe : les interventions militaires ne sont pas seulement humanitaires. Paris défend sa position et ses intérêts [...] Ce qui conduit parfois à des crispations, comme au Niger où la société civile manifeste et pousse le Président à renégocier les contrats d'exploitation d'uranium avec Areva [...] Les Africains ne sont pas exempts de critiques : leurs élites ont failli, elles se sont décrédibilisées. Mais l'opinion française ne s'interroge pas assez sur la raison pour laquelle il y a eu une cinquantaine d'interventions françaises dans l'ancien pré carré, alors que les pays anglophones d'Afrique, malgré leurs crises et leurs problèmes, ont su imposer leur souveraineté et refusent les interventions extérieures »<sup>93</sup>.*

Dans le prolongement de cette réflexion, Colette Braeckman trouve qu'en Côte d'Ivoire comme en Lybie, les intérêts géopolitiques et économiques de l'Occident étaient en jeu, au-delà des prétextes humanitaires affichés par ces opérations militaires :

*« Dès 2006, le colonel [Mouammar Kadhafi] appuya, à raison de 300 millions de dollars, un projet visant à créer un réseau africain de télécommunications, qui aurait permis à 45 pays du continent de se passer des grands opérateurs occidentaux, dont le français Orange et le britannique Vodafone. Plus récemment, il apparut que les 30 milliards de dollars logés aux États-Unis auraient pu soutenir le projet de création d'un Fonds monétaire africain et la création d'une nouvelle monnaie, qui aurait détrôné le franc CFA »<sup>94</sup>.*

En somme, cinq décennies après les indépendances, alors que la France et l'Afrique ont changé, leurs relations n'ont, elles, guère évolué. L'interventionnisme français depuis la période de la colonisation semble lié à des enjeux géopolitiques et géostratégiques où les intérêts commandent des politiques publiques. Avec la « Françafrique », une relation systémique d'acteurs continue de maintenir une influence française dans les territoires anciennement colonisés. L'émergence de nouvelles générations africaines qui exigent une redéfinition des rapports avec la France suscite souvent des crises d'ampleurs variables. Ce fut le cas en Côte d'Ivoire où toute une mobilisation sociale semblait revendiquer plus d'autonomie dans la gestion des affaires internes du pays, face à ce qu'elle considérait comme un échec des anciens. Après cette lecture des relations franco-africaines, tentons de revisiter, plus spécifiquement, l'intervention militaire française en Côte d'Ivoire entre septembre 2002 et octobre 2010 pour en ressortir ses caractéristiques.

## 2) Des opérations militaires françaises en Côte d'Ivoire entre septembre 2002 et octobre 2010

Il est question ici de relire les circonstances particulières dans lesquelles la France a directement agi en Côte d'Ivoire<sup>95</sup>, entre le déclenchement de la rébellion de 2002 et l'élection présidentielle de 2010. À la suite de l'attaque rebelle du 19 septembre 2002, en Côte d'Ivoire, le Président Laurent Gbagbo reprocha à la France de soutenir la rébellion en mêlant clairement pressions diplomatiques, financières, militaires et médiatiques contre son pouvoir<sup>96</sup>. Pour lui, la

---

<sup>93</sup> *Ibidem*.

<sup>94</sup> Colette Braeckman, *Op. cit.*, 2011.

<sup>95</sup> Sur les relations franco-ivoiriennes, on peut consulter Stephen Smith, « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 89, n° 1, 2003, pp. 112-126 ; et Ruth Marshall-Fratani, « La France en Côte d'Ivoire : l'interventionnisme à l'épreuve des faits », *Politique africaine*, vol. 98, n° 2, 2005, pp. 21-41.

<sup>96</sup> Jean-Christophe Notin, *Le crocodile et le scorpion. La France et la Côte d'Ivoire (1999-2013)*, Monaco, Éditions du Rocher, 2013, 441 p.

France s'attaquerait à son régime pour ne pas perdre ses prérogatives économiques essentielles<sup>97</sup>. En effet, un accord de défense liait les deux pays, depuis le 24 avril 1961<sup>98</sup>, et proposait une coopération militaire de la France à la Côte d'Ivoire en cas d'attaque. L'ex-Président ivoirien avait demandé à Michèle Alliot-Marie, ministre de la Défense de France, d'appliquer ledit accord<sup>99</sup>. Celle-ci lui aurait répondu qu'il n'était pas question que la France s'immisçât dans cette crise ivoiro-ivoirienne<sup>100</sup>.

Laurent d'Ersu estime que la France aurait pu arrêter la crise dès son début « *soit en repoussant les rebelles ivoiriens et leurs soutiens burkinabés, soit en les laissant prendre le pouvoir. D'un point de vue légal, la première option semblait aller de soi. En effet, la France et la Côte d'Ivoire sont liées par sept accords dans le domaine militaire* »<sup>101</sup>. Quant à l'ex-porte-parole de la Force « Licorne », Georges Peillon, il reste convaincu que l'armée française pouvait en trois ou quatre jours mettre fin à la rébellion du Nord : « *Ça nécessitait une décision politique* »<sup>102</sup>. Michèle Alliot-Marie était venue pour le réveillon du 31 décembre 2003 à Abidjan. Et la Force « Licorne » attendait le feu vert de sa hiérarchie. L'ordre de le faire n'est jamais venu de l'Élysée. Georges Peillon pense que la France a volontairement laissé la situation s'envenimer<sup>103</sup> en choisissant une politique d'intervention de la demi-mesure : autant elle ne semblait pas vouloir cautionner une rébellion armée<sup>104</sup>, autant « faire la guerre pour Gbagbo » ne lui parut pas envisageable. Laurent Gbagbo reprocha cela à la France, pendant que la rébellion accusait la France de les empêcher d'atteindre Abidjan<sup>105</sup>.

Comment comprendre la posture « *mi-chèvre, mi-chou* »<sup>106</sup> adoptée par l'Élysée ? Telle est la question que se pose Laurent d'Ersu. Il défend la thèse de la faible sympathie de l'État-UMP pour Laurent Gbagbo, bien que le Président socialiste n'ait pas bousculé les liens unissant son pays à l'ancienne puissance coloniale. « *Toléré à défaut d'être vraiment apprécié, Laurent Gbagbo connaît le même sort* »<sup>107</sup> que certains Présidents africains déchus. Il affirme que la France ne l'avait pas prévenu de l'attaque rebelle de septembre 2002 parce qu'elle était dans le coup<sup>108</sup>. Pour Guillaume Soro, bien que dans l'embarras, la France s'interposa entre les deux parties en conflit,

---

<sup>97</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>98</sup> Des accords de coopération ont été signés par le Président de la République ivoirienne et le Premier ministre de la République française, Michel Debré. Cf. Sénat, « Réunion de plein droit du parlement en application de l'article 16 de la constitution et 2<sup>e</sup> session ordinaire de 1960-1961 », *senat.fr*, 18 mai 1961, [consulté le 26 mars 2021], disponible sur : [https://www.senat.fr/leg/1960-1961/i1960\_1961\_0222.pdf].

<sup>99</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>100</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, p. 72.

<sup>101</sup> Laurent d'Ersu, « La crise ivoirienne, une intrigue franco-française », *Politique africaine*, vol. 105, n° 1, 2007, pp. 85-104.

<sup>102</sup> Nicoletta Fagiolo, « Georges Peillon sur Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 17 déc. 2012, [consulté le 17 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=dHEgECmq5A].

<sup>103</sup> *Ibidem*.

<sup>104</sup> Des convois de rebelles descendant sur Abidjan ont été arrêtés par des tirs provenant d'hélicoptères français.

<sup>105</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>106</sup> Laurent d'Ersu, *Op. cit.*, 2007, pp. 85-104.

<sup>107</sup> *Ibidem*.

<sup>108</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 71.

au prétexte de protéger ses ressortissants<sup>109</sup>. Il dit que cette démarche française a été mal vécue à travers tout le Nord ivoirien. « *Pendant plus de deux ans de crise, la position de la France a varié. Tantôt elle donnait l'impression de soutenir un camp, tantôt l'autre. En réalité, je ne crois pas que la France ait eu une vision très nette de la situation* »<sup>110</sup>, assure-t-il. Selon le ministère français de l'Armée, destinée d'abord à la sécurité des ressortissants français, la force militaire française devint une force d'interposition à la demande de la CEDEAO, du gouvernement ivoirien, et de l'ONU<sup>111</sup>.

En effet, quand le 19 septembre 2002 le pays fut divisé en deux, 600 militaires du 43<sup>e</sup> bataillon d'infanterie de Marine (43<sup>e</sup> BIMA), régiment stationné à Abidjan depuis juillet 1978, se déployèrent pour assurer la sécurité des 16 000 ressortissants français. Puis les soldats français se transformèrent en une véritable force d'interposition entre les parties en conflit. Le 22 septembre 2002, la France lança l'opération « Licorne »<sup>112</sup> et des renforts militaires pré-positionnés en Afrique furent envoyés en Côte d'Ivoire. Ensuite, l'engagement militaire français s'accrut. Les troupes françaises, fortes de plus de 4000 soldats envoyés dans le cadre de l'opération « Licorne » et sous mandat de l'ONU, vinrent renforcer les forces onusiennes appelées ONUCI. L'ONUCI était une mission de maintien de la paix qui succédait à la Mission des Nations-unies pour la Côte d'Ivoire (MINUCI) présente dans le pays depuis mai 2003, au mandat et à l'effectif plus limités.

Le 20 octobre 2002, les militaires français s'étaient déployés sur la ligne de front traversant le pays d'Est en Ouest dans le cadre de l'opération « Licorne ». En mars 2003, la mission de la CEDEAO en Côte d'Ivoire prit la relève des forces françaises et l'opération « Licorne » devint alors une mission de soutien<sup>113</sup> et d'appui aux Casques blancs africains (les soldats de la CEDEAO). Dans le même temps, le Conseil de sécurité de l'ONU décida la création de la MINUCI. Le 4 février 2003, le Conseil de sécurité des Nations-unies, en adoptant à l'unanimité la résolution 1464, plaça la Côte d'Ivoire sous tutelle internationale. En effet, il autorisa, pour une période de six mois renouvelables, les forces de paix Ouest-africaines (à ce moment 400 soldats) et les forces françaises qui les soutenaient (alors 2750 militaires) à « *assurer, sans préjudice des responsabilités du gouvernement de réconciliation nationale, la protection des civils immédiatement menacés de violences physiques à l'intérieur des zones d'opérations et en fonction de leurs moyens* »<sup>114</sup>. En 2004, une résolution fut adoptée créant une force de Casques bleus en Côte d'Ivoire, l'ONUCI. En définitive, les Forces de maintien de la paix se présentaient de la façon

---

<sup>109</sup> Guillaume Soro, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 2005, p. 15.

<sup>110</sup> *Idem*, p. 126.

<sup>111</sup> Armée de terre, « 2017 : l'opération Licorne a quinze ans », *defense.gouv.fr*, 22 septembre 2017, [consulté le 9 février 2021], disponible sur : [<https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/2017-1-operation-licorne-a-quinze-ans>].

<sup>112</sup> *Ibidem*.

<sup>113</sup> Le 21 janvier 2015, la France et Alassane Ouattara mettent fin à l'opération « Licorne », en créant une force de présence : les Forces françaises en Côte d'Ivoire (FFCI). Elles ont pour objectifs d'être à la fois le point d'appui des forces de présence sur la façade Ouest-africaine et un réservoir de forces rapidement projetables en cas de crise dans la sous-région. Cf. Armée de terre, *Op. cit.*, 2017.

<sup>114</sup> Stephen Smith, *Op. cit.*, 2003, pp. 112-126.

suivante entre 2003 et 2004 : les forces de l'Opération des Nations-unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) ; les forces françaises (le 43<sup>e</sup> BIMA et les troupes envoyées dans le cadre de l'opération « Licorne » et sous mandat de l'ONU soit 3000 hommes en février 2003 et 4600 en novembre 2004) ; et les soldats de la CEDEAO (les Casques blancs, eux aussi sous mandat de l'ONU).

Pour Ruth Marshall-Fratani, l'intervention française a sans doute contribué à l'enlisement de la crise, même si elle a permis d'éviter un bain de sang<sup>115</sup>. En janvier 2003, des accords furent signés à Linas-Marcoussis, en France. Gildas Le Lidec pense que cette rencontre à Linas-Marcoussis devait plutôt avoir lieu en Afrique. Il fustige ce qui apparut comme une intervention directe et infructueuse de la France :

*« Nous avons agi trop vite. Nous avons agi de façon erronée. S'il devait y avoir conférence, c'était bien évidemment en Afrique qu'il fallait la faire cette conférence. Il ne fallait pas convoquer les Africains [...] dans une école de rugby. Sur le plan [...] du symbole, c'est pas très réussi hein comme opération. Voilà. Et puis... Personne n'y croyait. Aucun, aucun des acteurs ivoiriens ne croyait à ces accords. Ils ont tous fait semblant. Ils se sont embrassés. On a joué l'Abidjanaise etc. Mais personne ne voulait céder. Ça a été du théâtre »<sup>116</sup>.*

Ruth Marshall-Fratani pense que la neutralité française se trouva remise en doute<sup>117</sup>. De plus, le Président français Jacques Chirac appuya la proposition d'octroyer les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur à la rébellion. Ces deux postes ministériels sont stratégiques dans tout pays. Laurent Gbagbo s'y est naturellement opposé. Un diplomate français confia, quelques années plus tard : « *Les portefeuilles de la Défense et de l'Intérieur dévolus à la rébellion, on s'est bien dit que c'était une erreur, que ça ne passerait jamais. Au fond, Gbagbo a été pris un peu pour un con* »<sup>118</sup>. Bernard Doza résuma la situation en ces termes : « *Arrachés aux forceps à une classe politique mise sous pression pendant dix jours, hors de la Côte d'Ivoire et dans un huis clos contrôlé par la France, les accords de Marcoussis ont plutôt été considérés par ce peuple ivoirien, en lutte contre l'étranger, comme un acte de recolonisation* »<sup>119</sup>.

Face au refus des rebelles de désarmer, malgré les accords qui l'exigeaient, Laurent Gbagbo engagea l'opération « Dignité », début novembre 2004. Il s'agissait de libérer la partie Nord du pays. L'opération menée par son armée connut un succès jusqu'à ce que, le 6 novembre 2004, un camp militaire français fut bombardé à Bouaké (Centre). Neuf soldats de l'armée française furent tués<sup>120</sup>. En représailles, l'armée française détruisit la flotte aérienne de l'armée

<sup>115</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>116</sup> Nicoletta Fagiolo, *Op. cit.*, 2015.

<sup>117</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>118</sup> Laurent d'Ersu, *Op. cit.*, 2007, pp. 85-104.

<sup>119</sup> Idinama Kotoudi, « Comprendre et traiter la crise en Côte d'Ivoire », Institut Panos de l'Afrique de l'Ouest, novembre 2004.

<sup>120</sup> Bernard Houdin allègue que la mort de ces soldats fut la conséquence d'un concours de circonstance hasardeux. Selon lui, le projet était de trouver un prétexte pour faire tomber Laurent Gbagbo. Mais la mort des soldats n'était pas prévue dans le scénario : « *On laisse les Ivoiriens attaquer Bouaké et Korhogo le jeudi et le vendredi. Le samedi, on organise, en utilisant les mercenaires biélorusses plus sensibles à des arguments "palpables" qu'à un engagement idéologique, la destruction d'un bâtiment vide dans l'enceinte d'un camp français. Le prétexte est alors tout trouvé. Gbagbo ayant attaqué la France, la France se défend en l'arrêtant à sa résidence* » (Cf. Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 120). Selon Bernard Houdin, le foyer (ou mess) du Lycée Descartes de Bouaké qui servait de camp militaire français avait été exceptionnellement fermé (un panneau l'indiquait) la veille, en prévision des frappes militaires ivoiriennes. Mais, le jour des bombardements, une patrouille rentre d'une mission du côté de Vavoua. « *Dans*

ivoirienne. Le secrétaire général du FPI, Sylvain Miaka Oureto, martela alors : « *Nous demandons une armée neutre pour sécuriser les frontières. La force Licorne doit partir et elle va partir parce qu'elle n'est plus crédible et qu'elle est une force belligérante* »<sup>121</sup>. Laurent Gbagbo en donne sa version :

*« Voilà une autre affaire qui me laisse un goût amer. L'armée française a tout fait pour cacher la vérité [...] C'est alors que la partie de poker menteur a commencé. Le général Poncet a d'abord refusé que notre procureur se rende sur les lieux pour mener son enquête. Ensuite, j'apprends que les funérailles des soldats sont organisées, à peine deux ou trois jours après les événements, à Paris aux Invalides. Nous n'avons même pas vu les corps devant lesquels nous souhaitons nous incliner. Enfin, les Français arrêtent les pilotes biélorusses<sup>122</sup>, qu'ils estiment coupables. Pendant quatre jours, ils ne sont même pas interrogés puisque nous n'avons vu aucun procès-verbal. Ou alors on veut nous cacher des choses. Puis ils sont exfiltrés. Les autorités togolaises les ont retrouvés à Lomé en train d'attendre un avion et les ont arrêtés dix jours durant. Les Français n'en ont jamais voulu ! Tout ceci est louche : on veut nous faire passer pour ceux qui ont tué les militaires français mais on ne veut pas que la vérité éclate. [...] Qu'on me démontre que ce sont bien nos bombardements qui ont tué ces soldats. Si tel était le cas, qu'il s'agisse d'un acte délibéré ou bien d'une erreur, je suis prêt à assumer<sup>123</sup> »<sup>124</sup>.*

Après la destruction de l'aviation ivoirienne, le 6 novembre 2004, l'armée française fit mouvement vers la résidence de Laurent Gbagbo. La population sortit pour faire barrage. La mort de nombreux civils mobilisés du 6 au 9 novembre, sous les tirs français, sur l'esplanade de l'Hôtel Ivoire<sup>125</sup>, à Abidjan, suscita une révolte des Jeunes patriotes. Dans le même temps, des milliers de jeunes qui voulaient aller manifester devant le camp militaire français du 43<sup>e</sup> BIMA furent arrêtés par des tirs d'hélicoptères de la Force « Licorne » sur les ponts Charles de Gaulle et Félix Houphouët-Boigny. Plusieurs vidéos, souvent réalisées par des journalistes étrangers, montrent la scène<sup>126</sup>. Bernard Houdin parle de cet événement :

*« Le général Thonier, en me présentant des photos aériennes des foules convergeant de tout le Nord d'Abidjan vers le 43<sup>e</sup> BIMA, m'a confirmé que "l'ordre était d'empêcher ces masses de traverser les ponts, sous peine d'être submergés au camp de Port-Bouët, la majorité des troupes étant déployée à l'intérieur du pays". C'est ainsi que les hélicoptères, tirant à balles réelles, font refluer les manifestants au prix de pertes humaines qui ne seront jamais chiffrées »<sup>127</sup>.*

L'ambassadeur français, Gildas Le Lidec qui suivait la scène du haut de sa résidence<sup>128</sup>, en compagnie de son attaché militaire, fut embarrassé : « *Mon colonel, je vais vous dire quelque chose que je n'ai pas dit souvent : j'ai honte d'être français* »<sup>129</sup>, aurait-il déclaré. Il était convaincu que

---

*la chaleur de l'après-midi, les soldats cherchent à se rendre au mess et y renoncent après avoir lu le panneau. Malheureusement, restés à l'ombre des bâches tendues à l'extérieur du bâtiment, ils seront fauchés par le bombardement [...] ».* Cf. Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 117.

<sup>121</sup> B. Koré, « Sylvain Miaka Oureto (SG du FPI) : "La Licorne partira" », *Notre Voie*, 27 avril 2005.

<sup>122</sup> D'après Bernard Houdin, les deux pilotes biélorusses se nommeraient Yuri Shuskin et Barys Smahin. Cf. Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 122.

<sup>123</sup> Suite au procès sur le bombardement de Bouaké, la cour d'assises de Paris a condamné, mi-avril 2021, les trois accusés, le mercenaire biélorusse Yuri Sushkin, ainsi que les deux officiers ivoiriens Ange Gnanouillet et Patrice Ouei, à la réclusion à perpétuité. Cf. La rédaction, « Procès du bombardement de Bouaké : les trois accusés condamnés à la réclusion à perpétuité », *Rfi*, 15 avril 2021.

<sup>124</sup> Marwane Ben Yahmed, « Les vérités de Gbagbo », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2007.

<sup>125</sup> Stephen Smith, « Enquête sur une quasi-guerre de huit jours entre Paris et Abidjan », *Le Monde*, 15 novembre 2004.

<sup>126</sup> Le panafricain FPI, « Génocide de l'armée française contre la Côte d'Ivoire », *youtube.com*, novembre 2004, [consulté le 13 mai 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=PCWtRnhdd-o].

<sup>127</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 121.

<sup>128</sup> Située en hauteur, entre les deux ponts, sur la rive de Cocody, la résidence de l'ambassadeur français offrait une vue complète sur les événements.

<sup>129</sup> Laurent d'Ersu, *Op. cit.*, 2007, pp. 85-104.

cette intervention militaire contribuerait à raidir la position de Laurent Gbagbo. La diffusion par les médias français d'images des actions françaises à Abidjan pendant cette quasi-guerre<sup>130</sup> a provoqué de vives réactions en France et dans le monde. Dans un courrier envoyé aux parlementaires français, le 31 octobre 2017, Maître Jean Balan, conseil des victimes françaises du bombardement de novembre 2004, déclare :

« Le bombardement de Bouaké a été une action préméditée, ayant pour but de créer une situation permettant une riposte d'envergure telle qu'elle pouvait mener à un coup d'État afin de renverser le Président ivoirien Gbagbo et de mettre M. Ouattara à sa place dès 2004 [...] Cette tentative a échoué pour des raisons extérieures, notamment grâce à la présence de l'immense foule d'Ivoiriens dans les rues, sortie pour protéger le Président Gbagbo. Or, le dossier le démontre sans le moindre doute, grâce aux documents qu'on a pu obtenir, malgré les obstacles, grâce aux témoignages que j'ai pu susciter, grâce à l'obstination et le courage des juges d'instruction, que tout le monde savait pertinemment, dès le début de l'affaire, que ni le Président Gbagbo ni son gouvernement n'étaient à l'origine du bombardement. Et pourtant, c'est la version officielle »<sup>131</sup>.

Avec une large communication autour des victimes ivoiriennes de l'armée française, Laurent Gbagbo s'est repositionné comme un opprimé face à une force étrangère et comme l'éternelle victime d'un Occident raciste. La presse pro-Gbagbo aida à cette campagne de victimisation comme l'indique la une du journal *Notre Voie* ci-dessous.

**Image 20 : La une de *Notre Voie* sur le bombardement de Bouaké en novembre 2004.**



Source : *Notre Voie*, n° 3546 du jeudi 1<sup>er</sup> avril 2010.

La une de ce journal s'inscrit dans la même veine que le courrier de Maître Jean Balan pour qui le bombardement de Bouaké fut un acte prémédité dont la France cacherait le rapport militaire. Pour Ruth Marshall-Fratani, l'intervention française à l'Hôtel Ivoire releva d'une mauvaise stratégie. Tout semblait démontrer la volonté de la France de faire chuter le régime de Laurent Gbagbo :

<sup>130</sup> Jean-Pierre Mari et Robert Marmoz, « Ce qu'a vraiment fait la France », *Le Nouvel Observateur*, 16-22 décembre 2004.

<sup>131</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, pp. 127-128.



« Le choix, comme lieu de regroupement des Français, de l'Hôtel Ivoire situé à quelques centaines de mètres de la résidence présidentielle ; l'envoi en renfort de soldats appartenant au même bataillon que ceux tués à Bouaké, qui se retrouvèrent par erreur devant la Présidence ; l'encadrement d'une foule dense et hystérique par des soldats ne disposant que de munitions létales et non rompus aux stratégies de maintien de l'ordre ; l'absence de caméras militaires pour pouvoir porter la contradiction à la version présidentielle ; l'oubli, dans le hall de l'hôtel, d'un ordinateur portable contenant des centaines de fichiers de renseignements sur les protagonistes de la crise, leurs positions et armements (et qui, aujourd'hui, se trouvent en vente libre dans les rues d'Abidjan sous forme de cédéroms ! ) ; et, surtout, le fait d'y aller seul sans le soutien des Forces de l'ONUCI »<sup>132</sup>.

Cette forme unilatérale d'intervention convainquit Laurent Gbagbo de prendre les choses en main. Pour lui, concernant l'accord de défense d'avril 1961, il fallait tout remettre à plat dans les négociations franco-ivoiriennes. Il prit la décision de tout rediscuter. « *Nous nous retrouverons autour d'une table le moment venu* »<sup>133</sup>, déclara-t-il en septembre 2007. « *Une solution uniquement "française" n'avait donc aucune chance de réussir ; Le Président Gbagbo, en bon historien et fin tacticien, le savait. Tenir les populations et même l'armée française en otage a fonctionné admirablement pour acculer et disqualifier Paris* »<sup>134</sup>. Ainsi, le 4 mars 2007, après plusieurs accords sans succès<sup>135</sup>, Laurent Gbagbo et le chef de la rébellion, Guillaume Soro, signèrent à Ouagadougou (Burkina-Faso), l'APO prévoyant la formation d'un nouveau gouvernement et le départ à terme des Casques bleus de l'ONU et des soldats français déployés dans le pays depuis 2002. « *Nous sommes dans une phase positive. L'accord de Ouagadougou, dont j'ai eu l'idée, a été fondamental. C'est NOTRE accord, entre belligérants ivoiriens ; celui de personne d'autre. Il est débarrassé des tutelles extérieures* »<sup>136</sup>, dit Laurent Gbagbo, en septembre 2007. Le 4 avril 2007, Guillaume Soro avait été nommé Premier ministre, sans que son groupe militaire ait toutefois désarmé. Malgré cette situation qui couvrait une potentielle reprise des hostilités, et sous la pression internationale, le pays décida d'organiser l'élection présidentielle de 2010. La crise qui suivit ce scrutin vit de nouveau l'intervention militaire française.

### 3) La crise postélectorale de 2011 ou l'acmé d'une intervention militaire française en Côte d'Ivoire

Cette réflexion présente l'action directe de la France dans le dénouement de la crise postélectorale de 2010-2011 comme la manifestation suprême de l'interventionnisme français en Côte d'Ivoire depuis les indépendances. Mais cette intervention ne fut que l'aboutissement d'une succession d'événements qui laissaient présager une issue militaire. En effet, à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2010, les FAFN, « *pour qui l'accession de Ouattara à la*

<sup>132</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>133</sup> Marwane Ben Yahmed, *Op. cit.*, 2007.

<sup>134</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, pp. 21-41.

<sup>135</sup> Accra I : 29 septembre 2002 ; Lomé : 30 octobre 2002 ; Accra II : 7 mars 2003 ; Accra III : 30 juillet 2003 ; Pretoria I : 6 avril 2005 ; Pretoria II : 29-30 juin 2005.

<sup>136</sup> Marwane Ben Yahmed, *Op. cit.*, 2007.

présidence [était] une question de survie»<sup>137</sup>, mobilisèrent des armes lourdes. L'armée régulière en fit autant. De même que les groupes de civils pro-Gbagbo comme pro-Ouattara. Une reprise des combats était imminente comme l'indique l'article de presse ci-dessous<sup>138</sup>.

## Image 21 : Le FPI soupçonné de préparer une reprise du conflit armé en 2010.

LE NOUVEAU Réveil  
2<sup>e</sup> Le journal de choix des honnêtes

**Aujourd'hui**

JEUDI 16 SEPTEMBRE 2010 / N°2622

Alors que les Ivoiriens sont en campagne en attendant le 31 octobre 2010

### Le régime Fpi prépare une guerre sanglante

• Les vraies cibles des 4000 armes, 200.000 munitions et 50.000 grenades

**A**INSI DONC, alors qu'ils parcourraient le pays dans tous les sens pour clarifier que le pays irait aux élections vaillamment que vaillait le 31 octobre comme d'habitude d'un commun accord, le régime Fpi planifiait dans le plus grand secret un obscur et funeste projet qui l'a contraint à contourner les règles qui régissent les rapports entre Etats souverains et démocratiques pour acquérir un arsenal de guerre qui devrait lui permettre de transformer la Côte d'Ivoire en un immense brasier, un océan de sang. Qu'est-ce qu'ils ont vraiment derrière la tête ? Quel est leur projet pour ce pays ? Pourquoi cette obstination à vouloir contourner vaillamment cette mesure d'embargo décidée par les Nations Unies pour justement éloigner de la Côte d'Ivoire le spectre de la guerre ? A quoi devraient servir ces 50.000 grenades, 4000 fusils d'assaut et 200.000 munitions que le conseiller militaire du ministre de la Défense Michel Amani N'Gouan est allé acquérir aux USA et qu'il voulait faire entrer en Côte d'Ivoire à partir du port de San Francisco ? Pourquoi le colonel Yao N'Gouan, par ailleurs PCA intérimaire du Fonds de prévoyance militaire, a-t-il pris le risque d'aller défier (c'est le cas de le dire) les services de police et de douanes les plus professionnels du monde ? A moins de 2 mois de la présidentielle

ment planifiée qui doit être exécutée sous peu.

L'autre question que soulève l'arrestation du colonel Yao N'Gouan est l'origine des fonds utilisés pour cet achat d'armes. Pourquoi c'est le Pea du Fonds de prévoyance militaire qui a été envoyé pour effectuer cette mission périlleuse ? Est-il juste de penser qu'il y a un lien entre les fonds utilisés et le FPM ? Rien ne permet de faire une telle affirmation mais l'hypothèse n'est pas à exclure.

**SORO, LES FN OU L'OPPOSITION**

Contre qui le régime Fpi prépare la guerre ? Pour régler quel problème ou le compte de qui a-t-on dépensé cette fortune de 1,9 million de dollars US ?

Les Forces nouvelles, le Premier ministre ou le Rhdp ?

Il y a de cela quelques jours, le ministre de la Défense convoquait à son cabinet le président du Mfa pour une "affaire d'Etat". Deux semaines auparavant, le même Amani N'Gouan, au cours d'une émission à la radio nationale, affirmait qu'il y avait des "vétilleries de coup d'Etat" en Côte d'Ivoire.

Dans le même registre, l'on avait assisté à l'averse de grades qui s'est abattue sur les épaules de la haute hiérarchie des Fds. Acte inédit sanctionné par un discours fort évocateur du chef de l'Etat à l'endroit des hauts grades des FDS "Si je tombe, vous aussi, vous tombez !"

Et les jours qui ont suivi, le discours

de M. Laurent Gbagbo s'est durci davantage jusqu'à ce qu'il aille à Divo demander à une unité de CRS qu'on déploie dans cette ville ceci "votre rôle ici c'est de mater". Beaucoup d'Ivoiriens, depuis ce jour-là, savaient que le régime Fpi préparait quelque chose de pas clair. Qu'une secousse politique était imminente. Bien entendu, sentant la polémique monter autour de cette affaire connue de la farine, Gbagbo a essayé de distraire, d'endormir l'opinion avec un discours trompeur. Il proclame à qui veut l'entendre que le désir d'aller aux élections le 31 octobre le brûle comme le soleil de midi à Ouaga. Une partie des Ivoiriens a cru. Surtout que pour la première fois, tous les obstacles apparents ont été levés. Même la question financière a été réglée. Et presque tout le monde s'est engouffré dans le tunnel des élections. Mais seul le Fpi savait où il allait. Seul le Fpi savait ce qui se tramait. Un effroyable coup se préparait. Un assaut fulgurant pour tout balayer. 50.000 grenades, 4000 armes d'assaut, 200.000 munitions. Peut-être la face visible de l'iceberg. Car qu'est-ce qui provoque de telles cargaisons d'armes ne sont pas entrées en Côte d'Ivoire avant que le colonel Yao N'Gouan ne soit arrêté ? Le ver n'est-il pas déjà dans le fruit ? Car des rapports des Nations Unies ont déjà révélé qu'en dépit de l'embargo, des armes sont entrées au Nord comme au Sud. Peut-on éviter la deuxième guerre ?

**AKWABA SAINT CLAIR**

**Encasernement des ex-combattants : Les Fain toujours en armes à Man et Logoualé**

**Q**UE CE SOIT A LOGOUALÉ, (45 km de Duékoué), ou à Man, Danané, nous avons vu des éléments de Guillaume Soro, armes au point, procéder aux contrôles des véhicules et des passagers aux corridors. A Péhé (Toulépieu) et Doké (Bioléquin), les groupes d'auto défense sont encore sur le point de se mettre en branle. La paix est très fragile dans cette zone qui ne sent toujours pas les

retrouvés des décisions prises au sommet de l'Etat. Notons que malgré l'existence de la haute autorité de développement, Man est sans route et sans eau potable.

**JMS**

**PDCI-RDA M'BATTO**

**DOCTEUR KOUA BROU PAUL CONVIE**

Docteur KOUA BROU Paul, Membre du Bureau politique et Directeur Local de campagne du candidat du PDCI Henri Konan BEDIÉ, convie les cadres et les travailleurs de la Sous-préfecture de M'batto résidant à Abidjan à une réunion d'informations et d'échanges le Mercredi 22 Septembre 2010 à 17 heures à la Maison du Parti à

Cocody.  
Vu l'importance des questions à débattre, la présence de tous est vivement souhaitée.  
N.B. : Ce communiqué tient lieu de convocation individuelle.

**Dr KOUA BROU Paul**  
Membre du Bureau Politique,  
Directeur local du candidat du PDCI

**DELEGATION COMMUNALE DE COCODY SUD**

**PROGRAMME DE REUNION DE LA DELEGATION COMMUNALE DE COCODY SUD**

M. NGOAN Aka Mathias, Délégué Communal de Cocody Sud, Informe Mesdames et Messieurs :

- les Membres des Instances de la Délégation,
- les Secrétaires Généraux de Section et leurs Bureaux,
- les Présidents des Comités de Base et les membres de leurs Bureaux,
- le Coordonnateur de la JPCDI, et

sud qui s'établit comme suit:

**Jeudi 16 Septembre 2010 à 17h30** à la Maison du PDCI-RDA à Cocody

- Réunion du Bureau de la Délégation.

**Vendredi 17 Septembre 2010 à 18h30** à la Maison du PDCI-RDA à Cocody

- Réunion avec le Comité Electoral

Compte tenu de l'importance de ces

Source : *Le Nouveau Réveil*, n° 2622, 16 septembre 2010, p. 2.

Pour Thabo Mbeki, en effet, les élections n'aurait pas dû avoir lieu à cette période. « Il était parfaitement prévisible qu'elles renforceraient davantage le conflit même auquel on avait suggéré qu'elles mettraient fin »<sup>139</sup>. Il pense que toute élection organisée dans ces circonstances aurait aggravé inévitablement les divisions et les animosités représentées et exacerbées par la rébellion de 2002. Damana Adia<sup>140</sup> alias « Pickass » était membre du bureau central de la CEI, lors des

<sup>137</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, pp. 121-122.

<sup>138</sup> Saint Clair Akwaba, « Alors que les Ivoiriens sont en campagne en attendant le 31 octobre 2010, le régime FPI prépare une guerre sanglante : les vraies cibles des 4000 armes, 200 000 munitions et 50 000 grenades », *Le Nouveau Réveil*, n° 2622, 16 septembre 2010, p. 2.

<sup>139</sup> Thabo Mbeki, « What world got wrong in Côte d'Ivoire », *Foreign policy*, 29 avril 2011.

<sup>140</sup> Damana Adia était également un membre influent de la Galaxie patriotique. Il marqua la crise postélectorale en arrachant, en direct devant les caméras des journalistes, les documents que le porte-parole de la CEI, Bamba Yacouba, s'appropriait à lire. Pour lui, les résultats n'ayant pas été consolidés par tous les autres membres, selon ce qu'exigeait le *modus operandi* de la CEI, ils ne devaient pas être portés devant le public. Cf. Citoyen Média, « Damana Adia Pickass : Faut plier ! », *youtube.com*, 26 décembre 2015, [consulté le 26 mars 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=528115z4EKU].

élections de 2010. Il affirme que des pro-Ouattara lui aurait dit qu'il était difficile d'arrêter le processus international qui était enclenché. D'après ce que ses informateurs lui auraient confié, quelle que fût la situation, Laurent Gbagbo aurait été obligé de quitter le pouvoir :

*« Et il y a un commissaire central avec qui j'ai échangé sur les fraudes. Ils reconnaissent qu'il n'y a pas eu d'élection au Nord. Les commissaires centraux reconnaissent qu'il n'y a pas eu d'élection au Nord. Du RHDP, de la rébellion, ils reconnaissent qu'il n'y a pas eu d'élection au Nord. J'étais avec certains commissaires centraux RHDP qui étaient superviseurs dans le Nord, et qui m'ont fait la confiance qu'il n'y a pas eu d'élection à proprement parler au Nord. Il n'y a pas eu d'élection à proprement parler dans le Nord. Oui ! Mais... Et qu'il ne faudrait pas que je me méprenne sur ce qui se passe. Mais on ne peut rien contre la Communauté internationale. Il m'a dit ça. Il dit : "Cher collègue, vous ne pouvez rien contre la Communauté internationale, parce que tout est déjà ficelé. Tout est déjà ficelé. Et vous ne pourrez pas résister. Vous ne pourrez rien contre les États-Unis. Vous ne pouvez encore rien contre la France. Vous ne pouvez rien contre la CEDEAO. Et je vous dis que..." ». Il m'a même dit : "Demande au Président Gbagbo de laisser tomber. Demande à Laurent Gbagbo de laisser tomber". Et ce... certains d'entre eux m'ont encore appelé après la réunion de l'UEMOA<sup>141</sup> au Mali. Il dit : "On a été collègue. Et je crois qu'on a tissé malgré tout certaines relations humaines. Et vraiment, je voudrais te demander de dire au Président de laisser tomber cette affaire. Parce que c'est terminé pour son régime. C'est terminé. Le complot contre vous est trop fort ! Et nous-mêmes là même si on a envie de dire la vérité, on risque d'en pâtir. Nos vies risquent d'en pâtir". Ils m'ont fait ces confidences. Donc ce n'était qu'un... ce n'était qu'une mascarade. En fait, il n'y a pas eu d'élection. La Communauté internationale voulait se donner les moyens juridiques, politiques... voilà d'installer son pion à la tête de l'État de Côte d'Ivoire. Parce qu'ils ne voulaient pas simplement de Laurent Gbagbo, un souverainiste, à la tête d'un État aussi important et stratégique que la Côte d'Ivoire »<sup>142</sup>.*

Ainsi, pour plusieurs observateurs, les conditions d'une élection paisible n'étaient pas encore réunies. Damana Adia en est convaincu, lui qui répète six fois, dans l'intervention ci-dessus, qu'*« il n'y a pas eu d'élection au Nord »*. Mais chacun des protagonistes de la crise ivoirienne semblait avoir son agenda. Laurent Gbagbo espérait un report du scrutin pour obtenir un désarmement des Forces nouvelles. Le MPCJ, quant à lui, maintint la pression sur Laurent Gbagbo jusqu'en 2011. La une du journal *Le patriote* ci-dessous montre ce débat autour du désarmement. Pour la rébellion, Laurent Gbagbo prenait prétexte du désarmement pour ne pas aller aux élections. Alors que Laurent Gbagbo estimait que les conditions d'une élection transparente n'étaient pas encore réunies : *« On m'a poussé à aller aux élections sans cesse. La pression internationale était très forte, alors que l'une des premières conditions pour garantir un scrutin apaisé, le désarmement des rebelles, n'a jamais été remplie »*<sup>143</sup>, déclare l'ex-Président Ivoirien.

<sup>141</sup> Au cours de cette réunion des Chefs d'État de l'Union économique et monétaire ouest-africaine, le 22 janvier 2011, le Gouverneur de la BCEAO, l'Ivoirien Philippe-Henry Dakoury-Tabley, proche de Laurent Gbagbo, fut poussé à la démission et remplacé par le Vice-gouverneur, le Burkinabé Jean-Baptiste Compaoré. Cf. BCEAO, « Dates clés. Les dates qui ont marqué la vie de la BCEAO », *bceao.int*, 2018, [consulté le 28 février 2021], disponible sur : [https://www.bceao.int/fr/content/dates-cles]. L'objectif semblait d'empêcher le gouvernement de Laurent Gbagbo d'accéder au compte de l'État ivoirien logé à la BCEAO, asphyxiant ainsi économiquement Laurent Gbagbo.

<sup>142</sup> Nicoletta Fagiolo, « Damana Adia Pickass, Président de la coalition des Patriotes en exil (Copie) », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> mars 2013, [consulté le 26 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=9\_GN68Je328].

<sup>143</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 123.

## Image 22 : La une de *Le Patriote* sur la question du désarmement.



Source : *Le Patriote*, n° 3128 du mardi 23 mars 2010

Pour Laurent Gbagbo, ce fut une erreur d'avoir cédé à cette pression<sup>144</sup> sans avoir obtenu le désarmement des rebelles. Il est toutefois convaincu que, même s'il refusait d'aller aux élections, l'attaque aurait eu lieu.

*« J'ai commis deux erreurs : aller aux élections sans que le désarmement promis par les rebelles ait été effectué, et avoir cédé la majorité à l'opposition dans la composition de la CEI<sup>145</sup>. Mes partisans me l'ont reproché. Je voulais aller vite pour que les élections se tiennent rapidement, dès 2005, et que la réconciliation ait lieu au plus tôt. Je l'ai fait de bonne foi, en avril et mai 2004, dans les réunions de Pretoria pour chercher une sortie de crise. En Afrique du Sud, l'ambiance était à la réconciliation, du moins, je le pensais. [...] J'ai fait ma part, sans réciprocité. Ils n'ont jamais tenu leurs promesses. Le désarmement, parlons-en ! Dans tous nos accords, est inscrite l'obligation du désarmement des rebelles. Dans toutes les résolutions de l'ONU, et Dieu sait qu'il y en a eu, il y a le désarmement des rebelles. Pourtant, on nous a poussés aux élections sans que ce désarmement soit réalisé... Les pressions étaient terribles [...] Aujourd'hui, je comprends qu'on voulait une issue brutale et définitive [...] de toute façon, dites-vous bien qu'ils auraient trouvé autre chose : l'attaque aurait eu lieu en prenant prétexte que je les refusais. C'était l'impasse »<sup>146</sup>.*

Apparemment, une réélection de Laurent Gbagbo lui aurait donnée des coudées franches pour appliquer son programme souverainiste dont la France ne semblait pas vouloir. De plus, les

<sup>144</sup> Le rapport S/2011/271 des experts de l'ONU, finalisé et remis au Comité du Conseil de sécurité de l'ONU, le 17 septembre 2011 (dans l'optique d'être pris en compte par le Conseil de sécurité d'octobre 2010, et donc rendu public en octobre 2010), faisait état d'un réarmement massif des deux armées du Nord et du Sud, en vue des élections d'octobre 2010. Une guerre était en préparation ; et l'élection d'octobre 2010 n'aurait pas résolu la crise ivoirienne, mais l'aggraverait. Ledit rapport ne fut rendu public que le 20 avril 2011, neuf jours après la chute de Laurent Gbagbo. Pour certains observateurs, ce rapport aurait commandé un report des élections de 2010, ce que la Communauté internationale ne semblait pas vouloir.

<sup>145</sup> Le décret présidentiel que Laurent Gbagbo a signé le 22 septembre 2005 stipule que la CEI doit être composée de 31 personnes : 4 représentants des ministères techniques (Administration du territoire, Économie et finances, Défense, Sécurité), 2 magistrats désignés par le Conseil supérieur de la magistrature, 2 avocats choisis par le Barreau, 1 représentant du président du Conseil économique et social. Ces 9 personnes n'ont que des voix consultatives. Les 22 autres ont des voix délibératives : 1 représentant du Président de la République, 1 représentant du président de l'Assemblée nationale, 20 représentants des partis politiques et des mouvements rebelles signataires des accords de Linas-Marcoussis, ces derniers comptant chacun 2 représentants. Ceci permet aux rebelles, dénommés Forces nouvelles, d'être en position de force avec 6 sièges, soit 2 pour chacune de leurs 3 représentations (MPCI, MPIGO, MJP). Le RHDP (composé du RDR, du PDCI, du MFA, de l'UDPCI) dispose de 8 représentants qui, associés aux 6 sièges des Forces nouvelles, donnent 14 voix délibératives aux pro-Ouattara, contre 8 pour les pro-Gbagbo. Cf. Devoir de Vérité, « Devoir de Vérité : entretien avec l'ancien Commissaire de la CEI M. Damana Adia Pickass », *youtube.com*, [consulté le 24 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=bhhvNPFICW0].

<sup>146</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, pp. 194-195.

autres pays du pré carré français risquaient de s’inspirer de son exemple pour forger de nouvelles résistances à l’emprise de l’ex-colonie. « *Gbagbo doit partir* », ne cessa de répéter Nicolas Sarkozy. « *J’ai eu une fois M. Gbagbo au téléphone<sup>147</sup>, je lui ai dit que c’est à lui de choisir le rôle qu’il veut jouer dans l’histoire et (qu’) il doit laisser le pouvoir au Président qui a été élu* »<sup>148</sup>, a insisté le Président français. La pression internationale s’était également intensifiée<sup>149</sup>. En décembre 2010, le Président américain, Barack Obama, menaçait Laurent Gbagbo de subir les « *conséquences de ses actes injustes* »<sup>150</sup>, s’il s’accrochait au pouvoir. Le 7 décembre 2010, la CEDEAO suspendit la Côte d’Ivoire de ses instances à l’issue d’un sommet<sup>151</sup> tenu à Abuja, au Nigéria, et invita Laurent Gbagbo à céder le pouvoir. Selon Alcide Djédjé, ministre des Affaires étrangères de Laurent Gbagbo, la France et les USA auraient fait pression sur la CEDEAO<sup>152</sup>. Le 4 janvier 2011, à St-Dizier, en France, Nicolas Sarkozy affirma que l’armée française présente en Côte d’Ivoire n’avait « *pas vocation à s’ingérer dans les affaires intérieures* »<sup>153</sup> du pays<sup>154</sup>. Pour François Mattei, ces paroles du Président français ne collaient pas vraiment à la réalité, parce que la Force « Licorne » a quasiment doublé ses effectifs en 2011, et faisait plus qu’arbitrer le débat entre les belligérants ivoiriens<sup>155</sup>. Laurent Gbagbo se rappelle les faits :

*« Des avions français gros porteurs sont arrivés à Abidjan avec des chars, dans la nuit du 2 au 3 avril 2011 et ont débarqué des soldats de la Légion étrangère et du matériel de combat, dont des blindés. Les soldats sont allés stationner dans le camp français proche de l’aéroport. Des gens nous téléphonaient de leur portable pour nous renseigner sur les mouvements des blindés. Le nombre des hélicoptères de combat français a lui aussi augmenté. C’est en connaissance de toutes ces informations, et non pour politiser le débat, ou me faire plaindre, que j’ai affirmé dans ma dernière interview – que j’ai donnée par téléphone à la chaîne française LCI, le mardi 5 avril – que la France venait d’entrer en guerre “directement” contre nous à Abidjan. Avant, elle l’était déjà, mais de façon indirecte, en transportant les troupes rebelles d’un point à un autre de la ville, en les armant, en leur donnant des minutions »*<sup>156</sup>.

De fait, pendant la crise postélectorale de 2011 qui vit la résistance des forces loyalistes de Laurent Gbagbo, l’alliance d’Alassane Ouattara avec les FRCI de Guillaume Soro était nécessaire au lancement de la campagne militaire de fin mars 2011, mais elle fut insuffisante. Limité par l’inaptitude des FRCI à terminer les combats à Abidjan, Alassane Ouattara obtint finalement l’engagement militaire direct des forces françaises. Celles-ci défoncèrent le portail de la résidence présidentielle pour permettre aux FRCI de capturer Laurent Gbagbo dans le sous-sol de sa résidence<sup>157</sup>. Un soldat français aurait raconté au journal *Le Monde* que malgré les tirs, les Forces

<sup>147</sup> Laurent Gbagbo lui aurait raccroché au nez, n’ayant pas apprécié que Nicolas Sarkozy lui donne des ordres. Cf. Adama Wade, « Archives d’Afrique : ce 11 avril 2011, apocalypse à Abidjan », *financialafrik.com*, 11 avril 2019, [consulté le 20 mai 2021], disponible sur : [https://www.financialafrik.com/2019/04/11/archives-dafrrique-ce-11-avril-2011-apocalypse-a-abidjan/].

<sup>148</sup> La rédaction, « Sarkozy inquiet de la sécurité des Français en Côte d’Ivoire », *L’Obs*, 6 décembre 2010.

<sup>149</sup> La rédaction, « Côte d’Ivoire : la lettre de Jack Lang à son "cher Laurent" », *L’Obs*, 6 décembre 2010.

<sup>150</sup> La rédaction, « Les USA pressent Gbagbo d’entamer la transition du pouvoir », *L’Obs*, 7 décembre 2010.

<sup>151</sup> Sept Chefs d’État sur les quinze membres de la CEDEAO prirent part à ce sommet. Les autres se sont fait représenter.

<sup>152</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 185

<sup>153</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 107.

<sup>154</sup> Ville de Saint-Dizier, « La base aérienne 113 », *saint-dizier.fr*, [consulté le 9 février 2021], disponible sur : [https://www.saint-dizier.fr/vie-economique/la-base-aerienne-113.html].

<sup>155</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 107.

<sup>156</sup> *Idem*, p. 224.

<sup>157</sup> Jean-Christophe Notin, *Op. cit.*, 2013, 441 p.

nouvelles n'arrivaient pas à accéder à Laurent Gbagbo. « *On a dû ouvrir une brèche dans le mur pour qu'ils puissent entrer* »<sup>158</sup>. Colette Braeckman établit, là encore, une similitude entre cette crise ivoirienne et la guerre libyenne qui vit la chute de Mouammar Kadhafi la même année 2011. Selon son analyse, en Libye aussi, « *la France a pris la tête de l'intervention militaire contre le régime du colonel Kadhafi, invoquant une résolution du Conseil de sécurité prônant la protection des civils. Cependant, après plus de cent jours de bombardements, le succès n'est pas au rendez-vous de ce qui aurait dû être une guerre éclair : le colonel Kadhafi résiste, les rebelles se révèlent de piètres guerriers* »<sup>159</sup>. Le 10 avril 2011, la veille de l'arrestation de Laurent Gbagbo, le député UMP français, Didier Julia, demanda à Nicolas Sarkozy d'arrêter ce qui ressemblait, selon lui, à une intervention française non productive dans la crise ivoirienne (encadré 4).

#### **Encadré 4 : Courrier du député Didier Julia à Nicolas Sarkozy, le 10 avril 2011.**

De : Didier Julia  
 Envoyé : dimanche 10 avril 2011 22 : 21  
 À : (mail Sarkozy)  
 Objet : Côte d'Ivoire  
 Monsieur le Président,  
*J'ai salué avec enthousiasme, comme la plupart des députés français, l'intervention de la France en Lybie, qui a donné un coup d'arrêt à la folle entreprise d'un dirigeant qui a entrepris de détruire son peuple qui aspirait simplement à plus de liberté, de dignité et de justice. Notre pays a été au rendez-vous de l'histoire.*  
*Je dois vous dire avec autant de sincérité qu'en Côte d'Ivoire les députés qui soutiennent votre action en France ont de plus en plus de mal à s'expliquer les raisons d'un engagement aussi violent de nos forces dans un problème de politique intérieure ivoirienne. Les soldats français qui ouvrent le feu dans les rues d'Abidjan sur des résidences ou des palais officiels donnent un spectacle archaïque, qui brouille l'image de notre pays chez nous comme en Afrique. Devant la commission parlementaire, le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé, avait précisé que des interventions violentes comme celle du lundi 4 avril 2011, mandatée spécifiquement par l'ONU, étaient exceptionnelles et ne se reproduiraient pas.*  
*À la faveur de la désorganisation du pays, des massacres d'une ampleur et d'une violence épouvantables se sont déroulés. Ils paraissent imputables aux deux camps et nos forces devraient être employées à les arrêter et à en identifier les auteurs.*  
*À Abidjan, il ne peut y avoir d'autres solutions que politiques. L'idée d'éliminer ou de faire éliminer un des deux prétendants au pouvoir ne peut que déshonorer ceux qui en seraient les instigateurs et ne saurait apporter, sur le plan réaliste de la politique, la moindre solution durable. Les jeunes générations africaines souhaitent rénover les institutions de leurs pays et elles ont besoin à cette fin de notre concours. Mais en aucun cas il n'appartient aux pays occidentaux et au nôtre en particulier de décider des personnes qui doivent les incarner.*  
*Installer un Président en Côte d'Ivoire porté par les armes de la France ne lui conférera aucune légitimité particulière, bien au contraire. Il n'aura aucun avenir.*  
*Monsieur le Président, l'Afrique est un grand continent, porteur d'avenir dans le siècle qui va se dérouler.*  
*Je souhaite que vous vous associiez à cet avenir.*  
*Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'expression de ma haute considération.*  
 Signé Didier Julia, député, membre de la commission des Affaires étrangères.

**Source : Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, pp. 220-221.**

<sup>158</sup> Jean Philippe Rémy, « Soudain, Gbagbo est là », *Le Monde*, 12 avril 2011.

<sup>159</sup> Colette Braeckman, *Op. cit.*, 2011.

Le 5 décembre 2011, à la CPI, l'ex-Président ivoirien déclara : « *J'ai été arrêté sous les bombes françaises [...] c'est la France qui a fait le travail* »<sup>160</sup>. La résidence de Jean-Marc Simon, l'ambassadeur de France en Côte d'Ivoire, à cette période, était mitoyenne à celle de l'ancien Président ivoirien. Il avait une vue imprenable sur le vaste domaine où habitait Laurent Gbagbo qui était obligé de rester dans le sous-sol présidentiel. Il y était avec sa famille et des amis, pendant que des bombes tombaient sur sa résidence. Régulièrement accusé par les pro-Gbagbo d'avoir piloté les opérations militaires, Jean-Marc Simon, aurait livré à François Mattei des détails sur les derniers moments de l'assaut final destiné à la capture de Laurent Gbagbo :

« *“Cela a été comme une chasse à courre... une corrida. On a d'abord bien fatigué la bête, par des pressions politiques, économiques, puis militaires, pour la mise à mort... l'estocade, dit-il. Je passais mon temps au téléphone avec le com'zone Koné Zakaria, avec Guillaume Soro, avec Ouattara, et avec l'Élysée, pour diriger les opérations”. Il poursuit, ironique : “Pendant que nous les bombardions, on entendait là-dedans des salves d'Alléluias, de chants et des prières. Ils croyaient sans doute que le ciel allait venir les sauver... alors qu'il leur tombait sur la tête”* »<sup>161</sup>.

Sur la base de ce témoignage, l'implication française dans la chute de Laurent Gbagbo pourrait être soupçonnée. La France aurait facilité la capture de l'ancien Président Ivoirien. François Mattei relate, à sa manière, les faits :

« *Abidjan, 11 avril 2011, fin de matinée. Quand un char Sagaie français fait exploser le portail et le mur d'enceinte de la résidence du Président de Côte d'Ivoire, l'équipage du blindé ne se pose aucune question. Derniers maillons de la chaîne de commandement militaire tenue par l'Élysée, les hommes du 12<sup>e</sup> régiment de cuirassiers finissent le travail [...] Autour des tankistes, le 4<sup>e</sup> régiment de chasseurs de Bitché, qui est monté avec eux sur l'objectif. Le Président de la République française, chef des armées, leur a ordonné d'ouvrir la porte aux rebelles, rebaptisés Forces nouvelles, puis Forces républicaines de Côte d'Ivoire, pour leur livrer Laurent Gbagbo, et installer leur chef au pouvoir, Alassane Ouattara* »<sup>162</sup>.

Quand on lui demanda, en septembre 2007, lequel de ses pairs africains qui ont tenté des médiations dans la crise ivoirienne l'avait le plus marqué, Laurent Gbagbo répondit sans ambages : « *C'est incontestablement Thabo Mbeki. Il est très méthodique et cultivé, ne se prononce jamais avant d'avoir étudié tous ses dossiers. Il prend le temps qu'il faut. C'est le seul, je dis bien le seul, à avoir séjourné plusieurs jours à Abidjan puis à Bouaké. Enfin, il a été le premier à dire qu'il fallait que je m'entende directement avec Blaise Compaoré* »<sup>163</sup>. L'ancien Président Thabo Mbeki participa intensément à la résolution de la crise ivoirienne. Il fit plusieurs séjours en Côte d'Ivoire en ce sens. Deux semaines après la chute de Laurent Gbagbo, dans une longue réflexion, il donna sa vision de la situation qu'il dit caractérisée par un interventionnisme français pour la préservation d'intérêts géopolitiques et économiques :

« *L'ONU a choisi d'abandonner sa neutralité en tant qu'artisan de la paix, décidant d'être un belligérant partisan dans le conflit ivoirien. La France a profité de sa place privilégiée au Conseil de sécurité pour se positionner pour jouer un rôle important dans la détermination de l'avenir de la Côte d'Ivoire, son ancienne colonie dans laquelle, entre autres, elle a des intérêts économiques importants. Elle a rejoint les Nations-unies pour faire en sorte que Ouattara devienne le vainqueur du conflit ivoirien. [Ceci]*

<sup>160</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 111.

<sup>161</sup> *Idem*, p. 282.

<sup>162</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 15.

<sup>163</sup> Marwane Ben Yahmed, *Op. cit.*, 2007.

*répondait aux intérêts nationaux de la France, conformément à sa politique de la Françafrique, qui vise à perpétuer une relation particulière avec ses anciennes colonies africaines. Ceci est conforme aux propos tenus par l'ancien Président français François Mitterrand lorsqu'il a déclaré : "Sans l'Afrique, la France n'aura pas d'histoire au XXI<sup>e</sup> siècle", ce que l'ancien ministre français des Affaires étrangères Jacques Godfrain a confirmé en déclarant : "Un petit pays [la France], avec un peu de force, nous pouvons faire bouger une planète à cause [de nos] relations avec 15 ou 20 pays africains..." »<sup>164</sup>.*

Et Laurent Gbagbo partit le 11 avril 2011, vers midi. Le régime, tenu jusque-là par des sudistes, passa ainsi aux mains d'un nordiste : Alassane Ouattara. Ce fut l'aboutissement d'une succession d'événements que ce parcours a essayé de dérouler. Il y était question de voir en quoi la France était intervenue dans le conflit postélectoral ivoirien de 2010-2011. Ce conflit fut l'acmé d'une longue série d'accords et de négociations où la France fut un acteur déterminant. Sa présence au cœur de l'assaut final du 11 avril 2011 qui emporta le régime de Laurent Gbagbo confirma son rôle dans l'accession au pouvoir d'Alassane Ouattara. Les Jeunes patriotes trouvèrent dans ces interventions françaises matière à nourrir leur engagement nationaliste. Leur critique de ce qui apparut comme l'impérialisme français doit toutefois être confronté à la réalité qu'imposent les enjeux géopolitiques des relations internationales.

### III LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA NÉCESSAIRE PRISE EN COMPTE DES ENJEUX GÉOPOLITIQUES

Cette matière voudrait montrer comment la stratégie de communication de la Galaxie patriotique se déclina dans la critique de l'impérialisme français. Mais la frontière entre l'appel au sursaut national face à l'ennemi extérieur et le manque de réalisme géopolitique est très mince. Si la volonté de sauver les institutions républicaines motiva les Jeunes patriotes, la *realpolitik* semble un déterminant à prendre en compte. Pour Achille Mbembe, l'interrogation africaine moderne sur les faits d'identité relève plus de la construction liturgique et de l'incantation plutôt que de la critique historique<sup>165</sup>. Suivant cette vision, il semble que la posture des Jeunes patriotes, minés par l'obsession d'être victimes d'un complot international, les empêcha de lire avec objectivité le déroulement de l'histoire contemporaine et ses exigences. En s'arcbutant à l'idée que la France leur voulait du mal, ils se privaient du recul nécessaire à une appréciation réaliste des enjeux géopolitiques actuels. Notre analyse se fera donc à deux niveaux. Elle exposera d'abord la critique de l'impérialisme français par la Galaxie patriotique, puis elle relèvera la nécessaire prise en compte des enjeux géopolitiques.

---

<sup>164</sup> Thabo Mbeki, *Op. cit.*, 2011.

<sup>165</sup> Achille Mbembe, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, vol. 77, n° 1, 2000, pp. 16-43.



## 1) L'impérialisme français au cœur de la communication politique des Jeunes patriotes

Selon plusieurs penseurs, les messages que les leaders patriotiques distillaient à leur auditoire tournaient autour de la nécessité pour les Ivoiriens de vaincre l'impérialisme français qui pillerait les richesses ivoiriennes, appauvrirait la Côte d'Ivoire et sa jeunesse tout en voulant lui imposer les dirigeants de son choix. C'est en tout cas ce que semble penser Calixte Baniafouna qui affirme que « *les rapports entre les États reposent en grande partie sur la puissance, c'est-à-dire sur la capacité de chaque État d'influencer les autres États dans leur politique, voire de leur imposer sa volonté* »<sup>166</sup>. Ainsi, pour lui, la France a piétiné le droit international en Côte d'Ivoire en imposant à ce pays des Accords comme celui de Linas-Marcoussis qui consacra le dispositif de liquidation de la Côte d'Ivoire : « *La France en a ainsi décidé : la Côte d'Ivoire n'existe plus en tant qu'État indépendant [...] la Côte d'Ivoire devra être dirigée désormais par un "Président de la communauté internationale"* »<sup>167</sup>.

Pour Calixte Baniafouna, Laurent Gbagbo aurait refusé cette servitude dans laquelle verserait la majorité des Présidents africains qui « *s'agglutinent autour [...] du Président français, la queue frétilante et la langue pendante au moindre regard blasé que daigne leur jeter [...] Sarkozy ! Leur empressement fait peine à voir* »<sup>168</sup>. Pour avoir refusé de se soumettre, Laurent Gbagbo aurait alors subi l'ire de Nicolas Sarkozy. Face à la résistance du Président ivoirien, un traquenard électoral suivi de sanctions aurait été mis en place<sup>169</sup>. Ainsi, selon Charles Blé Goudé, le peuple ivoirien fut asphyxié économiquement avec la fermeture des banques. « *Les avoirs de la Côte d'Ivoire à la BCEAO, en Europe, au FMI et à la Banque Mondiale [furent] gelés. Et sur instructions de leurs hiérarchies, les succursales des banques françaises en Côte d'Ivoire [fermèrent] leurs portes au nez de leurs clients* »<sup>170</sup>.

Jacques Barbier de Crozes rapporte des récriminations partagées par des partisans de Laurent Gbagbo. Pour eux, la France considère la Côte d'Ivoire comme sa propriété. Les Français sont partout, disent-ils : « *Les cent cinquante filiales ivoiriennes de sociétés françaises font 50% du PIB du pays [...] les blancs, toujours les blancs, ça va durer combien de temps encore ? Ça suffit. Laissez-nous enfin nous débrouiller entre nous, entre noirs, entre frères africains... [...] Voyez le troisième pont, pourquoi faudrait-il que ce soit Bouygues qui le construise ?* »<sup>171</sup>. Érick Orsenna s'inscrit dans la même veine : « *Savez-vous combien gagne chaque jour un expert de la Banque mondiale en mission africaine ? En moyenne, mille dollars [...] sans compter les frais*

---

<sup>166</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 64.

<sup>167</sup> *Idem*, p. 65.

<sup>168</sup> *Idem*, p. 116.

<sup>169</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2011, p. 26.

<sup>170</sup> *Idem*, p. 65.

<sup>171</sup> Jacques Barbier de Crozes, *La méduse d'Abidjan. Chronique d'un massacre annoncé*, Paris, L'Harmattan, 2005, pp. 58-59.

*d'hôtel (de luxe)* »<sup>172</sup>. Pascal Boniface, dans une analyse géopolitique plus large, dira que « *le temps où les Occidentaux pouvaient fixer l'agenda international et imposer leurs règles aux nations est révolu. Une véritable révolution stratégique est en cours, lentement mais sûrement...* »<sup>173</sup>.

En outre, Ahoué Djié va interroger la rébellion armée, questionner la posture de la France dans le jeu diplomatique franco-ivoirien et noter que les mouvements jeunes, pendant la période que étudiée, sont une réponse désespérée au flou entourant leur avenir : d'où la violence érigée en arme défensive. Des groupes armés vont se former pour défendre ce qu'il leur reste de dignité et de richesse naturelle. La Communauté internationale serait l'ennemi à abattre pour avoir la paix. Dès lors, face à l'échec des aînés, « *la Galaxie patriotique, est un ensemble de mouvements au-dessus des partis politiques qui agit et défend la patrie, ses symboles, ses intérêts. C'est un ensemble de mouvements qui ont convergé grâce à Blé Goudé vers le but commun, celui de défendre notre patrie* »<sup>174</sup>. La Galaxie patriotique, née une semaine après l'attaque rebelle, est nationaliste, anti-rebelle donc anti-impérialiste car, pour elle, « *la rébellion n'est que la face visible de l'impérialisme* »<sup>175</sup> occidental. Cette détermination des Jeunes patriotes, si elle est noble, intègre-t-elle cependant les subtilités de la géopolitique ? Ne sommes-nous pas ici en face d'un manque de réalisme face aux enjeux des relations internationales ?

## 2) Du réalisme dans l'engagement politique face aux enjeux internationaux

Il est pertinent de relever l'importance de la *realpolitik* dans l'engagement sociopolitique de la Galaxie patriotique. Il est clair qu'en politique, les choses ne sont pas toujours ce qu'elles paraissent et que « *le réel est à la charge du plaignant* »<sup>176</sup>. Il n'est, en effet, pas rare que des gouvernants ou des leaders sociaux procèdent à certaines distorsions entre les faits et leur traduction à travers le prisme des médias par exemple. Ils pourraient vouloir fabriquer un ennemi qu'ils présenteraient à leurs militants, pour sauver par exemple leur régime en mauvaise posture. Comme dirait Pierre Conesa, l'ennemi médiatique est celui que les médias vont désigner au journal du soir, puis dans les hebdomadaires et les quotidiens. « *Nous sommes entrés dans l'époque de l'ennemi médiatique, catégorie propre à la période actuelle* »<sup>177</sup>. Pour lui, l'ennemi se fabrique. Il est un choix, et non une donnée. Il n'existe pas de façon factuelle mais il se crée de toute pièce ; et les médias font caisse de résonance car l'image et l'émotion l'emportent sur l'analyse. Les

---

<sup>172</sup> Érik Orsenna, *Madame Bâ*, Paris, Fayard Stock, 2003, p. 251.

<sup>173</sup> Pascal Boniface, *Comprendre le monde. « Les relations internationales expliquées à tous »*, Malakoff, Armand Colin, 2017, p. 19.

<sup>174</sup> Ahoué Djié, *La jeunesse ivoirienne face à la crise en Côte d'Ivoire. Le point de vue des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 149.

<sup>175</sup> *Ibidem*.

<sup>176</sup> Daniel Bounoux, *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, Éditions La Découverte, 2001, p. 87.

<sup>177</sup> Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec la conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 255.

« *facteurs intérieurs d'émoi de l'opinion deviennent les déterminants forts de la politique étrangère et l'emportent sur l'enjeu stratégique réel de chacune des crises* »<sup>178</sup>. L'ennemi médiatique existerait alors plus par la diabolisation que par la menace stratégique qu'il représente.

Ce n'est qu'une fois l'ennemi identifié et désigné comme tel par ceux qui produisent et influencent l'opinion, c'est-à-dire les médias, le pouvoir politique, les intellectuels, les leaders religieux, que la machine se met en marche pour l'anéantir, le soumettre ou l'exposer à la vindicte populaire. Ce calcul stratégique, énonce Pierre Conesa, « *s'appuie constamment sur des mythes, des idéologies, des mensonges plus ou moins délibérés, des connaissances inexacts du terrain ou des acteurs concernés* »<sup>179</sup>. La fabrication de l'ennemi peut cimenter la collectivité, ou être une échappatoire pour une autorité en difficulté, comme Laurent Gbagbo aux prises avec la rébellion. Émile Durkheim avait formulé cela de façon plus claire : « *Quand la société souffre, elle éprouve le besoin de trouver quelqu'un à qui elle puisse imputer son mal, sur qui elle puisse se venger de ses déceptions* »<sup>180</sup>. En indexant la France comme instigatrice de la rébellion armée de septembre 2002, le régime FPI de Laurent Gbagbo aurait trouvé quelqu'un à qui imputer ses malheurs. La politique en quête de mobilisation surfe alors sur les souffrances subies par sa cible, sur l'intérêt supérieur de la nation ou sur l'identité menacée du peuple. La ferveur nationaliste est alors convoquée.

Si la naissance des nationalismes suppose l'adhésion de l'opinion, la mobilisation populaire par les leaders politiques peut répondre à des desseins de persuasion d'une foule. L'objet politique convoque souvent plusieurs enjeux dont les Jeunes patriotes n'avaient pas forcément connaissance dans leur idéalisme nationaliste. En effet, si l'axe principal des débats de la Galaxie patriotique semble être le sursaut national face à l'ennemi occidental, il est important de relever que les relations internationales et la géopolitique obéissent à des règles, des stratégies et des enjeux que les Jeunes patriotes ne maîtrisaient pas forcément. D'ailleurs, dans les minutes qui ont suivi sa déportation au Golf Hôtel, après sa capture le 11 avril 2011, Laurent Gbagbo a répondu ceci aux journalistes qui l'interrogeaient : « *Vous savez, ce conflit-là, il est à plusieurs composantes que ni vous ni moi ne connaissons totalement* »<sup>181</sup>. Si Laurent Gbagbo qui, pendant trente ans, a milité dans l'opposition, avant de diriger la Côte d'Ivoire durant une décennie, dit ne pas maîtriser tous les contours de cette crise ivoirienne, il y a de fortes chances que les foules mobilisées ne soient pas totalement informées des composantes systémiques de la perturbation que vivait le pays. Proposons donc une lecture de certains enjeux qui pourraient avoir milité en faveur de ce qui s'est joué en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2010. Nous verrons, d'abord, les enjeux

---

<sup>178</sup> *Idem*, p. 257.

<sup>179</sup> *Idem*, p. 9.

<sup>180</sup> *Idem*, p. 42.

<sup>181</sup> Babeboloma, « Kidnapping de Laurent et Simone Gbagbo par les FRCI et Licorne française », *youtube.com*, 11 avril 2011, [consulté le 22 avril 2020], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=MR-KGUZijbY>].

militaires. Puis, les enjeux idéologiques seront abordés. Enfin, nous rendrons raison des enjeux économiques.

Dans un premier temps, au niveau des enjeux militaires, relevons qu'Houphouët-Boigny a dirigé la Côte d'Ivoire pendant trente-trois ans, sans que ce pays ne connaisse la guerre. Laurent Gbagbo, après seulement deux ans au pouvoir, s'est retrouvé face à une rébellion armée qui l'a emporté en 2011. Calixte Baniafouna peint ce règne en ces termes : « *De la nuit du 18 septembre 2002 à l'après-midi du 11 avril 2011, le marathon d'un homme venu de très loin se termine. Plus de huit ans passés à déjouer bien des pièges. Plus de huit ans ?* »<sup>182</sup>. Laurent Gbagbo aurait-il échoué là où Houphouët-Boigny a réussi ? Houphouët-Boigny a sans doute fait une lecture réaliste des rapports de force et des enjeux géostratégiques et géopolitiques, pour la stabilité de son pays. On pourrait ici interroger les motivations qui l'ont poussé à accepter une base militaire française en Côte d'Ivoire. « *Sous Houphouët-Boigny, la présence militaire française assurait une pax gallica qui a offert au Vieux un règne sans partage de trente-trois ans* »<sup>183</sup>, révèle Bernard Houdin.

Aujourd'hui, avec l'avancée du terrorisme aux frontières ivoiriennes, cette présence française est sans doute dissuasive. De plus, il est peut-être important pour la France d'avoir des postes avancés comme celui installé en Côte d'Ivoire (le 43<sup>e</sup> BIMA) pour prévenir des attaques terroristes sur le territoire français. Laurent Gbagbo avait dit lui-même, en 1978 : « *Il ne faut pas oublier que les colonies servent aussi (et quelques fois surtout) de bases d'appui stratégiques pour le déploiement et l'exercice des forces métropolitaines dans le monde* »<sup>184</sup>. Et si Alassane Ouattara, après son accession au pouvoir, a maintenu la base militaire française en Côte d'Ivoire, c'est justement parce qu'il sait l'importance de cette armée étrangère pour la stabilité de son pays. Enfin, il convient de reconnaître la supériorité militaire de la France par rapport à la Côte d'Ivoire<sup>185</sup> qui n'est ni le Vietnam ni le Proche-Orient qui, dans un mélange de technicité et d'actes suicidaires ont pu résister à la puissance de feu des Occidentaux, il y a des décennies.

Dans un deuxième temps, concernant les enjeux idéologiques, disons qu'il convient de se méfier des logiques identitaires comme celles qui étaient opérationnelles au Rwanda avant le génocide de 1994. « *Et l'on doit se souvenir que si ces tueries ont pu avoir lieu, c'est parce que le monde avait détourné les yeux, laissant devenir réalité "le rêve fou d'un monde sans autrui"* »<sup>186</sup>.

---

<sup>182</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 7.

<sup>183</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 238.

<sup>184</sup> Laurent Gbagbo, *Réflexions sur la Conférence de Brazzaville*, 1978, cité par Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, p. 238.

<sup>185</sup> Selon la Loi de finances 2020 de la France, le budget défense était de 37,9 milliards d'euros. En 2022, le budget passe à 41 milliards d'euros (La rédaction, « Budget de la défense : les étapes pour le porter à 2% du PIB », *vie-publique.fr*, 13 mai 2022, [consulté le 13 juin 2022], disponible sur : [https://www.vie-publique.fr/eclairage/284741-budget-de-la-defense-les-etapes-pour-le-porter-2-du-pib#:~:text=Loi%20de%20finances%20pour%202021,des%20arm%C3%A9es%20(%2B27%25)]).

Or, en Côte d'Ivoire, le budget défense est de 378 milliards FCFA en 2022, soit environ 578 millions d'euros (Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, « Défense : le budget-programme 2022 du ministère adopté en commission à l'Assemblée nationale », *gouv.ci*, 17 novembre 2021, [consulté le 13 juin 2022], disponible sur : [https://www.gouv.ci/\_actualite-article.php?recordID=12833&d=1]).

<sup>186</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2005, p. 40.

Sous la pulsion de la différence, peut se développer, en réalité, une pensée xénophobe, négative et circulaire<sup>187</sup>. La logique de soupçon, le fait de dénoncer celui qui est différent, et cette lecture “conspirationnelle” de l’histoire qui est vue comme discours d’émancipation ou d’une prétendue politique nationaliste risquent de conduire à un clivage suicidaire de la nation ivoirienne. En tout cas :

« *Échapper réellement à l’Occident suppose d’apprécier exactement ce qu’il en coûte de se détacher de lui ; cela suppose de savoir jusqu’où l’Occident, insidieusement peut-être, s’est approché de nous. [...] C’est de cette entreprise que dépend aujourd’hui et que dépendra demain la pertinence des attitudes que nous pouvons développer face aux pandémies qui nous viennent d’ailleurs ou que nous créons nous-mêmes* »<sup>188</sup>.

De nombreux observateurs affirment que Laurent Gbagbo a commis des erreurs. Et il le dit lui-même<sup>189</sup>. Les Jeunes patriotes devraient le savoir, pour une saine approche des événements de 2002-2010. Laurent Gbagbo aurait fait, au début de son règne, des compromis. Par la suite, il aurait tenté de se racheter à coup d’argent : « *J’ai largement versé la dîme pour avoir la paix, mais cela n’a semble-t-il pas suffi* »<sup>190</sup>, dit-il en 2013, deux ans après sa chute. Et, dans ce monde où les relations stratégiques sont d’une importance capitale, l’ex-Président ivoirien semblait compter uniquement sur son électorat : « *Un chef d’État digne de ce nom n’a pas besoin de réseau ni de carnet d’adresses* »<sup>191</sup>, disait-il. Quand il tenta de nouer des alliances avec d’autres pays puissants, c’était trop tard. Enfin, rompu aux arcanes de la politique, il devait savoir que, pour beaucoup d’hommes politiques, la loyauté n’est pas forcément la première des qualités recherchées ; et les promesses n’engagent que ceux qui y croient<sup>192</sup>. Comme Laurent Gbagbo l’a dit, le 12 décembre 2009, avant l’élection de 2010, il a sous-estimé la puissance de ses adversaires : « *J’ai cru naïvement que j’allais pouvoir gouverner en bon père de famille. J’avais des projets plein la tête. Je me suis laissé surprendre par une agression armée. Pour cela, je demande pardon à mes concitoyens* »<sup>193</sup>. Le 8 juin 2011, soit deux mois après la chute de Laurent Gbagbo, Mamadou Koulibaly, le Président de l’Assemblée nationale qui était son proche collaborateur, a déclaré que Laurent Gbagbo avait reconnu sa défaite aux élections de novembre 2010<sup>194</sup> :

« *Il a fini par reconnaître sa défaite [...] Nous avons dénoncé la fraude dans le Nord du pays. Nous sommes les premiers responsables car le FPI n’avait pas de représentant dans de nombreux bureaux de vote. Nous avons réalisé une très mauvaise campagne électorale, mal organisée. Il n’y avait pas de stratégie, pas de discours cohérent, et trop de personnes étaient en première ligne, avec des moyens colossaux mais mal utilisés. Certains cadres n’ont pas travaillé ; ils ont détourné de l’argent pour acheter notamment des véhicules [...] On disait qu’on voulait ouvrir le marché ivoirien au monde entier*

<sup>187</sup> Achille Mbembe, *Op. cit.*, 2000, pp. 24-26.

<sup>188</sup> Valentin-Yves Mudimbe, *L’Odeur du père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique Noire*, Paris, Présence africaine, 1982, p. 44.

<sup>189</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, pp. 194-195.

<sup>190</sup> Francis Kpatindé, « Portrait : les mille et une facettes de Blaise Compaoré », *Rfi*, 7 novembre 2014.

<sup>191</sup> François Soudan, « Laurent Gbagbo : l’interview vérité », *Jeune Afrique*, 10 janvier 2010.

<sup>192</sup> Philippe Walkowiak, « “Les promesses n’engagent que ceux qui y croient” », *Rtbf*, 4 février 2019.

<sup>193</sup> François Soudan, *Op. cit.*, 2010.

<sup>194</sup> Ce qui va dans le sens d’une rumeur qui disait que Laurent Gbagbo s’apprêtait à annoncer son retrait du pouvoir fin mars 2011. Une bande annonce de la RTI afficha d’ailleurs, ce jour-là, que le Président allait faire une déclaration. Ce discours ne s’est jamais tenu.

*mais, dans les faits, on a fait des deals avec les plus grosses entreprises françaises. Alassane Ouattara a proposé une vision plus concrète »<sup>195</sup>.*

Pour Mamadou Koulibaly, si le régime FPI est tombé, c'est du fait de ses propres erreurs.

A. J. qui commandait une unité sécuritaire d'élite, sous Laurent Gbagbo, lui reproche aussi son laxisme :

*« Laurent Gbagbo ne prenait rien au sérieux. On l'avait averti qu'une attaque imminente se préparait. Trois jours avant la rébellion du 19 septembre 2002, son ministre de la défense lui a rappelé que l'armée n'avait pas d'armes pour se défendre en cas d'attaque. Moi-même, je lui ai fait des rapports confidentiels et des propositions pour assurer la sécurité du pays. Il s'est contenté d'aller dans un meeting pour dire qu'il voyait le dos des nageurs qui se promenaient dans les casernes pour inciter les militaires à la révolte. Il n'a pris aucune disposition pour prévenir une éventuelle attaque »<sup>196</sup>.*

Quand un journaliste lui demande, en 2009, un an et demi avant sa chute, quel est son plus grand défaut, il répond calmement : « *J'ai tendance à penser que l'habit fait le moine. J'accorde trop facilement et trop rapidement ma confiance* »<sup>197</sup>, confirmant la thèse de ceux qui disent que c'est son humanisme qui l'a perdu. Laurent Gbagbo avait peut-être l'idéal de développer son pays<sup>198</sup>. Mais son entourage avait-il le même projet ? Les nombreuses défections de ses proches, lors de la crise de 2011, lui ont permis d'apprendre à ses dépens que le système géopolitique ne s'embarrasse que très peu de sentiments. La récupération du thème nationaliste par certains partisans de Laurent Gbagbo releva, sans doute, davantage de l'opportunisme politique et de la théorie du complot que du combat idéologique<sup>199</sup>.

Enfin, dans un troisième temps, adressons les enjeux économiques qui structurèrent la crise de 2002 à 2011 et dont les Jeunes patriotes devaient tenir compte dans leur engagement politique. Laurent Gbagbo aurait-il été emporté par son désir de changer les règles d'un jeu qu'il ne maîtrisait pas forcément ? Ce n'est pas si sûr quand on sait les facilités qu'il a faites à des entreprises françaises. En effet, quelques temps après son accession au pouvoir, il aurait concédé, de gré à gré, au Français Vincent Bolloré, le juteux marché du terminal à conteneurs du port d'Abidjan. Il a décoré Vincent Bolloré en 2008. La même année, *La Lettre du continent* constata, dans un de ses numéros : « *Chez Gbagbo, au paradis du business français* »<sup>200</sup>. En 2009, la gestion de sa communication pour la campagne électorale fut confiée à Stéphane Fouks, qui gérait Euro RSCG, une filiale de Havas qui appartient à Vincent Bolloré<sup>201</sup>. Et Bouygues a vu ses concessions de l'eau et de l'électricité renouvelées aussi sous le régime FPI. L'ex-Président ivoirien a aussi travaillé avec la Sofres, qui est française, pour des sondages. Entre les deux tours de l'élection présidentielle

<sup>195</sup> *L'inter*, n° 3908, 8 juin 2011, pp. 4-5.

<sup>196</sup> Entretien avec A. J., 23 juillet 2022, Plateau.

<sup>197</sup> François Soudan, *Op. cit.*, 2010.

<sup>198</sup> Front populaire ivoirien (FPI), *Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire. 1<sup>ère</sup> partie*, Paris, L'Harmattan, 1987, 204 p.

<sup>199</sup> Lire à ce sujet Christian Bouquet, « Côte d'Ivoire : guerre coloniale ou guerre civile ? », *Géopolitique africaine*, n° 17, 2005, pp. 9-22, qui en fait une analyse circonstanciée.

<sup>200</sup> *La Lettre du continent*, 8 mai 2008.

<sup>201</sup> Laurent Gbagbo affirme toutefois que ce sont certains de ses sympathisants qui ont pris en charge les frais de cette opération de communication avec Euro RSCG. Cf. Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 109.

de 2010, au moment où la Galaxie patriotique était au paroxysme de sa mobilisation, Laurent Gbagbo octroyait des blocs pétroliers à Total. En définitive, Laurent Gbagbo n'est pas aussi francophobe qu'il aurait pu le laisser paraître ou qu'on l'aurait présenté dans la presse. Il l'a lui-même dit, en 2005 :

*« Depuis que je suis Président, je n'ai jamais remis en cause aucun contrat français : ni pour une petite, ni pour une moyenne, ni pour une grande société française. Et toutes les décisions que j'ai prises, hors appels d'offres, c'est pour favoriser des sociétés françaises. Je n'ai rien nationalisé. Alors, il y a quelque chose qui cloche tout de même dans l'opinion que la France me renvoie »<sup>202</sup>.*

Par ailleurs, même si les occidentaux représentent 20% de la masse salariale ivoirienne, les entreprises comme Bouygues et Orange ont signé de façon régulière leurs contrats avec l'État ivoirien et acceptaient même de se faire ponctionner chaque fois que les caisses de l'État manquaient de liquidités<sup>203</sup>. On pourrait alors interroger la capacité de la Côte d'Ivoire à assurer son propre développement économique sans l'appui des firmes étrangères :

*« Un État dont le budget représente à peine le centième de celui de la moindre entreprise étrangère installée sur son sol, et qui doit en outre l'amputer du remboursement d'une dette énorme, peut-il prétendre disposer d'un quelconque poids dans la marche de ses propres affaires ? À fortiori dans la marche du monde ? »<sup>204</sup>.*

Il importe ici de présenter des chiffres qui ne sont pas forcément communiqués à la foule des Jeunes patriotes : selon le risque pays COFACE 2020, la Côte d'Ivoire compte 25,6 millions d'habitants là où la France compte 64,7 millions d'habitants, soit plus du double. Et le PIB par habitant en Côte d'Ivoire est de 1681 \$US contre 42953 \$US<sup>205</sup> en France, soit plus de 25,55 fois le PIB/habitant ivoirien. Autrement dit, sans la Côte d'Ivoire, la France peut vivre, même si la Côte d'Ivoire représente un pays stratégique pour la France. Enfin, notons que la Galaxie patriotique s'est souvent trompée d'ennemi. De fait, elle s'en prend à des firmes françaises, alors que, par exemple, les grands exportateurs de cacao sont américains ou franco-allemano-suisse dans le cas de Barry-Callebaut<sup>206</sup>.

En définitive, ce parcours a tenté de montrer que l'impérialisme français a été un élément de langage dans la communication politique des Jeunes patriotes. Nous avons vu comment l'intervention française en Côte d'Ivoire a été exploitée comme argument de la mobilisation nationaliste ivoirienne. Seulement, on a fait le constat que les Jeunes patriotes n'avaient pas forcément les outils pour comprendre la *realpolitik* qui se jouait sous leurs yeux. Christian Bouquet invite, ainsi, les prétentions nationalistes à un minimum de réalisme sinon économique du moins géopolitique<sup>207</sup>. D'ailleurs Fodjo Kadjo Abo interroge les convictions de ces jeunes dits patriotes :

---

<sup>202</sup> Jean Maçon, « En finir avec l'ère colonial », *France Soir*, 6 juin 2005.

<sup>203</sup> Christian Bouquet, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011, p. 269.

<sup>204</sup> *Idem*, p. 314.

<sup>205</sup> Coface for trade, « France », *coface.fr*, février 2020, [consulté le 6 avril 2020], disponible sur [https://www.coface.fr/cofaweb/comparer/98-712].

<sup>206</sup> Bruno Losch, *Op. cit.*, 2003, pp. 48-60.

<sup>207</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 314.

« Vous vous prenez pour un patriote [...] Mais votre comportement de tous les jours, de tous les instants est-il celui d'un patriote au vrai sens du mot ? Vos actes et vos réflexes, dans toutes les situations touchant à la vie et à la réputation de la nation sont-ils vraiment dignes du patriote que vous prétendez être ? »<sup>208</sup>.

\*\*\*

La matière qui nous a mobilisés dans ce chapitre a été construite autour de la préoccupation suivante : Comment l'interventionnisme français a-t-il structuré la communication politique des Jeunes patriotes ? Cet objectif de recherche a conduit à analyser l'approche marketing politique de la Galaxie patriotique avant de voir son interaction avec l'intervention des Français dans la crise que la Côte d'Ivoire a connue de 2002 à 2011. En suivant cette ligne de raisonnement, nous avons vu que Laurent Gbagbo avait réussi à impacter les Jeunes patriotes par son humanisme affiché qui s'est traduit par une simplicité envers ceux qui l'approchaient. Il disait aussi privilégier les intérêts de son pays. Les manifestants, généralement de classe sociale moyenne, qui s'identifiaient à lui et espéraient un avenir meilleur sous sa gouvernance, ne comprirent donc pas que la France puisse tenter de chasser leur idole du pouvoir.

C'est ainsi que la communication politique des Jeunes patriotes s'est bâtie autour de la nécessité de protéger le régime Laurent Gbagbo de ce qui apparaissait comme une agression de la France, à travers la rébellion. Les nombreux lieux de rassemblement, dans la moitié Sud du pays, servirent ainsi d'espace de positionnement contre ceux qui apparaissaient comme les ennemis des intérêts ivoiriens. En affichant son nationalisme, la Galaxie patriotique présentait la France comme l'ennemi qui empêchait d'avoir la paix et la prospérité. Des intérêts français en Côte d'Ivoire ont ainsi été régulièrement visés par des foules de manifestants qui exigeaient même le départ de l'armée française du territoire ivoirien. Il convient de relever que les Français ont effectivement affiché une implication directe dans la gestion du pays depuis la période coloniale. La « Françafrique » a longtemps servi de véhicule à cet interventionnisme dans le pré carré français. La crise postélectorale de 2010-2011 qui vit l'armée française entrer directement en conflit avec les militaires pro-Gbagbo acheva de convaincre les Jeunes patriotes de l'implication de la France dans les principaux événements sociaux politiques du pays depuis le temps d'Houphouët-Boigny.

Cependant, les foules de militants patriotiques n'avaient pas forcément toutes les informations pour une saine appréciation de ce qui se jouait dans leur pays. Les enjeux internationaux et la *realpolitik* commandent en effet un recul, afin de saisir les éléments géopolitiques qui ne sont pas forcément mis à leur disposition. Laurent Gbagbo l'a dit, après son

---

<sup>208</sup> Fodjo Kadjo Abo, *Pour un véritable réflexe patriotique en Afrique. Le cas ivoirien*, Paris, L'Harmattan, 2005, p. 9.



arrestation le 11 avril, ce conflit-là a des composantes qui échappent même au politicien chevronné qu'il est<sup>209</sup>. Cette phrase à elle seule situe l'ampleur des enjeux systémiques dans les relations entre États. C'est pourquoi on peut dire que les prétentions nationalistes exigent sans doute un minimum de réalisme sinon économique du moins géopolitique<sup>210</sup>. Toutefois, après ces questionnements, il semble important de convoquer, dans le chapitre suivant, des problématiques pertinentes que mobilise cette émergence des Jeunes patriotes, en proposant une relecture des enjeux sociologiques suscités par leur irruption dans le jeu politique ivoirien.

---

<sup>209</sup> Babeboloma, *Op. cit.*, 2011.

<sup>210</sup> Christian Bouquet, *Op. cit.*, 2011, p. 314.

## CHAPITRE VI : DES ENJEUX SOCIOLOGIQUES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES PATRIOTES

L'objet que ce chapitre mobilise a trait aux enjeux que l'émergence des Jeunes patriotes met en évidence dans le champ politique ivoirien. La Galaxie patriotique se présente comme partie prenante et auteur de sa propre histoire. Plus engagée que les mobilisations populaires que le pays connaît depuis 1930, elle exigea le rétablissement de la légalité constitutionnelle, suite à la rébellion armée qui a divisé le pays en deux. Sa force de mobilisation, le nombre de personnes occupant les rues et la détermination affichée par ces jeunes suggèrent d'approfondir la réflexion sur ce qui était en train de se jouer dans l'espace politique ivoirien. Nous suivons, ainsi, Érik Neveu qui pense que :

*« Faute d'expliquer des mouvements rarement anticipés, on feint de les éclairer par les métaphores de l'explosion, de la contagion, du carnaval. On cherche des manipulateurs, hier la main de Moscou, aujourd'hui la barbe des islamistes. La paresse analytique prend encore la forme du rangement forcé de l'événement dans des tiroirs familiers : celui du "corporatisme" quand le conflit se passe dans une entreprise, du "populisme" pour les protestations des laissés-pour-compte des modernisations contemporaines »<sup>1</sup>.*

En effet, la radicalisation inhabituelle de la jeunesse ivoirienne prête à se sacrifier pour protéger les institutions du pays interdit une lecture superficielle des motivations de cette jeunesse souvent hâtivement qualifiée de « ventriotes » ou d'affamés cherchant une ascension sociale. Partant, il convient de se demander : comment la crise ivoirienne de 2002-2011 a-t-elle suscité des postures radicalisées chez les Jeunes patriotes ?

De fait, les Jeunes patriotes sont venus, par le bas, exiger une nouvelle classe politique en s'imposant, en tant que nouvelle génération politique, comme interlocuteurs et acteurs dans le changement du visage politique ivoirien. Ce chapitre explique comment l'intervention de la Galaxie patriotique dans l'arène politique ivoirienne est le fruit d'un changement de mentalité qui invite à prendre désormais au sérieux les aspirations d'une population mobilisée et prête à mourir pour ses idéaux. Cette matière comporte, ainsi, trois axes. D'abord, elle montrera comment la Galaxie patriotique a fait une irruption dans le jeu politique ivoirien. Puis, elle tentera d'expliquer la réappropriation de la politique par ces Jeunes patriotes prêts au sacrifice de leur vie. Enfin, elle défendra la thèse selon laquelle ce mouvement incarne l'essor d'une nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire.

---

<sup>1</sup> Érik Neveu (dir.), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 3-4.

## I L'IRRUPTION DES JEUNES PATRIOTES DANS LE JEU POLITIQUE IVOIRIEN

Notre projet ici est de questionner la construction idéologique, les logiques identitaires et symboliques attachées à la figure des Jeunes patriotes dans leur contexte d'apparition. En vue de préserver leur espoir en un avenir meilleur, les militants ivoiriens étaient déterminés à prendre leurs responsabilités pour faire respecter les lois de leurs pays et garantir une stabilité politique à leur nation. Ils considérèrent que leurs aînés et les partis politiques traditionnels avaient échoué dans leur mission de veiller sur les intérêts de la Côte d'Ivoire. Ainsi, l'arène politique vit surgir une nouvelle forme d'engagement politique qui vint du bas. Elle se manifesta par une radicalisation des acteurs sociaux subordonnés et une réinvention de la politique par des manifestants qui n'hésitaient pas à se sacrifier volontairement, s'éloignant des prévisions de certains observateurs. Nous proposons de suivre cette irruption des Jeunes patriotes dans le jeu politique selon deux trajectoires. D'abord, la première trajectoire décrira les contours de cette « politique par le bas » qui vit émerger les Jeunes patriotes. Ensuite, la seconde trajectoire posera les fondements de la radicalisation de la Galaxie patriotique.

### 1) Une production de la « politique par le bas » des manifestants

Cette étude offre une approche du mode populaire d'action politique tel que l'ont vécu les Jeunes patriotes vus comme « acteurs subalternes ». L'action de ces militants peut être perçue comme la résultante des « *relations de pouvoirs telles qu'elles prennent chair à la base, près des racines de l'herbe* »<sup>2</sup>. On parlerait alors de « *politique par le bas* »<sup>3</sup>. On pourrait convoquer ici « *l'anthropologie du nom* »<sup>4</sup> de Sylvain Lazarus pour affirmer avec lui que la politique est de l'ordre de la pensée et baser notre réflexion sur des nouveaux modes d'expression politique telle que la sédition comme posture de rupture vis-à-vis de la société d'appartenance<sup>5</sup>. Sur ce point, on pourrait effectivement suivre Ahoué Djié qui pense qu'avec la sédition les populations ont réussi à « *désacraliser l'État et à lui substituer un nouveau référentiel [...] qui permet de définir les problématiques légitimes qui engagent leur vie et leur avenir* »<sup>6</sup>.

---

<sup>2</sup> Denis Constant Martin, *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002, p. 40.

<sup>3</sup> Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, p. 19.

<sup>4</sup> Sylvain Lazarus, *Anthropologie du nom*, Paris, Seuil, 1996, 249 p.

<sup>5</sup> Isabelle Sommier, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, pp. 15-35.

<sup>6</sup> Ahoué Djié, *La jeunesse ivoirienne face à la crise en Côte d'Ivoire. Le point de vue des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 35.

Il s'agit donc d'un processus sociologique de reconfiguration des rapports entre deux générations d'acteurs politiques. Les jeunes patriotes voudraient s'émanciper<sup>7</sup> d'une classe politique gérontocratique qui n'aurait pas su veiller sur le pays. C'est une sorte d'« *écriture africaine de soi de la part d'une génération militante - issue notamment du syndicalisme étudiant de la FESCI - désireuse de s'émanciper de l'autoritarisme politique, des hiérarchies sociales et de toutes les formes de subordination qui, en Côte d'Ivoire comme ailleurs, sont étroitement liées aux règles de la séniorité et de la notabilité* »<sup>8</sup>. Adolphe Blé Kessé<sup>9</sup> et Guy Labertit<sup>10</sup> vont dans le même sens quand ils disent que la Galaxie patriotique était motivée par une prise de conscience du fait national qui les mettait en mouvement pour protéger la patrie attaquée. Aghi Bahi<sup>11</sup> voit, quant à lui, une volonté d'expression plurielle dans l'irruption des Jeunes patriotes sur la scène politique.

Les faits politiques existent comme objets d'interprétation en fonction des « *schèmes cognitifs, émotionnels, symboliques* »<sup>12</sup> propres à chaque société. Dans tous les cas, les Jeunes patriotes se sont approprié les contingences historiques de leur pays, en s'imposant comme acteurs clés de la politique ivoirienne. Ils ont fait fi des partis politiques traditionnels d'ailleurs absents lors des heures chaudes de la crise de 2002-2011. Ils ont repris à leur compte la question de l'identité nationale et la protection de celui qui l'incarne à leurs yeux : Laurent Gbagbo. Ainsi la représentation du nationalisme dans l'agir de la Galaxie patriotique n'est qu'une résultante de cette appropriation. Comment ne pas mobiliser ici cette représentation au sens de Denis Constant Martin, c'est-à-dire ce « *mode spécifique de connaissance du réel, grâce auquel la façon dont les individus pensent qu'est organisée la réalité sociale leur permet d'interpréter leur environnement, d'y qualifier la place qu'ils occupent, donc de décider ou non, d'y agir et de définir des stratégies d'interventions* »<sup>13</sup> ? Cette politique par le bas convoque justement une représentation sous un prisme ivoirien du nationalisme qui se caractérise par la radicalisation des Jeunes patriotes. Cependant, quelles sont les conditions historiques et sociales qui poussent à cette radicalisation ? Comment expliquer que la radicalisation devienne une option pour ces Jeunes patriotes ? C'est à ces questions que tente de répondre la contribution qui suit.

---

<sup>7</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : Les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007.

<sup>8</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, « Gouverner par la parole : parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, p. 24.

<sup>9</sup> Adolphe Blé Kessé, *Les Sorbonnes à Abidjan : archéologie de la reconstruction sociale du politique*, Montréal, Université du Québec, Thèse de Doctorat en science politique, 2009.

<sup>10</sup> Guy Labertit, *Adieu, Abidjan-Sur-Seine ! Les coulisses du conflit ivoirien*, Paris, Autres temps, 2008, 305 p.

<sup>11</sup> Aghi Bahi, « "La Sorbonne d'Abidjan" : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue africaine de sociologie*, vol. 7, n° 1, 2003, pp. 1-17.

<sup>12</sup> Jean-François Bayart, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, p. 177.

<sup>13</sup> Denis Constant Martin, *Op. cit.*, 2002, p. 39.

## 2) La radicalisation des Jeunes patriotes : le respect de la Constitution est non négociable

La posture des Jeunes patriotes, de 2002 à 2011, laisse soupçonner une radicalisation qu'il convient d'interroger dans cette réflexion. Nous voudrions mettre en exergue les moteurs de cette attitude inhabituelle des jeunes ivoiriens. Entre les peuples de jadis qui veillaient à préserver leur territoire, les Indiens qui se battaient pour repousser le colon envahisseur, les kamikazes japonais qui se sacrifiaient pour infliger des pertes énormes à leurs adversaires au nom de leur dévotion à l'empereur et les Amazoniens qui luttent contre la disparition de leur tradition culturelle, la radicalisation a pris plusieurs formes au cours des siècles. L'histoire récente rappelle à notre mémoire la logique d'escalade du conflit entre l'Occident et le monde musulman depuis environ trois quart de siècle : guerre d'Algérie, naissance du nationalisme arabe et des Frères musulmans, révolution iranienne de Khomeiny, guerre d'Afghanistan et montée au pouvoir des Talibans, guerres du Golfe et naissance d'Al Quaida, attaques des Twin Towers aux États-Unis, Printemps arabes, attentats dans plusieurs pays d'Europe par Daesh... Ces colères guerrières se nourrissent toutes d'idéologies dont le socle semble être la lutte pour la défense d'intérêts nationalistes ou des systèmes de valeurs propres à chaque société ou groupe d'individus. Le recul théorique impose de se concentrer sur la place de la radicalité dans la décision qui conduit à l'action extrémiste dans toutes ces situations et particulièrement dans la mouvance patriotique ivoirienne. Xavier Crettiez définit la radicalisation comme :

*« L'adoption progressive et évolutive d'une pensée rigide, vérité absolue et non négociable, dont la logique structure la vision du monde des acteurs, qui usent pour la faire entendre de répertoires d'action violents, le plus souvent au sein de structures clandestines, formalisées ou virtuelles, qui les isolent des référents sociaux ordinaires et leur renvoient une projection grandiose d'eux-mêmes »<sup>14</sup>.*

Dans ce travail, nous adoptons la définition de la radicalisation qui renvoie à la volonté de revenir aux racines d'une culture, d'une pratique, d'une religion etc. Nous suivons ainsi Karl Marx pour qui être radical c'est prendre les choses par la racine<sup>15</sup>. En interrogeant l'individu, sa subjectivité, les modalités de sa subjectivation<sup>16</sup> et de son adhésion au groupe patriotique, on comprend que le Jeune patriote ivoirien tenait à un retour à la légalité constitutionnel (la racine), incarnée par le Conseil constitutionnel. Le Conseil constitutionnel est le seul organe à pouvoir proclamer les résultats définitifs d'une élection présidentielle en Côte d'Ivoire<sup>17</sup> comme en France.

---

<sup>14</sup> Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 709-727.

<sup>15</sup> Marx Karl, *Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel*, Paris, Aubier-Montaigne, 1971, 119 p.

<sup>16</sup> Farhad Khosrokhavar, *Radicalisation*, Paris, MSH, 2014, 192 p.

<sup>17</sup> Le président du Conseil constitutionnel est nommé, en France comme en Côte d'Ivoire, par le Président de la République, nonobstant les relations entre le Président de la République et le président du Conseil constitutionnel. C'est ainsi que Pierre Mazeaud et Jean-Louis Debré furent installés par Jacques Chirac à la tête dudit Conseil. Daniel Mayer, Robert Badinter et Roland Dumas y furent nommés par François Mitterrand. En Côte d'Ivoire, Henri Konan Bédié avait choisi son directeur de cabinet, Noël Nemin, pour diriger le Conseil constitutionnel. Laurent Gbagbo y nomma Paul Yao N'dré, son proche collaborateur. Aujourd'hui, l'actuel président de cette institution est Mamadou Koné, un proche d'Alassane Ouattara.

Le 5 juillet 2013, François Hollande déclarait<sup>18</sup> justement : « *Le Conseil constitutionnel doit être respecté, pleinement respecté, entièrement respecté, et personne ne peut suspecter, mettre en cause, cette institution sans mettre en cause l'ensemble des institutions* »<sup>19</sup>. Il ajouta que le Conseil constitutionnel est une institution de la République qui, par son indépendance, « *règle des questions qui sont de sa seule autorité* »<sup>20</sup>. Quand le Conseil constitutionnel prend une décision, elle est sans appel. En définitive, ses décisions s'imposent à tous.

Ce que les Jeunes patriotes demandaient semblait se résumer en ceci : le respect non négociable de la Constitution ivoirienne qui est la Loi fondamentale du pays, la racine de la cohésion sociale. Pour eux, c'est cette Loi fondamentale qui a déclaré Laurent Gbagbo Président de la République ivoirienne en 2000 et 2010. S'opposer à ce verdict, ce serait remettre en question le socle de la cohésion social régie par cette disposition juridique. La Galaxie patriotique comprend donc mal que les Français qui tiennent tant au respect de leur propre Constitution viennent remettre en cause les décisions de la Constitution ivoirienne. Qu'on aime Laurent Gbagbo ou qu'on ne l'aime pas, c'est lui que la Loi a installé dans le fauteuil présidentiel. La Galaxie patriotique était donc déterminée à faire respecter cette décision du Conseil constitutionnel qui, par principe, est l'expression de la volonté populaire ivoirienne. Daniel Mayer, président du Conseil constitutionnel français, entre 1983 et 1986, disait à ce propos que « *la Loi n'exprime la volonté générale que dans le respect de la Constitution* »<sup>21</sup>. Charles Blé Goudé confirme cette volonté des Jeunes patriotes de prendre la Loi comme boussole et racine quand il déclare devant des journalistes, le 17 janvier 2020, à La Haye : « *Moi, je ne connais personne dans le monde entier. Je m'agrippe à la Loi. Je m'accroche à la Loi* »<sup>22</sup>. Et Laurent Gbagbo disait déjà, à son investiture le 4 décembre 2010, qu'« *il n'y a de République forte qu'assise sur les règles de la Loi [...] Toutes les crises que nous avons connues sont nées du non-respect de la Loi* »<sup>23</sup>. Depuis la CPI où il était en prison, l'ancien Président ivoirien clama :

*« Ma conviction, depuis mes débuts en politique, et je n'ai jamais dérogé à cette exigence, c'est qu'il faut bâtir des institutions en Afrique, et les respecter. [...] Est-ce que je vais critiquer le Conseil constitutionnel qui a sacré Sarkozy ? Celui qui a proclamé François Hollande c'est Jean-Louis Debré, nommé par Chirac, et j'ai été proclamé vainqueur en 2000 par un parent de Robert Guéï. Les institutions, c'est fait pour placer la vie politique au-dessus des contingences de l'heure, et l'intérêt supérieur de l'État au cœur de la vie politique »<sup>24</sup>.*

---

<sup>18</sup> Il semblait répondre à Nicolas Sarkozy qui émettait des doutes sur le Conseil constitutionnel français qui avait pris une position contraire à ses intérêts.

<sup>19</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 154.

<sup>20</sup> Bernard Houdin, *Gbagbo. Un homme, un destin. Chronique d'une victoire annoncée. Côte d'Ivoire 1990-2018*, Clermont-Ferrand, Max Milo, 2019, p. 295.

<sup>21</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 153.

<sup>22</sup> Ivoir Tvnet, « Politique/Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé échange avec les journalistes ivoiriens de France », *youtube.com*, 17 janvier 2020, [consulté le 12 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=i0v4mHrxM8w].

<sup>23</sup> Calixte Baniafouna, *Ce que France veut Afrique veut : le cas de la Côte d'Ivoire. Mais... qui a dit que l'Afrique a besoin des libertés fondamentales ?* Paris, L'Harmattan, 2011, p. 153.

<sup>24</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 153.

Pour l'ex-Président ivoirien, la démocratie exige la conformité aux normes en droit dont la plus grande est la Constitution. S'adressant à la Présidente du tribunal, à la Haye, le 28 février 2013, il dit :

*« Madame, c'est parce que j'ai respecté la Constitution qu'on m'a dit de venir ici. Alors je suis là. Mais je compte sur vous. Je compte sur vous parce que je souhaite que tous les Africains qui me soutiennent et qui sont tout le temps ici, devant la Cour, devant la prison, qui sont dans leurs pays en train de manifester, en train de marcher, tous ces Africains-là, qu'ils comprennent que le salut pour les États africains, c'est le respect des Constitutions que nous nous donnons et des lois qui en découlent »<sup>25</sup>.*

Par ailleurs, la posture radicale de la Galaxie patriotique s'inscrit dans une conjonction entre un ressentiment anti-occidental et la conviction d'être victime d'une injustice internationale. De fait, la Communauté internationale a systématiquement refusé le recomptage des voix électorales<sup>26</sup> demandé par Laurent Gbagbo<sup>27</sup>, en 2010 et 2011, alors même qu'elle acceptait ce principe dans plusieurs autres pays dans la même période, comme en Afghanistan (2009)<sup>28</sup> et en Haïti (2010)<sup>29</sup>. Le 5 janvier 2011, Laurent Gbagbo proposa le recomptage des voix au Kenyan Raïla Odinga, mandaté par l'Union africaine (UA) pour une médiation dans la crise ivoirienne. Mais, lors d'une conférence de presse qu'il tint à l'aéroport, juste avant de repartir chez lui, l'émissaire de l'UA demanda à Laurent Gbagbo de quitter le pouvoir, rejetant la proposition de l'ex-Président ivoirien. Cependant, deux ans plus tard, le 5 mai 2013, alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle dans son pays, le Kenya, Raïla Odinga fut déclaré battu au profit d'Uhuru Kenyatta. Il contesta le résultat et exigea un recomptage des voix, ce qu'il semblait avoir refusé à Laurent Gbagbo en janvier 2011. Plusieurs pays ont aussi fait des recomptages de voix<sup>30</sup>.

Ainsi, *« les règles du jeu qui s'imposent en France doivent être les mêmes en Afrique : recompter en cas de fraudes massives et non pas faire appel aux canons et chars néocoloniaux parce que c'est l'Afrique ! »<sup>31</sup>*, pense Calixte Baniafouna. À l'ouverture de son procès à la CPI, le 5 décembre 2011, Laurent Gbagbo a justement proposé comme préalable la question de savoir *« qui avait gagné les élections de novembre 2010 ? »<sup>32</sup>*. Pour lui, tant que cette question n'était pas résolue, il était difficile de trouver le premier responsable des troubles et des crimes qui ont endeuillé la Côte d'Ivoire. Laurent Gbagbo a rappelé qu'il avait simplement demandé un recomptage des voix, dans un audit général sous contrôle international :

*« Madame la Procureure a dit une phrase qui m'a un peu choqué, en disant que nous ne sommes pas là pour voir qui a gagné les élections et qui ne les a pas gagnées. Mais on ne peut pas parler, on ne*

<sup>25</sup> *Idem*, p. 156.

<sup>26</sup> Denis Pryn et Arsène Touho, *Rébellion ivoirienne. Chronologie d'une longue marche vers le pouvoir*, Paris, L'Harmattan, 2012, 110 p.

<sup>27</sup> Euronews, « Exclusif - Laurent Gbagbo s'explique sur euronews », *youtube.com*, 31 déc. 2010, [consulté le 1<sup>er</sup> février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=43hjwclitak].

<sup>28</sup> Renaud Girard, « Le recomptage des votes est ordonné en Afghanistan », *Le Figaro*, 8 septembre 2009.

<sup>29</sup> AFP, « Haïti : Bill Clinton et la France pour un recomptage des voix », *Le Point*, 16 décembre 2010.

<sup>30</sup> Aux États-Unis, dix-huit ans après l'élection de Georges Bush qui avait accédé à la Présidence après un recomptage des voix en 2000, trois élections, dont deux majeures, pour les postes de sénateur et de gouverneur, ont fait l'objet d'un recomptage de voix. Cf. Ronan Tésorière, « La Floride ordonne le recomptage des voix pour l'élection du gouverneur et d'un sénateur », *Le Parisien*, 10 novembre 2018.

<sup>31</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 163.

<sup>32</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 7.

*peut pas débattre de la crise postélectorale et ne pas savoir comment les élections se sont passées. Qui a gagné les élections ? Parce que c'est celui qui ne les a pas gagnées qui a semé les troubles. Je crois que c'est ça la logique. Donc la question est là ! Qui a gagné les élections ? Et donc, quand je demandais qu'on recompte les voix, c'était pas une phrase en l'air »<sup>33</sup>.*

Pour Laurent Gbagbo, la force militaire n'était pas nécessaire dans ce contentieux électoral. Selon lui, la destruction précipitée des bulletins de vote et des documents du scrutin présidentiel de novembre 2010 cachait une intention inavouée<sup>34</sup>. Dans la même veine, Collette Braeckman affirme qu'« *il faudrait s'interroger sur les raisons qui ont conduit la France, soudain, à trancher par la force diplomatique et militaire le nœud d'une élection contestée alors que dans tant d'autres pays, où le scrutin est tout autant sujet à caution (Afghanistan, Gabon, Congo Brazzaville, partout ailleurs) la tolérance prévaut face aux accusations de fraude...* »<sup>35</sup>. Toutes ces situations ont renforcé la radicalisation des Jeunes patriotes. De fait, Xavier Crettiez observe que l'entrée en militantisme radical s'opère souvent à travers le constat d'une injustice<sup>36</sup>. En effet, pour l'auteur, la violence de la répression militaire, jugée abusive, peut structurer une mentalité guerrière chez ceux qui s'estiment victimes. Ils se radicalisent alors souvent pour offrir une résistance. Selon Xavier Crettiez, ces situations que les victimes jugent injustes peuvent les pousser à intégrer un mouvement insurrectionnel car « *elles fondent en raison la haine du système qui oppresse, elles apportent une justification morale – et parfois même une obligation morale – à la prise des armes et elles permettent souvent de renforcer la clandestinité opérationnelle et donc l'attractivité des mouvements qu'elles combattent* »<sup>37</sup>.

La jeunesse patriotique était donc engagée dans un processus révolutionnaire qu'Isabelle Sommier verrait comme une violence révolutionnaire basée sur une « *idéologie de changement social radical* »<sup>38</sup>. Ici la violence est un instrument de libération dont l'usage permet aux opprimés de recouvrer leur dignité et d'acquérir leur indépendance. Elle permet l'émergence d'un « *homme nouveau* »<sup>39</sup>. Et l'écrivain Charles Ateba Yene prédit même que « *la capture de Gbagbo va révéler d'autres Gbagbo* »<sup>40</sup>. L'homme politique Camerounais Josuah Osih va dans le même sens. Pour lui, ce coup d'État n'arrêtera pas l'émancipation d'une nouvelle génération d'Africains décidés à libérer l'Afrique « *de toutes ces impostures* »<sup>41</sup>, protégées ou non par des intérêts occidentaux. Samuel Mack Kit est d'ailleurs convaincu que la jeunesse africaine ne laissera pas « *cette*

<sup>33</sup> Uhemmesut, « Allocution du Président Gbagbo au tribunal des Négriers à La Haye (28 fév. 2013) », *youtube.com*, 28 février 2013, [consulté le 20 avril 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=c6tRCxK8&t=742s].

<sup>34</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 19.

<sup>35</sup> Colette Braeckman, « Libye, Côte d'Ivoire : des interventions qui posent question », *Le carnet de Colette Braeckman*, 11 juillet 2011, [consulté le 15 février 2021], disponible sur : [http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2011/07/19/libye-cote-divoire-des-interventions-qui-posent-question/].

<sup>36</sup> Xavier Crettiez, « “High risk activism” : Essai sur le processus de radicalisation violente. (Seconde partie) », *Pôle Sud*, vol. 35, n° 2, 2011, pp. 97-112.

<sup>37</sup> *Ibidem*.

<sup>38</sup> Isabelle Sommier, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, p. 18.

<sup>39</sup> *Idem*, p. 21.

<sup>40</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 169.

<sup>41</sup> *Idem*, p. 170.



*imposture impunie* »<sup>42</sup> car, comme le dit l’avocat sénégalais Cheikh Khouressy Bâ<sup>43</sup>, des millions de petits Gbagbo continueront l’engagement patriotique, même s’ils doivent enjamber le corps de Laurent Gbagbo pour combattre l’adversaire. Les artistes Zouglou Pat Saco et Petit Yodé campent la détermination des Jeunes patriotes dans leur titre « *On est fatigué* » : « *Ce que je n’ai jamais vu il faut faire je vais voir ! Ça fait longtemps tu me poursuis. On est fatigué. Ça fait un an tu me suis ; je suis fatigué de courir. Je suis prêt à mourir. On est fatigué* »<sup>44</sup>.

En définitive, nous avons fait le constat que l’irruption des militants patriotiques dans le champ politique ivoirien à travers leur radicalisation était provoquée par le non-respect de la Constitution et le sentiment d’injustice. Pour eux, l’obéissance à la Loi fondamentale est non négociable. En mobilisant une « politique par le bas », ils se positionnèrent en rupture avec la classe politique traditionnelle. Dès lors, ils firent émerger de nouvelles formes d’engagement politique qui les poussèrent souvent au sacrifice volontaire de leur vie pour défendre leur conviction.

## II UNE RÉAPPROPRIATION DE LA POLITIQUE ALLANT JUSQU’AU SACRIFICE VOLONTAIRE

Il s’agit d’offrir ici une analyse de la compréhension de la politique par les manifestants qui les conduisit souvent à des actes extrêmes. Abel Kouvouama suggère de considérer les contingences historiques propres à chaque société<sup>45</sup>, si on veut comprendre la politique en Afrique et, dans le cas d’espèce, les motivations patriotiques des militants étudiés ici. On pourrait ainsi suivre Michel Galy pour qui « *les études occidentales - menées le plus souvent auprès des responsables militaires occidentaux dans leurs lieux de pouvoir, ou par des “politologues embarqués” sur place -, pèchent en général par une profonde méconnaissance des dynamiques africaines, en particulier des plus récentes* »<sup>46</sup>.

Il semble, en effet, qu’un nouvel état d’esprit a vu le jour chez certains ivoiriens depuis quelques décennies. Des stratégies d’identification et de résistance ont structuré la vie politique ivoirienne entre 2000 et 2011. Pour défendre le pays, des attitudes et comportements à la limite de l’extrémisme qui suscitent notre curiosité semblent avoir émergé. Le régime de Laurent Gbagbo accompagna cette subjectivation populaire par l’édification de monuments pour la postérité. Partant de ce constat, notre démarche se divise en trois axes. Dans un premier temps, elle tentera

---

<sup>42</sup> *Idem*, p. 171.

<sup>43</sup> *Idem*, p. 174.

<sup>44</sup> Pat Saco et Petit Yodé, *On est fatigué*, 2004.

<sup>45</sup> Abel Kouvouama, « Penser la politique en Afrique », *Politique africaine*, vol. 77, n° 1, 2000, p. 6.

<sup>46</sup> Michel Galy, « Qui gouverne la Côte-d’Ivoire ? Internalisation et internationalisation d’une crise politico-militaire », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2005, p. 804.

de considérer l'émergence d'un nouvel état d'esprit chez les jeunes radicalisés. Puis, dans un deuxième temps, elle mettra en exergue des cas de sacrifices des manifestants. Enfin, dans un troisième temps, elle analysera le symbolisme de l'érection d'une place des martyrs à Abidjan par Laurent Gbagbo.

### 1) L'émergence d'un nouvel état d'esprit chez les jeunes radicalisés

Les événements étudiés ont mis au jour le surgissement d'un nouvel état d'esprit au sein des nouvelles générations que cette matière compte présenter. « *Avant, les Ivoiriens avaient peur de mourir. Aujourd'hui, rien ne nous fait peur* »<sup>47</sup>, affirme un jeune de Yopougon. La Côte-d'Ivoire offre ainsi un exemple de « *la formidable capacité des sociétés africaines à s'échapper des cadres prévus, à les réinterpréter jusqu'à piéger les intervenants extérieurs* »<sup>48</sup>. En effet, rares sont les politologues qui s'attendaient à voir Laurent Gbagbo élu Président en 2000. Laurent Gbagbo, malgré ses trente années dans l'opposition, n'était pas le plus attendu par la Communauté internationale à la tête de la Côte d'Ivoire : il « *est l'outsider qui gagne par militantisme et par l'incapacité de ceux qui étaient au cœur du complexe à se repositionner dans ce contexte de déclassement et de recompositions internationales. Gbagbo a driblé tout le monde en 2000. Personne ne pariait sur lui au moment du coup d'État de 1999* »<sup>49</sup>. Rares sont également les observateurs qui pensaient que Laurent Gbagbo allait résister jusqu'au bout sans fuir l'acharnement international et les bombes qui s'abattaient sur sa résidence présidentielle en avril 2011. Il a même été raconté qu'il avait fui à bord d'une vedette par la lagune<sup>50</sup>, le matin du 11 avril 2011. « *Personne ne pourra dire que je suis celui qui a fui* »<sup>51</sup>, déclare-t-il depuis sa prison de la CPI, à La Haye.

Plus rares sont ceux qui auraient parié que des militants déterminés allaient se positionner en bouclier humain, les mains nues, autour de la résidence présidentielle et sacrifier leur vie pour protéger leur Président, en chantant « *Tuez-nous ! On est beaucoup. On ne peut pas finir* »<sup>52</sup>. Comme Charles Blé Goudé l'a affirmé, Laurent Gbagbo, par son parcours et son projet de société<sup>53</sup>, suscitait l'attachement d'une frange de la population modeste qui voyait en lui un modèle<sup>54</sup>. L'ex-Président avait coutume de dire qu'on peut partir de la prison pour arriver à la présidence ; et on

---

<sup>47</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 169.

<sup>48</sup> Michel Galy, *Op. cit.*, 2005, p. 806.

<sup>49</sup> Bruno Losch, « Libéralisation économique et crise politique en Côte d'Ivoire », *Critique internationale*, vol. 19, n° 2, 2003, p. 57.

<sup>50</sup> Jean Philippe Rémy, « Soudain, Gbagbo est là », *Le Monde*, 12 avril 2011.

<sup>51</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 186.

<sup>52</sup> Observation propre de l'auteur.

<sup>53</sup> Front populaire ivoirien (FPI), *Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire. 1<sup>ère</sup> partie*, Paris, L'Harmattan, 1987, 204 p.

<sup>54</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

peut être pauvre et devenir Président de la République. Il apparut comme un faiseur d'espoir pour ces « acteurs subalternes » qui pouvaient croire désormais en un avenir meilleur, après la longue période de crise économique et les PAS des années 1980-1990. Partant, ces Jeunes patriotes voulaient « *faire sauter la digue qui les éloignait de leur objectif* »<sup>55</sup>, fut-ce en posant des actes extrêmes.

« *Vouloir donner sa vie pour une cause transcendante qui par soit n'est scientifiquement pas vérifiable, n'excite rien d'autre qu'une grande incompréhension, d'autant plus que cet acte se voit souvent en lien avec un certain terrorisme religieux et absurde* »<sup>56</sup>. Et pourtant, de nombreux Jeunes patriotes semblaient convaincus de la justesse de leur acte extrême. Cette phrase de ce militant de Port-Bouët, à Abidjan, était révélatrice de la détermination des Jeunes patriotes : « *Il faut sauver notre honneur, même si nous devons mourir pour cette cause. La vie n'aurait plus d'importance si nous n'affrontons pas la mort, si nous ne relevons pas ce défi. Il faut que [...] nos sacrifices d'aujourd'hui puissent bénéficier à la génération future* »<sup>57</sup>. Nos entretiens ont aussi mis au jour cette mentalité de certains Jeunes patriotes<sup>58</sup>. Ils rejoignaient quelque peu Albert Camus qui disait que perdre « volontairement » sa vie est le seul problème philosophique vraiment sérieux : « *Juger que la vie vaut ou ne vaut pas la peine d'être vécue, c'est répondre à la question fondamentale de la philosophie* »<sup>59</sup>. Mais comment définir cette « volonté » ? Nous faisons le choix de la concevoir comme « *une puissance inamissible de l'âme humaine permettant à l'homme d'agir librement et d'être responsable de ses actes* »<sup>60</sup>. En ce sens, c'est une puissance naturelle et intellectuelle qui pousse naturellement vers ce qu'on considère comme bien.

De nombreux massacres et des conflits ont surgi dans le monde au nom du nationalisme ou de certaines idéologies. Chaque camp prétend détenir la vérité et compte la défendre soit en combattant celle des autres, soit en considérant sa vérité comme étant la seule vraie<sup>61</sup>. Et beaucoup de personnes sont prêtes à mourir pour cette cause. Il semble que beaucoup de Jeunes patriotes n'avaient pas la certitude de rentrer vivants chez eux après certaines mobilisations. On eût dit qu'ils s'en allaient comme les kamikazes japonais qui fonçaient dans l'objectif avec leur avion ou les djihadistes radicalisés qui savaient qu'ils ne survivraient pas à l'explosion de leur ceinture d'explosifs. Ainsi, les nombreux cas de sacrifices volontaires de certains manifestants ivoiriens militent pour la thèse de l'émergence d'une nouvelle mentalité chez une partie des militants.

---

<sup>55</sup> *Ibidem*. Leur objectif était de sortir de la misère grâce à Laurent Gbagbo.

<sup>56</sup> Maroun Badr, *L'acte du martyr. Cause, motif et moralité selon Saint Thomas d'Aquin*, Millau, Docteur angélique, 2020, p. 15.

<sup>57</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 146.

<sup>58</sup> Entretien avec F.G., 11 août 2020, Yopougon.

<sup>59</sup> Albert Camus, *Le mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942, p. 15.

<sup>60</sup> Maroun Badr, *Op. cit.*, 2020, p. 86.

<sup>61</sup> L'allégorie de la caverne développée par Platon met en lumière le caractère aléatoire de ce que chacun perçoit comme vrai. Les choses ne sont pas toujours ce qu'elles paraissent. Les apparences sont souvent prises pour la réalité. Dans cette allégorie, il convient de sortir de la caverne pour approcher la vérité. Cf. Platon, *République*, Livre VII.

- 2) « Dites à ma maman que c'est à cause de la Côte d'Ivoire et la victoire de Laurent Gbagbo que je meurs » : des cas de sacrifices des manifestants

L'objet de cette contribution est de présenter certains cas de ce qui nous semble être des sacrifices volontaires de manifestants radicalisés, entre l'accession au pouvoir de Laurent Gbagbo en octobre 2000 et sa chute en avril 2011. Ainsi, par exemple, une foule s'opposa à la junte militaire de Robert Guéï qui, depuis le 24 décembre 1999, dirigeait la Côte d'Ivoire. Suite aux élections présidentielles d'octobre 2000, le général Robert Guéï réclama la victoire. Laurent Gbagbo demanda alors à ses militants de descendre dans les rues jusqu'à ce que Robert Guéï recule. Beaucoup de personnes perdirent la vie dans les affrontements. C'était la première fois que le pays était dirigé par des militaires. Et pourtant la foule prit le risque d'affronter les hommes en armes de la junte militaire. C'était une preuve d'un véritable changement d'état d'esprit des manifestants.

*« Le martyr apparaît comme celui qui se sacrifie pour la cause comme s'il avait fait don de son corps par croyances, par réaction (comme réponse à une torture vécue dans son corps ou par procuration), par sens de devoir ou encore par contrainte »<sup>62</sup>. Ainsi, les 24, 25 et 26 octobre 2000, plusieurs milliers de personnes sortirent dans les rues ivoiriennes pour revendiquer la victoire de Laurent Gbagbo au scrutin présidentiel d'octobre 2000. Les manifestants furent rejoints par la gendarmerie nationale qui avait rapidement fait allégeance à Laurent Gbagbo. Celui-ci déclara plus tard : « le peuple était déjà dans la rue, je n'ai fait qu'accompagner le mouvement. Et ceux qui étaient dans la rue, il n'y avait aucun parti, c'étaient tous les partis »<sup>63</sup>. Damana Adia alias « Pickass » fut témoin des événements, car il était en première ligne de cette manifestation historique. Nous proposons de reproduire largement son récit :*

*« Ça n'a pas été du tout facile, parce que nous avions en face de nous une junte, des militaires donc qui étaient en armes et qui avaient visiblement perdu le pouvoir par les urnes et qui voulaient confisquer ce pouvoir-là par la force des armes [...] La jeunesse a joué un rôle fondamental [...] Ça n'a pas été du tout facile. Il y a eu beaucoup de meurtrissures, beaucoup de sang coulé. Ce jour du mercredi 26 octobre, c'est un jour historique. Nous avons passé la nuit, après les violences, après les manifestations de la veille, nous avons passé la nuit au siège de la direction de campagne avec des personnes comme feu Émile Boga Doudou, Sangaré Aboudrahmane, les amis traditionnels du Président de la République, monsieur Guy Labertit, Albert Bourgi, Simone Éhivet Gbagbo, Allou Eugène, Freedom Neruda pour ne me souvenir que de ceux-là... Aux environs de trois heures du matin, des détonations effrayantes se sont fait entendre au niveau du camp militaire d'Akouédo. C'était des militaires qui s'affrontaient entre eux. Et ces coups de canon terribles ont duré jusqu'au petit matin. Et à 6h05 exactement, un char de l'armée ivoirienne a pris position devant le siège de campagne. Et donc on était tous effrayés, parce qu'on ne savait pas quelle était l'intention de ce char. Ils ont commencé à frapper la porte, nous demandant*

---

<sup>62</sup> Magali Boumaza et Aurélie Campana, « Comment fabrique-t-on des martyrs ? Enjeux théoriques et méthodologiques – Introduction », *Signes, Discours et Sociétés*, 28 juin 2015, [consulté le 7 mai 2021], disponible sur : [https://www.researchgate.net/profile/Aurelie-Campana/publication/281450876\_Comment\_fabrique-t-on\_des\_martyrs\_Enjeux\_theoriques\_et\_methodologiques\_-\_Introduction/links/55e851d908ae65b638997b03/Comment-fabrique-t-on-des-martyrs-Enjeux-theoriques-et-methodologiques-Introduction.pdf].

<sup>63</sup> *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000, p. 4.

*d'ouvrir. Et le camarade Allou m'a demandé, en tant que président des jeunes d'aller ouvrir le portail. Mais je vous dis que j'ai fait ma dernière prière, parce que [...] puisqu'on était opposé aux militaires, je m'attendais certainement à recevoir une rafale, et puis bon ç'en était terminé. Mais il fallait y aller ; et je suis allé. Et quand j'ai ouvert le portail, grande fut ma surprise de m'entendre dire par les militaires qui étaient dans le char : "Nous sommes avec vous ! Nous sommes avec le peuple. Laurent Gbagbo a gagné les élections, et nous voulons que la volonté du peuple soit respectée. Mais, en ce moment précis, nous sommes un peu disséminés dans la ville. Nous avons combattu toute la nuit les forces de Guéï Robert et les bérets rouges de Boka Yapi<sup>64</sup>. Mais nous n'avons pas réussi à maîtriser la poudrière. Et donc nous avons besoin que la population ivoirienne descende avec nous dans les rues ; et je vous dis que jusqu'à midi nous allons régler ce problème-là". Et donc j'ai annoncé la bonne nouvelle à tous ceux qui étaient dans le QG. Et puis, on a aligné les quelques voitures que nous avions. Le char était devant ; et nous derrière. Et on a commencé la procession pour appeler à la mobilisation. [...] Allou m'a dit de monter dans le char pour rassurer la foule qui hésitait. J'ai pris position dans le char. Mais je voudrais rappeler les propos que m'a tenu ce soldat-là qui était dans le char [...] Il m'a dit ceci : "Eh beh ! jeune homme, cher frère, moi je suis militaire et je peux mourir à n'importe quel moment dans ce char. Il faut savoir que ce char peut être la cible de n'importe quel tireur de lance-roquette et autres, parce que les gens de Boka Yapi sont disséminés dans la ville avec ce genre d'armes. Je préfère te dire que là où tu es, tu es en danger de mort. Tu peux mourir à n'importe quel moment. Et mon honnêteté militaire me recommande de te le dire". J'ai dit qu'à cela ne tienne ! Il y avait déjà eu suffisamment de morts la veille, et donc ma vie ne vaut rien face à l'avenir de la Côte d'Ivoire. [...] Et quand les Ivoiriens me voyaient dans le char en train de les appeler à la mobilisation, ils sortaient [...] jusqu'à ce que la marée devienne impressionnante [...] Toute l'autoroute était bondée de monde. [...] Mais arrivés au niveau de l'immeuble de la Sogefiha<sup>65</sup>, la situation devenait infernale ; parce qu'il y avait des tireurs embusqués dans tous les immeubles. Et ils faisaient feu sur la foule. Et là je me rappelle une scène vraiment qui, jusqu'aujourd'hui, me marque encore l'esprit. C'est celle d'un jeune qui était à mes côtés et qui a pris une balle sur le flanc et qui s'est vidé pratiquement de son sang. Et il a dit comme ça à ses amis qui le portaient "Dites à ma maman que c'est à cause de la Côte d'Ivoire et la victoire de Laurent Gbagbo que je meurs". Et quelques instants plus tard, il a rendu l'âme, parce qu'on ne pouvait pas le soigner. Malgré les tirs, la population avançait. [...] les nombreux morts la veille, au niveau de la RTI, au niveau de la CARENA, des jeunes qui avaient été massacrés... et dans d'autres endroits encore, tous ces morts-là ne sont finalement pas morts de façon gratuite, puisque leur combat a porté. Et Laurent Gbagbo a été désigné vainqueur de ces élections. Je crois qu'au décompte final, il y a eu environ 300 morts et des milliers de blessés. [...] Nous avons pris des risques énormes parce qu'il n'y avait pas de barrières entre les militaires et la population. C'était un face-à-face épique et à mort [...] Des jeunes ont affronté des militaires armés jusqu'à ce que Guéï Robert prenne son hélicoptère pour s'en aller loin du Plateau »<sup>66</sup>.*

Ce récit donne l'ampleur de la détermination de certains jeunes ivoiriens qui soutenaient Laurent Gbagbo. C'est pourquoi nous avons fait le choix de mettre, dans le titre de cette contribution, la dernière phrase de ce jeune tué dont parle Damana Pickass<sup>67</sup> : « *Dites à ma maman que c'est à cause de la Côte d'Ivoire et la victoire de Laurent Gbagbo que je meurs* ». C'est l'expression d'une option fondamentale pour son pays. Cette nouvelle mentalité d'une partie de la population ivoirienne se manifesta aussi régulièrement, durant le règne de Laurent Gbagbo qui, aux dires des jeunes, étaient leur espoir. Ainsi, du 6 au 9 novembre 2004, les Jeunes patriotes prirent également des risques pour sauver encore son régime. Après l'opération « Dignité » qui entraîna la mort de neuf soldats français, l'armée française entrepris la destruction de l'aviation militaire ivoirienne et fit mouvement vers des sites stratégiques ivoiriens. Les Jeunes patriotes bloquèrent la progression des chars français vers la résidence présidentielle et beaucoup parmi eux

<sup>64</sup> Boka Yapi était l'un des responsables de la junte militaire au pouvoir.

<sup>65</sup> Au Plateau.

<sup>66</sup> Nicoletta Fagiolo, « Simone & Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> mars 2013, [consulté le 5 mai 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=9\_GN68Je328&t=216s].

<sup>67</sup> Plusieurs sources que nous avons recoupées donnent la même version de la mort de ce jeune manifestant.

furent tués devant l’Hôtel Ivoire<sup>68</sup> par les tirs français. Le colonel Patrick Destremau, commandant le détachement militaire français qui était sur les lieux, affirme que ses éléments étaient débordés par la foule de manifestants qui montaient même sur leurs engins militaires :

*« On n’arrivait pas à éloigner cette foule qui, de plus en plus, était débordante. Sur ma gauche, trois de nos véhicules étaient déjà immergés dans la foule. Un manifestant grimpe sur un de mes chars et arme la mitrailleuse 7-62. Un de mes hommes fait un tir d’intimidation dans sa direction. [...] Le coup de feu déclenche une fusillade. L’ensemble de mes hommes fait des tirs [...] »<sup>69</sup>.*

La fusillade dure une minute. Environ deux milles projectiles sont tirés. Seize morts et soixante-seize blessés par balles sont enregistrés dans un premier temps. Le 11 novembre 2004, suite à ces événements anti-français, l’archevêque d’Abidjan, le Cardinal Bernard Agré, disait avoir vu soixante-quatre personnes abattues par l’armée française. Certaines victimes étaient décapitées<sup>70</sup>. Il y a eu plus de 2000 blessés. Le collectif des artistes Zouglou, dans le clip vidéo<sup>71</sup> de leur chant « *David contre Goliath*<sup>72</sup> », montrent justement les images de ces événements de novembre 2004. On y voit des Jeunes patriotes en colère affronter les tirs français et porter leurs morts sans reculer comme le montre la photo 12.

**Photo 12 : Des Jeunes patriotes portant leur camarade décapité, en novembre 2004.**



**Source : Thomas Hofnung, « Pour l’honneur de mes soldats », 10 décembre 2004, [http://lecombattant.canalblog.com/].**

Les paroles de « *David contre Goliath* » exposent la détermination de ces résistants à affronter l’adversaire, les mains nues, bien que celui-ci soit plus puissant :

*« Attention à la Côte d’Ivoire. Petit marteau casse gros caillou [...] L’ennemi oh, petit à petit s’est dévoilé [...] On a fait leur palabre<sup>73</sup>, ils nous ont appelé tirailleurs. Pour nous remercier c’est sur les enfants des tirailleurs vous tirez. Les mains nues quelqu’un qui cherche le palabre nous on fait. Tu veux protéger tes ressortissants, on te voit à l’aéroport. Tu as bloqué les deux ponts. Beaucoup de chars derrière chez Gbagbo ; comme si Gbagbo il est Français. Faut pas nous prendre pour bêtes. On n’est*

<sup>68</sup> Melynga, « David contre Goliath - David contre Goliath », *youtube.com*, 18 juin 2012, [consulté le 26 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=IX04MaQRI7I].

<sup>69</sup> Africanheritagevideo, « Côte d’Ivoire : quand l’Armée française ment. Part 2/2 », *youtube.com*, 2011, [consulté le 13 mai 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=3RtAB8NUGWw].

<sup>70</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 51.

<sup>71</sup> Melynga, *Op. cit.*, 2012.

<sup>72</sup> Premier livre de Samuel, chapitre 17, verset 1 au chapitre 18, verset 4. Sauf indication contraire, tous les passages bibliques de notre recherche sont tirés de *La Bible. Édition intégrale. TOB*, Paris, Cerf, 2010, 2757 p.

<sup>73</sup> En référence aux Africains ayant combattu pendant les deux Guerres mondiales pour la libération de la France.

*pas des moutons. Quelqu'un, tu as de politique tordue, nous on met en place [...] Communauté internationale, c'est pour vous. Yééé l'ONU oh, c'est pour vous. L'Union africaine, c'est pour vous. Information sur internet, c'est pour vous. Mais la Côte d'Ivoire, c'est pour nous. Embargo et puis après ? C'est armes seulement on n'a pas. Sinon en Côte d'Ivoire y'a tout chez nous [...] David contre Goliath [...] À tous les patriotes, du courage ! On n'est pas loin de la victoire. Le prix de la liberté c'est la souffrance [...] Résistons car nous n'avons qu'un seul pays : la Côte d'Ivoire [...] Jolies maillots ! On va les déshabiller<sup>74</sup> [...] Patriotes, on est beaucoup [...] Tuez-nous on est beaucoup. On peut pas finir »<sup>75</sup>.*

Par ailleurs, Charles Blé Goudé dit que 2000 civils ont été tués à l'Ouest par les FN, dans leur descente sur Abidjan<sup>76</sup>. Cela n'a pas découragé les Jeunes patriotes. Et entre mars et avril 2011, alors que beaucoup de politiciens et de proches de l'ex-Président allaient se mettre à l'abri en exil, ces patriotes anonymes continuaient d'offrir leur poitrine contre les balles des Français et des FN. Le 11 avril 2011, beaucoup de civils sont tués par les bombardements devant la résidence du Chef de l'État, dit Charles Blé Goudé<sup>77</sup>. Richard Dakoury donne son témoignage sur le sacrifice des manifestants : « *Ils ont sacrifié leur vie ! Beaucoup sont morts* »<sup>78</sup>. Il prend ici une voix triste, chargée d'émotions. Il baisse le ton. Son récit est lent, avec un regard perdu. Des larmes apparaissent dans ses yeux :

*« Aaah ! J'ai vu des femmes, des jeunes filles, à la Place de la République, sous un soleil accablant, en train d'être mobilisées, galvanisées. C'était la mode en Côte d'Ivoire. C'était la manifestation de l'amour. Chacun voulait démontrer combien de fois il était attaché à la Côte d'Ivoire. Malheureusement, beaucoup ont perdu la vie. Beaucoup ! Ils ont voulu voir un changement. Ils ont voulu voir la Côte d'Ivoire nouvelle. La Côte d'Ivoire libre. Et donc ils se sont engagés. C'est une décision personnelle que chacun a prise. Et ils étaient vraiment prêts à mourir... [Silence] Et il y en a qui sont morts [...] Oui ! Les Ivoiriens étaient vraiment prêts à mourir pour leur pays. Et ils sont morts pour leur pays »<sup>79</sup>.*

La sociologie des mobilisations est un point d'entrée pour comprendre ce qui se joue dans la mise en ordre des émotions que suscite la mort d'un combattant supposé exemplaire<sup>80</sup>. Pour les Jeunes patriotes, en effet, la mort de leurs camarades ne devait pas les faire reculer mais les galvaniser pour préserver la mémoire de ceux qui étaient tombés sur « le champ d'honneur ». Joël Tiéhi affirme que beaucoup de personnes ont perdu la vie pour sauver le pays. Il en a été témoin. Il dit avoir fait le constat d'une détermination des manifestants à aller jusqu'au bout, malgré les risques. Lors des tirs français de novembre 2004, il était sur l'esplanade de l'Hôtel Ivoire avec sa famille. Il raconte qu'il a failli mourir ce jour-là :

*« Ah oui ! Ah oui ! Il y a beaucoup qui se sont sacrifiés. Beaucoup, beaucoup, beaucoup qui se sont sacrifiés. Je prends l'exemple des tueries qui ont été faites devant la résidence du Président Gbagbo et aussi à l'Hôtel Ivoire. Tous ces gens-là, le Président Gbagbo ne pouvait pas les payer ! Parce qu'on a entendu dire que le Président Gbagbo donnait l'argent aux jeunes. Non ! Il ne pouvait pas payer tous ces jeunes-là ! Mais ils sont sortis par conviction. Ils sont sortis parce qu'ils aimaient leur pays. Malheureusement, il y en a qui nous ont quitté... Malgré les morts, les autres ne reculaient pas. Ils se*

<sup>74</sup> « *Jolies maillots ; on va les déshabiller* » est une expression ivoirienne utilisée lors des matchs de football par les supporters, pour dire que leur équipe remportera la victoire coûte que coûte.

<sup>75</sup> Melynga, *Op. cit.*, 2012.

<sup>76</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2011, p. 75.

<sup>77</sup> *Idem*, p. 79.

<sup>78</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>79</sup> *Ibidem*.

<sup>80</sup> Magali Boumaza et Aurélie Campana, *Op. cit.*, 2015.

*sont dit : “Il y a nos frères qui sont tombés. Pour leur mémoire, on ne devrait pas fuir. On devrait rester là pour le combat”. Moi-même j’étais à l’Hôtel Ivoire, avec mon épouse qui était enceinte de ma fille. Notre rôle, c’était pas de faire sortir les Ivoiriens et nous barrer. On était au front ! On a failli mourir aussi ! On nous a tiré dessus ! »<sup>81</sup>.*

Sidiki Bakaba, acteur, cinéaste et directeur du Palais de la culture d’Abidjan, était à la résidence de Laurent Gbagbo, lors de l’assaut final du 11 avril 2011. Il raconte ce qu’il a vu quand on l’emmenait, avec d’autres rescapés, hors de la résidence de l’ancien Président :

*« Il y avait des centaines de personnes, des civils, des jeunes surtout, venus se réfugier sur les pelouses de la résidence, et sur la route qui y menait, pour protéger Gbagbo. Quand j’ai été arrêté et emmené, le 11 avril, j’ai vu des centaines de corps de ces personnes étendues, mortes, tuées par les bombardements français, ou après leur arrestation, par les rebelles, après la reddition de Gbagbo »<sup>82</sup>.*

Pour Laurent Gbagbo, « *les vrais héros de notre histoire sont donc couchés, tombés morts. Les autres sont meurtris dans leur chair* »<sup>83</sup>. Un autre témoin, survivant des bombardements à la résidence de Laurent Gbagbo, affirme :

*« Lorsque les soldats FRCI entrent dans l’enceinte de la résidence, ils exécutent les militaires encore présents et des civils : des milliers de jeunes étaient venus avant le début des opérations onusiennes et françaises pour former un bouclier humain et protéger ainsi Gbagbo. Quand les tirs avaient commencé à toucher la résidence, ordre leur avait été donné de quitter les lieux<sup>84</sup>, mais une partie d’entre eux était restée dans les environs. Ce 11 avril, certains sont assassinés sur place »<sup>85</sup>.*

Laurent Gbagbo aurait été capturé à la mi-journée du 11 avril 2011. Protégé par les *com’zones*, il fut exfiltré. Il est pertinent de relever ici que, malgré son appel à la fin des combats lancé à son armée depuis le Golf Hôtel<sup>86</sup>, ses partisans continuaient de battre le pavé pour le sauver et exiger le respect des institutions républicaines. Nous avons tenté de décrire les circonstances dans lesquelles certains Jeunes patriotes se sont mobilisés au péril de leur vie. Beaucoup parmi eux sont décédés dans l’anonymat. D’autres ont bravé les appels au repli de leurs leaders pour se constituer en bouclier humain autour de Laurent Gbagbo. Toutes ces attitudes montrent l’émergence d’une nouvelle mentalité chez les jeunes radicalisés, alors que les Ivoiriens étaient réputés pacifiques et peureux. Pour immortaliser ceux qu’il appelle martyrs, Laurent Gbagbo a érigé en leur mémoire un monument.

---

<sup>81</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>82</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 285.

<sup>83</sup> *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000, p. 4.

<sup>84</sup> Quelques jours avant le 11 avril, Laurent Gbagbo aurait demandé aussi aux militaires loyalistes qui étaient dans sa résidence de partir. Certains obéirent. D’autres y restèrent au péril de leur vie. « *Ce n’est pas vous que les gens cherchent, c’est moi. Donc partez* », leur aurait-il dit, selon plusieurs sources. Fanny Pigeaud, par exemple, donne la même version. Cf. Fanny Pigeaud, *France Côte d’Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roque d’Anthéron, Vents d’ailleurs, 2015, p. 274.

<sup>85</sup> Fanny Pigeaud, *Op. cit.*, 2015, p. 275.

<sup>86</sup> Babeboloma, « Kidnapping de Laurent et Simone Gbagbo par les FRCI et Licorne française », *youtube.com*, 11 avril 2011, [consulté le 22 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=MR-KGUZijbY].



### 3) L'érection d'une place des martyrs par Laurent Gbagbo : enjeux historiques et politiques

Le propos qui suit analyse les circonstances de la construction du « Monument des martyrs » et son interprétation par les hommes politiques en fonction des enjeux. Laurent Gbagbo a inauguré cette œuvre d'art le 24 janvier 2002, dans la ville d'Abidjan<sup>87</sup>. Cet espace commémoratif s'afficha comme le symbole d'une protestation populaire. L'ex-Président ivoirien proposa d'y commémorer les victimes liées aux événements de son accession à la Présidence de la République après les élections d'octobre 2000. Nous jugeons opportun de consacrer une partie de notre recherche à ce monument, parce que son édification va dans le sens de notre postulat que des habitants de la Côte d'Ivoire se sont sacrifiés, entre 2000 et 2011, pour leur idéalisme républicain : des victimes ont été construites comme des martyrs dans un contexte de crise en Côte d'Ivoire, pour la légitimation du pouvoir de Laurent Gbagbo. Parce qu'il est historien de formation, Laurent Gbagbo sait l'importance et l'impact de la mémoire dans la construction et l'histoire d'une nation. En érigeant donc ce symbole, il fixait ces événements douloureux dans la mémoire collective nationale et internationale<sup>88</sup>. De plus, il tentait d'inscrire ce monument commémoratif et son pays dans la mémoire des « *patries inoubliables* »<sup>89</sup>. Afin de comprendre le contexte de construction de ce monument et ses implications sociopolitiques, nous proposons de tenter d'abord une approche du concept de martyr. Puis, nous verrons la portée symbolique du « Monument des martyrs » (photo 13) pour le régime de Laurent Gbagbo. Enfin, nous analyserons le regard porté sur cet édifice par l'opposition à son régime, en fonction des enjeux.

#### Photo 13 : Monument des martyrs, Abidjan.



Source : Prise de vue de l'auteur, le 7 janvier 2022.

<sup>87</sup> Guillaume Gbato, « Inauguration de la place des martyrs : les héros d'octobre 2000 élevés au panthéon de l'histoire », *Notre Voie*, n° 1099, 25 janvier 2002.

<sup>88</sup> Tiesse, « Morts pour que vive la liberté », *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000.

<sup>89</sup> Michel Bruneau et Papoulidis Kyriakos, « La mémoire des "patries inoubliables". La construction de monuments par les réfugiés d'Asie mineure en Grèce », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 78, n° 2, 2003, pp. 35-57.

Dans un premier temps, concernant l'approche conceptuelle du martyr, Magali Boumaza et Aurélie Campana<sup>90</sup> étudient comment des groupes sociaux, séculiers ou religieux, relevant de contextes divers construisent des figures de martyrs qui intègrent une mythologie propre au groupe d'appartenance revendiqué. Si le terme de martyr signifie « témoin » en grec, il en est venu à désigner celui qui consent à aller jusqu'à se (laisser) tuer pour témoigner de sa foi, de sa conviction, plutôt que d'abjurer ou d'abandonner son option fondamentale. La notion de martyr est, de fait, entendue ici comme croyance et comme ressource. Elle prend des valeurs variables entre les kamikazes du World Trade Center aux États-Unis, le 11 septembre 2001, et les victimes de massacres mortes pour leur indépendance politique dans certains pays. Pour ce qui est de l'attentat-suicide, Robert Pape<sup>91</sup>, dans *Dying to win : the strategic logic of suicide terrorism*, offre une contribution sur les dimensions politiques et militaires de cet acte extrême.

De nombreux auteurs ont, par ailleurs, essayé de comprendre la motivation des individus qui posent ces gestes et donnent leur vie pour une cause, volontairement ou pris dans des contraintes organisationnelles. Magali Boumaza et Aurélie Campana, pour leur part, tentent d'aborder le martyr à travers sa mobilisation comme ressource de l'action collective bien après la commission de l'acte. Ainsi, les dimensions culturelles et symboliques de la martyrologie et leur investissement par différents acteurs, nationalistes entre autres, sont convoquées. Il est question donc de la fabrication du martyr, de sa mise en discours et de sa transformation en ressources politiques. « *La signification donnée au geste, à ses conséquences et à sa portée dépendent pour beaucoup de l'investissement dont ils font l'objet par les entrepreneurs politiques qui s'en saisissent* »<sup>92</sup>.

Ainsi, dans un deuxième temps, à propos du regard du régime FPI sur le « Monument des martyrs », il convient de dire que le 9 novembre 2000, lors de la journée de « deuil national et de commémoration des martyrs » de la crise électorale de la même année, Laurent Gbagbo fit trois promesses<sup>93</sup> : d'abord, il comptait prendre un décret pour consacrer tous les 24 octobre comme « Journée des martyrs » sur toute l'étendue du territoire ivoirien. Ensuite, il décida de baptiser « Boulevard des martyrs » la partie sud de l'une des principales voies de la ville d'Abidjan. C'était une portion du Boulevard Latrille, partant de l'Hôtel Ivoire jusqu'au quartier d'Angré, qui serait ainsi nommée. Enfin, il annonça la construction, sur l'autoroute reliant le Plateau à Yopougon, d'un mémorial des martyrs en l'honneur des victimes des événements du 24 au 26 octobre 2000.

Dès lors, l'édification du « Monument des martyrs » aurait été décidée pour rendre hommage aux manifestants tombés les 24, 25 et 26 octobre 2000. Après son inauguration le 24

---

<sup>90</sup> Magali Boumaza et Aurélie Campana, *Op. cit.*, 2015.

<sup>91</sup> Robert Pape, *Dying to win : the strategic logic of suicide terrorism*, New York, Random House, 2006, 368 p.

<sup>92</sup> Magali Boumaza et Aurélie Campana, *Op. cit.*, 2015.

<sup>93</sup> M. Pépé, « Hommage aux martyrs de la démocratie », *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000.

janvier 2002, cet espace servit aussi à la commémoration des victimes des crises suivantes. Il s'agit notamment de celles de la tentative de coup d'État du 19 septembre 2002 et de celles tombées lors des événements du 6 au 9 novembre 2004 à l'Hôtel Ivoire. Le discours de Laurent Gbagbo, lors de la cérémonie d'hommage aux victimes d'octobre 2000 résume cette compréhension de la mort de ces personnes : « Ils sont tombés en combattant les mains nues sans haine... Dans les circonstances même de leur mort, ils ont indiqué le genre de vie qu'ils souhaitent pour l'humanité et pour les Ivoiriens. Ils ont fait de la démocratie une raison de mourir, c'est-à-dire une raison de vivre : offrir sa vie pour son pays, pour un idéal, pour un avenir meilleur »<sup>94</sup>. L'article de Notre Voie ci-dessous parle de cette cérémonie du 9 novembre 2000 au stade Félix Houphouët-Boigny du Plateau.

Image 23 : L'hommage de la nation aux victimes d'octobre 2000.

**JOURNÉE NATIONALE DES MARTYRS**

**Laurent Gbagbo : "Honneur à ceux qui sont tombés en combattant les mains nues sans haine"**



**Le président de la République, M. Laurent Gbagbo. (Ph. : Ben Varso)**

Les Ivoiriens, avec à leur tête le président de la République, chef de l'Etat, M. Laurent Gbagbo, ont rendu la mémoire de ceux des leurs qui sont tombés les 24, 25 et 26 octobre 2000, pour la liberté et la démocratie. C'était hier jeudi 9 novembre au stade Houphouët-Boigny en présence du corps diplomatique.

"Dans les circonstances mêmes de leur mort, ils ont indiqué le genre de vie qu'ils souhaitent pour l'humanité et pour les Ivoiriens. Ils ont fait de la démocratie une raison de mourir, c'est-à-dire une raison de vivre. Offrir sa vie pour son pays, pour un idéal, pour un avenir meilleur". C'est par ces propos que le président de la Côte d'Ivoire, S.E.M. Laurent Gbagbo, a déposé tout le sens du sacrifice des martyrs des 24, 25 et 26 octobre derniers, qui l'inspiration des hommes a rendu hommage hier jeudi 9 novembre, jour déclaré journée nationale de deuil en leur mémoire.

La cérémonie funéraire qui a été organisée à l'occasion au stade Houphouët-Boigny par le gouvernement était solennelle, d'émotion, de recueillement, d'apaisement, de prière. Mais, également d'espoir. C'est pourquoi le chef de l'Etat a lui-même rendu hommage aux martyrs : "Honneur à ceux qui ont combattu sans haine, honneur à ceux qui sont morts en combattant les mains nues ! Gloire aux martyrs de la démocratie !", a dit le président Laurent Gbagbo à leur endroit. Ainsi donc, dit le chef de l'Etat, la Deuxième République est née dans la douleur, "comme la Première République". Et le chef de l'Etat se rappelle les mots de Bouleï, de Dimborio, d'Agboville, de Tressville et de Grand-Bassam pendant la colonisation. Mais, pour le président Laurent Gbagbo, les Ivoiriens ne doivent pas se laisser abattre. Mais doivent rester debout et regarder l'avenir avec sérénité et confiance. Car, dira-t-il, "l'histoire d'une nation est faite de crises, d'épreuves et de crises comme celle que la Côte d'Ivoire vient de traverser. Et un pays incapable d'affronter ses crises, à terme et court à son déclin".

Pour le chef de l'Etat, les martyrs sont tombés sous les balles de ceux qui n'ont pas eu que ses temps ont changé.

Profitant donc de ce moment national de recueillement, le chef de l'Etat a lancé un appel au rassemblement des Ivoiriens et à l'unité nationale. "Au regard de cette dure épreuve, la Côte d'Ivoire, notre pays, a besoin de nos soins à tous et à toutes. J'invoie donc au rassemblement, à la cooptation la plus forte qui soit autour de la Côte d'Ivoire", a dit le chef de l'Etat. Pour lui, "l'unité de la Nation ne saurait être défendue sous aucun prétexte" car elle est "le commencement et la fin de toute action politique". Dans l'indépendance du chef de l'Etat, l'unité nationale, c'est l'unité autour de nos valeurs communes, consignée dans notre Constitution commune". C'est pourquoi il a tenu une fois de plus à rappeler aux citoyens de mauvais augure que la Côte d'Ivoire ne "recroûte" pas sa "Constitution" et n'organise pas non plus de nouvelles élections. Pour Laurent Gbagbo donc, "l'unité nationale se fera autour des bases que les Ivoiriens se sont librement données et pour lesquelles tout le monde a appris à voter oui, et qui ont été adoptées à plus de 96 % des voix".

Cette précision faite, le chef de l'Etat a souligné que les événements des 24, 25 et 26 octobre sont la preuve que le pays n'a pas tiré les leçons des troubles qu'il a eu dans la sous-région. C'est pourquoi, au nom des martyrs, le président Laurent Gbagbo en appelle à la reconnaissance de la Nation avec elle-même. Cependant, pour aider la conscience nationale à ne pas défaille, il a demandé au gouvernement d'ouvrir une enquête judiciaire pour voir ce qui s'est passé, saisir les responsables et sévir contre les coupables. Mais, pour montrer que le gouvernement n'a rien à cacher, le chef de l'Etat a dit que son gouvernement est prêt à donner une autorisation à tout organisme national ou international qui désignera faire une enquête parallèle ou complémentaire.

Avant le chef de l'Etat, c'est le "Premier ministre" Ahi N'Guessan qui a fait la déclaration de deuil national. Pour lui le nombre de morts importe peu, car "un mort est un mort". A sa suite, c'est M<sup>me</sup> Rachelle Gogoua, au nom des parents des martyrs, qui a remercié le gouvernement pour son action de solliciter.

C'est à 10 h 40 que le chef de l'Etat est arrivé au stade Houphouët-Boigny où il s'est noté devant le cercueil symbolique recouvert du drapeau national, après y avoir déposé une couronne au nom de toute la Nation.

Du stade Houphouët-Boigny, tout le monde s'est déporté à Cocody pour l'inauguration du Boulevard des martyrs qui part du carrefour Mermoz jusqu'à Arago.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation a représenté le chef de l'Etat à cette cérémonie. Après

le maire de Cocody, M. M. Théodore, qui a souhaité bienvenue aux autorités publiques, c'est le ministre d'Etat qui a procédé à l'inauguration. Mais la découverte de la plaque a fait ressortir un erreur grossière de la municipalité de Cocody qui a omis, date du 24 octobre. Il s'agit donc marqué sur la pancarte "Boulevard des martyrs des 24, 25 et 26 octobre 2000". Ceci provoque la colère des jeunes qui étaient sur les lieux, menés de front la pancarte à mots qui ont traité la mémoire des martyrs des 24, 25 et 26 octobre 2000.

Boga Sivo

**FPI LEGISLATIVES**

Les dossiers des candidats retenus pour les législatives sont reçus au siège du parti à Kouroussi ce vendredi 11 novembre jusqu'à 16 heures, dernier délai. Tout candidat en retard sera automatiquement remplacé.

Pour le SENELE  
P. Dano Djedji

**NÉCROLOGIE**

M. Zouko Lora Raymond est décédé à Grand-Bassam le 24 octobre 2000. M. Zouko Lora Raymond est né le 10 octobre 1924 à Grand-Bassam. Il a été directeur général de la COCOCI à Abidjan. M. Lora Zouko Lora est professeur à Abidjan. Les obsèques ont lieu à Grand-Bassam, le 26 octobre 2000. Les frais de sépulture ont été payés par ses parents, amis et connaissances le 24 octobre 2000.

**GNETO GBOAGNON LUCIE VERONIQUE DITE "DIBI"**

Decedee survenue par noyade à la CARENA lors de la marche du 24 octobre 2000 à Ibi.

La levée du corps a eu lieu le samedi 4 novembre 2000, à 9h, à la morgue de Yamoussoukro. Les obsèques ont lieu le même jour à 10h, au cimetière de Yamoussoukro (Abidjan).

Dans l'impossibilité de toucher individuellement tous ceux qui leur ont apporté un soutien moral, matériel et spirituel, les prient de trouver ici l'expression de leur profonde gratitude.

Source : Notre Voie, n° 745, 10 novembre 2000, p. 2.

Dans un troisième temps, pour ce qui est de la lutte autour de la symbolique de ce monument, Laurent Gbagbo se défendit contre l'accusation de l'avoir érigé uniquement pour ses sympathisants, arguant que les morts n'ont pas de partis<sup>95</sup>. Pour lui, les bases de l'édification de ce lieu ne seraient ni ethniques, ni régionales, ni partisans. Toutefois, le statut politiquement engagé de l'ouvrage fit subir au « Monument des martyrs » des actes de vandalisme, comme l'indique la photo 13. Cet espace s'est situé dans des lettres de significations qui opposent des groupes

<sup>94</sup> Boga Sivori, « Journée nationale des martyrs. Laurent Gbagbo : "Honneur à ceux qui sont tombés en combattant les mains nues sans haines" », Notre Voie, n° 745, 10 novembre 2000, p. 2.

<sup>95</sup> Laurent Gbagbo, « La mort n'a pas de parti, de religion, de région », Fraternité Matin, n° 10000, 10 novembre 2000.

concurrents. Passant d'un camp à l'autre, cette ressource commémorative semble mobilisée pour servir une entreprise de réécriture de l'histoire. Avec sa lecture du nationalisme radical basque, Mathieu Petithomme fixe justement les martyrs comme une ressource politique mobilisable en fonction des enjeux<sup>96</sup>.

Dans le contexte ivoirien, l'évocation des martyrs semble performative. En effet, elle construirait des imaginaires mobilisateurs pour donner sens à l'action collective, en fonction d'enjeu partisan. Ainsi, le FPI et le RDR ont mobilisé le concept de martyr pour désigner leurs victimes au cours des crises de 2000 à 2010. « *Considérées comme des "héros nationaux" ou des militants supposés être des modèles, ces victimes ont été inscrites à ce rang du fait de leur engagement "absolu" à défendre les valeurs de nationalisme, de patriotisme ou la diffusion des idéaux du parti politique dont elles sont issues* »<sup>97</sup>. Par le fait qu'il soit perçu par les militants du RDR comme érigé uniquement en l'honneur des martyrs du FPI ou des sympathisants de Laurent Gbagbo, le « Monument des martyrs » est devenu l'objet de deux positions contradictoires entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara<sup>98</sup>. Le 24 mars 2004, pendant la marche organisée par les militants du RDR et du PDCI pour protester contre certaines pratiques du FPI au pouvoir, l'œuvre d'art fut dégradé. Lors de la crise post-électorale de 2010-2011, il fut encore attaqué, laissant à l'observation les restes de sa fondation encore présente sur le site où il a été édifié, comme l'illustre la photo 13. Toutefois, même dans son état de ruines, il semble demeurer un objet « *d'identification et de désidentification au-delà duquel se révèlent aussi les alliances et rivalités* » entre les groupements politiques significatifs du pays<sup>99</sup>.

En somme, ce parcours a analysé l'irruption des Jeunes patriotes dans l'arène politique ivoirienne et la réappropriation radicale qu'ils ont fait des enjeux politiques. Olivier Roy dit que la radicalisation a trait à une volonté de rupture générationnelle qui épouse la cause nationaliste<sup>100</sup> dans sa dimension anti-domination<sup>101</sup>. Nous avons ainsi noté une radicalisation des manifestants autour de la nécessité de faire respecter la Loi fondamentale du pays par la Communauté internationale. Cette radicalisation suggère l'émergence d'une nouvelle mentalité chez ces militants. Les Jeunes patriotes semblaient prêts à mourir. Ainsi, Laurent Gbagbo a érigé le « Monument des martyrs », en mémoire de ceux qui sont morts dans cet engagement politique. Ce

---

<sup>96</sup> Mathieu Petithomme, « Commémorer les "gudaris" d'hier pour légitimer la violence d'aujourd'hui. Une étude socio-historique du détournement du Bizkargi et de l'Albertia Eguna au Pays basque », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 42, 2015, pp. 105-135.

<sup>97</sup> Barnabé Cossi Houéidin, N'Guessan Daniel Djédjé et Tata Mariam Fofana, « Monument des martyrs dans la ville d'Abidjan : entre logique urbaine et légitimation politique (2002 à 2010) », *Journal scientifique européen*, vol. 13, n° 25, 2017, pp. 207-235.

<sup>98</sup> *Ibidem*.

<sup>99</sup> Bamba Assouman, « La réconciliation, un choix imposé », in *Penser la réconciliation pour panser la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 73-91.

<sup>100</sup> Olivier Roy, *Le Djihad et la mort*, Paris, Seuil, 2016, p. 46.

<sup>101</sup> Farhad Khosrokhavar, *Op. cit.*, 2014, p. 94.

passage à la politique des « acteurs subalternes » laisse soupçonner l'essor d'une nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire.

### III LA GALAXIE PATRIOTIQUE : ESSOR D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Dans la logique des enjeux sociologiques de la mobilisation sociale étudiée, cette analyse voudrait montrer en quoi la Galaxie patriotique incarne l'essor d'une génération politique avec ses réussites et ses dérives. La génération politique peut se présenter comme un groupe d'individus de la même tranche d'âge qui se mobilise pour œuvrer à un changement social ou politique. Toutefois, les engagements politiques peuvent également convoquer d'autres critères que l'âge. La génération serait alors plus une communauté de représentations, d'attitudes, de sensibilités, de valeurs et d'expériences qu'une cohorte de naissance. Ainsi, la religion, le genre, l'ethnie, la conviction, l'idéologie et un événement particulier peuvent fédérer des personnes et construire des ensembles générationnels.

*« Une trame collectivement vécue, qu'elle soit historique (Seconde Guerre mondiale), socio-politique (Mai 68), économique (crise, chômage de masse), sociale (augmentation du nombre de divorces), éducative (modèle éducatif plus permissif et négocié, scolarité prolongée) ou technologique (mise sur le marché rapide et forte diffusion de nouvelles technologies) marque une génération »<sup>102</sup>.*

Karl Mannheim<sup>103</sup> met en lumière l'impact des événements historiques sur l'esprit des jeunes et la capacité de ces événements à forger des opinions politiques et des points de vue sur la société. Et justement la Galaxie patriotique est née en réaction à la rébellion du 19 septembre 2002. En prenant son destin en main, elle a affiché l'indépendance qui caractérise les nouveaux blocs générationnels. Elle s'engageait pour un sursaut national et se présentait comme incarnant une génération politique. Mais elle a pu connaître des déviations. C'est pourquoi, cette matière qui comporte trois axes, montrera d'abord en quoi la Galaxie patriotique illustre l'émergence d'une génération politique. Puis, elle mettra en exergue son appel à une résilience nationale. Enfin, elle parlera des dérives de la Galaxie patriotique.

#### 1) L'émergence d'une nouvelle génération politique en septembre 2002

Cette réflexion tente de montrer que la Galaxie patriotique incarne l'essor d'une génération politique au sens de Richard et Margaret Braungart, c'est-à-dire un groupe d'âge historique qui se

---

<sup>102</sup> Florence Abrioux et Bruno Abrioux, « Comment nuancer l'approche générationnelle des attitudes au travail ? Comparaison plurifactorielle et qualitative de deux générations de salariés d'une entreprise multinationale », *RIMHE, Revue interdisciplinaire sur le management et l'humanisme*, vol. 1, n° 4, 2012, pp. 91-109.

<sup>103</sup> Jean Crête et Pierre Favre (dir.), *Génération et Politique*, Québec, Presses Université Laval, 1989, pp. 11-26.

mobilise pour œuvrer au changement social ou politique, à un moment où l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif<sup>104</sup>. En effet, pour ces auteurs, les générations politiques naissent de « *l'interaction des forces qui se dégagent des phénomènes de cycles de vie, lorsque des cohortes ayant développé une conscience générationnelle grandissent sous des circonstances historiques qui changent, et qu'elles réagissent à une société décevante en se mobilisant en vue du changement politique* »<sup>105</sup>. Comme l'a suggéré Bénédicte Récappé<sup>106</sup>, on pourrait *a priori* voir, à travers l'expression « génération politique », la rencontre entre une cohorte et un événement politique. Sur la base de cette compréhension, on pourrait dire que la Galaxie patriotique s'est posée en génération politique pour deux raisons principales. D'abord elle a affiché une conscience générationnelle face à une société décevante dirigée par ses aînés. Ensuite, elle a été suscitée par un événement politique fondateur.

En premier lieu, à propos de la conscience générationnelle construite autour de leur groupe d'âge, disons que le mouvement a été lancé par une jeunesse dont la moyenne d'âge était de trente ans<sup>107</sup> en 2002. C'est cette classe générationnelle qui a voulu se poser en rupture avec des anciens qui avaient une autre manière de voir la société et la politique. Pour marquer le changement de mentalité qui s'opère depuis quelques années en Afrique, et surtout pour affirmer que les nouvelles générations n'accepteront pas forcément la domination occidentale et les intrigues politiques internationales que leurs aînés ont pu subir, Laurent Gbagbo déclara que « *le temps des tueurs est passé. Thomas Sankara au Burkina, Modibo Kéita au Mali, Sylvanius Olympio au Togo, assassinés par des soldats aux ordres, ce n'est plus possible... Il y a aujourd'hui une opinion publique en Afrique. Au Burkina-Faso, Blaise Compaoré a été chassé par son peuple* »<sup>108</sup>. Pour le leader du FPI, il faudrait désormais prendre en compte les aspirations d'une nouvelle génération de personnes qui semblent plus déterminées que leurs aînés à obtenir une réelle indépendance : il ne faudra pas passer d'une dépendance à une autre. L'indépendance et le partenariat, c'est la seule voie, pense Laurent Gbagbo<sup>109</sup>.

L'émergence de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire semble entrer dans cette logique d'autodétermination des peuples. Pour les Jeunes patriotes, le principe des nationalités et le droit des peuples à l'autodétermination s'imposaient désormais. Il y avait une sorte de résurgence de ce que Léopold Sédar Senghor nommait « *la valeur humaine de l'ontologie négro-africaine* »<sup>110</sup>.

---

<sup>104</sup> Magali Boumaza et Jean-François Havard, « Générations politiques : regards comparés. Avant-propos au thème », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, p. 187.

<sup>105</sup> Richard Braungart et Margaret Braungart, « Les générations politiques », in Jean Crête, Pierre Favre (dir.), *Génération et politique*, Québec, PUL, Economica, 1989, p. 38.

<sup>106</sup> Bénédicte Récappé, « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 205-220.

<sup>107</sup> Le mouvement fut ensuite rejoint par des personnes de tous les âges, enfants, jeunes et adultes.

<sup>108</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 6.

<sup>109</sup> *Idem*, p. 63.

<sup>110</sup> Léopold Sédar Senghor, *Négritude, arabisme et francité*, Beyrouth, Dar Al Kitab Allubnani, 1967, p. 6.

Dans leur compréhension de cette autodétermination<sup>111</sup>, ils s'opposèrent à la rébellion de septembre 2002. Ils voulaient marquer leur territoire et dire aux puissances étrangères que les choses avaient quelque peu évolué. Laurent Gbagbo va dans ce sens quand il dit qu'« *on devrait comprendre à Paris, et se méfier : les nouvelles générations ne ressemblent pas à la mienne* »<sup>112</sup>. La population d'aujourd'hui réclame sa souveraineté. S'opposer à ce droit légitime « *ne pourra que faire naître sans cesse des frustrations au sein des nouvelles générations, et des drames* »<sup>113</sup>.

Dans cet imaginaire national<sup>114</sup>, le sentiment d'appartenance qui se dégage alors des Jeunes patriotes crée une identité de génération. On aurait dit que l'histoire et les traditions ivoiriennes participaient à l'émergence de cette génération politique qui prenait sur elle de redonner au pays son unité d'antan, sa liberté et sa dignité. Ce désir d'unité est réaffirmé par ce manifestant interrogé à Gagnoa (Ouest Ivoirien) :

« *Notre génération a fini avec les histoires de régions, de religions, d'ethnie... C'est une génération qui veut qu'on tienne compte d'elle dans les prises de décisions qui concerne son avenir. Quand on parle de démocratie, il n'y a pas de démocratie pour les Bétés, il n'y a pas de démocratie pour les Agnis ni pour les Dioulas. C'est une vieille manière de voir les choses* »<sup>115</sup>.

Dans un tel contexte, du reste bien analysé par Jean-Pierre Wallot<sup>116</sup> dans le cas du Canada<sup>117</sup>, le facteur national s'imposa de lui-même à la conscience collective des manifestants ivoiriens. Et il met en relief les ingrédients qu'Isaiah Berlin impute à tout fait national au XIX<sup>e</sup> siècle et dont le plus important est « *la croyance en la nécessité primordiale d'appartenir à une nation* »<sup>118</sup>.

En second lieu, concernant la deuxième raison pour laquelle nous pourrions considérer la Galaxie patriotique comme incarnant l'essor d'une génération politique, le surgissement de la rébellion, le 19 septembre 2002, entraîna l'émergence des Jeunes patriotes le 26 septembre 2002. C'est donc ce coup reçu, au sens de Michel Dobry, qui fut l'acte fondateur de la Galaxie patriotique. Richard Dakoury insiste sur ce postulat : « *Ce n'est pas nous qui avons dit aux rebelles de nous attaquer pour que nous puissions créer un mouvement pour devenir célèbres et riches. La Galaxie patriotique est née parce qu'il y a eu une rébellion* »<sup>119</sup>. Pour Joël Tiéhi, l'attaque rebelle du 19 septembre 2002 fut l'événement politique qui enclencha la Galaxie patriotique. « *C'est par*

---

<sup>111</sup> Jean-Yves Guiomar, « Le nationalisme face à la démocratie », in Antoine de Baeque (dir.), *Une histoire de la démocratie en Europe*, Paris, Éditions Le Monde, 1991, p. 61.

<sup>112</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 8.

<sup>113</sup> *Idem*, p. 64.

<sup>114</sup> Benedict Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, 214 p.

<sup>115</sup> Entretien avec Gnahoua Baliet, 18 juillet 2020, Gagnoa.

<sup>116</sup> Jean-Pierre Wallot, *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique du Québec au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal Express, 1973, pp. 295-296.

<sup>117</sup> Gilles Paquet et Jean-Pierre Wallot, « Groupes sociaux et pouvoir : le cas canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 4, 1974, pp. 509-564.

<sup>118</sup> Isaiah Berlin, « Le nationalisme : dédains d'hier, puissance d'aujourd'hui », in Isaiah Berlin (dir.), *À contre-courant. Essai sur l'Histoire des idées*, Paris, Albin Michel, 1988, p. 361.

<sup>119</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

*rapport à cette attaque qu'on a essayé de se regrouper* »<sup>120</sup>. En effet, une semaine seulement sépare les deux événements. Tous les acteurs interrogés sont unanimes pour dire que la Galaxie patriotique n'aurait pas existé si la Côte d'Ivoire n'avait pas été attaquée.

De fait, l'insurrection armée se posait en obstacle à un rêve, un espoir que les jeunes nourrissaient avec le régime de Laurent Gbagbo, d'après Charles Blé Goudé<sup>121</sup>. Chacun des nombreux manifestants mobilisés, au sein de la Galaxie patriotique, voulait donc faire sauter l'obstacle qui pourrait empêcher un avenir meilleur. Selon Charles Blé Goudé, la jeunesse d'avant le 19 septembre 2002 était une jeunesse « *pleine d'espoir en ce sens que la Côte d'Ivoire, en 2000, venait de voir, à sa tête, l'élection d'un opposant historique qui portait l'espoir de cette jeunesse-là, qui l'a soutenue* »<sup>122</sup>. Avec l'arrivée au pouvoir de Laurent Gbagbo, en 2000, un autre projet politique et social semblait être proposé au pays. L'attaque du 19 septembre apparut alors comme un frein à l'espérance de cette jeunesse, « *ce qui a donc nécessité cette grosse mobilisation que vous avez vue [...] pas parce que ce pouvoir leur donnait de l'argent, mais parce que ce pouvoir incarnait un espoir pour eux* »<sup>123</sup>. Le leader de la Galaxie patriotique fait ressurgir des construits mentaux par une génération qui avait côtoyé les dirigeants FPI à l'Université. Nourris du projet de société de ces hommes politiques, les Jeunes patriotes, victimes de la crise économique des années 1980-1990, se considéraient comme les gardiens du régime de Laurent Gbagbo :

*« Ceux qui venaient d'arriver au pouvoir étaient pour la plupart des enseignants que nous avons fréquentés dans les amphithéâtres et qui nous ont dit que le monde et la vie pouvaient être autre chose que ce qu'on vivait, au niveau de l'éducation, au niveau de la santé, au niveau de l'agriculture [...] ce qui a fait que, face à un régime militaire, qui a voulu confisquer le pouvoir, en octobre 2000, cette jeunesse-là a risqué sa vie, a affronté des chars, a affronté des militaires les mains nues. Et elle se sentait comme le gardien de ce pouvoir qui venait d'être établi ; lequel pouvoir, pour cette jeunesse-là, était à même de créer un cadre pouvant lui permettre de s'épanouir. C'est dans cette attente-là, dans cet élan-là que le glaive a été porté dans le dos de la mère patrie, la Côte d'Ivoire »*<sup>124</sup>.

En définitive, la Galaxie patriotique révèle l'essor d'une génération politique parce qu'elle mobilisa une conscience générationnelle nourrie du sentiment d'appartenance à une cohorte dont l'espoir en un avenir meilleur fut brisé par la rébellion du 19 septembre 2002. Cette insurrection armée se présenta alors comme l'événement politique fondateur de ce mouvement. C'est l'émergence, dans un tel contexte de crise et de questionnement sociétal, d'incertitudes et de transition qui donne à la résilience sa résonance particulière dans l'engagement des Jeunes patriotes. Ceux-ci semblaient donc s'être mobilisés pour aider à la résilience nationale dont nous tentons maintenant de comprendre les articulations.

---

<sup>120</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>121</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>122</sup> *Ibidem.*

<sup>123</sup> *Ibidem.*

<sup>124</sup> *Ibidem.*



## 2) Une génération qui appelle à la résilience nationale

Dans une posture de résilience, les Jeunes patriotes semblaient décidés à maintenir le pays en marche, malgré l'attaque du 19 septembre 2002. Telle est l'objet principal de ce parcours. Pour définir la résilience, nous nous posons à mi-chemin entre la compréhension de Michel Manciaux et celle mobilisée par Benoît Lallau, Perrine Laissus-Benoist et Emmanuel Mbetid-Bessane. Pour Michel Manciaux, « *la résilience est la capacité d'une personne ou d'un groupe à se développer bien, à continuer à se projeter dans l'avenir, en présence d'évènements déstabilisants, de conditions de vie difficiles, de traumatismes parfois sévères* »<sup>125</sup>. Quant à Benoît Lallau et ses coauteurs, ils entendent la résilience comme « *la capacité des communautés et des systèmes à faire face aux chocs, mais aussi à s'y préparer, voire à les éviter et s'y adapter sur le long terme* »<sup>126</sup>. Il est donc question d'une capacité à faire face à des perturbations, dans les deux approches. Selon les cadres théoriques mobilisés, cette capacité va se décliner de manières très différentes, d'où une certaine malléabilité de la notion de résilience mobilisée dans plusieurs disciplines. Cette étude, verra comment la période de crise de 2002-2011, chargée de bouleversements paradigmatiques et sociétaux, interrogea la capacité de la société ivoirienne à surmonter les vulnérabilités qu'elle induisait<sup>127</sup>.

Avant d'analyser l'appel à la résilience nationale lancé par les Jeunes patriotes, nous voudrions revisiter l'histoire de Patrice Lumumba, ancien Premier ministre congolais<sup>128</sup>, et celle de Sékou Touré, premier Président Guinéen. Notre objectif est de relever les similitudes dans ces différentes ambitions anticolonialistes qui conduisirent leurs leaders dans des trajectoires engagées et souvent extrêmes. Patrice Lumumba prononça, en effet, un discours où il déclara : « *Africains levons-nous* ». Cet appel à la résilience fut lancé à la séance de clôture du séminaire international d'Ibadan (Nigeria), le 22 mars 1959, deux ans avant son assassinat. En 1959, il avait 34 ans comme la plupart des leaders de la Galaxie patriotique ivoirienne en 2002. Son pays, l'actuel RDC, ancienne colonie belge, est aussi grand que l'Europe occidentale. Il est riche en ressources minières et matières premières, tout comme la Côte d'Ivoire. Lors de son discours, Patrice Lumumba déclara que les aspirations des peuples colonisés et leur sort étaient les mêmes. Ils aspiraient à la libération du joug colonialiste : « *Le Créateur nous a donné cette portion de la terre qu'est le continent africain ; elle nous appartient et nous en sommes les seuls maîtres [...] L'Afrique tout*

---

<sup>125</sup> Michel Manciaux (dir.), *La résilience, résister et se construire*, Genève, Médecine et Hygiène, 2001, p. 64.

<sup>126</sup> Benoît Lallau, Perrine Laissus-Benoist et Emmanuel Mbetid-Bessane, « Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? », *Revue internationale des études du développement*, vol. 235, n° 3, 2018, pp. 9-25.

<sup>127</sup> Jean Marcel Koffi, « Résilience et sociétés : Concepts et applications », *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 2014, [consulté le 9 mai 2021], disponible sur : [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/10258/Koffi-introduction-11%281%29.pdf].

<sup>128</sup> Le 30 juin 1960, le Congo devint indépendant. Le 11 juillet 1960, il y eut une sécession du Katanga sous la direction de Moïse Tshombé. Le 14 septembre 1960, le colonel Mobutu organisa un coup d'État. Le 17 janvier 1961, Patrice Lumumba fut tué.

entière est irrésistiblement engagée dans une lutte sans merci contre le colonialisme et l'impérialisme »<sup>129</sup>. Pour Patrice Lumumba, si les colonisateurs adhéraient aux aspirations des Africains, alors ceux-ci pactiseraient avec eux, sinon ils seraient considérés comme ennemis de l'émancipation africaine. « Dans ces conditions, nous leur retirerons avec regret notre amitié »<sup>130</sup>, dit le leader Congolais.

Dans la même logique, le 25 août 1958, en Guinée<sup>131</sup>, Sékou Touré avait affirmé devant le général de Gaulle que « la force militaire dirigée contre la liberté d'un pays ne peut plus garantir ni le prestige, ni les intérêts d'une métropole »<sup>132</sup>. Et cela, en raison de l'évolution de l'environnement international qui subissait une véritable mutation. Il demandait l'indépendance totale de son pays<sup>133</sup>. De la même façon, la détermination des Jeunes patriotes à affronter l'armée française, pendant les crises ivoiriennes, laisse croire qu'un peuple déterminé est capable d'affronter les obstacles militaro-politiques. Déjà en 1958, Sékou Touré en parlait. Sa fameuse phrase resta dans la mémoire politique de l'Afrique combattante : « Nous préférons la pauvreté dans la liberté à l'opulence dans l'esclavage »<sup>134</sup>.

Pour le premier Président guinéen, en effet, toute contrainte subie et imposée dégrade celui sur qui elle pèse tout en lui retirant une part de sa qualité d'homme pour en faire un être inférieur. C'est pourquoi il exigeait une décolonisation intégrale de l'Afrique, de ses hommes, de son économie et de son organisation administrative. Sékou Touré prit, ainsi, ses distances par rapport au projet de Constitution du général de Gaulle qui comptait faire des Africains de la colonie française des citoyens français et des territoires concernés une partie intégrante de la République française : « Nous sommes Africains et nos territoires ne sauraient être une partie de la France. Nous serons citoyens de nos États africains »<sup>135</sup>, clama-t-il. Cette compréhension peut être mise en résonance avec les logiques discursives de la Galaxie patriotique qui, lors de ses meetings, disait régulièrement que « la Côte d'Ivoire n'est pas une sous-préfecture française ; ou Abidjan n'est pas un quartier de Paris », pour marquer l'indépendance du pays.

En deuxième lieu, faisons l'hypothèse que les Jeunes patriotes semblaient afficher la même ambition de résilience nationale face à l'attaque rebelle de 2002. En effet, pour Arsène Touho et Denis Pryen, la chute de Laurent Gbagbo, le 11 avril 2011, n'est rien d'autre que le point d'achèvement de la rébellion armée qui souhaitait voir Alassane Ouattara au pouvoir<sup>136</sup>. Denis Pryen et Arsène Touho ont décidé de remonter aux sources pour conter, date après date, les

---

<sup>129</sup> Patrice Lumumba, Sékou Touré et Jules Ferry, *Le colonialisme*, Villeneuve-d'Ascq, Points, 2010, p. 13.

<sup>130</sup> *Idem*, p. 14.

<sup>131</sup> Le 2 août 1958, la République de Guinée fut proclamée. Sékou Touré en fut le premier Président.

<sup>132</sup> Patrice Lumumba, Sékou Touré et Jules Ferry, *Op. cit.*, p. 29.

<sup>133</sup> *Ibidem*.

<sup>134</sup> *Idem*, p. 27.

<sup>135</sup> *Idem*, p. 30.

<sup>136</sup> Denis Pryen et Arsène Touho, *Op. cit.*, 2012.

différentes étapes de la réalisation de ce qu'ils appellent le plus long coup d'État de l'histoire de l'humanité : ce coup de force aurait duré 8 ans, 6 mois et 23 jours. Mais Charles Blé Goudé porte en lui la certitude de la victoire de sa génération :

*« Je vois déjà la dignité de notre génération poindre à l'horizon. Cette génération qui fait chaque jour l'expérience de "l'amère saveur de liberté" [...] car nul être humain ne saurait aimer une vie d'esclave [...] tout peuple [a le droit de] jouir de ses ressources minières et énergétiques et ce, dans un rapport d'équité avec ses différents partenaires »<sup>137</sup>.*

Allant dans son sens, Eugène Messina de la chaîne de Radio Siantou au Cameroun affirme : *« Je crois que la chute de Laurent Gbagbo, loin d'être la fin d'un film, est la semence de ce qui sera dans les années à venir »<sup>138</sup>*. Et pour l'homme politique Camerounais Abanda Kpama, la jeunesse africaine doit comprendre que son continent est face à un défi qui est celui de la libération<sup>139</sup>. C'est tout naturellement que le Président Laurent Gbagbo soutint ce combat des Jeunes patriotes qui s'opposaient à ceux qui avaient attaqué son régime : *« Une partie de la jeunesse a pris les armes contre la République. Une autre a pris la rue pour défendre la République. Curieusement, ce sont ceux qui ont pris la rue qu'on accuse d'être extrémistes [...] Moi je soutiens ceux qui soutiennent la République »<sup>140</sup>*, clama-t-il, en 2004, à l'issue d'une visite au Président français Jacques Chirac, à Paris.

On comprend alors les appels de Roger Gballou à une résilience du peuple ivoirien : *« Nous portons l'espérance des Ivoiriens et du monde entier dans le combat qui nous oppose à l'impérialisme occidental et onusien [...] Nous devons donner un signal fort au monde entier quant à notre détermination à défendre la Constitution, la souveraineté et l'indépendance de notre pays »<sup>141</sup>*. Cette mobilisation pour la résilience et le sursaut national fut entretenue par l'« Ode à la patrie » qui mettait beaucoup de Jeunes patriotes en mouvement :

*« Quand j'entends l'Ode à la patrie, je ne peux m'empêcher d'agir. C'est un chant de combat qui nous donne le courage de prendre tous les risques. Des risques que je n'ai jamais pris pour moi-même. C'est un appel qui nous met en transe. J'ai le cœur qui bat très fort, le corps qui est chaud. Je suis, comme mes camarades, dans un autre univers et je ne crains rien »<sup>142</sup>.*

Au plus fort de la crise militaro-politique, l'« Ode à la patrie » fut composée sur concours par des jeunes ivoiriens<sup>143</sup>, pour soutenir la résilience nationale. Elle fut reprise en boucle par des médias ivoiriens durant toute la durée de la crise jusqu'à 2011. Nous en offrons le texte<sup>144</sup> dans l'annexe 3. Plusieurs messages se dégagent de ce texte. La première strophe rappelle la conscience

---

<sup>137</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2011, pp. 13-14.

<sup>138</sup> Calixte Baniafouna, *Op. cit.*, 2011, p. 168.

<sup>139</sup> *Idem*, p. 172.

<sup>140</sup> Christophe Ayad, « La France ne peut pas toujours être là », *Libération*, 9 février 2004.

<sup>141</sup> Roger Gballou, *Côte d'Ivoire : le crépuscule d'une démocratie orpheline*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 54-55.

<sup>142</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 210.

<sup>143</sup> SouvereneteTv, « Patriote ! Ivoirien ! Tous Haut les cœurs », *youtube.com*, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=\_aaCAXO0lso].

<sup>144</sup> Djagoyowle Ogbawoli, « Côte d'Ivoire : chant patriotique. L'Ode à la patrie et le discours historique de Laurent Gbagbo », *Côte d'Ivoire ma terre*, 21 juillet 2011, [consulté le 7 mai 2021], disponible sur : [http://jaimelacotedivoire.blogspot.com/2011/07/cote-divoire-chant-patriotique-lode-la.html].

patriotique des générations passées qui ont édifié la Côte d'Ivoire, car la Côte d'Ivoire a été bâtie dans la souffrance de son peuple. Si les sociétés peuvent assurer leur renouvellement par apprentissage, notamment du fait de leur adaptabilité et de leur transformabilité<sup>145</sup>, la mémoire des luttes difficiles pour l'indépendance du pays est ici ravivée pour soutenir la résilience de cette génération qui fait face à une guerre. « *La transformabilité tient à sa capacité à innover suite à un choc qui rend son intégrité intenable* »<sup>146</sup>. La deuxième strophe convoque l'esprit de défense de la patrie par la détermination, la résistance et la bravoure malgré « *le feu des vents et la fureur des tanks* ». La troisième strophe annonce la libération prochaine du pays et l'indépendance véritable des Ivoiriens. La quatrième strophe informe que cette liberté sera acquise si les militants sont courageux et convaincus de la noblesse de la lutte, et font dialoguer conviction et détermination.

Les strophes 5 et 6 annoncent, cependant, que la restauration de la cohésion nationale et de la paix ne se fera qu'au prix d'énormes sacrifices, après la grave fracture sociale et les clivages nourris par la guerre de septembre 2002. La population ivoirienne est invitée à se réconcilier avec elle-même pour reconstruire le pays. Comme le suggère Boris Cyrulnik, « *on ne peut parler de résilience que s'il y a eu un traumatisme suivi de la reprise d'un type de développement, une déchirure raccommodée* »<sup>147</sup>. La résilience nationale est alors ici un processus qui permet de mobiliser des forces internes insoupçonnées. La dernière strophe est le refrain de l'Hymne. Elle résume le message du texte en stimulant à rester debout : « *Haut les cœurs* » ! Le chant invite, en définitive, à une co-construction sociale, mobilisant une certaine capacité d'action individuelle et collective : « *Ensemble, on ira* ». Gabriel Gonnet et Jean Marcel Koffi ont bien mis en évidence cette co-construction sociale qui sous-tend la résilience<sup>148</sup>. Pour eux, il y a une capacité à rebondir après un traumatisme. Et ils ouvrent des pistes vers ce qui pourrait être un travail de résilience collective.

Le 31 octobre 2005, lors de la remise du prix au vainqueur du concours de l'« Ode à la patrie », Laurent Gbagbo marqua son soutien total à cette population qui avait décidé de résister<sup>149</sup>. Il rappela la difficile traversée des pays qui sont aujourd'hui développés. Pour lui, ce chant était la preuve que des Ivoiriens avaient compris que le combat pour la résilience nationale était l'affaire de tous et non seulement des dirigeants politiques. Il ne manqua pas de rappeler son attachement à la Constitution que les Jeunes patriotes défendaient. Il décida que l'« Ode à la patrie » serait désormais propriété de l'État ivoirien comme une œuvre publique : « *C'est l'hymne des Ivoiriens qui ont refusé de mourir. Un pays meurt, quand ses habitants ont décidé de se laisser mourir, mais*

---

<sup>145</sup> Brian Walker et David Salt, *Resilience thinking : sustaining ecosystems and people in a changing world*, Washington, Island, 2006, 192 p.

<sup>146</sup> Jean Marcel Koffi, *Op. cit.*, 2014.

<sup>147</sup> Boris Cyrulnik, *Le murmure des fantômes*, Paris, Odile Jacob, 2003, p. 19.

<sup>148</sup> Gabriel Gonnet et Jean Marcel Koffi, *Résilience, cicatrices, rébellion*, Paris, L'Harmattan, 2010, 160 p.

<sup>149</sup> Cf. L'annexe 3 de notre recherche qui reproduit tout son discours.

*il vit, quand ils ont décidé de résister [...] Nous sortirons de cette crise [...] par la voie de la Loi, de la Constitution. [...] Ce “haut les cœurs” qui est prononcé ici aussi, est un appel à être debout »*<sup>150</sup>.

En somme, avec la rébellion de septembre 2002, le système social ivoirien a été impacté par une forte information exogène. L'onde de choc traumatique a mobilisé les Jeunes patriotes dans une attitude défensive. Ce coup, au sens de Michel Dobry, a entraîné d'autres coups en réaction. L'échange de coups tactiques dans les phases de mobilisation tend à structurer les perceptions des acteurs, leurs calculs et leurs comportements<sup>151</sup>. En effet, pour Michel Dobry, les temps de crise sont « *des moments où les choix tactiques des acteurs deviennent déterminants dans la marche d'événements* »<sup>152</sup>. Et on ne parle de mobilisation que lorsqu'un acteur s'insère dans une ligne d'action appelée « coup » dans un contexte conflictuel. Le coup est donc un acte qui affecte les attentes des protagonistes du conflit ou leur situation existentielle. L'appel à la résilience des Ivoiriens face au coup de la rébellion fonda donc l'engagement politique des Jeunes patriotes. Le refus de l'ordre de la fatalité a vu émerger des formes de radicalités. Mais, dans son enthousiasme, beaucoup de dérives furent notées dans les rangs de la Galaxie patriotique. Il semble important d'en relever quelques-unes.

### 3) Des dérives de la Galaxie patriotique

Dans l'analyse des mobilisations patriotiques, il convient aussi de souligner les dérives qui montrent les limites de ces mouvements. Notre propos ici vise à montrer que si la Galaxie patriotique se réclamait d'une guerre aux mains nues, certains membres de ce mouvement se sont illustrés par des agissements qui ont pu jeter le doute sur l'idéalisme républicain qu'ils affichaient. D'ailleurs, à l'appui de son avis dissident à l'audience de confirmation des charges contre Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, à la CPI, la juge belge Christiane Van den Wyngaert avait déclaré : « *Je souhaite dire clairement que, si je ne suis pas convaincue que les éléments de preuve figurant au dossier suffisent à renvoyer Laurent Gbagbo en jugement pour les charges portées en vertu des alinéas a), b) et d) de l'article 25-3, je ne nie pas que des crimes horribles ont été commis contre des civils par les forces loyales à Laurent Gbagbo* »<sup>153</sup>. Si la juge Christiane Van den Wyngaert mentionne l'expression « *crimes horribles* », ce n'est certainement pas à la légère. Les

---

<sup>150</sup> Djagoyowle Ogbawoli, *Op. cit.*, 2011.

<sup>151</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 40.

<sup>152</sup> *Idem*, p. 81.

<sup>153</sup> Justin Katinan Koné et Raymond Koudou Kessié (dir.), *L'acquiescement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 83.

représentants des victimes, lors de ce procès, ont certainement versé aux dossiers à charge des éléments de preuve qui, même s'ils n'étaient pas suffisants pour inculper Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, ont au moins le mérite de révéler des dérives de la Galaxie patriotique.

Un faisceau d'indices permet de soupçonner des déviations de ce mouvement. Des agressions de personnes ont été signalées. Et des Jeunes patriotes se sont aussi illustrés par l'usage d'armes blanches ou d'armes à feu dans leur engagement politique. Même si Charles Blé Goudé n'en assume pas la responsabilité, des crimes contre des nordistes ou des étrangers ont été commis par des Jeunes patriotes. Selon le Rapport de la Commission nationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011, « *des groupes armés pro-Gbagbo ainsi que les différents groupes des jeunes ont recouru au supplice du collier ou à l'article 125 (le pétrole : 100 FCFA et la boîte d'allumette : 25F CFA) pour brûler les personnes considérées comme des rebelles infiltrés ou des personnes ayant des noms à consonance nordique* »<sup>154</sup>. Le dimanche 27 février 2011, Lookman, un habitant de Yopougon, aurait filmé un crime dans le quartier pro-Gbagbo des Toits Rouges : « *J'ai vu de mes yeux un homme se faire battre à mort simplement parce qu'il portait des amulettes*<sup>155</sup> »<sup>156</sup>, déclare-t-il. Par ailleurs, toujours à Yopougon, la mosquée Médine du quartier Yopougon-Sideci a été saccagée, le vendredi 25 février 2011 (photo 14), par des pro-Gbagbo<sup>157</sup>.

**Photo 14 : Mosquée Médine de Yopougon saccagée, le 25 février 2011.**



Source : *France 24*, 28 février 2011.

De nombreuses dérives dues à l'euphorie ou à des ambitions de certains membres du groupement patriotique ont été relevées par des personnes lors de nos entretiens<sup>158</sup>. Leurs dires ont été confirmés par des victimes<sup>159</sup>. Selon l'ONUCI :

<sup>154</sup> Commission nationale d'enquête, *Rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011*, Abidjan, Juillet 2012, pp. 10-11.

<sup>155</sup> Les amulettes sont généralement portées par les gens du Nord, les Burkinabés, les Maliens ou les Nigériens etc.

<sup>156</sup> Les observateurs, « Les Jeunes patriotes "font leur loi" aux barrages de Yopougon », *France 24*, 28 février 2011.

<sup>157</sup> Ils protestaient ainsi contre des jeunes du RHDP qui, ce même jour, avaient incendié un bus de la Société des transports abidjanais (Sotra) dont le capital est largement détenu par l'État ivoirien dirigé par Laurent Gbagbo.

<sup>158</sup> Entretien avec Laurent Sossou, 22 août 2020, Yopougon.

<sup>159</sup> Entretien avec O. D., 1<sup>er</sup> septembre 2020, Bouaké.

« Les Jeunes Patriotes ont commis de graves exactions contre les populations civiles (exécution sommaires, atteintes à l'intégrité physique), ainsi que des entraves à la liberté de circulation, des actes de rackets et des destructions méchantes de biens publics et privés. Le leader du Congrès panafricain des Jeunes patriotes (COJEP), Charles Blé Goudé, aurait participé au recrutement et à la distribution des armes aux miliciens à Duekoué au courant du mois de mars. De même, Niossekan Barnabé, président local du COJEP de Sahibly, situé dans la zone de Toulepleu, a recruté 14 jeunes villageois sous prétexte qu'ils allaient être intégrés dans les forces armées. Les familles ont dû verser chacune 20 000 FCFA, ainsi que le prix du transport des recrues à Guiglo. Barnabé est décrit par ses victimes comme étant borgne, grand de taille et de teint noir. Un certain Dabila, clair et de petite taille, ainsi que les dénommés Solo, Ésaïe, Sea Paulin et Bah Twenty, tous membres du COJEP local de Sahibly, ont aussi exercé beaucoup d'exactions contre les populations locales. À Duekoué, les Jeunes patriotes se sont livrés à des exactions similaires contre les populations allogènes et allochtones, sous la conduite de Bah Roland, président local du COJEP »<sup>160</sup>.

En outre, un rapport de l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA) déclare que les milices les plus actives durant la crise postélectorale de 2010 ont été les éléments armés de la FESCI et les milices rattachées au Front national pour la libération totale de la Côte d'Ivoire, la branche armée de l'UPLTCI d'Eugène Djué<sup>161</sup>. Celui-ci était un membre éminent de la direction de la Galaxie patriotique. Ces groupes auraient fait beaucoup de victimes parmi les allogènes dont les maisons étaient marquées pour les identifier, dans un faisceau de délations. Par ailleurs, Bernard Houdin, Conseiller spécial de l'ex-Président Laurent Gbagbo, et qui, *a priori*, n'a aucun intérêt à salir la réputation des Jeunes patriotes, confirme qu'il y a eu des dérives dans cette mouvance de la Galaxie patriotique où la délation était fréquente. Et il en fut victime :

« Je dirige une nouvelle société de collecte de déchets, et une entreprise concurrente, qui voit sûrement d'un mauvais œil l'arrivée d'une entreprise professionnelle, a fait courir le bruit chez les "Jeunes patriotes" que je suis "un blanc proche de Chirac" ! La réaction ne se fait pas attendre. Un groupe d'étudiants de la FESCI saisit un des camions de la société, à hauteur du marché d'Anono, un des villages ébrié qui jalonnent Abidjan. Bien sûr, cette société où se mêlent des capitaux ivoiriens et italiens, n'est ni de près ni de loin liée au Président français de l'époque. Ces jeunes, que je vais rencontrer à la cité universitaire de Riviera II, grâce à la médiation de William Atteby<sup>162</sup> et l'intervention de Serges Kuyo, secrétaire de la fédération étudiante, comprennent rapidement qu'ils ont été intoxiqués. Avec le temps, on peut mesurer le côté dérisoire de la dénonciation... »<sup>163</sup>.

Ces incidents<sup>164</sup> ont nourri la conviction de beaucoup d'observateurs que les Jeunes patriotes étaient manipulés et bénéficiaient de la protection, au moins tacite, du régime de Laurent Gbagbo. D'ailleurs, suite à la destruction d'une école française à Abidjan par les Jeunes patriotes<sup>165</sup>, Laurent Gbagbo fut accusé de justifier les casses de la Galaxie patriotique, selon l'article de presse ci-dessous.

---

<sup>160</sup> Opération des Nations-unies en Côte d'Ivoire, *Rapport sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises à l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, 10 mai 2011, p. 15.

<sup>161</sup> OFPRA, *Rapport de mission en République de Côte d'Ivoire*, Mai 2013, p. 19.

<sup>162</sup> William Atteby était député FPI de Yopougon et un des fidèles de Laurent Gbagbo.

<sup>163</sup> Bernard Houdin, *Op. cit.*, 2019, pp. 113-114.

<sup>164</sup> Certains témoignages, recueillis lors de nos entretiens, relatent que des propriétés foncières de certaines personnes ont été arrachées à leurs propriétaires et confisquées par des Jeunes patriotes qui se sentaient intouchables par le pouvoir public de Laurent Gbagbo.

<sup>165</sup> Il s'agit du groupe scolaire Jacques Prévert que l'État ivoirien réhabilita. La remise des clés se fit en présence de Laurent Gbagbo, le 31 août 2010.

## Image 24 : Laurent Gbagbo vu comme défenseur des Jeunes patriotes.



Source : *Le Patriote*, n° 3261, 1<sup>er</sup> septembre 2010, p. 6.

Lors de nos entretiens, plusieurs leaders ont du reste parlé des actes condamnables de certains Jeunes patriotes constitués en groupes informels. Richard Dakoury a dit que c'était du rôle de l'État ivoirien d'assurer la sécurité des Ivoiriens. Le mouvement dont il se réclamait n'avait pas la légitimité pour interdire l'éclosion d'associations qui affichaient leur désir officiel de sauver la patrie. C'était une prérogative du gouvernement<sup>166</sup>. Il est clair qu'il aurait été difficile aux leaders de la Galaxie patriotique de contrôler ces milliers de personnes qui, sans leur appel, se mobilisaient souvent dans les rues ivoiriennes. Si la rébellion qui détenait une puissance de feu n'avait pas pu canaliser ses propres membres, comme l'a révélé Guillaume Soro, il paraît raisonnable d'envisager l'impossibilité pour les leaders de la Galaxie patriotique, qui prônaient une lutte aux mains nues, de désarmer des mouvements qui émergeaient partout dans la moitié Sud du pays.

Au final, nous avons tenté de mettre en évidence deux arguments qui permettent de suggérer que les Jeunes patriotes incarnent l'essor d'une génération politique. Il s'agit d'abord de leur détermination à prendre en main la destinée de leur pays face à l'échec des aînés. Il s'agit ensuite du constat que la Galaxie patriotique a émergé le 26 septembre 2002 parce qu'il y a eu un événement fondateur qui est la rébellion du 19 septembre 2002. Cette étude a aussi rendu raison de l'appel à la résilience qui a structuré l'engagement politique de ces « acteurs subalternes » qui ont affronté l'impérialisme occidental malgré leur faiblesse. Mais cette mobilisation populaire a entraîné des dérives qui ont entaché l'idéal nationaliste dont ce groupe se réclamait.

\*\*\*

<sup>166</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.



Ce chapitre a été une occasion de nous demander : comment la crise ivoirienne de 2002-2011 a-t-elle suscité des postures radicalisées chez les Jeunes patriotes ? Cette interrogation a conduit à envisager notre démarche en trois étapes. D'abord, il y a eu l'analyse de l'irruption des Jeunes patriotes dans l'arène politique ivoirienne. Cette irruption est le fruit d'une radicalisation de ces « acteurs subalternes » qui sont venus du bas pour s'imposer aux aînés. Ensuite, on a vu que cette réappropriation de la politique par ces nouveaux acteurs s'accompagnait d'une nouvelle mentalité qui poussaient certains d'entre eux à sacrifier leur vie pour leur option fondamentale pour le pays. En signe de reconnaissance, Laurent Gbagbo leur a érigé un monument pour qu'ils restent dans la mémoire collective. Enfin, dans un troisième temps, nous avons mobilisé des arguments qui permettent de penser que la Galaxie patriotique a incarné l'essor d'une génération politique. Cette irruption d'une jeunesse autonome et déterminée, dans l'espace politique ivoirien, et l'émergence d'une nouvelle génération politique prête au sacrifice de sa vie, pour protéger les institutions républicaines et faire respecter la Loi fondamentale de son pays, ont été des réponses à la rébellion de septembre 2002. Ainsi la crise de 2002-2011 a suscité la posture radicalisée des Jeunes patriotes qui étaient déterminés à mettre fin à la rébellion et au non-respect de la Constitution ivoirienne.

Les Jeunes patriotes de la génération des PAS étaient donc pris dans un paradoxe : devant le manque d'opportunités, ils se battaient pour construire une vie meilleure. On peut les considérer comme des agents de changements sociopolitiques. Pour eux, l'avènement de Laurent Gbagbo au pouvoir leur ouvrait une nouvelle ère d'espoir. Ainsi, ils étaient déterminés à aller jusqu'au bout. Un nouvel état d'esprit qui surprenait, du reste, les sociologues avait émergé. Les manifestants, jadis pacifiques et peureux, donnaient désormais l'image d'un peuple prêt au sacrifice suprême. Leur radicalisation trouvait sa source dans leur volonté de faire respecter la Constitution du pays. En définitive, les Jeunes patriotes, ces acteurs sociaux subordonnés, se sont affichés comme une génération politique mue par une conscience générationnelle et mobilisée par l'événement fondateur de la rébellion du 19 septembre 2002. Toutefois, comme dans plusieurs manifestations populaires, des dérives graves ont été souvent enregistrées. Ces déviations sont justement, pour nous, un prétexte pour interroger, dans le chapitre suivant, la marge d'autonomie de ces militants et la performativité de leur mouvement.

## CONCLUSION PARTIELLE

Au final, dans quelle mesure la jeunesse nationaliste ivoirienne a-t-elle été un acteur déterminant dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire depuis la période postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2011 ? En quoi l'interventionnisme français structura-t-il la communication politique des Jeunes patriotes ? Et comment la crise ivoirienne de 2002-2011 a-t-elle suscité des postures radicalisées chez les Jeunes patriotes ? Nous avons fait le constat que la jeunesse ivoirienne, venue du bas, a pris son destin en main. Depuis les indépendances, elle s'est engagée pour les intérêts des autochtones. Et lorsque la crise économique des années 1980-1990 est intervenue, elle a pris la tête de la mobilisation qui a conduit au rétablissement du multipartisme. C'est aussi la jeunesse ivoirienne qui, influencée par la FESCI, est entrée en sédition pour créer la rébellion de septembre 2002 et son corollaire, la Galaxie patriotique. En effet, ces deux grands mouvements ont été menés par des jeunes de trente ans à l'époque. Ils se sont côtoyés à l'Université de Cocody, à Abidjan. Et leurs aspirations à jouer les premiers rôles au plus haut niveau de l'État les ont conduits à s'inscrire dans l'un des deux camps opposés, selon leur lecture des enjeux du moment : la rébellion ou la Galaxie patriotique.

Le camp pro-Gbagbo, mené par la Galaxie patriotique, a ainsi mis en place une stratégie de communication affichant son nationalisme, accusant la rébellion de défendre les intérêts des étrangers. C'est dans ce cadre qu'en faisant l'apologie de Laurent Gbagbo, les Jeunes patriotes n'ont eu de cesse de fustiger l'interventionnisme français qu'ils accusaient de soutenir la rébellion et de vouloir recoloniser la Côte d'Ivoire. Cette détermination des Jeunes patriotes a suscité des postures radicalisées construites autour de la nécessité de respecter la Constitution du pays. Cette réappropriation de la politique les conduisit souvent au sacrifice de leur vie. La Galaxie patriotique incarna alors l'émergence d'une nouvelle génération politique suscitée par la rébellion de septembre 2002. Malgré ses limites, elle s'engagea pour la résilience nationale et la protection des institutions républicaines. Son action s'inscrit profondément dans la mémoire collective. C'est pourquoi, dans la dernière grande partie de notre recherche, il semble pertinent d'analyser l'impact de ce groupe générationnel dans l'histoire politique ivoirienne.

## **PARTIE III**

### **L'IMPACT DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE DANS L'HISTOIRE POLITIQUE IVOIRIENNE**

## INTRODUCTION PARTIELLE

Cette troisième grande partie voudrait étudier les traces laissées par la Galaxie patriotique dans la mémoire collective en mettant en exergue l'impact de ce groupe générationnel dans l'histoire politique ivoirienne. Nous tenterons, ainsi, de répondre aux questions suivantes : dans quelle mesure l'idéalisme d'une résilience nationale a-t-il structuré le militantisme des Jeunes patriotes ? En quoi le genre musical Zouglou a-t-il reflété l'engagement politique de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire ? Et comment les Jeunes patriotes s'inscrivent-ils désormais dans la dynamique de reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire ? Les Jeunes patriotes ont, en effet, mobilisé l'espace public de 2002 à 2011 avec une rare performativité et une certaine autonomie d'action. La rue était leur lieu de combat. Pour galvaniser les foules, ils étaient accompagnés de chanteurs Zouglou. La musique Zouglou leur servit de cadre d'expression publique et figea dans la mémoire collective les différents thèmes convoqués lors des meetings de la Galaxie patriotique. Aujourd'hui encore, en écoutant ces chants patriotiques, les Ivoiriens se rappellent cette époque de l'engagement nationaliste des Jeunes patriotes. Et lorsque Laurent Gbagbo chuta en avril 2011, les membres de ce mouvement patriotique prirent des postures différenciées avec de nouvelles trajectoires. Cette dernière partie est construite autour des trois derniers chapitres de notre étude : le chapitre 7 analyse la mobilisation des Jeunes patriotes qu'il situe entre performativité et autonomie. Le chapitre 8 met en exergue le rôle de la musique Zouglou dans l'engagement politique des Jeunes patriotes. Et le chapitre 9 décrit la situation actuelle de la Galaxie patriotique dont nous faisons un bilan post-conflit.

## CHAPITRE VII : LA MOBILISATION DES JEUNES PATRIOTES : ENTRE PERFORMATIVITÉ ET AUTONOMIE

Ce chapitre se propose de discuter du rapport entre la capacité de mobilisation des Jeunes patriotes par leurs leaders ou les hommes politiques ivoiriens, en échange (ou non) de gratifications, et la marge d'auto-saisine de ces manifestants dans leur mobilisation. Il sera donc question de voir si les Jeunes patriotes se rassemblaient parce qu'ils y étaient invités ou si leurs actions étaient mues par une décision personnelle de défendre la République en danger. Nous convoquerons, dans ce cadre, les problématiques de persuasion des foules par la performativité des discours politiques à travers les médias en général et la télévision nationale ivoirienne en particulier. Nous ferons également dialoguer l'approche fonctionnaliste avec l'autonomie d'action qui semble avoir caractérisé plusieurs des meetings de la Galaxie patriotique. Cela permettra d'interroger le degré de conviction que portaient ces acteurs sociaux dans leur engagement pour le rétablissement de la paix.

Ainsi, la question qui guidera notre démarche, dans ce chapitre, est : dans quelle mesure l'idéalisme d'une résilience nationale a-t-il structuré le militantisme des Jeunes patriotes ? Par résilience nationale, nous entendons la capacité des territoires, des États ou de la population, des communautés ou des personnes à « *absorber les chocs et à s'en remettre, tout en adaptant et en transformant de façon positive leurs structures et moyens de subsistance face à des changements à long terme et à l'incertitude* »<sup>1</sup>. Le choc dont il s'agit dans notre étude est l'attaque rebelle du 19 septembre 2002. Cette enquête vise à mettre au jour les dispositifs finalisés qui cadrent et donnent du sens aux actes élémentaires comme un appel à manifester. Et elle vise également à identifier les conditions sociales, cognitives ou institutionnelles qui peuvent influencer l'action collective. La réflexion menée ici est suscitée par la persistance des débats autour de l'instrumentalisation de la jeunesse par les hommes politiques. Ce chapitre se déclinera en trois étapes. La première étape tentera de comprendre la mobilisation des Jeunes patriotes à partir du concept de la performativité. La deuxième étape analysera l'impact des messages télévisés sur la mobilisation des Jeunes patriotes. Et la troisième étape situera la part d'autonomie dans la décision d'action des Jeunes patriotes.

---

<sup>1</sup> Comité d'aide au développement/Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), *Risque et résilience. Réunion du Comité d'aide au développement*, Paris, 9 juillet 2013.

## I COMPRENDRE LA MOBILISATION DES JEUNES PATRIOTES À PARTIR DU CONCEPT DE LA PERFORMATIVITÉ

Notre réflexion voudrait mettre en évidence une clé de compréhension des manifestations gigantesques qui ont monopolisé la rue ivoirienne entre 2002 et 2011. Nous faisons l'hypothèse que ces rassemblements de milliers de Jeunes patriotes étaient suscités par les appels des leaders à travers les médias notamment. D'où l'intérêt de l'approche en termes de performativité que défend cette première étape. La monopolisation de ce concept ouvrira, par ailleurs, notre champ de recherche sur la subjectivation des acteurs mobilisés dans la manière dont ils se représentaient leur engagement dans l'arène politique. Ce concept de la performativité permettra, enfin, de comprendre comment de parfaits inconnus et des acteurs sociaux subordonnés ont pu, à travers la Galaxie patriotique, changer le rapport de forces : de faibles ils sont devenus puissants, se dotant, par le fait même, de pouvoir. En somme, il sera question de voir en quoi ils étaient un maillon important dans la gestion de la crise ivoirienne, et comment ils assumaient leur engagement.

Pour Franck Aggeri, la performativité renvoie à la capacité de certains énoncés délibérés à changer la réalité et les pratiques qu'ils désignent<sup>2</sup>. C'est en ce sens que ce terme sera compris dans cette étude. Nous faisons le choix de convoquer trois courants de recherche qui paraissent intéressants dans leur relation avec la question de la performativité : il s'agit de la perspective austinienne, de la perspective callonienne et de la perspective butlerienne. Ces trois trajectoires déroulent respectivement la capacité opérationnelle de la parole, l'importance de chaque actant, même les plus faibles, dans tout réseau et la subjectivation de ces acteurs qui assument leur être. Elles seront examinées, l'une après l'autre, en mettant en exergue leur potentiel pour notre réflexion sur les manifestations publiques des Jeunes patriotes. Ainsi, cette matière est construite autour de trois axes. Dans un premier temps, nous verrons en quoi « dire c'est faire »<sup>3</sup> avec la perspective austinienne. Dans un deuxième temps, nous analyserons l'importance de chaque actant dans tout réseau, étant entendu que même les plus insignifiants et les plus faibles (comme les Jeunes patriotes) peuvent perturber l'ensemble de la société. Enfin, dans un troisième temps, nous tenterons de comprendre comment « être ce qu'on dit être » révèle la performativité de la subjectivation.

---

<sup>2</sup> Franck Aggeri, « Qu'est-ce que la performativité peut apporter aux recherches en management et sur les organisations. Mise en perspective théorique et cadre d'analyse », *M@n@gement*, vol. 20, n° 1, 2017, pp. 28-69.

<sup>3</sup> John Langshaw Austin, *Quand dire c'est faire*, Paris, Points-Seuil, 1991, 202 p.

## 1) Quand « dire c'est faire » avec la perspective austinienne

Avec la perspective austinienne, nous voudrions montrer que les appels à manifester des leaders des Jeunes patriotes semblaient comporter une puissance performative en eux-mêmes, quand les conditions de félicité étaient remplies. Les manifestants répondaient effectivement à leurs invitations. L'approche austinienne de la performativité vient du philosophe et linguiste John Austin. Dans son ouvrage *How to do things with words*<sup>4</sup>, il postule que le langage ordinaire ne sert pas uniquement à décrire des choses ou à dire la vérité. Pour lui, le langage permet de transformer la réalité, de la « performer » : il s'agit moins de décrire une réalité préexistante que de comprendre comment la réalité est produite par des interventions intentionnelles. La performativité est alors le fait, pour un signe linguistique ou un énoncé, d'être performatif, c'est-à-dire de réaliser lui-même ce qu'il énonce.

L'énonciation n'est pas en train de « constater » une action ou une situation, mais constitue elle-même une action à part entière. De la sorte, à côté d'actes de langage constatifs, elle met en évidence une autre catégorie d'actes, dits performatifs, qui font advenir la réalité. Les performatifs sont des formes de parole d'autorité où le pouvoir opère à travers le discours. Par exemple : « *Je vous déclare mari et femme* », prononcé par l'autorité compétente, fonde un couple de personnes mariées. Ou bien lorsque, pendant un procès au tribunal, le juge déclare que la séance est ouverte, il ne décrit pas une réalité qui préexisterait. Au contraire, par ces mots, il transforme la réalité. La séance qui n'était pas ouverte auparavant l'est désormais : elle peut effectivement démarrer. Toutefois, le lien entre intervention et performativité n'est pas automatique ; et cette approche invite, bien au contraire, à s'intéresser aux conditions pragmatiques qui permettent de construire cette performance<sup>5</sup>.

Ceci explique pourquoi certains énoncés, dans certaines conditions spécifiques, produisent des effets alors que d'autres échouent à y parvenir. Il est clair, en effet, qu'il faut des conditions très précises, dites de « félicité », pour qu'un acte de langage soit performatif. Si, par exemple, le lieu d'énonciation de la phrase du juge qui ouvre une séance est inapproprié (supposons que le juge prononce cette phrase en plein match dans un terrain de football), il manquerait une condition de félicité nécessaire à la performativité de l'acte oral juridique. Ou bien si quelqu'un d'autre qu'un juge habilité le fait, rien n'advierait (considérons qu'un médecin déclare l'ouverture de la séance devant une cour de justice). En somme, l'acte n'est performatif que si certaines conditions basiques sont réunies. « *L'acte performatif dépend donc de conditions sociales et de*

---

<sup>4</sup> John Langshaw Austin, *How to do things with words*, Oxford, Oxford University Press, 1962, 178 p.

<sup>5</sup> John Austin tenta de mettre en lumière le pragmatisme de toute énonciation qu'il décomposa en actes locutoires (qui ont une signification), illocutoires (qui ont une force) et perlocutoires (qui ont des effets).

*l'institution d'un dispositif finalisé (une salle d'audience où différentes personnes sont réunies dans le cadre d'un procès qui lui-même s'inscrit dans un système juridique plus large) dont la légitimité est reconnue par tous (locuteurs et interlocuteurs) »<sup>6</sup>. Pierre Bourdieu le dit autrement :*

*« L'enquête austiniennne sur les énoncés performatifs ne peut se conclure dans les limites de la linguistique. L'efficacité magique de ces actes d'institution est inséparable de l'existence d'une institution définissant les conditions (en matière d'agent, de lieu ou de moment, etc.) qui doivent être remplies pour que la magie des mots puisse opérer. Comme l'indiquent les exemples analysés par Austin, ces "conditions de félicité" sont des conditions sociales. Et celui qui veut procéder avec bonheur au baptême d'un navire ou d'une personne doit être habilité pour le faire, de la même façon qu'il faut, pour ordonner, avoir sur le destinataire de l'ordre une autorité reconnue »<sup>7</sup>.*

Ainsi, lorsque Charles Blé Goudé, leader reconnu par les Jeunes patriotes, déclara par exemple : « *Je vous appelle tous à aller libérer notre aéroport. Si vous dormez, réveillez-vous. Si vous mangez, arrêtez de manger !* »<sup>8</sup>, les rues abidjanaises furent envahies dans les minutes qui ont suivi<sup>9</sup>. Et le jour où il prononça ces paroles, en novembre 2004, des avions de l'armée française, notamment, eurent du mal à atterrir, car la piste d'atterrissage de l'aéroport Félix Houphouët-Boigny étaient prise d'assaut par une immense foule de manifestants. Les Jeunes patriotes reconnaissaient, de fait, à Charles Blé Goudé la légitimité, le droit et la faculté de les mobiliser quand c'était nécessaire. Par contre, lorsque le 25 décembre 1999, suite au premier coup d'État que connut la Côte d'Ivoire, le Président déchu Henri Konan Bédié avait invité les populations à descendre dans la rue pour s'opposer au putsch militaire de Robert Guéi, personne n'avait obéi à son appel. Les Ivoiriens ne lui reconnaissaient sans doute plus ni la faculté ni la légitimité de les rassembler. Son appel ne connut donc pas la performativité escomptée. Il dût prendre le chemin de l'exil avec sa famille, en direction du Togo, puis de la France.

Des auteurs se sont intéressés à la performativité du langage oral, écrit et vestimentaire. C'est le cas de François Cooren<sup>10</sup> pour les discours organisationnels. Mis en rapport avec le style de communication verbal et non verbal des leaders de la Galaxie patriotique, on perçoit l'effet que certains mots ou le style vestimentaire de Charles Blé Goudé avait sur la foule de manifestants. Quand il disait par exemple, lors des meetings, « *y a rien en face, c'est maïs* »<sup>11</sup>, ses partisans comprenaient bien qu'il déclarait que les adversaires politiques étaient battables<sup>12</sup> et pas aussi puissants qu'ils paraissaient<sup>13</sup>. On a aussi longtemps cherché à comprendre le sens que ce leader donnait à sa casquette relevée par le bout. Il a toujours répondu que c'était un code entre lui et ses

<sup>6</sup> Franck Aggeri, *Op. cit.*, 2017.

<sup>7</sup> Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 108.

<sup>8</sup> Appel lancé par Charles Blé Goudé, le 6 novembre 2004, suite à la destruction de l'aviation ivoirienne par l'armée française.

<sup>9</sup> Christ Kounte, « Appel historique RTI CBG », *youtube.com*, 27 septembre 2014, [consulté le 6 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=CvKA9-4DnDU].

<sup>10</sup> François Cooren, *Organizational discourse : Communication and constitution*, Oxford, John Wiley & Sons, 2014, 224 p.

<sup>11</sup> Lors des matchs de football dans les quartiers populaires ivoiriens, quand une équipe marquait un but, cette expression était régulièrement utilisée, sous forme de moquerie, pour dire que l'équipe adverse n'était pas à la hauteur.

<sup>12</sup> Banawenge, « Gbagbo c'est comment : libère en Zougrou », *youtube.com*, 2010, [consulté le 17 janvier 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=CIOOIL-7yLY].

<sup>13</sup> Alain Doh Bi, « Y a rien en face, c'est maïs », *youtube.com*, 22 janvier 2012, [consulté le 17 janvier 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=1kFmF\_qhfD0].



partisans : cela signifiait simplement que le général<sup>14</sup> était debout et donc que le combat continuait. Ces codes semblaient avoir pour but de galvaniser les manifestants (photo 15).

**Photo 15 : Charles Blé Goudé à la Place la République d'Abidjan-Plateau, 1<sup>er</sup> février 2003.**



Source : Patrick Robert, 1<sup>er</sup> février 2003.

Cette photo montre Charles Blé Goudé, casquette verte avec le bout relevé sur la tête. Dans la plupart de ses apparitions publiques, et même durant des réunions ou des conférences, il avait cette casquette de « général », pour motiver ses troupes à rester mobiliser. Joël Tiéhi parle de cette casquette : « *Les vrais généraux, ils ont leur petit chapeau. Donc puisqu'on l'appelait général, il a pris ce chapeau-là, je ne sais où. Mais, une fois, on s'est réuni et puis on a vu qu'il avait mis ce chapeau-là. Bon ! c'est vrai que ça a été aussi une guerre de communication. Bon ! On dit que c'est ce chapeau-là qui fait qu'il harangue beaucoup de gens* »<sup>15</sup>. Par ailleurs, comme le montrent la photo 15, Charles Blé Goudé porte sa montre sur le poignet droit, contrairement à la plupart des gens qui préfèrent le poignet gauche. Lorsque nous lui avons demandé la raison de ce choix, il a répondu qu'au Lycée classique d'Abidjan, il était membre d'un groupe de dix élèves qui avaient décidé d'être anticonformistes. Et quand ils se rencontraient, ils se reconnaissaient par ce signe. « *Quand on te voit, tu es l'un de nous* »<sup>16</sup>. Il dit qu'aujourd'hui encore tous les dix membres de ce groupe d'amis portent toujours leur montre sur le poignet droit. Cet esprit anticonformiste a sans doute contribué à lui forger un caractère de leader qui assume ses choix.

Parmi les réflexions suscitées par la posture de John Langshaw Austin, on peut relever celles de Jacques Derrida<sup>17</sup> et John Searle<sup>18</sup> pour qui la performativité des actes de langage ne tient pas seulement à leurs propriétés intrinsèques ou aux conditions de félicité mais également à leur répétition, leur itération dans le temps. « *Ainsi, lorsque des énoncés sont répétés de façon rituelle, leur sens se fixe progressivement pour acquérir une capacité performative* »<sup>19</sup>. L'efficacité de l'énoncé performatif tiendrait à ce que celui-ci fait écho à des actions antérieures ; elle serait

<sup>14</sup> Le général est l'un des nombreux surnoms qu'on donnait à Charles Blé Goudé.

<sup>15</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>16</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>17</sup> Jacques Derrida, « Signature, event, context », *Glyph*, 1, 1979, pp. 172-197.

<sup>18</sup> John Searle, *Speech acts: an essay in the philosophy of language*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 214 p.

<sup>19</sup> Franck Aggeri, *Op. cit.*, 2017.

acquise à travers la répétition. Les appels à la mobilisation à la Place de la République d'Abidjan-Plateau connurent sans doute autant de performativité grâce à leur répétition dans un langage bien familier aux Jeunes patriotes. Rassembler régulièrement des centaines de milliers de personnes, en un temps court, exigea sûrement un travail de codification itérative que les leaders de la Galaxie patriotique ont dû savoir mettre en œuvre, au fur et à mesure. Ainsi, par exemple, l'expression « *à chacun ses lèkès* »<sup>20</sup> signifiait que tous les manifestants devaient se retrouver dans la rue pour battre le pavé. Et tous les Jeunes patriotes comprenaient parfaitement le message. Les *lèkès* sont des chaussures en caoutchouc, pratiques pour la marche et les courses à pied sur de longues distances. Par ailleurs, les surnoms donnés aux différents lieux de rassemblements (la Sorbonne au Plateau, la Place CP1 ou l'Espace Zébié de Yopougon...) évoquaient dans la mémoire collective des événements précis.

Par exemple, le Zébié est un terrain de football situé dans la commune de Yopougon. Chaque année, les amateurs de maracana s'y donnent rendez-vous. Sur cet espace, de grands noms du football ivoirien ont laissé leurs empreintes. Ce lieu très connu accueillait de nombreux meetings des Jeunes patriotes. L'organisateur du plus grand tournoi de maracana de la ville d'Abidjan qu'on appelle « Le Zébié » à Yopougon est Méléldje Bédi Aimé, surnommé Aimé Zébié. Ce surnom lui est venu du milieu du Zouglou. Il est en effet le propriétaire de « l'Internat », l'un des plus vastes maquis spécialisé dans la musique Zouglou. Or le zouglou est la musique de référence des Jeunes patriotes. Les artistes du Zouglou reprennent, de fait, en chanson, les aspirations de la jeunesse ivoirienne. Par ailleurs, c'est sur ce terrain que furent organisées les funérailles de Thierry Zébié, un étudiant ivoirien mort dramatiquement le lundi 17 juin 1991 dans une bataille entre des étudiants ivoiriens à Cocody.

L'évocation de ces lieux de rassemblements contribuait à la mobilisation. En somme, on pourrait postuler que pour les Jeunes patriotes « dire c'est faire ». La performativité des énonciations des leaders l'a montré dans ce parcours. Leurs paroles et leur comportement étaient porteurs de messages que la cible percevait régulièrement. Que leurs messages soient verbaux ou non verbaux, ils semblaient comporter une puissance performative en eux-mêmes quand les conditions de félicité étaient remplies. Après cette analyse de la perspective austinienne de la performativité, convoquons celle de Michel Callon pour voir en quoi elle pourrait éclairer notre problématique.

---

<sup>20</sup> Rossi Bgo, « À chacun son lèkê, voici un homme qui veut voir le pays dans la guerre », *youtube.com*, 2 août 2020, [consulté le 17 janvier 2021], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=dBzTYxNAGm8>].

## 2) Michel Callon et l'importance de chaque actant dans tout réseau

L'approche callonienne est ici mobilisée pour montrer que, malgré leur faiblesse, les Jeunes patriotes, acteurs sociaux subordonnés, sont devenus un lieu de pouvoir qui a mobilisé et contrôlé l'espace politique ivoirien durant une décennie. Ils se sont avérés incontournables dans la résolution de la crise ivoirienne. La perspective callonienne est suggérée par Michel Callon<sup>21</sup> qui développe une approche pragmatique de la sociologie des sciences où il étudie la science « *en train de se faire* »<sup>22</sup> plutôt que la science déjà faite. Pour lui, la science est un ensemble hétérogène de pratiques et de bricolage construits par expérimentations successives et par l'extension de réseaux d'actants, constitués d'humains et de non humains<sup>23</sup>.

Selon Michel Callon, le monde ne doit pas être pensé en termes de groupes sociaux, mais en réseau d'actants<sup>24</sup>. Le social naît donc des interactions successives d'actants hétérogènes, c'est-à-dire de l'acteur-réseau. Tout acteur est un réseau et tout réseau est un acteur. L'action d'un élément du réseau provoque la modification de ce dernier. Et chaque fois que l'ensemble du réseau agit, il y a une incidence sur ses composantes. Dès lors, l'action n'a pas de source précise car elle met toujours en mouvement un ensemble d'entités et mobilise la force collective que celles-ci représentent. Le retrait d'un actant du réseau peut fragiliser le réseau tout entier. Par exemple, révèle Michel Callon, ce qui permet à une voiture de circuler, c'est tout un complexe sociotechnique dans lequel on trouve pêle-mêle :

*« des constructeurs d'automobile, des compagnies pétrolières avec les empires coloniaux qui leur ont permis de se développer et les guerres qui leur permettent de survivre, des connaissances métallurgiques, des modèles scientifiques pour suivre l'explosion dans les moteurs, des chaînes d'assemblages et des ouvriers spécialisés avec des bureaux d'études, des conventions collectives, une certaine forme de régulation du travail, des lois environnementales, une infrastructure routière, des permis de conduire, des systèmes de taxation, des réseaux de distribution de l'essence et du gazole, des réseaux de garages, des villes conçues pour la circulation... »<sup>25</sup>.*

Chacun des éléments humains ou non humains qui composent ce réseau participe à une action collective que l'utilisateur du véhicule doit mobiliser chaque fois qu'il prend le volant de son automobile. On pourrait ainsi dire que la notion de réseau apporte un éclairage nouveau sur la notion de pouvoir. « *Elle permet de comprendre comment la force ou le pouvoir se construisent par association de faiblesses : les rapports de forces sont l'addition de rapports de faiblesses. Grâce à la notion de réseau, on peut savoir comment un point, qui était isolé, devient un point qui*

---

<sup>21</sup> Michel Callon (ed.), *The laws of the markets*, Oxford, Blackwell Publishers, 1998, 288 p.

<sup>22</sup> Michel Callon et Michel Ferrary, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », *Sociologies pratiques*, vol. 2, n° 13, 2006, pp. 37-44.

<sup>23</sup> La sociologie de l'acteur-réseau diffère de certaines approches constructivistes par le rôle qu'elle assigne aux non humains dans la composition de la société.

<sup>24</sup> Michel Callon, « What does it mean to say that economics is performative? », in Donald MacKenzie, Fabian Muniesa et Lucia Siu (eds.), *Do economists make markets? On the performativity of economics*, Princeton, Princeton University Press, 2007, pp. 311-356.

<sup>25</sup> Michel Callon et Michel Ferrary, *Op. cit.*, 2006, pp. 37-44.

*contrôle un grand nombre d'autres points, qui devient un lieu de pouvoir* »<sup>26</sup>. Michel Callon constate que la théorie de l'acteur-réseau a inspiré des travaux originaux en sociologie des sciences et des techniques, en anthropologie de la médecine et en sciences politiques<sup>27</sup>.

Justement, en sciences politiques, la démarche proposée par Michel Callon permet de comprendre comment des lieux dominés peuvent devenir, par reconfiguration progressive des réseaux, des lieux dominants. Plus concrètement, sa perspective offre une ébauche de compréhension de la performativité d'un simple appel émis par un jeune de trente ans (Charles Blé Goudé) qui perturba toute la Côte d'Ivoire de 2002 à 2011. Elle rend également raison de la puissance potentielle que représente la jeunesse qui, en temps normal, paraît inoffensive et dominée. L'approche callonienne permet de comprendre comment ces « acteurs subalternes » ou ces groupes sociaux subordonnés qui paraissaient faibles ont pu devenir un pôle de pouvoir, avec une force insoupçonnée, contrôlant ou impactant fortement l'ensemble social ou un grand nombre d'autres points.

Les Jeunes patriotes ont ainsi bloqué l'activité aéroportuaire, entre le 6 et le 9 novembre 2004, empêchant, par le fait même, toute liaison par avion avec l'aéroport international d'Abidjan. Les activités sociales étaient paralysées lors des mobilisations de la Galaxie patriotique. La vie économique du pays a aussi été perturbée maintes fois lors des manifestations de colère de ce groupe. Citons le cas des entreprises françaises détruites après les accords de Linas-Marcoussis de janvier 2003. Au niveau politique, l'avis de la Galaxie patriotique était pris en compte dans les négociations pour la paix. C'est ainsi qu'au moment de la crise postélectorale de 2010, elle fut conviée à discuter avec le panel de haut niveau qui était venu à Abidjan pour rencontrer Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo, en mars 2011. Ce panel était composé d'éminents hommes politiques étrangers et de membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine. Les Jeunes patriotes se sont ainsi imposés comme « *paramètres d'analyse des rapports de forces politiques dans les instances de règlement du conflit ivoirien* »<sup>28</sup>.

Ces exemples montrent la performativité de la Galaxie patriotique qui paralysa régulièrement toute la machine sociale ivoirienne. De parfaits inconnus ont pu, à travers ce mouvement, changer le rapport de forces : de faibles ils sont devenus puissants. Par ailleurs, des personnes isolées ont, par leur association les unes autres, constitué un centre de pouvoir, à travers la Galaxie patriotique qui contrôla un grand nombre d'autres points en Côte d'Ivoire. Par exemple, Charles Blé décrit la mobilisation multisectorielle qui se manifesta du 6 au 9 novembre 2004 :

*« Les jeunes ont bravé les chars les mains nues. Beaucoup sont morts. C'était extraordinaire ! Les 6, 7, 8 et 9 novembre 2004... les rues de la Côte d'Ivoire, toutes les villes, hormis les zones CNO<sup>29</sup> étaient*

---

<sup>26</sup> *Ibidem.*

<sup>27</sup> *Ibidem.*

<sup>28</sup> Ahoué Djié, *La jeunesse ivoirienne face à la crise en Côte d'Ivoire. Le point de vue des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 179.

<sup>29</sup> Les zones Centre, Nord et Ouest sous contrôle rebelle.

*pleines de monde. Les gens cuisinaient dans la rue. Les gens dormaient dans la rue pendant un mois et demi. C'est fin décembre qu'ils ont quitté la rue. Du 9 novembre, c'est fin décembre qu'ils ont quitté la rue. Oui ! Et j'ai eu du mal à les convaincre de quitter la rue. Quand un peuple arrive à ce niveau-là, dormir à la belle étoile, dormir dans la rue, cuisiner dans la rue... c'était notre révolution à nous »<sup>30</sup>.*

Au final, l'action d'une entité du réseau entraîne la modification de ce dernier. L'action n'a pas de source précise : elle peut jaillir de n'importe quel acteur du réseau, dans une mobilisation multisectorielle, et perturber l'ensemble du réseau. La perspective callonienne offre, de ce fait, un éclairage sur la performativité de chacun des acteurs sociaux dont l'absence ou la mobilisation a pu impacter durablement tout le réseau social ivoirien. Charles Blé Goudé, les jeunes, les rebelles, les hommes politiques, les militaires français (actants humains) ou la casquette verte du leader de la Galaxie patriotique, son appel, les *lêkês*, les codes liés aux lieux de rassemblement, ou les accords politiques entre Laurent Gbagbo et les rebelles (actants non-humains) sont autant d'actants dont la présence ou l'absence dans le réseau fut déterminante. Si chaque élément du réseau revêt une grande importance, il serait intéressant de voir, avec l'approche butlerienne, comment cet élément assume son identité et sa place dans ce réseau, par son discours sur lui-même.

### 3) « Être ce qu'on dit être » : la performativité de la subjectivation ou l'approche butlerienne

Cette troisième trajectoire voudrait démontrer que les Jeunes patriotes étaient convaincus d'être des patriotes luttant pour le respect des institutions nationales. Judith Butler est à l'origine de la vision que mobilise cette étape de notre réflexion. Elle étudie comment des catégories sociales et des identités tenues pour acquises sont historiquement construites par la répétition d'actes de langage et de pratiques qui transforment la signification que se font les individus d'eux-mêmes. Dans cette étude, nous nous adossons principalement à sa théorisation de la notion de performativité du genre. Judith Butler suggère que le genre<sup>31</sup> est un processus de construction sociale de la différence des sexes. L'identité est en construction permanente<sup>32</sup>. Selon l'auteur, le sexe, comme le genre, est une catégorie construite par le discours : on est ce qu'on a désiré être. En définitive, le genre est un ensemble de normes régulatrices orientées « *vers un idéal de genre, le masculin ou le féminin, qui fait advenir ce qu'il dit, ce qu'il nomme et ce qu'il répète incessamment* »<sup>33</sup>. En outre, Judith Butler suggère une « *resignification subversive* »<sup>34</sup> qui peut

<sup>30</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>31</sup> Judith Butler, *Gender trouble. Feminism and the subversion of identity*, New York et Londres, Routledge, 1990, 192 p.

<sup>32</sup> Pour Judith Butler, « *il n'y a pas d'identités sexuées et genrées innées, "naturelles", antérieures à la prohibition : la loi produit les identités et les désirs inadmissibles qu'elle réprime* ». Elle définit le genre comme « *un ensemble d'actes répétés, dans les limites d'un cadre régulateur extrêmement rigide* ». Irène Jami, « Judith Butler, théoricienne du genre », *Cahiers du Genre*, vol. 44, n° 1, 2008, pp. 205-228.

<sup>33</sup> Audrey Baril, « De la construction du genre à la construction du "sexe" : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, 2007, pp. 61-90.

<sup>34</sup> Judith Butler, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam, 2004, p. 244.

permettre aux victimes des discours de haine, de racisme, d'homophobie ou de déclassement social, par exemple, de les vider de leur charge d'humiliation et de se réapproprier leur force, au profit d'un discours insurrectionnel. Pourrait-on y voir un « *renversement de stigmat* », au sens d'Erving Goffman<sup>35</sup> ? Nous pensons que cela ferait sens. L'acteur social se réapproprie la force du stigmat et en fait ce qu'il veut.

Par ce processus de subjectivation qui intéresse Judith Butler, les Jeunes patriotes ont donc sans doute mis en évidence des mécanismes de performance invisibles qui les gouvernaient. L'image qu'ils avaient d'eux-mêmes semblait plus importante que ce que l'on disait d'eux : « ventriotes », affamés en quête d'ascension sociale, personnes instrumentalisées par le FPI. En mettant en perspective l'approche butlerienne avec la mobilisation des Jeunes patriotes, nous faisons l'hypothèse que la notion de conscience nationale naît de la prise de conscience d'appartenir à un groupe, et elle est mue par l'éternelle question de la quête identitaire. C'est la volonté d'être et de se définir par rapport à l'Autre. « *Nous voulons être ce que nous voulons que nous soyions* », assume ce Jeune patriote de Yopougon<sup>36</sup>. Ainsi, il semble que, par leurs actes, leur langage et leurs discours sur eux-mêmes, les Jeunes patriotes ont tenté d'être ce qu'ils ont désiré être, c'est-à-dire des patriotes qui luttèrent pour sauver les institutions de leur pays, entre septembre 2002 et avril 2011. Et de nombreux actes qu'ils posèrent semblaient militer pour cette thèse.

En effet, convaincus que Laurent Gbagbo était le garant de la République, les Jeunes patriotes allaient régulièrement se constituer en bouclier humain autour de sa résidence présidentielle, chaque fois qu'une menace s'annonçait contre les institutions républicaines. Ce fut le cas en janvier 2003, après les accords de Linas-Marcoussis. On nota également cette mobilisation chez le Chef de l'État, du 6 au 9 novembre 2004, quand l'armée française fit mouvement vers la résidence présidentielle. Enfin, entre mars et avril 2011, des centaines de Jeunes patriotes perdirent la vie en protégeant la même résidence lors de la bataille d'Abidjan. Par ailleurs, leurs rassemblements répétitifs sur la Place de la République, au Plateau, participaient de cette logique d'identification aux institutions républicaines. Leurs meetings commençaient ou s'achevaient par l'Hymne national entonné ou l'« Ode à la patrie » chantée, la main droite sur le cœur, pendant que le drapeau ivoirien était largement mis en évidence.

La répétition de cette conviction les fixa dans leur rôle, au point que beaucoup perdirent la vie dans cette posture de personnes engagées pour la justice et la démocratie qu'ils étaient convaincus d'être. Ils se sont construits une identité. Les Jeunes patriotes arboraient des t-shirts où était inscrit OBV (orange blanc vert, couleurs du drapeau ivoirien) ou patriote. Ils se saluaient de

---

<sup>35</sup> Erving Goffman, *Stigmat : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, 175 p.

<sup>36</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 167.

façon distinctive (« Prends mon *gbô*<sup>37</sup>»). Ils ont incarné cette identité que, par itération, ils ont imposée à la société ivoirienne et à la Communauté internationale : ils voulaient être vus comme patriotes. Pour eux, il y avait deux camps : ceux qui étaient pour la patrie (eux) et ceux qui étaient contre la patrie (les rebelles et les hommes politiques qui les soutenaient, les Français et la Communauté internationale). Ces éléments de langages structuraient tous leurs discours. C'est ainsi qu'un Jeune patriote déclara :

*« Nous combattons tous les mêmes ennemis, les ennemis de notre patrie, de notre terre [...] Avant, les Ivoiriens avaient peur de mourir. Aujourd'hui, rien ne nous fait peur. La guerre nous a permis d'être courageux. Nous avons saisi cette occasion pour nous affranchir de la peur qui nous rendait inactifs et poltrons, pour devenir des vrais hommes, des woudys, c'est-à-dire des guerriers. Nous n'avons peur de rien. Nous sommes les guerriers de notre patrie [...] Nous sommes des patriotes et nous sommes prêts à mourir pour défendre nos terres, la terre de nos ancêtres et l'avenir de nos descendants. Nous luttons pour acquérir notre liberté et garantir notre dignité et notre fierté »<sup>38</sup>.*

Fort de cette conviction, les Jeunes patriotes ont posé des actes téméraires comme l'attaque de la base militaire française à Abidjan, le 43<sup>e</sup> BIMA, en novembre 2004. Ils ont aussi envahi le camp militaire français à Daloa, selon le témoignage de Charles Blé Goudé : *« Avant que moi-même et mon équipe, on arrive devant le camp français, les barbelés ont été mangés avec les dents ! Ils sont entrés dans le camp français »<sup>39</sup>*. Par ailleurs, les barrages qu'ils ont érigés dans toutes les villes de la zone Sud du pays, de 2002 à 2011, et leur volonté de s'enrôler par milliers dans l'armée ivoirienne montraient leur détermination à s'afficher en protecteurs du pays et en patriotes. *« Il y avait un Charles Blé Goudé en chacun des manifestants »<sup>40</sup>*, révèle le leader de la Galaxie patriotique. Pour les Jeunes patriotes, *« l'expérience qu'ils vivent leur donne une mission singulière et déterminante pour leur propre avenir et celui des générations futures »<sup>41</sup>*. Après la lecture des trajectoires austinienne, callonienne et butlérienne de la performativité, quel regard pouvons-nous y porter ?

En étudiant la performativité des discours mobilisateurs et les réussites accumulées, il convient ici de mettre également en exergue les limites et les échecs de ces appels à manifester. En effet, si les Jeunes patriotes étaient le plus souvent prompts à se mobiliser, il faut noter qu'il y a eu aussi des moments de doutes, d'hésitations et de recul face à la taille de la Communauté internationale, par exemple. Les leaders, comme les manifestants, ont quelques fois reculé ou hésité à sortir. Et souvent, les leaders se demandaient si les populations allaient suivre leurs mots d'ordres et leurs invitations à manifester. La performativité de leur discours était ainsi questionnée. Charles Blé Goudé en donne le témoignage :

---

<sup>37</sup> Le *gbô* est le point dressé en signe de victoire. En saluant leurs amis par le *gbô*, les Jeunes patriotes se reconnaissaient entre eux et partageaient l'espoir de la victoire dans leur engagement politique.

<sup>38</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, pp. 169-170 ; 174.

<sup>39</sup> Nicaise Beugré, « Meeting de Blé Goudé à la Sorbonne », *youtube.com*, 5 février 2011, [consulté le 11 mai 2021], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=Gf6iGxVjMn0>].

<sup>40</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>41</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 173.

*« Il y a eu des moments de victoires. Il y a eu des moments d'incertitudes. Quand vous avez des chars français qui sont aux portes du palais présidentiel ; quand vous avez des avions français qui occupent le ciel ; les eaux sont occupées par les bateaux d'une armée puissante, la cinquième puissance, je pense qu'il y a eu des moments d'incertitudes. Je ne peux pas vous raconter n'importe quoi [...] Il y a eu des moments de doutes, comme dans n'importe quelle compétition, comme dans n'importe quel combat »<sup>42</sup>.*

Charles Blé Goudé affirme donc qu'il lui arrivait souvent de douter quant à l'aboutissement de ses initiatives. Ce fut le cas lorsque cent-dix-huit manifestants furent faits prisonniers à Daloa (Ouest ivoirien) dans un camp militaire français, après une manifestation. Il ordonna aux Français de libérer les détenus. Seulement, il n'était pas certain que son message soit exécuté. Depuis la « Sorbonne », au Plateau, il raconte lui-même l'événement :

*« En 2003-2004, les soldats français ont enlevé cent-dix-huit jeunes de l'Ouest [...] Quand j'ai appris ça, j'ai fait une conférence de presse. J'ai dit que je donne soixante-douze heures à l'armée française pour libérer ces jeunes-là. Et ils croyaient que c'était amusement. Un jour est passé. Deuxième jour est passé. Il reste un jour. Il y a un collaborateur qui vient me voir la nuit et dit : "Ah ! Chef ! Il reste un jour hein ! On va faire comment ? Faut pas la honte va nous..."". Moi-même, j'étais là, je dis ça là ! Il reste un jour hein ! On va faire comment ? Bon ! [...] Nous sommes rentrés à Daloa vers 9h. La marche-là, je ne sais pas où est la queue, je ne sais pas où la tête. Mais ils sont sortis d'où ? Et moi je ne connaissais pas le camp. Il y a un petit qui dit : "Vié père, c'est là-bas !". Mais avant que moi-même et mon équipe, on arrive devant le camp français, les barbelés ont été mangés avec les dents ! Ils sont entrés dans le camp français. Ils m'ont ramené les jeunes de l'Ouest. Ils ont ramené cent sept et il restait onze. [...] Je voyais les Français devenus nerveux qui tiraient partout. J'ai réuni le staff et j'ai dit "les gars on n'a qu'à laisser les onze-là, je sais comment je vais faire". Et le même petit-là, il me regarde sur le podium ; et il dit : "Mais c'est pas Blé Goudé qui est là ? On n'a pas dit que lui-là il est courageux ? Mais c'est un plaisantin ! Nous on va prendre les onze-là pour les ramener !" »<sup>43</sup>.*

En définitive, nous avons tenté de mettre en évidence la performativité des actes des Jeunes patriotes. Par leurs paroles et leurs actes, ces acteurs sociaux ont affiché et assumé ce qu'ils étaient, dans la ligne d'Édith Butler : des personnes engagées pour le respect des institutions de la Côte d'Ivoire. De plus, ils ont montré que, malgré leur faiblesse, ils étaient des actants importants et incontournables dans le réseau social et le règlement de la crise ivoirienne. Ils pouvaient modifier le cours des événements par leurs actions combinées, comme le relève la théorie de l'acteur-réseau mobilisée par Michel Callon. Par ailleurs, suivant la logique de John Austin, il semble que, par leurs discours, les leaders des Jeunes patriotes ont impacté les populations et réussi à les mobiliser. Leurs appels à manifester rencontraient régulièrement un écho favorable auprès des habitants du pays. Toutefois, si les trois perspectives mobilisées ont servi de clés de lecture de la mobilisation de la Galaxie patriotique, il est apparu certaines limites à la capacité performative des leaders de ce mouvement. Dans le cadre de la mobilisation des Jeunes patriotes, la théâtralisation de la prise de parole par le leader reconnu, Charles Blé Goudé, à la télévision nationale, semble être un élément de félicité à étudier et un cadre opératoire de la performativité des discours de ce leader.

---

<sup>42</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>43</sup> Nicaise Beugré, « Meeting de Blé Goudé à la Sorbonne », *youtube.com*, 5 février 2011, [consulté le 11 mai 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Gf6iGxVjMn0].



## II DE L'USAGE DE LA TÉLÉVISION NATIONALE COMME MOYEN DE MOBILISATION DES FOULES

Nous voudrions montrer comment, à travers la télévision nationale, les Jeunes patriotes ont été persuadés de sortir dans les rues. Leurs mobilisations seraient le fruit de la performativité des appels des leaders de la Galaxie patriotique. L'histoire récente de l'Afrique recèle de cas démontrant l'impact des médias sur le déroulement de certains événements. Régulièrement la performativité de la « Radio Mille collines », l'organe du gouvernement hutu, lors du génocide rwandais de 1994 est citée. Cette radio aurait encouragé au massacre d'un million de Tutsis par les Hutus en un temps court<sup>44</sup>, entre avril et juillet 1994. La stratégie de communication mise en œuvre pour rassembler des milliers de personnes, en un temps record, justifient l'intérêt que nous portons à la capacité opératoire des leaders de la Galaxie patriotique, là où beaucoup d'hommes politiques ont échoué à rassembler même une centaine de personnes.

Dans le cas des rassemblements des Jeunes patriotes en Côte d'Ivoire, la performativité des discours semble avoir un lien avec le média utilisé : la télévision. De fait, la situation de crise que vivait le pays, de 2002 à 2011, maintenait régulièrement les populations à la maison. Plusieurs couvre-feux, l'état d'urgence, les opérations de ratissage menées par les militaires loyalistes après les attaques, les agressions physiques et les contrôles policiers n'encourageaient pas à rester dans la rue plus que nécessaire. En plus des téléphones portables qui occupaient beaucoup de jeunes notamment, la télévision était donc beaucoup plus suivie<sup>45</sup>. Les Ivoiriens voulaient être au fait de l'actualité de leur pays en guerre. C'est ainsi que plusieurs informations ont pu être fournies à la population, notamment lors des journaux télévisés. La Galaxie patriotique, proche du régime au pouvoir qui tenait la télévision nationale, n'a donc pas eu de mal à faire passer ses messages de mobilisations. La performativité de ces discours s'inscrit dans une logique de persuasion des foules. Cette étape comporte deux trajectoires. La première présente ce que nous entendons par le concept de persuasion des foules. Et la seconde met en exergue l'utilisation de la télévision nationale dans la dynamique de persuasion des Jeunes patriotes.

### 1) De la persuasion des foules : approche conceptuelle

Cet axe tentera de circonscrire le concept de persuasion à partir de certaines contributions de penseurs. Vincent Yzerbyt et Olivier Corneille voient la persuasion comme « *l'acte de communication ayant pour but de modifier l'état mental d'un individu, de modifier ses*

---

<sup>44</sup> Patrick de Saint-Exupéry, « Rwanda : "Tuez-les tous", "éradication totale", "nettoyage"... les voix funestes du génocide », *Le Parisien*, 21 avril 2019.

<sup>45</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

*comportements en gagnant son accord et l'intériorisation de cet accord* »<sup>46</sup>. La persuasion est donc une action exercée sur quelqu'un pour l'amener à croire ou à faire quelque chose. Cette démarche vise à déstabiliser le système de valeur d'une cible afin de l'amener à changer son attitude envers un objet. Et pour Pascale Salhani, la persuasion est un type de communication particulier. « *Le message est constitué de façon à influencer les attitudes, les opinions, le comportement d'autrui. La communication a ici un sens unique, linéaire* »<sup>47</sup>. La persuasion induit souvent une obéissance extrême, une fascination totale du persuadé. Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois<sup>48</sup> pensent que, pour faire faire à nos semblables ce que nous croyons être bon et juste, ce n'est pas le fond, mais la forme de l'argumentaire qui importe et surtout la capacité à mettre en marche des processus psychologiques qui feront adhérer l'objet de notre attention aux actions désirées<sup>49</sup>.

Et ceci, les hommes politiques l'ont compris, assez souvent. Comme le dit Jean-François Lyotard, « *le réel est à la charge du plaignant* »<sup>50</sup>. La persuasion, qui est un système coordonné d'influence graduelle et de contrôle du comportement<sup>51</sup>, est conçue pour influencer subrepticement les individus. En effet, selon Daniel Bounoux, ce que la masse populaire mesure, ce n'est nullement la vision géniale « *d'un expert diagnostiquant l'état ou la réalité objective d'une situation, mais les représentations, éventuellement délirantes, que les électeurs s'en font, l'expression de leurs désirs, de leurs déceptions ou de leurs rêves* »<sup>52</sup>. Au niveau politique donc, la persuasion semble largement utilisée. Dans son livre, *Le viol des foules par la propagande politique*<sup>53</sup>, Serge Tchakhotine met au jour des techniques de persuasion des masses populaires par la propagande : « *Le secret est dans la rationalisation des actions et dans la possibilité de mobiliser psychiquement, d'enthousiasmer les grandes masses* »<sup>54</sup> par la musique, les rassemblements immenses, les mots d'ordre ou les slogans, et l'efficacité de leur répétition à l'infini.

Au final, la persuasion sera donc entendue comme une action exercée sur quelqu'un pour l'amener à croire ou à faire quelque chose. On peut dire que, dans le cas de la mobilisation de la Galaxie patriotique, nous étions en face d'une persuasion des militants. La persuasion suppose la mobilisation de moyens de séduction ou de conviction comme intermédiaires. Comme le disent

---

<sup>46</sup> Elisabeth Deswarte, « Persuasion », *psychologie-sociale.com*, 2019, [consulté le 21 mai 2021], disponible sur : [http://www.psychologie-sociale.com/index.php?].

<sup>47</sup> Pascale Salhani, « Introduction aux théories de la communication », *artetsciences.free.fr*, 2016, [consulté le 16 avril 2019], disponible sur : [http://artetsciences.free.fr/pages/histoiresciences/theoriepsychosociale.htm#c].

<sup>48</sup> Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, PUG, 2014, 320 p.

<sup>49</sup> Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, *Mini-traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, PUG, 2012, p. 27.

<sup>50</sup> Daniel Bounoux, *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, Éditions La Découverte, 2001, p. 87.

<sup>51</sup> Philippe Jean, « La persuasion coercitive et la modification du comportement, des attitudes et des émotions », *Exploratio-Explorator*, [consulté le 19 janvier 2022], disponible sur : [https://exploratioexplorator.wordpress.com/production-deviance-exclusion/la-persuasion-coercitive/].

<sup>52</sup> Daniel Bounoux, *Op. cit.*, 2001, p. 87.

<sup>53</sup> Serge Tchakhotine, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1952, 605 p.

<sup>54</sup> *Ibidem*.

Richard Petty et John Cacioppo<sup>55</sup>, la persuasion est une modification des croyances et attitudes suite à l'exposition à une communication<sup>56</sup>. Et justement, la télévision nationale ivoirienne a été régulièrement utilisée dans cette optique de persuasion des Jeunes patriotes. C'est ce que la matière qui suit tentera de démontrer.

## 2) La télévision nationale comme média pour la persuasion des Jeunes patriotes

Nous proposons de voir comment les leaders des Jeunes patriotes ont impacté leur cible à partir de la télévision nationale ivoirienne. Il s'agira de présenter les principaux appels qu'ils ont lancés, à partir de ce média, et les réactions suscitées par ces invitations à manifester. L'établissement public dénommé Radiodiffusion télévision ivoirienne (RTI) vit le jour le 31 octobre 1962 et ne disposait que de la radio. C'est le 7 août 1963 que la télévision ivoirienne naquit. Depuis lors, la RTI ne cessa de se développer. Aujourd'hui, elle dispose de trois chaînes de télévision (RTI1, RTI2 et La 3)<sup>57</sup> ainsi que de chaînes de radio et de sites internet. La RTI est un média d'État. Elle a régulièrement servi de canal pour la diffusion des messages des différents régimes au pouvoir en Côte d'Ivoire. Les nombreux combats, souvent militaires, pour le contrôle de cette télévision, lors des différentes crises, montrent son importance dans la stratégie de communication des protagonistes des principaux événements en Côte d'Ivoire.

Pendant la crise de 2002-2011, le régime de Laurent Gbagbo contrôlait ce média. Les Jeunes patriotes qui défendaient ce pouvoir avaient donc un accès privilégié aux temps d'antennes. Et leurs leaders ont lancé plusieurs messages à la population ivoirienne à partir de la RTI. Ce fut le cas le 16 mars 2011, par exemple : « *Dans les heures qui suivent, nous allons vous lancer un appel pressant. Préparez-vous, parce que les heures qui arrivent, vous allez répondre à un appel historique. Mais un dernier appel historique pour libérer la Côte d'Ivoire [...] Ce combat que nous avons commencé depuis 2002, je vous le dis, camarades, nous allons le gagner* »<sup>58</sup>. Ainsi, du samedi 26 au dimanche 27 mars 2011, suite à un autre appel télévisé de Charles Blé Goudé (photo 16), plusieurs milliers<sup>59</sup> de personnes se sont rassemblées à la Place de la République au

---

<sup>55</sup> Richard Petty et John Cacioppo, *Communication et persuasion. Voies centrales et périphériques du changement d'attitude*, New York, Springer-Verlag New York, 1986, 278 p.

<sup>56</sup> Amandine Zbinden, « Communication engageante et représentations sociales : une nouvelle articulation théorique », *halshs.archives-ouvertes.fr*, 13 Juillet 2012, [consulté le 21 mai 2021], disponible sur : [<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00717652/document>].

<sup>57</sup> Cf. RTI, « Radiodiffusion télévision ivoirienne », *rti.ci*, 12 mai 2021, [consulté le 12 mai 2021], disponible sur : [<https://www.rti.ci/rti1>].

<sup>58</sup> Mia Denyigba, « Le leader de la Galaxie patriotique, Charles Blé Goudé lance un appel à la jeunesse le mercredi 16 mars 2011 », *youtube.com*, 16 mars 2011, [consulté le 6 février 2021], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=mFqEnrf7K7c>].

<sup>59</sup> Certaines sources parlent de millions de personnes. Nous n'avons pas suffisamment d'éléments pour confirmer ou infirmer cette affirmation.

Plateau, pour faire une démonstration de force, face aux menaces internationales. Au matin du dimanche 27 mars, Charles Blé Goudé a remercié les participants en ces termes :

« Voyez-vous, chers amis, il nous fallait ce moment [...] Quand on a annoncé que nous allions veiller ici [...] il y en a qui ont pensé que c'était la plaisanterie [...] Vous avez réussi non seulement le pari de la mobilisation, mais vous avez fait une démonstration de foi. Rester ici, toute une nuit, sans dormir, et rester éveillés comme ça ce matin, je pense qu'il faut être Ivoirien pour le faire [...] Nous sommes restés toute la nuit. Combien on était ? Le pont était plein jusqu'à Treichville<sup>60</sup>. Ici c'était plein jusqu'au stade Félix Houphouët-Boigny. Par derrière ici, on n'en parle pas [...] Nous voulons démontrer que nous sommes les plus nombreux. [...] Je voudrais vous dire que notre victoire est déjà là. Et à partir de la Côte d'Ivoire, toute l'Afrique sera libérée [...] Dans les jours qui arrivent, je vais donner l'orientation [...] Ils<sup>61</sup> ont la montre ; mais nous avons le temps »<sup>62</sup>.

**Photo 16 : Charles Blé Goudé à la RTI pour mobiliser les Jeunes patriotes.**



Source : Capture d'écran RTI 1, 25 mars 2011, journal de 20h.

Pour réussir cette mobilisation, Charles Blé Goudé a fait un appel à partir de la RTI, le vendredi 25 mars 2011, sur le plateau du journal télévisé dirigé par la journaliste Awa Éhoura. Sur la photo 16, on le voit avec sa casquette verte en train d'inviter les Jeunes patriotes à se rassembler le lendemain, à la Place de la République. Sa main sur la poitrine participe de la théâtralisation de ses interventions publiques pour capter l'attention de la cible et la persuader. Plusieurs manifestations ont connu le même engouement que celle du 26 au 27 mars 2011, suite à des invitations formelles de la part des leaders de la Galaxie patriotique. Sur la base de notre compréhension du concept de persuasion défini plus haut, nous pouvons postuler que l'usage de la persuasion peut être soupçonné dans la réussite de ces grands rassemblements.

De fait, l'argumentaire régulièrement mis en avant lors de ces passages à la télévision faisait état de questions existentielles qui suscitaient l'émotion de la foule. Xavier Crettiez a mis en évidence le rôle de l'émotion dans le passage à l'acte insurrectionnel<sup>63</sup>. Charles Blé Goudé amenait les Jeunes patriotes à s'approprier les enjeux de la crise dont il faisait une description

<sup>60</sup> Treichville est une commune voisine du Plateau. Le pont Félix Houphouët-Boigny, de près de 400 m de longueur pour environ 25 m de largeur, et le pont général de Gaulle relie les deux communes par-dessus la lagune Ébrié.

<sup>61</sup> Il parlait des adversaires de Laurent Gbagbo.

<sup>62</sup> Yaméogo Yann Yéc'han, « Charles Blé Goudé mobilise les Ivoiriens 24 heures de suite !!.flv », *youtube.com*, 28 mars 2011, [consulté le 5 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=mcoPgXh1Yos].

<sup>63</sup> Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 709-727.

minutieuse. L'objectif était de déstabiliser le système de valeur de l'auditoire, en brisant les résistances psychologiques, en vue d'amener la cible à épouser le point de vue de l'orateur. Son message induisit, de la sorte, une obéissance, une fascination des auditeurs. Cette stratégie fut régulièrement utilisée. Richard Dakoury s'inscrit dans cette logique quand il déclare que la Galaxie patriotique a évité la guerre civile en Côte d'Ivoire par la force de la parole et de la persuasion : « *Les foules qu'on rassemble ! Nous étions des professeurs. On faisait de la science politique ! La rhétorique politique qu'on faisait [...] Les Ivoiriens qui ont la colère, qui veulent manger des gens, et puis on vient, on leur parle pour les calmer ! C'est la psychologie !* »<sup>64</sup>

Comme le relèvent Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, c'est moins le fond que la forme de l'argumentaire qui impacte<sup>65</sup>. La théâtralisation des interventions de Charles Blé Goudé, savamment préparées<sup>66</sup>, semblait influencer son auditoire. Il savait puiser, dans ses origines de Bété<sup>67</sup>, la gestuelle et les proverbes<sup>68</sup> pour impacter et accrocher ceux qui l'écoutaient. Dans son livre *De l'enfer, je reviendrai*<sup>69</sup>, il retrace d'ailleurs un pan de son enfance au village, à travers un chapitre qu'il intitule « Réminiscence... »<sup>70</sup>. Charles Blé Goudé savait aussi puiser, dans les enjeux géopolitiques, des ressorts pour mobiliser les foules de manifestants. Lors de ses appels télévisés, il affichait, par exemple, l'impérieuse nécessité pour les Ivoiriens de sauver leur pays de l'emprise internationale. Pour lui, la Communauté internationale voulait installer Alassane Ouattara au pouvoir pour servir les intérêts des étrangers.

Il suivait, ainsi, la posture de Laurent Gbagbo pour qui la Côte d'Ivoire était maintenue dans l'infantilisme et la dépendance, en attribuant la priorité de l'accès aux richesses de son sous-sol à la France<sup>71</sup>. Valéry Giscard d'Estaing avait justement exprimé l'importance de la mainmise française sur l'économie des anciennes colonies pour son pays : « *La France agit en Afrique pour son compte. [...] L'Afrique, c'est un continent d'où viennent traditionnellement un certain nombre*

---

<sup>64</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>65</sup> Robert-Vincent Joule et Jean-Léon Beauvois, *Op. cit.*, 2014.

<sup>66</sup> Charles Blé Goudé est consultant en communication politique. Il sait donc puiser dans sa formation les outils communicationnels pour capter l'attention et tenter de convaincre sa cible. La théâtralisation de ses interventions, lors de son procès à la Haye, ne manqua pas d'être remarquée par les yeux des experts en communication gestuelle. Nous en offrons un aperçu dans cette vidéo : IntlCriminalCourt, « Affaire Blé Goudé/Audience de confirmation des charges : Défense, Clôture, 2ème partie », *youtube.com*, 2 octobre 2014, [consulté le 24 février 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=2GzgaBqV9hU]. Les gestes qu'il fait dans cette vidéo suivent un rituel certainement préparé ; et les mouvements de ses mains et son regard sont typiques de scènes traditionnelles des Bétés.

<sup>67</sup> La tradition bété est riche de gestes, particulièrement lors des funérailles. Les mimes et la théâtralisation des événements sont particulièrement saisissants chez les Bétés. Cf. Dsylvia Kuyo, « Funérailles en pays Bété (Côte d'Ivoire). Obsèques du patriarche Zahui Kuyo Maurice, à Dibole\_Bahompa », *youtube.com*, 2 mars 2018, [consulté le 5 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=w4f4nJUWdEI].

<sup>68</sup> Lors de la crise de 2002-2011, l'un de ses plus célèbres proverbes était : « *Réclamons la dent de la panthère à celui qui en a mangé la tête* » (Cf. IntlCriminalCourt, *Op. cit.*, 2014). Ce proverbe signifie que c'est au coupable (communauté internationale et rébellion) qu'il faut demander des comptes sur la crise ivoirienne, et non au régime de Laurent Gbagbo qui n'en serait que la victime. Autrement dit, il ne faut pas chercher le coupable là où il n'est pas, au risque de condamner l'innocent.

<sup>69</sup> Charles Blé Goudé, *De l'enfer je reviendrai*, Paris, Éditions du Moment, 2016, 174 p.

<sup>70</sup> *Idem*, pp. 37-47.

<sup>71</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 154.

<sup>71</sup> Bernard Houdin, *Gbagbo. Un homme, un destin. Chronique d'une victoire annoncée. Côte d'Ivoire 1990-2018*, Clermont-Ferrand, Max Milo, 2019, p. 6.

*de nos ressources et de nos matières premières. Un changement de la situation de l'Afrique, une situation générale d'insécurité ou de subversion [...] auraient des conséquences pour la France et l'Europe* »<sup>72</sup>. Charles Blé Goudé savait donc surfer sur cette problématique pour encourager les Jeunes patriotes à offrir la résistance à la France. Ce fut le cas, le 25 mars 2011, dans l'invitation télévisée suivante qui appelait à manifester à la Place de la République au Plateau :

*« Regardez ce qu'ils font en Libye. C'est le pétrole libyen qui les intéresse. En Côte d'Ivoire, c'est le cacao qui les intéresse ; et le pétrole dans le Golfe de Guinée les intéresse [...] Nous allons sortir massivement demain, pour montrer que la Côte d'Ivoire n'est pas un quartier de Paris. Et que les dictées préparées depuis Paris, nous n'en voulons plus. L'enfant a tété hier, il a grandi et il veut marcher de lui-même. Il veut prendre en main sa destinée. Et les Ivoiriens vont sortir demain nombreux pour prendre en main leur destinée [...] et demain, le Plateau sera envahi »*<sup>73</sup>.

Plusieurs appels ont aussi rappelé à la mémoire collective les massacres dans les pays africains où la main de la Communauté internationale était soupçonnée à tort ou à raison. Le cas du Rwanda en 1994, où un génocide entre Hutus et Tutsis fit des millions de morts, est régulièrement repris par Charles Blé Goudé qui disait ne pas vouloir participer à la « rwandisation » de la Côte d'Ivoire<sup>74</sup>. Le caractère récent du génocide rwandais facilitait sa convocation dans les discours de Charles Blé Goudé. Et la dureté des images encore disponibles des tueries qui se sont déroulées au Rwanda participèrent au formatage de la pensée des Jeunes patriotes. Ils furent conditionnés pour éviter à leur pays un tel chaos : « *Face à ce que la France et l'ONU préparent en Côte d'Ivoire comme génocide, j'appelle tous les Ivoiriens ; j'appelle toutes les Ivoiriennes* »<sup>75</sup>. Par ailleurs, des événements plus factuels servirent de prétexte pour mobiliser les Jeunes patriotes. Ainsi, suite à la destruction de l'aviation militaire ivoirienne par l'armée française, dans une adresse télévisée, le 6 novembre 2004, Charles Blé Goudé engagea les Jeunes patriotes à sortir dans les rues pour sauver le pays et protéger l'aéroport d'Abidjan. Comme lors des autres appels à descendre dans la rue, toute la ville d'Abidjan fut aussitôt envahie du 6 au 9 novembre 2004 par une marée humaine. Même les pistes de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny furent envahies au point que les premiers avions de type Transall qui transportaient les renforts de l'armée française durent faire des posés d'assaut<sup>76</sup> sur la partie libre des pistes :

*« Peuple de Côte d'Ivoire, au moment où je vous parle l'armée française vient d'occuper l'aéroport d'Abidjan, les forces françaises viennent de détruire les appareils volants de la Côte d'Ivoire. Elles s'apprêtent à faire mouvement vers la résidence du Président Gbagbo. Si vous mangez, arrêtez de manger ! Si vous dormez, réveillez-vous ! J'appelle dès maintenant à une résistance populaire. Êtes-vous prêts à mourir dans la dignité ou dans la honte ? Tous à l'aéroport, tous au 43<sup>e</sup> BIMA, tous à la résidence du Chef de l'État. Je ne vous demande pas d'aller vous attaquer aux pauvres français, qui, je*

<sup>72</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Op. cit.*, 2018, p. 40.

<sup>73</sup> Konaté Crossina, « Côte d'Ivoire. Charles Blé Goudé sur le plateau du Jt de 20h avant l'enrôlement des jeunes à l'État », *youtube.com*, 15 avril 2016, [consulté le 5 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=d6RLuHA9Kug].

<sup>74</sup> IntlCriminalCourt, *Op. cit.*, 2014.

<sup>75</sup> AFP, *Op. cit.*

<sup>76</sup> C'est une technique risquée qui consiste à déposer les troupes au sol sans couper les moteurs de l'avion qui continue à rouler à faible allure pour redécoller aussitôt.

*suis convaincu, ne soutiennent pas toujours les agissements de leurs autorités. Abidjan n'est pas un quartier de Paris »<sup>77</sup>.*

En avril 2011, alors que les FAFN avaient déclenché leur descente vers la zone Sud du pays et étaient aux portes d'Abidjan pour déloger Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé lança encore un appel télévisé à la mobilisation et à la vigilance dans les quartiers. Pour lui, une coalition internationale voulait provoquer la chute de Laurent Gbagbo. Des chaînes internationales relayaient l'information que des opérations internationales se préparaient en ce sens<sup>78</sup>. Le leader des Jeunes patriotes invita donc les militants à faire barrière à cette initiative des forces étrangères :

*« Les adversaires avaient imaginé une entrée facile à Abidjan, sûrs qu'ils étaient du soutien de l'armée française et de l'ONU, et de l'armée du Burkina-Faso, et de l'armée du Nigéria. Car, n'oubliez jamais, c'est contre toutes ces armées-là que l'armée régulière de Côte d'Ivoire se bat. [...] Camarades patriotes, comme vous le constatez avec moi, depuis quelques jours, les hélicoptères de l'armée française ont remplacé les hélicoptères de l'ONU. Sous prétexte d'évacuer les ressortissants français, le ciel ivoirien est encore occupé, une fois de plus par l'armée française qui déverse ça et là des rebelles. Et les zones survolées, ces zones où parachutent ces soldats français sont malheureusement et curieusement des zones qui sont des théâtres de combats. À Angré, à Gobelet, à Koumassi, à Marcory. Pourquoi forcément ces quartiers ? Mais parce qu'il faut donner du tonus ; il faut donner du soutien à ceux qui attaquent la Côte d'Ivoire. Mais ils vont échouer et ils échoueront toujours [...] Quant à vous, dans vos quartiers, vous devez dresser des barrages. Il faut les renforcer. Dans vos quartiers, si vous voyez un mouvement suspect, il faut le filmer et le faire parvenir à la télévision ivoirienne »<sup>79</sup>.*

En demandant aux populations de faire parvenir les images filmées à la RTI pour diffusion, la proximité des Jeunes patriotes avec le régime au pouvoir qui détenait la télévision nationale peut être ici soupçonnée. De fait, face à la difficulté des agents de la RTI à aller sur le terrain, à cause des conflits armés, plusieurs vidéos amateurs furent transmises à la RTI qui les diffusa pour démontrer l'implication des Forces étrangères dans la guerre et surtout persuader la population que la lutte continuait. Par ailleurs, Charles Blé Goudé invita les populations à la sécurisation de la résidence de Laurent Gbagbo. Des milliers de personnes se constituèrent ainsi en bouclier humain autour de la résidence présidentielle, à Cocody :

*« Il faut signaler tous ces mouvements suspects. Certains de nos camarades, en tout cas et ils sont nombreux les leaders d'opinion, les leaders de mouvements, depuis quelques jours, vous ont lancé un appel, un appel à la mobilisation chez le Chef de l'État. Je voudrais ici les féliciter pour ces messages prompts et féliciter et encourager ceux qui ont répondu à cet appel et qui sont devant la résidence du Chef de l'État. Courage à vous, camarades ! Félicitations à vous ! Pendant combien de temps allons-nous regarder, pendant combien de temps allons-nous assister à ce que des gens assoiffés de sang pillent, tuent, égorgent [...] Pour ceux qui sont à Cocody et qui sont dans les zones sécurisées, il faut rejoindre tous ceux qui sont déjà amassés chez le Chef de l'État [...] le combat continue »<sup>80</sup>.*

Le Chef de la Galaxie patriotique ne cacha pas aux manifestants les difficultés qu'ils rencontreraient dans leur lutte pour la libération du pays, à l'instar des leaders politiques d'autres pays qui avaient souffert le martyr pour que leurs pays connaissent des jours glorieux. Il les invita

<sup>77</sup> Charles Blé Goudé, *Côte d'Ivoire : traquenard électoral*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 121.

<sup>78</sup> Euronews, « L'armée française intervient à Abidjan aux côtés... », *youtube.com*, 4 avril 2011, [consulté le 13 mai 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=aHvuT6cPkUI].

<sup>79</sup> Abidjan.netTV, « Charles Blé Goudé s'adresse aux ivoiriens », *youtube.com*, 5 avril 2011 [consulté le 6 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=M\_rtKDbpt6Q].

<sup>80</sup> *Ibidem*.

à la résilience. « *C'est notre traversée du désert. Et les Ivoiriens doivent comprendre que notre pays va retomber sur ses pieds. Même s'il faut manger des feuilles de manioc<sup>81</sup>, on va le faire. Si c'est cela le prix à payer pour avoir notre indépendance pour qu'on nous laisse en paix, nous sommes prêts à le faire* »<sup>82</sup>. Cette stratégie du réalisme face aux difficultés qui attendent les militants accrut la confiance des auditeurs en leur leader ; car il leur présentait le tableau des défis à relever pour atteindre les objectifs, sans faux-fuyant. Leur engagement devait, dès lors, être volontaire, en connaissant les risques auxquels ils s'exposaient. Ceci expliqua peut-être le fait que les manifestants ne reculaient pas lorsque leurs camarades étaient tués dans les manifestations, notamment celles du 6 au 9 novembre 2004. Beaucoup décidèrent même de s'enrôler dans l'armée pour aller combattre les assaillants au péril de leur vie<sup>83</sup>. Des paroles de Charles Blé Goudé, comme celles qui suivent, les encourageaient à continuer la lutte :

*« Ils ont fini par donner le pouvoir aux États-Unis à un noir ; et pourtant, quand Martin Luther King commençait ce combat, on jetait des chiens sur lui pour le mordre. [...] Ils ont tiré sur lui. [...] Quand il prononçait le discours "I have a dream", Obama avait deux ans. [...] Les Ivoiriens sont en train d'écrire les pages de leur histoire. Lumumba, avant de mourir à dit ceci, et je cite : "L'Afrique, un jour, écrira sa propre histoire". Pas celle qui sera écrite à Washington, dans les salons feutrés. Pas celle qui sera écrite à Bruxelles ou à Paris. Mais celle qui sera écrite des doigts des enfants de l'Afrique. [...] Demain est un grand jour. Demain est un jour historique. Et vous devez vous mobiliser. Parce que vos enfants doivent être heureux demain, vous, vous devez être sous le feu, vous devez être dans l'action. [...] J'ai foi que tous ces complots vont échouer [...] et je voudrais transmettre cette foi aux Ivoiriens. Demain, je les attends à la Place de la République, à partir de 15h »<sup>84</sup>.*

En somme, nous avons fait le constat de l'usage d'une persuasion des foules dont l'impact à travers la RTI a été analysé. La performativité des discours de mobilisation a donc été soulignée par notre étude. De fait, des milliers de personnes se retrouvaient régulièrement dans la rue à l'appel télévisé de Charles Blé Goudé ou d'un autre leader de la Galaxie patriotique. Leurs « *explications victimaires autour de la perception d'une attaque* »<sup>85</sup> par l'Occident ont contribué à la mobilisation sociale. Si les manifestants ont été souvent sensibles aux invitations à investir les rues ivoiriennes, il semble qu'ils ont assez régulièrement pris, eux-mêmes, l'initiative de se mobiliser dans la rue sans attendre des appels formels. Ceci situe la part d'autonomie dans les activités des Jeunes patriotes qu'il paraît pertinent d'interroger.

---

<sup>81</sup> Le manioc est très utilisé dans la cuisine africaine. C'est un tubercule originaire d'Amérique du Sud. Le manioc est une espèce des plantes dicotylédones de la famille des Euphorbiaceae.

<sup>82</sup> Youdisturbe, « Les vérités de Charles Blé Goudé (Partie 2) », *youtube.com*, [consulté le 5 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=DKHfocYAYrI].

<sup>83</sup> Konaté Crossina, « Côte d'Ivoire. Enrôlement des jeunes à l'État-major à l'appel de Charles Blé Goudé en 2010 », *youtube.com*, 15 avril 2016, [consulté le 6 février 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Nbrbof556O4].

<sup>84</sup> Konaté Crossina, « Côte d'Ivoire. Charles Blé Goudé sur le plateau du Jt de 20h avant l'enrôlement des jeunes à l'État », *Op. cit.*, 2016.

<sup>85</sup> Xavier Crettiez, *Op. cit.*, 2016, pp. 709-727.



### III DE L'AUTONOMIE D'ACTION DES JEUNES PATRIOTES

Cette contribution se propose de questionner la liberté d'action dont les Jeunes patriotes se sont souvent réclamés. Ces acteurs sociaux subordonnés s'éloignent de la vision instrumentale que beaucoup d'observateurs et même des hommes politiques du FPI collaient à leur mobilisation. Ils suivent, ainsi, Érik Neveu pour qui, « *faute d'expliquer des mouvements rarement anticipés [...] on cherche des manipulateurs, on se demande "pour qui roule" tel groupe mobilisé* »<sup>86</sup>. L'axe de défense de la Galaxie patriotique suggèrent une auto-saisine, libre et sans attendre de compensation, de ses membres. Il semble qu'il convient, toutefois, de relativiser cette posture. En effet, des auteurs pensent que les individus s'impliquent rarement dans des engagements où ils n'ont rien à gagner. Le propos qui suit est divisé en trois volets. Le premier tente de mobiliser quelques littératures autour de la notion d'autonomie. Nous convoquerons, entre autres, la contribution d'Annick Percheron sur l'autonomie des acteurs sociaux dans leur socialisation politique. Et nous nous appuyerons aussi sur les travaux de Michel Dobry. Le deuxième volet présente la vision des Jeunes patriotes qui fustigent les accusations de manipulation dont ils auraient été l'objet. Et le troisième volet propose une relativisation de l'altruisme dont se réclame la Galaxie patriotique.

#### 1) Comprendre l'autonomie à l'aune des théories d'Annick Percheron et de Michel Dobry

À partir des contributions d'Annick Percheron et Michel Dobry, cette démarche tente d'éclairer l'autonomie dont se réclament les Jeunes patriotes dans leur engagement politique. Suivant un modèle développé par Boris Porchnev pour les soulèvements populaires en France au XVII<sup>e</sup> siècle, Fernand Ouellet suggère que les mobilisations publiques seraient le fruit de la manipulation des masses par les élites<sup>87</sup>. Pour Elinor Kyte Senior, les masses ont constitué une majorité silencieuse soumise à l'endoctrinement des « *phalanges intellectuelles et d'organisations de propagande* »<sup>88</sup>. Toutefois, Allan Greer prend ses distances par rapport à ces postures, se refusant à porter un jugement sur les véritables motivations des patriotes canadiens<sup>89</sup>. Il cherche plutôt à comprendre comment ces populations réussirent à rompre leur atomisation et leur

---

<sup>86</sup> Érik Neveu (dir.), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, pp. 3-4.

<sup>87</sup> Fernand Ouellet, « Les insurrections de 1837-1838 : un phénomène social », cité par Marcel Bellavance, « La rébellion de 1837 et les modèles théoriques de l'émergence de la nation et du nationalisme », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, n° 3, 2000, pp. 367-400.

<sup>88</sup> Elinor Kyte Senior, *Les habits rouges et les patriotes*, Montréal, VLB éditeur, [1985] 1997, pp. 30-35.

<sup>89</sup> Il s'agit ici de la rébellion des Patriotes, la rébellion du Bas-Canada ou encore les insurrections de 1837-1838.

isolement pour devenir une force politique significative<sup>90</sup>. L'individu est considéré comme étant doté d'une capacité d'adaptation.

C'est, du reste, le point de vue d'Annick Percheron. Pour elle, en effet, la socialisation politique ainsi que la transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques des personnes n'aboutissent pas nécessairement à une décision d'action ou de mobilisation de l'individu. Celui-ci peut décider de ne pas agir dans le sens attendu. Annick Percheron s'éloigne, de la sorte, d'une conception instrumentale qui ferait de l'automatisation une clé de compréhension des mouvements populaires comme celui des Jeunes patriotes. Elle pense que les acteurs sociaux peuvent, de fait, s'adapter ou avoir des changements d'opinion sur les événements qu'ils vivent. Elle tente donc une conciliation entre les impératifs socioculturels et les capacités de choix stratégiques des acteurs. La mise en œuvre du « *fond de carte* »<sup>91</sup> acquis avec la socialisation politique resterait donc soumise aux contingences des circonstances que rencontre le sujet social. Le socialisé ne serait pas un être passif, malléable et conditionnable à merci, car l'individu choisirait, aménagerait et construirait ses orientations politiques en fonction de ce qu'il est et de ce qu'il veut être : il serait actif et pensant. C'est ainsi qu'il participerait à la construction de son identité sociale<sup>92</sup>. L'acteur social serait donc ce qu'il déciderait d'être et non ce qu'on lui imposerait d'être.

On trouverait, dans ce postulat, une explication de la décision d'action des Jeunes patriotes qui refusèrent d'être des citoyens à la solde de la Communauté internationale. C'est dans la volonté de « *se "lever en hommes" contre les complots coloniaux de la dépossession de soi, qu'il faut comprendre l'engagement des orateurs patriotiques* »<sup>93</sup>. Dans la même logique d'autonomie, ils rejetèrent également le qualificatif de personnes instrumentalisées par le régime de Laurent Gbagbo. Ils se posèrent en acteurs sociaux libres. La socialisation ne fonctionnerait pas comme un simple mécanisme de reproduction à l'identique<sup>94</sup> de schémas déployés dans d'autres territoires ou circonstances. Il y aurait un réaménagement des références au passé<sup>95</sup> qui induirait un processus actif de construction, de déconstruction et de reconstruction d'identités. C'est pourquoi il serait aléatoire de présumer des résultats des conjonctures politiques fluides, comme le pense Michel Dobry.

En effet, cet auteur prend des distances vis-à-vis de l'idée d'une manipulation purement instrumentale des ressources que les acteurs politiques utiliseraient comme de simples moyens

---

<sup>90</sup> Allan Greer, *Habitants et Patriotes. La rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997, p. 29.

<sup>91</sup> Annick Percheron, *La socialisation politique. Textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 191.

<sup>92</sup> Nonna Mayer, « In memoriam. L'apport d'Annick Percheron à la sociologie », *Revue française de sociologie*, n° 34-1, 1993, pp. 125-133.

<sup>93</sup> Armando Cutolo et Richard Banégas, « Gouverner par la parole : parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, p. 32.

<sup>94</sup> Annick Percheron, « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 42, 1987, pp. 43-51.

<sup>95</sup> *Ibidem*.

pour atteindre certaines fins stratégiques. Il postule que la désectorisation de l'espace social, lors des crises multisectorielles, ne permet pas de penser les crises politiques et les révolutions comme le produit des choix rationnels des différents acteurs. Car il est difficile de restituer l'enchaînement temporel particulier des diverses phases ou étapes conduisant à un type de résultat<sup>96</sup>. On comprend alors, avec Michel Galy, que les sociétés africaines soient de moins en moins manipulables<sup>97</sup>. C'est ce que les Jeunes patriotes semblaient vouloir faire comprendre au monde et aux dirigeants politiques ivoiriens.

Pour Vincenzo Ciccheli, il est intéressant de faire dialoguer la jeunesse avec la notion d'autonomie<sup>98</sup>. Il est question ici de transition réussie à l'âge adulte. Il parle de franchissement d'étapes progressives vers une insertion sociale et/ou professionnelle qui marquent l'indépendance d'une personne, après avoir résisté aux risques d'échec ou de décrochage. Vincenzo Ciccheli qualifie ainsi d'autonome le jeune dont la maturité psychosociale le protège des risques sanitaires ou de débordement de violence. Ce jeune fait preuve de discernement pour résister aux pressions conformistes venant du groupe des pairs. Allant plus loin, il devient autonome quand il réussit à s'engager dans un projet individuel et/ou associatif dans une forme d'intégration citoyenne. Il marque, ainsi, volontairement son appartenance au corps social. Enfin, il doit être capable de se conduire, de faire des choix, de repérer une opportunité et de gouverner sa vie, en faisant corps avec un projet et surtout en faisant abstraction des injonctions à l'action. Il s'agit donc pour le jeune de faire preuve de capacités à poursuivre un objectif qu'il s'est donné lui-même.

En définitive, Annick Percheron pense que la socialisation politique des acteurs n'induit pas que ceux-ci sont passifs dans le processus. Ils interagissent avec les événements pour se positionner comme des êtres autonomes. C'est ainsi qu'il serait aléatoire de présumer des résultats des mobilisations multisectorielles, comme le pense Michel Dobry. En mobilisant ici l'autonomie comme clé de lecture, nous souhaiterions analyser les rapports que le groupe des Jeunes patriotes entretenait avec les cercles d'influences politiques du FPI. C'est l'objet de la contribution qui suit.

## 2) La Galaxie patriotique, un mouvement se disant autonome

La matière qui suit voudrait voir comment la socialisation politique et la mobilisation multisectorielle des Jeunes patriotes dialoguent avec la marge d'autonomie dont ils se réclament.

---

<sup>96</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, p. 38.

<sup>97</sup> Michel Galy, « Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire », *Politique étrangère*, vol. Hiver, n° 4, 2005, p. 805.

<sup>98</sup> Vincenzo Ciccheli, « Société des savoirs et production sociologique : l'exemple de la jeunesse », *Histoire@Politique*, vol. 14, n° 2, 2011, pp. 97-110.

Quatre arguments sont ainsi mobilisés. Ils structureront cette réflexion. Le premier argument plaide pour des rapports désintéressés avec le régime de Laurent Gbagbo. Le deuxième argument affiche le refus des Jeunes patriotes de se laisser instrumentaliser. Le troisième argument parle de l'autonomie financière de la Galaxie patriotique dans l'organisation de ses manifestations. Et le quatrième argument convoque certains rassemblements spontanés des Jeunes patriotes, sans l'appel formel de leurs leaders, comme une preuve d'autonomie.

#### a) Des rapports de la Galaxie patriotique avec le régime de Laurent Gbagbo

L'autonomie suppose une certaine liberté face aux injonctions fonctionnalistes ou instrumentalistes. Pour les Jeunes patriotes, Laurent Gbagbo ne serait pas à la base de la création de leur mouvement. Un jeune de Yopougon campe clairement cette posture quand il déclare : « *Nous avons à travers cette expérience tragique, saisi l'occasion d'écrire notre propre histoire. Une histoire dont nous sommes les acteurs et les narrateurs. Nous voulons être ce que nous voulons que nous soyons* »<sup>99</sup>. S'éloignant des analystes qui affirment que son groupe a été initié par le FPI de Laurent Gbagbo, Richard Dakoury déclare :

*« Nous n'avons pas de rapports particuliers avec Laurent Gbagbo. Il était le Chef de l'État, Président de la République. Et nous, nous avons une mission que nous nous sommes donnée nous-mêmes. Personne ne nous a mis en mission hein ! Quand j'étais à la Sorbonne<sup>100</sup>, ce n'est pas Gbagbo qui m'a envoyé à la Sorbonne hein ! J'y suis depuis 1990. Donc, il ne m'a pas envoyé. Nous, nous avons dit qu'on ne peut pas accepter cela. Et ce n'est pas en 2000 que nous avons mené le combat. C'est depuis les années 90. Donc c'est la suite logique de notre combat »<sup>101</sup>.*

Concernant les rapports entre la Galaxie patriotique et le Président Laurent Gbagbo, Joël Tiéhi assure que le Chef de l'État ignorait l'existence de leur groupe au début. Ce ne serait donc pas le pouvoir politique qui aurait initié cette mouvance patriotique. Pour ce membre de la Galaxie patriotique, leur combat était pour le pays et non pour une personne.

*« Au départ, le Président Laurent Gbagbo ne savait pas qu'il y avait ce groupe de jeunes gens qui mobilisait les Ivoiriens. Il n'était même pas au courant. C'est après le meeting de..., je crois, le 2 octobre ou le 2 novembre qu'il a su qu'il y a des jeunes qui ont mobilisé près de deux millions ou trois millions d'Ivoiriens à la Place de la République. Nos rapports, c'était les rapports entre un Président de la République et puis ses enfants quoi ! Il n'y avait pas un rapport d'intérêt. Non ! Il a été attaqué injustement. Nous qui sommes ses enfants, on a vu que c'était pas normal. Donc il fallait mobiliser les Ivoiriens pour dire non à cette forfaiture. C'est comme ça qu'après deux meetings, il nous a reçus pour voir qui étaient ces jeunes gens-là dont les gens parlaient, et qui ont fait sortir les Ivoiriens [...] On l'a fait, pas pour rendre service à quelqu'un. Non ! C'est pour les Ivoiriens, c'est pour nous, c'est pour nos enfants, nos petits-enfants. Dire qu'un parti politique allait nous manipuler ? Non ! D'autant plus qu'on n'allait pas trop vers ces partis politiques et puis on comptait que sur nous-mêmes »<sup>102</sup>.*

<sup>99</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 167.

<sup>100</sup> La « Sorbonne » a été créée vers 1982, soit huit ans avant le rétablissement du multipartisme en Côte d'Ivoire. Les Jeunes patriotes s'y retrouvaient, à partir d'octobre 2002, pour certaines de leurs manifestations.

<sup>101</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>102</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

Richard Dakoury affirme que son mouvement était mû par le désir de préserver la démocratie et la liberté d'expression dans le pays. Ce n'était donc pas tant la personne de Laurent Gbagbo qu'ils défendaient, mais le principe d'accession au pouvoir par les urnes et la liberté de tout citoyen de jouir de ses droits civiques, dans le respect des lois. Pour lui, cette liberté était importante pour une paix sociale et le développement de la Côte d'Ivoire, à l'instar des pays développés : « *Comment on peut nous manipuler quand nous disons que nous voulons la démocratie ? Nous voulons que pour arriver au pouvoir, il faut passer par un seul moyen, la voie des urnes. Ça, c'est la manipulation d'un homme politique ? Mais pour être Chef d'État, pour être député, on passe par les urnes ! C'est pour ça que nous nous battons* »<sup>103</sup>. Face aux soupçons de manipulation dont son mouvement aurait été victime, il répond avec ironie. Pour lui, s'ils ont été manipulés, c'est l'amour du pays et leur rêve de mettre fin aux atrocités de la guerre qui les ont manipulés. Il clame qu'aucun homme politique, fût-il Président de la République, ne les a manipulés :

*« Qui peut nous manipuler ? Ah non ! On a été manipulé ! Bien sûr qu'on a été beaucoup manipulé. Lui qui nous a manipulé c'est l'amour pour la Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire nous a beaucoup manipulés. Parce que quand on voit les Ivoiriens pleurer, mourir ; quand on voit les femmes éventrées ; quand on voit les femmes tuées, les femmes violées ; ça nous a manipulés. Quand on voit que notre pays est en train d'être présenté comme un fourre-tout ; ça nous a manipulé. Oui ! Nous avons été manipulés. Et celui qui nous a manipulés, c'est la Côte d'Ivoire. C'est la démocratie. La liberté. La joie de vivre. Voici nos maîtres. Nous étions tellement dans cet amour-là, que nous nous sommes dit, pour ne pas que les Ivoiriens meurent, pour ne pas qu'ils pleurent, il faut les protéger. Pour que les armes ne puissent plus crépiter. Donc, devant les armes, on a été manipulé. Oui ! Véritablement manipulé. Et cette manipulation, nous la voulions. Nous sommes rentrés dans la manipulation. Et nous étions d'accord avec cette manipulation. Mais un homme politique ne peut pas nous manipuler. On ne peut pas manipuler un peuple qui est conscient et debout »*<sup>104</sup>.

La Galaxie patriotique marquait aussi son autonomie face aux partis politiques traditionnels. Charles Blé Goudé ne ratait aucune occasion de dire qu'il n'est pas membre du FPI. C'est également le cas de beaucoup de Jeunes patriotes comme Thierry Légré qui a quitté le RDR pour rejoindre la cause patriotique en pleine crise. Il est à noter, en outre, que tous ceux qui venaient aux manifestations n'étaient pas forcément affiliés à un parti politique. « *Ce qui semble singulier dans cette pratique de soi et du corps, c'est que celle-ci a émergé en se constituant en un bloc social médian (interposition entre l'État et les rebelles) sans que des stratèges politiques n'aient pu prévoir son ampleur* »<sup>105</sup>.

Certains patriotes critiquaient même l'échec du FPI et des partis politiques traditionnels à veiller sur la nation. Citons par exemple Roger Gballou, membre fondateur de la jeunesse du FPI qui, fustigeant les dérapages de son parti, fait remarquer que le FPI n'a pas vu venir la rébellion alors qu'Affi N'Guessan, Président du parti était Premier ministre, Feu Boga Doudou était ministre

---

<sup>103</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>104</sup> *Idem*.

<sup>105</sup> Ahoué Djié, *Op. cit.*, 2011, p. 173.

de l'Intérieur, Lida Kouassi était ministre de la Défense. « *Nous devons reconnaître que certains parmi nous, comme les autres, se sont empressés de construire des châteaux à Abidjan, dans leurs villes natales et dans leurs villages. Ils roulent carrosse, ils font rouler carrosse à leurs épouses et à leurs nombreuses maîtresses au grand dam de la République et du parti* »<sup>106</sup>. Roger Gballou ne manque pas de s'indigner aussi du manque d'union entre les partis politiques ivoiriens pour sauver la République comme les Chinois le firent : « *Face à l'invasion de la partie orientale de la Chine par l'armée impériale japonaise, le Kouo-min-tang de Chang Kai-chek et le Parti communiste de M. Mao Zedong durent faire une trêve dans la guerre civile qui les opposait et ils nouèrent une alliance contre l'envahisseur commun* »<sup>107</sup>. En somme, les leaders de la Galaxie patriotique disent que leurs rapports avec le régime de Laurent Gbagbo se résumaient à l'idéal de sauver le pays. C'est pourquoi ils fustigent les accusations qui les considèrent comme des acteurs instrumentalisés.

#### b) Du refus des Jeunes patriotes d'être instrumentalisés

Nous avons interrogé D. R. en Europe. Il a dit que le combat qu'il menait avec son groupe était désintéressé. Du moins, ses amis et lui n'attendaient pas forcément une récompense financière du régime Laurent Gbagbo. Il a révélé que le Président Laurent Gbagbo était à son mariage. Il aurait pu lui demander une maison comme cadeau de mariage. Il ne l'a pas fait. Il a continué de vivre dans la maison qu'il louait. Il faisait de petites plantations de tomates ou d'autres légumes pour subvenir au besoin de sa famille. Il nous a dit :

*« Tu vois, pour venir me rencontrer pour cet entretien, tu es venu avec ta voiture. Moi, je n'ai même pas un vélo. Encore moins une maison. Ici, je vis dans un petit studio délabré avec mon fils. J'ai préféré ne pas te recevoir dans le studio, mais plutôt ici, chez une connaissance. C'est plus confortable. Si les restaurants étaient ouverts<sup>108</sup>, on aurait pu y faire cet entretien »<sup>109</sup>.*

Pour lui, il ne s'est pas engagé dans la Galaxie patriotique pour de l'argent ou un poste dans l'administration. Sinon, il aurait eu des économies pour mieux vivre son exil. Il affirme que plusieurs de ses anciens collaborateurs dans la Galaxie patriotique sont dans la même situation que lui. Ils vivent de l'aide de personnes de bonne volonté qui leur apportent de temps en temps quelques vivres. Ils auraient refusé de se faire acheter par un pouvoir politique qui aurait pu les

---

<sup>106</sup> Roger Gballou, *Côte d'Ivoire : le crépuscule d'une démocratie orpheline*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 83-85.

<sup>107</sup> *Idem*, p. 239.

<sup>108</sup> À cause de la crise du coronavirus, les restaurants et beaucoup de lieux publics étaient fermés en Europe.

<sup>109</sup> Entretien avec D. R., janvier 2021, France.

contrôler et dévoyer leur engagement par des « mensonges politiques »<sup>110</sup>. Pour eux, ceux qui pensaient les manipuler se trompaient lourdement<sup>111</sup>.

Les Jeunes patriotes semblaient avoir une haute idée de leur mobilisation, contrairement à ceux qui pensaient les instrumentaliser. Ce fantasme de la toute-puissance des hommes politiques leur aurait fait croire qu'ils contrôlaient les manifestants. Le peuple n'est pas toujours ce qu'on prétend qu'il est. Il y a une capacité du peuple qui peut l'amener à nier être ce qu'on voudrait qu'il soit<sup>112</sup>. Avec le « Printemps arabe », on a vu des « acteurs subalternes » agir dans un véritable retournement de stigmaté<sup>113</sup> : en assumant leur position de subordonnés, ces acteurs sociaux ont démontré qu'ils étaient incontournables en réalité. Une identité stigmatique peut convertir la contrainte du stigmaté en valeur régénérée, et également faire preuve d'un agir créatif avec le stigmaté pour levier<sup>114</sup>. Alors que la légitimité des gouvernants ne repose que sur la fiction d'une domination/manipulation du peuple, il leur arrive de trembler devant la réalité des volontés populaires, à proprement parler ingouvernables<sup>115</sup> : « *Chaque élan révolutionnaire populaire comporte son lot de créativité, d'invention de peuples, d'humour et de revendications multiples* »<sup>116</sup>. Dans la même veine, Charles Blé Goudé dit que les hommes politiques pensaient manipuler la jeunesse mobilisée entre 2002 et 2011 : « *Moi je connais ma génération. Même moi-même, certains hommes politiques pensaient qu'ils me manipulaient. C'est pas vrai ! Moi, mon seul moteur, c'était mes convictions. Je croyais en une Côte d'Ivoire nouvelle. Et, avec moi, cette jeunesse-là* »<sup>117</sup>. Selon lui, ce serait déprécier la Galaxie patriotique que de penser qu'elle était manipulée :

*« Peut-on dire d'une telle masse, mobilisée pour les raisons que je viens d'avancer là, qui sentait qu'on lui arrachait quelque chose, peut-on dire qu'elle était manipulée ? Non ! Peut-être que ceux qui bénéficiaient des fruits de cette mobilisation, dans leur salon, pensaient qu'ils manipulaient cette jeunesse-là. Et je l'ai compris, quand moi-même j'ai transformé le COJEP en parti, tout récemment, pendant que j'étais en prison ; et que cette classe politique-là, aux côtés de laquelle on était, a commencé à s'attaquer à moi : "Non mais ! Pourquoi il fait ça ? Il est pour nous ! Il est notre instrument". J'ai donc compris que cette classe-là pensait qu'elle me manipulait [...] Mais non ! Cette jeunesse, dire qu'elle est manipulée est une injure à son encontre. C'est une jeunesse qui est pleine d'espoir. C'est une jeunesse qui veut se battre selon les moyens démocratiques »*<sup>118</sup>.

---

<sup>110</sup> Entretien avec H. M., 3 septembre 2020, Gagnoa.

<sup>111</sup> À ce propos, Hannah Arendt a souligné que la tentative de « déréalisation » des faits par le discours de la propagande totalitaire trahit le fantasme d'une toute-puissance. Dans ce qu'elle nomme le système totalitaire, le réel doit se conformer aux fantasmes du dirigeant : « *C'est seulement dans un monde entièrement sous contrôle que le dirigeant totalitaire a la possibilité de réaliser tous ses mensonges et d'avérer toutes ses prophéties* ». Hannah Arendt, « Le totalitarisme, » in Hannah Arendt, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2002, p. 669.

<sup>112</sup> Gérard Bras, *Les voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Amsterdam, 2018, 354 p.

<sup>113</sup> Leyla Dakhli (dir.), *L'esprit de la révolte. Archives et actualité des révolutions arabes*, Paris, Le Seuil, 2020, pp. 103-104.

<sup>114</sup> Erwing Goffman, *Op. cit.*, 1975.

<sup>115</sup> Grégoire Chamayou, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, 336 p.

<sup>116</sup> Cédric Molino-Machetto, « Le logos du peuple. Vers des peuples démocratiques ? », *politika.io*, 2021, [consulté le 15 avril 2021], disponible sur : [<https://www.politika.io/fr/article/logos-du-peuple-peuples-democratiques>].

<sup>117</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>118</sup> *Ibidem*.

Joël Tiéhi s'insurge contre les soupçons d'instrumentalisation de leur mouvement par les hommes politiques. Pour lui, les populations sont sorties d'elles-mêmes, souvent, en surprenant les politiciens :

*« Jamais de la vie ! Jamais de la vie ! On n'a jamais été manipulé par qui que ce soit. Je me dis, la seule personne qui pouvait nous manipuler c'était le Président Laurent Gbagbo. Mais tout le monde sait l'amour qu'il a pour son pays [...] Non ! On n'a pas été manipulé. Parce que ceux mêmes qui composaient cette Galaxie patriotique, on était des gens quand même assez mûrs, assez réfléchis, assez intelligents »<sup>119</sup>.*

Les Jeunes patriotes affichent donc leur distance par rapport aux logiques instrumentalistes qu'on attribue à leur engagement politique. Comme preuve de cette liberté d'action, ils disent que la majorité de leurs activités étaient financée par eux-mêmes. D'où une certaine autonomie financière dans leur engagement politique.

### c) La Galaxie patriotique, un mouvement financièrement autonome

Pour les Jeunes patriotes, leur autonomie était également financière. En effet, s'éloignant des allégations qui les taxaient de « ventriotes », ces militants affirment que la majorité des manifestants déboursaient de l'argent de leurs propres poches pour aller assister aux meetings, aider à l'organisation des rassemblements, soigner leurs blessés, enterrer leurs amis morts<sup>120</sup>, ou fournir à manger et à boire à leurs camarades. D'autres mettaient leurs voitures à disposition pour transporter logistiques et personnes pour les manifestations. Pour Richard Dakoury, les leaders de la Galaxie patriotique finançaient la plupart des meetings. *« La location d'une sono, c'est 750 000 FCFA. Il y avait des gens en notre sein qui sortaient l'argent. Tiéhi Joël ou des amis libanais qui nous faisaient des livraisons de matériels »<sup>121</sup>.* Pour lui, cette jeunesse patriotique n'attendait rien du régime de Laurent Gbagbo. Joël Tiéhi va dans le même sens : *« Je peux vous dire qu'effectivement l'argent sortait de nos poches pour organiser nos manifestations. Deuxièmement, on avait certains aînés aussi qu'on allait voir sans rien payer souvent pour avoir la sono, les chaises et les bâches »<sup>122</sup>.* Les Jeunes patriotes étaient déterminés à s'opposer à une situation qu'ils trouvaient injuste. Ils se seraient donc mobilisés par conviction :

*« La jeunesse ivoirienne ? Vous pensez qu'on les a payés pour venir à la place de la République ? Qui a cet argent-là pour payer tout ce monde-là ? Des gens qui vont marcher depuis octobre 2002 jusqu'en 2011 ; le 27 mars 2011, ils continuent de marcher. Vous ne croyez pas que c'est l'amour pour leur pays ? Vous ne croyez pas que c'est pour défendre les institutions ? Pour qu'elles soient fortes ? Pour que la démocratie puisse s'exercer ? [...] Quand on parle de manipulation, ça veut dire que notre action n'avait pas de raison d'être. Notre action n'était pas dans la vérité. Notre action n'était pas dans la*

---

<sup>119</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

<sup>120</sup> Melynga, « David contre Goliath - David contre Goliath », *youtube.com*, 18 juin 2012, [consulté le 26 avril 2020], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=IX04MaQRI7I>].

<sup>121</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>122</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.



*lucidité [...] Nous nous battons pour que notre pays soit indépendant ; et que notre indépendance ait un contenu. Et que ce ne soit pas une indépendance de façade. Ça, c'est la manipulation ? »<sup>123</sup>.*

Le collaborateur direct de Charles Blé Goudé déclare que si le combat qu'il menait avec son groupe devait rendre riche, il serait milliardaire, parce que sa lutte politique ne date pas du régime de Laurent Gbagbo. Elle remonte à plusieurs années avant 1990. Par ailleurs, il s'étonne que lorsque les leaders souffrent pendant la lutte politique, les gens ne disent pas qu'ils sont instrumentalisés ou manipulés. Mais quand l'engagement politique se déroule dans des conditions plus aisées, l'argument instrumentaliste de la manipulation par les hommes politiques est vite brandi :

*« Si on donnait l'argent, je serais multimilliardaire. Je serais dans mon château. [...] J'ai commencé en 1986. Je suis du canton Guébié, donc petit-fils de Kragbé Gnagbé. Donc je sais ce que c'est que la souffrance, la douleur. Et puis en 90, quand le Président Gbagbo nous appelait aux marches, il ne nous payait pas ? [...] Et puis d'ailleurs, on n'a jamais pensé à un truc comme ça. Pour nous, depuis 90, on menait le combat ! On ne sait pas si on paie les gens quand on mène un combat. On est dans la suite logique de notre combat. Quand Blé était enchaîné-là<sup>124</sup>, est-ce qu'il était payé ? Quand il souffrait, et puis il était enchaîné, là on ne pose pas la question hein ! Mais une fois qu'il est heureux, on dit noon, il s'enrichit. C'est pas sérieux ! »<sup>125</sup>.*

Richard Dakoury réaffirme que la Galaxie patriotique est née parce qu'il y a eu la rébellion du 19 septembre 2002. Si le pays n'avait pas été attaqué, le mouvement des Jeunes patriotes n'aurait pas surgi. Ainsi, pour lui, la lutte patriotique n'avait aucune ambition d'enrichissement ou d'ascension sociale. Les manifestants étaient désintéressés et n'avaient qu'un seul objectif qui était de sauver leur pays :

*« Si la rébellion n'avait pas existé, il n'y aurait jamais eu tout ça. Est-ce que c'est nous qui avons dit aux rebelles : "Bon ! comme nous on veut être riches, pour profiter, pour avoir une ascension sociale, pardonnez, faites une rébellion. Comme ça nous on va réagir. Et puis on sera des célébrités et on sera riche". Non ! Si on a mené ce combat, c'est parce que nous étions à la place qu'il fallait. Si ce n'était pas nous, ça allait être d'autres personnes qui allaient mener ce combat et qui allaient souffrir aussi le martyr. On n'a pas fait ça pour avoir de l'argent »<sup>126</sup>.*

La mobilisation des Jeunes patriotes semblait donc volontaire, sans pression ni endoctrinement et sans ambition d'ascension sociale, selon Richard Dakoury. D'ailleurs, il pense qu'il ne faut pas mettre en avant la situation financière ou socioprofessionnelle des Jeunes patriotes dans l'étude de leur motivation. Pour lui, les manifestants ne se sont pas mobilisés parce qu'ils étaient pauvres et espéraient s'enrichir en prenant la rue pour bénéficier de la bienveillance des hommes politiques. Il affirme que ceux qui constituaient la Galaxie patriotique était un résumé de la société ivoirienne, avec ses pauvres et ses riches :

*« C'est des Ivoiriens, c'est pas des extraterrestres. C'est la même situation sociale qui a prévalu hier qui prévalait à l'époque du Président Laurent Gbagbo. Donc il ne faut pas voir la Galaxie patriotique... ouuuuuuu qu'est-ce qu'ils avaient ? Ils étaient riches ? Ils n'étaient pas riches ? Ce n'est pas la richesse qui détermine le combat d'un individu. Ou sa pauvreté. C'est son esprit qui est en harmonie avec les événements ; et il prend une décision. Est-ce que le pauvre n'a pas le droit de manifester ? Un*

<sup>123</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>124</sup> Charles Blé Goudé fut menotté à son lit d'hôpital sous le régime d'Henri Konan Bédié.

<sup>125</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>126</sup> *Ibidem*.

*intellectuel qui pense comme ça n'est pas intelligent. Le pauvre a le droit de manifester ; de dire non ! Tout comme le riche peut dire non ! Mais tu ne vas pas juger le pauvre, la manifestation du pauvre à partir de ce qu'il a dans la poche. Non ! [Il hausse le ton] Une telle réflexion ne relève d'aucune intelligence. Sinon ceux qui ont fait la Révolution française-là, c'était pas des milliardaires hein ! On dit : "Le peuple français s'est soulevé". On ne dit pas : "Des ouvriers, des gens qui travaillent à la poste". Il y en a qui était moins riches. Il y en a qui était des avocats et autres. Quand tu vas faire une telle cartographie démographique, mais finalement, tu ne vas pas t'en sortir. Parce que là-là finalement ton étude n'a pas d'intérêt ! Parce que dans tous les pays du monde, il y a des pauvres, il y a des riches. Et ils prennent des armes ou alors ils se soulèvent ou se soulèvent pas. Donc ça n'a rien à voir avec la pauvreté ou la richesse. Ça n'a rien à voir avec le statut économique et social de chaque individu. Ça à voir avec son esprit. C'est tout ! C'est ça qui détermine notre action. Sinon pour être riche-là, on peut faire des plantations. Moi je pense que quand les gens se demandent quel était le statut social des leaders patriotiques et autres, en fait ce qu'ils recherchent c'est de voir : nooon ils étaient malheureux, pauvres. C'est pour cela qu'ils ont mené le combat. Et donc, ils ont mené le combat pour avoir de l'argent. Donc ça veut dire que toute la réflexion, toute la rhétorique qui a été donnée aux Ivoiriens, ça ne compte pas. Mais notre motivation tire sa source de notre pauvreté, pour se faire plein les poches. Ce n'est même pas intelligent. Et cela, ça ne relève d'aucune intelligence intellectuelle. C'est même de la bêtise. Une telle thèse est une foutaise ; et il ne faut pas en faire la synthèse. [...] Chez nous en Bété on dit : "On ne juge pas l'homme, on juge l'affaire". C'est l'acte que tu poses-là, c'est sur ça qu'on te juge. Et non sur ce que tu es. Il ne s'agit pas de dire : "Oooh ! J'ai essayé de voir. C'est de petits malheureux. Ils ne travaillaient pas. Ils n'avaient rien" ». Si nous ne travaillions pas, qui nous nourrissait ? »<sup>127</sup>.*

Joël Tiéhi insiste pour dire que ses amis et lui n'attendaient rien du pouvoir de Laurent Gbagbo. Et ils ne lui demandaient pas des postes dans l'administration ou des faveurs en échange de leur engagement. Il affirme que la nomination d'un des leurs comme ministre les a même surpris :

*« Non, pas du tout ! La preuve ? Le seul qui a été nommé c'est notre frère le ministre Charles Blé Goudé. Et s'il a été nommé, moi je pense qu'il le mérite [...] Personne ne s'attendait à être nommé. Même le ministre Charles Blé Goudé ne s'attendait pas un jour à être nommé ministre. Jamais on n'a demandé au Président Laurent Gbagbo de nous donner un poste quelconque »<sup>128</sup>.*

Pour les leaders de la Galaxie patriotique, leur mouvement était donc financièrement autonome. Et ils ne se seraient pas mobilisés en espérant des retombées financières ou des propositions de nominations. Le dernier argument avancé pour signifier l'autonomie de leur mouvement est le fait que les foules qu'ils mobilisaient prenaient souvent des initiatives à leur insu. Comme pour dire que leur action n'était pas calculée en fonction des avantages qu'ils pouvaient en tirer.

#### d) De la spontanéité de certains rassemblements populaires

Les mouvements sociaux des Jeunes patriotes se sont également caractérisés par leur spontanéité. C'est une génération qui était prête à se mobiliser et à se lever comme un seul homme, de manière uniforme, avec une définition libre des enjeux, des motivations et des modes

<sup>127</sup> *Ibidem.*

<sup>128</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

d'action<sup>129</sup>. La plupart des mobilisations étaient spontanées<sup>130</sup>. « *Ils nous surprennent souvent. Et on est obligé de prendre les devants pour les organiser* »<sup>131</sup>. Plusieurs manifestations non prévues des Jeunes patriotes marquèrent, ainsi, la période de 2002 à 2011. Nous en mentionnons ici quelques-unes. Suite aux Accords de Linas-Marcoussis, les villes sous contrôle de l'armée loyaliste furent paralysées<sup>132</sup> par des foules immenses<sup>133</sup> pendant des jours, sans un appel formel des leaders de la Galaxie patriotique. De la même manière, en janvier 2006, les Jeunes patriotes bloquèrent des villes ivoiriennes. En effet, la résolution 1633 de l'ONU créa un Groupe de travail international (GTI)<sup>134</sup>. Le GTI était présidé par l'envoyé spécial de l'ONU en Côte d'Ivoire, le Suédois Pierre Schori. Celui-ci annonça que la résolution 1633 de l'ONU primait sur les lois nationales et que le mandat des députés ivoiriens qui expirait officiellement le 16 décembre 2005 ne serait pas prolongé. Les Jeunes patriotes y ont vu une atteinte à la souveraineté nationale<sup>135</sup>. Ainsi, le 18 janvier 2006, les rues de toutes les grandes villes de la zone Sud furent prises d'assaut par des manifestants, sans être convoqués par leurs leaders, eux-mêmes surpris par la rapidité et la spontanéité des foules : « *À l'époque, Blé était malade. Les gens se sont mobilisés en même temps devant l'ONUCI pour dire non* »<sup>136</sup>.

Ils ont paralysé la capitale économique, dressé des barricades sur ses différentes artères, assiégé l'ambassade de France, le 43<sup>e</sup> Bima et le siège de l'ONUCI à Attécoubé, commune voisine du Plateau. Le Chef d'État-Major, Philippe Mangou, aurait répondu à Pierre Schori qui exigeait une intervention des FDS : « *Je suis un républicain. Je ne donnerai jamais l'ordre de tirer sur des manifestants qui cherchent à protéger nos institutions que vous voulez dissoudre* »<sup>137</sup>. Deux contingents de militaires de l'ONUCI furent ainsi délogés à Guiglo et Duékoué (Ouest ivoirien) par la foule en colère. Malgré le déplacement express du Président Nigérian, Olusegun Obasanjo, à Abidjan pour calmer la rue, rien n'y fit. Même l'appel au calme de Laurent Gbagbo ne changea pas la situation. Ce n'est qu'après l'intervention de Charles Blé Goudé<sup>138</sup> que les Jeunes patriotes consentirent à libérer les villes, le 20 janvier 2006, après trois jours de mobilisation.

---

<sup>129</sup> Mounia Bennani-Chraïbi, « Les conflits du Moyen-Orient au miroir des communautés imaginées : la rue arabe existe-t-elle ? Le cas du Maroc », *A contrario*, vol. 5, n° 1, 2008, pp. 147-156.

<sup>130</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>131</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>132</sup> Ina Société, « Côte d'Ivoire, vaste manifestation contre accord de Marcoussis », *youtube.com*, 1<sup>er</sup> février 2003, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q].

<sup>133</sup> Ina Histoire, « Côte d'Ivoire : manifestation femmes », *youtube.com*, 3 février 2003, [consulté le 28 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=X22JSeYaW6M].

<sup>134</sup> Le GTI devait seconder le Premier ministre et était composé de représentants des Nations-unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne, de l'Organisation internationale de la francophonie, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale. Plusieurs pays y étaient également représentés.

<sup>135</sup> Anicet Maxime Djehoury, *La guerre de Côte d'Ivoire : la dernière expédition coloniale*, Paris, L'Harmattan, 2007, 274 p.

<sup>136</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>137</sup> Cheikh Yérim Seck, « Sortie de crise, mode d'emploi », *Jeune Afrique*, 24 janvier 2006.

<sup>138</sup> Après ces journées de mobilisations, le Conseil de sécurité de l'ONU imposa des sanctions, dont l'interdiction de voyager hors du pays, à Charles Blé Goudé et Eugène Djué.

Ce fut la même chose après l'APO qui vit Guillaume Soro accéder à la primature : les rues de la moitié Sud du pays se sont remplies de monde sans que des instructions précises ne soient données en ce sens. Enfin, mentionnons cette pratique récurrente durant la crise ivoirienne qui consistait à aller protéger la résidence présidentielle. À maintes reprises, les Jeunes patriotes ont, en effet, formé spontanément des boucliers humains de centaines de mètres autour de la résidence présidentielle à Cocody, en 2004, 2010, et particulièrement entre mars et avril 2011. « *Je n'ai pas voulu lancer d'appel à la mobilisation dans un contexte de guerre, où tirer une balle dans la tête d'un être humain était devenu désormais un acte banal* »<sup>139</sup>, affirme Charles Blé Goudé. Et pourtant la foule s'était mobilisée jusqu'à la capture de Laurent Gbagbo. Et même un mois après l'arrestation de Laurent Gbagbo et son appel à ses partisans à cesser la mobilisation, les manifestants anonymes occupaient toujours certaines rues, notamment dans le quartier de Yopougon et dans certaines villes de l'intérieur.

Malgré les nombreux risques et la mort de leurs camarades, qu'ils portaient d'ailleurs en processions<sup>140</sup>, les manifestants radicalisés semblaient aller au martyr consciemment et librement sans que leurs leaders les y appellent forcément. Charles Blé Goudé dit qu'il voulait les protéger contre les rebelles qui étaient embusqués dans tous les quartiers d'Abidjan, notamment entre 2007 et 2011. Comme il le relève, les assaillants « *étaient même dans nos maisons et lourdement armés. Emprunter l'autoroute de Yopougon à Adjamé était devenu un véritable parcours du combattant pour les populations civiles, y compris pour les forces de l'ordre. Les rebelles avaient par stratégie choisi de ne pas porter de tenues militaires ; ce qui leur permettait de se fondre dans la population civile. Ils étaient ainsi en mesure de tuer facilement les FDS* »<sup>141</sup> et les manifestants.

Au final, nous avons essayé d'exposer les quatre principaux arguments qui militeraient en faveur d'une action autonome des Jeunes patriotes lors de leur mobilisation. Ces manifestants disent avoir gardé leur distance avec le régime de Laurent Gbagbo dont ils n'attendaient ni subvention pour leurs meetings ni rémunération pour leurs mobilisations, afin de ne pas être instrumentalisés. De plus, certains de leurs rassemblements se faisaient spontanément, sans des appels formels. L'objectif affiché des Jeunes patriotes était la résilience nationale. Si leurs motivations paraissaient altruistes, ne pouvons-nous pas interroger, tout de même, cette autonomie en y soupçonnant un intérêt consciemment ou inconsciemment recherché dans cette mobilisation ?

---

<sup>139</sup> Charles Blé Goudé, *Côte d'Ivoire : traquenard électoral*, Paris, L'Harmattan, 2011, p. 111.

<sup>140</sup> Il convient de signaler que cette pratique de transporter les cadavres de leurs camarades dans les rues ou devant les sièges des institutions internationales, pour les prendre à témoin, semble nouvelle dans le pays. Nous avons cherché sans succès des traces de pareils rituels dans l'histoire du pays. Nous ne parlons pas ici des cérémonies funéraires traditionnelles, dans certaines régions, où le cercueil du défunt est transporté pour chercher l'auteur de sa mort. Le cas qui nous intéresse, dans cette réflexion, est cette pratique de porter, sur des brancards de fortune, les camarades tués pendant les mobilisations, avec des chants de victoire souvent. Ce serait sans doute un signe de l'émergence d'un nouvel état d'esprit que nous avons soupçonnée plus haut dans cette étude.

<sup>141</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2011, pp. 111-112.

### 3) Pour une relativisation de l'altruisme des Jeunes patriotes

Pour autant, il serait intéressant de questionner l'idéalisme altruiste affiché par les Jeunes patriotes qui disent ne rien attendre du FPI, dans leur militantisme pour le sursaut national et une résilience des Ivoiriens ; ces biens publics pour lesquels certains parmi eux ont perdu la vie. Il semble qu'il convient de relativiser cette posture. En effet, Mancur Olson montre, dans sa *Logique de l'action collective*, que lorsqu'une action collective vise à obtenir des "biens publics" ou « *des biens consommables sans rivalité, des agents rationnels et égoïstes auront tendance à ne pas acquitter les coûts d'entrée dans la mobilisation (recherche de l'information sur la décision à prendre, temps consacré à la délibération, temps et énergie consacrés à l'action) en anticipant le fait que les autres participants le feront à leur place* »<sup>142</sup>. Le comportement rationnel serait donc de laisser les autres s'investir. L'agent rationnel aurait donc tendance à être un « passager clandestin », un *free rider*. Pour Christian Lazzeri, « *chacun se contentera simplement de jouir de la fraction du bien collectif obtenu dont on ne peut le priver, sans avoir participé à son obtention* »<sup>143</sup>. Selon Mancur Olson, l'action collective destinée à obtenir des biens publics se résume invariablement à la stratégie rationnelle-instrumentale de « *l'individualisme possessif* » qui vise en permanence à externaliser les coûts et à internaliser les gains<sup>144</sup>.

Quant à Doug McAdam, il fait une étude<sup>145</sup> qui permet d'interroger les actes altruistes liés aux mouvements sociaux. L'étude donne de voir si les engagements dans des mobilisations risquées sont réellement désintéressés et reposent sur l'idéalisme. Il s'agit de l'analyse du « *Mississippi Freedom Summer* » aux États-Unis. Il fait une sociologie de ce grand mouvement social qui, en 1964, conduisit dans le Mississippi un millier de volontaires blancs du Nord. Ils étaient de classes bourgeoises, jeunes travailleurs ou étudiants dans de prestigieuses universités du pays. Ils y sont allés pour participer à une campagne d'inscriptions des électeurs noirs<sup>146</sup> sur les listes électorales, en prenant de hauts risques<sup>147</sup>. Quatre personnes furent tuées durant l'opération, des dizaines de militants furent battus et plusieurs centaines furent arrêtées.

En interrogeant les raisons de leur engagement dans ce militantisme et ce mouvement risqué pour les droits civiques aux États-Unis, Doug McAdam fait plusieurs constats. Dans une première lecture, il montre que ces étudiants blancs de classes sociales plus aisées se solidarisent de façon altruiste avec des Noirs issus plutôt des catégories populaires. Donc cette mobilisation

---

<sup>142</sup> Christian Lazzeri, « Pourquoi se révolte-t-on ? Identité, intérêt, action », *Revue du MAUSS*, vol. 34, n° 2, 2009, pp. 165-188.

<sup>143</sup> *Ibidem.*

<sup>144</sup> Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978, p. 58. Cf. aussi Raymond Boudon, *Effet pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977, pp. 38-41 et 177-178.

<sup>145</sup> Doug McAdam, *Freedom Summer. The idealists revisited*, Oxford, Oxford University Press, 1988, 368 p.

<sup>146</sup> Le Mississippi était alors l'État le plus conservateur et raciste de l'Union.

<sup>147</sup> Doug McAdam, « Recruitment to high-risk activism : The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, pp. 64-90.

est altruiste au sens où ils ne gagnent rien pour eux-mêmes d'un point de vue purement rationnel. C'est un engagement moral pour des valeurs. Mais dans un autre sens, l'auteur relève des arguments qui militeraient en faveur d'un engagement intéressé de ces activistes qui bénéficient de rétributions symboliques et non matérielles. D'abord, les volontaires étaient ainsi soustraits aux contraintes familiales, conjugales, professionnelles, financières, etc., qui s'imposaient à d'autres catégories. Ensuite, ils manifestèrent une propension plus importante à s'identifier à un groupe de référence (socialistes/marxistes, démocrates libéraux, groupe religieux, etc.). Il s'agit du sentiment de confiance et d'obligation que procure le fait d'appartenir ou de s'identifier à une communauté nourrie par des liens interpersonnels souvent préexistants au *Mississippi Freedom Summer*. Les militants étaient souvent déjà membres d'organisations politiques, syndicales ou religieuses. Doug McAdam montre ainsi que le militantisme ne repose pas uniquement sur l'idéalisme mais qu'il est nécessaire que des « *organisations officielles ou des réseaux sociaux informels structurent et prolongent l'action collective* »<sup>148</sup>.

Le *Freedom Summer*, c'est donc aussi l'enthousiasme et la ferveur d'appartenir à une communauté à l'intérieur de laquelle les liens sont resserrés par les risques encourus, et de servir une cause juste qui marqua la vie des volontaires et même des États-Unis. Doug McAdam souligne que les vétérans du *Freedom Summer* furent accueillis comme des héros dans les différents campus qu'ils réintégrèrent dès la rentrée 1964. Leur notoriété et le statut d'anciens du *Freedom Summer* leur conférèrent une légitimité militante qu'ils mirent au service de nouvelles ambitions. Ainsi, Doug McAdam met au jour des motivations, souvent inconscientes, qui poussent des personnes à s'engager dans des mouvements sociaux, questionnant, par le fait même, l'altruisme qui présiderait à de telles initiatives souvent dangereuses.

Ainsi, dans le cadre de la Galaxie patriotique, il convient de relativiser l'approche de l'altruisme que ses membres affichaient. Ils avaient sans doute quelque chose à gagner, d'une manière ou d'une autre : soit en termes de paix sociale, soit en termes de satisfaction personnelle de participer à faire l'histoire de leur pays, soit en termes de notoriété et d'identité. Ils bénéficiaient donc d'une rétribution au moins symbolique. Sinon, ils n'auraient aucun intérêt à s'engager, risquant même souvent leur vie. Ils gagnaient en reconnaissance sociale. De parfaits inconnus devenaient, du jour au lendemain, de véritables stars de la télévision ou du quartier. Ce qui leur ouvrait certaines portes jadis fermées.

Xavier Crettiez analyse ce sentiment de réussite qu'éprouvent les radicalisés à la suite d'actes extrémistes. Pour lui, la valorisation de l'estime de soi associée au désir de reconnaissance peut commander les engagements radicaux. Il relève, par ailleurs, « *le plaisir intense que peuvent*

---

<sup>148</sup> Doug McAdam, *Op. cit.*, 1988, p. 391.

*retirer des militants politiques à s'engager dans des actions radicales totalement éloignées d'une forme de quotidienneté et assurant à ceux qui s'en prévalent une image de soi grandiose et mythifiée* »<sup>149</sup>, surtout si ces militants sont de milieux modestes. Xavier Crettiez nomme ce sentiment de plaisir l'escapisme. L'effet d'adrénaline qui accompagne les mouvements sociaux peut justifier le désir de s'engager. La mobilisation contestataire pourrait donc se nourrir d'un faisceau de revendications d'intérêts et de revendications d'identité<sup>150</sup>. Ainsi on peut dire que la reconnaissance pourrait bien constituer une incitation à la participation à l'activité populaire tout comme elle pourrait en être le but.

Par ailleurs, il est clair qu'un engagement comme celui des Jeunes patriotes n'allait pas sans une certaine reconnaissance de celui qui en bénéficiait, notamment le régime de Laurent Gbagbo. C'est pourquoi, comme le dit Richard Dakoury, des dons de certaines personnalités étaient notés : « *De temps en temps, on recevait une petite enveloppe, pas grand-chose forcément. Ou bien une voiture sans moteur. Tu te débrouilles pour mettre un moteur dedans et puis tu vas faire tes meetings. Bien sûr qu'on avait un carnet d'adresses fourni ; mais ce n'était pas pour de l'argent* »<sup>151</sup>. Lui, comme certains leaders admettent donc avoir reçu des signes de gratitude des hommes politiques ou de la population. Ils sont unanimes pour dire que ce n'était pas des dons qui pouvaient les rendre riches ou changer le cours de leur vie. Ils donnent pour preuve la situation délétère dans laquelle ils se sont presque tous retrouvés, en exil, après le 11 avril 2011. La plupart d'entre eux n'avaient pas eu leurs comptes bancaires gelés par le nouveau régime en Côte d'Ivoire, et pourtant ils avaient des difficultés financières en exil. Pour eux, s'ils avaient accumulé de la richesse, leur exil serait plutôt doré, sans soucis pour nourrir leur famille ou scolariser leurs enfants.

En définitive, même si Russell Hardin<sup>152</sup> défend la thèse, auparavant proposée par Gordon Tullock, selon laquelle l'engagement individuel à l'égard du groupe permet à l'être humain d'obtenir des avantages matériels (ressources ou position sociale) et de bénéficier d'un environnement relativement stable et sûr, nous gardons nos distances avec les perspectives qui voient les Jeunes patriotes dans une logique de « ventriotes », en quête de biens matériels. Cependant, il nous est difficile de dire ces manifestants ne gagnaient rien dans leurs mobilisations publiques. À tout le moins, ils en récoltaient une satisfaction personnelle d'avoir posé une action pour leur pays, sinon ils se seraient abstenus de se mobiliser ; et ce, d'autant plus que beaucoup de leurs camarades y perdaient la vie.

---

<sup>149</sup> Xavier Crettiez, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 709-727.

<sup>150</sup> Sidney Tarrow, Charles Tilly et Doug McAdam, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, vol. 41, n° 1, 1998, p. 14.

<sup>151</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>152</sup> Russell Hardin, *One for all : the logic of group conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 302 p.

\*\*\*

Au final, en quoi l'idéalisme de la résilience nationale a-t-il inspiré le militantisme de la Galaxie patriotique ? Pour répondre à cette préoccupation, nous avons d'abord convoqué le concept de performativité tel qu'il est offert par John Austin, Michel Callon et Judith Butler. Toutes les trois perspectives privilégient l'analyse concrète d'actes de langage et des effets liés à leur répétition ainsi que la construction des conditions de félicité qui les rendent performatifs. Elles mettent en valeur la capacité du leader à mobiliser des foules quand ces foules reconnaissent à l'orateur le pouvoir de les mettre en route. C'est ainsi que la télévision nationale ivoirienne servit régulièrement de canal pour mobiliser les manifestants. Les Jeunes patriotes se sont également affichés comme militants pour une résilience nationale en se présentant comme maillon essentiel d'une société ivoirienne en difficulté qu'il pouvait modifier malgré leur faiblesse. Ils ont assumé la mission salvatrice qu'ils se sont eux-mêmes assignée.

Ils remirent ainsi en cause les soupçons qui les affichaient comme des personnes instrumentalisées par le pouvoir de Laurent Gbagbo. La Galaxie patriotique se situe, de la sorte, dans la logique d'Annick Percheron et Michel Dobry qui défendent une certaine indépendance des acteurs sociaux. Pour ces Jeunes patriotes, en effet, la décision d'investir les rues ivoiriennes ne leur était pas suggérée par le régime FPI qui n'aurait pas eu connaissance de leur initiative. Ils se seraient donc constitués en mouvement autonome financièrement et dans la prise de décisions. C'est ainsi que certains de leurs rassemblements se firent à la surprise non seulement de leurs leaders, mais aussi du régime politique. Pour eux, le seul motif de leur engagement fut leur idéal de voir leur pays se remettre de l'attaque du 19 septembre 2002. Cet idéalisme a toutefois été questionné avec une sociologie des mobilisations populaires, sous le prisme de Mancur Olson.

Ainsi, on pourrait dire que les Jeunes patriotes attendaient une reconnaissance de leur lutte par une gratification morale ou matérielle. Cependant, l'examen des faits a conduit à conclure qu'ils donnaient plus qu'ils n'ont reçu du régime au pouvoir. Et s'ils ont reçu quelques rétributions pour leurs mobilisations qui souvent étaient à leur propre charge, l'idéalisme d'une société ivoirienne résiliente semblait structurer, en définitive, leur engagement politique. Plusieurs stratégies furent mobilisées pour y parvenir. Parmi celles-ci, les arts prirent une place prépondérante. Les Jeunes patriotes construisirent, ainsi, une communication politique à travers la musique du Zouglou qui catalysait leur détermination tout en portant leurs messages. Le chapitre suivant propose d'analyser la portée de ce support de communication dans la lutte patriotique, en étudiant le dialogue entre musique et politique.



## CHAPITRE VIII : LA MUSIQUE ET LA POLITIQUE DANS LA MOBILISATION D'UNE GÉNÉRATION POLITIQUE

Ce chapitre se propose d'analyser la place de l'art musical dans l'implantation de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire. Plus précisément, il étudiera l'usage que les Jeunes Patriotes ont fait du rythme musical Zouglou dans leur engagement politique. Il est clair que les rapports entre la musique et la politique sont complexes<sup>1</sup>. Nous proposons tout de même de voir en quoi le Zouglou a interrogé la politique et a exercé une efficacité politique dans l'apparition de la Galaxie patriotique. L'art permet de « *parler, évoquer et convoquer des émotions. L'art, dans toutes ses formes, apporte sans cesse matière à réflexion. Parce que l'artiste est un observateur du monde, la frontière entre l'artistique et le politique est ténue. Face aux enjeux de société actuels, l'art peut constituer un outil politique utilisé avec ou sans les artistes* »<sup>2</sup>. Ce que l'artiste traduit dans sa production, c'est son regard du monde. Conforme ou non à la réalité, la question ne se trouve pas à ce niveau. Ce qu'il relate est chargé de la somme de son éducation, de ses émotions, de ses expériences, de ses croyances, de son état physique ou mental. D'où l'importance de l'explication pour découvrir toute la profondeur du travail artistique, dans un premier plan. L'artiste peint le monde comme il le perçoit, comme dans le Mythe de la caverne de Platon, dans son livre VII<sup>3</sup> : les ombres projetés par la lumière du dehors sur le mur du fond de la caverne représentent toute la réalité, pour les acteurs décrits par Platon. Les convaincre qu'un autre monde existe en dehors de la caverne paraîtrait difficile.

Comme le soutient Grégoire Prangé, « *l'art est l'expression du moi par l'artiste* »<sup>4</sup>. L'art dit quelque chose de son auteur quelques fois. C'est pourquoi son étude suppose que l'on prenne en considération à la fois l'œuvre ainsi que ceux qui l'ont créée<sup>5</sup>. Béatrice Durand-Sendrail abonde dans le même sens : « *Pour comprendre une œuvre d'art, un artiste, un groupe d'artistes, il faut se représenter avec exactitude l'état général de l'esprit et des mœurs du temps auquel ils appartenaient. Là se trouve l'explication dernière ; là réside la cause primitive qui détermine le reste* »<sup>6</sup>. À l'appui de cette approche, on pourrait dire que, dans leurs chansons, les artistes Zouglou expriment « leur eux », leur quotidien, leur vécu caractérisé par des difficultés économiques croissantes ou des échecs dans l'insertion sociale, ou même des questions existentielles comme leur rapport à l'autorité, à la vie, à la mort, à l'amour... Aussi l'art est-il un outil de témoignage

---

<sup>1</sup> Alain Darré (dir.), *Musique et politique. Les répertoires de l'identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996, 324 p.

<sup>2</sup> L'œil de la maison des journalistes, « "Transformer le monde a dit Marx, changer la vie a dit Rimbaud, ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un" », *œil-maisondesjournalistes.fr*, 10 décembre 2017, [consulté le 4 avril 2021], disponible sur : [https://www.œil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/14/art-outil-politique/].

<sup>3</sup> Platon, *La République*, Paris, Flammarion, 2002, 801 p.

<sup>4</sup> L'œil de la maison des journalistes, *Op. cit.*, 2017.

<sup>5</sup> Alfred Willener, *Pour une sociologie de l'interprétation musicale : le cas du concerto pour trompette de Haydn*, Lausanne, Payot, 1990, p. 204.

<sup>6</sup> Béatrice Durand-Sendrail, *La musique de Diderot*, Paris, Éditions Kimé, 1994, p. 195.

ou de dénonciation d'un fait. Dans ce cas-ci, il s'agit des situations où les artistes s'engagent pour soutenir une cause. Mentionnons dans ce groupe Violaine Roussel, dans le cadre de l'opposition à la guerre en Irak, et Romain Leclerc concernant la lutte pour la légalisation de l'avortement<sup>7</sup>.

Sur un autre plan, l'objectif de l'art est de susciter une émotion. Le destinataire suggère donc des émotions et des ressentis, puis laisse une totale liberté d'interprétation au destinataire. Vu de la sorte, c'est le spectateur qui donne sens à l'œuvre artistique selon ses prédispositions personnelles. Ici on comprend que l'évocation est une grande force de l'art. L'artiste suggère un ressenti, mais c'est la cible qui donne une signification personnelle à l'œuvre. C'est en ce sens qu'une même musique peut susciter des sentiments joyeux chez un auditeur et provoquer une grande tristesse chez un autre. Ici l'intentionnalité de l'auteur au moment de la composition compte très peu. C'est pourquoi certains hommes politiques peuvent exploiter des compositions musicales à leur profit pour accompagner leurs campagnes de séduction des foules. Et dans le cadre de l'analyse du rythme musical Zouglou qui intéresse cette étude, nous nous demandons : en quoi le genre musical Zouglou a-t-il reflété l'engagement politique de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire ? Il s'agit de comprendre comment le Zouglou a pu être une médiation ou le vecteur d'un certain message, d'un certain contenu politique. Il sera ainsi question de rappeler brièvement les conditions d'émergence de la musique Zouglou en Côte d'Ivoire et de voir comment elle s'est positionnée comme événement politique dans la construction de la Galaxie patriotique.

Bien que le Zouglou soit né dans les années 1990, en Côte d'Ivoire, nous nous concentrerons sur la période de 2002 à 2011 où la Galaxie patriotique a été un acteur incontournable de la vie politique du pays. Notre recherche résulte d'une hybridation des méthodes. Elle s'appuie d'abord sur une analyse de contenu d'un certain nombre de chansons Zouglou de la période étudiée. En plus de cette méthode, au dernier semestre de 2021, à Abidjan, nous avons procédé à des entretiens avec les artistes Zouglou les plus connus<sup>8</sup> (photos 17, 18 et 19), pour recueillir leur point de vue sur cet art musical dans son dialogue avec la politique.

---

<sup>7</sup> Hélène Dufournet *et al.*, « Art et politique sous le regard des sciences sociales. (Introduction) », *Terrains & travaux*, vol. 13, n° 2, 2007, pp. 3-12.

<sup>8</sup> Il convient de signaler que les artistes que nous avons sollicités ont tous accepté de nous rencontrer et de participer à notre enquête. C'est par un faisceau de relations que nous avons réussi à les contacter. Ils ont tous relevé le caractère opportun de ce travail, au regard des rumeurs d'instrumentalisation des zougloumen par les politiciens.

**Photo 17 : Rencontre avec Didier Bilé, à Abidjan.**



Source : Prise de vue de l'auteur, le 26 novembre 2021, Abidjan.

**Photo 18 : Rencontre avec Pat Saco, à Abidjan.**



Source : Prise de vue de l'auteur, le 7 décembre 2021, Abidjan.

**Photo 19 : Rencontre avec Yodé et Siro, à Abidjan.**



Source : Prise de vue de l'auteur, le 25 janvier 2022, Abidjan

Ainsi nous avons pu rassembler de la matière pour interroger notre objet de recherche en suivant trois parcours. D'abord, le premier parcours tente d'analyser le contexte d'émergence du Zouglo. Puis, le deuxième parcours essaie de présenter le Zouglo comme un véhicule de

messages sociopolitiques. Enfin, le troisième parcours se propose de mettre en exergue le Zouglou comme mode d'expression de la Galaxie patriotique.

## I LE CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU ZOUGLOU

La Côte d'Ivoire a connu une pluralité de genres musicaux. Si des rythmes venus du Zaïre (Rumba), du Cameroun (Makossa), des Antilles (Zouk) ou de Cuba (Salsa) ont longtemps bercé les mélomanes ivoiriens, de nombreux artistes de la Côte d'Ivoire ont tenté de s'installer, avec des fortunes diverses, dans l'espace musical du pays. Mais très peu parmi ceux-ci ont véritablement remporté l'adhésion de toutes les régions du pays, car ils étaient plus des artistes régionaux adulés dans leur aire culturelle que des stars nationales. Contrairement à eux, les artistes Zouglou ont réussi à faire l'unanimité nationale autour de leur rythme. Ils ont su intégrer toutes les régions dans leurs productions. Le Zouglou est, en effet, un imaginaire socio-discursif de la diversité. C'est l'expression d'une diversité linguistique avec un fond musical hétérogène. Dès le départ, les artistes Zouglou refusent leur inscription dans une aire culturelle déterminée et décident que leur genre musical devra prospérer en dehors de tout marqueur identitaire, linguistique et culturel<sup>9</sup>.

Fort de cette option, le Zouglou réussit à sortir des cités universitaires où il servait de vecteur à l'expression des souffrances des étudiants, pour s'étendre à la rue ivoirienne dont il se mit à décrire la réalité existentielle. Ce nouveau genre musical permit à la jeunesse de participer au débat public<sup>10</sup>. Ainsi, adopté par la population ivoirienne, le Zouglou se présenta comme une identité culturelle nationale. Pour Lara Allen, la musique est un « *site politique tranchant en Afrique, principalement parce qu'il s'agit de la forme d'art la plus appréciée sur le continent* »<sup>11</sup>. Pour rendre raison de la posture dont nous faisons l'hypothèse, ce parcours se structure en trois axes : d'abord, il décrit l'apparition du Zouglou dans un contexte de crise sociale. Ensuite, il présente la diversité des rythmes musicaux ayant précédé le Zouglou en Côte d'Ivoire. Enfin, il relève en quoi le Zouglou est une identité culturelle nationale.

### 1) L'apparition d'une expression musicale dans un contexte de crise sociale

Cette étude traite de la naissance du Zouglou dans un environnement socio-économique difficile en Côte d'Ivoire. À la fin des années 1970, au Lycée classique d'Abidjan, deux élèves,

---

<sup>9</sup> Marie-Clémence Adom, *Des formes de la nouvelle poésie ivoirienne : essai de théorisation du Zouglou*, vol. 1-2, Thèse de Doctorat d'État ès lettres et sciences humaines, Abidjan, Université FHB-Cocody, 2011, p. 758.

<sup>10</sup> Antonio Gramsci, *Selections from the Prison notebooks*, Londres, Lawrence et Wishart, 1998, 572 p.

<sup>11</sup> Lara Allen, « Musique et politique en Afrique », *Dynamiques sociales*, vol. 30, n° 2, 2004, p. 1.

Roger Capri dit You Fazer et Christophe N'dri *alias* Esprit Wôyô inventèrent une musique dénommée Ambiance facile ou Wôyô qui avait pour danse le Sobregaz. C'était la phase d'incubation du Zouglou dans les écoles où il soutenait la vie sportive et les sorties récréatives des élèves. Les groupes Wôyô<sup>12</sup> étaient aussi invités pour animer les funérailles dans plusieurs communes du pays. Leur manière de chanter et leurs paroles lors des obsèques touchaient le public, car ils savaient faire vibrer la corde sensible des personnes en deuil en rappelant des habitudes du défunt ou en théâtralisant la douleur infligée par la disparition d'un être cher. Tout ceci contribua à les faire connaître rapidement. Leur notoriété leur permit d'être invités régulièrement dans les cérémonies de deuil ou de joie. Vers 1987-1988, Christian Gogoua dit Joe Christy et Serges Bruno Porquet *alias* Opoku Nti, deux élèves venus du lycée de Gagnoa, inventèrent une danse de contorsion qu'ils baptisèrent Zouglou. En réalité, par cette danse, ils imitaient un de « *leurs professeurs qui dansait mal, qui faisait des gestes bizarres* »<sup>13</sup>. Ils se moquaient de lui, en fait. À la cité universitaire de Yopougon, surnommé « le Kwazulu natal », où ils débarquèrent après leur Baccalauréat, ils associèrent leur invention à une philosophie de résistance aux nombreux malheurs de l'étudiant. À la fin des années 1980, Didier Bilé, sur les traces de Poignon, un chanteur à la voix puissante, mit en musique le Zouglou à partir de la cité universitaire de Yopougon. Il venait de transformer l'Ambiance facile ou le Wôyô en Zouglou. Didier Bilé révèle ses débuts dans le Zouglou :

*« J'ai eu comme maître, celui qui m'a appris à chanter, Poignon de Zougloumania. C'était une des légendes de ce qu'on appelait l'Ambiance facile. Après Roger Capri qu'on appelait You Fazer, il y a l'enfant Poignon. Quand il est en Terminal C au Lycée de Bassam, moi je suis en troisième. Et quand Poignon quitte le Lycée de Bassam, moi, en seconde, je deviens le président du comité d'animation. Et puis très vite, moi-même je commence à émerger [...] À la cité universitaire, quand les gens m'invitent, je prends ma bouteille et mon Djembé, je commence à taper, je chante »<sup>14</sup>.*

Après son Baccalauréat série C, Didier Bilé insista pour être logé à la cité universitaire de Yopougon<sup>15</sup> pour continuer à chanter le Zouglou. Un jour, l'étudiant Diarra Ousmane vint lui proposer de mettre cette musique sur support audio. C'est ainsi qu'il fit son premier titre « Gboglo Koffi » qui fut arrangé par Koudou Athanase. Les étudiants, comme la société ivoirienne, rencontraient d'énormes difficultés entre 1980 et 1990. Les PAS, censés redresser l'économie ivoirienne en difficulté, semblaient plonger le pays dans un rationnement de plus en plus insupportable. Les étudiants n'empruntaient plus le bus gratuitement. Les chambres qu'ils louaient étaient surpeuplées. Leurs amphithéâtres également. Ceux qui avaient encore la chance de recevoir

<sup>12</sup> Le Wôyô ou Ambiance facile est une danse rythmée par le tamtam appelé Djembé accompagné par des battements de mains et des tintements de bouteilles vides. Il est produit par des groupes d'animation composés de batteurs, de chœurs et d'un lead vocal qui chante en a capella. Les groupes Wôyô sont généralement confinés dans les quartiers populaires.

<sup>13</sup> Entretien avec Didier Bilé, 26 novembre 2021, Abidjan.

<sup>14</sup> *Idem*.

<sup>15</sup> Avec son Baccalauréat série C, il devait être orienté dans une autre cité universitaire.

« le Kouadio<sup>16</sup> » ne s'en sortaient pas avec les charges : « *On doit payer bouquin, on doit payer la chambre, on doit payer tickets, on doit faire photocopies* »<sup>17</sup>. Les bourses pour aller étudier à l'étranger étaient de plus en plus rares. Et l'insertion professionnelle, à la fin des études, n'étaient plus garantie. En outre, il y avait des coupures intempestives de courant empêchant les révisions pour les examens.

C'est d'ailleurs l'une de ces coupures qui jeta les étudiants dans la rue, un jour de février 1991. Ils prirent en otage le rectorat de l'Université de Cocody, après avoir refusé de passer les examens prévus. La police intervint brutalement, violant la franchise universitaire. La situation s'aggrava et les étudiants reçurent le soutien des enseignants qui se mirent aussi en grève. Le calme ne revint que plusieurs mois plus tard. C'est toute cette souffrance que des étudiants mirent en musique, à travers le Zouglou dont la gestuelle présente des personnes qui tendent les bras vers le ciel, comme pour implorer l'intervention divine afin de mettre fin à leurs difficultés. Les conditions historiques de l'émergence du Zouglou se confondent donc avec les mouvements sociaux des années 1990. Comme le dit Raoul Germain Blé, « *tous ceux qui éprouvaient l'exclusion économique se réunirent pour donner naissance au Zouglou* »<sup>18</sup>. D'ailleurs, le terme « Zouglou » viendrait du Baoulé « soukou soukou » qui signifierait « entassé, mélangé, ordures ». Il ramènerait à la situation des étudiants entassés dans les chambres universitaires comme des ordures. Dans les années 1990, 21 000 étudiants se partageaient des logements prévus pour 7000 et se relayaient pour dormir. « Zouglou » évoque aussi la situation dévalorisante des étudiants dans cette période de crise économique<sup>19</sup>. Ces étudiants enviés jadis pour leur niveau de vie étaient désormais des nécessiteux menant une vie de misère : ils étaient comme des ordures que tout le monde fuyait.

Le premier grand album de Zouglou, « Gboglo Koffi », sortit en 1991<sup>20</sup>. Ce fut l'œuvre du groupe Les parents du campus<sup>21</sup>, avec Didier Bilé comme lead vocal. Ces artistes résidaient alors à la cité universitaire de Yopougon, symbole de la contestation qui accompagna le rétablissement du multipartisme en 1990. En 2015, les membres du groupe Zouglou Makers rappelèrent les débuts du Zouglou, même s'ils n'étaient pas présents à la création de ce genre musical. Ils affirment que

---

<sup>16</sup> C'est le nom donné par les étudiants à leur bourse. Cette appellation viendrait du nom du responsable de la paierie des bourses des étudiants qui s'appelait Kouadio. Ainsi, quand ils reçoivent leur paiement, les étudiants disent « Kouadio est tombé ».

<sup>17</sup> Les parents du campus, « Gboglo Koffi », *youtube.com*, 2011, [consulté le 27 octobre], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=LoVGQkP5eSo].

<sup>18</sup> Raoul Germain Blé, « Musique ivoirienne/Le Zouglou. L'expression d'une jeunesse désorientée », *Sentiers*, n° 47, 2003, p. 27.

<sup>19</sup> Ingrid Lobgé Assemien, *Chants et chansons Zouglou, un art populaire, reflet nuancé de la société ivoirienne*, Mémoire de maîtrise, Abidjan, Université de Cocody, 2003.

<sup>20</sup> Il fut précédé par « Zomamazo » de l'artiste Poignon sorti quelques mois plus tôt.

<sup>21</sup> Le groupe Les Parents était composé de : Opokou Nti (Duel II sociologie), Joe Christy (Deug I droit), Esprit (ENA, section impôts) Guy-Moro (Maîtrise sociologie), Didier Bilé (Deug I science-économique), Taya Anne-Marie (Deul I sociologie, choriste), Ouli Rose (Deul I sociologie, choriste), Loukou Konan Jacques (Deul II espagnol), Anvo David (Deul I lettres modernes), Yao Bill Wallace (Deug II droit), Cabletchi Simplicie (Deul I philosophie), Moses Grebe Christian (Deug II droit), Kakou Florent (étudiant en comptabilité), Seaka Marcel (Deul II anglais), Nicaise De Bessou (Deul I anglais) et Allaba Aimé Pascal (Deug I droit).

le Zouglou est une identité culturelle ivoirienne. Pour eux, le Zouglou ne disparaîtra jamais, car il est fort de l'unanimité qu'il fait autour de lui :

*« Oui c'est notre boulot. [...] Ça a commencé il y a plus de vingt ans. Et c'est vrai que nous, on n'était pas présent. Mais, comme vous, on a été attiré. Bilé Didier et Joe Christy nous ont bercés. Yodé et Soum Bill ont attisé la flamme. Et nous, on est fier de porter ce flambeau. Identité culturelle de mon pays. Ange Félix N'Dapri, c'est ça qui va tuer oh ! [...] Tu n'as pas dit que Zouglou est tombé. Ça peut pas ! Tu as menti dèeh ! Ça peut jamais tombé oh »<sup>22</sup>.*

Le Zouglou est né dans un contexte culturel déjà bien rempli de rythmes musicaux divers qui disparaissaient rapidement. Pour certaines personnes, le Zouglou allait disparaître aussi vite que les autres. Il se trouve que cette musique résiste encore au temps. De plus, l'environnement culturel était peuplé de musiques de tout genre qui avaient la particularité commune de ne pas être nationales. Là encore, le Zouglou réussit le défi d'être interculturel et se positionna au-dessus des clivages identitaires. Ce qui lui permit d'être adulé par toutes les régions du pays.

## 2) L'émergence d'une musique dans un environnement de pluralité de rythmes musicaux ivoiriens

Ce parcours entend montrer comment le Zouglou s'est distingué des autres genres musicaux. Pendant longtemps, la Côte d'Ivoire, grande consommatrice des musiques étrangères, s'est cherché une identité musicale sans succès. Plusieurs genres musicaux se succédaient les uns aux autres sans réussir à impacter durablement l'espace musical national. Le groupe 100 Façons cite justement certains de ces rythmes : « *Mapouka, Youssoumba, Ziguéhi, Zoblazo, Coupé-décalé. Dans maquis<sup>23</sup> oh c'est la joie* »<sup>24</sup>. L'artiste ivoirien Nst Cophie's avait aussi décliné l'univers musical ivoirien en Z. Pour lui, le pays a été le théâtre de divers genres musicaux :

*« Z en z l'alphabet musical commence par z.  
Chez nous au pays tout se chante en z.  
Z en z l'alphabet musical commence par z.  
Chez nous en Côte d'Ivoire tout se chante en z.  
Ziglibithy, Ziguéhi, Zoblazo, Zouglou, Zogoda... »<sup>25</sup>.*

Toutefois, il était donné de constater le caractère temporaire des principales tendances de la musique ivoirienne moderne qui restaient confinées dans les aires culturelles de leurs promoteurs<sup>26</sup>. Pour Germain-Arsène Kadi, la cause de la disparition rapide des rythmes musicaux

<sup>22</sup> Zouglou Makers, *C ça qui va tuer*, 2015.

<sup>23</sup> Les maquis sont des lieux de restauration pas très chers.

<sup>24</sup> 100 Façons, *Izé Izé*, 2020.

<sup>25</sup> Nst Cophie's, *Z à Z*, 1994.

<sup>26</sup> Les artistes ivoiriens construisaient partout et régulièrement des chapelles musicales éphémères. Des années 1950 jusqu'aux années 1990, des chanteurs et musiciens de renom ont marqué le paysage musical ivoirien. On pourrait citer Reine Pélagie, Ernesto Djédjé, Jimmy Hyacinthe, Soro N'Gana, Éba Aka Jérôme, Mamadou Coulibaly, Aïcha Koné, Paul Wassaba, les Sœurs Comoé, Anouman Brou Félix, Amédée Pierre, Lougah François, Alpha Blondy, Gnahoré Jimmy, Meiway et bien d'autres encore. Mais aucun d'eux n'a pu faire l'unanimité au niveau national. Remarquons par exemple qu'après la mort, en 1983, du roi du Ziglibithy, Ernesto Djédjé, des productions comme le Goly de Jimmy Hyacinthe et le Polihet de Gnahoré Djimy n'ont pas survécu à leurs créateurs. Des rythmes très appréciés comme le Mapouka du groupe Nigui Saff K-dance, le Zoblazo de Frédéric Meiway, le Gnaman de Kéké Kassiry, le Wami d'Anouma Brou Félix, le Bolo super de Kané Sondé, le Gnèze moule de Ziké, la Danse du

ivoiriens réside dans le fait que la plupart d'entre eux ne reflétaient pas une identité culturelle nationale<sup>27</sup>, contrairement à la Rumba congolaise, au Highlife ghanéen ou au Makossa camerounais qui sont comme des marques déposées. Ces genres musicaux font l'unanimité dans leur pays d'origine qu'ils évoquent dès les premières notes. Les rythmes musicaux ivoiriens étaient plutôt généralement l'expression de spécificités culturelles ethniques et régionales. Didier Bilé en parle justement : « *La Côte d'Ivoire est la plaque tournante de la musique. Il faut qu'on ait quelque chose qui reste. Mais chaque fois, on a vu des Akpongbo, on a vu des Lékiné, ceci cela. C'est passé parce que c'était tribalisé. Beaucoup de gens ne savaient pas mon ethnie. On l'a cachée volontairement* »<sup>28</sup> pour échapper au sectarisme qui minait les autres genres musicaux ivoiriens. « *On chantait en Bété, en anglais, en français... ça permet à toute la jeunesse de se retrouver dans le Zouglou sans ethniciser la chose. Et c'est ce qui a donné une force au Zouglou* »<sup>29</sup>.

La Côte d'Ivoire compte une soixantaine d'ethnies. Il est difficile que l'une d'entre elles fasse l'unanimité. Les régions non concernées ne se retrouvaient donc pas dans des productions qui venaient d'une autre culture. Avant l'apparition du Zouglou en 1990, aucun autre genre, sur la scène musicale ivoirienne, n'avait pu fusionner la mosaïque d'ethnies qui peuplent la Côte d'Ivoire. Mais le Zouglou réussit la prouesse de faire l'unanimité au plan national, devenant, par le fait même une identité culturelle nationale. C'est ce que raconte le groupe 100 Façons pour qui le succès du Zouglou est dû à sa philosophie transethnique d'unité :

« *Ça a commencé sans véritable identité. Toute musique moderne ivoirienne était importée. On avait tellement duré dans ça ; voilà pourquoi les grands frères ont crié [...] Dansons le Zouglou oh ! Une danse philosophique, musique polyphonique au son des tam-tams d'Afrique [...] Au garde à vous pour mon Zouglou oh* »<sup>30</sup>.

Le Zouglou assume donc un rôle essentiel dans la réussite d'une politique d'intégration<sup>31</sup> culturelle en Côte d'Ivoire.

### 3) Un genre musical vu comme identité culturelle nationale contre le repli identitaire

Nous proposons de voir ici en quoi le Zouglou s'impose comme une identité culturelle nationale qui lutte contre le repli identitaire. Dès 1990, les étudiants investissent l'espace musical ivoirien avec le Zouglou. Ce nouveau genre musical tranchait avec les rythmes connus jusque-là. Il s'affichait comme un résumé de toutes les cultures ivoiriennes qu'il ne manquait pas de mettre

---

chien de Manes Star, le Ziguéhi des RAS, le Laba-laba de Luckson Padeau, le Lékiné de Guéi Victor, la Pagnora de Koudou Zebless, ou le Promador de Grand Père, n'ont pas fait long feu auprès des mélomanes (Cf. Germain-Arsène Kadi, «La dynamique du Zouglou de Côte d'Ivoire en Afrique francophone », *Diogenès*, vol. 246-247, n° 2-3, 2014, pp. 204-221).

<sup>27</sup> *Ibidem*.

<sup>28</sup> Entretien avec Didier Bilé, 26 novembre 2021, Abidjan.

<sup>29</sup> *Idem*.

<sup>30</sup> 100 Façons, *Izé Izé*, 2020.

<sup>31</sup> Alphonse Tiérou, *Si ça danse l'Afrique bougera*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, p. 155.



en valeur, soit en convoquant les différentes ethnies dans les compositions, soit en faisant référence à des villes du pays. Le Zouglou revendique son autonomie et se positionne au-dessus des clivages régionaux. Il se présente ainsi comme une identité culturelle nationale qui refuse le repli identitaire, dans un contexte ivoirien qui traverse une crise politique nourrie des clivages ethniques. Nous tenterons de défendre cette hypothèse en suivant deux trajectoires. La première postule que le Zouglou transcende les clivages ethniques et régionaux. Et la seconde voit dans le Zouglou une mise en lumière des stéréotypes ethniques ivoiriens.

#### a) Des compositions transcendant les clivages ethniques et régionaux

Le Zouglou est devenu une sorte d'emblème national. Il jette un pont entre les diverses populations qui composent le pays et raffermi l'unité nationale. Toutes les régions se sentent représentées dans les paroles et la musique des artistes Zouglou qui utilisent souvent le nouchi<sup>32</sup>, un langage populaire ivoirien compris par la majorité des habitants du pays<sup>33</sup>. Le nouchi<sup>34</sup> puise indifféremment des mots dans les langues vernaculaires nationales (Dioula, Baoulé, Bété etc.)<sup>35</sup> qu'il articule au français. Le Zouglou « *a le mérite de rapprocher les étudiants, groupe social acculturé et élite en puissance et le petit peuple des sans espoir, les cireurs de chaussures et autres gardiens de parkings. Tous reconnurent que sa langue de prédilection, le nouchi, outre le fait qu'elle est accessible à toutes les communautés nationales, et partant, échappe à l'«ethno-stratégie»* »<sup>36</sup>, elle rencontre l'adhésion de tous les profils socioprofessionnels. Le Zouglou est aussi chanté dans les principales langues et fait la promotion de plusieurs rythmes du terroir. Ainsi, « *en puisant dès le départ leurs thèmes dans l'imaginaire collectif, les chanteurs Zouglou réussissent à établir une connivence avec l'ensemble de la population* »<sup>37</sup>. Le Zouglou porte au grand jour la réalité existentielle de la plupart des Ivoiriens. En plus, toutes les aires culturelles ivoiriennes se rencontrent dans le Zouglou qui se présente comme un vecteur culturel de communication de masse exprimant des valeurs et des idées qui favorisent l'unité de la diversité

---

<sup>32</sup> N'Guessan Jérémie Kouadio, « Le nouchi abidjanais, naissance d'un argot ou mode linguistique passagère ? », in Elhousseine Gouaini et Ndiassé Thiam (eds), *Des langues et des villes*, Paris, Didier Erudition, 1993, 580 p.

<sup>33</sup> Pour Germain-Arsène Kadi, le français étant la langue institutionnelle, les artistes Zouglou voudraient, à travers ce choix, montrer qu'ils sont solidaires des exclus et exprimer ainsi leur désaffection du système politique et social. Cf. Germain-Arsène Kadi, *Op. cit.*, 2014.

<sup>34</sup> Le nouchi est un parler argotique, issu des milieux de la petite délinquance.

<sup>35</sup> Ce phénomène d'alternance codique que pratiquent le Zouglou et le nouchi est une pratique langagière fréquente en contexte plurilingue, d'après Aimée-Danielle Lezou Koffi. (Cf. Aimée-Danielle Lezou Koffi, « Pour une lecture du Zouglou comme pratique discursive interculturelle », *Argumentation et analyse du discours*, vol. 21, 2018). Il s'agit là d'une « *stratégie de communication par laquelle un individu ou une communauté utilise dans le même échange ou le même énoncé, deux variétés nettement distinctes ou deux langues différentes* » (Cf. Jean Dubois et al., *Dictionnaire de linguistique et des sciences du langage*, Paris, Larousse, 1999, p. 30).

<sup>36</sup> Yacouba Konaté, « Génération Zouglou », *Cahiers d'études africaines*, vol. 168, n° 4, 2002, pp. 777-798.

<sup>37</sup> Germain-Arsène Kadi, *Op. cit.*, 2014.

ethnique ivoirienne. De fait, les principaux rythmes traditionnels ivoiriens (Aloukou, Gbégbé, Goumé...) s'y retrouvent. Le Zouglou traverse donc toutes les régions du pays :

- À l'Ouest (Bété, Guéré, Yacouba...), les rythmes Gnakpa, Aloucou, Zagrobi sont utilisés par des artistes Zouglou comme Nawa Dance, Magic Diezel, Poignon, Tout Mignon, Vieux Gazeur, Molière.
- À l'Est et au centre (Agni, Baoulé), on retrouve les rythmes Ahossi, Agbass dans les productions du groupe Zouglou nommé Akobo System.
- Au Sud (Avikam, Kroumen, Agni), les rythmes Mapouka, Youssoumba, Bolo sont mis en valeur par des groupes comme Nigui Saff Cadence, Aboutou Roots, Les Youlés, les Pros du Zouglou.
- Au Nord (Mahou, Malinké, Sénoufo), les rythmes Simpa, Goumélé, Yagba servent de supports aux artistes Zouglou comme Les Galliets et Soum Bill.

Pour Alain Tailly, le Zouglou (façon-façon en Baoulé ou *Zou ô glou*, voix de l'âme, parole du peuple en Wê) tient ses origines des traditions musicales séculaires africaines. Selon lui, le riche terreau sur lequel le Zouglou s'est construit convoque « *l'Aloukou des Bétés, le Zoulou des Wés, le Palongo des Koulangos, le Goumbé des Malinkés, l'Ahossi des Agnis, le Kondjossa des Gbans, communément appelés Gagous, et bien d'autres musiques populaires. C'est ce brassage inédit qui fait que tous les Ivoiriens du Nord au Sud, et de l'Est à l'Ouest se reconnaissent dans le Wôyô et le Zouglou* »<sup>38</sup>. Le Zouglou transcende donc les clivages ethniques et régionaux. Il mobilise les ressources de l'environnement linguistique ivoirien. Le plurilinguisme et l'hétérogénéité musicale en sont les caractéristiques principales<sup>39</sup>. Ainsi par exemple, « *les percussions du Zouglou sont inspirées de la tradition mandingue et les mélodies plaintives rappellent l'Ouest de la Côte d'Ivoire* »<sup>40</sup>. Le groupe 100 Façons le dit clairement dans l'un de ses titres :

*« Mon Zouglou est solide. Enraciné, très fixé dans la Côte d'Ivoire profonde unie dans ses quatre points cardinaux. [...] C'est la musique de mes aïeux. C'est le Laga digbeu qui vient de l'Ouest. Le Goli des savanes. Le Goumé des nordistes. Bref ! C'est le Bolo super qu'est mon Zouglou. C'est de ce riche patrimoine qu'est née ma musique »*<sup>41</sup>.

Ainsi, depuis son apparition, le Zouglou continue de maintenir son audience avec la multiplication des acteurs de ce genre musical. Grâce aux groupes Les Parents du campus, Les Salopards, Espoir 2000 et Magic System qui l'ont fait connaître à ses débuts, le Zouglou est devenu aujourd'hui la principale musique urbaine ivoirienne. Cette musique est également très écoutée dans les capitales d'Afrique francophone. Au final, cette musique « *célèbre la langue, transmet*

<sup>38</sup> Alain Tailly, « Zouglou : l'âme, l'arme et les larmes du peuple », *Notre Nation*, 3 décembre 2020.

<sup>39</sup> Aimée-Danielle Lezou Koffi, *Op. cit.*, 2018.

<sup>40</sup> Thomas Sotinel, « Les Salopards, cinq garçons dans le vent d'Abidjan saisie par le Zouglou », *Le Monde*, 14 avril 1998.

<sup>41</sup> 100 Façons, « Mon Zouglou », *youtube.com*, 13 avril 2016, [consulté le 27 octobre 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=WU6MTnX6VEE].

les messages et devient une des composantes de la vie, une caractéristique de l'identité [...] un instrument pour dire son identité, sa vraie place dans la société et d'une manière générale les tabous qui la frappent »<sup>42</sup>. En plus de transcender les clivages ethniques et régionaux, le Zouglou fait la promotion de toutes les régions du pays dont il met en exergue des traits culturels.

#### b) Une musique qui met en lumière les stéréotypes ethniques pour l'unité du pays

Nous tenterons de montrer ici comment le Zouglou fait la promotion des régions ivoiriennes dont il valorise les traits culturels pour une union nationale. Pour exprimer la transversalité du Zouglou, plusieurs artistes de ce courant musical ont mis en lumière les stéréotypes comportementaux des groupes ethniques ivoiriens. C'est ainsi que Les Potes de la rue, dans « Ziopin », expriment des traits culturels défendus par les groupes ethniques ivoiriens et invitent le peuple à éviter le tribalisme car c'est la diversité qui fait la richesse du pays. Pour eux, la parenté à plaisanterie<sup>43</sup> est une véritable opportunité pour favoriser l'unité nationale. La parenté à plaisanterie<sup>44</sup> est un pacte non écrit, conclu par les ancêtres entre les ethnies du pays, qui invite les Ivoiriens<sup>45</sup> à la tolérance et à l'hospitalité. C'est un véritable ciment social<sup>46</sup> qui unit plusieurs ethnies du pays. Cette alliance permet aux Ivoiriens de se moquer les uns des autres. Alfred Reginald Radcliffe-Brown dit à ce propos que la « *relation comportant l'échange d'insultes ainsi que l'obligation de ne pas les prendre au sérieux est la seule qui, au moyen de ces conflits simulés, évite les conflits réels* »<sup>47</sup>. L'alliance à plaisanterie, ce pacte multiséculaire, autorise aussi des peuples à faire obstacle au déroulement de certaines cérémonies traditionnelles de leurs alliés pour réclamer une amende, à bloquer le cercueil d'un allié sans que sa famille ne s'en offusque, à prendre un bien chez un allié sans être accusé de vol...

Tout ceci se passe dans une ambiance de rires et de négociations où tout le monde joue le jeu de la plaisanterie. « *Les relations de parenté à plaisanteries, formes d'alliances, représentent*

---

<sup>42</sup> Dominique Ranaivoson, « La place du chant dans les écrits de Michèle Rakotoson. », *Revue des littératures du Sud*, n° 154, 2004, pp. 36-45.

<sup>43</sup> La parenté à plaisanterie est aussi appelée alliance à plaisanterie, cousinage à plaisanterie ou relation à plaisanterie.

<sup>44</sup> En 1929, Henri Labouret évoque l'expression « parenté à plaisanterie » sur la base des relations observées au Soudan français, au Sénégal et en Haute-Volta, traduisant les relations de *senangouya* (manding), *dendiraagu* (pulaar) et *gammu* (wolof) par ce terme générique qu'il applique à la fois aux relations asymétriques entre certaines catégories de parents (cousins croisés), entre clans et entre peuples. Cf. Cécile Canut et Étienne Smith, « Pactes, alliances et plaisanteries. Pratiques locales, discours global », *Cahiers d'études africaines*, n° 184, 2006, pp. 687-754.

<sup>45</sup> On retrouve aussi la parenté à plaisanterie dans plusieurs pays d'Afrique et dans d'autres continents. Ainsi, par exemple, « *le sinangouya ou "cousinage à plaisanteries" est l'un des traits saillants de la culture malienne et le socle de l'unité nationale. Véritable institution précédant toutes les autres, il permet à deux, voire plusieurs, ethnies, races ou communautés de se tourner en dérision, mais aussi – et c'est là le plus important – de pacifier les rapports sociaux grâce à l'intercession en cas de conflit notamment* ». Cf. Organisation des Nations-unies, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, *Rapport du Mali, CERD/C/407/Add.2*, § 156, Genève, 61<sup>e</sup> session, séance du 21 août 2002.

<sup>46</sup> Cécile Canut et Étienne Smith, *Op. cit.*, 2006, pp. 687-754.

<sup>47</sup> Alfred Reginald Radcliffe-Brown, *Structure et fonction dans la société primitive*, Paris, Éditions de Minuit, [1952] 1968, p. 177.

un soubassement pour la paix sociale et la cohésion entre les peuples »<sup>48</sup>. L'hostilité apparente est « la contrepartie d'une amitié réelle »<sup>49</sup>. Ces alliances interethniques permettent de contenir les frissons et les crises<sup>50</sup> et de favoriser un respect mutuel, une symbiose et une harmonie. Le Zouglou qui met en valeur ces alliances travaille à neutraliser le potentiel conflictuel des différences qui se manifestent<sup>51</sup>. Il induit une construction de l'extériorité<sup>52</sup>. La relation à plaisanterie se présente dès lors comme un des remèdes aux conflits politico-identitaires qui secouent la Côte d'Ivoire depuis des décennies. Et les artistes du Zouglou ne manquent pas de relever cet aspect. Selon les travaux d'Abdrahamane Saliou, « des liens de cousinage à plaisanterie, tissés depuis des temps immémoriaux entre les ethnies, font que les tensions et les crises éventuelles sont automatiquement et socialement atténuées dès lors que l'arme du cousinage à plaisanterie est brandie »<sup>53</sup>. C'est cette atmosphère que relate « Ziopin » des Potes de la rue qui pratiquent un jeu verbal sur les stéréotypes ethniques et œuvre à la dédramatisation de l'altérité :

« Faut pas fâcher hein ! Nous s'amuser [...] Tribalisme-là, c'est pas bon dèh ! [...] Wobè dit que Guéré mange<sup>54</sup>. Guéré dit que Wobè mange. Entre les deux-là qui mange même ? Tribalisme n'est pas bon. Baoulé dit que Agni est soulard. Agni dit que Baoulé est soulard. Entre les deux-là qui boit fort ? Chrétien dit que Dieu habite en haut. Musulman dit que Dieu habite en bas. Entre les deux-là qui dit vrai ? Bété dit que Gouro fait palabre. Gouro dit que Bété fait palabre. Entre les deux-là qui est palabreux ? [...] Abidjis dit que lè<sup>55</sup> sont sorciers. Adjoukrous dit que lè sont sorciers. Entre les deux qui peut boire acide ? [...] Dioula dit Tagbana a petit pied. Tagbana dit Dioula a petit pied. [...] Gagou dit Dida a digba<sup>56</sup> mollet. Dida dit Gagou a digba mollet. Entre les deux pour qui est agbolô<sup>57</sup>. Pygmée dit Niamboua est court. Les Niambouas disent les Pygmées sont courts. Entre les deux qui est plus grand ? »<sup>58</sup>.

Leader du groupe Zougloumania, Poignon, quant à lui, fait voyager le mélomane dans plusieurs régions de la Côte d'Ivoire en les citant dans son œuvre à succès « Zomamazo ». Il met ainsi en exergue la diversité culturelle du pays et son unité autour de valeurs communes. En mentionnant la terminaison des noms des villes et villages en fonction des ethnies qui les habitent, Poignon valorise chaque terroir du pays. De ce fait, il est plus aisé de situer géographiquement les ethnies et les villes ivoiriennes en entendant la terminaison des noms des localités :

« Tous les gazeurs<sup>59</sup> d'Abidjan, ils sont partis ; tous partis [...] Chez les Yacoubas, là-bas c'est les pleu : Gbèpleu, Yapleu, Banpleu [...] Ils sont descendus chez les Baoulés. Là-bas c'est les kro : Yamoussoukro, Daoukro, Mbahiakro [...] Ils ont bifurqué chez les Gouros. Là-bas c'est les fla : Zéménéfla, Gohitafla, Gozibafla, Diégonéfla [...] Après les Gouros, ils sont partis chez les Sénoufos et

<sup>48</sup> Liliane Tiépokin, « La parenté à plaisanteries : quel impact dans une Côte-d'Ivoire en crise ? », *Le Patriote*, 13 octobre 2003.

<sup>49</sup> Alfred Reginald Radcliffe-Brown, *Op. cit.*, [1952] 1968, p. 159.

<sup>50</sup> Liliane Tiépokin, *Op. cit.*, 2003.

<sup>51</sup> Aimée-Danielle Lezou Koffi, *Op. cit.*, 2018.

<sup>52</sup> Jean-Loup Amselle, « L'étranger dans le monde manding et en Grèce ancienne : quelques points de comparaison », *Cahiers d'études africaines*, n° 144, 1996, pp. 755-761.

<sup>53</sup> Abdrahamane Saliou, « Élections présidentielles : les raisons du succès ! », *Haske*, 21 novembre 2004.

<sup>54</sup> Les Wobès et les Guérés, deux ethnies de l'Ouest ivoirien, sont accusés par l'imagination populaire d'être des peuples anthropophages. C'est ce que signifie l'expression « mange », dans cette chanson des Potes de la rue.

<sup>55</sup> Manière populaire de dire « ils ».

<sup>56</sup> En nouchi, « digba » veut dire « gros, costaud ».

<sup>57</sup> En nouchi, « agbolô » est un synonyme de « digba » et signifie aussi « gros ou costaud ».

<sup>58</sup> Les Potes de la rue, *Ziopin*, 2000.

<sup>59</sup> Les gazeurs sont les fêtards, dans le langage populaire ivoirien.

*les Tagbanas. Là-bas c'est kaha : Napokaha, Dokaha, Peguékaha [...] Ils sont revenus chez les Attiés. Là-bas c'est les pé : Adzopé [...] Moapé, Alépé. C'est pas Alépé oh ! Mais c'est Anépé oh ! »<sup>60</sup>.*

Au-delà de ce parcours géographique du pays, Poignon montre que le Zouglou s'insère dans toutes les cultures du pays parcourus par les « gazeurs », comme pour dire que ce courant musical est véritablement interethnique et reflète une identité culturelle nationale<sup>61</sup>, à la différence des rythmes ivoiriens qui l'ont précédé. Le Zouglou fonctionne comme un outil de promotion de la culture ivoirienne. On pourrait y voir une ébauche de l'interculturel comme aspiration à la rencontre de l'Autre. Il ferait alors sens de suivre Aimée-Danielle Lezou Koffi qui dit :

*« L'interculturel pose avec acuité la problématique de l'altérité et de notions connexes telles que l'intégration, l'exclusion, le rejet dont le discours reste le canal d'expression privilégié. Une appréhension de l'interculturel en Zouglou dans sa dimension discursive (et en partie musicale) s'attachera donc à y mettre en évidence les mécanismes de la représentation de l'Autre et de Soi en montrant les relations qu'elles entretiennent entre elles »<sup>62</sup>.*

Alors que les années 1990 virent émerger, en Côte d'Ivoire, une tendance au repli identitaire, le Zouglou vint donc tenter un trait d'union entre les cultures ivoiriennes, et se présenta comme une musique nationale adoptée par toutes les catégories socioprofessionnelles et toutes les régions. Pour la première fois dans l'histoire musicale ivoirienne, un rythme se présente véritablement comme :

*« non référable à une portion particulière de l'espace national, non ethnique et non traditionnelle tout en restant pourvoyeuse de repères dans la mémoire collective...(Ses) mélodies appartiennent au lieu commun des chansons d'ambiance scandées de génération en génération par les enfants des jardins d'enfants, des écoles aussi bien que les pensionnaires des colonies de vacances, les scouts, les cœurs vaillants ou les âmes vaillantes, toutes les structures d'animation scolaires et parascolaires »<sup>63</sup>.*

S'il sert de trait d'union entre les régions, le Zouglou met aussi au jour le quotidien des habitants de ces villes ivoiriennes à travers les messages sociopolitiques dont il se fait porteur.

## II LE ZOUGLOU COMME VÉHICULE DE MESSAGES SOCIOPOLITIQUES

Dans cette matière, nous tenterons de présenter le Zouglou comme porte-voix de la réalité sociopolitique des Ivoiriens qu'il décrit avec minutie. Avec une dose d'humour à l'ivoirienne, le zouglouman<sup>64</sup> joue sur les tableaux de l'autodérision, de la satire sociale et de la critique politique. Il dit des choses graves avec humour : une fois qu'on a fini de rire, ça fait réfléchir. Il porte en musique les rêves et les douleurs du peuple ivoirien. C'est pourquoi Alain Tailly dit que « *le*

<sup>60</sup> Zougloumania, Zomamazo, 1991.

<sup>61</sup> Jean-Marc Châtaigner et Hervé Magro, *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstitution et développement*, Paris, Karthala, 2007, 565 p.

<sup>62</sup> Aimée-Danielle Lezou Koffi, *Op. cit.*, 2018.

<sup>63</sup> Yacouba Konaté, « Génération zouglou », *Op. cit.*, 2002, p. 789.

<sup>64</sup> Un zouglouman est, dans le langage populaire ivoirien, un artiste Zouglou. Un zouglouphile est un amateur du Zouglou, selon le même langage.

*Zouglou est notre âme, notre arme et nos larmes* »<sup>65</sup>. Les artistes Zouglou passent au crible de leur critique les événements sociopolitiques et économiques du pays. Le Zouglou se pose, en effet, comme une plateforme revendicative des aspirations populaires. Cette expression musicale devient nationale par sa capacité à exprimer les problèmes sociétaux vécus par de nombreux Ivoiriens. Elle utilise « *un langage qui énonce des choses en termes concrets en plus de posséder un pouvoir d'expression qui lui est propre* »<sup>66</sup>. La résonance sociale des thèmes abordés est indéniable. Cette étude-ci comporte trois axes. Nous verrons d'abord en quoi le Zouglou traduit les revendications étudiantes. Ensuite, nous tenterons de montrer que le Zouglou est un observateur des crises socioéconomiques et politiques ivoiriennes qu'il fustige. Enfin, nous verrons comment la situation existentielle des Ivoiriens est mise en musique par ce genre musical.

### 1) Un rapporteur des revendications étudiantes

Nous voudrions tenter ici une présentation de l'utilisation du Zouglou dans la lutte des étudiants ivoiriens. À partir de 1990, les étudiants décidèrent de mettre sur la place publique la misère dans laquelle ils se trouvaient depuis les années 1980. Le Zouglou, né dans cette turbulence sociopolitique, se présenta comme la musique qui soutenait leurs mouvements. De nombreux chanteurs du Zouglou fustigèrent alors la situation précaire des étudiants ivoiriens. Ainsi, sorti en 1991, « Gboglo Koffi » du groupe Les Parents du Campus s'attaqua de front au pouvoir finissant du Président Félix Houphouët-Boigny. Les demandes des étudiants, que traduit « Gboglo Koffi », portaient principalement sur l'hébergement, l'alimentation, la paupérisation croissante, la hantise du chômage, l'absence de bus... Les paroles de ce chant furent expressives de cette situation :

*« Il faut rentrer dans son milieu pour connaître la misère et la galère de l'étudiant. Oh bon Dieu ! Qu'avons-nous fait pour subir un tel sort ? C'est cette manière d'implorer le ciel qui engendra le Zouglou. Danse philosophique qui permet à l'étudiant de se recueillir et d'oublier un peu ses problèmes [...] Gboglo Koffi, savez-vous qu'ici en cité la vie est dure ? On a trop de problèmes. Pour avoir Ndaya<sup>67</sup> il faut bosser beaucoup. Ndaya qui est là, ça suffit pas. Avec Ndaya, on doit payer bouquin, on doit payer la chambre, on doit payer tickets, on doit faire photocopies »<sup>68</sup>.*

Ce chant était donc un cri de cœur envers une administration universitaire et un système politique impuissants. Rappelons que les années 1990 ont vu la Côte d'Ivoire confrontée à des difficultés économiques. Le peuple ivoirien fut contraint à un rationnement des ressources économiques. Et les étudiants étaient entassés dans les amphithéâtres et dans les cités

---

<sup>65</sup> Alain Tailly, *Op. cit.*, 2020.

<sup>66</sup> Jacques Chailley, *La musique et son langage*, Bourg-la-Reine, Zurfluh, 1996, p. 13.

<sup>67</sup> Ndaya est un surnom donné par les étudiants à leurs subventions. Le nom Ndaya a été emprunté à l'ONG dénommée Ndaya de la Première Dame Thérèse Houphouët-Boigny. Cette ONG œuvrait dans le social.

<sup>68</sup> Les parents du campus, *Gboglo Koffi*, 1991.

universitaires. « *La cité universitaire était prévue pour 7000 personnes, mais nous étions 21 000, se souvient Didier Bilé. Nous avons choisi de dénoncer cette situation en chanson et en danse* »<sup>69</sup>. Les grèves, en chants et en danses, des étudiants troublaient les rues ivoiriennes. Pour Didier Bilé, c'était le mai 1968 de la Côte d'Ivoire. « *La FESCI revendique en tant que syndicat étudiantin. Et nous, au niveau du Zouglou, on traduit dans la chanson, en parodiant les problèmes que nous avons* »<sup>70</sup>. En réaction, le gouvernement faisait descendre les Forces de l'ordre pour canaliser les manifestants. Dans « Génération sacrifiée », Les Salopards parlent des violences des militaires contre les étudiants qui manifestaient. Ils fustigent les descentes musclées de l'armée dans les résidences universitaires. Pour ces artistes, cette génération était sacrifiée car les commodités pour réussir leurs études n'étaient pas garanties aux étudiants, d'où les nombreuses grèves qui perturbaient l'année académique. Beaucoup d'étudiants furent faits prisonniers :

*« Quand ça commence, on dit étudiant aime trop palabre. Quand ça commence, on dit étudiant aime trop grever. Au début, ils nous ont arraché les bus. On nous fait payer les chambres, les tickets de restauration [...] Au lieu de donner les cours, ils font des fascicules rien que pour s'enrichir. On crée des systèmes pour nous recaler [...] Les grands frères sont fâchés, les vieux pères<sup>71</sup> veulent pas céder. Étudiant dit de lui donner son argent. Il ne sait plus comment manger. Étudiant dit de libérer les prisonniers. Ils n'ont pas volé. Ils n'ont que des idées. Êtes-vous obligés de nous pourchasser, nous tuer, nous emprisonner, pendant que nous demandons des conditions meilleures pour travailler ? [...] Quand on revendique, on nous répond avec des lacrymogènes. 4h du matin commando sert petit déjeuner<sup>72</sup>[...] le campus est devenu un champ de bataille »<sup>73</sup>.*

Dès les années 1990, le Zouglou était donc une musique de revendication sociale. Les étudiants s'en remettaient au divin comme ultime recours, puisque leurs revendications tardaient à être exaucées par les régimes d'Houphouët-Boigny et de ses successeurs. C'est pourquoi la musique du Zouglou est accompagnée d'une gestuelle typique : « *une main montre le ventre vide, l'autre ouverte et tendue en signe de demande se replie brusquement ; le poing fermé, frappant le cœur puis dressé en signe de révolte* »<sup>74</sup>. Le danseur lève les mains vers le ciel comme pour demander l'intervention divine pour le sortir de la situation de précarité qu'il traverse. L'image qui suit et la photo 20 donnent une idée de la gestuelle Zouglou.

<sup>69</sup> Youenn Gourlay et Yassin Ciyow, « En Côte d'Ivoire, "tant qu'il y aura des problèmes, il y aura du Zouglou" », *Le Monde*, 11 décembre 2020.

<sup>70</sup> Entretien avec Didier Bilé, 26 novembre 2021, Abidjan

<sup>71</sup> Il s'agit ici du gouvernement.

<sup>72</sup> Les commandos gendarmes envahissaient souvent les cités universitaires autour de 4h du matin, pendant que les étudiants dormaient et donc étaient inoffensifs. En les surprenant de la sorte les gendarmes pouvaient les maîtriser et conduire à bien leurs opérations.

<sup>73</sup> Les Salopards, *Génération sacrifiée*, 1997.

<sup>74</sup> Arnaud Gérard, « Un pays fou de musique », *Africultures*, n° 56, 2003, p. 119.

**Image 25 : La gestuelle de la danse Zouglou.**



Source : Alain Taily, *Notre Nation*, 3 décembre 2020.

**Photo 20 : Didier Bilé montrant la gestuelle Zouglou.**



Source : Prise de vue de l'auteur, le 26 novembre 2021, Abidjan.

Ces pas de danse sont la traduction de l'état d'âme dans lequel l'étudiant se trouvait. Didier Bilé nous situe sur le sens de cette gestuelle :

*« On vivait dans un état de promiscuité, des moments de galère. Et il est clair que la main qui demande est toujours en dessous de celle qui donne. Voilà pourquoi on a les paumes ouvertes pour demander en regardant le ciel : "Ah mon Dieu, qu'avons-nous fait pour subir un tel sort ?" On ne disait pas "danser le Zouglou", mais "libérer en Zouglou", parce qu'on se libère de nos énergies négatives en Zouglou »<sup>75</sup>.*

En plus des revendications estudiantines dont le Zouglou se présente comme un vecteur, les artistes de ce genre musical apparaissent comme les yeux et les oreilles du peuple dont ils racontent le quotidien. Ceci nécessite donc une analyse de son inscription dans le champ globalisé du vécu socioéconomique et politique des Ivoiriens.

## 2) Un rythme musical qui prévient les crises sociopolitiques ivoiriennes

Nous verrons ici comment le Zouglou a régulièrement critiqué les différents régimes politiques ivoiriens. Si une chanson à elle seule ne peut changer une loi ou renverser un régime, elle peut avoir une influence importante, même indirectement, sur des changements concrets<sup>76</sup>. Dans plusieurs pays, la musique a servi de support au combat politique<sup>77</sup>. Par exemple, en octobre

<sup>75</sup> Entretien avec Didier Bilé, 26 novembre 2021, Abidjan.

<sup>76</sup> Nina Shen Rastogi, « Les cinq chansons protestataires les plus efficaces de tous les temps », *Slate*, 14 avril 2011.

<sup>77</sup> Valérie Bonnet, « Revendication et politiques en paroles : chansons de la communauté noire américaine », *Mots. Les langages du politique*, vol. 70, n° 3, 2002, p. 5.



2020, le musicien Seun Kuti a défilé avec des milliers d'autres personnes contre les violences policières au Nigeria. « *Depuis soixante ans, rien n'a vraiment été résolu dans ce pays, affirme Seun Kuti. Que ce soit dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'approvisionnement en électricité, des transports, de la sécurité sociale, rien n'a été fait* »<sup>78</sup>. Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, les musiciens Zouglou se sont aussi « levés en hommes »<sup>79</sup> pour avertir les gouvernants, stigmatiser les dérives politiciennes et tourner en dérision les hommes politiques déçus pour avoir manqué des occasions de sortir de leur règne la tête haute. Pour adresser cette problématique, cette contribution tentera d'abord de montrer en quoi le Zouglou porte un regard critique sur les régimes politiques. Puis, elle présentera la déclinaison de la question identitaire dans des chansons Zouglou.

a) Un regard critique sur tous les régimes politiques ivoiriens

En Côte d'Ivoire, depuis les dernières années du règne d'Houphouët-Boigny, les différentes conjonctures politiques sont régulièrement passées au crible de la satire sociale du Zouglou. C'est la thèse que défend cette contribution. Selon Pat Saco, ceux qui font une lecture superficielle des engagements politiques des zougloumen pensent qu'ils sont « *avec tel ou tel régime, alors qu'ils sont simplement pour le peuple* »<sup>80</sup>. Yodé et Siro affirment leur distance avec les hommes politiques : « *On n'a pas de rapports personnels avec les hommes politiques parce qu'on veut être libre de dire ce qu'on pense* »<sup>81</sup>. Les textes du Zougou sont souvent si directs que Daoudi Bouziane pense qu'ils « *sont plus cruels que ceux des reggaemen ivoiriens* »<sup>82</sup> qui ont pourtant la réputation d'être très engagés. Ce rythme musical dépeint depuis trois décennies la société et les abus du pouvoir. En effet, pour Youenn Gourlay et Yassin Ciyow, « *tant qu'il y aura des problèmes, il y aura du Zouglou* »<sup>83</sup>.

Ainsi, « *depuis la naissance du Zouglou, toute la classe politique en a pris pour son grade* »<sup>84</sup>. Que ce soit pour faire l'éloge du pouvoir en place ou au contraire pour critiquer ses dérives, le Zouglou s'est imposé dans le débat politique ivoirien. Et Pat Saco assume ce choix : « *On se retrouve dans un combat un peu politique ; parce que la politique, c'est fait pour changer le*

---

<sup>78</sup> Emmanuel Akinwotu, « Lutte au Nigeria : Seun Kuti, la musique et le combat politique en héritage », *Courrier international*, 2 avril 2021.

<sup>79</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : Les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007.

<sup>80</sup> Entretien avec Pat Saco, 7 décembre 2021, Abidjan.

<sup>81</sup> Entretien avec Yodé et Siro, 25 janvier 2022, Abidjan.

<sup>82</sup> Daoudi Bouziane, « World Musiques et danses de Côte d'Ivoire. », *Libération*, 17 février 2001.

<sup>83</sup> Youenn Gourlay et Yassin Ciyow, *Op. cit.*, 2020.

<sup>84</sup> *Ibidem*.

*quotidien des gens* »<sup>85</sup>. C'est pourquoi, en 1995, le groupe Les Salopards sort des titres engagés comme « Politique meurtrière », « Regarde » ou encore « Livre blanc ». Ces artistes y convoquent des questions purement politiques sous tous les régimes qui ont dirigé le pays. « Politique meurtrière » évoque la figure de l'opposant Kragbé Gnagnbé, mort en 1970, et questionne la Présidence de Félix Houphouët-Boigny. « Regarde » fustige les mœurs politiques ivoiriennes, le favoritisme et l'abus de pouvoir. « Livre blanc » critique la Présidence d'Henri Konan Bédié. En 1999, le coup d'État du 24 décembre est aussi accompagné de nombreuses productions Zouglou<sup>86</sup>.

Certains artistes n'ont de cesse de prévenir les dirigeants des risques d'implosion sociale que leur politique pourrait entraîner. Les Salopards ne ratent ainsi aucune occasion d'interpeller les politiciens : « *Trop de frustrations appellent la révolution. Faisons attention aux actes que nous posons. Trop de frustrations appellent la révolution. Asseyons-nous et discutons !* »<sup>87</sup>. Cette chanson fut produite en 1997, sous le règne d'Henri Konan Bédié, deux ans avant sa chute à la suite du coup d'État du 24 décembre 1999. Les tensions étaient palpables. Et les alertes que lançaient l'opposition et la société civile qui se plaignaient de l'instrumentalisation de l'ivoirité contre les gens du Nord étaient confrontées au silence du régime. Il y avait également les difficultés que les ménages éprouvaient pour se nourrir. Soum Bill, dans « Changement », retrace ce qui est arrivé à Henri Konan Bédié qui perdit le pouvoir. Il avertit aussi tous les hommes politiques du risque de se voir renverser s'ils ne tiennent pas compte des aspirations du peuple :

*« Un 24 décembre, pendant qu'on était tous occupés, mon beau pays tournait une page de son histoire. Quand j'ai demandé, on dit c'est Bédié qui s'était fâché parce qu'ils ont pris sa place et puis ils l'on foutu à la porte sans préavis. En tout cas il nous a pas dit au revoir [...] Au lieu de pleurer, les gens disaient : "C'est bien fait pour lui". C'est quel Président, depuis on te parle, tu ne comprends rien. Ton peuple a faim, toi tu lui tiens des discours guerriers. Quand tu vas à l'hôpital, docteur te dit "repose en paix". Mais si on ne peut pas manger, on ne peut pas se soigner, si on ne peut pas aussi te parler ! Président, toi tu fais quoi là ? Voilà pourquoi ils ont fait nan nannan. C'est pourquoi ils ont fait lololololo. Voilà pourquoi ils ont fait lala [...] Tu es parti oh ! En tout cas tout doit changer [...] Une erreur reconnue est à moitié pardonnée. Si on veut calculer, c'est pas lui seul qui a mangé. Si on veut juger, il y a beaucoup d'autres qu'on va chasser »*<sup>88</sup>.

Lors du court passage de Robert Guéï<sup>89</sup> au pouvoir (décembre 1999-octobre 2000), des artistes Zouglou n'ont pas arrêté de l'interpeller sur les dérives des militaires qui l'ont installé au pouvoir. D'autres lui ont rappelé qu'il avait décidé de ne pas être candidat aux élections présidentielles d'octobre 2000. Il avait, en effet, promis de « balayer la maison » et de remettre rapidement le pouvoir aux civils. Il ne tint pas parole. Le peuple le chassa du pouvoir. Il dû s'enfuir

---

<sup>85</sup> Entretien avec Pat Saco, 7 décembre 2021, Abidjan.

<sup>86</sup> Fabienne Pompey, « Les chanteurs de Côte d'Ivoire entonnent le grand air de la liberté sur la base aérienne de Port-Bouët, la caserne des Tueuses », *Le Monde*, 17 octobre 2000.

<sup>87</sup> Les Salopards, *Génération sacrifiée*, 1997.

<sup>88</sup> Soum Bill, *Changement*, 2000.

<sup>89</sup> Le règne de Robert Guéï fut aussi l'objet de plusieurs productions Zouglou : Fitini, *Le ET le OU*, 2000 ; Soum Bill, *Zambakro*, 2000 ; Nicaise Koffi et Alan Bill, *El mutino*, 2000...

pour se réfugier à Toukouzou, vers Jacquerville (Sud ivoirien). Le groupe Les Balayeurs raconte cette période avec l'humour qui caractérise le Zouglou :

*« Qui a dit que garçon fuit pas ?<sup>90</sup> Son balai est cassé hé ! Ton balai est cassé, général. Dès son accès au pouvoir, il était l'espoir du peuple, se donnant pour mission de faire un très bon nettoyage. Après ce nettoyage, il devait rendre le balai. Mais Bobby<sup>91</sup> nous a dit que la maison était toujours sale. Ainsi, Bobby organisa une élection des balayeurs à la suite de laquelle le peuple a trouvé un nouveau<sup>92</sup>. Sachant très bien que ce nouveau était le meilleur. Mais Bobby nous a dit que la maison était toujours sale. Voyant que Bobby voulait confisquer le balai, le peuple a fini par balayer papa balayeur. Quelqu'un nous a dit un jour : "quand on est garçon, on ne fuit jamais devant son ami". Le peuple l'a fait béhou<sup>93</sup> oh ! Quand on veut diriger, les erreurs du passé<sup>94</sup> doivent nous servir pour demain, si on veut réussir sa mission [...] La Côte d'Ivoire nous appartient »<sup>95</sup>.*

Après sa chute, les zougloumen ne manquèrent pas de s'associer au peuple ivoirien pour dire à l'ex-Président Robert Guéï qu'il est le seul comptable de sa déchéance. Le groupe Solo System affirme ainsi que les armes ne peuvent avoir raison de la détermination d'un peuple. Pour ce groupe, Robert Guéï a déçu les espoirs des Ivoiriens qui pensaient qu'il venait mettre fin à la gabegie des pouvoirs précédents. Le peuple l'a chassé du pouvoir malgré les armes de ses soldats :

*« On avait dit : "Vive le général". Mais, quand on a pris drap<sup>96</sup> : "Abat le général". Vive le Président mais si tu ne nous arranges pas, tu vas nous excuser [...] Si tu ne nous arranges pas, faut pas nous déranger. Un homme averti en vaut plusieurs. Faut être général, maréchal tu peux rien contre mon peuple. Faut être Président, commandant tu peux rien contre mon peuple. Faut avoir des relations milliardaires, tu peux rien contre mon peuple [...] Quand le pays a crié au secours, ces fils se sont levés devant les Kalachnikovs, devant des grenades, devant des zagazagas<sup>97</sup>. Ils ont fait tomber la dictature. Ils nous ont ramené la liberté. C'est pourquoi nous on leur rend hommage [...] Hommage aux martyrs de la démocratie »<sup>98</sup>.*

Laurent Gbagbo fut élu Président de la République ivoirienne en octobre 2000. Son projet de société basé sur le socialisme promettait un meilleur avenir au peuple ivoirien qui avait du mal à se remettre de la longue crise économique de la fin de règne d'Houphouët-Boigny et du régime d'Henri Konan Bédié. Toujours aux aguets, les artistes Zouglou mirent assez rapidement Laurent Gbagbo devant ses responsabilités. Le groupe Victeam-Agenda, dès 2001, ne s'embarrassa pas de fioritures pour peindre la situation du pays et demander au nouveau Président de respecter ses engagements envers le peuple ivoirien qui a bravé la répression militaire pour qu'il vienne au pouvoir :

*« Président bonne arrivée ! On a beaucoup crié mais c'est toi on a choisi. On a pleuré, pleuré c'est toi on a voté. Le sang a coulé<sup>99</sup>, mais c'est toi on a élu. Faut pas prendre nos jetons pour aller construire ton village. Nous voulons revoir le miracle ivoirien [...] Les prix ont doublé. Les travailleurs mal payés,*

<sup>90</sup> Ils font allusion à une célèbre phrase de Robert Guéï qui avait dit, en se moquant d'Henri Konan Bédié qu'il venait de renverser et qui était parti en exil : « Un garçon ne fuit pas ». En octobre 2000, c'est lui, Robert Guéï qui fuit. Pour le tourner en dérision, les artistes Zouglou lui posent donc la question : « Qui a dit que garçon fuit pas ? ».

<sup>91</sup> Robert Guéï avait comme surnom Bob. Ici les artistes font allusion à ce surnom en disant Bobby.

<sup>92</sup> Il s'agit de Laurent Gbagbo.

<sup>93</sup> « L'a fait béhou » signifie « l'a fait fuir », en nouchi.

<sup>94</sup> Allusion claire au règne d'Henri Konan Bédié qu'il avait chassé du pouvoir.

<sup>95</sup> Les Balayeurs, *Le balayeur balayé*, 2000.

<sup>96</sup> « On a pris drap » signifie « on s'est rendu compte », en nouchi.

<sup>97</sup> Les zagazagas désignent les mitraillettes montées sur des véhicules, en langage populaire ivoirien. Cette appellation vient du bruit que font ces armes de guerre quand elles sont utilisées.

<sup>98</sup> Solo System, *Hommage à nos martyrs*, 2001.

<sup>99</sup> Victeam-Agenda fait allusion aux incidents provoqués par le refus de Robert Guéï de céder le pouvoir à Laurent Gbagbo, en octobre 2000. Il y eut des centaines de morts dans ce conflit qui opposa la junte au pouvoir et les manifestants.

*nos parents planteurs très mal gérés. Privatisation à droite. Compression à gauche. Les chômeurs sont nombreux [...] Détournements par-ci par-là. Même pas de justice [...] On ne sait plus qui est qui. Ivoirité a créé gbangban<sup>100</sup>. Et/Ou<sup>101</sup> veut nous tuer ! Nos hôpitaux malades. Quand on veut chanter, on nous ferme la bouche. Nous on veut plus de ça ! »<sup>102</sup>.*

En 2002, le groupe Yodé et Siro<sup>103</sup> sort la chanson « Président » qui invite Laurent Gbagbo, élu deux ans plus tôt, à respecter ses engagements. En 2008, alors que le régime de Laurent Gbagbo est attaqué par une rébellion depuis 2002, Soum Bill fustige les pratiques politiciennes qui massacrent le peuple pour accéder à la magistrature suprême ou pour garder le pouvoir. Sa chanson est intitulé « République de Présidents » comme pour faire une satire de ce pays où tout le monde veut être Président :

*« Notre histoire s'écrit dans le sang et dans la violence. Dans un monde tourné vers l'action, donnons-nous un temps de réflexion avant d'agir, mes Présidents. République de Présidents. Tout le monde veut être Président. Quel est ce Président qui fait couler mon sang ? Ils ont décidé de faire de nous des chairs à canon. Toujours prêts à t'éliminer, si par malheur tu leur dis non. Tuer tuer. Pour arriver au pouvoir, il est toujours prêt à tuer tuer. Tuer tuer. Pour garder son pouvoir, il est toujours prêt à tuer tuer [complaintes en Dioula et en Bété<sup>104</sup>] République de Présidents. Tout le monde veut être Président. Quel est ce Président qui fait couler mon sang ? République de Présidents. Tout le monde veut être Président. Main qui reçoit est toujours en bas, c'est vrai. Mais c'est ma pauvreté qui donne un sens à ta richesse. Alors respectez nos putains de vies que vous avez rendues misérables, mes Présidents [Complaintes en Dioula et en Bété] Et puis vers la fin, allez-vous gouverner des ossements ? Vive la République city-cadavres. L'Assemblée nationale au cimetière. Plus d'opposition. Il n'y aura plus de marches. Prenez-tout ! Gardez tout ! Oui allez-y volez tout ! Au nom de la démocratie, tuez-nous donc messieurs puisque c'est votre métier<sup>105</sup> »<sup>106</sup>.*

En 2016, Alassane Ouattara est Chef de l'État et lance de grands travaux. Le chanteur Zouglou Amaral d'Afrik le prévient : « C'est vrai, pays-là devient joli. Mais nous, on a le ventre qui est vide ! »<sup>107</sup>. Le message est clair : le peuple a faim. Pour ce musicien, la priorité doit être mise sur la satisfaction des besoins primaires du peuple comme la nourriture. Dans « Héritage », le dernier album de Yodé et Siro, sorti le 3 juillet 2020, le tube « On dit quoi ? » dénonce l'économie à deux vitesses qui se serait développée sous la Présidence d'Alassane Ouattara ou encore l'emprisonnement des opposants politiques<sup>108</sup>. Yodé et Siro chantent dans ce titre : « On ne se réconcilie pas en mettant les gens en prison, le pays a besoin de tous ses enfants pour la vraie réconciliation ». De fait, depuis l'arrivée au pouvoir d'Alassane Ouattara, le peuple attend une réconciliation vraie. Il se trouve que beaucoup d'acteurs de la crise postélectorale de 2010-2011 sont encore en prison ; et d'autres continuent de les y rejoindre. C'est pourquoi Yodé et Siro

<sup>100</sup> « Gbangban » signifie « palabre, incident », en nouchi.

<sup>101</sup> Les artistes parlent du référendum organisé en juillet 2000 par Robert Guéï pour modifier l'article 35 de la Constitution concernant la nationalité des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2000.

<sup>102</sup> Victéam-Agenda, *Bonne arrivée*, 2001.

<sup>103</sup> Yodé (Dally Djédjé, à l'état civil) et Siro (Sylvain Decavailles Aba, à l'état civil).

<sup>104</sup> Soum Bill, en intégrant le Dioula et le Bété dans ce chant, semble s'adresser directement à Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo qui sont respectivement Dioula et Bété et sont les deux principaux antagonistes de la crise qui a commencé en 2002.

<sup>105</sup> Cette dernière phrase s'inspire des deux derniers vers du poème « La sauterelle » de Robert Desnos. Ce poème dit ceci : « Saute, saute sauterelle, car c'est aujourd'hui jeudi. Je sauterai, nous dit-elle, du lundi au samedi. Saute, saute, sauterelle, à travers tout le quartier. Sautez donc, mademoiselle, puisque c'est votre métier ».

<sup>106</sup> Soum Bill, *République de Présidents*, 2008.

<sup>107</sup> Amaral d'Afrik, *On a le ventre vide*, 2016.

<sup>108</sup> Suite à la crise postélectorale de 2010-2011.

lançant cet appel au Président ivoirien. En marge de la critique des hommes politiques de tous les régimes, le Zouglo met l'accent sur la question identitaire qui, depuis des décennies, trouble la vie politique ivoirienne.

#### b) Une musique urbaine convoquant la question identitaire

Cette réflexion met en évidence la présence de la question identitaire dans les textes des zougloïens qui ont pris conscience de ce que la crise ivoirienne est d'abord identitaire. En septembre 2002, la Côte-d'Ivoire était entrée dans une guerre que l'on peut qualifier de crise de la citoyenneté selon Ruth Marshall-Fratani<sup>109</sup>. Il s'agissait de savoir « Qui est qui ? ». Cette crise traduisit l'exacerbation de lignes de fracture anciennes. La question identitaire a été largement convoquée pour justifier la prise d'arme par une partie des citoyens. Ils se sentaient ostracisés par une catégorie d'Ivoiriens venant du Sud qui les considéraient comme étrangers. Cette crise mettait donc face-à-face deux conceptions radicalement opposées de l'appartenance nationale : d'un côté une vision cosmopolite et héritière d'une économie politique extravertie fondée sur l'exploitation des rentes agricoles et de la main-d'œuvre immigrée, et de l'autre une approche « ethno-nationaliste »<sup>110</sup> que nourrissait une idéologie nativiste de l'ivoirité<sup>111</sup>.

Pour des élections apaisées et des comportements citoyens lors des élections, le Collectif Zouglo lance cet avertissement : « *Si tu n'es pas inscrit tu ne peux pas voter. Ne te plains pas si ton candidat n'est pas élu ! ...Tu n'as pas lavé la main tu n'peux pas manger ! Tu n'as pas passeport, tu n'peux pas voyager ! Tu n'as pas de licence, tu n'peux pas jouer ! Tu n'es pas inscrit, tu n'peux pas voter !* »<sup>112</sup>. Cette chanson fut produite en 2008, sous le régime de Laurent Gbagbo, à un moment où la Côte d'Ivoire rencontrait des difficultés pour établir ses fichiers électoraux. Les citoyens étaient donc invités à se faire recenser. Détruits par la guerre de 2002, les registres d'état civil étaient inexistant dans plusieurs régions, notamment dans la partie Nord du pays. Beaucoup de naissances n'étaient pas enregistrées. Et la migration continuelle faisait arriver dans le pays plusieurs vagues d'étrangers sans papiers.

Des audiences foraines, basées sur des témoignages, furent ainsi organisées pour reconstituer les listes électorales. Sous cette problématique, se cachait la question de la nationalité qui mobilisait le pays depuis 1990. Lors des audiences foraines, les impétrants étaient invités à se

---

<sup>109</sup> Ruth Marshall-Fratani, *Op. cit.*, 2006, pp. 9-43.

<sup>110</sup> Bruno Losch (ed.), « Côte-d'Ivoire, la tentation ethno-nationaliste », *Politique africaine*, n° 78, 2000.

<sup>111</sup> Richard Banégas, « La politique du "gbonhi". Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, pp. 25-44.

<sup>112</sup> Collectif Zouglo, *Fais-toi enrôler*, 2008.

faire enrôler dans leurs villages d'origine. Koné Al Moustapha, directeur général de l'ONI<sup>113</sup> dit à ce sujet que « *celui qui se dit Ivoirien doit avoir un village. Celui qui fait tout pour oublier le nom de son village ou qui n'est pas capable de se rattacher à une localité en Côte d'Ivoire est un être sans repère et il est tellement dangereux qu'il faut lui demander d'où il vient* »<sup>114</sup>. Ces propos ont été tenus fin juillet 2002 (image ci-dessous), soit environ quarante-cinq jours avant l'attaque rebelle du 19 septembre 2002. Le lien entre cette posture de Koné Al Moustapha qui était celle du FPI au pouvoir et le déclenchement de la guerre est logique à envisager. Les rebelles avaient pris prétexte, entre autres, de l'ostracisme dont ils étaient victimes dans l'attribution des cartes nationales d'identité pour déclencher la guerre.

**Image 26 : Déclaration du directeur général de l'ONI sur le processus d'identification.**



Source : *Notre Voie*, n° 1250, 27-28 juillet 2002, p. 9.

La question identitaire n'était pas encore réglée sous le régime Laurent Gbagbo et beaucoup de personnes étaient considérées comme étrangères alors qu'elles réclamaient le droit de vote. Le clivage entre pro-Gbagbo et pro-Ouattara se lisait en toile de fond. Le Collectif Zouglou appelait donc à l'apaisement et demandait à ceux qui y avaient droit d'aller se faire enregistrer. De fait, pour les zougloumen, « *même pour reconnaître son poulet, on met vernis sur son pied* »<sup>115</sup>, c'est-à-dire qu'on lui met une marque pour le distinguer. Selon ces artistes Zouglou,

<sup>113</sup> Office national de l'identification, chargé de la confection des cartes nationales d'identité. L'ONI a été remplacé par l'ONECI qui est l'Office national de l'État civil et de l'identification de Côte d'Ivoire. L'ONECI a été créé en 2019 par le décret n° 2019-458 du 22 mai 2019, en lieu et place de l'ONI dissout conformément au décret n° 2019-459 du 22 mai 2019.

<sup>114</sup> Guy Joël Broh, « Koné Al Moustapha : "Celui qui se dit Ivoirien doit avoir un village", *Notre Voie*, n° 1250, 27-28 juillet 2002, p. 9.

<sup>115</sup> Collectif Zouglou, *Fais-toi enrôler*, 2008.

ceux qui n'étaient pas ivoiriens devaient s'abstenir de s'enrôler pour éviter des conflits identitaires. S'ils veulent voter, qu'il demande officiellement la nationalité ivoirienne car « *tu n'as pas lavé ta main, tu ne peux pas manger* »<sup>116</sup>. Ils doivent donc laver leurs mains, c'est-à-dire avoir la nationalité, s'il veut manger, c'est-à-dire pouvoir voter leur candidat. Des fraudes sur les fichiers électoraux avaient été relevées, en effet. En plus de son regard sur la vie sociopolitique ivoirienne, le Zouglou raconte le quotidien des Ivoiriens en mettant en relief leurs situations existentielles.

### 3) Une expression musicale des situations existentielles

Nous tenterons de démontrer, dans ce parcours, que le registre des sujets abordés par le Zouglou suit le quotidien des Ivoiriens. Pour Leon Rosselson, les textes des musiciens sont si réalistes qu'ils représentent « *the most powerful emotional force of all* »<sup>117</sup>. Cette étape de notre étude cherche à mettre en exergue la présence des questions sociales dans le Zouglou. Deux volets sont mobilisés dans cette réflexion. Dans un premier temps, nous adresserons la problématique de la prégnance des thèmes sociaux dans les compositions Zouglou. Et dans un deuxième temps, nous ferons ressortir quatre de ces thèmes dans des chansons sélectionnées.

#### a) De la prégnance des thèmes sociaux dans les compositions

Nous verrons ici que le Zouglou mobilise régulièrement des sujets sociaux pour s'inscrire dans le quotidien des mélomanes. Le Zouglou est passé du campus aux quartiers populaires. « *Puis le quartier s'en empara, le chargea des problèmes de la cité tant et si bien qu'il y jeta l'ancre* »<sup>118</sup>. Didier Bilé résume cela quand il dit que Les Parents du campus exprimaient les problèmes du campus des étudiants, puis les Potes de la rue sont venus au Zouglou pour raconter les problèmes de la rue<sup>119</sup>. Pour Yodé et Siro, l'artiste Zouglou n'est que le porte-parole du peuple : « *Nous ne faisons que relayer ce que le peuple dit. Il n'y a aucune intention de nuire* »<sup>120</sup>. On comprend pourquoi Florent Kouakou Kouassi *alias* Celio du groupe Les Garagistes déclare que pour mieux gouverner, il faut écouter le Zouglou<sup>121</sup>. Tant il est vrai que la musique expose les attentes réelles du peuple, ses craintes et ses joies, selon les dires de John Blacking<sup>122</sup>. Le Zouglou se fait ainsi le

---

<sup>116</sup> *Idem.*

<sup>117</sup> Leon Rosselson, « Pop music : mobiliser or Opiate », in Carl Ragner (dir.), *Media, politics and culture - A socialist view*, London, Sage Publications, 1979, 197 p.

<sup>118</sup> Yacouba Konaté, *Op. cit.*, 2002, p. 783.

<sup>119</sup> Entretien avec Didier Bilé, 26 novembre 2021, Abidjan.

<sup>120</sup> Baudelaire Mieu, « Côte d'Ivoire : Yodé et Siro, un duo d'artistes dans la tourmente », *Jeune Afrique*, 4 décembre 2020.

<sup>121</sup> Florent Kouakou Kouassi, « Côte d'Ivoire : "Pour mieux gouverner, il faut écouter le Zouglou" », *TV5 Monde*, 3 janvier 2021.

<sup>122</sup> John Blacking, *Le sens musical*, Paris, Éditions de Minuit, [1973] 1980, p. 101.

porte-voix de la population dont il peint les diverses facettes du quotidien. Yacouba Konaté affirme que ce courant musical devient « *musique nationale par sa capacité à exprimer les problèmes sociaux des Ivoiriens dans une langue spécifique, le français populaire ivoirien, émaillée du nouchi* »<sup>123</sup>.

Le Zouglou, comme la musique en général, en tant que production culturelle et forme symbolique<sup>124</sup>, s'inspire de la vie sociale et participe de la vie sociale. Et chaque nouvel événement d'ampleur lui inspire une chanson. C'est ainsi que le phénomène des enfants de la rue, le chômage, l'indiscipline des chauffeurs de taxi, la hausse des factures d'eau et d'électricité, des pandémies comme la grippe aviaire ou le SIDA... ont été l'objet de nombreuses compositions Zouglou. Des thèmes existentiels sont ainsi abordés par les artistes Zouglou. Ils partent de l'amour à la mort en passant par les difficultés des migrants en Europe ou les problèmes d'une jeunesse aux abois. Nous tenterons de retrouver quatre de ces thèmes dans des chansons Zouglou.

#### b) Quatre thèmes récurrents dans les chansons

Essayons de voir comment les thèmes de l'amour, des aventuriers, des difficultés des jeunes et de la mort sont monnayés dans certaines productions Zouglou. Concernant le sujet de l'amour qui fait l'objet de beaucoup de productions, le groupe Magic System a fait son irruption au plan international grâce à la chanson « Premier gaou » (1999) qui ironise sur l'amour subitement retrouvé d'une fille pour son ex-copain qui est devenu célèbre, alors qu'elle l'avait quitté quand il était dans la misère : « *C'est dans ma galère que ma go<sup>125</sup> Antou m'a quitté oh ! Quand j'avais un peu oh ! Matin, midi, soir, on était ensemble oh ! À la rue Princesse<sup>126</sup> oh ! Au 1000 maquis oh ! Asalfo payait les poulets oh ! L'argent est fini, Antou a changé de côté oh ! Wari bana<sup>127</sup> elle a changé de copain oh !* »<sup>128</sup>. Magic System appelle les jeunes à la vigilance, à travers ce refrain du chant repris par toute une génération comme un slogan : « *Premier gaou<sup>129</sup> n'est pas gaou oh ! C'est deuxième gaou qui est gnata<sup>130</sup> oh !* »<sup>131</sup>.

---

<sup>123</sup> Yacouba Konaté, *Op. cit.*, 2002.

<sup>124</sup> Jean-Marie Donegani, « Musique et politique : le langage musical entre expressivité et vérité », *Raisons politiques*, vol. 14, n° 2, 2004, pp. 5-19.

<sup>125</sup> « Go » signifie « copine, femme », dans le langage populaire.

<sup>126</sup> La rue Princesse est la rue la plus animée de Yopougon. On y trouve des bars, des boîtes de nuits et des lieux de restaurations.

<sup>127</sup> « Wari bana » signifie « l'argent est fini », en Dioula. Comme nous l'avons relevé plus haut, les langues ivoiriennes sont régulièrement convoquées dans les chansons Zouglou. Souvent, dans une même chanson, les artistes Zouglou chantent en plusieurs ethnies. Ceci contribue à faire aimer le Zouglou par les populations de toutes les régions.

<sup>128</sup> Magic System, *Premier gaou*, 1999.

<sup>129</sup> « Un gaou » est une personne naïve, dans le langage nouchi.

<sup>130</sup> Dans le langage nouchi, « un gnata » est une personne insensée qui ne tire pas des leçons de ses expériences antérieures.

<sup>131</sup> Magic System, *Premier gaou*, 1999.



À propos des aventuriers, les difficultés rencontrées par les migrants en Occident sont aussi chantées par le Zouglou. Sous la forme d'une plaisanterie chantante, les déboires des Africains qui débarquent nouvellement « chez les blancs » sont mis en musique pour conscientiser les aventuriers qui pensent trouver en Occident un eldorado. Beaucoup d'aventuriers vendent leurs rares biens pour prendre le chemin de l'exil<sup>132</sup>. Certains restent bloqués dans les aéroports occidentaux, parce que ceux qui ont promis les recevoir ne décrochent plus leur téléphone quand ils appellent. Ils sont obligés de squatter des abris dans la rue, malgré le froid de l'hiver par exemple. Les Garagistes parlent de cette galère :

*« C'est dur ! C'est dur ! Depuis le pays, tu m'avais dit de venir. Tu t'occuperais de moi, sans problème. À l'aéroport, je t'appelle, ton portable est fermé [Complaintes en Bété et en Dioula]. Comme à Paris on ne se perd jamais, j'ai retrouvé ta maison au 16<sup>e</sup> étage où il n'y a pas d'ascenseur, dans un grenier<sup>133</sup>. Awouli oh ! Ça ne fait que commencer »<sup>134</sup>.*

Souvent, ceux qui les reçoivent en Occident finissent par leur demander de quitter leur maison : « *Sors de chez moi* »<sup>135</sup>. Yodé et Siro en témoignent également : « *Tes amis qui t'invitaient te demandent : "tu retournes quand au pays ?"* »<sup>136</sup>. En 2019, Les garagistes ont dépeint aussi, dans « *Bengué* »<sup>137</sup>, cette situation d'un aventurier à qui son hôte met la pression pour qu'il parte de la maison : « *Mais monsieur, vous êtes chez moi pour combien de temps ?* »<sup>138</sup>. L'hôte appelle désormais son ami qu'il héberge « Monsieur », comme pour dire qu'il est devenu un inconnu et une charge pour l'hôte. Il devra donc quitter le domicile : « *Mais le fait de vivre chez lui était difficile de me dire de partir. Il me traitait comme son boy, comme son dozo<sup>139</sup>* ». La vie et les désillusions de la plupart de ceux qui se sont aventurés en Occident sont ainsi décrites avec beaucoup de détails. Pour survivre, de nombreux aventuriers se contentent de petits boulots qu'ils n'auraient pas fait dans leurs pays d'origine : « *Le djossi<sup>140</sup> le mieux fréquenté à Bengué, c'est d'être un maître-chien et baby-sitter pour les autres. Adjouffou<sup>141</sup> est mieux !* ». Asalfo et le groupe Magic System chantent justement le rêve brisé d'un jeune ivoirien qui tenait à se rendre à Paris :

<sup>132</sup> Yodé et Siro, *Bingue*, 2012.

<sup>133</sup> Beaucoup de personnes de la diaspora font croire à leurs amis ou parents restés au pays qu'ils vivent dans des maisons luxueuses ou dans de grosses villas en Occident. Alors que, souvent, ils habitent des combles ou des greniers de bâtiments. Ici, le nouvel arrivant se rend compte que celui qui lui a promis un accueil en Occident vit dans un grenier, au 16<sup>e</sup> étage d'un immeuble sans ascenseur. La désillusion est complète.

<sup>134</sup> Les Garagistes, *Bengué*, 2019.

<sup>135</sup> *Idem*.

<sup>136</sup> Yodé et Siro, *Bingue*, 2012.

<sup>137</sup> Il est saisissant de remarquer que, pour parler de la situation des aventuriers, plusieurs groupes Zouglou ont fait des chansons qu'ils ont intitulées « *Bingué* » ou « *Bengué* » qui signifie en langage populaire ivoirien « France, Europe ou Occident ». Ici nous exploitons les titres « *Bingué* » de Yodé et Siro et « *Bengué* » des Garagistes.

<sup>138</sup> Les Garagistes, *Bengué*, 2019.

<sup>139</sup> Le dozo est un membre d'une confrérie initiatique de chasseurs traditionnels du Nord ivoirien. À l'occasion de la crise ivoirienne de 2002, beaucoup parmi eux se sont mués en militaires supplétifs de la rébellion. D'autres se sont constitués en gardiens de certaines personnalités ou de quartiers résidentiels. C'est en ce sens que Les Garagistes emploient l'expression « dozo » pour dire que le nouvel arrivant était devenu le gardien de la maison de son hôte quand celui-ci va au travail.

<sup>140</sup> « Le djossi », c'est « le travail, le boulot », en nouchi.

<sup>141</sup> Adjouffou est un bidonville situé à côté de l'aéroport international Félix Houphouët-Boigny, à Port-Bouët dans le Sud d'Abidjan. Il est souvent cité pour caractériser la misère à Abidjan. En disant que « Adjouffou est mieux », Les Garagistes veulent dire qu'il vaut mieux vivre la galère à Abidjan, même s'il faut vivre à Adjouffou, que d'aller souffrir en Occident.

« Mon rêve c'était d'aller à Paris. Je ne savais pas ce qui m'attendait. Un gaou à Paris, ça faisait pitié. Je quitte Abidjan à 24 degrés ; arrivé à Paris, 2 degrés. [...] Tu ne fumes pas, fumée sort dans ta bouche. Ma souffrance ne fait que commencer [...] C'est quel pays où y a pas bonjour. Tout le monde est pressé. Chacun dans son chacun. À Paris y a pas "mon frère donne-moi crédit !". On n'a qu'à se débrouiller. On est venu en détail. [...] On quitte chez nous avec beaucoup d'argent ; arrivé là-bas ça devient petit ! Dieu les voit »<sup>142</sup>.

Dans la même veine, Yodé et Siro racontent les péripéties d'un Africain qui débarque à Paris. Eux aussi invitent les Africains à faire fructifier leurs économies dans leurs pays au lieu de tenter une aventure incertaine en Occident :

« Paris est dur comme caillou. Depuis on est petit, on nous parle de la France comme pays de rêve, pays de loisirs, un paradis sur terre [...] Les blancs, ils sont malins. Si tu travailles chez eux, ils vont bien te payer. Mais de la manière ils vont te payer, c'est comme ça tu vas dépenser [...] Un petit conseil : tes économies, l'argent de billet d'avion, prends pour payer taxi, un petit commerce. Maintenant, si tu es fâché que tu veux aller vraiment, mon ami, c'est là là tu vas manger ton totem<sup>143</sup> »<sup>144</sup>.

Le troisième thème que nous mobilisons ici est celui de la misère. « *La prise en main du Zouglou par les jeunes déscolarisés reproduit en quelque sorte la conjonction entre l'incertitude des futures élites et la désillusion des exclus du système* »<sup>145</sup>. Cette jeunesse en difficulté se retrouve dans les paroles des zougloumen qui racontent sa misère et l'exhortent à la résilience. Elle est régulièrement invitée par la musique à s'investir et à se prendre en main<sup>146</sup>. Ainsi, « *le Zouglou ne chante pas pour l'élite et il est pratiqué par des artistes qui viennent du bas de l'échelle sociale* »<sup>147</sup>. Dezy Champion est l'un des artistes qui régulièrement invite les jeunes à ne pas baisser les bras, car lui-même a connu une enfance difficile. Il a connu les travers de la drogue et la prison. Son titre « Oublie le passé », où Magic System intervient en featuring<sup>148</sup>, suscite l'émotion de nombreux mélomanes et encourage les jeunes à continuer de se battre pour un avenir meilleur. Magic System est aussi un groupe de quatre jeunes qui ont véritablement connu la misère lors de leur enfance<sup>149</sup> à Anoumabo, un village ébrié situé dans la commune de Marcory au Sud d'Abidjan. On comprend alors la posture de Raoul Germain Blé qui pense que « *cette jeunesse propose avec force des modèles culturels élaborés à partir de sa propre histoire, de sa propre expérience quotidienne* »<sup>150</sup>. Le titre « Oublie le passé » que Dezy Champion et Magic System firent ensemble va dans ce sens :

« J'ai comme des souvenirs, des souvenirs sinon des cauchemars. À l'âge de quatre ans, papa et maman se sont séparés. C'est ce jour commence ma galère. Trois ans plus tard, on m'inscrit dans une école de la place, dans l'intention que je devienne un jour quelqu'un. Mais j'entre à midi, il n'y a rien à manger. Le ventre vide comment bosser ? Salfo<sup>151</sup> alé Djéwé oh ! Souviens-toi, Dezy ; moi j'avais chanté : c'est pas le départ qui compte. Il n'y a pas de réussite sans souffrance oh ! Attoh, c'est l'arrivée qui compte.

<sup>142</sup> Magic System, *Un gaou à Paris*, 2001.

<sup>143</sup> Manger son totem signifie, dans ce contexte, affronter d'énormes difficultés.

<sup>144</sup> Yodé et Siro, *Paris*, 2000.

<sup>145</sup> Yacouba Konaté, *Op. cit.*, 2002.

<sup>146</sup> Ray Pratt, *Rhythm and resistance-The political uses of american popular music*, Washington and London, Smithsonian Institution Press, 1990, p. 37.

<sup>147</sup> Yacouba Konaté, *Op. cit.*, 2002, p. 793.

<sup>148</sup> L'artiste qui intervient en featuring dans une chanson n'en n'est pas l'auteur. Il pose juste sa voix pour agrémenter la chanson de l'auteur principal.

<sup>149</sup> Aujourd'hui, ils sont parmi les artistes les plus prospères de l'Afrique, avec une bonne renommée dans plusieurs continents.

<sup>150</sup> Raoul Germain Blé, *Op. cit.*, 2003, pp. 23-56.

<sup>151</sup> Asalfo est le lead vocal du groupe Magic System. Ici il est interpellé avec le diminutif Salfo par Dezy Champion.

*Quand tu ouvres le dictionnaire, où il est écrit galère, il y a ma photo à côté<sup>152</sup>. Un enfant béni va beau souffrir ; mais jamais il ne connaîtra la honte. Pendant les fêtes de Noël, je n'ai jamais reçu de cadeaux. Pourtant les jeunes gens de mon âge avaient tous des jouets. Et ça, ça traumatise un enfant. La galère est une étape de la vie. Une étape dans laquelle on apprend à se battre, pour relever tous les défis. Dezy oh ! Oublie le passé »<sup>153</sup>.*

Le dernier thème analysé ici est celui de la mort. De nombreux artistes de ce courant en ont fait le sujet de leur chanson. L'un des premiers chants Zouglou traitant du thème de la mort fut paradoxalement dédié à Houphouët-Boigny que les zougloumen avaient pourtant souvent critiqué depuis 1991. Sorti en 1997, le titre « Nanan Boigny » des Poussins Chocs pleure le Président ivoirien décédé le 7 décembre 1993. Il lui attribue tous les superlatifs pour signifier l'importance qu'il avait pour les Ivoiriens : un grand homme, le gros baobab, l'appui, le fleuve, la lumière. Cette production se situe dans la pratique des zougloumen d'animer des funérailles pour se faire un peu d'argent. Ils entonnaient des mélodies plaintives qui jouaient sur la sensibilité et l'émotion des personnes en deuil. Les paroles du chant « Nanan Boigny » s'inspirent des airs chantés lors de ces tournées dans les funérailles :

*« Boigny, cocorico cocorico c'est là le jour s'est levé. J'ai voulu chanter, on m'a interdit de chanter. J'ai voulu crier, on m'a interdit de crier. J'ai voulu pleurer, on m'a interdit de pleurer. Nanan Boigny eh, Ivoirien pleure pour toi oh en disant : "Nanan Boigny, reposez en paix ; nous prions Dieu pour que vous soyez à ses côtés" [...] Cavaliers du ciel, emportez ma lettre oh ! Anges de Dieu emporter ma lettre oh ! Dîtes au Seigneur : "Seigneur mon Dieu oh ! je veux voir Boigny pour une dernière fois" [...] Il savait bien que nous l'aimions, Nanan Boigny eh nous a quittés oh ! Il savait bien que nous l'aimions, Nanan Boigny eh, il nous a abandonnés. Il nous a quittés pour l'au-delà, sans même nous dire un tout petit au revoir. Il nous a quittés pour l'au-delà, sans même dire aux Ivoiriens eh un tout petit adieu oh ! Ta mort nous a déçus oh Boigny ! [...] Nanan Boigny eh, nous on ne savait pas oh ! On était au quartier et on vient nous annoncer la mort de Boigny oh ! Pourquoi la mort n'a pas de pitié oh ! Ça nous fait très mal au cœur oh ! [...] Nanan Boigny eh ! Tu nous as quittés oh ! La Côte d'Ivoire est restée triste. Nous avons perdu un grand homme. La Côte d'Ivoire a pleuré pour toi oh ! L'Afrique a pleuré pour toi oh ! Le monde entier a pleuré pour toi oh ! Adieu papa oh ! Le gros baobab est tombé eh ! Nous n'avons plus d'appui. Le fleuve a tari eh ! Les poissons meurent par manque d'eau. La lumière s'est éteinte. Nous resterons désormais dans les ténèbres oh ! Pourquoi papa oh ? Adieu papa oh ! »<sup>154</sup>.*

Yodé qui était membre des Poussins Chocs avant de se retirer avec Siro pour leur aventure musicale à deux, nous informe qu'ils ont composé cette chanson à l'occasion d'un concours de groupes Wôyô organisé par une structure culturelle à Bouaké. Ils ont remporté le premier prix avec ce chant. C'est ainsi qu'ils ont décidé d'en faire un tube Zouglou<sup>155</sup>. Si certains artistes Zouglou parlent de la mort en général pour consoler les mélomanes ou les exhorter à la prudence, d'autres racontent leurs histoires personnelles. C'est le cas de Dezy Champion qui a perdu son ami Hervé qui le soutenait dans son moment de galère, quand il a été chassé de la maison de son père pour avoir choisi la musique au détriment de l'école :

*« À un moment de ma vie, je devais choisir entre les études et la musique. C'était mon ticket [...] j'ai choisi la musique. C'est là mon père m'a appelé. Il me dit : "Jeune homme j'apprends que tu veux chanter". J'ai dit "Oui papa car la musique est aujourd'hui ma passion". Il m'a dit : "Prends tes bagages et quitte ma maison". Eh ! C'était douloureux. Je me retrouve dans la rue. C'est dans la rue*

<sup>152</sup> Ici Asalfô résume la misère qu'il a partagée avec ses compagnons à Anoumabo.

<sup>153</sup> Dezy Champion, *Oublie le passé*, 2012.

<sup>154</sup> Poussins Chocs, *Nanan Boigny*, 1997.

<sup>155</sup> Entretien avec Yodé et Siro, 25 janvier 2022, Abidjan.

*j'ai croisé mon ami Hervé. Je mangeais chez Hervé. Je dormais chez Hervé. Je me lavais chez Hervé. Je dis, c'est ça l'amitié. J'ai commencé à prier. Et maintenant aujourd'hui Dezy Champion [...] Je suis allé à Paris [...] Mais dans la vie, un homme doit être reconnaissant. Arrivé à Paris, quand je paie un chapeau, je paie pour Hervé. Quand je paie une chaussure, sans réfléchir, je paie pour Hervé. C'est lui qui m'a hébergé [...] J'ai fini mon séjour. Je rentre à Abidjan directement chez Hervé. Je frappe à la porte là ; c'est sa maman qui me reçoit. Je dis "Maman, où est Hervé ?" Sa maman me dit qu'Hervé vient de mourir. Quelqu'un chez qui j'ai mangé [...] on dit qu'il vient de mourir »<sup>156</sup>.*

Tôt le matin du samedi 31 mars 2018, Dezy Champion meurt subitement. À l'annonce de son décès, le lendemain 1<sup>er</sup> avril, tout le monde pense que c'est un poisson d'avril, une blague. Les mélomanes mettent plusieurs jours pour réaliser que l'artiste qui était au sommet de sa gloire dans le Zouglou venait de mourir effectivement. Les membres du groupe Zouglou VDA lui rendent hommage à travers une chanson qui les fit connaître du public. VDA y raconte comment Dezy Champion l'a aidé à entrer dans le milieu du Zouglou, après l'avoir sorti de sa misère. Ce groupe Zouglou s'en prend à la mort, désignée ici par « kouglicia<sup>157</sup> », qui semble suivre et prendre les artistes les uns après les autres. Il cite Ruth Tondey, Djimmy Yacinthe, Joëlle C et Douk Saga que la mort a pris. Aujourd'hui c'est le tour de Dezy Champion :

*« Un champion ne meurt pas. C'est pourquoi là où tu te trouves, tu restes toujours un champion. Champion Dezy [...] Tu vas nous manquer. Dezy, tu vas nous manquer. Dezy Champion, ça pleure, ça pleure [...] Dezy, les orphelins te pleurent. Dezy Champion, la Sicogi<sup>158</sup> est en pleur. Dezy, tu vas manquer à la famille Zouglou. Voilà la diaspora ; Dezy ils sont inconsolables [...] C'est Dieu qui a donné, c'est Lui qui a repris. Vieux père<sup>159</sup> Soum Bill, là-là ça me fait mal ; parce que vrai vrai-là, on ne s'était pas dit ça<sup>160</sup>. Comme un prophète, Dezy, tu disais "je sais que je vais mourir. À vous qui m'avez aimé, qui m'avez connu, prenez soin de mon fils". Guinon Éphrem<sup>161</sup> ah, papa veille sur toi [...] Orphelin par ta faute oh, kouglicia, j'étais livré à l'indifférence des hommes, dans une société sans papa sans maman, sans abri, dans la rue. Où aller ? Dezy Champion, mon meilleur ami a pris soin de chanter pour moi là eh kouglicia. Moi l'orphelin kouyou oh ! Et c'est par ces chants-là que moi j'ai pris goût et courage. C'est ce meilleur ami-là que tu viens de m'arracher encore. [...] Tu me suis oh ! Tu me suis oh eh ! On dirait que je te dois<sup>162</sup> ah eh kouglicia. Pardon dis-moi ce que j'ai gâté. Moi je vais réparer ça. Parce que vrai vrai-là, y a longtemps tu me fais pleurer. Tu me suis oh. Tu me suis oh. Tu me suis. Kouglicia, pourquoi ? [...] Dezy, de là où tu vas on a encore besoin de toi. La jeunesse ivoirienne oh eh a besoin encore de tes conseils. Dezy oh ! Tu vas nous manquer, manquer ohh à pleurer »<sup>163</sup>.*

Au final, cette réflexion a essayé de montrer qu'en mobilisant tous ces thèmes rendus dans un langage populaire, le Zouglou a une résonance profonde au sein des couches populaires. Les artistes Zouglou n'hésitent pas à dire tout haut ce que le peuple pense tout bas<sup>164</sup>. Cette musique est passée d'un moyen de résistance imaginé par les étudiants en 1990 à une musique urbaine adulée par de nombreux Ivoiriens de toutes les régions. Le Zouglou se pose comme musique nationale

<sup>156</sup> Dezy Champion, *Hervé*, 2016.

<sup>157</sup> Kouglicia, en Dida (Ouest ivoirien), signifie « oiseau de malheur ». Il fait penser à la mort.

<sup>158</sup> Ici, la Sicogi est un quartier populaire de la commune de Yopougon où Dezy Champion vécut. Plusieurs communes du pays ont des quartiers dénommés Sicogi du nom de la Société ivoirienne de construction et de gestion immobilière qui les a construits. Ce sont des logements sociaux.

<sup>159</sup> « Vieux père », en nouchi, est une manière de nommer une personne de sexe mâle qu'on respecte. Quand il s'agit d'une femme, on dit « vieille mère ».

<sup>160</sup> « On ne s'était pas dit ça » signifie « ce n'est pas sur ce point qu'on s'était entendu », dans le langage populaire ivoirien. La mort de Dezy Champion ayant surpris le groupe VDA, il exprime sa douleur en présentant cette mort de leur mentor comme une trahison, puisqu'il avait de grands projets avec lui.

<sup>161</sup> Guinon Éphrem est le fils de Dezy Champion.

<sup>162</sup> « On dirait je te dois » veut dire « comme si j'avais pris un crédit avec toi que je dois rembourser », dans le langage populaire ivoirien.

<sup>163</sup> VDA, *Hommage à Dezy Champion*, 2018.

<sup>164</sup> Arnaud Gérard, « Le chanté-parlé africain », *Africultures*, n° 21, 1999, p. 57.

par son habilité à exprimer les problèmes sociétaux, politiques ou non, dans un langage compris de toutes les couches sociales. Il réussit ainsi à s'imposer comme reflet d'une identité culturelle nationale. Il devient un instrument pour dire son identité<sup>165</sup>. Et dans le cas d'espèce, c'est l'identité ivoirienne qui est valorisée par ces artistes. Fort de cette prédisposition à œuvrer pour l'unité nationale, le Zouglou servit de vecteur dans l'engagement politique de la Galaxie patriotique pour la préservation des institutions nationales, à partir de septembre 2002, quand éclata la rébellion dans le pays.

### III LE ZOUGLOU : UN MODE D'EXPRESSION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE

Le propos qui suit tente de montrer comment le Zouglou a été utilisé par les Jeunes patriotes pour passer leurs messages. Le Zouglou est né dans une cité universitaire à Yopougon. Le rapport entre ce genre musical et les étudiants semble donc évident. Or les étudiants ont constitué le fer de lance de la Galaxie patriotique à travers la FESCI qui invitait essentiellement les artistes Zouglou à ses meetings<sup>166</sup>. Cette musique était l'un des canaux de sensibilisation et de mobilisation de la population et de la jeunesse en particulier<sup>167</sup>. Les zougloumen étaient systématiquement à l'honneur lors des meetings patriotiques où des hommes politiques partageaient le podium avec eux<sup>168</sup>, comme le montre l'article de presse qui suit.

#### Image 27 : Zougloumen et Jeunes patriotes au meeting du 9 septembre 2006, à Yopougon.

2006. Année du désarmement et des élections  
CONCERT AU COMPLEXE DE YOPOUGON

#### Blé Goudé et les artistes en symbiose contre l'ONU

"L'ONU aboie, les patriotes répondent" était le refrain des artistes et le COJEP le prolongeait au chant solennel. "Blé Goudé, mon cœur est en feu" et "Blé Goudé, mon cœur est en feu" ont été les deux titres de ces artistes qui se sont réunis au complexe de Yopougon. Parmi les artistes de milliers de kilomètres, on a pu entendre les voix de Charles Blé Goudé, président de l'ONU, qui a soutenu des résolutions de l'ONU depuis le 7 février 2003. Sur fond d'un gros concert, ce dimanche 9

septembre, au complexe de Yopougon, ont eu lieu les meetings patriotiques. Parmi les artistes de milliers de kilomètres, on a pu entendre les voix de Charles Blé Goudé, président de l'ONU, qui a soutenu des résolutions de l'ONU depuis le 7 février 2003. Sur fond d'un gros concert, ce dimanche 9



Pai Sacko, Vieux passeur et Paill' Yodé de la Communauté internationale étaient de la fête. (Photos: Sam Tandi)

agoras lui emboîte le pas. Il seules ne peuvent être répétées de toute une jeunesse" fut le refrain. Il était à l'ONU à l'heure des négociations avec les rebelles et à prendre ses responsabilités. Quelques instants plus tard, c'est au tour de Charles Blé Goudé de monter sur le podium. Il est 17h 30. Silence radio. Il souhaite ne pas être sans. Les fanions de l'ONU, par leur caractère éminemment diplomatique, ont été dérangés par le caractère éminemment patriotique de la fête. Ce qui termine à savoir que Blé Goudé et le COJEP de Yopougon ont été vaincus. Ensuite, lors d'un meeting, les artistes ont été invités à venir sur le podium et à chanter.

Après cette série d'interventions la fête se poursuit. Elle est plus animée que c'est le moment où entrent en scène les grosses cylindrées de la musique patriotique. Communauté internationale (Pai Sacko, Yodé, Vieux Gazeur et Bagron) donne le ton. Le public s'allume. La flamme est reprise par Sacko, Sandrine Drouilly, Les grandes dames, DJ Zidano, Téo Zongo, Dream Team, Mousa, Adams, Dabney et les autres. Ainsi prend fin cette fête, suivie par "Mama Faso" les députés de Yopougon, Christine Agbo, Georges Aboko, STT, Djilou Faho... Schadé Adédé

Après cette série d'interventions la fête se poursuit. Elle est plus animée que c'est le moment où entrent en scène les grosses cylindrées de la musique patriotique. Communauté internationale (Pai Sacko, Yodé, Vieux Gazeur et Bagron) donne le ton. Le public s'allume. La flamme est reprise par Sacko, Sandrine Drouilly, Les grandes dames, DJ Zidano, Téo Zongo, Dream Team, Mousa, Adams, Dabney et les autres. Ainsi prend fin cette fête, suivie par "Mama Faso" les députés de Yopougon, Christine Agbo, Georges Aboko, STT, Djilou Faho... Schadé Adédé

Le général de la fin, Charles Blé Goudé et le président du FPI, Pascal Affi N'Guessan, devant la foule en délire. (Photos: Sam Tandi)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

Source : *Notre Voie*, n° 2361, 10-11 avril 2006, p. 6.

<sup>165</sup> Dominique Ranaivoson, *Op. cit.*, 2004, pp. 36-45.  
<sup>166</sup> Ramsès L. Boa Thiémélé, *L'Ivoirité entre culture et politique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 71.  
<sup>167</sup> Simon Akindès, « Playing it "fort and straight": Reggae, Zouglou, Mapouka and youth insubordination in Côte d'Ivoire », in Mai Palmberg et Annette Kierkegaard (eds), *Playing with identities in contemporary music in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2002, p. 86.  
<sup>168</sup> Cf. Schadé Adédé, « Concert au complexe de Yopougon : Blé Goudé et les artistes en symbiose contre l'ONU », *Notre Voie*, n° 2361, 10-11 avril 2006, p. 6 ; Schadé Adédé, « Grosse fièvre patriotique à l'honneur de la Côte d'Ivoire », *Notre Voie*, n° 1978, 3 janvier 2005, p. 2 ; IZ, « Rencontre des patriotes : ambiance de fête », *Fraternité Matin*, 1<sup>er</sup> juin 2004. Charles Blé Goudé, Laurent Gbagbo, Philippe Mangou et Pascal Affi N'Guessan (président du FPI) marquaient de leur présence ces rassemblements patriotiques.

L'intérêt de cette analyse est d'ouvrir une nouvelle lucarne sur les rapports entre Zouglou et politique dans le cadre particulier de la crise de 2002-2010 qui a vu émerger la Galaxie patriotique. Il s'agit de réfléchir sur l'inscription de cette musique dans la mutation sociale en cours à cette période. Il sera question de scruter l'engagement politique des artistes du Zouglou auprès de la Galaxie patriotique et, par ricochet, auprès du régime de Laurent Gbagbo. Cette propension de ces musiciens à agir de façon politique sera analysée en quatre articulations. D'abord, nous verrons comment les zougloumen assument leur engagement auprès de la Galaxie patriotique. Ensuite, nous analyserons leurs critiques de l'interventionnisme français et étranger en Côte d'Ivoire. Puis, nous relèverons les appels à la résilience que lançaient les artistes Zouglou aux Ivoiriens. Enfin, nous présenterons le soutien que les zougloumen apportèrent au régime de Laurent Gbagbo tout en condamnant la rébellion.

#### 1) Les zougloumen assument leur engagement auprès de la Galaxie patriotique

Dans cette analyse, nous approcherons ceux qu'on pourrait qualifier d'« artistes patriotiques » pour leur choix de protéger les institutions républicaines ivoiriennes. Il s'agira de voir quel sens ils donnent à leur engagement politique. Pour Pat Saco, les Jeunes patriotes sont des jeunes qui s'opposaient à la guerre par leurs idées, leurs meetings, leurs débats etc.

*« Et nous, à notre niveau, on faisait le même combat. On s'est dit qu'avec la musique, on pouvait apporter quelque chose. En général, pour lire un livre ça met plus de temps qu'écouter une chanson. Une chanson, tout le monde entier peut l'écouter au même moment. Donc nos messages vont très vite. Et puis les gens se retrouvent là-dedans. En chantant, en dansant, ils arrivent à se retrouver dans la mobilisation »<sup>169</sup>.*

Yodé et Siro assument également leur soutien à la Galaxie patriotique :

*« Ce qui nous a marqué, c'était la ferveur que tous les artistes avaient de soutenir leur pays. Ça été quelque chose d'important pour nous, parce qu'on a toujours été du côté du peuple [...] Quand nous avons vu que notre pays était divisé, il fallait apporter un soutien aux dirigeants. Nous ne soutenons aucune rébellion sur la terre, aucun coup d'État sur la terre. Nous sommes pour la démocratie. On est en guerre et nous, en tant qu'Ivoiriens, ce que nous partageons c'est notre seul pays. Et ce pays a été attaqué. Et je pense que s'unir entre artistes pour essayer de chanter, c'est une manière de défendre son pays. C'est ce que nous avons fait. On ne peut pas nous dire qu'on est partisan. Les gens se sont levés, ils ont essayé de faire croire que les Ivoiriens étaient divisés. Personne ne va venir trafiquer le cours de notre histoire parce que nous faisons partie de l'histoire de notre pays. Nous savons ce qui se passe. Un matin on se lève, il y a une rébellion. Au départ c'était des revendications. Après c'est rentré dans une affaire de Nord et Sud. Nous ne sommes pas des ignares. Nous savons depuis longtemps que des choses se préparaient. On essayait de monter des gens contre les autres. Il y a même l'Alliance du Nord qui se préparait depuis longtemps [...] Il fallait donc prendre position. Nous sommes les seuls à avoir critiqué Gbagbo deux fois pendant son mandat. C'est pour vous montrer que nous appartenons à la vérité. Il y a eu beaucoup de communications manipulatrices de la population. 60% des gens de l'Ouest ont épousé des gens du Nord. Yodé a épousé une fille du Nord. Moi-même Siro j'ai épousé une*

---

<sup>169</sup> Entretien avec Pat Saco, 7 décembre 2021, Abidjan.

*filles du Nord. Comment il peut y avoir des divisions entre nous ? Nous sommes tellement mélangés que nous n'avons pas besoin de ça. Les nordistes ont toujours été les alliés des gens de l'Ouest »<sup>170</sup>.*

Quand on leur demande ce qu'ils pensent des menaces, ils répondent :

*« On est toujours menacé. Mais si tu as peur, qui va faire ? C'est le métier que nous avons choisi, avec ses risques. La musique que nous avons épousée, c'est le Zouglou ; le Zouglou qui est né suite aux revendications des étudiants. Ce sont ces germes-là que nous gardons pour faire vivre encore le Zouglou, en revendiquant là où des gens ont peur de revendiquer. Il faut quelqu'un pour attraper la lance ou la flamme. Je pense que nous sommes ces personnes-là. Et on le fait malgré les dangers qui vont avec »<sup>171</sup>.*

C'est ainsi que, lors d'un concert à Yopougon, le 29 novembre 2020, Yodé et Siro ont interpellé le procureur de la République, Adou Richard, sur les violences électorales de 2020<sup>172</sup>. Ils l'ont accusé de partialité en faveur des pro-Ouattara : « *Le procureur [...] est le procureur d'un seul camp. C'est quel pays ? Allez dire au procureur Adou Richard qu'un mort est un mort* »<sup>173</sup>. À l'issue de leur procès tenu dans la foulée, les deux artistes ont écopé d'une peine d'un an de prison avec sursis et de 5 millions de FCFA d'amende chacun<sup>174</sup>. Ils étaient accusés d'outrage à magistrat, trouble à l'ordre public et diffamation. À la barre du tribunal, Siro persista : « *Je ne suis pas allé loin à l'école, mais je sais que le procureur exerce un emploi public, et que la Loi m'autorise, en tant qu'Ivoirien, à critiquer tous ceux qui exercent un mandat public* »<sup>175</sup>. Pour Yodé et Siro, même Laurent Gbagbo qu'ils ont été les seuls artistes à critiquer à travers deux albums (*Président bonne arrivée* en 2001 et *Si tu choisis voleur* en 2007) ne les a pas mis en prison. « *Il ne l'a pas pris en mal* »<sup>176</sup>. Ils comprennent donc mal cette condamnation du régime Alassane Ouattara alors qu'ils pensent faire leur travail d'éveilleurs de consciences<sup>177</sup>.

Au-delà de la problématique de la manipulation dont certains Jeunes patriotes auraient été l'objet, ces artistes ne regrettent pas d'avoir soutenu les Jeunes patriotes. Ils montrent comment le Zouglou s'est engagé politiquement et a soutenu la Galaxie patriotique. Ils indiquent aussi comment les hommes politiques ont utilisé les artistes Zouglou pour leurs luttes de pouvoir. Il s'agit particulièrement ici de voir comment les leaders de la Galaxie patriotique ont mis à contribution les zougloumen lors des meetings et grands rassemblements. Si l'art musical a souvent servi de vecteur ou de véhicule pour critiquer le pouvoir politique, notons qu'il est également régulièrement au service du pouvoir. Il arrive que les politiciens prennent les artistes

---

<sup>170</sup> Entretien avec Yodé et Siro, 25 janvier 2022, Abidjan.

<sup>171</sup> *Idem*.

<sup>172</sup> Lors de ces élections que l'opposition politique avait appelé à boycotter à cause du troisième mandat d'Alassane Ouattara qu'elle jugeait illégal, plusieurs incidents entraînèrent la mort d'au moins 80 personnes. Certaines personnes furent décapitées ; d'autres manifestants furent brûlés vifs.

<sup>173</sup> Le Monde avec AFP, « En Côte d'Ivoire, les chanteurs Yodé et Siro en garde à vue pour "outrage à magistrat" », *Le Monde*, 3 décembre 2020.

<sup>174</sup> Valéry Bony, « Les deux chanteurs ivoiriens Yodé et Siro écopent d'un an de prison avec sursis », *BBC news*, 4 décembre 2020.

<sup>175</sup> Baudelaire Mieu, *Op. cit.*, 2020.

<sup>176</sup> Entretien avec Yodé et Siro, 25 janvier 2022, Abidjan.

<sup>177</sup> *Idem*.

«comme une caution de leur politique, les regardant comme des compagnons de route, corvéables à merci »<sup>178</sup>.

Pour certains auteurs, « gouverner, c'est se mettre en scène pour asseoir son autorité, sa légitimité et son prestige. L'art au service des commanditaires mécènes devient alors un instrument de propagande »<sup>179</sup>. On peut y observer l'utilisation de l'art comme technique visant à créer, renforcer ou développer l'adhésion à un pouvoir politique<sup>180</sup>. Les politiciens, qu'ils soient au pouvoir ou dans l'opposition, pourraient donc donner une destination ou une fonctionnalité à la musique qu'ils utiliseraient à leur profit<sup>181</sup>. Toutefois, « que l'art soit mis au service de la politique ou d'un projet politique, qu'il se veuille "engagé", "apologétique" ou "édifiant", qu'il dresse le portrait flatteur d'un monarque ou qu'il cherche à mobiliser des individus autour d'un projet révolutionnaire, cela est aussi ancien que banal »<sup>182</sup>.

Pour Anne Benetollo, un artiste est politiquement engagé quand il affiche sa position en vue de recruter des individus dans un mouvement social spécifique, en plus de contribuer à la prise de conscience sur un problème de son temps<sup>183</sup>. Vu de la sorte, les chansons patriotiques Zouglou étaient donc engagées politiquement, puisqu'elles incitaient les Ivoiriens à se ranger du côté des défenseurs de la République pour combattre la rébellion de 2002 et ses supporters. Le Zouglou était la musique principale lors des meetings et des rassemblements de la Galaxie patriotique. La nouvelle génération politique a utilisé cette musique populaire dans son engagement pour un nationalisme renaissant<sup>184</sup>. Le Zouglou constituait ainsi une présence discursive dans l'espace public ivoirien<sup>185</sup>. Cette musique était utilisée pour passer des messages précis à la foule des Jeunes patriotes et à tous les Ivoiriens. Parce que le Zouglou semblait faire de la propagande en ce sens, il était politiquement engagé, selon la compréhension de John Orman pour qui « si un artiste essaie de faire de la propagande dans ses chansons, on considère qu'il agit de façon politique »<sup>186</sup>.

L'avènement de la crise sociopolitique de 2002-2011 a renforcé l'implication sociale des *zougloumen*. Des titres comme « Libérez mon pays » (2003) et « David contre Goliath » (2004) du Collectif Zouglou, « Marcoussis » (2003) de Fabeti, « Ivoiriens » (2005) du groupe Les Jumeaux et « On est fatigué » (2006) de Pat Saco et Yodé sont parmi les plus engagés dans la

---

<sup>178</sup> François Nicolas, « Samedi d'Entretiens », *Ircam*, 20 mai 2000, p. 12.

<sup>179</sup> L'histoire par l'image, « Album - l'art au service du pouvoir politique », *histoire-image.org*, [consulté le 11 juin 2021], disponible sur : [https://histoire-image.org/fr/albums/art-service-pouvoir-politique].

<sup>180</sup> John Street, *Politics and popular culture*, Philadelphie, Temple University Press, 1997, pp. 12-14.

<sup>181</sup> Jacques Cheyronnaud, *Musique, politique, religion : de quelques menus objets de culture*, Paris, L'Harmattan, 2002, pp. 97-98.

<sup>182</sup> Pierre-Yves Quiviger et Michael Soubbotnik, « Art et politique », *Revue française d'histoire des idées politiques*, vol. 39, n° 1, 2014, pp. 3-4.

<sup>183</sup> Anne Benetollo, *Rock et politique. Censure, opposition, intégration*, Paris, L'Harmattan, 1999, p. 164.

<sup>184</sup> Anne Schumann, « Songs of a new era : popular music and political expression in the ivoirian crisis », *African affairs*, vol. 112, n° 448, 2013, pp. 440-459.

<sup>185</sup> *Ibidem*.

<sup>186</sup> John Orman, *The politics of rock music*, Chicago, Nelson Hall, 1984, p. 99.



cause défendue par les Jeunes patriotes. Les acteurs de la crise ivoirienne ont vu dans le Zouglou une manière d'agir sur les masses et de les contrôler. De fait :

« *L'art de masse s'adresse à des émotions largement distribuées, invoque des principes et des concepts moraux impérieux, et exploite les lieux communs idéologiques parce qu'il est fondé sur la confrontation de publics de masse [...] L'une des caractéristiques de l'art de masse, c'est qu'il est idéalement constitué pour garantir la facilité d'accès pour un nombre maximal d'auditeurs exigeant un minimum d'efforts* »<sup>187</sup>.

Les zougloumen sont donc devenus des acteurs majeurs de la scène politique ivoirienne, lors de la crise de 2002-2011. Dans le contexte tendu de la Côte d'Ivoire en partition, la position des artistes Zouglou s'avéra un rempart contre les dérives politiciennes<sup>188</sup>. Et l'une des positions principales des « zougloumen patriotiques » était l'engagement contre l'interventionnisme français et étranger.

## 2) Une critique de l'interventionnisme français et étranger

Cette contribution montre la prégnance des thèmes anti-impérialistes<sup>189</sup> dans les compositions Zouglou. Pour ces musiciens, comme pour les partisans de Laurent Gbagbo, la France est l'instigatrice de cette rébellion de septembre 2002<sup>190</sup>. Charles Blé Goudé s'inscrit dans cette approche. Il invite les dirigeants africains à refuser de plier l'échine devant la France qui semble imposer son diktat dans la gestion de ses anciennes colonies :

« *Je m'insurge contre tout pays qui pense pouvoir disposer d'un autre [...] C'est la raison pour laquelle mes camarades et moi nous nous battons pour que la France respecte notre souveraineté [...] Je refuserai toujours ce "bibéronisme" politique, c'est-à-dire cette politique d'asservissement dans laquelle Paris veut maintenir les pays africains [...] Nous, nous refusons aujourd'hui, et nous refuserons demain de plier le genou devant la France. [...] Il faut que Jacques Chirac et les siens comprennent enfin que nous avons grandi et que nous voulons, nous pouvons et nous devons nous prendre nous-mêmes en main* »<sup>191</sup>.

Pour Richard Banégas, il faut aller au-delà des suspicions d'instrumentalisation des Jeunes patriotes pour « *essayer d'entendre ce que cette mobilisation du registre anticolonialiste nous dit du passé, du présent et possiblement du futur des relations franco-africaines* »<sup>192</sup>. Les artistes Zouglou qui soutiennent la Galaxie patriotique se mobilisent sur le registre ultranationaliste et anticolonialiste de l'engagement contre l'hégémonie française. Les harangues anticolonialistes des musiciens Zouglou trouve une déclinaison dans plusieurs productions artistiques qu'il paraît

---

<sup>187</sup> Noël Carroll, *A philosophy of mass art*, Oxford, Clarendon Press, 1998, p. 413.

<sup>188</sup> Yaya Koné, « Les "Afriques modernes" ou l'art de réinventer la tradition. Une approche sociologique des danses ivoiriennes », *Staps*, vol. 101, n° 3, 2013, pp. 81-101.

<sup>189</sup> Ernesto Laclau, « Populism : What's in a name? », in Francisco Panizza (ed.), *Populism and the mirror of democracy*, Londres, Verso, 2005, p. 2.

<sup>190</sup> Mamadou Koulibaly, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2003, 86 p. ; Mamadou Koulibaly, *Sur la route de la liberté*, Paris, L'Harmattan, 2004, 288 p. ; Mamadou Koulibaly, *Les servitudes du pacte colonial*, Abidjan, Nouvelles Éditions Ivoiriennes, 2005, 223 p.

<sup>191</sup> Charles Blé Goudé, *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, Abidjan, Leaders Team Associated/Frat Mat Éditions, 2006, pp. 142-143.

<sup>192</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *fasopo.org*, [consulté le 23 novembre 2021], disponible sur : [http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial2\_rib\_1206.pdf].

intéressant de convoquer. Ainsi, le groupe SEA invite les étrangers à ne pas se mêler des affaires ivoiriennes : « *Dites aux étrangers de nous laisser en paix, car la Côte d'Ivoire appartient aux Ivoiriens* »<sup>193</sup>.

Pour les Jeunes patriotes, les accords politiques internationaux concernant la crise de 2002-2010 n'ont eu pour ambition que d'affaiblir le régime FPI. C'est pourquoi le groupe Fabeti critique les Accords de Linas-Marcoussis : « *Après consultation, ils nous ont prescrit une ordonnance, une liste de totems pour nous couper l'appétit. Oh toi le pays colonisateur, toi qui as la devise liberté, égalité maman fraternité, es-tu devenu frère avec la rébellion ? Est-ce que le pouvoir des rebelles est égal au pouvoir légal de mon pays ?* »<sup>194</sup>. Pour Thio, le lead vocal de Fabeti, les zougloumen doivent accompagner le peuple qui refuse la soumission à la France : « *Nous sommes des artistes. Nous sommes la voix du peuple, une caisse de résonance. Le seul parti que nous prenons est le parti de la paix. À travers "Marcoussis", nous voulions témoigner des sombres événements qui ont secoué notre pays et remercier les Ivoiriens qui sont restés du Côté de la République* »<sup>195</sup>. Selon le journaliste Schadé Adédé, Fabeti s'engage à immortaliser à sa manière le discours d'après-Marcoussis de Laurent Gbagbo<sup>196</sup>. L'article de Schadé Adédé, reproduit ci-bas, en parle.

**Image 28 : Le groupe Zouglo Fabeti soutient Laurent Gbagbo.**

**VOIE Plus Ce**

NOUVEL ALBUM

**Gbagbo libère en zouglou avec Fabeti**

La révolution démocratique initiée par Laurent Gbagbo, depuis sa prise de pouvoir en l'an 2000, fâche les ennemis de la Côte d'Ivoire qui ont pris les armes contre elle depuis la nuit du 19 septembre 2002. Pour chercher une solution à cette crise meurtrière sans précédent, c'est-à-dire ramener au plus vite la paix dans ce pays essentiel de l'Afrique de l'Ouest, on s'est déjà promené de sommet en sommet. Linas-Marcoussis (France), le dernier, est sans doute le plus irritant que les Ivoiriens à quel que niveau qu'ils soient dénoncent. La jeune formation musicale dénommée Fabeti est de ceux-là.

Dans son tout premier et futur album de 12 titres intitulé "Les héritiers du peuple", elle s'engage à immortaliser à sa manière le discours d'après-Marcoussis du président Gbagbo. On le constate sur le



SEM Laurent Gbagbo (ph. d'archives)

morceau révélateur, "Marcoussis" qui s'ouvre par la voix en filigrane de celui à qui le peuple ivoirien a donné le pouvoir. "Essayons ce nouveau remède. On nous a proposé beaucoup de remèdes. J'ai indiqué déjà

le remède d'Accra, le remède de Dakar, le remède de Lomé, le remède de Bamako. Essayons ce nouveau médicament..." Ce morceau bien rythmé, du zouglou soft au pouvoir emballant, est également dédié à

tous les Ivoiriens pour leur capacité de résistance, aux jeunes patriotes et aux FANCI pour avoir choisi de se ranger du côté de la légalité et du pouvoir du président Gbagbo. "Bakouba", "Wourou Fatoh", "Les oiseaux du ciel" (un hommage au célèbre musicien Marcellin Yacé froidement tué par les assaillants dans la nuit du 19 septembre) et bien d'autres, sont à découvrir sur cet album qui mélange zouglou, rap R&B et world.

"Les héritiers du peuple" est une production de la société 2M.net que dirige la martiniquaise Catherine Adèle. C'est une œuvre magnifique enregistrée en live au studio Dydy's de Yopougon où il a été mixé avant Paris. Les arrangements portent les griffes du grand Marcellin Yacé et de Richmond Sibailly.

Schadé Adédé

Source : *Notre Voie*, n° 1517, 21-22 juin 2003, p. 8.

<sup>193</sup> SEA, *Doux-amer*, 2001.

<sup>194</sup> Fabeti, *Marcoussis*, 2003.

<sup>195</sup> David Cadasse, « Marcoussis en Musique », *Le Nouvel Afrik*, 10 juillet 2003.

<sup>196</sup> Schadé Adédé, « Nouvel album : Gbagbo libère en Zouglo avec Fabeti », *Notre Voie*, n° 1517, 21-22 juin 2003, p. 8.

Les Jumeaux, quant à eux, fustigent les multinationales françaises et, par extrapolation, la France. Ils invitent les Ivoiriens à se battre pour gagner la guerre de décolonisation engagée avec cette crise qui a commencé en 2002 : « *Ivoiriens, Ivoiriennes prenons courage oh ! C'est une guerre de décolonisation que nous faisons. Ils ont pris pour prétexte les problèmes politiques. Fiers ivoiriens, c'est la nation qui est guettée. Notre café cacao qui est guetté. Notre eau et notre courant qui sont guettés* »<sup>197</sup>. Enfin, dans « David contre Goliath », le Collectif Zouglou se plaint de l'interventionnisme français en Côte d'Ivoire qu'il juge partial et favorisant les rebelles. En stigmatisant tous les ennemis de la Côte-d'Ivoire, ces artistes affirment leur détermination à lutter pour la République. Et Giulia Piccolino rend bien compte de cet activisme patriotique contre la gouvernance mondiale<sup>198</sup>. Le Collectif Zouglou exprime la conviction des Jeunes patriotes que l'ennemi s'est affiché publiquement :

*« L'ennemi, petit à petit s'est dévoilé. On a construit leur pays, ils nous ont appelé indigènes. On a fait leurs palabres<sup>199</sup>, ils nous ont appelé tirailleurs. Pour nous remercier c'est sur les enfants des tirailleurs vous tirez. Patriotes yako ! Les mains nues quelqu'un qui cherche le palabre nous ont fait. Tu veux protéger tes ressortissants. On te voit à l'aéroport, tu as bloqué les deux ponts. Beaucoup de chars derrière chez Gbagbo. Comme si Gbagbo il est Français !!! Faut pas nous prendre pour bêtes ; on n'est pas des moutons. Quelqu'un tu as de politique tordue, nous on met en place [...] Communauté internationale, c'est pour vous. Eh l'ONU oh c'est pour vous. L'Union Africaine, c'est pour vous. Informations sur Internet, c'est pour vous. Mais la Côte d'Ivoire, c'est pour nous. Embargo<sup>200</sup> et puis après ? C'est armes seulement on n'a pas ; sinon en Côte d'Ivoire y'a tout chez nous. Est-ce que c'est armes nous on mange ? Embargo embargo throuuuu<sup>201</sup> ! Gnrimporte quoi<sup>202</sup> ! Patriotes restons sereins, c'est Dieu qui fait notre palabre : David contre Goliath »<sup>203</sup>.*

Cette dernière phrase plante le décor d'un appel au sursaut national dans cette crise politique. Les zougloumen sont convaincus que la Côte d'Ivoire réussira à sortir de ce tourbillon politique.

### 3) Un appel au sursaut national

Nous proposons de voir comment les zougloumen ont invité les Ivoiriens au sursaut national et à la résilience. Maurice Agulhon et Philippe Oulmont pensent que le patriote est prêt à se dévouer ou à se battre pour sa patrie afin de défendre les intérêts de son territoire<sup>204</sup>. L'idée de

<sup>197</sup> Les Jumeaux, *Ivoiriens*, 2005.

<sup>198</sup> Giulia Piccolino, « David against Goliath in Côte-d'Ivoire? Laurent Gbagbo's war against global governance », *African affairs*, vol. 111, n° 442, 2011, p. 13.

<sup>199</sup> Les artistes rappellent la participation des africains aux deux Guerres mondiales aux côtés des Français et des Alliés pour la libération de la France.

<sup>200</sup> Un embargo sur les armes, les médicaments et l'exportation des produits ivoiriens fut imposé par l'ONU à la Côte d'Ivoire, lors de la crise de 2002-2010.

<sup>201</sup> Interjection typique ivoirienne pour exprimer un dégoût.

<sup>202</sup> Manière de dire « n'importe quoi » dans le langage populaire ivoirien pour exprimer un dégoût.

<sup>203</sup> Collectif Zouglou, *David contre Goliath*, 2005.

<sup>204</sup> Maurice Agulhon et Philippe Oulmont, « Nation, patrie, patriotisme », *La Documentation française*, n° 7017, 1993.

sacrifice, de courage transparaît d'ailleurs dans la compréhension que les Jeunes patriotes se sont fait de leur engagement politique. Il est question ici de résilience. Selon Konaté Navigué, un patriote est surtout un résistant<sup>205</sup>. L'agression venue de l'extérieure a suscité le sentiment d'appartenance des Jeunes patriotes. Et ce sentiment les a poussés à résister. Konaté Navigué compare justement les résistants ivoiriens aux résistants français aux prises avec l'armée allemande :

*« Nous menons aujourd'hui la résistance textuellement, comme les Français l'ont menée, quand l'Allemagne a annexé Paris et De Gaulle était obligé de lancer l'appel à la résistance. Vous comprenez ? Donc, c'est l'histoire qui se répète. L'Allemagne annexe la France, De Gaulle quitte la France pour se réfugier à Londres. Il lance un message à la BBC et les Français descendent dans la rue pour organiser la résistance et pour se battre jusqu'à ce que la France soit libérée. La Côte d'Ivoire est attaquée, Laurent Gbagbo est en Italie, il quitte là-bas, il arrive ici et lance un message à la résistance et tout le peuple ivoirien est dans la rue et organise la résistance. Tout comme il y a eu des patriotes et des résistants en France, il y a des patriotes et des résistants ici en Côte d'Ivoire »<sup>206</sup>.*

Pour donner une consistance à leur mobilisation, les Jeunes patriotes n'hésitaient pas à convoquer la religion sur le terrain politique ivoirien. « Dans cette logorrhée ultranationaliste, l'ennemi est souvent désigné sous les traits sataniques du malin, du diable et du vampire »<sup>207</sup> ou encore de Goliath. L'esprit patriotique était souvent adossé à une approche religieuse de la crise politique ivoirienne<sup>208</sup> encouragée par les pasteurs<sup>209</sup> qui entouraient le couple présidentiel. Le prophétisme avait pignon sur rue et intervenait dans les affaires publiques en Côte d'Ivoire<sup>210</sup>. Pour Simon-Pierre Ékanza, un certain messianisme commettait « l'erreur de transférer les réactions politiques au niveau d'activités religieuses »<sup>211</sup>. La théorie de la libération nationale accompagnait l'imaginaire populaire formaté par les acteurs politiques, eux-mêmes conseillés par des guides spirituels : ceux-ci promettaient régulièrement une délivrance contre « les forces du mal » qui attaqueraient le pays.

Le titre « David contre Goliath » du Collectif Zougrou ne fut qu'un prolongement de cette compréhension de la crise ivoirienne. Pour ces artistes, la Côte d'Ivoire était comme le petit David de la Bible<sup>212</sup> confronté au géant Goliath qui le menaçait de toute sa puissance et de sa force physique. La Communauté internationale était ainsi caricaturée, associée à l'image de Goliath. Ces artistes Zougrou étaient convaincus que la Côte d'Ivoire remporterait la victoire comme David qui fit tomber le géant Goliath malgré la puissance de celui-ci :

---

<sup>205</sup> Entretien avec Konaté Navigué, 6 janvier 2022, Abidjan.

<sup>206</sup> *Ibidem*.

<sup>207</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *Op. cit.*

<sup>208</sup> André Mary, « Prophètes pasteurs. La politique de la délivrance en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 87, n° 3, 2002, pp. 69-94.

<sup>209</sup> *Ibidem*.

<sup>210</sup> Jean-Pierre Dozon et Marc Augé, *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine. La leçon des prophètes*, Paris, Seuil, 1995, 300 p.

<sup>211</sup> Simon-Pierre Ékanza, « Le messianisme en Côte d'Ivoire au début du siècle : une tentative de réponse nationaliste à l'état de situation coloniale », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série L'Histoire, tome 3, 1975, pp. 56-71.

<sup>212</sup> 1 Samuel 17, 32-37 ; 48-49.

« Patriotes restons sereins, c'est Dieu qui fait notre palabre : David contre Goliath. Viande qui a duré dans congélateur tu peux jamais manger ça un coup<sup>213</sup>. Attends un peu. À tous les patriotes du courage. On n'est pas loin de la victoire ah ah ! Le prix de la liberté, c'est la souffrance. [...] Résistons ! Résistons car nous n'avons qu'un seul pays : la Côte d'Ivoire »<sup>214</sup>.

Sûrs de la victoire prochaine, les artistes Zouglou tournent en dérision les militaires français. Ils disent que malgré leur beauté et leur armement, ces soldats étrangers seront vaincus par le peuple ivoirien décidé à les battre, car « ces blancs » ne sont pas sur leur terrain. Les combattants ivoiriens ont l'avantage d'être habitués au soleil. Et ce soleil là épuîsera les militaires français comme le froid et la neige ont épuisé les Allemands qui voulaient attaquer l'URSS, lors de la Grande Guerre. L'autre avantage des militants ivoiriens serait celui du nombre. Plusieurs centaines de milliers de manifestants ivoiriens s'étaient, en effet, mobilisés pour défendre leur pays. Mis en rapport avec l'armée étrangère qui était en nombre inférieur, la victoire ivoirienne semblait certaine. Surtout que beaucoup parmi les militants ivoiriens étaient décidés à mourir s'il le fallait pour la République. Toute cette approche est reprise dans la chanson du Collectif Zouglou :

« Joli treillis, on va les déshabiller hé. Ils sont clairs clairs, le soleil va les kpatra<sup>215</sup> hé. Joli maillot on va les déshabiller hé. Ils vont bronzer, le soleil va les kpatra hé ! Patriotes, on est beaucoup ! On va les déshabiller hé [...] Le soleil va les kpatra hé ! Y'a Blé Goudé, Gbapey<sup>216</sup> oh ha ! Y'a Tiéhi Joël, Dakouri Richard, Serge Kassi. Ya Hanny Tchelly, Awa Stalone, Jean-Yves Dibopieu. Je dis : on est beaucoup. Laïgo l'impérial. Y'a Koné Seydou, Damana Pickass. Mon ami on est beaucoup. Tuez-nous ! On est beaucoup. Tuez-nous ! On est beaucoup. On peut pas finir. Légré Thierry. Le soleil va les kpatra hé »<sup>217</sup>.

Les groupes patriotiques de Zouglou ont donc pris le devant de la scène pour accompagner les Jeunes patriotes. Ils psalmodiaient des odes à la patrie et encourageaient les héros de la résistance nationale<sup>218</sup>. Mais les artistes Zouglou savaient aussi accompagner et célébrer les moments d'accalmie. Ils encourageaient les hommes politiques à la paix définitive. C'est ainsi que, lorsque le 4 mars 2007 l'APO concrétisa le dialogue direct inter-ivoirien entre Soro Guillaume et Laurent Gbagbo, ils soutinrent les négociations. Le pays espérait une fin imminente de la crise. Le 21 avril<sup>219</sup> 2007, un leader de la rébellion, Sidiki Konaté, esquissa même quelques pas de danse

---

<sup>213</sup> Les artistes veulent dire qu'il sera difficile de venir à bout de la Côte d'Ivoire, de la même manière qu'il est difficile de consommer directement une viande à peine sortie du congélateur. Pour Pat Saco qui en est l'auteur, cette phrase dans le chant fait aussi allusion au combat de Laurent Gbagbo qui a duré trente ans dans l'opposition, avant d'être Président de la République. Une telle personne qui vient de loin est un dur à cuire. Il ne se laisse pas « manger » facilement. On ne peut pas venir le distraire avec des armes. Cf. Entretien avec Pat Saco, 7 décembre 2021, Abidjan.

<sup>214</sup> Collectif Zouglou, *David contre Goliath*, 2005.

<sup>215</sup> Le soleil va les frapper, les brûler.

<sup>216</sup> Gbapey est l'un des surnoms de Charles Blé Goudé. On l'appelle aussi le génie du Kpô, Gbapey Grégoire...

<sup>217</sup> Collectif Zouglou, *David contre Goliath*, 2005.

<sup>218</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2010.

<sup>219</sup> Cette date coïncide avec l'anniversaire de la création de la FESCI. Au cours de la cérémonie (qui réunit des rebelles et des Jeunes patriotes) organisée par Charles Blé Goudé, plusieurs anciens fescistes (patriotes et rebelles confondus) étaient présents. Simple coïncidence ou confirmation de la mainmise des fescistes sur la crise ivoirienne, préparant un changement de génération à la tête du pays ? Nous pouvons conjecturer que la jeunesse ivoirienne marque de la sorte son empressement à participer à l'édification de la nation ivoirienne, en jouant un rôle déterminant dans ce processus de réconciliation. On pourrait convoquer ici l'action « politique par le bas » pour parler de cette irruption de la jeunesse ivoirienne dans le jeu politique du pays, profitant du conflit factionnel entre les aînés. Charles Blé Goudé assume d'ailleurs cette ambition de sa génération : « *Nous menons une bataille de génération. Les actes que les Djédjé Mady [ancien secrétaire général du PDCI], Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara sont en train de poser sont les derniers soubresauts d'une génération en voie de disparition. Par contre, les actes que nous posons [...]*

Zougrou avec Simone Gbagbo, épouse de Laurent Gbagbo. C'était à Yopougon, dans le fief de Laurent Gbagbo, au cours d'une cérémonie censée marquer le retour de la paix dans le pays, dans la ligne de l'APO. La cérémonie de la Flamme de la paix qui se tint dans la foulée (30-31 juillet 2007), à Bouaké, fut l'occasion pour le Collectif Zougrou de célébrer également ce qui apparaissait comme la délivrance du peuple ivoirien :

*« C'est terminé, la guerre est finie. Tu veux, tu veux pas match wawie<sup>220</sup> oh ! Si l'erreur est humaine, le pardon, il est divin. Eh Dieu merci, tu as mis un peu d'eau dans ton vin<sup>221</sup>. J'ai appris que c'est terminé, la guerre est finie. Tu veux, tu veux pas match wawie oh ! Les conséquences de nos erreurs nous ont assagis. Cinq ans de souffrance<sup>222</sup>. Plus jamais ça ! Il y a incendie chez toi, le voisin t'amène un sceau d'eau. Quand un mari frappe sa femme, c'est le voisin qui vient, qui peut séparer<sup>223</sup>. Ne soyons pas complexés<sup>224</sup>. Le 30 juillet dernier, Blé Goudé a dormi à Bouaké, dans la chambre Wattao<sup>225</sup>. Ça veut dire que c'est terminé. La guerre est finie [...] La flamme est allumée ; il faut la protéger pour qu'elle illumine, pour qu'elle éclaire tout le pays longtemps resté dans l'obscurité. C'est pour confondre ceux qui n'y croient pas [...] la paix est de retour »<sup>226</sup>.*

La résilience des Jeunes patriotes se nourrit de l'image de chef charismatique qu'ils ont de Laurent Gbagbo. C'est pourquoi les artistes Zougrou lui rendent hommage et l'invite à ne pas baisser les bras car le peuple le regarde. Par la même occasion, les rebelles sont priés de déposer les armes pour concrétiser leur volonté de paix.

#### 4) Une condamnation de la rébellion et un soutien au régime politique du FPI

Cette matière tentera de montrer comment les zougroumen ont affiché leur soutien à Laurent Gbagbo et ont fustigé la rébellion. De fait, cette insurrection du 19 septembre 2002 a mis un coup d'arrêt au programme déroulé par Laurent Gbagbo. De nombreux signes semblaient indiquer une perspective positive pour les années suivantes<sup>227</sup>. C'est pourquoi la Galaxie

---

*sont les signes annonciateurs d'une génération naissante* ». Cf. Francis Akindès et Moussa Fofana, « Jeunesse, idéologisation de la notion de "patrie" et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire », *Op. cit.*, 2011. Damana Pickass soutient cette même vision et affirme que les fescistes se trouvent dans les deux camps et ils espèrent remplacer les anciens : « *Ce sont les fescistes qui sont sur les lignes de front aujourd'hui : De l'autre côté du rideau de fer il y a Soro, Ben l'Arabe, Given, Ouattara Kolo. Ici, il y a moi-même, il y a Blé Goudé, il y a Touré Zeguen, il y a Djué... Voilà donc, on se fait face. Et après eux, ce sera nous* ». Cf. Francis Akindès et Moussa Fofana, *Op. cit.*, 2011.

<sup>220</sup> « Match wawie » veut dire « le match est terminé », en Baoulé. Le Collectif déclare de cette façon la fin de la guerre qu'ils assimilent à un match.

<sup>221</sup> Ils félicitent les rebelles qui ont accepté de venir à la table de cette discussion inter-ivoirienne qui a abouti à la cérémonie de la Flamme de la paix.

<sup>222</sup> De 2002 à 2007, cela fait bien cinq ans.

<sup>223</sup> Le voisin en question ici, c'est Blaise Compaoré, Président du pays voisin, le Burkina-Faso. Il a été choisi comme médiateur dans le dialogue direct entre Laurent Gbagbo et Soro Guillaume qui aboutit à l'APO, puis à la Flamme de la paix.

<sup>224</sup> Les Jeunes patriotes et une bonne partie des Ivoiriens avaient récusé la médiation de Blaise Compaoré dans cette crise ivoirienne. Pour eux, il était l'instigateur de la crise ivoirienne pour avoir hébergé les rebelles qui préparaient leur attaque. Cette phrase est donc un plaidoyer du Collectif Zougrou auprès des Ivoiriens pour qu'ils acceptent l'intervention du Président Burkinabé.

<sup>225</sup> Le fait que Charles Blé Goudé ait dormi dans la chambre de Wattao qui était un leader de la rébellion était censé conforter les Ivoiriens dans la conviction que la guerre était vraiment terminée.

<sup>226</sup> Collectif Zougrou, *La Flamme de la paix*, 2007.

<sup>227</sup> « *Bien que l'économie mondiale ralentisse, certaines évolutions auraient pu améliorer les performances de l'économie ivoirienne de façon significative. En particulier, la Côte d'Ivoire devait bénéficier de l'amélioration des cours mondiaux du cacao et du programme 2002-04 de facilité pour la réduction de la pauvreté et la croissance (FRPC), négocié avec le Fonds monétaire international, et qui devait se traduire par un flux accru d'aide étrangère* ». Cf. BAD/OCDE, « Perspectives économique en Afrique : Côte d'Ivoire », *oecd.org*, 2003, [consulté le 4 décembre 2003], disponible sur : [https://www.oecd.org/fr/pays/cotedivoire/2498086.pdf].

patriotique et les zougloumen s'en prirent aux assaillants et encourageaient la population à soutenir le régime Laurent Gbagbo. Ils utilisaient la puissance évocatrice de la musique pour atteindre cet objectif. « *S'il est un domaine où le camp loyaliste a fait preuve, pendant la guerre, d'une supériorité incontestable, c'est celui du showbiz et de la production de chansons patriotiques* »<sup>228</sup>.

Si l'expression musicale est aussi souvent convoquée par les hommes politiques, c'est parce qu'ils savent qu'elle touche les sentiments et l'affect de leurs cibles<sup>229</sup>. Plusieurs chansons Zouglo jouent ainsi sur le registre des sentiments et de l'émotion collective. S'adressant à l'affect, le Zouglo est donc mobilisé pour entraîner l'adhésion populaire à la lutte contre la rébellion. Le registre du Zouglo s'est ainsi politisé pour accompagner le mouvement de revendication démocratique des années 1990. Et lorsqu'advint la guerre du 19 septembre 2002, le Zouglo s'est radicalisé, « *une partie des artistes soutenant le régime en entonnant des chansons de plus en plus nationalistes* »<sup>230</sup> pour condamner l'attaque rebelle et encourager les efforts de Laurent Gbagbo. C'est pourquoi cette articulation de notre étude se décline sous deux axes. Le premier évoque l'invitation aux rebelles à déposer les armes, et le deuxième relève l'hommage rendu à Laurent Gbagbo par les zougloumen.

#### a) L'invitation aux rebelles à déposer les armes

Lors de la crise ivoirienne de 2002-2010, des artistes Zouglo ont pris fait et cause pour les institutions républicaines que Laurent Gbagbo incarnait. Ils ont stigmatisé à la fois l'opposition politique, les groupes armés et les ingérences extérieures. Pat Saco encourage les artistes à jouer leur rôle d'éveilleur de conscience, sans être partisans :

*« Dernièrement quand il y a eu la guerre, on a tous pris le micro pour dire non à la guerre. L'artiste c'est celui qui chante des valeurs nobles. On ne peut pas prendre un micro pour dire oui à la guerre, pour faire plaisir à un tel ou un tel. La guerre c'est la guerre. Il y a eu près de trois mille morts. Et il n'y a pas vraiment de problème à prendre un micro pour dire non à la guerre. Mais on est en Afrique. Certains disent que c'est parce que tu es avec celui-là que tu chantes comme ça. Mais les régimes changent. Les situations se renversent. On n'est pas partisan du tout. Nous, on est avec le peuple. Jusqu'à preuve du contraire, c'est pas les politiques qui paient nos albums. C'est le peuple qui paie nos albums. Donc même si on cherche l'argent, on est obligé de chanter pour le peuple. Nous-mêmes, on est dans le peuple »*<sup>231</sup>.

Dans la même logique, le groupe Zouglo Fabeti interpelle la rébellion et demande qu'elle accepte de rentrer dans la logique de paix :

*« Rebelles vous avez séquestré, vous avez massacré, vous avez violé, vous avez pillé des villages. Vous n'avez pas eu pitié. Il y a eu des orphelins. Oui vous n'avez pas eu pitié. Il y a eu des zones de guerre. Malgré ces attaques, on a voulu discuter. On est allé au Togo et il n'y a pas eu des remèdes. Même chez les Wolofs il n'y a pas eu de remèdes. Les blancs nous ont appelés, ils disent que chez eux il y a une clinique que l'on appelle*

<sup>228</sup> Philippe Duval, *Fantômes d'Ivoire*, Paris, Éditions du Rocher, 2003, p. 248.

<sup>229</sup> Didier Francfort, *Le Chant des nations. Musique et culture en Europe, 1870-1914*, Paris, Hachette, 2004, 462 p.

<sup>230</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2007.

<sup>231</sup> Entretien avec Pat Saco, 7 décembre 2021, Abidjan.

*Marcoussis et une pharmacie du nom de Kleber. Ça, c'est pour nous enterrer vivant ça ! Assaillants plus jamais ça ! Rebelles oh ! Plus jamais ça ! Coups d'États plus jamais ça ! »<sup>232</sup>.*

Les Stars Chocs vont dans le même sens : « *Ils [les rebelles] sont cachés derrière le droit, c'est la sorcellerie juridique. Dieu les voit ! Ils sont allés à Marcoussis pour prendre les raccourcis. Oh traîtres là ! Assaillants ! Seigneur mon Dieu, il faut les punir. Laurent Gbagbo tu es un vrai démocrate. Mamadou Koulibaly, tu es un vrai guerrier. Général Goudé mobilise tes troupes »<sup>233</sup>. Les assaillants sont invités par des zougloumen à libérer le pays, car même leurs partisans souffrent de cette guerre qui ne trie pas les victimes : « *Même assaillant cherche pour manger »<sup>234</sup>. Le chant populaire « Libérez mon pays » du Collectif Zouglo rend raison de l'invitation à l'unité nationale :**

*« Tous unis, autour d'une tasse de thé, c'est ça nous les Zouglo on a appelé unité. Ne la versons pas sinon notre pays ira à la dérive. Libérez mon pays oh oh ! [...] Je te salue oh terre d'espérance. Pays d'espoir, pays hospitalier. Si tu comprends pas français, ça veut pas dire hôpital. Parce que c'est à l'hôpital qu'on reçoit tous les malades. On aime bien les étrangers. Mais vers la fin on se préfère »<sup>235</sup>.*

Dans une analyse des phrases « *pays hospitalier [...] ça veut pas dire hôpital. Parce que c'est à l'hôpital qu'on reçoit tous les malades* », des auteurs ont vu là l'expression d'une xénophobie des Ivoiriens. C'est le cas de Kamaté Abdramane<sup>236</sup> et d'Herman Deparice Okomba<sup>237</sup>. Si leurs lectures restent pertinentes, il semble que Pat Saco, membre du Collectif Zouglo, qui avait chanté cette partie de la chanson, était plutôt dans une logique de jeu de mot humoristique entre « hôpital » et « hospitalier ». Cela arrive souvent dans le Zouglo. Ici, les chanteurs font une parodie avec les mots de l'Abidjanaise qui est l'hymne national ivoirien<sup>238</sup>. C'est ainsi qu'ils disent par exemple « *fiers Ivoiriens, le pays nous appelle. Ça veut pas dire qu'on est fier. Mais on est fier d'être Ivoiriens* »<sup>239</sup>.

Le Collectif Zouglo continue sa diatribe en demandant aux rebelles s'ils étaient obligés de prendre des armes pour revendiquer. Il les invite à déposer les armes pour contribuer à la réconciliation et au développement du pays. Cet appel avait tout son sens au regard du dénouement de la crise ivoirienne. En effet, malgré les nombreux accords nationaux et internationaux entre les mutins et le régime de Laurent Gbagbo, les rebelles ne déposèrent les armes qu'à l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir le 11 avril 2011 :

*« Est-ce que pour revendiquer, on a besoin de tuer. Si nous avons dans la paix ramené la liberté, notre devoir sera donc de la préserver. Car la Côte d'Ivoire est une, une et indivisible [...] Toi qui es à*

---

<sup>232</sup> Fabeti, *Marcoussis*, 2003.

<sup>233</sup> Stars Chocs, *Rassemblement*, 2003.

<sup>234</sup> Collectif Zouglo, *Libérez mon pays*, 2003.

<sup>235</sup> *Idem*.

<sup>236</sup> Kamaté Abdramane, « Côte d'Ivoire : une guerre des rythmes. Musique populaire et pouvoir de 2000 à 2006 », Mémoire de Master 2, Université Paris 1 Sorbonne, 2005-2006.

<sup>237</sup> Herman Deparice Okomba, « Le Zouglo dans l'espace publique en Côte-d'Ivoire (1990-2007) », Thèse de Doctorat, Université du Québec, Montréal, 2009.

<sup>238</sup> Cf. annexe 2.

<sup>239</sup> Collectif Zouglo, *Libérez mon pays*, 2003.



*Korhogo, toi qui te trouves à Bouaké<sup>240</sup>, si tu es vraiment ivoirien<sup>241</sup>, si tu aimes ton pays, dépose les armes et libère ton pays oh oh ! [...] Fiers ivoiriens, le pays nous appelle. Ça veut pas dire qu'on est fier, mais on est fier d'être ivoirien. Si le pays nous appelle, ça veut pas dire de venir (c'est ça qui est la vérité), de venir avec des armes à la main. C'est ton cœur vaillant qui peut relever sa dignité [...] Notre hospitalité nous impose l'amour des étrangers. Mais, maman, méfions-nous des gens étranges. Ils prennent notre pays là comme solénaplacalidom<sup>242</sup>. Yé maman nous on veut seulement la paix [...] Pitié on veut plus ça oh oh ! Le pays dort à 20h<sup>243</sup> on veut plus ça oh oh ! »<sup>244</sup>.*

Le Collectif Youssoumba se situe dans la même veine quand il dit aux assaillants que les Ivoiriens ne veulent pas la guerre. Ils veulent s'amuser. Pour ce groupe de musiciens, les Ivoiriens ne sont pas xénophobes, ils accueillent beaucoup étrangers :

*« Nous on veut s'amuser. Arrêtez vos fusils-là ! Et c'est naturel de dire la vérité : Y'a la paix, y'a la vie, y'a la joie en Côte d'Ivoire. Jaloux ! Nous on veut s'amuser. Arrêtez vos fusils-là ! Du feu, nous on veut plus ça. Du feu là, on veut la paix. Ils ont craché du feu ; si on veut aussi cracher c'est gâté. Il y a des Maliens en Côte d'Ivoire, des Guinéens en Côte d'Ivoire, des Mossis en Côte d'Ivoire, et même des grattés<sup>245</sup> en Côte d'Ivoire. Nous on n'est pas xénophobes. On est trop gentil. Pourquoi ne pas s'aimer, pourquoi ne pas se pardonner. La vie est sacrée [...] Assaillants déposez les armes. Faisons la paix [...] C'est notre pays »<sup>246</sup>.*

En fustigeant les actions des rebelles, les zougloumen saluent les efforts de Laurent Gbagbo qui aurait fait des concessions lors des négociations pour que la paix soit effective dans le pays. Plusieurs groupes lui rendent donc hommage.

#### b) Un hommage à Laurent Gbagbo

Des artistes Zouglo font l'éloge de Laurent Gbagbo. Les Galliets chantent son courage car, malgré les coups, il semblait tenir la barre. Son retour au pays, aux premières heures de la crise en 2002, alors que des Occidentaux lui proposaient l'asile et des postes intéressants, renforça l'admiration de ses partisans qui voyaient en lui un vrai « woudi », c'est-à-dire un vrai garçon en Bété : « Pays-là c'est comment comment, Laurent Gbagbo il est sur terrain. Ils vont tout faire, Koudou Laurent Gbagbo, il est sur terrain »<sup>247</sup>. Il a décidé de combattre auprès de son peuple, refusant qu'on dise de lui qu'il a fui. En tant qu'historien, il savait l'impact de son éventuel désistement sur sa carrière politique. Son obstination à rester dans la résidence présidentielle jusqu'à son arrestation le 11 avril 2011, malgré les bombardements et les menaces internationales,

<sup>240</sup> Bouaké (Centre) et Korhogo (Nord) sont les deux principales villes de la rébellion.

<sup>241</sup> Il s'agit ici d'une apostrophe clairement adressée à la Communauté internationale soupçonnée d'être les vrais meneurs de cette rébellion.

<sup>242</sup> « Solénaplacalidom » est un cri lancé par les enfants ivoiriens quand ils jouent à cache-cache. C'est une allusion à la crise ivoirienne où les vrais acteurs se cacheraient derrière des mutins. Le collectif Zouglo fustige aussi, par cette expression, la versatilité des rebelles qui régulièrement revenaient sur leurs décisions d'aller à la paix. De nombreux cessez-le feu ont été violés et des promesses de déposer les armes n'ont pas été tenues jusqu'à l'arrivée d'Alassane Ouattara au pouvoir.

<sup>243</sup> Pour préserver la sécurité des citoyens et procéder à des rattissages, le gouvernement de Laurent Gbagbo instaurait régulièrement des couvre-feux. La population avait donc des difficultés pour mener à bien ses activités.

<sup>244</sup> Collectif Zouglo, *Libérez mon pays*, 2003.

<sup>245</sup> Manière de dire « des blancs ». Les personnes de race blanche sont surnommées « les peaux grattées » dans le langage populaire ivoirien.

<sup>246</sup> Collectif Youssoumba, *Effort de paix*, 2007.

<sup>247</sup> Les Galliets, *Y a rien en face*, 2010.

ont forgé dans l’imaginaire populaire l’idée que Laurent Gbagbo est un patriote prêt à tous les sacrifices pour son pays.

Yodé et Pat Saco vont exprimer la fatigue du peuple ivoirien dans cette situation de guerre. Ils s’en prennent ouvertement à cette guerre et à ses instigateurs qu’ils invitent à déposer les armes ou à faire ce qu’ils veulent s’ils en sont capables. Ils parlent des concessions faites par Laurent Gbagbo et informent les rebelles que tant qu’il y a la guerre les élections ne se tiendront pas et Laurent Gbagbo sera encore au pouvoir :

*« Assaillants, on est fatigué, assaillants. Ce que je n’ai jamais vu, il faut faire je vais voir. Ça fait longtemps tu me poursuis. Ça fait un an tu me suis ; je suis fatigué de courir, je suis prêt à mourir. En deux seulement, les paysans vont en boîte<sup>248</sup>. L’école est devenue cadeau. Cacao a marché. La troisième année qu’on devait prendre pour percer-là, vous avez pris pour faire palabre<sup>249</sup>. Si c’est pas sorcellerie, moi je comprends pas : tu ne connais pas prix de briques ; mais c’est toi qui sais casser maison<sup>250</sup>. On est fatigué. Nian ! Nian ! Nian<sup>251</sup> ! Mais les gens-mêmes ils sont bizarres quoi ! Les gens n’aiment pas les gens. Ce que je n’ai jamais vu, il faut faire je vais voir. Y a longtemps tu me poursuis. Ça fait un an tu me suis ; je suis fatigué de courir, je suis prêt à mourir. Tu m’as loupé la nuit<sup>252</sup>, ce n’est pas à midi que tu vas me faire quelque chose<sup>253</sup>. Vous-mêmes vous savez, vous vous fatiguez. Vous vous battez pour rien, s’il y a palabre y a pas élections. Tu m’as tout demandé. Je t’ai tout donné. Réconciliation d’accord ; mais déposez les armes d’abord<sup>254</sup>. Assaillants, on est fatigué, assaillants. Existe-t-il une solution politique à un coup d’État manqué ? Laissez tomber ! Ça a échoué. C’est déjà gâté »<sup>255</sup>.*

Par ailleurs, des discours du Président Laurent Gbagbo sont souvent systématiquement récupérés pour en faire des chansons dans une optique de mobilisation des patriotes. Dans le chant qui suit, Laurent Gbagbo affirme qu’il a fait trop de concessions aux rebelles qu’il a même admis dans son gouvernement et qui sabotent son travail. Il a aussi accepté des compromis imposés par la Communauté internationale qui le poursuit depuis son accession au pouvoir en octobre 2000. Il a fait l’objet de plusieurs tentatives de coup d’État. Il est fatigué de courir, fatigué des pressions de toute part, des chantages. Il s’arrête pour faire face à l’adversaire au multiple visage et est prêt à assumer tout ce qui pourrait arriver. Il invite par ailleurs ses partisans à ne pas baisser les bras et à ne pas se décourager. Ils doivent lutter avec lui jusqu’à la victoire finale :

*« Patriotes, ça doit être maintenant votre cri ça. Partout, il faut aller leur dire qu’on est fatigué. On est fatigué. On ne gouverne pas un pays tant qu’on ne forme pas une équipe. Tous les gouvernements qui sont formés à partir de morceaux pris ça et là ne marchent pas. Pour gouverner, il faut une équipe : Des gens qui savent ce qu’ils veulent faire, qui savent où ils vont, ils savent pourquoi ils empruntent tel ou tel chemin, c’est ce qu’on appelle une équipe. J’ai un devoir de vérité vis à vis de mes collaborateurs. Ils ont travaillé,*

<sup>248</sup> Les prix d’achat du café, du cacao et de l’hévéa étaient élevés et permettaient aux paysans de s’offrir une vie aisée.

<sup>249</sup> « Percer » signifie ici « réussir, s’enrichir, s’épanouir ». Laurent Gbagbo était au pouvoir depuis octobre 2000. Pour ces artistes, il a fait un bon travail en moins de deux ans. La troisième année, 2003, s’annonçait donc sous de bons auspices avec l’atteinte du point d’achèvement PPTE qui, annulant une bonne partie de la dette ivoirienne, devait permettre au pays de disposer de liquidités pour les projets de développement. C’est à la veille de cette troisième année, soit le 19 septembre 2002, que la rébellion éclata, stoppant du coup les perspectives de croissance économique du pays sous le régime Laurent Gbagbo.

<sup>250</sup> La rébellion a entraîné la destruction de beaucoup de maisons et d’infrastructures publiques.

<sup>251</sup> Ils imitent ici Laurent Gbagbo qui, lors d’un discours, a dit « Nian ! Nian ! Nian ! » qui signifie en Baoulé « regarde ! regarde ! regarde ! ». Laurent Gbagbo se moquait, ce jour-là, de ses adversaires dont il disait voir le dos pendant qu’ils nageaient. Il disait ainsi être au courant des manœuvres souterraines de ses ennemis pour le renverser et rassurait le peuple que des dispositions sécuritaires étaient prises.

<sup>252</sup> Ils parlent de la nuit où l’attaque rebelle a eu lieu.

<sup>253</sup> Pour ces artistes qui imitent Laurent Gbagbo, si pendant la nuit, les rebelles n’ont pas pu atteindre leur objectif, ce n’est pas en pleine journée où les Forces de sécurité sont aux aguets qu’ils réussiront leur plan de déstabilisation.

<sup>254</sup> Tous les accords politiques de cette crise ont mis en priorité le désarmement des rebelles.

<sup>255</sup> Yodé et Pat Saco, *On est fatigué*, 2004.

travaillé, travaillé. Ils ont travaillé et bien travaillé [Refrain : Même si c'est gâté, faut pas courir pour laisser] Je dis prenez courage, prenez courage, la guerre nous a bousculés parce qu'elle nous a surpris. Un homme, quand on te surprend tu recules, mais tu t'adosses au mur de ta maison. Dans ton village, chez toi, tu ne peux plus reculer. Attention, je voudrais dire aux apprentis sorciers qui veulent toujours pousser le bouchon trop loin. Je voudrais leur dire, ce que je viens de dire. Quand tu trouves un gibier en brousse, tu lui dis : "Je vais te tuer". Il fuit et quand tu le poursuis, il court. Tu es derrière lui. Il court. Arrivé à un moment donné, le gibier s'arrête et puis il se retourne vers toi et il dit : "Attéah<sup>256</sup>, j'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, maintenant je suis fatigué". Ce qu'ils veulent faire même, ce qu'ils vont faire, ils n'ont qu'à faire et puis on va voir. Ils n'ont qu'à faire. Ils n'ont qu'à faire. Ils n'ont qu'à faire. Ils ne sont pas rassasiés [Refrain] Ce qu'ils veulent faire et que je n'ai jamais vu, ils n'ont qu'à faire. Il ne faut pas prendre la Côte d'Ivoire en otage<sup>258</sup>. Il ne faut pas faire du chantage. Je suis fatigué du chantage, je suis fatigué des petits chanteurs. Et ce qu'ils vont faire, qu'ils le fassent. Affi<sup>259</sup>, Prends courage ! [...] Essayez vos larmes et ne dormez pas. Les gens rentrent dans notre village, avec des fusils, avec des machettes et les garçons pleurent ? Non ! Si les garçons pleurent, le village est perdu [...] Je vous demande d'être debout, d'être mobilisés, la bataille n'est pas finie. La guerre n'est toujours pas terminée [...] Il faut laisser les gens qui ont en eux-mêmes le venin mourir et tués par leur propre venin. Aujourd'hui, c'est le réveil. Je demande à tous les patriotes de se tenir mobilisés, de se tenir debout et de dire : "Assez !!! Un an, la Côte d'Ivoire avec des gens sans foi, ni loi, des gens insatiables. Assez !!! ". Nous avons défendu ce que nous pouvions défendre. Les femmes sont à l'abri, les enfants sont à l'abri, il faut que les hommes sortent et qu'on se retrouve pour dire : "On est fatigué". Il faut que de partout, vous sortiez pour dire : "On est fatigué". C'est ça que j'attends des Ivoiriens. On n'a pas dit qu'il y a un banc présidentiel, il y a un fauteuil [...] J'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, j'ai couru, maintenant je suis fatigué. Ce qu'ils veulent faire, ce qu'ils vont faire, ils n'ont qu'à faire, je vais voir »<sup>260</sup>.

Plusieurs artistes ont apporté à Laurent Gbagbo un soutien qui s'est décliné dans plusieurs œuvres. François Kency et les artistes de Côte d'Ivoire ont ainsi chanté « Un bisou pour Gbagbo ». Ils retracent la crise ivoirienne depuis son début et affirment que Laurent Gbagbo aurait lutté au risque de sa vie pour maintenir le pays debout :

« De mon vécu, je n'ai jamais vu un pays aussi debout. En l'absence du chef, il a été attaqué. Face aux canons, le peuple est resté soudé. Aujourd'hui je sais que mon peuple a un garçon. Aujourd'hui je sais où se trouve la vérité. Ivoirien n'est pas bête, il n'est pas nigaud [...] Aujourd'hui je sais sur qui moi je peux compter : Koudou Gbagbo, Laurent Gbagbo, vraiment woudi prends mon bisou ! On est tous avec toi [...] Son Excellence, le leader charismatique [...] Quand les montagnes s'éloigneraient. Quand les collines chancelleraient. Mon amour ne s'éloignerait point de toi. Ne crains pas car tu ne seras point confondu. Toute arme forgée contre toi sera sans effet. Et Dieu créa Gbagbo, pour que ce pays ne sombre jamais. Et Dieu repoussa le mal, le diable, pour que ses enfants demeurent dans le bien. Dis un seul mot, pour que ton peuple debout te suive, Gbagbo ! Un seul mot pour que ton peuple béni revive ! Celui qui tremble a peur [...] Tu étais opposant, tu n'as pas pris les armes. Tu étais opposant, tu n'as pas trahi ton peuple [...] Opprimé, pour nous tu as lutté. École cadeau. Médicaments cadeaux. Le cacao sourit. Villages éclairés. Tu as tenu parole »<sup>261</sup>.

Cette chanson a été interprétée par une quarantaine d'artistes de tous bords. Arrangée par François Kency, elle est une initiative de Hanny Tchelley<sup>262</sup>. François Kency assume son choix de soutenir Laurent Gbagbo : « Les artistes ont mis en exergue leur position clairement. Nous ne sommes pas des bénis oui-oui. Je suis fier de soutenir le candidat Laurent Gbagbo. Je marche la

<sup>256</sup> Appellation familière en Bété.

<sup>257</sup> Émile Boga Doudou était ministre de la Sécurité et de l'Intérieur lors de l'attaque du 19 septembre 2002. Il a été abattu à sa résidence ce même jour.

<sup>258</sup> C'est une adresse à la Communauté internationale qui menaçait de mettre la Côte d'Ivoire sous tutelle onusienne.

<sup>259</sup> Affi N'Guessan était Premier ministre lors de l'attaque du 19 septembre 2002.

<sup>260</sup> Gbagbocité, *Saga Gbagbo*, 2003.

<sup>261</sup> François Kency et les artistes de Côte d'Ivoire, *Un bisou pour Gbagbo*, 2005.

<sup>262</sup> Éric Cossa et Benson Séríkpa, « Côte d'Ivoire : "1 bisou pour Gbagbo" : "Cette chanson est un témoignage pour l'histoire" », *Notre Voie*, 27 septembre 2005.

*tête haute* [...] *Nous refusons d'être des voix hypocrites* »<sup>263</sup>. Toutefois, cette forme de soutien à un homme politique n'est pas nouvelle dans le monde. Nous nous rappelons les louanges récurrentes qui accompagnaient les apparitions publiques de Mobutu Sese Seko, Président du Zaïre. Malgré tous ses laudateurs, sa chute fut parmi les plus dramatiques de l'Afrique. Délaissé de tous ces supporteurs, il dut se réfugier et mourir seul au Maroc où il a été enterré. Pour un chef africain, être enterré en dehors de sa terre natale est une humiliation suprême. Pour ce qui est de Laurent Gbagbo, la crise postélectorale de 2010 lui permit de voir que tous ceux qui chantaient ses louanges n'étaient pas forcément des admirateurs. Beaucoup changèrent de camp après son arrestation en avril 2011. D'autres furent parmi les témoins à charge lors de son procès à La Haye. Ceci amène à questionner la consistance des louanges envers les hommes politiques au pouvoir.

On comprend pourquoi certains auteurs pensent que ces laudateurs et les défenseurs des politiciens sont simplement intéressés<sup>264</sup> par l'argent ou l'ascension sociale<sup>265</sup>. Il serait alors aisé de conclure avec Jean-François Bayart que l'activisme de ces acteurs qui entourent les gouvernants se résume à l'attitude de « ventriotes » mercenaires, tentés par la « manducation »<sup>266</sup>. Il demeure toutefois que tous les artistes et les militants ne sont pas forcément intéressés par l'appât du gain<sup>267</sup>. Beaucoup parmi eux attaquent les régimes politiques ivoiriens depuis Houphouët-Boigny jusqu'à Alassane Ouattara. Sans rien attendre en retour, il leur arrive aussi de féliciter ces acteurs politiques quand ils posent des actes positifs pour le peuple. On ne peut donc réduire les compositions des artistes Zouglou, qui soutenaient la Galaxie patriotique et Laurent Gbagbo, à une économie politique<sup>268</sup> et symbolique de la rétribution sonnante et trébuchante<sup>269</sup>.

Au final, nous avons analysé la contribution du Zouglou dans l'engagement politique de la Galaxie patriotique. Des thèmes chers aux Jeunes patriotes ont été développés par les zougloumen. C'est pourquoi ils étaient des invités privilégiés lors des meetings patriotiques. Le premier thème majeur fut l'interventionnisme français en Côte d'Ivoire et en Afrique que les artistes ont fustigé. Le second thème fut l'appel à la résilience des Jeunes patriotes. Ils étaient invités par les chanteurs Zouglou à ne pas baisser les bras car la victoire est certaine, malgré leur faiblesse. Le troisième thème fut la condamnation de la rébellion et le soutien affiché à Laurent Gbagbo vu comme

---

<sup>263</sup> Koné Saydoo, « Musique/François Kency, à propos de son soutien à Laurent Gbagbo -“Nous refusons d'être des voix hypocrites” », *L'Intelligent d'Abidjan*, n° 1916, 17 février 2010.

<sup>264</sup> Mats Berdal et David Malone (eds.), *Greed and grievances. Economic agendas in civil wars*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000, 251 p.

<sup>265</sup> Paul Collier, *Economic causes of civic conflicts and their implications for policy*, Washington, World Bank, 2001.

<sup>266</sup> Jean-François Bayart, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 439 p.

<sup>267</sup> Frédéric Sawicki et Johanna Siméant, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, pp. 97-125.

<sup>268</sup> Roland Marchal et Christine Messiant, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre selon Paul Collier », *Critique internationale*, vol. 16, 2002, pp. 58-68.

<sup>269</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2010.

sauveur de la patrie ivoirienne. Ainsi, le Zouglou, par son impact sur l'affect des militants et son option transethnique, a rassemblé les Jeunes patriotes dans l'engagement pour le sursaut national.

\*\*\*

En définitive, en quoi le genre musical Zouglou a-t-il reflété l'engagement politique de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire ? L'intérêt de ce chapitre est qu'il a ouvert une nouvelle lucarne sur la contribution de l'art dans la lutte nationaliste des Jeunes patriotes. Pour adresser notre questionnement, nous avons évolué en trois étapes. D'abord, il y a eu l'analyse du contexte d'émergence du Zouglou. Ensuite, nous avons tenté de voir en quoi le Zouglou véhicule des messages sociopolitiques. Enfin, nous avons mis en exergue le Zouglou comme moyen d'expression de la Galaxie patriotique.

Concernant le premier point, le contexte d'émergence du Zouglou, il est apparu que la tension de trésorerie que traversait la Côte d'Ivoire, dans les années 1980-1990, a exacerbé l'aspiration populaire au rétablissement de la démocratie et du multipartisme dans le pays. L'apparition du Zouglou est le fruit d'une insurrection populaire contre le système politique ivoirien en 1990. La violence populaire<sup>270</sup> des années 1990, dans le contexte de rétablissement du multipartisme, était née du mécontentement général que la crise économique avait engendré. Le peuple ivoirien, soutenu par une opposition en quête de reconnaissance officielle, engagea des mouvements sociaux dans tout le pays pour une amélioration de son quotidien. Fer de lance de cette mobilisation, et par ailleurs victimes de cette crise économique qui leur avait retiré leurs avantages, les étudiants ont envahi la rue pour réclamer des conditions d'études meilleures. Ils étaient fatigués de paraître comme des ordures, « Zouglou » en Baoulé. C'est dans cette situation que, vers 1991, le Wôyo qui rythmait les cérémonies populaires fut transformé en Zouglou dans la cité universitaire de Yopougon, avec la contribution de Didier Bilé et de ses amis étudiants. En effet, à l'origine du Zouglou se trouve le Wôyô ou Ambiance facile, « *reliquat des veillées et réjouissances, danses et chants d'improvisation* »<sup>271</sup>.

Il se trouve que le Zouglou émergea dans un contexte culturel où plusieurs genres musicaux se disputaient les faveurs des mélomanes, sans réussir à faire l'unanimité, car ils semblaient ancrés dans leurs aires culturelles respectives. Le Zouglou s'imposa grâce à sa vision interethnique qui tranchait avec le clivage identitaire bourgeonnant dans le pays. Il a pu constituer un outil efficace de réconciliation. En favorisant la disparition du traceur culturel et linguistique, le Zouglou prend

---

<sup>270</sup> Claudine Vidal, « La brutalisation du champ politique ivoirien 1990-2003 », Jean-Bernard Ouédraogo et Ebrima Sall (eds), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Codesria, Dakar, 2008, pp. 169-182.

<sup>271</sup> Yaya Koné, *Op. cit.*, 2013, pp. 81-101.

la forme d'une pratique supra-identitaire<sup>272</sup>. Grâce au Zouglou, la liberté de parole artistique, autrefois clanique, est une réalité dans le monde musicale ivoirien. En transcendant les clivages ethniques et régionaux et en faisant la promotion des stéréotypes culturelles de toutes les régions du pays, le Zouglou contribuait à l'unité nationale dans un environnement où les factions politiques, basées sur des clivages ethniques, se formaient et menaçaient la paix. En outre, comme Tom Nairn l'a observé, si les masses devaient être invitées dans l'histoire, « *le carton d'invitation devait être rédigé dans une langue qu'ils comprenaient* »<sup>273</sup> : dans notre contexte, ce serait la musique. Et cette musique qui se nomme ici Zouglou est dite dans le nouchi ou le langage populaire ivoirien qui est bien approprié. Le Zouglou est compris par une large frange de la population de toutes les aires culturelles ivoiriennes. Par ailleurs, les langues vernaculaires ivoiriennes sont régulièrement introduites dans les compositions Zouglou<sup>274</sup>, ce qui suscite l'intérêt des régions concernées. C'est donc logiquement que ce genre musical finit par s'imposer comme identité culturelle nationale et observateur des conditions existentielles des Ivoiriens.

Justement, à propos du deuxième point, le Zouglou comme véhicule de messages sociopolitiques, cette musique adresse les problématiques concernant les revendications étudiantes, la gestion du pays par les hommes politiques et la situation existentielle des Ivoiriens. Pour ce qui est des étudiants, ce nouveau genre musical avait pour objectif premier de mettre sur la place publique leur misère. Face à une administration universitaire et un gouvernement qui semblaient insensibles, les étudiants créèrent cette musique qui s'adressait au divin pour les sortir de la déchéance sociale. La gestuelle qui accompagne le Zouglou rend raison de cette philosophie. Concernant les hommes politiques, ils ne pouvaient pas échapper à la satire des zougloumen puisqu'ils étaient accusés d'être la source des problèmes des étudiants. Le Zouglou a élargi sa source d'inspiration, après 1990, pour critiquer tous les régimes politiques et les prévenir du risque de crise identitaire qui menaçait le pays. Ce rythme musical peut être vu comme l'un des moteurs du changement social en Côte d'Ivoire depuis 1990. Il met sur la place publique les problèmes de la population ivoirienne. En faisant la satire des discours des gouvernants, les artistes Zouglou se positionnent en chroniqueurs nationaux pour adresser les conditions existentielles des Ivoiriens. Enfin, le Zouglou se fait le porte-parole des populations dont il raconte le quotidien en évoquant des thèmes comme l'amour, la migration des jeunes en Occident, les déboires des jeunes et la mort.

---

<sup>272</sup> Aimée-Danielle Lezou Koffi, *Op. cit.*, 2018.

<sup>273</sup> Sabelo Ndlovu-Gatsheni et Wendy Willems, « Making sense of cultural nationalism and the politics of commemoration under the Third Chimurenga in Zimbabwe », *Journal of southern african studies*, vol. 35, n° 4, 2009, pp. 945-965.

<sup>274</sup> Le Zouglou est le produit d'une élaboration continue des cultures ivoiriennes, comme le comprend Yaya Koné. Cf. Yaya Koné, *Op. cit.*, 2013, pp. 81-101.

Pour ce qui est du troisième sujet discuté dans cette matière, le Zouglou comme mode d'expression de la Galaxie patriotique, il fut l'occasion de voir concrètement comment ce nouveau genre musical a accompagné et relayé les messages des Jeunes patriotes. Jouant sur l'affect et l'émotion populaire, les zougloumen ont traité des questions comme l'engagement contre l'interventionnisme français et étranger en Côte d'Ivoire. Ce thème était l'un des favoris de la Galaxie patriotique. Ils ont ainsi invité les Ivoiriens à faire barrage à ce qui ressemblait à une nouvelle annexion du pays par la Communauté internationale. Les Ivoiriens étaient alors invités à la résilience. Les zougloumen ne manquèrent pas également de condamner la rébellion et de rendre un hommage appuyé à Laurent Gbagbo qu'ils présentaient comme le dernier rempart du pays.

Au final, comme le dit Philippe Braud, on ne peut « *se désintéresser des émotions, des symboliques et conséquemment des pratiques ou des produits culturels qui les expriment dès que l'on tente de savoir quelles idées se font les citoyens de la société dans laquelle ils vivent ainsi que des ordres et des pouvoirs auxquels ils sont soumis* »<sup>275</sup>. Voilà pourquoi nous nous sommes laissé interpeler par la thématique du Zouglou qui porte en lui des aspirations du peuple ivoirien. La Côte d'Ivoire depuis 1990 se trouve dans un tourbillon politique animé par les factions des politiciens. Le peuple continue d'en payer le prix, en lançant des cris de détresse. Ce sont ces cris-là que Zouglou porte sur la place publique en soutenant la Galaxie patriotique. Après la crise postélectorale de 2010-2011, qu'est devenue justement cette Galaxie patriotique ? Le chapitre suivant tentera de nous éclairer sur cette préoccupation.

---

<sup>275</sup> Philippe Braud, *L'émotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, p. 241.

## CHAPITRE IX : LA GALAXIE PATRIOTIQUE AUJOURD'HUI : BILAN POST-CONFLIT D'UN MOUVEMENT SOCIAL

Dans ce dernier chapitre, nous nous situons dans la logique de l'analyse des situations post-confliktuelles ou de sortie de crise, pour présenter la situation actuelle de la Galaxie patriotique. Les Nations-unies définissent le concept de "post-conflit" comme « *un modèle idéal de transition après une guerre, au sein duquel institutions internationales, États et acteurs civils, privés et associatifs œuvreraient ensemble pour surmonter les tensions et (re)construire une paix durable (peace-building dans le jargon international)* »<sup>1</sup>. Nous entendons le post-conflit au sens de Mathilde Joncheray pour qui il est « *l'ensemble du système formé par les actions territorialisées des acteurs en période de post-conflit ou se réclamant du post-conflit* »<sup>2</sup>. Ainsi le post-conflit comprend des accords et des plans de paix, des processus DDR, le retour des réfugiés, des élections réalisées sous l'égide de la Communauté internationale et des aides à la reconstruction<sup>3</sup>.

En Côte d'Ivoire, les comités mis en place pour le dialogue, la vérité et la réconciliation participent de la volonté de sortir définitivement de la crise. Et les moyens mis à disposition pour encourager le retour des nombreux exilés marquent la volonté politique de tourner la page de la crise. Beaucoup de pro-Gbagbo ont ainsi retrouvé leur poste à la Fonction publique et dans les sociétés d'État<sup>4</sup>. Notre étude se limitera à analyser la trajectoire post-confliktuelle des Jeunes patriotes. L'intention théorique de cette contribution est de réengager le débat sur les carrières des Jeunes patriotes après la crise postélectorale de 2011. Et la question qui nous mobilisera tout le long de ce dernier chapitre est : comment les Jeunes patriotes s'inscrivent-ils désormais dans la dynamique de reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire ?

En effet, lorsqu'un conflit civil éclate, des voisins peuvent devenir des ennemis. Et ces Jeunes patriotes et les rebelles se sont longtemps regardés en chiens de faïence. Les sous-groupes sociaux dont les différences ont été attisées par le conflit de 2002-2011 se regardaient en adversaires. L'ennemi ainsi construit est celui que « *l'on peut haïr impunément, quelles que soient les conséquences de cette haine : celui que l'on haït collectivement [...] et qui est engendré en étant nommé* »<sup>5</sup>. Pendant ces crises également, de nouvelles élites peuvent apparaître sur la scène politique et sociale. De nouvelles alliances politiques ont été aussi enregistrées. La plus

---

<sup>1</sup> Amaël Cattaruzza et Elisabeth Dorier, « Postconflit : entre guerre et paix ? », *Hérodote*, vol. 158, n° 3, 2015, pp. 6-15.

<sup>2</sup> Mathilde Joncheray, *Vivre la guerre, construire la paix. Conflits et recompositions territoriales post-conflit en République du Congo*, Thèse de Doctorat en géographie, Université d'Aix-Marseille, 2013, p. 47.

<sup>3</sup> Mathilde Joncheray, « Des indicateurs au concept "couteau-suisse", la résilience au prisme d'une géographie du post-conflit », *Vertigo - la revue électronique en sciences de l'environnement*, 15 mai 2018, [consulté le 6 décembre 2021], disponible sur : [http://journals.openedition.org/vertigo/19204].

<sup>4</sup> Justin Koné Katinan, ancien ministre et porte-parole de Laurent Gbagbo vient de retrouver son emploi aux Impôts. Plusieurs autres leaders pro-Gbagbo, civils et militaires, ont repris du service.

<sup>5</sup> John Crowley, « Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », *Cultures & Conflits*, vol. 41, n° 1, 2001, p. 78.



remarquable fut celle de Laurent Gbagbo et d'Henri Konan Bédié. Le second était pourtant un allié d'Alassane Ouattara lors de la guerre de 2002-2011. Par ailleurs, après une crise, la reconstruction du pays et celle de la mémoire du peuple sont difficiles. D'après Maurice Halbwachs, « *la mémoire est une construction sociale, où se produit une sélection de souvenirs, dans le but essentiellement de garantir la continuité du groupe* »<sup>6</sup>. Pour Pascaline Gaborit, dans un contexte post-conflictuel, deux situations peuvent se présenter : ou bien l'événement est refoulé pour ne garder que le souvenir de l'avant-conflit, ou bien on insiste sur le conflit pour proposer un nouveau départ. « *L'objectif est alors de construire une nouvelle mémoire en se démarquant de la situation d'avant-guerre* »<sup>7</sup>.

En Côte d'Ivoire, le régime d'Alassane Ouattara a opté pour la seconde option. Il a insisté sur l'importance de la crise de 2002-2011 pour en ressortir les causes, afin de les traiter définitivement de sorte qu'elles ne soient plus source de conflits. La résolution de la question identitaire qui fut l'argument principal de la guerre qui a débuté en 2002 fut donc une priorité pour Alassane Ouattara. Il s'employa à mettre fin à l'ostracisme dont se sentaient victimes les populations du Nord ivoirien. Ce dernier chapitre est construit autour de trois axes principaux. D'abord, le premier axe décrit la situation actuelle des Jeunes patriotes qui sont entre désillusion et détermination. Ensuite, le deuxième axe analyse la persistance de l'idéologie panafricaniste chez les pro-Gbagbo. Enfin, le troisième axe se concentre sur Charles Blé Goudé pour tenter de montrer en quoi il est une figure d'une nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire.

## I LES JEUNES PATRIOTES ENTRE DÉSILLUSION ET DÉTERMINATION APRÈS LE 11 AVRIL 2011

La matière que nous mobilisons ici se propose de donner un aperçu de ce que le mouvement des Jeunes patriotes est devenu aujourd'hui. Il y est question de mettre en évidence la posture des membres de ce groupe par rapport à l'idéal patriotique qui les a guidés de 2002 à 2011. Sont-ils dans une situation de regret ou pensent-ils marquer l'histoire de la Côte d'Ivoire, en tant que génération politique ? Les crises engendrent des pertes de repères. Après un conflit armé, la mise en place d'un État de droit pour le retour à la paix implique souvent une reconstruction des identités, un réaménagement des agendas et une redéfinition des antagonismes. Les protagonistes revoient leur position les uns par rapport aux autres. À la mi-journée du 11 avril 2011, Laurent Gbagbo fut arrêté. Plusieurs de ces partisans résistèrent encore quelques mois avant de cesser les manifestations. De plus, Alassane Ouattara s'est employé, dès sa prise de fonction au palais

---

<sup>6</sup> Cité par Pascaline Gaborit, « Mémoire, oubli et réconciliation dans les sociétés post-conflituelles : l'exemple du Cambodge », *Revue ç Interrogations ?*, n° 3, 2006.

<sup>7</sup> Pascaline Gaborit, *Idem*, 2006.

présidentiel, à effacer toute trace de la Galaxie patriotique en détruisant leurs lieux de rassemblement et en occupant la jeunesse par des programmes d'insertion sociale. C'est ce que traduit la une du journal ci-dessous qui affirme que le nouveau Président a enterré la génération Blé Goudé. Il y a aussi la photo ci-dessous qui montre la destruction de l'espace « La Sorbonne » au Plateau où les Jeunes patriotes se rassemblaient régulièrement.

**Image 29 : La Galaxie patriotique effacée par le régime Alassane Ouattara.**



Source : *Le Patriote*, n° 4184, 5 novembre 2013.

**Photo 21 : Destruction de « La Sorbonne » au Plateau, en avril 2011.**



Source : *Le Patriote*, n° 3428, 21 avril 2011.

Depuis lors, les Jeunes patriotes ont pris des trajectoires différentes. Certains ont rallié le camp d'Alassane Ouattara. D'autres sont restés sur leur position idéologique de 2002-2011. Entre les deux, d'autres encore ont choisi de se murer dans un silence total. Nous parlerons ici de certains membres en dehors de Charles Blé Goudé qui fera l'objet de la dernière partie de ce chapitre. Cette première contribution est construite autour de trois points : d'abord nous relevons les trajectoires contrastées des leaders des structures informelles. Ensuite, nous présentons le dilemme des anonymes de la Galaxie patriotique depuis la fin de la guerre de 2011. Et enfin, nous mettons en

exerger les arguments mobilisés par les leaders des Jeunes patriotes pour justifier leur départ en exil.

### 1) Les trajectoires contrastées des leaders des structures informelles

Nous tentons ici de décrire la situation de certains responsables parmi les leaders les plus influents de la Galaxie patriotique. En fonction de la lecture qu'ils font des enjeux politiques actuels, ils prennent des postures différenciées. Ainsi, de façon schématique, on distingue trois types de trajectoires : ceux qui sont restés pro-Gbagbo, ceux qui ont tourné la page de l'engagement politique et ceux qui ont rejoint Alassane Ouattara. D'abord, au nombre de ceux qui poursuivent leur engagement pro-Gbagbo, on compte l'adjoint de Charles Blé Goudé, Richard Dakoury, qui s'était exilé au Ghana avant de rejoindre Londres. Toujours présent dans les grandes mobilisations à Londres et à La Haye, il s'est engagé pour la libération du Président Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé. Il tente de maintenir allumée la flamme patriotique, depuis la libération de ces deux personnalités ivoiriennes. Nous l'avons rencontré en France, dans le cadre de notre étude. Il disait y vivre avec sa famille<sup>8</sup>. En 2021, il a été nommé conseiller spécial et porte-parole adjoint du président du COJEP, Charles Blé Goudé. Quant à Idriss Ouattara qui a créé, en décembre 2002, la Coalition des agoras et parlements, il s'est aussi réfugié hors de la Côte d'Ivoire, précisément au Ghana. Il assure le rôle de secrétaire général de la Coalition des patriotes ivoiriens en exil (COPIE) et est membre de la coordination du Front populaire ivoirien au Ghana. Comme Richard Dakoury, il poursuit son engagement pour la libération de tous les prisonniers politiques ivoiriens.

Pour ce qui est de l'artiste reggae Serges Kassi, il s'est installé en France, après un séjour au Ghana. Initiateur, avec d'autres exilés, de l'Association des réfugiés ivoiriens de France, il en occupe le poste de vice-président. Il a repris sa carrière musicale. Tout comme lui, Hanny Tchelley, actrice et membre influent des Jeunes patriotes était en Europe et continuait son engagement panafricaniste. Elle est l'épouse de François Kency, musicien engagé dans la cause de la Galaxie patriotique comme Gadjì Celi. Hanny Tchelley était incisive face au régime d'Alassane Ouattara. Elle invitait les Ivoiriens à rester mobiliser<sup>9</sup>. Elle faisait régulièrement des vidéos sur les réseaux sociaux pour critiquer ce qu'elle nomme dérives du régime actuel d'Abidjan. Depuis juillet 2022, elle est retournée en Côte d'Ivoire pour participer à la réconciliation nationale.

---

<sup>8</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>9</sup> Yacouba Gbané, « Côte d'Ivoire : 17 ans après sa création, que deviennent les fondateurs de la "Galaxie patriotique"... Sur les traces des Jeunes patriotes », *Le temps*, 23 novembre 2019.

Konaté Navigué était un proche parmi les proches du Président Laurent Gbagbo. « *J'avais des rapports très étroits avec le Président. Je le voyais quand je voulais. Je lui posais les questions que je voulais* »<sup>10</sup>, dit-il. Il représentait la jeunesse du FPI au sein de la Galaxie patriotique. Il s'était exilé au Ghana, à partir du 10 avril 2011, la veille de la capture de Laurent Gbagbo. « *C'était un instinct de survie. Le 10 avril vers 22h, nous avons demandé au Président la permission de nous retirer* »<sup>11</sup>, déclare-t-il. Il est revenu en Côte d'Ivoire en 2015. Lorsque nous l'avons rencontré en janvier 2022 (photo 22), il restait persuadé que le mouvement générationnel enclenché par les Jeunes patriotes était irréversible. Pour lui, sa génération s'imposera dans les affaires politiques de son pays. Il affirme que la France et la Communauté internationale doivent se rendre à l'évidence que la génération actuelle n'est pas celle des années 1960. Elle est décidée à changer l'ordre politique dans son pays. Il a rejoint le nouveau parti politique de Laurent Gbagbo, le PPA-CI.

**Photo 22 : Rencontre avec Konaté Navigué, à Abidjan.**



**Source : Prise de vue de l'auteur, le 6 janvier 2022, Abidjan.**

Si quelqu'un a surpris ses admirateurs par son adhésion à la Galaxie patriotique, c'est bien le footballeur international ivoirien, Joël Tiéhi, vainqueur de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) en 1992. Il est réputé calme de nature. Mais, comme il l'a signifié, il s'est senti envahi par le besoin d'aider la nation ivoirienne qui lui a tout donné. Il n'attendait rien de Laurent Gbagbo qui aurait été d'ailleurs surpris de le voir parmi les Jeunes patriotes. Joël Tiéhi était sur l'esplanade de l'Hôtel Ivoire lors des tirs français des 6-9 novembre 2004. Depuis la fin de la crise, il est en France où il est directeur technique et entraîneur d'équipes de football dont certaines au Havre<sup>12</sup>. Il dit être prêt à reprendre l'engagement patriotique si la même situation se présentait. Il se battra pour l'avenir de ses enfants dans un pays stable<sup>13</sup>.

Ensuite, parmi ceux qui ont pris du recul face au champ politique, on peut citer Thierry Légré qui, après avoir côtoyé le Cercle national Bédié (CNB), avait lancé le Cercle Alassane

---

<sup>10</sup> Entretien avec Konaté Navigué, 6 janvier 2022, Abidjan.

<sup>11</sup> *Idem.*

<sup>12</sup> Entretien téléphonique avec Joël Tiéhi, 29 décembre 2021, Havre.

<sup>13</sup> Entretien avec Joël Tiéhi, 18 janvier 2021, Paris.

Dramane Ouattara (CADO)<sup>14</sup>, avant de rejoindre la Galaxie patriotique<sup>15</sup>. Depuis avril 2011, il se trouverait au Bénin où il se consacrerait à ses affaires personnelles comme Koné Seydou qui s'est muré dans un silence, depuis la crise ivoirienne qui l'a contraint à l'exil au Ghana, avant de regagner son pays deux mois après. Koné Seydou était responsable de la jeunesse du Parti ivoirien des travailleurs (PIT). Anoi Castro a également disparu des radars. Ce fervent militant du PDCI-RDA avait brillé par ses prises de position en faveur de la République, lors des événements qui ont vu émergé la Galaxie patriotique. Il y a également Jean-Yves Dibopieu qui était secrétaire général de la FESCI (2001-2003), lorsque la crise de 2002 éclatait. Il représentait, à ce titre, cette organisation estudiantine au sein de la Galaxie patriotique. Il mobilisait donc le monde étudiant qui se comptait en dizaines de milliers de personnes et constituait le fer de lance de la Galaxie patriotique. Lors de la crise de 2011, Jean-Yves Dibopieu s'est installé au Ghana où il a été mis aux arrêts le 5 février 2014. Extradé le même jour à Abidjan, il séjourna à la DST avant d'être transféré au Camp pénal de Bouaké dont il garderait des séquelles<sup>16</sup>. Mis en liberté le 2 juin 2014, il se serait enfermé dans un silence, même si quelques rares fois, il donne son point de vue sur la vie sociopolitique ivoirienne.

Un autre secrétaire général de la FESCI (2007-2014) qui collaborait aussi avec les Jeunes patriotes est désormais silencieux. Il s'agit d'Augustin Mian, surnommé Gl Maniconco. Arrêté lors des événements d'avril 2011, il fut fait prisonnier à l'Hôtel Pergola d'Abidjan Zone 4 où les dignitaires du FPI qui n'avaient pas fui avaient été rassemblés avant d'être transférés dans les prisons ivoiriennes. Augustin Mian serait à Abidjan depuis sa libération. Il ne s'affiche plus en public. Pour ce qui est d'Eugène Djué, il tente de s'occuper de sa famille et de ses activités pour subvenir à ses besoins : « *J'ai mes enfants, j'ai ma famille [...] Je suis en quête de travail aussi. Depuis presque 10 ans maintenant, je suis chômeur. Je suis planteur. Planteur de café, de cacao. Planteur d'hévéa. Je suis dans le vivrier également. Donc je vais aux champs* »<sup>17</sup>. Ahoua Stallone a aussi connu l'exil au Ghana avant de rejoindre les États-Unis pour sa thèse de Doctorat en science politique. Il compte œuvrer pour la paix sur le continent africain et voyage beaucoup pour cette cause, sans s'impliquer outre mesure dans la politique ivoirienne. Il est rentré définitivement dans son pays en 2021.

Enfin, dans le groupe de ceux qui ont décidé de rejoindre le camp RHDP, on peut trouver Koné Largaton qui était un membre influent de la Galaxie patriotique. Il est aujourd'hui le vice-président du parti politique Concorde qui est proche du RHDP d'Alassane Ouattara. Il est en

---

<sup>14</sup> Le CNB et le CADO sont deux mouvements de soutien respectivement à Henri Konan Bédié et Alassane Ouattara.

<sup>15</sup> Jean-Jacques Konadjé, *L'ONU et le conflit ivoirien. Les enjeux géopolitiques de l'intervention 2002-2010*, Paris, L'Harmattan, 2014, p. 283.

<sup>16</sup> Yacouba Gbané, *Op. cit.*, 2019.

<sup>17</sup> La rédaction, « Eugène Djué, un ancien de la Galaxie patriotique ivoirienne », *dw.com*, 10 décembre 2019, [consulté le 13 décembre 2021], disponible sur : [https://p.dw.com/p/3UZDF].

charge de la promotion et de la mobilisation dans ce groupement politique. Concorde fut créé par l'ancien chef de la Diplomatie de Laurent Gbagbo, Alcide Djédjé. Quand on demande à Koné Largaton pourquoi il a fait un revirement pour soutenir le RHDP alors qu'il était partisan du régime de Laurent Gbagbo, il répond :

*« Non ce n'est pas un revirement puisque je n'ai appartenu à aucun parti politique avant la création de Concorde. J'étais juste un membre important de la Galaxie patriotique comme vous venez de le souligner. La Galaxie patriotique était un mouvement composé de plusieurs jeunes ivoiriens qui avaient décidé de soutenir le régime de la Refondation qui était en difficulté face à une rébellion venue du Nord. Nous étions mobilisés comme un seul homme pour défendre un régime qui était en plein mandat. À cette époque, il fallait bien faire un choix entre les déstabilisateurs et ceux qui défendaient la République ; entre Soro Guillaume à la tête de cette rébellion et Charles Blé Goudé qui, au Sud, défendait le régime et les institutions de la République. Mon choix était vite fait et j'étais coaché par feu le président Laurent Dona Fologo<sup>18</sup>. Je me suis engagé pleinement pour défendre un régime en plein mandat. C'était un choix de principe. Pour revenir à votre question, ma présence au RHDP n'est pas un revirement. C'est après la chute du régime de la Refondation que mon aîné le ministre Alcide Djédjé, que je salue au passage, qui était le Directeur général des relations multilatérales au ministère des Affaires étrangères m'a fait appel, avec d'autres leaders dont Watchard Kédjébo pour créer un parti politique qui est Concorde. Et le ministre m'a fait l'honneur de me nommer vice-président en charge de la promotion et la mobilisation. Très bientôt, nous allons nous fondre totalement dans notre grande famille le RHDP »<sup>19</sup>.*

Plusieurs autres leaders de la Galaxie patriotique ont également rejoint le RHDP. C'est le cas de Jacques Gbaï, ex-secrétaire général du FPI à Yopougon-Gesco, par ailleurs président du Collectif des parlements et agoras de Côte d'Ivoire (COPACI). Le jour de son adhésion au RHDP, le 3 mars 2021 à la mairie d'Abobo, il avait à ses côtés Olivier Kuyo, membre fondateur de l'ex « Sorbonne Solidarité<sup>20</sup> », au Plateau, Géraud Vébé, Ernest Néssémon, Rachel Achiapo, présidente des femmes d'Abobo-Akéikoi qui ont tous viré au RHDP (photo 23).

**Photo 23 : Des Jeunes patriotes soutiennent le RHDP, le 3 mars 2021.**



Source : Casimir Djezou, *Fratmat.info*, 3 mars 2021.

Cette photo présente le ralliement au RHDP de Jacques Gbaï, Olivier Kuyo, Géraud Vébé, Ernest Néssémon et Rachel Achiapo rassemblés autour de Kandia Camara (en casquette et t-shirt

<sup>18</sup> Laurent Dona Fologo fut ministre dans plusieurs gouvernements d'Houphouët-Boigny. De 2000 au 19 mai 2011, il fut président du Conseil économique et social sous Laurent Gbagbo. Il est décédé le 5 février 2021.

<sup>19</sup> Emmanuel de Kouassi, « Koné Largaton, ex-membre de la Galaxie patriotique, dit tout sur son nouveau concept "Travaillons pour la Côte d'Ivoire" (interview) », *Connection ivoirienne*, 13 décembre 2021.

<sup>20</sup> Sorbonne Solidarité était aussi un espace de débats des Jeunes patriotes au Plateau.

orange), maire RHDP d'Abobo et ministre des Affaires étrangères de la Côte d'Ivoire. S'adressant, ce jour-là, à Kandia Camara, Jacques Gbäï professa :

*« À compter de ce jour, les parlements et agoras de Côte d'Ivoire seront à vos côtés et aux côtés du RHDP et du Président Alassane Ouattara pour bâtir la Côte d'Ivoire. Nous avons pris le temps d'observer le Président Alassane Ouattara à l'œuvre. Nous avons compris que nous nous sommes trompés sur son compte. Nous sommes désormais convaincus que c'est un bâtisseur. En 10 ans, nous avons vu comment il a transformé la Côte d'Ivoire. Nous avons donc décidé de le suivre désormais. À compter d'aujourd'hui, nous sommes RHDP »<sup>21</sup>.*

Les leaders de la Galaxie patriotique ont donc emprunté des trajectoires différentes, depuis la fin de la crise de 2011. Trois types de trajectoires ont été identifiés : ceux qui sont restés pro-Gbagbo, ceux qui ont tourné la page de l'engagement politique et ceux qui ont rejoint Alassane Ouattara. Pour un regard holistique du mouvement des Jeunes patriotes aujourd'hui, il paraît important de relever aussi la situation des anonymes qui suivaient ces leaders de 2002 à 2011.

## 2) Le dilemme des Jeunes patriotes anonymes

Nous présentons, dans le propos qui suit, la confusion qui régna au sein des Jeunes patriotes anonymes désemparés après la chute de Laurent Gbagbo et le départ en exil des leaders de la Galaxie patriotique. Si les leaders de la Galaxie patriotique se sont mis à l'abri dès les premiers bombardements de la résidence présidentielle de Laurent Gbagbo en avril 2011, les Jeunes patriotes anonymes sont restés engagés pendant au moins un mois après l'arrestation de Laurent Gbagbo. Beaucoup d'entre eux sont morts entre le 11 avril et fin mai 2011, notamment à Yopougon, quartier acquis à Laurent Gbagbo. D'autres furent faits prisonniers. Ceux qui ont échappé à ces deux sorts ont eu des trajectoires différentes. Comme le révèle Charles Blé Goudé, cette jeunesse s'est dispersée, depuis 2011 :

*« Comme des oiseaux qui étaient dans un gros arbre qui est abattu [...] chacun a atterri dans un environnement nouveau, inconnu, dont les réalités nouvelles vont commencer à impacter à nouveau cette jeunesse-là. Elle est au Ghana. Elle est au Togo. Elle est au Liberia. Elle est en Europe et partout dans le monde. Même celle qui est restée là a été muselée. Ou elle se soumet, ou alors elle est en prison »<sup>22</sup>.*

Ainsi donc, beaucoup d'anonymes se sont réfugiés hors du pays pour échapper aux dénonciations par le voisinage. Ils n'ont regagné leur pays qu'à la faveur des programmes pour le retour des exilés organisés par le HCR et le gouvernement ivoirien depuis 2014. Certains de ceux qui sont restés au pays se sont cachés en brousse ou dans leur village, le temps de se faire oublier quelque peu. D'autres encore sont restés dans leurs maisons mais évitaient les apparitions publiques. Des anonymes que nous avons rencontrés disent avoir changé de numéros de téléphone

---

<sup>21</sup> Casimir Djezou, « Législatives/Abobo : Des membres de l'ex-Galaxie patriotique apportent leur soutien aux candidats du RHDP », *Fratmat.info*, 3 mars 2021.

<sup>22</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

pour ne pas être localisés<sup>23</sup>. Perturbés par le dénouement tragique de la crise postélectorale de 2011, les Jeunes patriotes anonymes se sont retrouvés dans un dilemme : faut-il poursuivre l'engagement patriotique ou abdiquer ? Trois trajectoires principales se dégagent également des parcours actuels de ces militants anonymes : ceux qui ont rallié le camp pro-Ouattara, ceux qui sont restés pro-Gbagbo et ceux qui ont pris des distances avec la politique ivoirienne.

D'abord, concernant le premier groupe, comme certains de leurs leaders, de nombreux Jeunes patriotes anonymes sont devenus pro-Ouattara. À l'image de certains de leurs responsables qui ont rejoint le camp du RHDP, ils disent y être pour assurer leur avenir ou éviter des poursuites judiciaires : « *Si eux ils sont partis là-bas, pourquoi nous on va rester dans la galère ? On sèche son habit là où le soleil brille* »<sup>24</sup>. Cette posture tend à confirmer les soupçons de certains auteurs pour qui les patriotes font de la « *transhumance politique et du militantisme alimentaire* »<sup>25</sup>. Dans le premier groupe qui rallia le RHDP, on peut citer Simplicie Zokora, cadre du FPI, qui a annoncé son adhésion au RHDP à Blouzon (Gagnoa), village de la mère de Laurent Gbagbo. C'était à l'occasion de la présentation du parti politique Concorde : « *Je profite également pour dire un grand merci au Premier ministre Amadou Gon Coulibaly*<sup>26</sup> *car, si je vis, c'est grâce à lui. Il m'a fait soigner à la Pisam quand j'ai fait ma crise d'AVC* »<sup>27</sup> a-t-il déclaré ce jour-là. Il est clair que certains parmi les manifestants pro-Gbagbo se situent dans cette dynamique. Mais c'est une tendance assez minoritaire car la masse des Jeunes patriotes anonymes n'a pas rallié le RHDP.

Ainsi, pour ce qui est du second groupe, les inconditionnels pro-Gbagbo sont restés dans leur logique idéologique de 2011. Ceux qu'on appelle les GOR, c'est-à-dire « Gbagbo ou rien », sont en première ligne depuis la libération et le retour à Abidjan de leur mentor. Ils étaient nombreux à son arrivée à Abidjan, le 17 juin 2021. Pendant plusieurs jours, les rues de la capitale économique furent paralysées par ces partisans de l'ex-Président. Les Forces de l'ordre durent insister pour rétablir le calme. Pendant l'absence de leur leader, les GOR avaient repris les manifestations pour exiger sa libération et celle de Charles Blé Goudé. Ils s'étaient mobilisés en Côte d'Ivoire, à la Haye, en France et à Londres etc. Pour eux, « *ceux qui doivent être à la CPI, c'est ceux qui sont au pouvoir actuellement. Le woudy, Laurent Gbagbo, est innocent. Il a défendu les intérêts du pays* »<sup>28</sup>.

---

<sup>23</sup> Entretien avec un groupe de Jeunes patriotes, 13 novembre 2021, Abidjan.

<sup>24</sup> Entretien avec J. T., 17 novembre 2021, Abidjan.

<sup>25</sup> Sébastien Reinier, « En quête d'émancipation politique », *Géopolitique africaine*, n° 22, 2006, pp. 127-138.

<sup>26</sup> Amadou Gon Coulibaly fut Premier ministre d'Alassane Ouattara du 10 janvier 2017 jusqu'à sa mort le 8 juillet 2020. Candidat du RHDP à l'élection présidentielle de 2020, il décéda trois mois avant les élections. Alassane Ouattara se porta alors candidat du RHDP en octobre 2020.

<sup>27</sup> TK, « Gagnoa: Un responsable local du FPI rejoint le RHDP », *Fratmat.info*, [consulté le 22 mars 2022], disponible sur : [https://www.fratmat.info/article/88643/60/gagnoa-un-responsable-local-du-fpi-rejoint-le-rhdp].

<sup>28</sup> Entretien avec F. D., 4 avril 2021, Bongouanou.



Ces partisans disaient être déterminés à manifester jusqu'au retour de leur mentor. Ils restaient convaincus que l'Histoire rétablirait la vérité sur ce qui s'était réellement passé en Côte d'Ivoire entre 2002 et 2011. Ils s'inscrivaient, ainsi, dans la pensée selon laquelle « *l'histoire n'est pas nécessairement le seul point de vue des vainqueurs, et la négation de celui des vaincus* »<sup>29</sup>. Au quartier Doukouré<sup>30</sup>, à Yopougon, une survivante des tueries dans cette zone populaire d'Abidjan a dit qu'elle connaît beaucoup parmi ceux qui ont été tués. Mais pour elle, l'engagement politique se poursuivait « *jusqu'au retour de Laurent Gbagbo au pouvoir* »<sup>31</sup>. Et elle dit ne pas être la seule à camper cette posture. Pour ces militants, l'Histoire leur donnera raison. Ils ne sont pas près d'oublier ce qu'ils ont vécu comme traumatisme.

De fait, dans les sociétés post conflictuelles, « *tout un pan de l'histoire peut être "oublié" et "refoulé" dans la précipitation et l'urgence de reconstruire, au détriment d'un véritable travail d'analyse sur les événements et, dans la plupart des cas, au détriment des victimes qui devront sacrifier leurs souvenirs individuels pour la garantie de la survie du groupe* »<sup>32</sup>. Plusieurs gouvernants post-crise passent, en effet, sous silence la douleur de personnes traumatisées. Sous le prétexte qu'il ne faut pas remuer le passé, des personnes meurtries sont invitées au pardon et à l'oubli. Mais les souvenirs refoulés par un groupe ou par des individus ne sont pas entièrement oubliés<sup>33</sup>. Ainsi, les efforts des gouvernants pour une reconstruction nationale et une amnistie après une crise de grande ampleur peuvent s'avérer aléatoires : des conflits sociaux, des clivages identitaires et des revendications des victimes peuvent ressurgir à tout moment. « *Outre le fait qu'au nom de l'intérêt collectif le silence ou l'oubli fonctionnent à l'évidence dans l'intérêt des bourreaux ou des coupables, et pas nécessairement dans celui des victimes, il faut ajouter ce que l'expérience suggère : un pays qui décide de faire le travail sur lui-même qu'appelle un passé récent de violences extrêmes et de crimes de masse s'en sort mieux qu'un pays qui ne le fait pas* »<sup>34</sup>.

Aux dires de certains observateurs, il faut donc en Côte d'Ivoire un véritable processus d'exposition de la vérité et de la justice pour une réconciliation sincère et durable<sup>35</sup>. Comme l'a dit Laurent Gbagbo, à l'ouverture de son procès à la CPI, le 5 décembre 2011, il est important de savoir qui a véritablement gagné les élections présidentielles de novembre 2010 en Côte d'Ivoire<sup>36</sup>. Mais au-delà de cette élection de 2010, il est déterminant de situer les responsabilités sur la crise identitaire qui a engendré le coup d'État de décembre 1999 et la guerre de septembre 2002 en Côte

---

<sup>29</sup> Michel Wieviorka, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *Le Coq-héron*, vol. 180, n° 1, 2005, pp. 122-131.

<sup>30</sup> Le quartier Doukouré est l'un des endroits où il y eut beaucoup de personnes tuées lors de la crise de 2011. Des personnes furent enterrées dans leur maison car il était impossible de sortir pour une inhumation dans un cimetière, à cause des combats acharnés. D'autres furent enterrées dans des fosses communes dans le quartier.

<sup>31</sup> Entretien avec E. G., 21 février 2021, Yopougon.

<sup>32</sup> Pascaline Gaborit, *Op. cit.*, 2006.

<sup>33</sup> Ridwan Laher Nytagodien et Arthur Neal, « Confronting an ugly past », *The journal of american culture*, vol. 27, issue 4, 2004, p. 375.

<sup>34</sup> Michel Wieviorka, *Op. cit.*, 2005.

<sup>35</sup> Nina Soyeze, « Côte d'Ivoire : la réconciliation nationale est-elle enfin sur le point d'aboutir ? », *TV5 Monde*, 24 décembre 2021.

<sup>36</sup> Laurent Gbagbo et François Mattei, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, p. 7.

d'Ivoire. En effet, la question identitaire, enclenchée vers 1990, continue de mobiliser le pays près de trente ans après. Pour Rafael Grasa, si on veut tendre vers une réconciliation véritable en Côte d'Ivoire, il faudrait sans doute s'attaquer aux « *causes structurelles, aux accélérateurs et aux multiplicateurs et aussi aux déclencheurs immédiats de la violence* »<sup>37</sup> :

*« Cela signifie travailler en priorité sur les conflits fonciers progressivement apparus dans les années 1990 comme une prolongation des effets du déséquilibre politique, économique et social débuté vingt ans auparavant ; les dynamiques de recomposition des relations identitaires entre autochtones et allogènes (phénomène d'ivoirité), surtout dans les régions du Centre et du Nord-Ouest du pays ; l'éducation et la sensibilisation autour du sentiment de nationalité et de citoyenneté, ainsi que l'intégration de ceux qu'on appelle les "jeunes à risque" et les programmes de reconstruction et le développement post-conflit »*<sup>38</sup>.

Enfin, à côté du groupe des GOR, il y a le troisième groupe constitué d'autres Jeunes patriotes anonymes qui ont choisi de s'effacer de l'espace public. Ils ne vont plus aux manifestations. Ils ne se font pas entendre. Ils ne se font pas voir. Pour un anonyme que nous avons rencontré à Gagnoa, région natale de Laurent Gbagbo, « *les leaders de la Galaxie patriotique ont trahi la lutte en abandonnant le Président Laurent Gbagbo dès les premiers bombardements* »<sup>39</sup>. Il dit avoir été aux alentours de la résidence présidentielle à Cocody pour empêcher la capture de l'ex-Président, lors des bombardements d'avril 2011. Il y aurait vu des enfants, des jeunes, des adultes, des hommes et des femmes « *se faire canarder comme des lapins* »<sup>40</sup> par l'aviation de l'armée étrangère. Il a noté la détermination de ces manifestants qui chantaient : « *Tuez-nous on est beaucoup ! On peut pas finir* ». Quand il est sorti de ce carnage et a appris la fuite des leaders de la Galaxie patriotique avant les bombardements, il s'est senti trahi et a décidé de ne plus jamais participer à une manifestation politique peu importe ce qu'on lui promet comme récompense.

Notre propos a tenté de retracer la posture actuelle des deux grands idéaux-types qui constituaient la Galaxie patriotique : les leaders des structures informelles et les anonymes. Si les premiers ont presque tous quitté le pays dès les premiers bombardements de la résidence présidentielle en mars-avril 2011 pour ne revenir que plusieurs années plus tard, les anonymes ont résisté plus d'un mois après la capture de Laurent Gbagbo. La majorité de ces anonymes est restée au pays. Nous avons constaté trois postures dans ces deux groupes, depuis la fin de la crise de 2011 : la trajectoire de ceux qui ont rejoint le camp RHDP, la trajectoire de ceux qui sont restés pro-Gbagbo et, enfin, la trajectoire de ceux qui ont choisi de quitter l'espace politique pour s'occuper de leurs activités personnelles. Nous voudrions maintenant présenter les arguments des leaders de la Galaxie patriotique face à ceux qui les accusent de trahison.

---

<sup>37</sup> Rafael Grasa (ed.), *Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire*, Barcelone, Institut Català Internacional per la Pau, 2014, pp. 9-10.

<sup>38</sup> *Ibidem*.

<sup>39</sup> Entretien avec B., 18 novembre 2021, Gagnoa.

<sup>40</sup> *Idem*.

### 3) Les leaders de la Galaxie patriotique justifient leur départ en exil : la nature du conflit avait changé

Cette démarche présente la ligne de défense des leaders des Jeunes patriotes soupçonnés d'avoir fui la lutte patriotique. En effet, de nombreux Jeunes patriotes se sont senti trahis par leurs leaders qui ont quitté le pays. Une défection qui vaut, aujourd'hui encore, à ces responsables de la Galaxie patriotique, des rancœurs dans leur propre camp<sup>41</sup>. Des Jeunes patriotes ont regretté d'avoir mené ce combat qui semblait perdu d'avance, face à la puissance militaire de la France. Et pourtant, les leaders de la Galaxie patriotique pensent qu'ils n'ont fait que leur travail : celui de la mobilisation aux mains nues. Les militaires ivoiriens devaient faire le leur. Mancur Olson soutient que la distributivité du calcul rationnel, couplée au fait que nul ne peut prendre en charge, à lui seul, le coût de l'organisation et de la conduite de l'action collective, implique que le groupe n'entreprendra pas l'action ou cessera plus rapidement de se préoccuper du bien collectif, malgré l'intérêt que pouvaient avoir au départ tous ses membres de voir l'action réussir<sup>42</sup>. La désertion de chaque coopérant (le *free rider*) s'inscrit alors dans une logique de défection. C'est ainsi que les leaders de la Galaxie patriotique ont fui.

Pour Seri Zokou, des personnes reprochent à Charles Blé Goudé de n'avoir pas lancé un appel à descendre dans la rue au moment de la bataille militaire de la prise d'Abidjan en avril 2011. Son silence aurait été vu comme une trahison. Seri Zokou pense plutôt que le leader de la Galaxie patriotique a fait preuve de réalisme et de sagesse<sup>43</sup>. Comme l'a déclaré Charles Blé Goudé, « *une population civile ne doit jamais faire la guerre à la place des militaires ; la population civile, il faut toujours la protéger* »<sup>44</sup>. La population civile ne devrait pas se substituer à l'armée. Par ailleurs, Charles Blé Goudé dit que le fait que des hommes armés soutenant le camp adverse avait infiltré les populations civiles du Sud rendait impossible l'organisation de manifestations géantes. Le risque de morts était élevé<sup>45</sup>. Il aurait alors fait sien le conseil de Paulo Coelho : « *N'aie pas honte de te retirer provisoirement du combat, si tu sens que l'ennemi est le plus fort* »<sup>46</sup>.

Pour lui, face à la coalition internationale des armées de l'ONU, des soldats étrangers et ivoiriens, avec des moyens militaires très importants, la résistance aux mains nues devait reconnaître ses limites. À ceux qui le qualifient de faiblard, il répond : « *Je préfère être un faiblard*

---

<sup>41</sup> André Silver Konan, « Côte d'Ivoire : pro-Gbagbo exilés au Ghana, la revanche dans la peau », *Jeune Afrique*, 8 mai 2012.

<sup>42</sup> Mancur Olson, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978, p. 58. Cf. aussi Raymond Boudon, *Effet pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977, pp. 38-41, 177-178.

<sup>43</sup> Charles Blé Goudé, *De l'enfer je reviendrai*, Paris, Éditions du Moment, 2016, p. 17.

<sup>44</sup> *Ibidem*.

<sup>45</sup> *Idem*, p. 28.

<sup>46</sup> Paulo Coelho, *Le Guerrier de la lumière*, cité par Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2016, p. 28.

*au milieu de personnes en vie, que de paraître un homme puissant au milieu de corps sans vie* »<sup>47</sup>. Charles Blé Goudé postule qu'il était inutile de nourrir de l'espoir là où il n'y avait plus rien à espérer pour paraître brave. D'autant plus que la stratégie de communication des pro-Ouattara avait réussi à fédérer la Communauté internationale au profit d'Alassane Ouattara, présentant les pro-Gbagbo comme ceux qui refusaient la paix dans le pays. Pierre Conesa avait dit que l'ennemi n'est pas une donnée, c'est un choix. L'ennemi est une construction, il se crée de toute pièce<sup>48</sup>. Charles Blé Goudé est convaincu qu'avec la patience, l'activité politique de la Galaxie patriotique finira par porter ses fruits. Richard Dakoury se positionne dans la même logique et rejette l'accusation de trahison portée contre les leaders des Jeunes patriotes. Pour lui, il était suicidaire de céder à la pression des manifestants qui voulaient qu'un appel à des meetings fût lancé, après le 27 mars 2011. Il dit que l'intensité des combats, deux jours après la grande veillée du 26 au 27 mars 2011<sup>49</sup>, commandait de laisser la place aux militaires loyalistes dont c'était le métier :

*« Non, il n'y a pas eu de trahison, parce que nous n'avions pas un esprit militaire. On n'avait pas dit qu'on était des militaires. Et nous n'étions pas au gouvernement. Nous n'étions pas Chef de l'État. S'ils se sentent trahis donc ça veut dire que Gandhi aussi a trahi alors ! Puisqu'il était en Afrique du Sud, avant de repartir dans son pays en Inde pour mener le combat. Hô Chi Minh<sup>50</sup> aussi avait fui le Vietnam, avant de rentrer [...] Nous étions des leaders. Nous sommes des civils ; ce n'est pas à nous de faire la guerre. Et, encore moins, appeler les Ivoiriens à aller se faire tuer. Il y a la guerre, eh bien ! Les militaires doivent jouer leur rôle. Notre rôle est fini. Notre rôle a pris fin le 27 mars. Là ! Maintenant les armes crépitaient. Donc, on ne peut pas dire aux Ivoiriens : "Sortez !". Ça c'est la guerre qui a commencé. Et là là, il n'y a plus de règle. Quand les rebelles sortent, il n'y a plus de règle. Donc on ne peut pas envoyer les Ivoiriens à l'abattoir en leur disant : "Sortez !". Ce serait les massacrer. Et aujourd'hui, ils allaient nous en vouloir et dire : "Vous nous avez fait appel. On a massacré des gens et vous avez fui". Non ! On fait appel pour résister, pour montrer à la Communauté internationale que Gbagbo a le soutien du peuple. Et que le peuple soutient les institutions. Le peuple soutient la démocratie et non la guerre »<sup>51</sup>.*

Richard Dakoury est convaincu que si les événements se sont précipités après leur dernier grand meeting de fin mars, c'est parce que les Français étaient certains que la mobilisation des Jeunes patriotes risquaient de prendre une autre tournure, croître en intensité et compliquer la perspective internationale de neutralisation du régime Laurent Gbagbo. Pour le collaborateur de Charles Blé Goudé, les Français et la rébellion étaient décidés à mater impunément, dans le sang s'il le fallait, toute manifestation pro-Gbagbo après mars 2011. C'est pourquoi les leaders de la Galaxie patriotique n'ont pas lancé d'appel à un meeting après le 27 mars 2011. Ils voulaient éviter un massacre prévisible des Jeunes patriotes :

*« Mais ils ont compris qu'il fallait aller vite. À notre manifestation du 27 mars, où on a veillé, il y a eu des millions de personnes ; tous les deux ponts<sup>52</sup> étaient remplis. Quand les Français ont vu ça, le*

<sup>47</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2016, p. 35.

<sup>48</sup> Pierre Conesa, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec la conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, p. 255.

<sup>49</sup> Serge Touré, « Côte d'Ivoire : un demi-million de Jeunes patriotes manifestent à Abidjan leur soutien au Président Gbagbo », *Ivoirebusiness.net*, 27 mars 2011.

<sup>50</sup> Hô Chi Minh fit des voyages autour du monde où il découvrit l'idéologie communiste. Après la France, il séjourna en URSS, et dans plusieurs pays, avant de regagner l'Asie. Fondateur du Parti communiste vietnamien en 1930, il joua un rôle central et actif dans l'indépendance de son pays, à partir de 1941. Il fut le premier Président de la République démocratique du Vietnam qui fut reconnue en 1954.

<sup>51</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>52</sup> Le pont Félix Houphouët-Boigny et le pont Général de Gaulle qui relient les communes du Plateau et de Treichville.

*mercredi suivant ils ont attaqué. On a fini le dimanche ; et le mercredi ils ont attaqué. C'est parti ! Parce qu'il fallait éviter encore un autre rassemblement des Ivoiriens. On préparait encore d'autres grands rassemblements. [...] Ils étaient prêts à les massacrer. S'il fallait tuer des milliers de personnes, ils allaient le faire. Et ça n'irait nulle part. Vous avez vu l'Irak ? Vous savez combien de millions de morts il y a eu en Irak ? Qui est allé devant la CPI ? Personne ! Il y aurait eu des millions de morts en Côte d'Ivoire, la France ne serait pas inquiétée ! Ils allaient en parler peut-être 20 ans, 30 ans plus tard. Ceux qui ont commis ces crimes-là sont déjà morts et puis maintenant ils en parlent en disant : "Voilà ce qui s'est passé. On demande pardon". Donc il fallait éviter le massacre des Ivoiriens, c'est pour ça qu'il n'y a pas eu d'appel. Puisque c'est pas des militaires. Là ! C'est la guerre ! Ça tue ! Donc c'était pas du jeu »<sup>53</sup>.*

Au moment où il quittait son pays pour l'exil, alors que les bombes tombaient sur la ville d'Abidjan, Charles Blé Goudé dit avoir vécu un moment difficile chargé d'émotions. Il avait le sentiment d'avoir tout donné sans réussir à changer le cours des événements :

*« J'avais le cœur déchiré. C'est vrai, le sentiment d'avoir tout donné, d'avoir fait ce que je pouvais. Mais aussi, c'est pas toutes les missions qu'on s'assigne qui réussissent. Il faut savoir prendre du recul. On ne dit pas la fuite du bélier. Mais on dit le recul du bélier. Certains le considèrent comme une fuite. Mais c'était des armes qui imposaient leur loi. Là où les armes imposent leur loi, je n'avais plus ma place. Pour jouer les héros ? Je ne suis pas militaire. Je ne suis pas gendarme. Ma place n'était plus là. J'étais intérieurement déchiré. [Il baisse le ton et parle lentement] Et je me suis senti impuissant. Parce que la population civile était très déterminée. Hélas ! Elle n'avait pas sa place là. Voilà comment des jeunes rejoignent l'armée rapidement. Ils avaient tellement envie. Mais la nature du conflit avait changé. C'était devenu un conflit international. Quand vous faites le constat malheureux de la puissance de l'adversaire, la sagesse vous conseille de prendre du recul. Ce ne serait plus de la persévérance. C'est de l'entêtement qui ressemble à un suicide. Non, je ne suis pas un suicidaire »<sup>54</sup>.*

Pour Konaté Navigué, après le 27 mars 2011, il était périlleux de sortir. Il y avait des dénonciations dans les quartiers contre les Jeunes patriotes qui allaient manifester. Il nous informe que, pour éviter les embuscades, beaucoup parmi ceux qui allaient constituer un bouclier humain autour de la résidence présidentielle sont passés par la lagune qui jouxte ladite résidence. Selon lui, il n'y a pas eu de trahison de la part des leaders car le combat avait changé de nature :

*« Quand les armes rentrent dedans ; quand les bombes rentrent dedans, qu'est-ce que quelqu'un qui n'a que le verbe et les mots peut faire ? L'exil n'a pas été une capitulation. L'exil a été un instinct de survie pour les responsables que nous étions. Moi je suis resté à la résidence avec le Président jusqu'au dernier jour. Je suis sorti de la résidence le 10 avril vers 22h. Donc on est resté là tout le temps à entretenir les patriotes qui étaient venus à la résidence, à entretenir les étudiants qui n'étaient pas loin et qui étaient venus, et puis à organiser la résistance. C'est quand on a vu que de toutes les façons c'était fini les discours, que nous autres on a demandé l'autorisation au Président et on est parti. Donc il n'y a pas eu de trahison. Notre détermination, elle est intacte. Elle peut changer de tempo, changer de cadence par rapport à l'expérience qu'on a eu à acquérir, mais elle est intacte »<sup>55</sup>.*

Selon l'analyse de Konaté Navigué, la France aurait compris que si le modèle du FPI réussissait en Côte d'Ivoire, cela allait faire école dans les pays francophones. La France aurait donc perçu le changement idéologique en Côte d'Ivoire comme une menace c'est pourquoi elle a bombardé la résidence présidentielle de Laurent Gbagbo pour qu'il se rende, obligeant ses partisans à faire profil bas ou à s'exiler. Et si beaucoup de Jeunes patriotes anonymes ressentent aujourd'hui de la culpabilité d'avoir mené une lutte incertaine et vivent un sentiment d'échec face

<sup>53</sup> Entretien avec Richard Dakoury, 26 janvier 2021, Strasbourg.

<sup>54</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

<sup>55</sup> Entretien avec Konaté Navigué, 6 janvier 2022, Abidjan.

à ce qui apparut comme une fuite de leurs leaders, ceux-ci pensent qu'ils ont poursuivi leur engagement pendant leur exil. Justement cela pose la question de la mobilisation politique des acteurs ivoiriens ou des réseaux en exil et de leur capacité d'agir. En effet, il existe une tendance classique à vouloir recréer des réseaux pour continuer la lutte en exil. Certains barons de La majorité présidentielle<sup>56</sup> (LMP) ont été soupçonnés de préparer un renversement du régime d'Alassane Ouattara par les armes, « *puisque c'est ce discours seulement que Ouattara et son clan comprennent* »<sup>57</sup>, selon eux. C'est l'objet de l'article de presse ci-dessous.

### Image 30 : Les dignitaires LMP rêvent d'un retour au pouvoir.



La Côte d'Ivoire à l'ère de la réconciliation & de la reconstruction  
Dr Alassane Ouattara, Chef de l'État et Président de la République

PAGE 7  
LE NOUVEAU REVEIL - SAMEDI 3 & DIMANCHE 4 SEPTEMBRE 2011 / N°2879

## “Les extrémistes Lmp rêvent tous debout”



paix. Laurent Gbagbo leur a donné, ils ont le droit de donner aussi.

*En tant que président d'une structure de réfugiés dont les membres sont repartis dans différents camps, pouvez-vous savoir comment vit tout ce monde ?*

Nous avons plusieurs camps. Les Ivoiriens vivent dans des conditions de tristesse. Dans des conditions de désarroi, dans des conditions de pitié, sous des tentes, à même le sol. Certains sont obligés de devenir pêcheurs au risque des piqûres des insectes dangereux. Je peux vous assurer que mon téléphone crépite tous les jours pour des cas de Sos. Je peux vous dire que la Côte d'Ivoire est dénuée de son sens. Houphouët-Boigny doit être en train de se retourner dans sa tombe. Je voudrais lancer un appel au gouvernement, au Premier ministre, au ministre de la Défense, au président de la République et à la Première dame d'avoir une compassion pour nous, avoir de la pitié pour les Ivoiriens. Nous sommes frères. Même les jumeaux peuvent ne pas avoir la même opinion. Le président Alassane est le président des 322000 km<sup>2</sup>. A ce titre, il a le droit et le devoir d'aider ses frères. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir avec les moyens, de ramener tous ceux qui, volontairement, veulent rentrer au pays.

*Quel est donc votre message à l'endroit des Ivoiriens réfugiés ici au Ghana qui par le biais de votre structure, sont sous votre contrôle ?*

Je veux dire, d'entrée, qu'on est mieux chez soi. Un proverbe dit que la maison du poulet n'est pas dans la forêt. Le poulet a beau tourner, il finit par rentrer au village. Je dis à mes frères de venir librement et volontairement s'in-

## Jurant d'en découdre avec le régime Ouattara Ces barons Lmp au Ghana qui ne jurent que par les armes








**ASOAA ADOU.**                      **EMMANUEL MONNET LÉON.**                      **AHOUA DON MELLO.**

**WILLIAM ATTÉBY.**                      **CHARLES BLÉ GOUDÉ.**                      **ZASSO PATRICK DIT EN GLOBAL.**

**LS ONT FAIT CONFIANCE** et cru aux vrais faux prophètes du mythomane Koné Malachie, mais rien n'y fit. Laurent Koudou Gbagbo qui devait retrouver son fauteuil, trente trois (33) jours après son arrestation, vit toujours en résidence surveillée à plus de 600 km d'Abidjan. Les jours passent, et l'illusion entretenue par les adeptes du gourou de la refondation sur le retour aux affaires de leur champion tarde à se concrétiser. A Accra où ils ont trouvé refuge après leur fuite, les dirigeants Lmp résidant au Ghana ont décidé de changer de stratégie. Pour ces derniers, il s'agit de déposer la Bible et de tourner le dos aux révélations des pasteurs qui prêchent la parole. Pour ces derniers, Laurent Gbagbo doit retrouver son fauteuil vaillat que vaille. Depuis quelques semaines, les anti-Ouattara à Accra multiplient les réunions dans les chambres d'hôtels, à Accra Mall (Shoprite) et à Budhuburam, un quartier d'Accra. Amenés par l'ex-ministre des Eaux et forêts, Assoa Adou, Emmanuel Monnet Léon, ancien ministre des Mines et de l'énergie, maire de la commune d'Adzopé, Don Mello Ahoua, ex-Dg du Bnetd, Zogohi, ambassadeur de la Côte d'Ivoire en Afrique du Sud, William Attéby, Zasso Patrick dit "englobal", et Charles Blé Goudé ne jurent que par un retour au pays par les armes. Ces chefs d'orchestre qui refusent de saisir la main tendue du chef de l'État, SEM Alassane Ouattara, ont averti, selon un baron Fpi : "Nous allons faire parler aussi les armes puisque c'est ce discours seulement que Ouattara et son clan comprennent". "Ne rêvez pas", poursuit notre source, "la réconciliation ne nous intéresse pas !" Ces hommes qui bavent de haine et de vengeance n'ont-ils pas entendu Laurent Dona Fologo, ex-président du Conseil économique et social, déclarer, "Je peux vous dire qu'après le panel de l'Union africaine, personnellement, j'ai pensé que c'était fini. Certes, nous sommes des nationalistes comme Gbagbo. Mais lorsque l'Afrique tout entière nous demande de nous arrêter, même si elle a été elle-même empoisonnée par ailleurs, nous aurions dû saisir cette perche-là pour nous arrêter".

**PATRICE YAO**  
Envoyé spécial à Accra au Ghana

Source : *Le Nouveau Réveil*, n° 2879, 3-4 septembre 2011, p. 7.

<sup>56</sup> La majorité présidentielle, abrégée LMP, est l'ensemble des partis politiques et organisations syndicales qui se sont coalisés autour de la candidature de Laurent Gbagbo à l'élection présidentielle de 2010.

<sup>57</sup> Patrice Yao, « Jurant d'en découdre avec le régime Ouattara : ces barons LMP au Ghana qui ne jurent que par les armes », *Le Nouveau Réveil*, n° 2879, 3-4 septembre 2011, p. 7.

Mais plus le temps passe, plus ces réseaux ont tendance à s'affaiblir. Ils ont peu de prise sur le réel en Côte d'Ivoire car ils deviennent de plus en plus déconnectés de la réalité locale. C'est pourquoi certains estiment que « *les extrémistes LMP rêvent tous debout* »<sup>58</sup>. Parmi les nombreuses associations d'exilés ivoiriens, on peut citer la Coalition des patriotes ivoiriens en exil (COPIE) que présidait Damana Pickass. Son secrétaire général fut Idriss Ouattara. Il y avait aussi la Coordination du Front populaire ivoirien en exil dirigée par Assoa Adou, ancien ministre des Eaux et Forêts de Laurent Gbagbo. Parlons également de l'Association des réfugiés ivoiriens de la diaspora (Arid) dont le président était Benoît Kamena Brown. En Europe, il y avait aussi des réseaux d'exilés ivoiriens comme l'Association des réfugiés ivoiriens de France qui avait l'artiste reggae Serges Kassi comme vice-président. Si les leaders de la Galaxie patriotique pouvaient aisément se réfugier loin de la Côte d'Ivoire (Europe, USA, Afrique du Nord) grâce à un faisceau de relations né de leur popularité, les Jeunes patriotes anonymes qui fuyaient les répressions s'installaient, pour la plupart, dans la sous-région (Ghana, Togo, Bénin, Libéria). Le régime ivoirien surveillait les dignitaires des associations d'exilés essentiellement issus du régime de Laurent Gbagbo, et fit extraditer vers la Côte d'Ivoire ceux qui semblaient le menacer. Et certains Présidents de la sous-région, dont John Atta Mills du Ghana, ont prévenu les pro-Gbagbo qu'ils ne toléreraient aucune action de déstabilisation à partir de leur territoire<sup>59</sup>, comme le montrent la Une et l'article de *Le Patriote* qui suivent.

**Image 31 : Le Ghana interdit aux pro-Gbagbo des activités politiques sur son sol.**

**Le Patriote**  
19<sup>e</sup> Année - N° 3565 - du Vendredi 7 Octobre 2011 - Prix : 200 F CFA

**Séminaire**  
**Les 100 jours du gouvernement passés au scanner**

**Atta Mills rassure Ouattara**

**Les pro-Gbagbo bouclés**

**« Ils doivent respecter nos lois et les lois internationales. Ils sont interdits de politique et de parole. Les commissions rogatoires seront exécutées »**

**Personne n'utilisera le Ghana pour déstabiliser votre pays**

**Le Président Ouattara aux exilés : « Rentrez à la maison »**

**Meeting annoncé du FPI La sévère mise en garde de la CPC aux organisateurs**

**TRAIT D'ESPRIT**  
**Bagarre à l'hémicycle !**

**Visite d'amitié et de travail du Président de la République à Accra**  
**Ouattara et Atta Mills bouclent les pro-Gbagbo**

**COUJOURN**

Source : *Le Patriote*, n° 3565, 7 octobre 2011, pp. 1 et 2.

<sup>58</sup> *Ibidem*.

<sup>59</sup> André Silver Konan, *Op cit.*, 2012.

« Avec l'arrestation de Blé Goudé, c'est comme si un mur s'était effondré, que la protection politique et humanitaire dont bénéficiaient les exilés à Accra n'était plus qu'un vieux souvenir »<sup>60</sup>, déclara un exilé pro-Gbagbo en 2013. Car, après Charles Blé Goudé extradé le 17 janvier 2013, le Commandant de Gendarmerie Jean-Noël Abéhi<sup>61</sup> et l'ex-leader de la FESCI Jean-Yves Dibopieu, ont été arrêtés, le 4 février 2013, et extradés vers la Côte d'Ivoire. Les personnes qui ont fui leur pays sont alors obligées de faire profil bas pour ne pas se faire rapatrier. D'après Alain Toussaint, ancien porte-parole de Laurent Gbagbo, « aujourd'hui c'est la peur qui règne. Beaucoup de nos amis sont injoignables par téléphone. Ils se terrent »<sup>62</sup>.

En somme, nous avons tenté de mettre en exergue la désillusion et la déception des Jeunes patriotes qui se sont senti trahis par la fuite de leurs leaders alors qu'ils se sacrifiaient pour protéger Laurent Gbagbo et son régime. Les arguments développés par les leaders de la Galaxie patriotique, pour justifier leur départ en exil, peinent à convaincre leurs militants qui ont vu leurs proches se faire tuer. Beaucoup parmi eux ont ainsi décidé de ne plus suivre un homme politique. Pour ces leaders, le conflit avait changé de nature. De politique, il était devenu militaire. Il fallait donc laisser la place à l'armée pour faire cette guerre. Toutefois, malgré ces incompréhensions, les pro-Gbagbo tentent de maintenir leur engagement politique. C'est ainsi que l'esprit panafricaniste qui prévalut en Côte d'Ivoire de 2002 à 2011 semble résister aux événements et à ce qui apparut comme la démission des leaders de la Galaxie patriotique.

## II UNE IDÉOLOGIE PANAFRICANISTE PERSISTANTE MALGRÉ LA DÉSILLUSION

Le deuxième axe de ce chapitre voudrait montrer que l'engagement politique panafricaniste continue, sous l'égide de Laurent Gbagbo qui est rentré dans son pays. Plusieurs observateurs de la scène politique ivoirienne avaient parié sur la mort politique de Laurent Gbagbo après son transfèrement à la CPI. Et pourtant son retour en Côte d'Ivoire, le 17 juin 2021, amorça une nouvelle ère dans le jeu politique de ce pays. De fait, en plus du nouveau parti qu'il a créé à son arrivée, Laurent Gbagbo semble raviver la fibre panafricaniste qui structura son engagement politique et donc celui de la Galaxie patriotique de 2002 à 2011. Il s'inscrit ainsi dans la droite ligne des précurseurs du panafricanisme qui, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, préconisent une solidarité africaine pour mieux compétir sur la scène internationale. Le projet panafricain de Laurent Gbagbo

---

<sup>60</sup> Vincent Duhem, « Côte d'Ivoire : au Ghana, les derniers exilés pro-Gbagbo rasent les murs », *Jeune Afrique*, 7 février 2013.

<sup>61</sup> Jean-Noël Abéhi commandait le Groupement d'escadron blindé du camp de gendarmerie d'Agban, non loin du Plateau. Ce camp afficha une grande résistance aux FAFN et à l'armée française lors de la crise postélectorale.

<sup>62</sup> Vincent Duhem, *Op. cit.*, 2013.



est donc d'unir les pays africains dans un bloc économique et géopolitique pour qu'ils soient plus forts contre l'impérialisme occidental. La matière mobilisée ici est construite autour de deux volets. Le premier volet retrace une brève histoire du panafricanisme. Et le deuxième volet met en exergue le panafricanisme vu de la Côte d'Ivoire actuellement.

### 1) Une brève histoire du panafricanisme

Cette réflexion retrace brièvement les axes principaux de l'émergence du panafricanisme qui est l'objet de plusieurs approches. Certains penseurs le voient comme un concept philosophique né avec les mouvements émancipateurs et abolitionnistes de la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Selon la compréhension d'Olisanwuche Esedebe, « *it represented a reaction against the oppression of blacks and the racial doctrines that marked the era of abolitionism* »<sup>63</sup>. D'autres, comme Kwame Nkrumah<sup>64</sup>, y voient une doctrine de l'unité politique formulée par des nationalistes africains dans le cadre des luttes anticoloniales et indépendantistes. D'autres encore le classent comme un mouvement sociopolitique construit et développé par des Afro-Américains<sup>65</sup> et des Antillais entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et la fin de la Seconde Guerre mondiale<sup>66</sup>.

Pour définir le panafricanisme, nous choisissons de suivre Imanuel Geiss qui le présente sous deux angles. Pour lui, en effet, le panafricanisme est d'abord un mouvement intellectuel et politique entre Africains et Afro-Américains qui considèrent ou ont considéré les Africains et les peuples d'ascendance africaine comme homogènes. Immanuel Geiss voit ensuite le panafricanisme comme un ensemble d'idées qui recherchaient ou qui ont mis l'accent sur l'unité culturelle et l'indépendance politique de l'Afrique, de même que sur le désir de moderniser l'Afrique sur la base de l'égalité des droits. La "rédemption de l'Afrique" et "l'Afrique aux Africains" étaient les devises du Panafricanisme<sup>67</sup>. L'histoire du panafricanisme peut se subdiviser en trois grandes périodes : les débuts de ce mouvement dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, son déclin après les indépendances des années 1960, et sa renaissance avec le vent de démocratisation en Afrique vers les années 1990.

Pour ce qui est de la première période, Abdoulaye Bathily<sup>68</sup> nous apprend qu'elle a débuté dès le XVIII<sup>e</sup> siècle comme un mouvement politique et idéologique de l'intelligentsia afro-américaine. Pour Imanuel Geiss le panafricanisme naquit lorsque des personnes originaires

---

<sup>63</sup> Olisanwuche Esedebe, *Pan-Africanism : the idea and movement, 1776-1991*, Washington, Howard University Press, 1994, p. 8.

<sup>64</sup> Kwame Nkrumah, *The autobiography of Kwame Nkrumah*, Edinburgh, Thomas Nelson & Sons Ltd., 1957, p. 43.

<sup>65</sup> Robert Trent Vinson, *The Americans are coming! Dreams of African American liberation in segregationist South Africa*, Athens, Ohio University Press, 2012, 236 p.

<sup>66</sup> Amzat Boukari-Yabara, « Introduction. Le panafricanisme, une histoire vagabonde », in Amzat Boukari-Yabara (dir.), *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2017, pp. 5-14.

<sup>67</sup> Imanuel Geiss, « Pan-Africanism », *Journal of contemporary history*, vol. 4, n° 1, 1969, pp. 187-200.

<sup>68</sup> Abdoulaye Bathily, « La Conférence de Berlin 1885 : causes et Conséquences », *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 31-32.

d'Afrique commencèrent à réagir contre la traite des esclaves<sup>69</sup>. L'humiliation et l'exploitation auraient donc été à la source du projet panafricain. Alors se mit en place une opposition de plus en plus concertée entre les élites noires. Convoqué par Henry Sylvester Williams, le premier congrès panafricain se serait tenu à Londres en juillet 1900. De cette date jusqu'à 1950, le panafricanisme combattit la domination impérialiste, la discrimination raciale, l'esclavage, la conquête coloniale et l'apartheid. Georges Padmore, Williams Du Bois, Kwame Nkrumah, Edward W. Blyden et Marcus Garvey furent parmi les promoteurs de cette idéologie à cette période. D'autres leaders africains s'impliquèrent dans cette dynamique. Il s'agit notamment de Gamal Abdel Nasser, Modibo Keïta, Jomo Kenyatta, Odinga Odinga, Julius Nyerere, Sékou Touré et bien d'autres. L'émancipation et l'indépendance nationale furent leur objectif. Plusieurs groupes progressistes apparurent alors pour soutenir cette lutte. C'est ainsi que, vers 1960, la plupart des pays africains obtinrent leur souveraineté. Pour consolider l'unité africaine promue par le panafricanisme, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) fut mise sur pied en mai 1963.

La deuxième période du panafricanisme coïncide avec son déclin après la vague des indépendances des années 1960. En effet, certains pays tentèrent une politique d'autonomisation économique et culturelle nationale, alors que le panafricanisme prônait une vision globale sous-régionale et même africaine du développement inclusif pour une économie africaine plus forte. La montée du nationalisme d'État a donc étouffé le projet panafricain. Le tribalisme, la solidarité ethnique et d'autres affiliations sectaires ont commencé à émerger dans plusieurs pays. La large coalition anticoloniale a ainsi éclaté dans la plupart des pays. Cette fragmentation a affaibli les États et les mouvements panafricains. C'est dans ce contexte qu'autour des années 1980-1990, plusieurs États africains connurent une crise économique. Des PAS furent alors mis en place pour tenter de sauver les économies nationales. Les conséquences négatives de ces PAS pour les populations africaines ont été largement documentées (augmentation de la pauvreté, effondrement de l'État, conflits sociaux et politiques menant à des guerres civiles...). Selon Abdoulaye Bathily, cette situation entraîna le recul des mouvements progressistes africains qui cédèrent la place à des groupes clandestins et à des organisations de la société civile<sup>70</sup>.

La troisième période du panafricanisme coïncide avec sa renaissance, vers les années 1990. La réapparition de cette idéologie fut facilitée par la fin de la Guerre froide et les manifestations populaires contre les conséquences des PAS. Le vent de démocratisation qui souffla, à cette époque, sur plusieurs zones africaines facilita l'émergence d'idéologies progressistes qui luttèrent contre les régimes mono-partisans et dictatoriaux. De nombreux partis politiques naquirent dans

---

<sup>69</sup> Imanuel Geiss, *The Pan-african movement. A history of Pan-africanism in America, Europe and Africa*, New York, Africana Publishing Co., 1974, 575 p.

<sup>70</sup> Abdoulaye Bathily, *Op. cit.*

ce contexte. L’Afrique australe vit alors la chute de l’apartheid pour le grand bonheur des panafricains qui en avaient fait une de leurs luttes. Plusieurs partis politiques de gauche et des mouvements de libération intégrèrent l’Internationale socialiste. Ce fut le cas du FPI de Laurent Gbagbo. Le projet panafricain repris alors un nouveau souffle. Des organisations politiques africaines tentèrent alors de se coaliser afin de réfléchir sur l’Afrique et ses perspectives. L’objectif était de développer une vision commune et recréer l’unité et la solidarité africaines afin de compétir plus facilement avec les États puissants. Car les grands ensembles régionaux et continentaux, dans un monde globalisé, semblent plus forts économiquement. L’Ivoirien Laurent Gbagbo s’inscrit dans cette logique. Ainsi, après ce parcours historique, il serait intéressant de voir comment le panafricanisme se décline actuellement en Côte d’Ivoire.

## 2) Le panafricanisme vu de la Côte d’Ivoire

Ce parcours-ci offre à voir comment Laurent Gbagbo a rallumé la flamme panafricaniste en Côte d’Ivoire à sa sortie de prison. À la grande joie de ce qu’il reste de la Galaxie patriotique, Laurent Gbagbo est rentré en Côte d’Ivoire le 17 juin 2021, après un séjour en Belgique, suite à son acquittement le 31 mars 2021. Cette déclaration de son innocence dans le procès qui l’a retenu à La Haye depuis 2011 fut vécue par beaucoup d’observateurs comme un revers pour la CPI<sup>71</sup>. Le dossier d’accusation de la procureure Fatou Bensouda a été jugé exceptionnellement faible<sup>72</sup> par le tribunal ; ce qui encourage les partisans de Laurent Gbagbo dans leur engagement. Charles Blé Goudé a été libéré en même temps que son mentor Laurent Gbagbo. Depuis le retour de l’ex-Président ivoirien, le vent panafricain qui mobilisa les Jeunes patriotes reprend du souffle sous une autre forme. Le nouveau parti de Laurent Gbagbo donne en effet consistance à cet idéal de souveraineté africaine face à ce qui est qualifié d’impérialisme occidental.

En octobre 2021, en rupture de ban avec son ex-Premier ministre Pascal Affi N’Guessan, président *de jure* du FPI, Laurent Gbagbo crée un nouveau parti politique, le PPA-CI ou Parti des peuples africains section Côte d’Ivoire, dont il est élu président par acclamation au Congrès constitutif des 16-17 octobre 2021. Ce parti panafricain se donne pour mission de fédérer les nations africaines autour de l’idéal de l’indépendance totale de l’Afrique. Laurent Gbagbo est convaincu que ce n’est qu’en étant unis que les pays africains seront forts économiquement : « *Regardez le monde et voyez quels sont les puissants. Les puissants sont les pays grands de taille : la Chine, les États-Unis, la Russie, le Canada [...] Tant que nous sommes dans des micro-États*

---

<sup>71</sup> Laurent Larcher, « Acquittement de Laurent Gbagbo : un nouveau revers pour la CPI », *La Croix*, 1<sup>er</sup> avril 2021.

<sup>72</sup> Cour pénale internationale, *Fiche d’information sur l’affaire Situation en Côte d’Ivoire. Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé*, ICC-02/11-01/15, ICC-PIDS-CIS-CIV-04-05/20\_Fra.

*comme ça, nous ne sommes rien. C'est de là que part l'idée du panafricanisme. [...] Il faut que les États africains s'unissent* »<sup>73</sup>.

Cette nouvelle formation politique permettra à Laurent Gbagbo et ses proches de tenter une conquête de l'Afrique en implantant une section du PPA-CI dans chaque pays. Cette ambition ressemble à celle du Rassemblement démocratique africain (RDA), en 1946. Pour Issa Malick, ancien directeur de campagne de Laurent Gbagbo et membre fondateur du PPA-CI, la différence entre ce nouveau parti et le FPI sera d'abord conceptuelle. Le PPA-CI vise l'ouverture et « *sera un parti panafricain. Contrairement au FPI, il sera d'emblée ouvert à toute personne qui a une conception de gauche de la politique en Afrique et en Côte d'Ivoire. Et il sera ouvert à d'autres partis politiques de gauche en Afrique parce que le Président Laurent Gbagbo a une vision panafricaniste de ce nouveau parti* »<sup>74</sup>.

Laurent Gbagbo a donc repris son engagement pour l'émancipation africaine là où il l'a laissé le 11 avril 2011. Ses incondtionnels sont donc heureux de ce nouvel instrument politique. La présence d'un leader charismatique et d'un système efficace d'information interne accroît la probabilité de reproduction de la mobilisation collective. Laurent Gbagbo est vu par ses partisans comme ce leader. Et sa formation politique, le PPA-CI sert de système d'information. Tout laisse donc croire que l'engagement politique des pro-Gbagbo est relancé. Les prises de paroles des responsables du PPA-CI rappellent justement les thèmes développés par la Galaxie patriotique lors de ses meetings. En juillet 2021, un des leaders de la Galaxie patriotique, Damana Adia, *alias* Pickass<sup>75</sup>, a ravivé la flamme patriotique et rappelé la détermination de ses amis à accompagner Laurent Gbagbo qui, selon eux, est « *un animal politique. Le plus aimé et le plus redoutable. S'il y a des élections régulières dans ce pays, il n'aura pas d'adversaire* »<sup>76</sup>.

Le fait que Charles Blé Goudé ne puisse pas encore rentrer dans son pays, malgré son acquittement en même temps que Laurent Gbagbo, fait dire à certains analystes que le régime ivoirien craint une résurgence de la mobilisation panafricaniste, si Charles Blé Goudé est sur le territoire ivoirien. « *Ses détracteurs et les ONG internationales le considèrent comme un de ceux qui ont le plus contribué aux violences pendant la crise post-électorale de 2010-2011, née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître sa défaite face à Alassane Ouattara, qui avaient fait quelques 3000 morts* »<sup>77</sup>. Il semble que le pouvoir d'Abidjan reconnaisse à Charles Blé Goudé la capacité de relancer son mouvement. De fait, les Jeunes patriotes que des analystes soupçonnent de faire

---

<sup>73</sup> Dreyfus Polichinelle, « L'intégralité de l'allocation de Gbagbo Laurent au Congrès du PPA-CI », *Afrique sur 7*, 18 octobre 2021.

<sup>74</sup> Julien Adayé, « Laurent Gbagbo remonte sur la scène avec le PPA-CI », *dw.com*, 18 octobre 2021, [consulté le 8 décembre 2021], disponible sur : [https://www.dw.com/fr/laurent-gbagbo-remonte-sur-la-sc%C3%A8ne-avec-le-ppa-ci/a-59535660].

<sup>75</sup> Il est secrétaire général du PPA-CI.

<sup>76</sup> Aïssatou Diallo, « "Laurent Gbagbo a de grands projets pour la Côte d'Ivoire" : rencontre avec Damana Pickass, vice-président du FPI », *Jeune Afrique*, 16 juillet 2021.

<sup>77</sup> La rédaction, « Pourquoi Charles Blé Goudé doit-il attendre encore pour rentrer en Côte d'Ivoire ? », *TV5 Monde*, 17 juin 2021.

de la « *transhumance politique et du militantisme alimentaire* »<sup>78</sup> seraient donc prêts à répondre à des appels de Charles Blé Goudé. La mobilisation exceptionnelle des foules lors de l'arrivée de Laurent Gbagbo à Abidjan, le 17 juin 2021, laisse croire que la flamme patriotique n'est pas éteinte. L'idéal panafricaniste de libération de la Côte d'Ivoire du néocolonialisme persiste. La capacité des Jeunes patriotes à affronter les obstacles ne semble pas avoir totalement disparu. Charles Blé Goudé avertit les autorités françaises : « *Lorsque la France voit des jeunes gens couper des barbelés avec leurs dents, creuser dans le mur avec leurs mains, elle doit revoir sa position* »<sup>79</sup>. Le 5 avril 2022, Claude Sahi Soumahoro, chef de cabinet du Président Alassane Ouattara, a été dépêché auprès de Charles Blé Goudé<sup>80</sup> à La Haye. Les modalités de son retour à Abidjan étaient à l'ordre du jour de la rencontre.

Lorsqu'en 2001, Charles Blé Goudé créa le Congrès panafricain des Jeunes patriotes (COJEP), il entendait s'opposer au néocolonialisme et à l'impérialisme. La question du panafricanisme était donc déjà mobilisée par Charles Blé Goudé, un an avant l'attaque rebelle de septembre 2002. Ce n'est donc pas la rébellion qui fit émerger en Charles Blé Goudé la fibre panafricaniste. Il est possible qu'après son retour en Côte d'Ivoire, il poursuive son engagement contre l'impérialisme occidental. D'ailleurs, en 2019, alors qu'il était encore à la Haye, Charles Blé Goudé a transformé le mouvement COJEP en parti politique. Et le COJEP devint alors le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples. Il en fut élu président en août 2019, lors du premier Congrès du parti<sup>81</sup>. On pourrait en déduire que, même si la Galaxie patriotique a disparu, le combat panafricaniste est toujours actuel dans la mission que se sont donnée Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. Au final, depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle, le panafricanisme tente de fédérer les pays africains autour d'un bloc géopolitique qui serait capable de compétir sur la scène internationale. C'est à cet idéal que Laurent Gbagbo tente de donner consistance à partir de la Côte d'Ivoire. Avec le retour des exilés, le souffle panafricaniste qui mobilisa les Jeunes patriotes semble renaître. Le PPA-CI de Laurent Gbagbo et le COJEP de Charles Blé Goudé catalysent cette renaissance. La matière qui suit est justement consacrée à l'engagement politique multiforme de Charles Blé Goudé, figure d'une nouvelle génération politique ivoirienne.

---

<sup>78</sup> Sébastien Reinier, *Op. cit.*, 2006, pp. 127-138.

<sup>79</sup> Servan Ahougnon, « Charles Blé Goudé : voir l'enfer et en revenir », *Hebdo*, n° 130, 8 février 2019.

<sup>80</sup> Charles Blé Goudé a reçu son passeport ivoirien le 30 mai 2022.

<sup>81</sup> André Silver Konan, « Côte d'Ivoire : "Charles Blé Goudé veut incarner l'héritage politique de Laurent Gbagbo" », *Jeune Afrique*, 19 août 2019.

### III CHARLES BLÉ GOUDÉ : FIGURE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

Le propos mobilisé par cette dernière contribution tente de montrer en quoi Charles Blé Goudé est une figure principale de cette nouvelle génération qui a pris racine en Côte d'Ivoire depuis 2002. La Galaxie patriotique a tenté d'imposer une nouvelle manière de faire la politique dans le pays. Son leader, Charles Blé Goudé, a fédéré autour de sa personne cet idéal de rupture avec l'ancien ordre politique. « *J'ai l'ambition de diriger un jour mon pays avec une équipe qui comprendra qu'il faut faire la politique autrement en Côte d'Ivoire* »<sup>82</sup>, clame-t-il. C'est pourquoi il dit se battre, depuis qu'il est étudiant, pour poser les revendications des foules dont il est le porte-parole. Ce propos est structuré en trois articulations. D'abord, il retrace brièvement le parcours de Charles Blé Goudé comme leader politique. Ensuite, il traite de la détermination et de la résilience de ce jeune nationaliste ivoirien. Enfin, il analyse son passage de la lutte nationaliste au militantisme pour la réconciliation nationale post-conflit.

#### 1) Parcours d'un leader politique : une vie de militantisme

L'intérêt de ce bref parcours dans la biographie de Charles Blé Goudé est de montrer que, depuis son adolescence, il milite au sein de divers mouvements syndicaux. Il a l'habitude de mobiliser des foules pour porter des revendications. Il a appris à charmer les foules en menant des manifestations estudiantines au sein de la FESCI. Son accession à la tête de la Galaxie patriotique fut donc aisée pour cet orateur et militant qui ne ratait aucune occasion de s'opposer à tous les régimes depuis Houphouët-Boigny. Il en a payé le prix puisqu'il fit plusieurs fois la prison sous plusieurs régimes politiques ivoiriens. En effet, né le 1<sup>er</sup> janvier 1972 à Niaprahio (un village de la région de Guibéroua, dans l'Ouest Ivoirien), Charles Blé Goudé est Bété. Il adhéra à la FESCI en 1990. L'année suivante, il entra à la faculté d'anglais à l'Université d'Abidjan. Il occupa des postes de hauts niveaux au sein de la FESCI. En 1996, il fut nommé secrétaire national à l'organisation au bureau national. Il fit donc ses armes de rassembleur de foules dans ce contexte. Et les étudiants se comptaient en dizaines de milliers. Ces étudiants qui, par la suite, constituèrent le fer de lance de la Galaxie patriotique connaissaient donc Charles Blé Goudé qui avait engrangé auprès d'eux un capital de confiance. On comprend alors que ce fut facilement que les foules répondaient à son appel.

C'est en 1998 que Charles Blé Goudé succéda à Guillaume Soro en tant que secrétaire général de la FESCI. Et là encore, il se forgea une réputation de meneur d'hommes prenant des

---

<sup>82</sup> Marc Perelman, « Charles Blé Goudé sur France 24 : "J'ai l'ambition de diriger un jour mon pays" », *France 24*, 5 juin 2019.

risques pour porter les revendications estudiantines. Ainsi, entre 1994 et 1999, sous la Présidence d'Henri Konan Bédié, son engagement syndical le conduisit au moins huit fois en prison<sup>83</sup>. Par exemple, il a été emprisonné à la MACA, suite à une grève de la FESCI en avril 1999. Son état de santé s'étant dégradé à cause d'une grève de la faim qu'il avait entamée, il fut interné dans un centre hospitalier pour des soins sous surveillance policière, le 28 septembre 1999. Pendant son traitement, il fut menotté par les pieds sur son lit d'hôpital, comme le montre la photo 24.

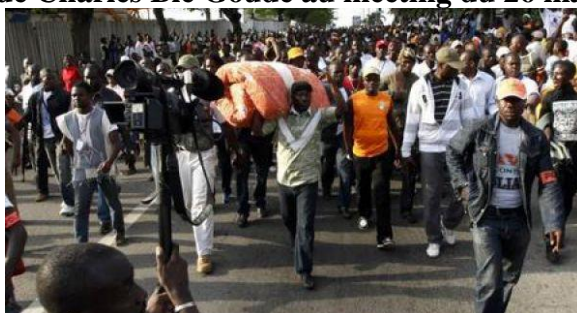
**Photo 24 : Charles Blé Goudé enchaîné sur son lit d'hôpital.**



Source : *Connectionivoirienne.net*, 29 septembre 2016.

En 2002, Charles Blé Goudé était aux études à Manchester en Angleterre, lorsqu'éclata la rébellion de septembre. Il rentra en Côte d'Ivoire pour lancer, une semaine plus tard, la Galaxie patriotique, mouvement qui fusionna toutes les forces sociales décidées à lutter pour la sauvegarde des institutions républicaines ivoiriennes. De septembre 2002 au 27 mars 2011, il mobilisa la moitié Sud du pays à travers des rassemblements géants pour convaincre les populations de résister à ce qu'il qualifia de nouvelle colonisation du pays. La théâtralisation de ses apparitions et de ses interventions suivit une logique bien pensée pour impacter la cible. Ce fut le cas le 26 mars 2011 où il arriva à la Place de la République pour le dernier grand meeting de la Galaxie patriotique avec un matelas (photo 25) pour signifier sa détermination et son option fondamentale pour « le combat aux mains nues ».

**Photo 25 : Arrivée de Charles Blé Goudé au meeting du 26 mars 2011, au Plateau.**



Source : *Serge Touré, Ivoirebusiness.net*, 27 mars 2011.

<sup>83</sup> Venance Konan, « Blé Goudé, le patriote qui rêvait de diriger la Côte d'Ivoire », *Slate Afrique*, 17 janvier 2013.

Sans doute pour le récompenser de sa détermination à sauver le régime FPI, Laurent Gbagbo le nomma ministre de la Jeunesse, de la Formation professionnelle et de l'Emploi dans son dernier gouvernement en 2010. Ceci fit dire à certains analystes que Charles Blé Goudé nourrissait des ambitions au haut niveau de l'État ivoirien. Pour eux, la mobilisation de la jeunesse ivoirienne n'était qu'un tremplin pour accéder à ses fins. Jean-Antoine Doudou considère que les actions de Charles Blé Goudé étaient simplement intéressées.

*« C'est un activisme intéressé. Blé Goudé Charles ne s'en cache plus. En plus de la fortune qu'il amasse, sous le couvert de la lutte patriotique, les Ivoiriens découvrent, désormais, que l'engagement du ministre de la rue dans "la défense de la souveraineté et des institutions" n'est qu'un paravent pour jouer sa propre carte de positionnement dans la succession de Laurent Gbagbo à la tête du Front populaire ivoirien »<sup>84</sup>.*

Nous avons longuement discuté cette question de l'instrumentalisation des Jeunes patriotes et de l'accusation de génération « ventriotes » portée contre la Galaxie patriotique. Au-delà de la personne de Charles Blé Goudé, il semble que c'est toute une génération qui a décidé de s'imposer dans la politique ivoirienne. Les jeunes se sont levés en hommes, selon les termes de Richard Banégas<sup>85</sup>. Cette nouvelle génération politique aura marqué la décennie 2002-2012. Charles Blé Goudé n'est que la figure de proue de tous ces jeunes déçus de la politique de leurs aînés et qui aspirent à prendre les choses en main. La détermination de Charles Blé Goudé à accéder à la magistrature suprême participe justement de cette logique émancipatrice. Si Guillaume Soro qui est plus jeune que lui a réussi à être Premier ministre, il n'est pas illogique de penser qu'il pourrait atteindre lui aussi ses objectifs. Depuis 2002, Guillaume Soro et Charles Blé Goudé sont, en effet, les deux figures de la jeunesse ivoirienne décidée à jouer les premiers rôles chacun selon son idéologie : Guillaume Soro en prenant la tête de la rébellion, Charles Blé Goudé en se posant en résistant contre l'assaut rebelle. À travers ces deux leaders, la jeunesse ivoirienne s'est engagée dans la violence politique. Elle a été mobilisée par les camps en conflits. *« Les jeunes, alignés sur chaque camp politique, revendiquent leurs fibres patriotiques et disent manifester leur amour pour le Pays »<sup>86</sup>.*

Si Charles Blé Goudé fut l'homme le plus recherché après la crise ivoirienne de 2010-2011, c'est bien parce que le nouveau régime d'Abidjan le considérait comme une menace, en tant que leader générationnel capable de mobiliser une foule immense en un temps record. Le monde politique lui reconnaissait la qualité de figure générationnelle. Et les Jeunes patriotes également se reconnaissaient en lui. C'est pourquoi ils n'hésitaient pas à répondre à ses appels. Sa vie d'étudiant fut un parcours de combattant. Il se disait déterminé à offrir à sa génération une meilleure vie dans

---

<sup>84</sup> Jean-Antoine Doudou, « Galaxie patriotique - Blé Goudé lutte pour son positionnement », *Le Patriote*, 25 janvier 2011.

<sup>85</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : Les jeunes "se lèvent en hommes". Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007.

<sup>86</sup> *Idem*.



cette Côte d'Ivoire tenue par des aînés dont les alliances et désalliances semblaient maintenir la jeunesse ivoirienne dans la précarité. Dans la préface de l'ouvrage « D'un stade à un autre »<sup>87</sup> de Charles Blé Goudé, Jean-Baptiste Akrou, directeur général de *Fraternité Matin* marque son admiration pour l'œuvre et le parcours de Charles Blé Goudé : « *Sans partager ses convictions, nous avons beaucoup d'admiration pour celui que nous considérons comme le plus accompli, au plan politique, dans sa génération* ». Le leader de la Galaxie patriotique est ainsi présenté comme une figure importante de cette nouvelle génération politique ivoirienne. Les nombreuses brimades qu'il vécut semblaient lui donner la force d'avancer. Son séjour à la CPI de 2014 à 2021, loin de le dissuader, contribua justement à affiner ses ambitions politiques pour la Côte d'Ivoire. D'où la résilience dont il semble faire preuve.

## 2) « De l'enfer je reviendrai » : résilience et détermination d'un jeune ivoirien nationaliste

Nous portons ici une réflexion sur la détermination de Charles Blé Goudé à s'inscrire dans l'histoire politique de son pays malgré les coups qu'il reçoit. Au niveau mécanique, la résilience est la capacité de retour à l'équilibre d'un système après une perturbation, « *sans pour autant changer de structure qualitative* »<sup>88</sup>. On pourrait également voir la résilience comme la capacité des territoires, des États ou de la population, des communautés ou des personnes à « *absorber les chocs et à s'en remettre, tout en adaptant et en transformant de façon positive leurs structures et moyens de subsistance face à des changements à long terme et à l'incertitude* »<sup>89</sup>. Nous voudrions évaluer, dans cette logique, la réalité et les modalités de la résilience de Charles Blé Goudé après les différentes infortunes qu'il a vécues à cause de son engagement dans la Galaxie patriotique. Le père de Charles Blé Goudé, Blé Gnépo Marcel<sup>90</sup>, affirmait ceci : Charles Blé Goudé « *voulait porter le nom de mon père. C'est-à-dire son grand-père qui se nommait Goudé et qui était chef [...] aujourd'hui, il est ce qu'il a voulu être* »<sup>91</sup>. Charles Blé Goudé a été le leader la Galaxie patriotique de 2002 à 2011. Les mains nues, il dit avoir tenté de rassembler les Ivoiriens autour de l'objectif de défendre les institutions de la République. Suite à la crise postélectorale de 2010-2011, il s'exila au Ghana. Durant cette période, il dit avoir échappé à des attentats contre sa personne. C'est du moins ce que laisse penser l'article de *Le Patriote* que nous rapportons ci-

---

<sup>87</sup> Charles Blé Goudé, *D'un stade à un autre*, Abidjan, Frat Mat Éditions/Leader Associé, 2009, 133 p.

<sup>88</sup> Christina Aschan-Leygonie, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », *Espace géographique*, tome 29, n° 1, 2000, pp. 64-77.

<sup>89</sup> Comité d'aide au développement/Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), *Risque et résilience. Réunion du Comité d'aide au développement*, Paris, 9 juillet 2013.

<sup>90</sup> Blé Gnépo Marcel est décédé le 30 décembre 2010, au cœur de la crise postélectorale. Il a été inhumé le 10 septembre 2011, pendant que Charles Blé Goudé était en exil au Ghana. Charles Blé Goudé n'a pas pu assister à ses funérailles.

<sup>91</sup> *L'Inter*, n° 1568, 30 juillet 2003.

dessous. Il se cacha jusqu'au 17 janvier 2013 où il fut extradé à Abidjan. Il passa environ quatorze mois dans des prisons ivoiriennes. Les photos 26, 27 et 28 en donnent témoignage.

**Image 32 : Charles Blé Goudé se dit menacé de mort.**

**BLÉ GOUDÉ, LE PÈRE DE L'ARTICLE 125" EXPLIQUE SA CAVALE**  
**"On cherche à me tuer"**

Toujours en exil, Charles Blé Goudé dénonce le manque de liberté de l'opposition ivoirienne pro-Gbagbo. Et demande des gages d'équité à la justice de son pays pour pouvoir y rentrer librement. Interview.

J'en ai eu assez de la formule. Si l'ancien caecique du régime de Laurent Gbagbo, Charles Blé Goudé, se dit prêt à faire face à la justice de son pays, à retour dans la mère-patrie ne semble pas encore à l'ordre du jour. Le « général de la rue » pro-Gbagbo estime pourtant avoir un avenir certain en Côte d'Ivoire, et se débâte pour le faire savoir.

**Jeune Afrique : On vous a dit très malade, récemment. Que s'est-il passé et comment allez-vous maintenant ?**  
 Charles Blé Goudé : J'ai eu un problème à la gorge. C'est une réaction due à un changement de rythme de vie radical. Mais grâce à Dieu, tout va mieux maintenant.

**Quel est votre sentiment après l'inculpation de « génocide » émise par la justice ivoirienne contre six proches de Laurent Gbagbo ?**

I va falloir regarder la définition de ce qu'est un génocide et un crime de sang. Je suis curieux de voir les procès se dérouler pour qu'enfin on sache ce qui s'est réellement passé en Côte d'Ivoire.

**Vous avez récemment déclaré être prêt à faire face à la Cour pénale internationale (CPI), ainsi qu'à la justice ivoirienne. Pourquoi alors demeurerez-vous en exil ?**  
 Il faut d'abord préciser que je ne suis l'objet d'aucun mandat d'arrêt de la part de la CPI. Je refuse que l'on me présente comme un criminel en fuite, ou un bandit de grands chemins. Mais, dans une philoso-

phie de résistance, j'ai organisé des manifestations, aux mains nues, des marches, des meetings. Alors si pour cela, on doit me citer à la CPI, si ma présence peut élarger l'opinion, je n'y vois pas d'inconvénient.

En ce qui concerne la justice ivoirienne, j'attends qu'elle pose un seul acte qui prouve qu'elle s'ouvre pour tous. Et qu'elle ne soit plus cette justice sélective qui, depuis avril 2011, ne fait qu'inculquer les pro-Gbagbo. J'attends que les prisonniers politiques connaissent une justice équitable, que les menaces contre mes proches cessent. Quand on arrête et torture mes proches, on me montre le sort qui me sera réservé. Une fois que cela sera fait, je n'aurai aucun problème à mettre fin à mon exil et à me présenter devant la justice de mon pays. Même si, quand on arrête et torture mes proches, on me montre le sort qui me sera réservé.

**Avez-vous des contacts avec la CPI ?**  
 Oui. Mon avocat est en contact permanent avec elle. Et selon les échecs que j'en ai, la CPI n'a pas encore affaire avec moi.

**Il y a tout juste un an, vous aviez posé comme condition pour vous libérer et être jugé qu'Allassane Ouattara soit lui aussi confronté à des juges. Est-ce toujours le cas ?**  
 Ce n'est pas à moi de dire la justice. Mais j'estime qu'elle a pour mission de se prononcer de manière équitable pour que chacun réponde de ses actes, et non



pas pour protéger les hommes au pouvoir. Le président Gbagbo n'est-il pas à la CPI en tant qu'accusé d'être co-auteur de crimes, parce que des militaires, aussitôt réprimés, à ses ordres ? N'est-il pas vrai qu'en Côte d'Ivoire, il a été reconnu par toutes les organisations de défense des droits de l'homme que des hommes pro-Ouattara ont tué d'une manière massive des gens à Douala ou à Abobo ? Au nom de qui les FRCI ont-ils commis ces actes ? Aux ordres de qui répondraient-ils ? Qui était le chef des Forces nouvelles, dont les crimes de sang ne souffrent d'aucun doute ? Que veut-on savoir en Côte d'Ivoire ? J'ai bien peur que la justice internationale se fasse manipuler.

**Pourquoi souhaitez-vous rencontrer Charles Konan Banny en Afrique du Sud ? Êtes-vous prêt à témoigner devant la Commission dialogue réconciliation et vérité ?**  
 Comme je suis un acteur majeur de la crise ivoirienne, mon témoi-

gnage est un impératif et devoir. Je suis donc prêt à rencontrer Charles Konan Banny pour que nous puissions parler de la Côte d'Ivoire, car je suis inquiet pour mon pays.

**De quel est constitué votre quotidien ?**  
 J'ai beaucoup de sujets qui m'occupent. Le matin quand je me réveille, je fais ma prière, puis ma revue de presse, selon les moyens dont je dispose. Je me rends souvent chez des amis qui me permettent d'avoir accès à Internet. Je lis et écris beaucoup.

**Vous déplacez-vous souvent ? À quelle fréquence ?**  
 On me recherche pour me tuer. Des lettres à gage sont envoyées dans tous les pays où l'on me soupçonne d'être. Et en Côte d'Ivoire, plusieurs membres du Cojep (Congrès panafricain des jeunes et des patriotes, créé par Blé Goudé, NDLR) ont été arrêtés. Mais quand des gens comptent sur vous, c'est une raison suffisante pour réagir. J'essaie de me déplacer pour réaliser. Sur ce, on frappe le margouillat, le lézard s'empressé.

**Avez-vous des contacts avec des anciens de la Fédération étudiante et scolaire de Côte d'Ivoire (Fesci), ou des membres du camp Gbagbo ?**

Non, j'ai coupé tout lien et suis dans un endroit où j'estime qu'il n'est pour le moment pas opportun que j'ai des contacts avec qui que ce soit.

**Avec Guillaume Soro non plus ?**  
 Non, il n'est pas opportun d'en avoir aujourd'hui. Nous aurons le temps de nous parler quand le moment viendra.

**Quel regard portez-vous sur son bilan politique ?**  
 Je ne souhaite pas commenter ce qu'il a fait ou est en train de faire. En politique, il n'y a pas de bonnes ou de mauvaises décisions. Elles sont opportunes ou inopportunes.

**Et sur le dialogue politique en Côte d'Ivoire ? Le FPI doit-il continuer de discuter avec le pouvoir ?**  
 Le pouvoir en place veut régner. Il a besoin pour cela d'une opposition sous emprise. Je ne veux pas de ça.

**Je souhaite que la réconciliation se fasse sur la base des règles démocratiques démocratiques qui permettent à l'opposition de s'affirmer. Ce qui n'est pas le cas. Laurent Gbagbo m'a enseigné le dialogue. Mais on ne dialogue pas seul. Est-ce que le pouvoir Ouattara veut vraiment une atmosphère politique détendue ? Est-il prêt à affronter la contradiction ?**  
 Je ne pense pas. Le pouvoir en place veut régner. Il a besoin pour cela d'une opposition sous emprise. Je ne veux pas de ça.

**Pensez-vous avoir un avenir politique en Côte d'Ivoire ?**  
 Si oui, où sur l'échiquier politique ?

Tout combat a besoin d'un visage ou d'un nom. Je pense qu'il y a des ivoiriens qui croient en moi et j'ai encore une partition à jouer en Côte d'Ivoire. La Côte d'Ivoire post-crise électorale est une Côte d'Ivoire d'alliances. Aucun parti politique ne peut seul remporter des résultats électoraux. Mais cela se fera au moment opportun. Le moment venu, je dirai où je me place mais pour le moment je ne me réclame d'aucune chapelle politique. Une chose est claire : je participerai dans les années à venir à la vie politique de mon pays.

(Source : Jeune Afrique)

**Source : Le Patriote, n° 3793, 10 juillet 2012, p. 7.**

**Photo 26 : Charles Blé Goudé présenté à un juge à Abidjan, 21 janvier 2013.**



**Source : Afrique sur 7, 23 mars 2021.**

**Photo 27 : Charles Blé Goudé détenu à la DST, à Abidjan.**



**Source : Jeune Afrique, 11 mars 2014.**

**Photo 28 : Charles Blé Goudé couché dans sa cellule à la DST, à Abidjan.**



Source : *L'Inter*, 10 mars 2014.

Le 22 mars 2014, Charles Blé Goudé fut transféré à la CPI, à la Haye, où il fut jugé comme coauteur indirect, pour quatre chefs d'accusation de crimes contre l'humanité (meurtres, viols et autres violences sexuelles, actes de persécution et autres actes inhumains) qui auraient été perpétrés dans le contexte des violences postélectorales en Côte d'Ivoire entre le 16 décembre 2010 et le 12 avril 2011<sup>92</sup>. Charles Blé Goudé raconte les conditions de son transfèrement à La Haye :

*« Je sais que les dés sont pipés et que je dois mentalement me préparer à la nouvelle phase de ma détention, c'est-à-dire mon transfèrement à La Haye. [...] Pour ma part, je sais que tout ce cirque n'est qu'une mise en scène pour donner un vernis juridique à une décision politique. C'est en pleurs que M<sup>e</sup> Gbougnon<sup>93</sup> plaide. A chaque phrase qu'il prononce, il n'arrive pas à se retenir. Les autres avocats fondent littéralement en larmes. En effet, nous étions des compagnons de galère et des voisins de la résidence universitaire de Yopougon, quand nous étions étudiants. [...] Ils vivent comme une injustice cet épisode de ma vie. Après les plaidoiries de ma défense, la présidente de la chambre me pose une question des plus surprenantes : "Monsieur Blé Goudé, où désirez-vous être jugé ? En Côte d'Ivoire ou à La Haye ?" Ma réponse fait rire jusqu'à la soldatesque présente dans la salle : "Madame la présidente, c'est la neuvième fois que je fais de la prison politique. Mais c'est la première fois que je suis face à un juge qui demande à un prévenu de choisir son lieu de jugement. Madame, ici, ni mon souhait ni même le vôtre ne compte. Tous ici, nous devons nous soumettre à la Loi. Vous, votre rôle, c'est de la faire appliquer. Je me suis toujours battu pour le respect des institutions de mon pays. Si la Loi de mon pays vous autorise à me transférer à La Haye, vous savez donc ce que vous avez à faire. Sinon, si vous demandez à n'importe quel prisonnier, il vous dira que son souhait c'est de rentrer chez lui à la maison". À ces propos, la Chambre se retire, puis les juges qui la composent reviennent pour réciter leur "dictée préparée" : "La chambre autorise votre transfèrement à la Cour pénale internationale. Avez-vous quelque chose à déclarer ?" Je prends juste la parole pour poser la question suivante : "Madame la présidente, je voudrais savoir à quelle heure est prévu le décollage, parce que je n'ai pas du tout envie de passer une nuit de plus à la DST ?" »<sup>94</sup>.*

C'est donc tout déterminé à affronter son destin et à défendre son idéologie politique que le leader des Jeunes patriotes Charles Blé Goudé s'envola pour la CPI. Il entendait y exposer sa part de vérité sur les récents événements vécus par son pays. D'ailleurs, la une du journal pro-

<sup>92</sup> Yacouba Gbané, *Op. cit.*, 2019.

<sup>93</sup> L'un des avocats de Charles Blé Goudé.

<sup>94</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2016, pp. 169-172.

Ouattara, *Le patriote* (ci-dessous), déclarait déjà en juin 2012 que Charles Blé Goudé se disait prêt à aller à la CPI.

**Image 33 : La une de *Le Patriote* sur la disposition de Charles Blé Goudé à aller à la CPI.**



Source : *Le Patriote* n° 3778 du vendredi 22 juin 2012.

Lors de sa première comparution à la CPI, le 27 mars 2014, il affirma son innocence. Il semblait convaincu qu'il retournerait en Côte d'Ivoire : « *Madame la Juge, contrairement à une certaine opinion qui estime à tort ou à raison qu'un voyage à la CPI est un voyage de non-retour, je pense qu'un citoyen qui est suspecté par la CPI peut venir ici, faire l'objet d'un procès et, s'il est innocent, peut repartir chez lui. Et je sais que je repartirai chez moi. Et je sais que je repartirai chez moi* »<sup>95</sup>. En répétant cette dernière phrase devant la CPI, Charles Blé Goudé voulait marquer sa certitude de remporter la victoire juridique sur le procès qui l'opposait à la procureure Fatou Bensouda. Patrice Saraka, ami et médecin personnel de Charles Blé Goudé dit de celui-ci qu'« *il ne renonce jamais à ses idéaux et convictions. Il fait corps en toute circonstance avec ses camarades de lutte et continue de se battre pour défendre l'intérêt collectif. Aujourd'hui encore, le ministre Blé Goudé, du fond de sa cellule de déportation continue d'avoir la même attitude, la même posture d'homme digne* »<sup>96</sup>.

Le 31 mars 2021, Charles Blé Goudé a été acquitté en même temps que Laurent Gbagbo. Pour lui, c'est une victoire qu'il compte monnayer dans la suite de son parcours politique. Alors que très peu de prisonniers réussissent à sortir innocents de la CPI, il rentre dans l'histoire comme un leader qui a affronté cette immense machine juridique internationale et en a triomphé.

<sup>95</sup> Cour pénale internationale, « Première comparution de Charles Blé Goudé devant la CPI », *icc-cpi.int*, 27 mars 2014, [consulté le 23 décembre 2021], disponible sur : [https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr990&ln=fr].

<sup>96</sup> Patrice Saraka, « Côte-d'Ivoire. Charles Blé Goudé : une vie d'épreuves ou les épreuves d'une vie », *Connectionivoirienne*, 29 Septembre 2016.

D’ailleurs, définitivement acquitté de crimes contre l’humanité, il demande à la CPI de le dédommager pour les sept années qu’il a perdues à La Haye. Il réclame au moins 819 300 euros de dommages et intérêts<sup>97</sup>. Il dit à ce propos : « *La CPI a certainement fini avec moi ; mais moi, je n’ai pas encore fini avec la CPI. Plus de sept années de ma vie m’ont été bouffées. J’ai été présenté au monde entier comme un criminel [...] Je n’ai pas vu mes enfants grandir* »<sup>98</sup>.

Dans la logique de sa détermination malgré ses déboires, Charles Blé Goudé nourrit des ambitions présidentielles. « *Si je ne deviens que Premier ministre, je n’aurai pas réussi ma vie* »<sup>99</sup>, déclare-t-il. Il a été élu président de son parti politique, le COJEP, et est décidé à revenir dans son pays pour prendre part au défi de développement de la Côte d’Ivoire. « *J’ai l’ambition de diriger un jour mon pays avec une équipe qui comprendra qu’il faut faire la politique autrement en Côte d’Ivoire* »<sup>100</sup>, affirme-t-il dans plusieurs médias internationaux. Sorti de l’enfer des prisons, il fait preuve de résilience. Son livre « *De l’enfer, je reviendrai* »<sup>101</sup>, paru en 2016, alors qu’il était encore en détention, sonna comme un avertissement à ceux qui pensaient qu’il était politiquement mort. Il y annonça son retour prochain sur la scène politique ivoirienne. La photo 29 montre la mise en liberté provisoire à la CPI de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, le 15 janvier 2019.

**Photo 29 : Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé en liberté provisoire, CPI, 15 janvier 2019.**



**Source : France 24, 16 janvier 2019.**

Dans cette photo, Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé, les bras levés, saluent leurs partisans venus les soutenir à l’audience. Après son passage à la CPI, Charles Blé Goudé dit avoir certes gagné en maturité, mais il reste attaché à ses rêves pour la Côte d’Ivoire : « *Je suis Charles Blé Goudé. J’ai mûri, mais je n’ai pas changé* »<sup>102</sup>. En disant qu’il est Charles Blé Goudé, il affirme

<sup>97</sup> Anna Sylvestre-Treiner, « CPI : Charles Blé Goudé réclame jusqu’à 819 300 euros de dommages et intérêts », *Jeune Afrique*, 10 septembre 2021.

<sup>98</sup> *France 24*, 24 juin 2021.

<sup>99</sup> Servan Ahougnon, *Op. cit.*, 2019.

<sup>100</sup> Marc Perelman, *Op. cit.*, 2019.

<sup>101</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2016.

<sup>102</sup> Marius K., « Charles Blé Goudé : “J’ai mûri (...) Je ne peux plus réfléchir comme en 2002” », *Opera News*, octobre 2021.

sa personnalité qu'il ne voudrait échanger contre une autre. Il est ce qu'il est. Il assume ses choix, malgré les coups. Il demeure le leader prêt à mobiliser des foules pour des causes qu'il juge pertinentes. Il encourage ses partisans à ne pas abandonner leur engagement politique. Pour lui, tout ce qu'il a vécu n'a fait que construire sa personnalité et renforcer sa détermination à se battre pour son pays. « *Vivre hors de son pays n'est pas facile. Mais c'est une parenthèse de formation qui va me servir* »<sup>103</sup>. Seulement, il donne un nouveau sens à sa lutte dont il convient de mentionner des caractéristiques. De fait, il passe d'un stade à un autre, dans le combat qu'il mène.

### 3) « D'un stade à un autre » : de l'engagement nationaliste au militantisme pour la réconciliation post-crise

Cette matière met en évidence la nouvelle tournure que prend l'engagement nationaliste de Charles Blé Goudé. « D'un stade à un autre »<sup>104</sup> est le titre de son deuxième livre<sup>105</sup>. Il est paru le 19 septembre<sup>106</sup> 2009. C'est une analyse critique, contextuelle et symbolique de la crise que traverse la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre 2002. Son premier chapitre est le regard de l'auteur, d'une part, sur la table ronde de Linas-Marcoussis du 15 au 23 janvier 2003 et, d'autre part, sur la cérémonie de la *Flamme de la paix* à Bouaké, le 30 juillet 2007 pour célébrer la paix retrouvée, suite à l'APO signé le 4 mars 2007<sup>107</sup>. À Linas-Marcoussis, la rencontre s'est effectuée dans un stade (de rugby). Et à Bouaké, la cérémonie de la Flamme de la paix s'est également déroulée dans un stade (de football)<sup>108</sup>. En passant d'un stade à un autre, la Côte d'Ivoire passait d'une étape de sa crise à une autre beaucoup plus pragmatique et conduisant vers la paix. « D'un stade à un autre » est un cheminement de l'inimitié à l'amitié, de la guerre à la paix et de la haine au pardon. Nous empruntons ce titre pour signifier le passage effectué par Charles Blé Goudé de l'adversité à la cohésion sociale.

En effet, les événements vécus par Charles Blé Goudé lui ont imposé une introspection depuis son exil au Ghana. « *En prison, ce dont on dispose le plus, c'est le temps* »<sup>109</sup>, assure-t-il. Il a eu le temps d'analyser ses erreurs et ses réussites pour en tirer des leçons de vie et mieux cibler ses objectifs en tenant compte de la *realpolitik*. Charles Blé Goudé a dit qu'il ne maîtrisait pas tous les contours et les enjeux de la crise ivoirienne : « *Je n'ai pas toutes les réponses sur comment fonctionne le monde [...] J'ai été propulsé dans la politique, trop jeune, sans comprendre le*

---

<sup>103</sup> Ekia Badou et Pierre Cherruau, « Blé Goudé : “Je ne cherche pas à déstabiliser le régime Ouattara” », *Slate Afrique*, 22 janvier 2013.

<sup>104</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2009.

<sup>105</sup> Le premier étant *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, paru en 2006, à Leaders Team Associated/Frat Mat Éditions.

<sup>106</sup> En mémoire de l'attaque rebelle du 19 septembre 2002.

<sup>107</sup> Dan Opéli, « “D'un stade à un autre” de Charles Blé Goudé - Le choc des contraires, le triomphe de la conscience africaine », *Notre Voie*, 30 septembre 2006.

<sup>108</sup> Charles Blé Goudé, *Op. cit.*, 2009, p. 35.

<sup>109</sup> Entretien avec Charles Blé Goudé, 12 janvier 2021, La Haye.

*fonctionnement du monde. Aujourd'hui je profite de cette pause dans ma vie pour mieux comprendre le monde* »<sup>110</sup>. Serait-ce qu'il s'est précipité dans un combat dont il ne maîtrisait pas tous les contours ? Même son mentor Laurent Gbagbo avait déclaré, le jour de son arrestation, le 11 avril 2011, que ce combat-là il a des composantes que ni lui ni les journalistes qui l'interrogeaient ne maîtrisaient<sup>111</sup>. Ainsi, si lui-même, le Président de la République, du haut de ses 30 ans dans l'opposition et ses 10 ans au pouvoir, n'avait pas toutes les cartes en main, il est clair que ses partisans nageaient dans une eau dont ils ignoraient la profondeur. Si Laurent Gbagbo qui était le chef n'avait pas tous les contours de ce qui se jouait entre 2002 et 2011, on peut conjecturer que Charles Blé Goudé et les Jeunes patriotes étaient loin de comprendre les vrais enjeux de la lutte pour laquelle ils ont sacrifié leur vie. C'est ainsi que Charles Blé Goudé décide de donner un nouveau sens à son militantisme.

Le 12 juin 2021, il a reçu le baptême catholique à la Haye où il résidait après son acquittement par la CPI. Ce geste laisse penser que le leader des Jeunes patriotes a décidé de passer à un nouveau cap de sa vie. « *Je n'oublie pas de lire la Bible chaque jour pour donner une dimension spirituelle à tout ce que nous faisons* »<sup>112</sup>. De fait, depuis sa sortie de prison, tous ses messages convergent vers une même thématique : la nécessité de la réconciliation nationale après la crise de 2011. Il est prêt à aller demander pardon à ceux qu'il aurait offensés<sup>113</sup>. Ce nouveau discours serait le fruit d'une maturité acquise depuis les événements qui ont bouleversé sa vie : « *J'ai mûri [...] Les épreuves de la vie m'ont forgé [...] Je ne peux plus réfléchir comme en 2002* »<sup>114</sup>. Depuis son exil au Ghana, il ne cessait de se posait les questions suivantes : « *Avons-nous fait correctement ce que nous avons à faire ? Est-ce qu'on a fait des erreurs ?* »<sup>115</sup>. Dans tous les cas, il suggère que chacun tire des leçons des récents événements pour mieux orienter les échéances à venir et voir comment amorcer un nouveau départ en Côte d'Ivoire.

La nouvelle vision de Charles Blé Goudé se décline comme suit : « *Le jour viendra où nous pourrons tous nous rendre compte qu'il n'y pas d'autre voie que le dialogue. En attendant ce jour, je ne cesserai jamais d'appeler au dialogue, jusqu'à ce que le gouvernement en place et ses alliés comprennent que seul un dialogue peut ramener la paix en Côte d'Ivoire* »<sup>116</sup>. En somme, il semble être passé du militantisme nationaliste extrémiste au militantisme pour une réconciliation nationale. « *En ce qui me concerne, je ferai ma part. [...] Je serai un instrument au service de la*

---

<sup>110</sup> Ekia Badou et Pierre Cherruau, *Op. cit.*, 2013.

<sup>111</sup> Babeloloma, « Kidnapping de Laurent et Simone Gbagbo par les FRCI et Licorne française », *youtube.com*, 11 avril 2011, [consulté le 22 avril 2020], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=MR-KGUZijbY].

<sup>112</sup> Ekia Badou et Pierre Cherruau, *Op. cit.*, 2013.

<sup>113</sup> *Africa 24*, 27 mars 2019.

<sup>114</sup> Marius K., *Op. cit.*, 2021.

<sup>115</sup> Ekia Badou et Pierre Cherruau, *Op. cit.*, 2013.

<sup>116</sup> *Idem*.

*paix et de la réconciliation dans mon pays* »<sup>117</sup>, annonce Charles Blé Goudé. Il persiste dans son ambition de recoller les morceaux en Côte d'Ivoire et prend ses distances vis-à-vis d'un quelconque règlement de comptes : « *Je n'encouragerai aucune tentation de vengeance ni aucune velléité de revanche. Vengeances sur vengeances, revanches sur revanches, ne feront que précipiter notre pays dans l'abîme* »<sup>118</sup>.

Le chef de la Galaxie patriotique s'affiche comme un apôtre de la non-violence : « *Mon credo a toujours été la non-violence. Mon arme, c'est la parole ; ma force, la mobilisation des masses. L'idée d'un Blé Goudé violent est une caricature imposée par les médias occidentaux* »<sup>119</sup>. Toutefois, pour réussir à rassembler les anciens antagonistes de la crise ivoirienne, Charles Blé Goudé pense qu'il est important de situer les responsabilités et de mettre en évidence les causes de la guerre ivoirienne pour éviter que cela ne se répète. Il suit ainsi Rafael Grasa pour qui le processus « *de consolidation puis de construction de la paix tendant à rendre hautement improbable l'émergence de violence lors de nouveaux conflits ne sera réalisable que si nous saisissons les racines et les facteurs générateurs et multiplicateurs de conflits violents et si nous travaillons sur toutes les causes qui ont conduit à une détérioration de la situation économique, sociale et politique* »<sup>120</sup>.

En somme, nous avons tenté de suivre le parcours du leader générationnel Charles Blé Goudé, pour comprendre ce qui le motive à s'inscrire dans les débats sur la place publique. Il semble guidé par un projet politique qu'il souhaiterait décliner en étant Président de la République ivoirienne. Cette ambition se nourrit de sa conviction que les aînés n'ont pas réussi le pari de stabiliser le pays après le décès d'Houphouët-Boigny. Initié à la politique alors qu'il était étudiant, Charles Blé Goudé a appris à ses dépens la rudesse de ce monde. Il dit cependant que les coups reçus l'ont formé. Après sa sortie de la CPI, il entame un nouveau virage de sa vie politique en œuvrant pour la réconciliation post-conflit dans son pays. Si ses partisans sont convaincus de ce revirement de Charles Blé Goudé, des observateurs de la scène politique ivoirienne restent sceptiques face à ce prétendu changement du leader de la Galaxie patriotique. Pour eux, Charles Blé Goudé qui a tant mobilisé l'arène politique ne pouvait pas si brusquement changer. « *Son récit a quelque chose d'une fable appliquée à l'histoire politique de la Côte d'Ivoire. Celle d'un chasseur qui jure s'être transformé en berger. Charles Blé Goudé le dit et le redit, au point d'en faire l'élément central de son propos : il a changé* »<sup>121</sup>.

---

<sup>117</sup> BBC News Afrique, « Goudé appelle à éviter toute "tentation de vengeance" », *Bbc*, 27 mars 2019.

<sup>118</sup> *Idem*.

<sup>119</sup> Cheikh Yérim Seck, « Charles Blé Goudé », *Jeune Afrique*, 21 août 2006.

<sup>120</sup> Rafael Grasa (ed.), *Op. cit.*, 2014, p. 9.

<sup>121</sup> Cyril Bensimon, « Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé, passager en attente d'un retour en politique », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juillet 2021.



En définitive, comment les Jeunes patriotes s'inscrivent-ils désormais dans la dynamique de reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire ? Nos recherches nous ont fait constater trois grandes trajectoires dans le parcours actuel de ceux qui constituaient la Galaxie patriotique. Il y a d'abord ceux qui ont rallié le camp pro-Ouattara à cause d'un revirement idéologique ou des questions de convenance personnelle. Ensuite, nous avons noté le groupe de ceux qui sont restés pro-Gbagbo et qui espèrent un retour aux affaires de leur leader ou d'un de ses proches. Ceux-là considèrent comme une injustice le transfèrement de Laurent Gbagbo à La Haye et se sont réjoui de son retour le 17 juin 2021. Il y a, enfin, le camp de ceux qui n'ont plus envie de se mêler des questions politiques en Côte d'Ivoire, soit parce qu'ils sont déçus des leaders de la Galaxie patriotique qui ont fui le pays dès les premiers bombardements de la résidence de l'ex-Président, soit parce qu'ils ont subi des atrocités ou des traumatismes pendant la crise de 2002-2011.

Par ailleurs, malgré la désillusion de beaucoup de Jeunes patriotes, la ferveur panafricaniste qui a guidé leur combat durant une décennie continue de mobiliser du monde. Le PPA-CI de Laurent Gbagbo milite justement pour la solidarité africaine contre l'impérialisme des puissances étrangères et le néocolonialisme occidental. Pour lui, plus les ensembles régionaux sont grands, plus ils sont puissants. Ses partisans qui ont lutté contre la rébellion et contre la France de 2002 à 2011 voient donc dans ce nouvel instrument de leur mentor un moyen de continuer l'engagement politique contre le néocolonialisme français. Ainsi, la flamme nationaliste reste allumée. D'ailleurs, en 2019, Charles Blé Goudé a transformé le COJEP en parti politique. Le COJEP devient désormais le Congrès panafricain pour la justice et l'égalité des peuples. Ce parti s'inscrit dans la lutte panafricaniste comme celui de son mentor, le PPA-CI. Charles Blé Goudé qui dit avoir mûri mais n'avoir pas changé assure continuer son engagement.

Toutefois, le leader des Jeunes patriotes s'inscrit désormais dans une vision qui tient compte de la *realpolitik* qu'il n'avait pas incluse dans ses précédents rassemblements populaires. S'il est vrai que, depuis son jeune âge, il mobilise des foules par sa puissance d'orateur, il dit avoir été trop tôt jeté dans l'arène politique sans préparation sur comment fonctionne le monde<sup>122</sup>. Son passage à la CPI lui a permis de faire une introspection et de mieux évaluer l'adversité. Il a ainsi affiné ses objectifs et sa stratégie. Ambitionnant de briguer un mandat présidentiel, il s'inscrit dans le processus de réconciliation dans son pays. Pour lui, la nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire doit faire mieux que les aînés. Sorti de l'enfer de la prison, Charles Blé Goudé fait preuve de résilience et dit avoir été formé par cette dernière épreuve qui l'a maintenu loin de son pays

---

<sup>122</sup> Ekia Badou et Pierre Cherruau, *Op. cit.*, 2013.

pendant près de dix ans. Il se présente comme une figure d'une nouvelle génération venue « du bas » et déterminée à reconstruire la Côte d'Ivoire en changeant le visage politique ivoirien malgré les obstacles. Il invite les jeunes à se « lever en hommes »<sup>123</sup>, pour installer un nouvel ordre politique en Côte d'Ivoire, face à l'échec des aînés englués dans des luttes factionnelles à base ethno-régionaliste et sur fond identitaire.

---

<sup>123</sup> Richard Banégas, *Op. cit.*, 2007.

## CONCLUSION PARTIELLE

Cette dernière grande partie de notre travail a été bâtie autour du questionnement suivant : dans quelle mesure l'idéalisme d'une résilience nationale a-t-il structuré le militantisme des Jeunes patriotes ? En quoi le genre musical Zouglou a-t-il reflété le combat de la Galaxie patriotique en Côte d'Ivoire ? Et comment les Jeunes patriotes s'inscrivent-ils désormais dans la dynamique de reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire ? Pour y répondre, nous avons analysé la mobilisation des Jeunes patriotes pour comprendre l'ampleur de son autonomie dans la décision d'investir la rue. Nous avons ainsi noté que, si des appels aux rassemblements étaient lancés à partir de la télévision RTI, la plupart des meetings n'étaient pas suscités par les dirigeants politiques au pouvoir, mais par une volonté personnelle des manifestants. D'ailleurs, ceux-ci semblent avoir eu des rapports distants avec le FPI. De plus, ils disent avoir financé eux-mêmes la majorité de leurs manifestations. Pour eux, c'est leur volonté de sauver les institutions républicaines qui guidait leur engagement politique et non le désir d'avoir des biens matériels et des faveurs du régime de Laurent Gbagbo dont beaucoup parmi les manifestants ne partageaient pas l'idéologie politique.

Pour galvaniser les Jeunes patriotes, les artistes Zouglou étaient invités car ils reprenaient en chanson les thèmes développés par les orateurs des meetings. Jouant sur l'affect et l'émotion, le rythme Zouglou est né dans un contexte de revendications estudiantines, aux tournants des années 1990. Il fustigea aussi les dérives de tous les régimes politiques ivoiriens depuis Houphouët-Boigny. Il semblait donc bien approprié pour porter les aspirations des manifestants nationalistes rassemblés au sein de la Galaxie patriotique. Cette musique, qui se présenta comme une identité culturelle nationale par sa capacité à se mettre au-dessus des clivages ethniques, réussit à éviter le piège identitaire dans lequel la plupart des autres rythmes musicaux ivoiriens tombaient. Reprenant à son compte la réalité existentielle des Ivoiriens, le Zouglou fixa dans la mémoire collective les revendications des Jeunes patriotes engagés pour la souveraineté de leur pays contre le néocolonialisme et l'impérialisme français. Il fustigea la rébellion et soutint la lutte de Laurent Gbagbo.

À partir du 11 avril 2011, la Galaxie patriotique prit justement un nouveau tournant. En analysant leur posture post-conflit, nous avons constaté que les Jeunes patriotes, depuis la fin de la crise postélectorale de 2011, sont entre désillusion et détermination. La plupart de leurs leaders sont allés en exil. À leur retour au pays, beaucoup parmi eux rejoignirent le camp RHDP. Les autres choisirent soit de rester pro-Gbagbo, soit de quitter la scène politique. Quant aux Jeunes patriotes anonymes, ils se sont retrouvés dans un dilemme qui s'est nourri du départ des leaders qui apparut comme une trahison des manifestants dont beaucoup prirent des risques pour leur vie. Ils sont également divisés en trois groupes depuis le 11 avril : ceux qui ont rejoint le RHDP, ceux

qui sont restés proches de Laurent Gbagbo et ceux qui sont dégoûtés de la politique. Malgré ces désillusions, le combat panafricaniste continue avec la PPA-CI de Laurent Gbagbo et le COJEP du leader générationnel Charles Blé Goudé qui a réorienté son combat, formé par les années passées en prison. Il œuvre désormais à la réconciliation nationale tout en conservant son ambition de briguer un mandat présidentiel avec une équipe qui comprend qu'on peut faire la politique autrement.

## CONCLUSION GÉNÉRALE

Notre travail a porté sur les Jeunes patriotes en Côte-d'Ivoire. Nous avons tenté une sociologie politique de ce mouvement nationaliste. Si, pour Olivier Fillieule, « *une génération politique désigne un groupe qui, à un moment donné du temps identifié comme correspondant à une étape significative, a rejoint un collectif militant* »<sup>1</sup>, nous nous sommes appuyés sur la définition qu'en donnent Margaret et Richard Braungart pour penser les Jeunes patriotes. Pour eux, en effet, la génération politique est un « *groupe d'âge historique [qui] se mobilise pour œuvrer au changement social et politique lorsque l'âge se trouve corrélé au comportement politique collectif* »<sup>2</sup>. Le questionnement qui a mobilisé notre attention tout le long de cette étude était : comment expliquer l'émergence et la politisation d'une nouvelle génération politique autour des Jeunes patriotes en Côte d'Ivoire ? Qui sont ces manifestants et quels ont été les éléments déclencheurs de leur politisation et de leur mobilisation ? Pour adresser cette problématique, nous avons testé trois hypothèses de travail dont la première postule que *les Jeunes patriotes remobilisèrent une frange importante de la jeunesse aux profils sociaux diversifiés et hétérogènes*. Ensuite, nous avons fait l'hypothèse que *des facteurs endogènes et des facteurs exogènes ont favorisé l'émergence et la consolidation de la Galaxie patriotique*. Enfin, nous avons conjecturé que *les Jeunes patriotes ivoiriens voulaient s'opposer à ce qu'ils considéraient comme une injustice envers Laurent Gbagbo*.

Pour rendre raison de cette approche, nous nous sommes adossés aux travaux d'Annick Percheron sur la socialisation politique afin de comprendre la politisation de cette jeunesse patriotique en Côte d'Ivoire. Son analyse a mis au jour des mécanismes de formation et de transformation des systèmes individuels de représentations, d'opinions et d'attitudes politiques. Elle a donné d'observer que la socialisation politique dans laquelle l'acteur est autonome et non passif aide le jeune à construire le fond de carte<sup>3</sup> sur lequel viendront s'inscrire des réalités sociales diverses. C'est à partir de ce construit social qu'il prend la décision d'agir ou non, de se mobiliser ou non. La socialisation désigne, ainsi, un processus actif de construction, de déconstruction et de reconstruction d'identités liées aux différentes sphères d'activités qui laisse peu de place à l'instrumentalisation de l'acteur social. Nous nous sommes également inspirés des recherches de Michel Dobry. Il nous a, quant à lui, éclairés avec sa compréhension de la mobilisation multisectorielle. Il a permis de cerner la participation de personnes de divers domaines

---

<sup>1</sup> Olivier Fillieule, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 211.

<sup>2</sup> Richard Braungart et Margaret Braungart, « Les générations politiques », in Jean Crête, Pierre Favre (dir.), *Génération et politique*, Québec, PUL, Economica, 1989, p. 9.

<sup>3</sup> Annick Percheron, *La socialisation politique. Textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Paris, Armand Colin, 1993, p. 191.

socioprofessionnels aux manifestations de la Galaxie patriotique vues comme conjonctures politiques fluides<sup>4</sup>. Il réfute, par ailleurs, l'idée d'une manipulation purement instrumentale des ressources que les acteurs politiques utiliseraient comme de simples moyens pour atteindre certaines fins. Grâce à ces deux auteurs, nous avons eu une approche de la manière dont les actions collectives ou les mobilisations protestataires émergent. Pour questionner nos hypothèses, nous les avons confrontées aux entretiens semi-directifs menés et à l'analyse du contenu des ressources documentaires exploitées. Ces deux méthodes ont été précédées par notre observation de certains meetings des Jeunes patriotes. Nous avons choisi de faire un parcours thématique, dans une approche sociohistorique de l'objet de notre étude.

C'est ainsi que, pour mieux comprendre les causes de l'émergence de la Galaxie patriotique, notre étude est remontée aux années 1900, afin de retracer les sources de la question identitaire qui a mobilisé les Jeunes patriotes de 2002 à 2011 et qui continue de secouer la Côte d'Ivoire aujourd'hui encore. Il s'agissait de voir comment l'identité nationale avait joué un rôle central dans la construction de la Côte d'Ivoire postindépendance. Nous avons fait le constat que, depuis des millénaires, l'Afrique a connu de vastes mouvements de populations. C'est pourquoi les chercheurs s'accordent pour dire que la plupart des pays africains sont le résultat de migrations continuelles de populations. Par exemple, la politique économique coloniale qui avait besoin de main d'œuvre a fait venir des peuples en quête de terres fertiles et d'opportunités professionnelles du Nord vers l'actuel territoire ivoirien. La Côte d'Ivoire connut une forte pression migratoire en provenance des pays du Sahel. Les peuples du Nord étaient particulièrement appréciés par les colons<sup>5</sup>.

De plus, la colonisation a découpé, avec des frontières artificielles, des aires culturelles continues qui s'étendaient sur de vastes territoires africains. C'est pourquoi la Côte d'Ivoire, par exemple, rassemble sur son sol les Gurs, les Krous, les Akans et les Mandés. Tous ces groupes ethniques s'étalent dans une continuité linguistique au-delà des frontières ivoiriennes et se retrouvent dans plusieurs pays voisins. Aujourd'hui encore, certaines populations frontalières ont leurs maisons dans un pays et leurs plantations de l'autre côté de la frontière, dans le pays voisin. Ces morcellements des anciens territoires engendrèrent une citoyenneté ambiguë pour de nombreux Africains liés par l'histoire à plusieurs territoires délimités par des frontières perméables. C'est ainsi que plusieurs Burkinabés sont nés Ivoiriens au moment où une partie de la Côte d'Ivoire se trouvait dans l'actuel Burkina-Faso. Les conflits identitaires nés de ces

---

<sup>4</sup> Michel Dobry, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, [2009] 2012, 432 p.

<sup>5</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *fasopo.org*, [consulté le 23 novembre 2021], disponible sur : [[http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial\\_2\\_rib\\_1206.pdf](http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial_2_rib_1206.pdf)].

confusions historiques trouvèrent un terreau favorable dans la crise économique que traversait la Côte d'Ivoire entre 1980 et 1990. Les autochtones prirent les étrangers comme boucs émissaires de leurs malheurs : ceux-ci étaient accusés de prendre les meilleures places dans l'administration et d'occuper illégalement des terres. L'étranger devint alors « *un bouc émissaire utile pour tenter d'exorciser les maux du pays* »<sup>6</sup>. Les différents régimes qui succédèrent à Houphouët-Boigny ne réussirent pas à désamorcer ce conflit identitaire et foncier qui paralysa la Côte d'Ivoire pendant des décennies.

Il est alors paru primordial de voir comment l'instrumentalisation de la question identitaire par les groupes politiques a structuré la période qui a suivi la fin du régime d'Houphouët-Boigny. De fait, depuis le décès d'Houphouët-Boigny en décembre 1993, la Côte d'Ivoire traverse une sorte de transition. C'est pourquoi nous avons convoqué la transitologie pour comprendre le multipartisme qui fut rétabli en 1990 et qui a sanctionné la fin du régime du premier Président ivoirien troublée par des manifestations populaires. Le FPI de Laurent Gbagbo et un syndicat étudiant nouvellement créé, la FESCI, étaient à la pointe de cette revendication démocratique<sup>7</sup>. Le milieu estudiantin était convoité par des hommes politiques<sup>8</sup> à cause de sa capacité à se mobiliser. Notre analyse a mis en lumière la mobilisation multisectorielle qui accompagna le rétablissement de la démocratie dans le pays à la fin du régime autoritariste d'Houphouët-Boigny. Mais le décès de celui-ci ouvrit une période d'instabilité politique qui se nourrit de l'instrumentalisation de la question identitaire par tous les régimes qui lui ont succédé jusqu'à ce jour.

La guerre de succession à la mort d'Houphouët-Boigny a tourné en un affrontement entre les héritiers<sup>9</sup>. L'ouverture du champ politique vit apparaître des groupes de pouvoirs et des conflits factionnels qui plongèrent le pays dans une scission de plus en plus profonde. En effet, tout comme Henri Konan Bédié qui mobilisa la fibre ethno-régionaliste et Robert Guéï dont l'accession au pouvoir fut appréhendée comme l'exaucement d'un vœu longtemps nourri par les gens de sa région (Ouest ivoirien), Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara firent jouer la fibre ethno-régionaliste et religieuse, pour conserver leurs électors. Chacun d'eux a alimenté les référents ethniques autour de leur région d'origine<sup>10</sup>. Les clivages entre leurs partis politiques respectifs suivirent cette même ligne de faille ethno-régionaliste.

Les antagonismes furent si tranchés que le pays connut le premier coup d'État de son histoire le 24 décembre 1999. Ce putsch militaire mit fin au régime d'Henri Konan Bédié. Pour

---

<sup>6</sup> Richard Banégas et Bruno Losch, « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Politique Africaine*, n° 87, 2002, pp. 147-148.

<sup>7</sup> Laurence Proteau, *Passions scolaires en Côte-d'Ivoire. École, État et société*, Paris, Karthala, 2002, 385 p.

<sup>8</sup> Francis Akindès et Moussa Fofana, « Jeunesse, idéologisation de la notion de "patrie" et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire », *codesria.org*, 24 septembre 2011, [consulté le 22 novembre 2021], disponible sur : [https://codesria.org/IMG/pdf/7-Akindes\_et\_Fofana.pdf].

<sup>9</sup> Richard Banégas et Bruno Losch, *Op. cit.*, 2002.

<sup>10</sup> Philippe Hugon, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, p. 119.

Judith Rueff, « *Henri Konan Bédié et ses acolytes jouaient à fond le réflexe identitaire, manipulaient les peurs et les jalousies entre ethnies, gonflant la hantise des gens du Sud, chrétiens et animistes, pour avoir été envahis par les immigrants musulmans venus des pays voisins* »<sup>11</sup>. Après le bref passage de Robert Guéi à la tête du pays, Laurent Gbagbo pris les rênes du pouvoir en 2000. Mais, la persistance des conflits identitaires sous son règne conduisit à la rébellion du 19 septembre 2002 qui mobilisa le pays jusqu'au 11 avril 2011 où Laurent Gbagbo fut chassé du pouvoir. De fait, le pays faisait face à une « *capture de l'État et de ses institutions par certains groupes ethniques soucieux de garder le monopole du pouvoir au détriment d'autres groupes ethniques qui se [donnèrent] alors les moyens analogues pour prendre ce pouvoir* »<sup>12</sup>. La rébellion venue du Nord, le 19 septembre 2002, n'est que l'expression du sentiment d'ostracisme accumulé par « les gens du Nord ».

Nous avons alors tenté de comprendre en quoi cette rébellion de septembre 2002 fut suscitée par la crise identitaire que connaissait la Côte d'Ivoire depuis 1993. Cette problématique a été le prétexte d'une sociologie de la plus grande crise militaro-politique que le pays ait connue. Notre analyse a mis en évidence trois facteurs explicatifs de ce conflit. La première raison de cette rébellion est d'essence économique. Elle est fondée sur une disparité entre le Nord sous-développé du pays et le Sud développé. Il y a également le conflit entre les élites politiques et militaires du pays comme élément déclencheur et seconde cause de la crise de septembre 2002. Enfin, nous avons trouvé que le facteur central et troisième motif de cette insurrection armée était le sentiment d'injustice adossé à la question identitaire qui confinait les nordistes dans la posture d'« étrangers ». En somme, cette révolte armée tentait l'instauration d'un nouvel ordre politique en Côte d'Ivoire.

Guillaume Soro, ancien secrétaire général de la FESCI, qui se présenta comme leader de cette insurrection armée, disait vouloir combattre l'ostracisme dont les populations du Nord se sentaient victimes. Pour lui, le concept de l'ivoirité déclarait une large frange de la population nordiste comme étrangère<sup>13</sup>, d'où les tracasseries administratives et des vexations policières<sup>14</sup> dont elle était victime. L'identité des habitants du Nord ivoirien était remise en cause. Des pratiques politiciennes des successeurs d'Houphouët-Boigny ont relégué ces populations, notamment les Dioulas ou les Malinkés, en citoyens de seconde zone. Ils ont confiné aux seules populations du Sud et du Centre que sont les Akans et les Krous, les racines ivoiriennes et le titre de « vrais » Ivoiriens. Ainsi, désormais, l'étranger ne serait plus seulement l'immigré, ce serait le Dioula, le

---

<sup>11</sup> Judith Rueff, *Côte d'Ivoire : le feu au pré carré*, Paris, Éditions Autrement Frontières, 2004, p. 22.

<sup>12</sup> Lanciné Sylla, « Ethnicité et multipartisme : le modèle occidental d'État et de démocratie à l'épreuve du tribalisme », *Kasa Bya Kasa*, n° 1, 2001, pp. 161-185.

<sup>13</sup> Alice Ellenbogen, *La succession d'Houphouët-Boigny : entre tribalisme et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2002, 173 p.

<sup>14</sup> Jean-Pierre Dozon, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité. Genèse d'un coup d'État », *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, pp. 45-62.



nordiste ou le musulman<sup>15</sup>. Alassane Ouattara, musulman et originaire du Nord ivoirien, qui fut continuellement recalé à plusieurs élections pour nationalité douteuse, catalysa en sa personne la cause des populations du Nord et des musulmans.

La rébellion considéra l'exclusion d'Alassane Ouattara à ces élections comme l'exclusion du Nord du jeu politique ivoirien. Elle voyait en lui l'homme qui pourrait soutenir le Nord. La rébellion se fit alors la voix de ces personnes ostracisées<sup>16</sup>. C'est ainsi qu'elle combattit le régime de Laurent Gbagbo du 19 septembre 2002 au 11 avril 2011 où Alassane Ouattara pu s'installer dans le fauteuil présidentiel, suite à la crise postélectorale de 2010-2011. Depuis l'accession d'Alassane Ouattara au pouvoir, les questions foncières et identitaires sont encore entremêlées et entretiennent des sentiments d'humiliation et de victimisation, ainsi que des discours xénophobes qui polarisent davantage la société ivoirienne. Les ingrédients d'une crise identitaire sont donc toujours présents.

Ainsi, on peut dire que les élites politiques ivoiriennes, par leur gestion de la question identitaire, ont joué un rôle déterminant dans l'émergence des formes de mobilisation dont la rébellion et la Galaxie patriotique sont des exemples. Ces mouvements sociopolitiques se traduisirent ainsi par une crise générationnelle<sup>17</sup>. On releva alors une attitude de défiance de la jeunesse ivoirienne face à l'autorité politique et à tous les régimes qui se sont succédé à la tête du pays, de celui d'Houphouët-Boigny à celui d'Alassane Ouattara. C'est pourquoi il a semblé pertinent de comprendre dans quelle mesure la jeunesse nationaliste ivoirienne a été un acteur déterminant dans la crise identitaire en Côte d'Ivoire depuis la période postindépendance jusqu'à la crise postélectorale de 2010-2011.

Nous avons ainsi constaté que la mobilisation de la jeunesse ivoirienne ne date pas de 2002 où les Jeunes patriotes ou Galaxie patriotique ont commencé à investir l'espace public ivoirien. Les premières revendications nationalistes sur fond d'autochtonie et de xénophobie furent enregistrées dès la fin des années 1920. Les étrangers étaient déjà accusés d'être la cause des malheurs des Ivoiriens parce qu'ils paraissaient privilégiés<sup>18</sup>. Ceci suscita l'animosité des jeunes et des chômeurs qui se disaient autochtones<sup>19</sup>. Le débat identitaire occupa les devants de la scène politique ivoirienne<sup>20</sup>. Des allogènes furent ainsi violentés<sup>21</sup> et beaucoup quittèrent le pays. Les

---

<sup>15</sup> Richard Banégas, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *Op. cit.*

<sup>16</sup> Human Rights Watch, *Prise entre deux guerres : violence contre les civils dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, New York, Human Rights Watch, vol. 15, n° 14, 2003, p. 12.

<sup>17</sup> Jean-Pierre Dozon, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, p. 34.

<sup>18</sup> Jean-François Bayart, Peter Geschiere et Francis Nyamnjoh, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, pp. 177-194.

<sup>19</sup> Gilbert Gonnin, « Assumer son histoire, Débats », *Courrier de l'Afrique de l'Ouest*, n° 6-7, 2003, pp. 25-30.

<sup>20</sup> Aghi Bahi, « Permanence et bifurcations du "sentiment nationaliste" ivoirien », *codesria.org*, 4 juillet 2006, [consulté le 22 novembre 2021], disponible sur : [https://codesria.org/IMG/pdf/5-bahi.pdf].

<sup>21</sup> Marc Le Pape, *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*, Paris, Karthala, 1997, 176 p.

crises furent cependant contenues par l'habileté politique d'Houphouët-Boigny, par la force et aussi par l'argent dans un environnement économique favorable jusqu'à la fin des années 1970<sup>22</sup>. Depuis la période des indépendances, des organisations de jeunes tentaient déjà une sorte de sédition.

Partant du paradigme de la « politique par le bas » tel que Jean-François Bayart, Achille Mbembe et Comi Molevo Toulabor l'ont développé, nous avons relevé que les Jeunes ivoiriens venus du bas ont réussi à imposer un nouvel ordre politique à Houphouët-Boigny qui consentit finalement à concéder le multipartisme en avril 1990. Par ailleurs, la figure de l'étranger continua à structurer la lutte syndicale de ces jeunes ivoiriens victimes du manque d'emploi. La politique autoritariste et néopatrimonialiste du premier Président ivoirien était toujours critiquée. Pour essayer d'absorber ces mobilisations qui le traitaient de « voleur », Houphouët-Boigny tenta encore de coopter les leaders. Mais, la crise économique des années 1980-1990 qui imposa un rationnement économique au gouvernement et à la population ivoirienne, sous l'égide des PAS, contribua au raidissement de la position des manifestants pour qui les étrangers étaient toujours responsables de leur précarité.

Cette situation entra « *en résonance avec des tensions sociales plus anciennes liées à la crise de l'emploi urbain et surtout à la crise agraire qui se manifestent par une mobilisation très virulente de l'autochtonie* »<sup>23</sup>. Les régimes d'Henri Konan Bédié, Robert Guéï, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara firent également face à cette jeunesse nationaliste déterminée à jouer les premiers rôles dans la gestion de l'État devant ce qui apparaissait comme l'échec des aînés. L'intensité de la violence des manifestations variait en fonction de la réponse militaire des gouvernants. Sous le règne de Laurent Gbagbo, ces crises identitaires ont abouti à la rébellion armée du 19 septembre 2002 qui prit pour motif principal l'ostracisme dont était victime une partie des Ivoiriens assimilée aux étrangers. Une semaine après cette insurrection armée, soit le 26 septembre 2002, la Galaxie patriotique surgit sur la scène politique ivoirienne.

Dans le sillage des mouvements syndicaux qui l'avaient précédée, la Galaxie patriotique s'opposa à la rébellion de 2002 qui était attribuée aux étrangers. La FESCI était son fer de lance. Et Charles Blé Goudé, ancien secrétaire général de la FESCI, en était le leader. Les manifestants qui composaient la Galaxie patriotique ont lutté pour maintenir le régime de Laurent Gbagbo jusqu'à la crise postélectorale de 2011. Si des auteurs affirment que ces Jeunes patriotes étaient des désœuvrés affamés en quête d'ascension sociale, ce mouvement regroupait plusieurs personnes de conditions socioprofessionnelles diverses. Plusieurs manifestants de classe sociale aisée y

---

<sup>22</sup> Claudine Vidal, « La brutalisation du champ politique ivoirien 1990-2003 », Jean-Bernard Ouédraogo et Ebrima Sall (eds), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Codesria, Dakar, 2008, pp. 169-182.

<sup>23</sup> Richard Banégas et Bruno Losch, *Op. cit.*, 2002, pp. 147-148.

figuraient. Malgré la difficulté à établir une typologie exhaustive de ce groupe, nous en avons dégagé deux idéaux-types : les groupes informels et les nombreux anonymes. Certains Jeunes patriotes prônaient une lutte aux mains nues, d'autres préféraient une réaction armée contre la révolte venue du Nord du pays. Ces partisans de Laurent Gbagbo étaient convaincus que la rébellion était soutenue par la France. C'est pourquoi la France devint l'ennemi à abattre. Le sentiment anti-impérialiste connut alors une résurgence et était au cœur de la stratégie de communication des Jeunes patriotes qui affirmaient que la France voulait absolument chasser Laurent Gbagbo du pouvoir.

Ainsi, le marketing politique mobilisé par ces manifestants était basé sur la figure de Laurent Gbagbo vu comme un panafricaniste luttant pour le bien des Africains et l'indépendance totale de son pays. Laurent Gbagbo avait, en effet, réussi à impacter les Jeunes patriotes par l'humanisme qu'il affichait. Pour ces manifestants qui étaient généralement de classes sociales modestes et qui semblaient se reconnaître en Laurent Gbagbo qui leur promettait un avenir meilleur, il était inadmissible que la France puisse tenter de le chasser. La communication politique des Jeunes patriotes se construisit alors autour de la nécessité de protéger le régime Laurent Gbagbo de ce qui apparaissait comme une agression de la France, à travers la rébellion.

Ils firent donc régulièrement des meetings dans les agoras et des espaces de rassemblement pour rallier le maximum de personnes à cette cause. Pour ce mouvement nationaliste, la France était l'ennemi qui empêchait d'avoir la paix et la prospérité. Et l'instrument utilisé par ce néocolonialisme était la « Françafrique » qui, pendant longtemps, servit de véhicule à cet interventionnisme dans le pré carré français. La crise postélectorale qui vit l'armée française entrer directement en conflit avec les militaires pro-Gbagbo acheva de convaincre les Jeunes patriotes de l'implication de la France dans les principaux événements sociaux et politiques du pays depuis le temps d'Houphouët-Boigny. Cependant, les foules de militants patriotiques n'avaient pas forcément toutes les informations pour une saine appréciation de ce qui se jouait dans leur pays. Les enjeux internationaux et la *realpolitik* commandent en effet un recul, afin de saisir les éléments géopolitiques qui ne sont pas forcément mis à leur disposition.

Toutefois, la force de mobilisation de la Galaxie patriotique lors de la crise militaro-politique de 2002-2011, le nombre de personnes occupant les rues et la détermination affichée par ces manifestants nous ont convaincus d'approfondir la réflexion sur ce qui était en train de se jouer dans l'espace politique ivoirien. La radicalisation inhabituelle de la jeunesse ivoirienne prête à se sacrifier pour protéger les institutions du pays interdit une lecture superficielle des motivations de cette jeunesse souvent hâtivement qualifiés d'affamés cherchant une ascension sociale. C'est pourquoi nous avons essayé de saisir comment la crise ivoirienne de 2002-2011 a suscité des postures radicalisées chez les Jeunes patriotes. Nous avons alors relevé que la Galaxie patriotique

s'est positionnée comme génération politique. Il s'agissait du remplacement d'un ordre politique par un autre ou du renversement de l'ancien cadre normatif par un nouveau<sup>24</sup>. Face à la démission de ses aînés, cette nouvelle génération était décidée à protéger les institutions républicaines et faire respecter la Loi fondamentale de son pays, en réponse à la rébellion de septembre 2002, sans laquelle elle n'aurait sans doute pas existé.

De fait, les Jeunes patriotes sont venus exiger une nouvelle classe politique en se positionnant, en tant que nouvelle génération politique, comme interlocuteurs et acteurs dans le changement du visage politique et économique ivoirien. Ils étaient déterminés à aller jusqu'au bout, créant ainsi un précédent dans la vie politique et sociale du pays. Jamais la jeunesse ivoirienne n'avait été aussi déterminée. Charles Blé Goudé avait clamé avec force : « *Aux armes, nous opposerons toujours nos convictions, notre foi, notre soif de libertés. Les armes, même les plus puissantes, ne tueront jamais la volonté d'un peuple décidé à se battre pour sa vie et sa liberté* »<sup>25</sup>. Très peu de politologues s'attendaient à une telle radicalisation dans la population ivoirienne connue pour être pacifique. La radicalisation des Jeunes patriotes semblait trouver sa source dans leur volonté de faire respecter la Constitution du pays. Face aux nombreux soupçons de manipulation des Jeunes patriotes par les hommes politiques et le régime de Laurent Gbagbo, nous avons voulu voir si les Jeunes patriotes se mobilisaient parce qu'ils y étaient invités ou si leurs actions étaient mues par une décision personnelle de défendre la République en danger.

Les Jeunes patriotes remirent en cause les soupçons fonctionnalistes qui les affichaient comme des personnes instrumentalisées par le pouvoir de Laurent Gbagbo. Pour eux, en effet, la décision d'investir les rues ivoiriennes ne leur était pas suggérée par le régime FPI qui n'aurait pas eu connaissance de leur initiative. Ils se seraient donc constitués en mouvement autonome financièrement et dans la prise de décisions. Nous avons, toutefois, questionné cet idéalisme avec une sociologie des mouvements sociaux, sous le prisme de Mancur Olson dans sa théorie du choix rationnel du « passager clandestin » qui s'abstient de tout militantisme tant qu'il peut bénéficier d'un bien public sans son engagement. Ainsi, on pourrait dire que, consciemment ou non, les Jeunes patriotes attendaient une reconnaissance de leur lutte par une gratification morale ou matérielle.

La communication politique de la Galaxie patriotique mobilisa plusieurs stratégies. Parmi celles-ci, les arts prirent une place prépondérante. Les Jeunes patriotes construisirent, ainsi, une communication politique à travers la musique du Zouglou. L'art est un outil de témoignage ou de dénonciation d'un fait, tout en suscitant l'émotion. C'est justement dans un contexte de

---

<sup>24</sup> Piero-Dominique Galloro (dir.), *Discours et parcours de radicalisation et de violence. Radicalisme(s), radicalisation(s), radicalité(s), violence(s)*, Paris, L'Harmattan, 2019, p. 28.

<sup>25</sup> Charles Blé Goudé, *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, Abidjan, Leaders Team Associated/Frat Mat Éditions, 2006, p. 100.

dénonciation du régime d'Houphouët-Boigny que le Zouglou émergea. L'apparition du Zouglou est le fruit d'une insurrection populaire contre le système politique ivoirien en 1990. Fer de lance de cette mobilisation, et par ailleurs victimes de cette crise économique qui leur avait retiré leurs avantages, les étudiants ont envahi la rue pour réclamer des conditions d'études meilleures.

Si le Zouglou émergea dans un contexte culturel où plusieurs genres musicaux se disputaient les faveurs des mélomanes, il se distingua par sa capacité à être au-dessus des clivages ethniques. Et dans la Côte d'Ivoire où la crise identitaire était en pleine croissance, le Zouglou se positionna comme instrument de réconciliation nationale en faisant la promotion de l'unité et du dialogue entre les régions du pays. Le Zouglou contribuait à l'unité nationale dans un environnement où les factions politiques, basées sur des clivages ethniques, se formaient et menaçaient la paix. Il s'imposa alors comme identité culturelle nationale et observateur des conditions existentielles des Ivoiriens. C'est en ce sens qu'il accompagna les revendications estudiantines, critiqua la gestion du pays par les hommes politiques et mit en lumière la réalité existentielle des Ivoiriens. Dans la même logique, et pour soutenir l'engagement politique des Jeunes patriotes, des zougloumen adressèrent des questions comme la lutte contre l'interventionnisme français et étranger en Côte d'Ivoire. Ils fustigèrent la rébellion et soutinrent Laurent Gbagbo jusqu'à sa chute le 11 avril 2011.

Après cette date, la Galaxie patriotique commença à disparaître progressivement de la scène politique ivoirienne. Nous situant dans la logique de l'analyse des situations post-confliktuelles ou de sortie de crise, il nous a paru pertinent de voir ce qu'est devenu aujourd'hui ce vaste mouvement politique qui a mobilisé l'arène politique ivoirienne pendant une décennie. Plus précisément, il s'est agi de voir comment les Jeunes patriotes s'inscrivent désormais dans la dynamique de reconstruction post-crise en Côte d'Ivoire. Trois grandes trajectoires ont été relevées dans le parcours actuel de ceux qui constituaient la Galaxie patriotique. Il y a d'abord ceux qui ont rallié le camp pro-Ouattara à cause d'un revirement idéologique ou des questions de convenance personnelle. Ensuite, il y a le groupe de ceux qui sont restés pro-Gbagbo et qui espèrent revoir leur leader au pouvoir. Le retour de Laurent Gbagbo en Côte d'Ivoire, le 17 juin 2021, fut donc l'occasion d'une grande joie et le point de départ d'une remobilisation nationaliste. Il y a, enfin, le camp de ceux qui n'ont plus envie de se mêler des questions politiques en Côte d'Ivoire, soit parce qu'ils se sont senti trahis par les leaders de la Galaxie patriotique qui ont fui le pays dès les premiers bombardements de la résidence présidentielle de l'ex-Président, soit parce qu'ils ont subi des atrocités ou des traumatismes pendant la crise de 2002-2011.

Mentionnons par ailleurs que, malgré la désillusion de beaucoup de Jeunes patriotes, la ferveur panafricaniste qui a guidé leur engagement durant une décennie continue de mobiliser du monde. Le PPA-CI de Laurent Gbagbo et le COJEP de Charles Blé Goudé sont leurs nouveaux

instruments pour raviver la flamme panafricaniste qui s'est essouffée pendant leur détention à la CPI. Bien qu'affaiblis par la désertion, l'emprisonnement ou la mort de beaucoup de leurs membres, les partisans de Laurent Gbagbo maintiennent la flamme du nationalisme allumée. Si Charles Blé Goudé n'est pas prêt à abandonner la scène politique où il ambitionne de jouer les premiers rôles, il s'inscrit toutefois dans une nouvelle vision qui tient compte de la *realpolitik*. Cet orateur dont le parcours militant est rempli d'épreuves physiques et morales affiche une résilience qu'il compte mettre au profit de la réconciliation dans son pays. Il pense que la nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire, venue « du bas », dont il est une figure, doit faire mieux que ses aînés qui semblent avoir échoué à maintenir le pays dans une dynamique de paix et de développement.

Au terme de notre enquête, nous pouvons dire que nos trois hypothèses semblent se vérifier. En effet, si certains Jeunes patriotes avaient l'intention de s'enrichir par leur militantisme, il semble que la grande majorité de ses manifestants avaient des profils socioprofessionnels divers et avaient pour objectif principal de sauver les institutions du pays. On pourrait dire qu'ils avaient des motivations morales, qui n'empêchèrent pas des rétributions symboliques comme la reconnaissance sociale, le sentiment d'appartenance à un groupe, l'effet d'adrénaline des mobilisations ou le sentiment de faire l'histoire de leur pays. Par ailleurs, nous avons constaté que l'émergence de la Galaxie patriotique est le fruit d'une combinaison de causes endogènes et exogènes. Les frustrations nées de la crise identitaire ont nourri la rébellion de 2002<sup>26</sup>. Et si la rébellion n'avait pas existé, la Galaxie patriotique n'aurait certainement pas surgi avec autant de force. Les Jeunes patriotes ont réagi contre une attaque de la souveraineté nationale par une rébellion soutenue par l'extérieur. Il s'est agi là d'une bataille de libération<sup>27</sup>. Enfin, nous avons pu établir que cette mobilisation des Jeunes patriotes était en lien avec l'injustice que subissait, selon eux, leur mentor Laurent Gbagbo de la part de la Communauté internationale et de la France particulièrement.

Il semble que l'émergence de la Galaxie patriotique s'inscrit, en réalité, dans une dynamique générationnelle plus vaste. La jeunesse ivoirienne s'est engagée dans la violence politique. Les camps en conflits l'ont mobilisée. Au Sud, la Galaxie patriotique proche du camp présidentiel manifestait son patriotisme en parlant de résistance, tandis qu'au Nord les jeunes qui soutenaient la rébellion s'inscrivaient plutôt sur le registre de la reconnaissance de leur identité d'Ivoiriens<sup>28</sup>. Alignés sur chaque camp politique, les jeunes exprimaient leurs fibres patriotiques selon leur compréhension des enjeux du moment. Ils se présentaient alors comme des catégories

---

<sup>26</sup> Alfred Babo, « Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire », *Alternatives Sud*, vol. 17, n° 2, 2010, pp. 95-118.

<sup>27</sup> Entretien avec Konaté Navigué, 6 janvier 2022, Abidjan.

<sup>28</sup> Francis Akindès et Moussa Fofana, *Op. cit.*, 2011.

sociopolitiques significatives et indépendantes, avec leurs propres façons de vivre et une autonomie dans la décision d'action et dans le choix du mode opérationnel<sup>29</sup>.

Depuis la fin de la décennie 1980, plusieurs pays d'Afrique font face à l'émergence de mouvements d'affirmation générationnelle engagés dans la contestation politique. Cette irruption des cadets sociaux dans l'espace politique est une manifestation de la rupture des sociétés africaines avec les entreprises autoritaires inaugurées par les classes dirigeantes au lendemain des indépendances<sup>30</sup>. La Galaxie patriotique participe, ainsi, d'un « *processus plus profond et continu de réappropriation différenciée de l'écriture de l'histoire et de redéfinition par le bas des contours d'une identité nationale* »<sup>31</sup>. Il s'agit donc de l'éclosion d'une nouvelle génération qu'il faut prendre au sérieux, car elle est décidée à prendre son avenir en main malgré les coups reçus. Sa radicalisation depuis les années 2002 ne nous semble pas un simple effet du moment. Les tendances lourdes de la gérontocratie dans la gestion politique du pays sont en train de bouger. L'une des manifestations de ce glissement générationnel est le soutien clairement apporté par la jeunesse à la limitation à 75 ans de l'âge pour la candidature à l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire. Ce qui éliminerait, *de facto*, Henri Konan Bédié, Alassane Ouattara et Laurent Gbagbo qui ont largement dépassé cet âge. Le 10 juin 2022, alors qu'il se préparait à rentrer dans son pays, après onze années d'exil et de prisons, Charles Blé Goudé, leader des Jeunes patriotes, s'est prononcé en faveur de cette limitation de l'âge<sup>32</sup>. Si cette loi est votée, la sociologie politique en Côte d'Ivoire verra émerger de nouveaux acteurs politiques. La Galaxie patriotique se présente, au final, comme le fruit des dynamiques culturelles, politiques et identitaires que la jeunesse ivoirienne a vécu à la fin des années 1990. Elle incarne l'essor d'une nouvelle génération politique en Côte d'Ivoire.

---

<sup>29</sup> Filip de Boeck et Alcinda Honwana, « Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique », *Politique africaine*, n° 80, 2000, p. 5.

<sup>30</sup> Mamadou Diouf, « Les jeunes dakarois dans le champ politique », in Donald Cruise O'Brien, Momar-Coumba Diop et Mamadou Diouf, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, p. 157.

<sup>31</sup> Jean-François Havard, « Tuer les "Pères des indépendances" ? Comparaison de deux générations politiques postindépendances au Sénégal et en Côte d'Ivoire », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 315-331.

<sup>32</sup> Marc Perelman, « L'Entretien. Charles Blé Goudé : "Le président Ouattara n'a posé aucune condition à mon retour" », *France 24*, 10 juin 2022.

## ANNEXE 1 : LE GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF

Notre guide se divise en deux parties. La première partie s'adresse aux leaders et la deuxième partie interroge les Jeunes patriotes anonymes.

### Entretien avec les leaders de la Galaxie patriotique

- Qu'est ce qui a entraîné l'émergence de la Galaxie patriotique sur la scène politique ivoirienne ?
- Comment s'est formée la Galaxie patriotique ?
- Qui étaient les leaders de la Galaxie patriotique ?
- Comment était organisée la Galaxie patriotique ?
- Qu'est-ce qui a fait la force de la Galaxie patriotique ?
- La Galaxie patriotique aurait-elle existé si la Côte d'Ivoire n'avait pas été attaquée le 19 septembre 2002 ?
- Avez-vous l'impression de maîtriser les enjeux géopolitiques qui se jouaient en Côte d'Ivoire ?
- Quels sont les liens entre la Galaxie patriotique et la FESCI ?
- Quels sont les liens entre la Galaxie patriotique et le Zouglou ?
- Qu'est devenue la Galaxie patriotique aujourd'hui ?
- Comment s'appelaient vos lieux de rassemblement ?
- Quelle signification attachez-vous à ces lieux ?
- Combien étaient les Jeunes patriotes aux grands rassemblements ?
- Que vous inspire la mort de vos camarades lors des manifestations ?
- D'où venaient vos moyens pour organiser vos activités et manifestations de rue ?
- Pourquoi n'y a-t-il plus eu de meeting des Jeunes patriotes après le 27 mars 2011 ?
- Les groupes d'autodéfense de la période de 2002-2011, qu'en pensez-vous ?
- Pourquoi avoir invité les Jeunes à s'enrôler dans l'armée ?
- Vos rapports avec Laurent Gbagbo.
- Y avait-il dans la Galaxie patriotique seulement des gens qui soutenaient Laurent Gbagbo ? Des partisans du FPI ?
- Le 11 avril 2011, à l'Hôtel du Golf où il venait d'être fait prisonnier, Laurent Gbagbo a dit : « *Vous savez, ce conflit-là, il est à plusieurs composantes que ni vous ni moi ne connaissons totalement* ». Que vous inspire cette déclaration ?
- Qu'est ce qui a provoqué la rébellion du 19 septembre 2002 ?
- Y aurait-il une crise identitaire en Côte d'Ivoire ? Si oui, comment se manifeste-t-elle ?
- Votre regard sur l'interventionnisme français en Côte d'Ivoire.
- La Côte d'Ivoire a-t-elle les moyens de vivre sans l'aide internationale ?

### Entretien avec les Jeunes patriotes anonymes

- Qui était membre de la Galaxie patriotique ?
- Les manifestants étaient-ils seulement des Ivoiriens, des chrétiens et des sudistes ?
- Quelle était la situation socioprofessionnelle de la majorité des manifestants ?
- Seriez-vous prêts à refaire la même chose si le pays était attaqué ?
- Aviez-vous conscience des risques de mort que vous preniez lors des manifestations ?
- Comment avez-vous appréhendé le départ en exil de vos leaders ?
- Quelle idée avez-vous de Laurent Gbagbo ?
- Vous arrivait-il de ne pas répondre aux appels à manifester de Charles Blé Goudé ?
- Les hommes politiques ivoiriens ont-ils échoué dans leur mission ?
- Les hommes politiques ivoiriens sont-ils responsables de la crise de 2002 ? Si oui, comment ?
- Faut-il une nouvelle génération pour remplacer les trois principaux hommes politiques ivoiriens : Henri Konan Bédié, Laurent Gbagbo et Alassane Ouattara ?
- Que pensez-vous de la rébellion ?
- Pour vous, qui est Ivoirien ? Qui est étranger ?
- Depuis quand la Côte d'Ivoire existe-elle dans son format actuel ?
- La France doit-elle quitter la Côte d'Ivoire ? Pourquoi ?



## ANNEXE 2 : L'HYMNE NATIONAL DE LA CÔTE D'IVOIRE : L'ABIDJANAISE

Salut oh terre d'espérance !  
Pays de l'hospitalité.  
Tes légions remplies de vaillance,  
Ont relevé ta dignité.  
Tes fils, chère Côte d'Ivoire,  
Fiers habitants de ta grandeur,  
Tous rassemblés et pour ta gloire,  
Te bâtiront dans le bonheur.  
Fiers ivoiriens le pays nous appelle.  
Si nous avons, dans la paix, ramené la liberté,  
Notre devoir sera d'être un modèle  
De l'espérance promise à l'humanité  
En forgeant, unis dans la foi nouvelle,  
La patrie de la vraie fraternité.

ANNEXE 3 : “L’ODE À LA PATRIE” ET LE DISCOURS DU PRÉSIDENT LAURENT GBAGBO À LA REMISE DU PRIX DE “L’ODE À LA PATRIE”, 31 OCTOBRE 2005.

“L’ODE À LA PATRIE”

*« Mille nuits d'excellence  
Ont bâti mon pays  
Mille nuits d'espérance  
Ont forgé ma Patrie*

*À travers le temps  
Sous le feu des vents  
Et la fureur des tanks  
Moi, je marcherai  
Pour te magnifier*

*L'aurore s'est levée  
Le coq a chanté  
Le jour est arrivé  
Pour ta liberté*

*Au fond de nos cœurs  
La foi et l'ardeur  
Ce chant de vaillance  
Pour bercer nos consciences*

*Si la Paix et l'amour  
Sont ta lumière du jour  
Si le rêve d'unité  
Épouse tes idées*

*Si malgré toutes ces peines  
Ton cœur est sans haine  
Si pour bâtir demain  
Tu sais tendre la main*

*Patriote ! Ivoirien !  
Ta belle histoire  
S'écrira de gloire  
Patriote ! Ivoirien !  
Ta détermination  
Sauvera ta Nation  
Patriote ! Ivoirien !  
Ta fière Côte d'Ivoire  
Est dans ton regard  
Patriote ! Ivoirien !  
Tous, haut les cœurs !  
Ensemble on ira ! »*

LE DISCOURS DU PRÉSIDENT LAURENT GBAGBO

Messieurs les présidents des Institutions de la République,  
Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement,  
Monsieur le maire de Cocody,  
Monsieur le président de PHENIX.CI,  
Distingués invités,  
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux et fier d'être présent à cette cérémonie de la résistance et de la résurrection. Résistance, car "l'Ode à la Patrie" est le symbole chanté de la résistance des Ivoiriens. C'est l'hymne des Ivoiriens qui ont refusé de mourir. Un pays meurt, quand ses habitants ont décidé de se laisser mourir, mais il vit, quand ils ont décidé de résister. "L'Ode à la Patrie" est l'un des symboles de la résistance.

Je vous remercie, Monsieur Didier Gnamké, président de l'ONG PHENIX-CI ainsi que vos collaborateurs. Ce n'est pas au Président de la République seul de bâtir le pays. Ce n'est pas seulement au Palais Présidentiel que se trouvent la truelle, le marteau, la daba et la machette pour bâtir la Côte d'Ivoire. Effectivement, il y a du travail à la Présidence de la République de Côte d'Ivoire. Mais, il n'y a de travail que parce que chaque Ivoirien et chaque Ivoirienne auront fait leur devoir là où ils se trouvent. Merci à vous, responsables de cette ONG qui avez lancé ce concours. Je vous salue, citoyens courageux, dignes et braves qui avez su que là où vous étiez, votre rôle était de vous tenir debout. Je salue cette attitude d'hommes et de femmes debout.

Je voudrais maintenant saluer les artistes, en commençant par le plus jeune : le "Parolier", Bernard Koraï. Beaucoup de chansons célèbres sont nées dans le feu de l'action, la Marseillaise, notamment. Dans les marches qui conduisaient les Français au moment de la Révolution, de Marseille à Paris, pour revendiquer la République contre la tyrannie, un homme a composé une chanson devenue la Marseillaise, hymne national de la France. Salut à vous, jeune homme qui avez écrit ces paroles sublimes que nous écoutons tous, avant de nous coucher. Quand nous l'écoutons, nous savons que la Côte d'Ivoire est debout. L'histoire d'un pays ne se construit pas uniquement par décret. Les décrets et les lois construisent l'histoire d'un pays en temps normal. Mais en période de crise, chacun apporte sa pierre. C'est après que l'on se rend compte que chaque pierre apportée a fini par devenir une maison pour tout le monde.

Hier, lorsque nos parents luttèrent pour obtenir l'indépendance, il existait une multitude de chansons patriotiques dont l'une est devenue l'hymne national de la Côte d'Ivoire : l'Abidjanaise. Aujourd'hui, ces moments de lutte et de combat ont leurs propres auteurs, paroliers et musiciens. Je félicite donc, le parolier et les compositeurs, car je suis fier qu'ils aient donné à la Côte d'Ivoire une ode qui épouse notre combat. Rendez grâce à Dieu, continuez de soutenir votre pays, parce qu'il vous a reconnus comme ses combattants. Maintenant, votre œuvre appartient au domaine public.

Notre pays change, parce que le mérite est désormais reconnu. Aujourd'hui, "l'Ode à la Patrie" devient une œuvre publique. Je demande à M. Aboké de poursuivre les démarches, afin que tous les aspects juridiques de cette œuvre soient respectés, et qu'elle bénéficie effectivement de la protection de la nation. M Aboké, je vous charge donc, de cette mission, pour que nous ne passions pas à côté de la Loi ; cette Loi que nous comptons toujours respecter mais que beaucoup croient pouvoir contourner. Tranquillisez-vous, je ne donnerai à personne l'occasion de la contourner. Aujourd'hui, nous sommes le 31 octobre 2005, le ciel ne nous est pas tombé sur la tête. Demain sera un jour nouveau et il en sera ainsi jusqu'à ce que les élections aient lieu.

Chers amis, continuez d'aimer votre pays. Continuez de chérir votre patrie. C'est à ce prix que les nations ont survécu. Je vous le dis souvent, il n'est pas de grande nation qui n'ait traversé des épreuves difficiles. Regardez dans l'histoire de l'humanité. Toute grande nation n'a pas baigné dans le bonheur, depuis le début de sa création jusqu'à ce jour. Non ! La Chine a été dépecée par toutes les puissances occidentales. Il y avait plusieurs Chines : les Italiens avaient leur partie, les Allemands, les Français avaient la leur... Aujourd'hui, la Chine est en passe de devenir la première puissance économique du monde. Un pays avec 1 milliard 500 millions d'habitants, premier consommateur d'énergie dans le monde, qui fait par sa simple consommation ordinaire, grimper le coût du baril de pétrole. Je peux aussi parler de l'Inde dont l'indépendance en 1947 s'est prononcée dans la douleur et dans le déchirement. Je peux parler des États-Unis d'Amérique qui ont connu, non seulement la guerre de libération contre la Grande Bretagne, mais en plus, la guerre de Sécession ; et qui, en l'espace de quelques années, ont connu aussi la destruction de grands immeubles par les terroristes. Pourtant, les États-Unis continuent de vivre. Que dire de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, de l'Espagne, du Portugal, de la Grèce ? Ces pays déchirés, ultra déchirés... Pendant la révolution française, au moment de la terreur, chaque matin, on ramassait les cadavres comme on ramasse les feuilles, dans les rues de Paris, pour les emmener au cimetière pour les faire enterrer. Il y avait la mort dans toutes les rues, dans tous les quartiers...

Ce n'est pas une adversité qui pose problème. C'est la manière dont le peuple y fait face. Avec vous, je fais front. Je ferai front. Nous sortirons de cette crise par les voies que nous avons indiquées, celles de la Côte d'Ivoire et non des terroristes. Nous ferons face à la crise et nous en sortirons par la voie de la Loi, de la Constitution. Si chacun doit prendre le fusil pour faire modifier la Loi, il n'y a plus de pays. Et jamais je ne serai complice de cela. Mon nom ne sera pas associé à un Chef d'Etat qui laisse des rebelles modifier, par le fusil, la Constitution et la Loi. Non ! Jamais ! Nous pouvons modifier toutes les lois, mais pas avec les kalachnikovs. Non ! Je refuse qu'on modifie la Loi fondamentale de mon pays avec la kalachnikov. On modifie les lois avec les débats, les idées. Quiconque voudra nous mettre le fusil sur la tempe pour nous obliger à modifier notre Loi, ne nous trouvera pas en complicité avec lui. Notre rôle n'est pas de faire plier l'État mais plutôt de faire en sorte qu'il soit debout. Nous sommes prêts à discuter avec tout le monde ; mais pas à piétiner notre État pour que prospère la rébellion. Jamais !

Criez toujours à la résistance ce "haut les cœurs" qui est prononcé régulièrement chaque fois que le pays est en danger. Ce "haut les cœurs" qui est prononcé ici aussi, est un appel à être debout.

Que Dieu vous bénisse. Que Dieu nous bénisse ! Je vous remercie.

## SOURCES PRIMAIRES

Les sources primaires sont divisées en quatre sections : ouvrages de témoignage, liste des entretiens, sources audiovisuelles et documents officiels ou divers.

### Ouvrages de témoignage

- Baulin Jacques, *La politique intérieure d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor Press, 1982, 255 p.
- Baulin Jacques, *La succession d'Houphouët-Boigny*, Paris, Eurafor Press, 1989, 160 p.
- Bédié Henri Konan, *Les chemins de ma vie*, Paris, Plon, 1999, 247 p.
- Diarra Samba, *Les faux complots d'Houphouët-Boigny. Fracture dans le destin d'une nation*, Paris, Karthala, 1997, 253 p.
- Ellenbogen Alice, *La succession d'Houphouët-Boigny : entre tribalisme et démocratie*, Paris, L'Harmattan, 2002, 173 p.
- Gadji Dagbo Joseph, *L'Affaire Kragbé Gnagbé, 32 ans après*, Abidjan, NEI, 2002, 176 p.
- Gbagbo Laurent et Mattei François, *Libre pour la vérité et la justice*, Paris, Max Milo, 2018, 300 p.
- Gbagbo Laurent, *Côte d'Ivoire. Pour une alternative politique*, Paris, L'Harmattan, 1983, 180 p.
- Goudé Charles Blé, *Côte d'Ivoire : traquenard électoral*, Paris, L'Harmattan, 2011, 137 p.
- Goudé Charles Blé, *Crise ivoirienne : ma part de vérité*, Abidjan, Leaders Team Associated/Frat Mat Éditions, 2006, 190 p.
- Goudé Charles Blé, *De l'enfer je reviendrai*, Paris, Éditions du Moment, 2016, 174 p.
- Goudé Charles Blé, *D'un stade à un autre*, Abidjan, Frat Mat Éditions/Leader Associé, 2009, 133 p.
- Houdin Bernard, *Gbagbo. Un homme, un destin. Chronique d'une victoire annoncée. Côte d'Ivoire 1990-2018*, Clermont-Ferrand, Max Milo, 2019, 315 p.
- Koné Kodiara, *Mésaventure 63. Mes souvenirs des prisons d'Houphouët-Boigny*, Abidjan, Passerelle Éditions, 2000, 131 p.
- Soro Guillaume, *Pourquoi je suis devenu un rebelle. La Côte d'Ivoire au bord du gouffre*, Paris, Hachette Littératures, 2005, 174 p.

### Liste des entretiens

Dans cette liste, les noms et prénoms sont ceux des personnes qui ont accepté que leur identité soit affichée dans cette thèse. Les autres ont préféré les initiales ou l'anonymat. Cette liste se divise en deux parties : les entretiens avec les leaders de la Galaxie patriotique et les entretiens avec les Jeunes patriotes anonymes. Ils sont classés par ordre chronologique.

#### ➤ Les entretiens avec les leaders de la Galaxie patriotique

- Entretien avec Sossou Laurent, un membre du GPP, 22 août 2020, Yopougon (Abidjan).
- Entretien avec Goudé Charles Blé, leader de la Galaxie patriotique, 12 janvier 2021, La Haye.
- Entretien avec Dakoury Richard, adjoint de Charles Blé Goudé, 26 janvier 2021, Strasbourg.
- Entretien avec D. R., responsable d'une structure informelle de la Galaxie patriotique, janvier 2021, France.
- Entretien avec Tiéhi Joël, encadreur technique, 18 janvier 2021, Paris, et 29 décembre 2021, Havre.
- Entretien avec Bilé Didier, artiste Zouglou, 26 novembre 2021, Abidjan.
- Entretien avec Pat Saco, artiste Zouglou, 7 décembre 2021, Abidjan.
- Entretien avec Navigué Konaté, homme politique, 6 janvier 2022, Abidjan.
- Entretien avec Yodé et Siro, artistes Zouglou, 25 janvier 2022, Abidjan.

#### ➤ Les entretiens avec les Jeunes patriotes anonymes

- Entretien avec Baliet Gnahoua, étudiant, 18 juillet 2020, Gagnoa.
- Entretien avec K. B., cadre de Bongouanou, 22 juillet 2020, Arrah (Est ivoirien).
- Entretien avec E. T., chef d'entreprise, 5 août 2020, Bongouanou.
- Entretien avec G. F., enseignant, 11 août 2020, Yopougon (Abidjan).
- Entretien avec L. A., cadre du FPI, 24 août 2020, Abidjan.
- Entretien avec D. O., sociologue, 1<sup>er</sup> septembre 2020, Bouaké.
- Entretien avec M. H., manifestant, 3 septembre 2020, Gagnoa.
- Entretien avec P. Z., cadre de banque, 4 septembre 2020, Plateau (Abidjan).

Entretien avec A. V., membre du RHDP, 11 septembre 2020, Abidjan.  
Entretien avec G. E., commerçante, 21 février 2021, Yopougon (Abidjan).  
Entretien avec D. F., transporteur, 4 avril 2021, Bongouanou.  
Entretien avec O. M., retraitée, visioconférence 9 juin 2021, États-Unis d'Amérique.  
Entretien avec un groupe de Jeunes patriotes, étudiants, 13 novembre 2021, Abidjan.  
Entretien avec T. J., sans emploi, 17 novembre 2021, Abidjan.  
Entretien avec B., manifestant, 18 novembre 2021, Gagnoa.  
Entretien avec J. A., militaire, 23 juillet 2022, Plateau (Abidjan).

## Documents audiovisuels

Les documents audiovisuels sont classés en trois catégories : radios, télévisions et discographie.

### ➤ Radios

AFP, « Le chef de la rébellion rwandaise FDLR tué par l'armée congolaise », *Voa Afrique*, 18 septembre 2019.  
BBC News Afrique, « Goudé appelle à éviter toute “tentation de vengeance” », *Bbc News*, 27 mars 2019.  
Bony Valery, « Les deux chanteurs ivoiriens Yodé et Siro écoperont d'un an de prison avec sursis », *BBC news*, 4 décembre 2020.  
Champin Christophe, « Portrait d'Alassane Ouattara », *Rfi*, 27 juillet 2020.  
Comarin Elio, « Gbagbo : “J’accepte l’esprit de Marcoussis, mais...” », *Rfi*, 8 février 2003.  
Kpatindé Francis, « Portrait : les mille et une facettes de Blaise Compaoré », *Rfi*, 7 novembre 2014.  
La rédaction, « Allocution prononcée par M. François Mitterrand, Président de la République, à l'occasion de la séance solennelle d'ouverture de la XVI<sup>e</sup> conférence des Chefs d'État de France et d'Afrique », *Rfi*, 20 juin 1990.  
La rédaction, « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro libère le tabouret la tête haute », *Rfi*, 9 février 2019.  
La rédaction, « Procès du bombardement de Bouaké : les trois accusés condamnés à la réclusion à perpétuité », *Rfi*, 15 avril 2021.  
Pinto Pierre, « Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo demande le divorce avec Simone Éhivet Gbagbo », *Rfi*, 21 juin 2021.  
Quist-Arcton Ofeibea, « “Enough is enough”, say senegalese rappers », *National public radio*, 19 février 2012.

### ➤ Télévisions

*Africa 24*, 27 mars 2019.  
Boko Hermann, « Désarmer, démobiliser, réinsérer : le casse-tête de la résolution des conflits en Afrique », *France 24*, 20 novembre 2018.  
Dansette Christophe, « Yémen : Sanaa contraint de partager le pouvoir avec la rébellion chiite », *France 24*, 22 septembre 2014.  
*France 24*, 24 juin 2021.  
Houeix Romain, « La CPI ordonne la libération de Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé », *France 24*, 16 janvier 2019.  
Kouassi Florent Kouakou, « Côte d'Ivoire : “Pour mieux gouverner, il faut écouter le Zouglou” », *TV5 Monde*, 3 janvier 2021.  
La rédaction, « CPI-Procès de Laurent Gbagbo, l'accusé demande l'acquittement », *France 24*, 1<sup>er</sup> octobre 2018.  
La rédaction, « Journal de 20h », *RTI 1*, 25 mars 2011.  
La rédaction, « Pourquoi Charles Blé Goudé doit-il attendre encore pour rentrer en Côte d'Ivoire ? », *TV5 Monde*, 17 juin 2021.  
Les observateurs, « Les Jeunes patriotes “font leur loi” aux barrages de Yopougon », *France 24*, 28 février 2011.  
Mateso Martin, « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro veut transcender les clivages qui rongent son pays », *Francetvinfo*, 21 juillet 2017.  
Perelman Marc, « Charles Blé Goudé sur France 24 : “J’ai l’ambition de diriger un jour mon pays” », *France 24*, 5 juin 2019.  
Perelman Marc, « L’Entretien. Charles Blé Goudé : “Le président Ouattara n’a posé aucune condition à mon retour” », *France 24*, 10 juin 2022.  
Rich David, « Coup d’État en Guinée : la prévisible chute du président Alpha Condé », *France 24*, 6 septembre 2021.  
Soyez Nina, « Côte d'Ivoire : la réconciliation nationale est-elle enfin sur le point d'aboutir ? », *TV5 Monde*, 24 décembre 2021.

Walkowiak Philippe, « “Les promesses n'engagent que ceux qui y croient” », *Rtbf*, 4 février 2019.

#### ➤ Discographie

100 Façons, *Izé Izé*, 2020.  
Amaral d’Afrik, *On a le ventre vide*, 2016.  
Blondy Alpha, *Multipartisme*, 1992.  
Collectif Youssoumba, *Effort de paix*, 2007.  
Collectif Zougrou, *David contre Goliath*, 2005.  
Collectif Zougrou, *Fais-toi enrôler*, 2008.  
Collectif Zougrou, *La Flamme de la paix*, 2007.  
Collectif Zougrou, *Libérez mon pays*, 2003.  
Dezy Champion, *Hervé*, 2016.  
Dezy Champion, *Oublie le passé*, 2012.  
Fabeti, *Marcoussis*, 2003.  
Fakoli Tiken Jah, *Plus rien ne m’étonne*, 2004.  
Fitini, *Le ET et le OU*, 2000.  
Gbagbocité, *Saga Gbagbo*, 2003.  
Kency François et les artistes de Côte d’Ivoire, *Un bisou pour Gbagbo*, 2005.  
Koffi Nicaise et Bill Alan, *El mutino*, 2000.  
Les Balayeurs, *Le balayeur balayé*, 2000.  
Les Galliets, *Y a rien en face*, 2010.  
Les Garagistes, *Bengué*, 2019.  
Les Jumeaux, *Ivoiriens*, 2005.  
Les parents du campus, *Gboglo Koffi*, 1991.  
Les Potes de la rue, *Ziopin*, 2000.  
Les Salopards, *Génération sacrifiée*, 1997.  
Magic System, *Premier gaou*, 1999.  
Magic System, *Un gaou à Paris*, 2001.  
Nst Cophie’s, *Z à Z*, 1994.  
Pat Saco et Petit Yodé, *On est fatigué*, 2004.  
Poussins Chocs, *Nanan Boigny*, 1997.  
SEA, *Doux-amer*, 2001.  
Solo System, *Hommage à nos martyrs*, 2001.  
Soum Bill, *Changement*, 2000.  
Soum Bill, *République de Présidents*, 2008.  
Soum Bill, *Zambakro*, 2000.  
Stars Chocs, *Rassemblement*, 2003.  
VDA, *Hommage à Dezy Champion*, 2018.  
Victeam-Agenda, *Bonne arrivée*, 2001.  
Yodé et Pat Saco, *On est fatigué*, 2004.  
Yodé et Siro, *Bingue*, 2012.  
Yodé et Siro, *Paris*, 2000.  
Zougrou Makers, *C ça qui va tuer*, 2015.  
Zougroumania, *Zomamazo*, 1991.

#### Documents officiels ou divers

Amnesty International, *Côte d’Ivoire : la loi des vainqueurs. La situation des droits de l’homme deux ans après la crise postélectorale*, Londres, Amnesty International, 2013.  
Archives nationales de Côte d’Ivoire, X-31-18, *Lettre-circulaire du gouverneur Angoulvant*, Bingerville, le 26 novembre 1908.  
BAD/OCDE, « Perspectives économique en Afrique : Côte d’Ivoire », *oecd.org*, 2003.  
Banque mondiale, *La Force de l’éléphant : pour que sa croissance génère plus d’emplois de qualité*, Washington, World Bank Group, 2015.  
Chauveau Jean-Pierre et Colin Jean-Philippe, « La question foncière à l’épreuve de la reconstruction de la Côte d’Ivoire. Promouvoir la propriété privée ou stabiliser la reconnaissance sociale des droits », *Les cahiers du pôle foncier*, n° 6, 2014, 20 p.

Collier Paul, *Economic causes of civic conflicts and their implications for policy*, Washington, World Bank, 2001.

Comité d'aide au développement/Organisation de coopération et de développement économiques (CAD/OCDE), *Risque et résilience. Réunion du Comité d'aide au développement*, Paris, 9 juillet 2013.

Commission nationale d'enquête, *Rapport d'enquête sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire survenues dans la période du 31 octobre 2010 au 15 mai 2011*, Abidjan, juillet 2012, 33 p.

Cour pénale internationale, *Fiche d'information sur l'affaire Situation en Côte d'Ivoire. Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé*, ICC-02/11-01/15, ICC-PIDS-CIS-CIV-04-05/20\_Fra.

Cummings Ryan, « Burkina-Faso and the harnessing of a revolution », *IPI Global Observatory*, 5 novembre 2014.

Décision n° 2005-01/PR du 5 mai 2005 relative à la désignation, à titre exceptionnel, des candidats à l'élection présidentielle d'octobre 2005.

Décision n° 2008-15/PR du 14 avril 2008 portant modalités spéciales d'ajustements au Code électoral.

Décision n° 2009-18/PR du 14 mai 2009 portant détermination de la période du premier tour de l'élection présidentielle.

Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance, *Les grands chiffres de l'éducation nationale 1999 : année 1998-1999*, 1<sup>er</sup> juin 1999.

Ékanza Simon-Pierre, « Le messianisme en Côte d'Ivoire au début du siècle : une tentative de réponse nationaliste à l'état de situation coloniale », *Annales de l'Université d'Abidjan*, série L'Histoire, tome 3, 1975, pp. 56-71.

Human Rights Watch, *Prise entre deux guerres : violence contre les civils dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, New York, Human Rights Watch, vol. 15, n° 14, 2003.

Institut national de la statistique, *Analyse des résultats définitifs du RGPH-1998. Tome 2. Migration*, Abidjan, INS, 2001, 121 p.

Institut national de la statistique et des études économiques, *Ratio élève-enseignant par niveau d'étude dans l'Union européenne. Données annuelles de 2013 à 2019*, 19 octobre 2021.

International monetary fund, « Côte d'Ivoire. Demandes d'accord élargi au titre du Mécanisme élargi de crédit et d'un accord au titre de la facilité élargie de crédit. Communiqué de Presse ; Rapport des Services du FMI et Déclaration de l'Administrateur pour la Côte d'Ivoire », *IMF Country Report*, n° 16/383, Décembre 2016.

Koné Mariatou, « Foncier rural, citoyenneté et cohésion sociale en Côte d'Ivoire : la pratique du tutorat dans la sous-préfecture de Gboguhé », Institut de recherche pour le développement (IRD), 2006.

Kotoudi Idinama, « Comprendre et traiter la crise en Côte d'Ivoire », Institut Panos de l'Afrique de l'Ouest, novembre 2004.

Mission d'observation électorale de l'Union européenne, *Côte d'Ivoire. Rapport final : Élection présidentielle 31 octobre – 28 novembre 2010*, 68 p.

Mitterrand François, *Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République française*, Brazzaville, 11 octobre 1982.

Ngaladjo Bamba et al., « Crise économique et programmes d'ajustement structurel en Côte-d'Ivoire », in GIDIS-CI, ORSTOM, *Actes de la table ronde. Crises et ajustements en Côte d'Ivoire. Les dimensions sociales et culturelles*. Bingerville (Côte d'Ivoire), 30 novembre, 1-2 décembre 1992.

OFPRA, *Rapport de mission en République de Côte d'Ivoire*, mai 2013, 209 p.

ONU, « Rapport final du groupe d'experts établi conformément au paragraphe 10 de la résolution 1782 (2007) », S/2008/598, 9 octobre 2008.

ONU, « Rapport final du groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, établi en application du paragraphe 11 de la résolution 1842 (2008) du Conseil de sécurité », S /2009/521, 9 octobre 2009.

ONU, « Rapport final présenté par le groupe d'experts sur la Côte d'Ivoire, établi en application du paragraphe 12 de la résolution 1893 (2009) du Conseil de sécurité », S/2011/271, 27 avril 2011.

ONU, *Rapport final du Groupe d'experts sur la Côte-d'Ivoire*, S/2015/252, 2015.

ONUCI, *Rapport sur la situation des droits de l'homme en Côte d'Ivoire, mai-juin-juillet 2005*, octobre 2005, 43 p.

Opération des Nations-unies en Côte d'Ivoire, *Rapport sur les violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire commises à l'Ouest de la Côte d'Ivoire*, 10 mai 2011, 41 p.

Ordonnance n° 01/99/PR du 27 décembre 1999 portant suspension de la Constitution et organisation provisoire des pouvoirs publics.

Ordonnance n° 2008-133 du 14 avril 2008 portant ajustements au Code électoral.

Organisation des Nations-unies, Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, *Rapport du Mali*, CERD/C/407/Add.2, § 156, Genève, 61<sup>e</sup> session, séance du 21 août 2002.

Piccolino Giulia, « A victor's peace? Peacebuilding and statebuilding in Côte-d'Ivoire under the Alassane Ouattara presidency. Communication pour le workshop "The legacy of armed conflicts : South African and comparative perspectives" », University of Pretoria, 2016, 28-29 juillet 2016, 22 p.

Préface des Actes du forum CURDIPHE, « *L'ivoirité ou l'esprit du nouveau contrat social du Président H. Konan Bédié* », 20-23 mars 1996.

Raulin Henri, *Mission d'études des groupements immigrés en Côte d'Ivoire. Fascicule 3 : Problèmes fonciers dans les régions de Gagnoa et de Daloa*, Paris, Orstom, 1957, 140 p.

République de Côte d'Ivoire, *Journal officiel de la République de Côte d'Ivoire*, 20 décembre 1993.

Slim Assen, *Les défis du développement économique*, Cours de Géopolitique et prospective, IRIS SUP', Paris, 2020.

Statuts et règlements intérieurs de l'espace « Sénat », Abidjan, 30 janvier 2003.



## BIBLIOGRAPHIE

- Abba Seidik, « Multipartisme en Afrique : les bons comptes des “Présidents-fondateurs” », *Le Monde*, 7 avril 2016.
- Abdramane Kamaté, « Côte d'Ivoire : une guerre des rythmes. Musique populaire et pouvoir de 2000 à 2006 », Mémoire de Master 2, Université Paris 1 Sorbonne, 2005 - 2006.
- Abernot Yvan et Ravestein Jean, *Réussir son master en sciences humaines et sociales. Problématiques-Méthodes-Outils*, Paris, Dunod, 2009, 232 p.
- Abidjan correspondance, « Côte d'Ivoire : première élection présidentielle avec deux candidats. M. Houphouët-Boigny en quête d'un septième mandat », *Le Monde*, 27 octobre 1990.
- Abiet Yves-Marie, « Gbagbo fonce droit dans le mur », *Le Patriote*, n° 3093, 9 février 2010.
- Abo Fodjo Kadjo, *Pour un véritable réflexe patriotique en Afrique. Le cas ivoirien*, Paris, L'Harmattan, 2005, 189 p.
- Abomo Pierre, « Le destin politique de la mémoire du nationalisme camerounais : entre réhabilitation et rejet », *Cahiers Mémoire et Politique*, n° 4, pp. 81-98.
- Abrioux Florence et Abrioux Bruno, « Comment nuancer l'approche générationnelle des attitudes au travail ? Comparaison plurifactorielle et qualitative de deux générations de salariés d'une entreprise multinationale », *RIMHE, Revue interdisciplinaire sur le management et l'humanisme*, vol. 1, n° 4, 2012, pp. 91-109.
- Adédé Schadé, « Concert au complexe de Yopougon : Blé Goudé et les artistes en symbiose contre l'ONU », *Notre Voie*, n° 2361, 10-11 avril 2006.
- Adédé Schadé, « Grosse fièvre patriotique à l'honneur de la Côte d'Ivoire », *Notre Voie*, n° 1978, 3 janvier 2005.
- Adédé Schadé, « Nouvel album : Gbagbo libère en Zouglou avec Fabeti », *Notre Voie*, n° 1517, 21-22 juin 2003.
- Adingra Jean Éric, « Réhabilitation du groupe scolaire Jacques Prévert : Gbagbo justifie les casses des “Jeunes patriotes” », *Le Patriote*, n° 3261, 1<sup>er</sup> septembre 2010.
- Adom Marie-Clémence, *Des formes de la nouvelle poésie ivoirienne : essai de théorisation du Zouglou*, vol. 1-2, Thèse de Doctorat d'État ès lettres et sciences humaines, Abidjan, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Abidjan, 2011.
- AFP, « Côte-d'Ivoire : la répression contre des étudiants en mai dernier. Le Président Houphouët-Boigny refuse de sanctionner le Chef d'État-major », *Le Monde*, 31 janvier 1992.
- AFP, « Côte-d'Ivoire. Protestations des étudiants et agitation politique », *Le Monde*, 22 février 1990.
- AFP, « Élection ivoirienne : Gbagbo face au “parrain de la rébellion”, Ouattara », *Jeune Afrique*, 5 novembre 2010.
- AFP, « Haïti : Bill Clinton et la France pour un recomptage des voix », *Le Point*, 16 décembre 2010.
- AFP, « L'armée ivoirienne lance une campagne de recrutement. Des milliers de partisans de Laurent Gbagbo cherchent à rejoindre les forces armées pour se battre contre les pro-Ouattara », *Le Point*, 21 mars 2011.
- Agblémagnon N'Sougan, *Sociologie des sociétés orales d'Afrique noire. Les Évés du Sud-Togo*, Paris, Mouton, 1969, 219 p.
- Agence ivoirienne de presse, 26 janvier 2015.
- Aggeri Franck, « Qu'est-ce que la performativité peut apporter aux recherches en management et sur les organisations. Mise en perspective théorique et cadre d'analyse », *M@n@gement*, vol. 20, n° 1, 2017, pp. 28-69.
- Agulhon Maurice et Oulmont Philippe, « Nation, patrie, patriotisme », *La Documentation française*, n° 7017, 1993.
- Ahounon Servan, « Charles Blé Goudé : voir l'enfer et en revenir », *Hebdo*, n° 130, 8 février 2019.
- Airault Pascal et Perdrix Philippe, « Côte d'Ivoire : la bataille d'Abidjan », *Jeune Afrique*, 12 avril 2011.
- Airault Pascal, « Côte d'Ivoire : les mystères de l'Ouest », *Jeune Afrique*, 17 novembre 2009.
- Akindès Francis, « “On ne mange pas les ponts et le goudron” : les sentiers sinueux d'une sortie de crise en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 5-26.
- Akindès Francis, *Les racines de la crise militaro-politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, Codesria, 2004, 52 p.
- Akindès Francis, *Les mirages de la démocratisation en Afrique subsaharienne francophone*, Paris, Karthala, 1996, 246 p.
- Akindès Simon, « Playing it “fort and straight”: Reggae, Zouglou, Mapouka and youth insubordination in Côte d'Ivoire », in Palmberg Mai et Kierkegaard Annemette (eds), *Playing with identities in contemporary music in Africa*, Uppsala, Nordiska Afrikainstitutet, 2002, pp. 86-103.

- Akinwotu Emmanuel, « Lutte au Nigeria : Seun Kuti, la musique et le combat politique en héritage », *Courrier international*, 2 avril 2021.
- Akwaba Saint Clair, « Alors que les Ivoiriens sont en campagne en attendant le 31 octobre 2010, le régime FPI prépare une guerre sanglante : les vraies cibles des 4000 armes, 200 000 munitions et 50 000 grenades », *Le Nouveau Réveil*, n° 2622, 16 septembre 2010.
- Alain Bertho, *Le temps des émeutes*, Paris, Bayart, 2009, 271 p.
- Albarello Luc, *Apprendre à chercher. L'acteur social et la recherche scientifique*, Bruxelles, De Boeck Sup, 2015, 190 p.
- Alimen Henriette, *Préhistoire de l'Afrique*, Paris, N. Boubée et Cie, 1995, 578 p.
- Allen Lara, « Musique et politique en Afrique », *Dynamiques sociales*, vol. 30, n° 2, 2004, pp. 1–19.
- Amalric Jacques, « Plaies d'Afrique, v. la France embourbée », *Le Monde*, 14 juillet 1990.
- Amin Samir, *Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire*, Paris, Les Éditions de Minuit, [1967] 1973, 336 p.
- Amin Samir, *Le Développement inégal. Essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1973, 365 p.
- Amselle Jean-Loup, « L'étranger dans le monde manding et en Grèce ancienne : quelques points de comparaison », *Cahiers d'Études africaines*, n° 144, 1996, pp. 755-761.
- Amyotte Luc, *Méthodes quantitatives. Applications à la recherche en sciences humaines*, Montréal, Renouveau pédagogique, 1996, 480 p.
- Anderson Benedict, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*, Paris, La Découverte, 1996, 214 p.
- Angoulvant Gabriel, *La pacification de la Côte d'Ivoire : 1908-1915. Méthodes et résultats*, Paris, Larose, 1916, 421 p.
- Anouma René-Pierre, *Aux origines de la nation ivoirienne 1893-1946. Volume I Conquêtes coloniales et aménagements territoriaux 1893-1920*, Paris, L'Harmattan, 2006, 282 p.
- Ansart Pierre, *La gestion des passions politiques*, Lausanne, L'Âge d'Homme, 1983, 201 p.
- Arendt Hannah, *Du mensonge à la violence*, Paris, Calman-Levy, 1972, 261 p.
- Arendt Hannah, *Les origines du totalitarisme. Eichmann à Jérusalem*, Paris, Gallimard, 2002, 1624 p.
- Arjakovsky Antoine, « L'effondrement moral de l'idéologie libérale », *La Tribune*, 12 avril 2013.
- Aschan-Leygonie Christina, « Vers une analyse de la résilience des systèmes spatiaux », *Espace géographique*, tome 29, n° 1, 2000, pp. 64-77.
- Ashmore Richard, Jussim Lee et Wilder David (eds), *Social identity, intergroup conflict and conflict reduction*, New York, Oxford University Press, 2001, 270 p.
- Assemien Ingrid Lobgé, *Chants et chansons Zouglou, un art populaire, reflet nuancé de la société ivoirienne*, Mémoire de maîtrise, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Abidjan, 2003.
- Assouman Bamba, « La réconciliation, un choix imposé », in Kouakou Jean-Marie, *Penser la réconciliation pour panser la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2015, pp. 73-91.
- Atchoua N'Guessan Julien, *Discours politique et dynamique de communication dans les espaces publics : l'exemple des « Agoras et Parlements » et des « Grins » des quartiers populaires d'Abidjan*, Thèse Unique de Doctorat en communication, Université Félix Houphouët-Boigny de Cocody, Abidjan, 2008.
- Atchoua N'Guessan Julien, *Les espaces publics informels en Afrique. « Sorbonne », « agoras et parlements », « grins »*, Paris, L'Harmattan, 2015, 270 p.
- Austin John Langshaw, *How to do things with words*, Oxford, Oxford University Press, 1962, 178 p.
- Austin John Langshaw, *Quand dire c'est faire*, Paris, Points-Seuil, 1991, 202 p.
- Aya Roderick, *Rethinking revolutions and collective violence*, Amsterdam, Het Spinhuis, 1990, 195 p.
- Ayad Christophe, « La France ne peut pas toujours être là », *Libération*, 9 février 2004.
- Babo Alfred, « Conflits fonciers, ethnicité politique et guerre en Côte d'Ivoire », *Alternative Sud*, vol. 17, n° 2, 2010, pp. 95-118.
- Bach Daniel et Gazibo Mamoudou (dir.), *L'État néopatrimonial : Genèse et trajectoires contemporaines*, Ottawa, University of Ottawa Press, 2011, 360 p.
- Bach Daniel, « Régimes politiques, pratiques systémiques et dynamiques de l'émergence dans les États africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, 2013, pp. 153-169.
- Badie Bertrand, « Printemps arabe : un commencement », *Études*, vol. 415, n° 7-8, 2011, pp. 7-18.
- Badou Ekia et Cherruau Pierre, « Blé Goudé : "Je ne cherche pas à déstabiliser le régime Ouattara" », *Slate Afrique*, 22 janvier 2013.
- Badr Maroun, *L'acte du martyr. Cause, motif et moralité selon Saint Thomas d'Aquin*, Millau, Docteur angélique, 2020, 236 p.
- Bahi Aghi, « "La Sorbonne d'Abidjan" : rêve de démocratie ou naissance d'un espace public ? », *Revue africaine de sociologie*, vol. 7, n° 1, 2003, pp. 1-17.

- Bailly Diégou, *La restauration du multipartisme en Côte d'Ivoire : ou la double mort d'Houphouët-Boigny*, Paris, L'Harmattan, 1995, 282 p.
- Bakary-Akin Tassy, « Mutations au Nord, interrogations au Sud », *Études internationales*, vol. 21, n° 3, 1990, pp. 469-485.
- Ballet Nicolas, « Mort du “père” de la rébellion ivoirienne : quand “IB” paradait à Lyon », *Le Progrès*, 29 avril 2011.
- Balthazar Louis, *Bilan du nationalisme au Québec*, Montréal, Éditions de L'Hexagone, 1986, 217 p.
- Bamba Sidiki, *Presse écrite et émergence de l'espace public en Côte d'Ivoire : entre idéal démocratique et propagande politique*, Thèse de Doctorat en sciences de l'information et de la communication, Bordeaux 3, 2010.
- Banégas Richard et Losch Bruno, « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Politique Africaine*, n° 87, 2002, pp. 147-148.
- Banégas Richard et Otayek René, « Le Burkina-Faso dans la crise ivoirienne : effets d'aubaine et incertitudes politiques », *Politique africaine*, n° 89, 2003, pp. 71-87.
- Banégas Richard, « Côte d'Ivoire : Les jeunes “se lèvent en hommes”. Anticolonialisme et ultranationalisme chez les Jeunes patriotes d'Abidjan », *Les études du CERI*, n° 137, 2007.
- Banégas Richard, « La politique d'intervention de la France en Afrique vue d'en bas. Réflexions à partir du cas de la Côte d'Ivoire », *Les Temps modernes*, vol. 693-694, n° 2-3, 2017, pp. 288-310.
- Banégas Richard, « La politique du “gbonhi”. Mobilisations patriotiques, violence milicienne et carrières militantes en Côte-d'Ivoire », *Genèses*, vol. 81, n° 4, 2010, pp. 25-44.
- Banégas Richard, Brisset-Foucault Florence et Cutolo Armando, « Espaces publics de la parole et pratiques de la citoyenneté en Afrique », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 5-20.
- Baniafouna Calixte, *Ce que France veut Afrique veut : le cas de la Côte d'Ivoire. Mais... qui a dit que l'Afrique a besoin des libertés fondamentales ?* Paris, L'Harmattan, 2011, 184 p.
- Baril Audrey, « De la construction du genre à la construction du “sexe” : les thèses féministes postmodernes dans l'œuvre de Judith Butler », *Recherches féministes*, vol. 20, n° 2, 2007, pp. 61-90.
- Bassett Thomas, « “Nord musulman et Sud chrétien” : les moules médiatiques de la crise ivoirienne », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 13-27.
- Bathily Abdoulaye, « La Conférence de Berlin 1885 : causes et Conséquences », *Aujourd'hui l'Afrique*, n° 31-32.
- Bayart Jean-François *et al.*, « Passage au politique », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 341-487.
- Bayart Jean-François et Geschiere Peter, « “J'étais là avant”. Problématiques politiques de l'autochtonie », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, pp. 126-128.
- Bayart Jean-François, « Le politique par le bas en Afrique noire : questions de méthode », *Politique africaine*, n° 1, 1981, pp. 53-82.
- Bayart Jean-François, Geschiere Peter et Nyamnjoh Francis, « Autochtonie, démocratie et citoyenneté en Afrique », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, pp. 177-194.
- Bayart Jean-François, *L'État en Afrique. La politique du ventre*, Paris, Fayard, 1989, 439 p.
- Bayart Jean-François, *L'illusion identitaire*, Paris, Fayard, 1996, p. 312 p.
- Bayart Jean-François, Mbembe Achille et Toulabor Comi Molevo, *Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie*, Paris, Karthala, 1992, 268 p.
- Bazin Laurent et Sélim Monique, « Rébellions enchaînées en Côte-d'Ivoire (entretien avec M. Selim) », *Chimères. Revue des schizoanalyses*, n° 56, 2005, pp. 15-34.
- Beaud Stéphane, « L'usage de l'entretien en sciences sociales. Plaidoyer pour l'“entretien ethnographique” », *Politix*, vol. 9, n° 35, 1996, p. 234.
- Bédia François Aka *et al.*, « D'où proviennent les inégalités en Côte d'Ivoire ? », in Bédia François Aka *et al.* (dir.), *D'où proviennent les inégalités en Côte d'Ivoire ?*, Paris, Agence française de développement, 2020, pp. 1-18.
- Bellavance Marcel, « La rébellion de 1837 et les modèles théoriques de l'émergence de la nation et du nationalisme », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 53, n° 3, 2000, pp. 367-400.
- Benetollo Anne, *Rock et politique. Censure, opposition, intégration*, Paris, L'Harmattan, 1999, 278 p.
- Bennani-Chraïbi Mounia et Farag Iman, « Constitution de la jeunesse dans les sociétés arabes : figures, catégories et analyseurs », in Bennani-Chraïbi Mounia et Farag Iman (dir.), *Jeunesses des sociétés arabes*, Paris, Aux lieux d'être, 2007, pp. 11-47.
- Bennani-Chraïbi Mounia et Fillieule Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires. Retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5-6, 2012, pp. 767-796.
- Bennani-Chraïbi Mounia, « Les conflits du Moyen-Orient au miroir des communautés imaginées : la rue arabe existe-t-elle ? Le cas du Maroc », *A contrario*, vol. 5, n° 1, 2008, pp. 147-156.

- Bensimon Cyril, « Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé, passager en attente d'un retour en politique », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> juillet 2021.
- Benveniste Émile, *Problèmes de linguistique générale*, Paris, éditions Gallimard, 1966, 364 p.
- Berdal Mats et Malone David (eds.), *Greed and grievances. Economic agendas in civil wars*, Boulder, Lynne Rienner Publishers, 2000, 251 p.
- Berlin Isaiah (dir.), *À contre-courant. Essai sur l'Histoire des idées*, Paris, Albin Michel, 1988, 404 p.
- Bernanos Georges, *Essais et écrits de combat I*, Paris, Gallimard, 1972, 1581 p.
- Bernier Marc-François, « La crédibilité de médiateurs de presse en France chez les journalistes du Monde, de RFI et de France 3 », *Les Cahiers du journalisme*, n° 22/23, 2011, p. 204.
- Bertrand Michèle, « Qu'est-ce que la subjectivation ? », *Le Carnet PSY*, vol. 96, n° 1, 2005, pp. 24-27.
- Bertrand Monique, « Un an de transition politique : de la révolte à la 3<sup>e</sup> République », *Politique africaine*, n° 47, 1992, pp. 9-22.
- Beti Mongo, *Africains, si vous parliez*, Paris, Homnisphères, 2005, 320 p.
- Billard Yves, « Élections, nominations et promotions », in Billard Yves, *Le métier de la politique sous la III<sup>e</sup> République*, Perpignan, Presses universitaires de Perpignan, 2003, pp. 117-145.
- Blacking John, *Le sens musical*, Paris, Éditions de Minuit, [1973] 1980, 144 p.
- Blé Raoul Germain, « Musique ivoirienne/Le Zouglou. L'expression d'une jeunesse désorientée », *Sentiers*, n° 47, 2003, pp. 23-56.
- Blé Raoul Germain, « Le concept d'espace public : un point de vue africain autour du "grin" en Côte d'Ivoire », *Felafacs*, n° 69, 2004, pp. 108-118.
- Boisbouvier Christophe *et al.*, « Côte d'Ivoire : dix ans de crise, dix énigmes », *Jeune Afrique*, 28 septembre 2012.
- Boisbouvier Christophe, « Côte d'Ivoire : les secrets d'une offensive éclair », *Jeune Afrique*, 8 avril 2011.
- Boisbouvier Christophe, « De Jacques Foccart à Franck Paris, plongée au cœur de la cellule africaine de l'Élysée », *Jeune Afrique*, 15 septembre 2017.
- Boisbouvier Christophe, « Françafrique : Jacques Foccart, le prince des ténèbres », *Jeune Afrique*, 15 septembre 2017.
- Bongrand Michel, *Le marketing politique*, Paris, Presses universitaires de France, 1986, 125 p.
- Boniface Pascal, *Comprendre le monde. « Les relations internationales expliquées à tous »*, Malakoff, Armand Colin, 2017, 304 p.
- Bonnet Valérie, « Revendication et politiques en paroles : chansons de la communauté noire américaine », *Mots. Les langages du politique*, vol. 70, n° 3, 2002, p. 5.
- Bonneville Luc *et al.*, *Introduction aux méthodes de recherche en communication*, Québec, Gaëtan Morin éditeur, 2007, 238 p.
- Bossard Laurent, « Peuplement et migration en Afrique de l'Ouest : une crise régionale en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 151-165.
- Boudon Raymond, *Effet pervers et ordre social*, Paris, PUF, 1977, 296 p.
- Bougnoux Daniel, *Introduction aux sciences de la communication*, Paris, Éditions La Découverte, 2001, 125 p.
- Boukari-Yabara Amzat, « Introduction. Le panafricanisme, une histoire vagabonde », in Boukari-Yabara Amzat (dir.), *Africa Unite ! Une histoire du panafricanisme*, Paris, La Découverte, 2017, pp. 5-14.
- Boulaga Fabien Eboussi, *Les Conférences nationales en Afrique Noire : une affaire à suivre*, Paris, Karthala, 2009, 229 p.
- Boumaza Magali et Havard Jean-François, « Générations politiques : regards comparés. Avant-propos au thème », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 183-188.
- Bouquet Christian, « Côte d'Ivoire : guerre coloniale ou guerre civile ? », *Géopolitique africaine* n° 17, 2005, pp. 9-22.
- Bouquet Christian, « Le mauvais usage de la démocratie en Côte d'Ivoire », *L'Espace Politique*, vol. 3, n° 3, 2007.
- Bouquet Christian, *Côte d'Ivoire. Le désespoir de Kourouma*, Paris, Armand Colin, 2011, 336 p.
- Bourdieu Pierre, *Langage et pouvoir symbolique*, Paris, Le Seuil, 2001, 423 p.
- Bourdieu Pierre, *Le Sens pratique*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1980, 480 p.
- Bourmaud Daniel, « L'État centrifuge au Kenya », in Médard Jean-François (dir.), *États d'Afrique noire : formation, mécanismes et crise*, Paris, Karthala, 1991, pp. 263-274.
- Bouziane Daoudi, « World Musiques et danses de Côte d'Ivoire. », *Libération*, 17 février 2001.
- Boyer Véronique, *Expansion évangélique et migrations en Amazonie brésilienne : la renaissance des perdants*, Paris, IRD et Karthala, 2008, 232 p.
- Bras Gérard, *Les voies du peuple. Éléments d'une histoire conceptuelle*, Paris, Amsterdam, 2018, 354 p.
- Bratton Michael et Van De Walle Nicolas, « Neopatrimonial regimes and political transitions in Africa », *World politics. A quarterly journal of International Relations*, vol. 46, n° 4, 1994, pp. 453-489.

- Braud Philippe (dir.), *La violence politique dans les démocraties européennes occidentales*, Paris, L'Harmattan, 1993, 415 p.
- Braud Philippe, *L'émotion en politique : problèmes d'analyse*, Paris, Presse de la Fondation nationale des sciences politiques, 1996, 256 p.
- Braud Philippe, *Sociologie politique*, Paris, LGDJ, [2008] 2020, 804 p.
- Braungart Richard et Braungart Margaret, « Les générations politiques », in Crête Jean, Favre Pierre (dir.), *Génération et politique*, Québec, PUL, Economica, [1989] 1990, pp. 7-51.
- Breton Philippe et Proulx Serges, *L'explosion de la communication. Introduction aux théories et aux pratiques de la communication*, Paris, La Découverte, 384 p.
- Broh Guy Joël, « Koné Al Moustapha : "Celui qui se dit Ivoirien doit avoir un village" », *Notre Voie*, n° 1250, 27-28 juillet 2002.
- Bruneau Michel et Kyriakos Papoulidis, « La mémoire des "patries inoubliables". La construction de monuments par les réfugiés d'Asie mineure en Grèce », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, vol. 78, n° 2, 2003, pp. 35-57.
- Butler Judith, *Gender trouble. Feminism and the subversion of identity*, New York et Londres, Routledge, 1990, 192 p.
- Butler Judith, *Le pouvoir des mots. Politique du performatif*, Paris, Éditions Amsterdam, 2004, 287 p.
- Butler Judith, *Trouble dans le genre. Pour un féminisme de la subversion*, Paris, Éditions La Découverte, [1990] 2005, 284 p.
- Cadasse David, « Marcoussis en Musique », *Le Nouvel Afrik*, 10 juillet 2003.
- Cagnolari Vladimir, « Côte d'Ivoire, les héritiers maudits de Félix Houphouët-Boigny », *Le Monde diplomatique*, vol. 1, n° 682, 2011, pp. 14-15.
- Cagnolari Vladimir, « Croissance sans réconciliation en Côte d'Ivoire », *Le Monde diplomatique*, vol. 10, n° 739, 2015, pp. 6-7.
- Cagnolari Vladimir, « Une génération à l'assaut de la Côte d'Ivoire », *Le Monde diplomatique*, vol. 11, n° 668, 2009, pp. 13B-13.
- Cahen Michel, Pommerolle Marie-Emmanuelle et Tall Kadya, « De la banalité des mobilisations en Afrique », in Cahen Michel, Pommerolle Marie-Emmanuelle et Tall Kadya (eds.), *Mobilisations collectives en Afrique : ça suffit !*, Leiden/Boston, Brill, 2015, pp. 19-44.
- Callon Michel (ed.), *The laws of the markets*, Oxford, Blackwell Publishers, 1998, 288 p.
- Callon Michel et Ferrary Michel, « Les réseaux sociaux à l'aune de la théorie de l'acteur-réseau », *Sociologies pratiques*, vol. 2, n° 13, 2006, pp. 37-44.
- Callon Michel, « What does it mean to say that economics is performative? », in MacKenzie Donald, Muniesa Fabian et Siu Lucia (eds.), *Do economists make markets? On the performativity of economics*, Princeton, Princeton University Press, 2007, pp. 311-356.
- Callon Michel, « Sociologie de l'acteur-réseau », in Akrich Madeleine et al., *Sociologie de la traduction : textes fondateurs*, Paris, Presses des Mines, 2006, pp. 267-276.
- Camus Albert, *Le mythe de Sisyphe*, Paris, Gallimard, 1942, 192 p.
- Canut Cécile et Smith Étienne, « Pactes, alliances et plaisanteries. Pratiques locales, discours global », *Cahiers d'études africaines*, n° 184, 2006, pp. 687-754.
- Carbone Giovanni « Comprendre les partis et les systèmes de partis africains. Entre modèles et recherches empiriques », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, pp. 18-37.
- Carothers Thomas, « The end of the transition paradigm », *Journal of democracy*, vol. 13, n° 1, 2002, pp. 5-21.
- Carroll Noël, *A philosophy of mass art*, Oxford, Clarendon Press, 1998, 440 p.
- Cassin Barbara, *L'effet sophistique*, Paris, Gallimard, 1995, 708 p.
- Cattaruzza Amaël et Dorier Elisabeth, « Postconflit : entre guerre et paix ? », *Hérodote*, vol. 158, n° 3, 2015, pp. 6-15.
- Cautres Bruno et Mayer Nonna (dir.), *Le nouveau désordre électoral. Les leçons du 21 avril 2002*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2004, 413 p.
- Cessou Sabine et Hofnung Thomas, « Laurent Gbagbo, l'espoir déçu d'une génération de démocrates », *Libération*, 6 avril 2011.
- Chailley Jacques, *La musique et son langage*, Bourg-la-Reine, Zurfluh, 1996, 151 p.
- Chamayou Grégoire, *La société ingouvernable. Une généalogie du libéralisme autoritaire*, Paris, La Fabrique, 2018, 336 p.
- Charaudeau Patrick, *Le discours politique : Les masques du pouvoir*, Limoges, Éditions Lambert Lucas, 2014, 258 p.
- Charbonneau Bruno, « Côte d'Ivoire : possibilités et limites d'une réconciliation », *Afrique contemporaine*, vol. 245, n° 1, 2013, pp. 111-129.

- Châtaigner Jean-Marc et Magro Hervé, *États et sociétés fragiles : entre conflits, reconstitution et développement*, Paris, Karthala, 2007, 565 p.
- Chauveau Jean-Pierre, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Cicchelli Vincenzo, « Société des savoirs et production sociologique : l'exemple de la jeunesse », *Histoire@Politique*, vol. 14, n° 2, 2011, pp. 97-110.
- Chauveau Jean-Pierre, « Question foncière et construction nationale en Côte d'Ivoire. Les enjeux silencieux d'un coup d'État », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 94-125.
- Chazel François, « Mouvements sociaux », in Boudon Raymond, *Traité de sociologie*, Paris, PUF, 1992, pp. 263-312.
- Cheyronnaud Jacques, *Musique, politique, religion : de quelques menus objets de culture*, Paris, L'Harmattan, 2002, 205 p.
- Clémentot Julien et Airault Pascal, « Côte d'Ivoire – Daniel Kablan Duncan : “Il ne faut pas avoir peur de la paix” », *Jeune Afrique*, 24 décembre 2012.
- Coenen-Huther Jacques, « Le type idéal comme instrument de la recherche sociologique », *Revue française de sociologie*, vol. 44, n° 3, 2003, pp. 531-547.
- Conesa Pierre, *La fabrication de l'ennemi ou comment tuer avec la conscience pour soi*, Paris, Robert Laffont, 2011, 364 p.
- Constant Fred, *La citoyenneté*, Paris, Montchrestien, 1998, 158 p.
- Cooren François, *Organizational discourse : Communication and constitution*, Oxford, John Wiley & Sons, 2014, 224 p.
- Coulibaly Kisselminan, « Inculpation des FRCI/Frédéric Geel (FIDH) : “Il faut un procès transparent” », *Linfodrome*, 14 août 2015.
- Coulibaly Nadoun, « Burkina-Faso : ce que devrait changer la nouvelle Constitution », *Jeune Afrique*, 14 mai 2019.
- Crête Jean et Favre Pierre (dir.), *Génération et Politique*, Québec, Presses Université Laval, 1989, 370 p.
- Crettiez Xavier, « “High risk activism” : Essai sur le processus de radicalisation violente. (Seconde partie) », *Pôle Sud*, vol. 35, n° 2, 2011, pp. 97-112.
- Crettiez Xavier, « Penser la radicalisation. Une sociologie processuelle des variables de l'engagement violent », *Revue française de science politique*, vol. 66, n° 5, 2016, pp. 709-727.
- Crook Richard, « Patrimonialism, administrative effectiveness, and economic development in Côte d'Ivoire », *African affairs*, vol. 88, n° 351, 1989, pp. 205-228.
- Crowley John, « Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », *Cultures & Conflits*, vol. 41, n° 1, 2001, p. 78.
- Cutolo Armando et Banégas Richard, « Gouverner par la parole : parlements de la rue, pratiques oratoires et subjectivation politique en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 21-48.
- Cyrułnik Boris, *Le murmure des fantômes*, Paris, Odile Jacob, 2003, 240 p.
- D'Ersu Laurent, « La crise ivoirienne, une intrigue franco-française », *Politique africaine*, vol. 105, n° 1, 2007, pp. 85-104.
- Dacheux Éric, « Avant-propos. Communication et démocratie », in Thomas Stenger (dir.), *Le marketing politique*, Paris, CNRS Éditions, 2012, pp. 7-14.
- Dadié Bernard, « La guerre aux “Sans-culotte” », *Le Nouveau Courrier*, n° 288, 9 août 2011.
- Dahl Robert Alan, *Polyarchie : participation et opposition*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, [1971] 2016, 266 p.
- Dahl Robert Alan, *Who governs. Democracy and power in an American City*, New Haven and London, Yale University press, [1961] 2005, 384 p.
- Dakhli Leyla (dir.), *L'esprit de la révolte. Archives et actualité des révolutions arabes*, Paris, Le Seuil, 2020, 320 p.
- Dally Franck, « Chute du régime Bédié : une page est tournée, la vie a repris son cours normal, Bédié erre dans la sous-région », *Notre Voie*, n° 491, 28 décembre 1999.
- Daloz Jean-Pascal, « Les ambivalences dans la caricature des dirigeants politiques. Illustrations africaines », *Mots, Les langages du politique*, vol. 48, 1996, pp. 74-86.
- Darracq Vincent et Magnani Victor, « Les élections en Afrique : un mirage démocratique ? », *Politique étrangère*, vol. hiver, n° 4, 2011, pp. 839-850.
- Darré Alain (dir.), *Musique et politique. Les répertoires de l'identité*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 1996, 324 p.
- De Boeck Filip et Honwana Alcinda, « Faire et défaire la société : enfants, jeunes et politique en Afrique », *Politique africaine*, n° 80, 2000, p. 5.
- De Certeau Michel, *L'invention du quotidien 1. Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990, 416 p.

- De Crozes Jacques Barbier, *La méduse d'Abidjan. Chronique d'un massacre annoncé*, Paris, L'Harmattan, 2005, 146 p.
- De Ketele Jean-Marie et Roegiers Xavier, *Méthodologie du recueil d'informations. Fondements des méthodes d'observation, questionnaire, d'interview et d'étude de documents*, Bruxelles, De Boeck, 2009, 204 p.
- De Kouassi Emmanuel, « Koné Largaton, ex-membre de la Galaxie patriotique, dit tout sur son nouveau concept "Travaillons pour la Côte d'Ivoire" (interview) », *Connection ivoirienne*, 13 décembre 2021.
- De Latour Éliane, « La jeunesse ivoirienne. "Guerriers", "chercheurs", "créateurs" », *Études*, tome 402, n° 4, 2005, pp. 471-482.
- De Saint-Exupéry Patrick, « Rwanda : "Tuez-les tous", "éradication totale", "nettoyage"... les voix funestes du génocide », *Le Parisien*, 21 avril 2019.
- De Sardan Jean-Pierre Olivier, « A moral economy of corruption in Africa? », *Journal of modern african studies*, vol. 37, n°1, 1999, pp. 25-52.
- Déloye Yves *et al.*, « Dimensions de la socialisation politique », *Revue française de science politique*, vol. 52, n° 2-3, 2002, pp. 123-124.
- Dembelé Ousmane, « La construction économique et politique de la catégorie "étranger" en Côte d'Ivoire », in Le Pape Marc et Vidal Claudine (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible (1999-2000)*, Paris, Karthala, 2002, pp. 123-171.
- Deneault Alain, « François-Xavier Verschave et la mafiafrrique », *Mouvements*, vol. 42, n° 5, 2005, pp. 119-124.
- Depagne Rinaldo, « Côte d'Ivoire : une stabilisation en trompe-l'œil », *Jeune Afrique*, 22 octobre 2015.
- Dérèze Gérard, *Méthodes empiriques de recherche en communication*, Bruxelles, De Boeck, 2009, 256 p.
- Derrida Jacques, « Signature, event, context », *Glyph*, 1, 1979, pp. 172-197.
- Deslauriers Jean-Pierre, *Recherche qualitative : guide pratique*, Montréal, MacGraw-Hill, 1991, 142 p.
- Diabaté Henriette, *Mémorial de la Côte d'Ivoire. Tome 1 : Les fondements de la nation ivoirienne*, Abidjan, AMI, 1987, 290 p.
- Diallo Aïssatou, « "Laurent Gbagbo a de grands projets pour la Côte d'Ivoire" : rencontre avec Damana Pickass, vice-président du FPI », *Jeune Afrique*, 16 juillet 2021.
- Dilmaç Julie Alev, « La migration des Turcs à Chypre du Nord après 1974 : de l'identification à la différenciation ? », *Migrations Société*, vol. 177, n° 3, 2019, pp. 145-166.
- Djébé Dano Germain, « Le Zouglou, dix ans après. », *Le Jour*, n° 1647, 9 août 2000, pp. 2-3
- Djehoury Anicet Maxime, *La guerre de Côte d'Ivoire : la dernière expédition coloniale*, Paris, L'Harmattan, 2007, 274 p.
- Djezou Casimir, « Législatives/Abobo : Des membres de l'ex-Galaxie patriotique apportent leur soutien aux candidats du RHDP », *Fratmat.info*, 3 mars 2021.
- Djié Ahoué, *La jeunesse ivoirienne face à la crise en Côte d'Ivoire. Le point de vue des jeunes*, Paris, L'Harmattan, 2011, 556 p.
- Djinko Moses, « Bilé Didier "libère" toujours. », *Top visages*, 8 avril 2005.
- Dobry Michel, « Les voies incertaines de la transitologie : choix stratégiques, séquences historiques, bifurcations et processus de path dependence », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, pp. 585-614.
- Dobry Michel, « Mobilisations multisectorielles et dynamique des crises politiques : un point de vue heuristique », *Revue française de sociologie*, vol. 24, n° 3, 1983, pp. 395-419.
- Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques : la dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de Sciences-Po, [2009] 2012, 432 p.
- Dobry Michel, *Sociologie des crises politiques. La dynamique des mobilisations multisectorielles*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1986, 320 p.
- Dogan Mattei et Pelassy Dominique, *How to compare nations. Strategies in comparative politics*, Chatham, Chatham House publishers, [1984] 1990, 216 p.
- Donegani Jean-Marie, « Musique et politique : le langage musical entre expressivité et vérité », *Raisons politiques*, vol. 14, n° 2, 2004, pp. 5-19.
- Doudou Jean-Antoine, « Galaxie patriotique - Blé Goudé lutte pour son positionnement », *Le Patriote*, 25 janvier 2011.
- Dozon Jean-Pierre et Augé Marc, *La cause des prophètes. Politique et religion en Afrique contemporaine. La leçon des prophètes*, Paris, Seuil, 1995, 300 p.
- Dozon Jean-Pierre, « L'étranger et l'allochtone en Côte d'Ivoire », in Contamin Bernard et Memel-Foté Harris (dir.), *Le Modèle ivoirien en question. Crises, ajustements et recompositions*, Paris, Karthala-Orstom, 1997, pp. 779-798.
- Dozon Jean-Pierre, « La Côte d'Ivoire au péril de l'ivoirité. Genèse d'un coup d'État », *Afrique contemporaine*, n° 193, 2000, pp. 13-23.
- Dozon Jean-Pierre, « La Côte d'Ivoire entre démocratie, nationalisme et ethno-nationalisme », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 45-62.

- Dozon Jean-Pierre, *Les clefs de la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2011, 140 p.
- Drogba Carino, « Les copines ? Une vieille histoire », *Top visages*, 25 juin 2005.
- Dufournet Hélène *et al.*, « Art et politique sous le regard des sciences sociales. (Introduction) », *Terrains & travaux*, vol. 13, n° 2, 2007, pp. 3-12.
- Dufy Caroline et Thiriou Céline, « Les apories de la transitologie : quelques pistes de recherche à la lumière d'exemples africains et post-soviétiques », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 20, n° 3, 2013, pp. 19-40.
- Dufy Caroline, « L'économie russe en réformes : une décennie perdue ? », in Favarel-Garrigues Gilles et Rousselet Katty (dir.), *La Russie contemporaine*, Paris, Fayard, 2010, pp. 141-152.
- Duhem Vincent, « Côte d'Ivoire : au Ghana, les derniers exilés pro-Gbagbo rasent les murs », *Jeune Afrique*, 7 février 2013.
- Duhem Vincent, « Côte d'Ivoire : présentez... armes ! (Et déposez-les !) », *Jeune Afrique*, 29 juin 2015.
- Duhem Vincent, « Côte d'Ivoire : que sait-on des mystérieuses photos de Charles Blé Goudé ? », *Jeune Afrique*, 11 mars 2014.
- Dumont Louis, *Homo aequalis. Genèse et épanouissement de l'idéologie économique*, Paris, Gallimard, 1977, 280 p.
- Durand-Sendrail Béatrice, *La musique de Diderot*, Paris, Éditions Kimé, 1994, 219 p.
- Duval Philippe, *Fantômes d'Ivoire*, Paris, Éditions du Rocher, 2003, 275 p.
- Ékanza Simon-Pierre, *Côte d'Ivoire : terre de convergence et d'accueil (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle)*, Abidjan, CERAP, 2006, 119 p.
- El-Beblawi Hazem et Giacomo Luciani, « The rentier State in the Arab world », in Giacomo Luciani (ed.), *The Arab State*, Londres, Routledge, 1990, pp. 88-90.
- Emma A. « Côte d'Ivoire : "le 27 janvier, tu n'es pas RHDP tu libères le tabouret", déclare Adama Bictogo », *Afrique sur 7*, 6 janvier 2019.
- Erdmann Gero, « Party research : Western european bias and the "African labyrinth" », *Democratization*, vol. 11, n° 3, 2004, pp. 63-87.
- Ero Comfort et Marshall Anne, « L'ouest de la Côte d'Ivoire : un conflit libérien ? », *Politique africaine*, vol. 89, n° 1, 2003, pp. 88-101.
- Esedebe Olisanwuche, *Pan-Africanism : the idea and movement, 1776-1991*, Washington, Howard University Press, 1994, 295 p.
- Étou César, « Après le départ des Bozos et des Peulhs de Tiébissou : les Burkinabés chassés d'Assuikro », *Notre Voie*, n° 478, 11-12 décembre 1999.
- Fall Elimane, « "IB"-Soro : les dessous d'un duel sanglant », *Jeune Afrique*, 28 juin 2004.
- Favier Pierre et Martin-Roland Michel, *La décennie Mitterrand 1. Les ruptures : 1981-1984*, Paris, Seuil, 1990, 581 p.
- Feldman Noah, *After Jihad : America and the struggle for islamic democracy*, New York, Farrar, Straus and Giroux, 2003, 272 p.
- Félix Houphouët-Boigny, « Discours prononcé à Korhogo, le 7 mai 1965 », *Anthologie des discours, 1946-1978, tome 2*, Abidjan, CEDA, 1978, pp. 587-1148.
- Fenneteau Hervé, *Enquête : entretien et questionnaire*, Paris, Dunod, 2007, 128 p.
- Ferguson James, *Global shadows. Africa in the neoliberal world order*, Durham (NC), Duke University Press, 2006, 257 p.
- Fillieule Olivier, « Propositions pour une analyse processuelle de l'engagement individuel », *Revue française de science politique*, vol. 51, n° 1-2, 2001, p. 211.
- Flandrin Antoine, « Le rôle de la propagande aux États-Unis pendant la guerre », *Le Monde*, 3 septembre 2014.
- Flora Peter, Kuhnle Stein et Urwin Derek (eds.), *State formation, nation-building and mass politics in Europe. The theory of Stein Rokkan*, Oxford, Clarendon Press, 1999, 440 p.
- Francfort Didier, *Le Chant des nations. Musique et culture en Europe, 1870-1914*, Paris, Hachette, 2004, 462 p.
- Fraternité Hebdo*, 6 juin 1990.
- Fraternité Matin*, 24 novembre 1999 ; 30 avril 2003 ; 9 avril 1990 ; n° 10521, 16 novembre 1999 ; n° 13821, 3 décembre 2010 ; n° 336, 1<sup>er</sup> octobre 1965.
- Front populaire ivoirien (FPI), *Propositions pour gouverner la Côte d'Ivoire. 1<sup>ère</sup> partie*, Paris, L'Harmattan, 1987, 204 p.
- Gaborit Pascaline, « Mémoire, oubli et réconciliation dans les sociétés post-conflituelles : l'exemple du Cambodge », *Revue ; Interrogations ?*, n° 3, 2006.
- Gaïti Brigitte et Siméant Johanna (dir.), *La consistance des crises. Autour de Michel Dobry*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2018, 330 p.
- Galloro Piero-Dominique (dir.), *Discours et parcours de radicalisation et de violence. Radicalisme(s), radicalisation(s), radicalité(s), violence(s)*, Paris, L'Harmattan, 2019, 190 p.



- Galy Michel, « Politologie d'une rébellion. Une "gouvernance par la violence" au Nord de la Côte d'Ivoire ? », *Cultures & Conflits*, n° 65, 2007, pp. 137-155.
- Galy Michel, « Qui gouverne la Côte-d'Ivoire ? Internalisation et internationalisation d'une crise politico-militaire », *Politique étrangère*, vol. hiver, n° 4, 2005, pp. 793-807.
- Gamson William, *Talking politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 288 p.
- Gary-Toukara Daouda, « Côte d'Ivoire, 1970 : des charters pour migrants africains », *Plein droit*, vol. 72, n° 1, 2007, pp. 25-28.
- Gauthier Benoît (dir.), *Recherche sociale. De la problématique à la collecte de données*, Québec, Presse de l'Université du Québec, 2003, 619 p.
- Gaxie Daniel, *Le cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Le seuil, 1978, 296 p.
- Gazibo Mamoudou, « Pour une réhabilitation de l'analyse des partis en Afrique », *Politique africaine*, vol. 104, n° 4, 2006, pp. 5-17.
- Gbagbo Laurent, « La mort n'a pas de parti, de religion, de région », *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000.
- Gbagbo Laurent, « Réponse à une question », *Peuples noirs, peuples africains*, vol. 7, n° 41-42, 1984, pp. 8-30.
- Gballou Roger, *Côte d'Ivoire : le crépuscule d'une démocratie orpheline*, Paris, L'Harmattan, 2011, 272 p.
- Gbané Yacouba, « Côte d'Ivoire : 17 ans après sa création, que deviennent les fondateurs de la "Galaxie patriotique"... Sur les traces des Jeunes patriotes », *Le Temps*, 23 novembre 2019.
- Gbato Guillaume, « Inauguration de la place des martyrs : les héros d'octobre 2000 élevés au panthéon de l'histoire », *Notre Voie*, n° 1099, 25 janvier 2002.
- Gbato Guillaume, « Sylvain Miaka Oureto : "Alassane Ouattara doit répondre de ses actes devant les tribunaux de Côte d'Ivoire" », *Notre Voie*, n° 1347, 23-24 novembre 2002.
- Geiss Imanuel, « Pan-Africanism », *Journal of contemporary history*, vol. 4, n° 1, 1969, pp. 187-200.
- Geiss Imanuel, *The Pan-african movement. A history of Pan-africanism in America, Europe and Africa*, New York, Africana Publishing Co., 1974, 575 p.
- George Alexander et Bennett Andrew, *Case studies and theory development in the social sciences*, Cambridge, MIT Press, 2005, 331 p.
- Gérald Arnaud, « Le chanté-parlé africain », *Africultures*, n° 21, 1999, pp. 55-57.
- Gérald Arnaud, « Un pays fou de musique », *Africultures*, n° 56, 2003, pp. 111-120.
- Gilbert Gonin et René Allou Kouamé, *Côte d'Ivoire : les premiers habitants*, Abidjan, CERAP, 2006, 122 p.
- Giordano Yvonne (dir.), *Conduire un projet de recherche. Une perspective qualitative*, Caen, Éditions EMS, Management et société, 2003, 320 p.
- Girard Renaud, « Le recomptage des votes est ordonné en Afghanistan », *Le Figaro*, 8 septembre 2009.
- Gnabeli Roch Yao, « Déconstruction de la figure de l'étranger ouest-africain en Côte d'Ivoire », *Migrations Société*, vol. 144, n° 6, 2012, pp. 85-98.
- Gnamantêh, « Provocations, manipulation, mensonges : Fpi ou la méthode Al-Qaïda de l'anarchie ou du terrorisme », *Le Nouveau Réveil*, n° 2890, 16 septembre 2011.
- Goffman Erving, *Stigmate : les usages sociaux des handicaps*, Paris, Minuit, 1975, 175 p.
- Gombeaud Jean-Louis, Moutout Corinne et Smith Stephen, *La Guerre du cacao. Histoire secrète d'un embargo*, Paris, Calmann-Lévy, 1990, 218 p.
- Gonidec Pierre François, « À quoi servent les Constitutions africaines ? Réflexion sur le constitutionnalisme africain », *Revue juridique et politique, indépendance et coopération*, n° 4, 1988, pp. 849-866.
- Gonnet Gabriel et Koffi Jean Marcel, *Résilience, cicatrices, rébellion*, Paris, L'Harmattan, 2010, 160 p.
- Gonnin Gilbert, « Assumer son histoire, Débats », *Courrier de l'Afrique de l'Ouest*, n° 6-7, 2003, pp. 25-30.
- Gouaini Elhousseine et Thiam Ndiassé (eds), *Des langues et des villes*, Paris, Didier Erudition, 1993, 580 p.
- Gouëset Catherine, « Chronologie de la Côte d'Ivoire (1958-2011) », *L'express*, 8 décembre 2011.
- Gourevitch Philip, *Nous avons le plaisir de vous informer que, demain, nous serons tués avec nos familles. Chroniques rwandaises*, Paris, Denoël, 1999, 400 p.
- Gourlay Youenn et Ciyow Yassin, « En Côte d'Ivoire, "tant qu'il y aura des problèmes, il y aura du Zouglou" », *Le Monde*, 11 décembre 2020.
- Government of the Democratic Republic of the Congo, « Nouvelle Constitution en RDC : début de la 3<sup>e</sup> République et fin du partage équilibré du pouvoir », *Relief Web*, 20 février 2006.
- Grah Mel Frédéric, *Rencontres avec Félix Houphouët-Boigny*, Abidjan, Frat Mat Éditions, 2005, 424 p.
- Grainville Patrick, *Le tyran éternel*, Paris, Seuil, 1998, 288 p.
- Gramsci Antonio, *Selections from the Prison notebooks*, Londres, Lawrence et Wishart, 1998, 572 p.
- Grasa Rafael (ed.), *Conditions pour la consolidation de la paix en Côte d'Ivoire*, Barcelone, Institut Català Internacional per la Pau, 2014, 167 p.

- Greer Allan, *Habitants et Patriotes. La rébellion de 1837 dans les campagnes du Bas-Canada*, Montréal, Boréal, 1997, 368 p.
- Gross Daniel, « Factionalism and local level politics in rural Brazil », *Journal of anthropological research*, vol. 29, n° 2, 1973, pp. 123-144.
- Guéhi Brence, « Ouattara détruit ce qu'il n'a pas construit », *Le Temps*, 11 janvier 2011.
- Guessan Kouadio, « La crise franco-ivoirienne de novembre 2004 », *Africa*, vol. 61, n° 1, 2006, pp. 66-93.
- Guiomar Jean-Yves, « Le nationalisme face à la démocratie », in Antoine de Baeque (dir.), *Une histoire de la démocratie en Europe*, Paris, Éditions Le Monde, 1991, pp. 52-74.
- Gunther Richard et Diamond Larry, « Species of political parties. A new typology », *Party politics*, vol. 9, n° 2, 2003, pp. 167-199.
- Gur Ted Robert, *Why men rebel ?*, London and New York, Routledge, [1970] 2012, 446 p.
- Habermas Jürgen, *Théorie de l'agir communicationnel. Critique de la raison fonctionnaliste*, tome 2, Paris, Fayard, 1987, 480 p.
- Hamer Magali Chelpe-den, « Les tribulations du dispositif Désarmement, démobilisation et réinsertion des miliciens en Côte d'Ivoire (2003-2015) », *Hérodote*, vol. 158, n° 3, 2015, pp. 200-218.
- Hardin Russell, *One for all : the logic of group conflict*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 302 p.
- Hassenteufel Patrick, « Exclusion sociale et citoyenneté », *Cahiers français*, n° 281, 1997, pp. 52-57.
- Hassenteufel Patrick, « L'État-providence ou les métaphores de la citoyenneté », *L'année sociologique*, vol. 46, n°1, 1996, pp. 127-149.
- Havard Jean-François, « Ethos "bul faale" et nouvelles figures de la réussite au Sénégal », *Politique africaine*, vol. 82, n° 2, 2001, pp. 63-77.
- Havard Jean-François, « Tuer les "Pères des indépendances" ? Comparaison de deux générations politiques postindépendances au Sénégal et en Côte d'Ivoire », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 315-331.
- Hellweg Joseph et Médevielle Nicolas, « Zakaria Koné et les transformations des chasseurs dozos en Côte d'Ivoire. De la société civile comme stratégie politique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 41-58.
- Hermet Guy, « Autoritarisme, démocratie et neutralité axiologique chez Juan Linz », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 13, n° 1, 2006, pp. 83-94.
- Hibou Béatrice (dir.), *La privatisation des États*, Paris, Karthala, 1998, 398 p.
- Hodgkin Thomas, *African political parties : an introductory guide*, Harmondsworth, Penguin, 1961, 217 p.
- Hofnung Thomas, « Les rebelles se déchirent en Côte-d'Ivoire », *Libération*, 22 juin 2004.
- Houédin Barnabé Cossi, Djédjé N'Guessan Daniel et Fofana Tata Mariam, « Monument des martyrs dans la ville d'Abidjan : entre logique urbaine et légitimation politique (2002 à 2010) », *Journal scientifique européen*, vol. 13, n° 25, 2017, pp. 207-235.
- Houphouët-Boigny Félix, « Le message du Chef de l'État à la nation », *Fraternité Matin*, n° 627, 3 janvier 1967.
- Houssou Arnaud, « Présidentielle 2020 - Gueu Droh Denis : "Les conditions ne sont pas réunies" », *7info*, 11 octobre 2020.
- Hugon Philippe, « La Côte d'Ivoire : plusieurs lectures pour une crise annoncée », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 105-127.
- Hugon Philippe, « Rétrospectives et perspectives économiques », in Tapinos Georges Photios, Hugon Philippe et Vimard Patrice (dir.), *La Côte d'Ivoire à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle. Défis démographiques et développement durable*, Paris, Karthala, 2002, pp. 137-192.
- Humphreys Macartan et Weinstein Jeremy, « Demobilization and reintegration », *Journal of conflict resolution*, vol. 51, 2007, pp. 531-567.
- IZ, « Rencontre des patriotes : ambiance de fête », *Fraternité Matin*, 1<sup>er</sup> juin 2004.
- Jackson Robert et Rosberg Carl, *Personal rule in black Africa. Prince, autocrat, prophet, tyrant*, Berkeley, University of California press, 1982, 350 p.
- Jami Irène, « Judith Butler, théoricienne du genre », *Cahiers du Genre*, vol. 44, n° 1, 2008, pp. 205-228.
- Jarret Marie-France et Mahieu François-Régis, *La Côte d'Ivoire, de la déstabilisation à la refondation*, Paris, L'Harmattan, 2002, 144 p.
- Jeune Afrique*, 28 septembre-4 octobre 1995.
- Joncheray Mathilde, *Vivre la guerre, construire la paix. Conflits et recompositions territoriales post-conflit en République du Congo*, Thèse de Doctorat en géographie, Université d'Aix-Marseille, 2013.
- Joule Robert-Vincent et Beauvois Jean-Léon, *Mini-traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, PUG, 2012, 29 p.
- Joule Robert-Vincent et Beauvois Jean-Léon, *Petit traité de manipulation à l'usage des honnêtes gens*, Grenoble, PUG, 2014, 320 p.

- Jourde Cédric, « Les grilles d'analyse de la politique africaine : la problématique de l'État », in Gazibo Mamoudou (ed.), *Le politique en Afrique. État des débats et pistes de recherche*, Paris, Karthala, 2009, pp. 43-70.
- K. Marius, « Charles Blé Goudé : “J'ai mûri (...) Je ne peux plus réfléchir comme en 2002” », *Opera News*, octobre 2021.
- Kadi Germain-Arsène, « La dynamique du Zouglou de Côte d'Ivoire en Afrique francophone », *Diogène*, vol. 246-247, n° 2-3, 2014, pp. 204-221.
- Kairouz Matthieu, « Ce jour-là : le 8 juillet 1991, les Togolais placent leurs espoirs dans une Conférence nationale », *Jeune Afrique*, 7 juillet 2016.
- Kamagaté Ibrahim, « Interview/Mamadou Traoré (conseiller spécial du SG de FN) : “Aucun Ivoirien ne se laissera spolier de sa nationalité” », *Notre Voie*, n° 3094, 10 février 2010.
- Kamto Maurice, *Le pouvoir et le droit en Afrique noire*, Paris, LGDJ, 1987, 546 p.
- Karl Marx, *Contribution à la critique de La philosophie du droit de Hegel*, Paris, Aubier-Montaigne, 1971, 119 p.
- Karl Terry Lynn et Schmitter Philippe, « Modes of transition in latin America, southern and eastern Europe », *International social science journal*, vol. 128, n° 2, 1991, pp. 267-282.
- Kéita Moussa, « Interview/Mian Augustin (secrétaire général de la FESCI) : “Nous nous sommes laissés instrumentalisés” », *Le Patriote*, n° 3608, 30 novembre 2010.
- Kessé Adolphe Blé, *Les Sorbonnes à Abidjan : archéologie de la reconstruction sociale du politique*, Thèse de Doctorat en science politique, Université du Québec, Montréal, 2009.
- Khosrokhavar Farhad, *Radicalisation*, Paris, MSH, 2014, 192 p.
- Kigbafori Inza, « Visite de travail et d'amitié du Président de la République à Accra : Ouattara et Atta Mills bouclant les pro-Gbagbo », *Le Patriote*, n° 3565, 7 octobre 2011.
- Kipré Pierre, *Migrations en Afrique noire : la construction des identités nationales et la question des étrangers*, Abidjan, Les Éditions du CERAP, 2010, 160 p.
- Ki-Zerbo Joseph, *Histoire de l'Afrique noire. D'hier à demain*, Paris, Hatier, 1972, 702 p.
- Knight Mark et Ozerdem Alpaslan, « Guns, camps and cash : disarmement, demobilization and reinsertion of former combatants in transition from war to peace », *Journal of Peace research*, vol. 41, 2004, pp. 499-516.
- Koffi Aimée-Danielle Lezou, « Pour une lecture du Zouglou comme pratique discursive interculturelle », *Argumentation et analyse du discours*, vol. 21, 2018.
- Kohli Atul, *State-directed development : Political power and industrialization in the global periphery*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004, 480 p.
- Ko-Moe*, organe d'information de l'Union générale des étudiants de Côte d'Ivoire (UGECI), mars 1963.
- Konadjé Jean-Jacques, *L'ONU et le conflit ivoirien. Les enjeux géopolitiques de l'intervention 2002-2010*, Paris, L'Harmattan, 2014, 330 p.
- Konan André Silver, « Côte d'Ivoire : pro-Gbagbo exilés au Ghana, la revanche dans la peau », *Jeune Afrique*, 8 mai 2012.
- Konan André Silver, « Côte d'Ivoire : “Charles Blé Goudé veut incarner l'héritage politique de Laurent Gbagbo” », *Jeune Afrique*, 19 août 2019.
- Konan Venance, « Blé Goudé, le patriote qui rêvait de diriger la Côte d'Ivoire », *Slate Afrique*, 17 janvier 2013.
- Konaté Issoufou, *Le discours de la Baule 20 juin 1990. Une nouvelle thérapie pour l'Afrique*, Paris, L'Harmattan, 2015, 198 p.
- Konaté Yacouba, « Génération Zouglou », *Cahiers d'études africaines*, vol. 168, n° 4, 2002, pp. 777-798.
- Konaté Yacouba, « Les enfants de la balle. De la FESCI aux mouvements de patriotes », *Politique africaine*, vol. 89, n°1, 2003, pp. 49-70.
- Koné Amadou, *Houphouët Boigny et la crise ivoirienne*, Paris, Karthala, 2003, 230 p.
- Koné Gngangadjomon, *Les « Jeunes patriotes » ou la revanche des “porteurs de chaises” en Côte d'Ivoire*, Abidjan, Les Classiques ivoiriens, 2014, 322 p.
- Koné Gngangadjomon, *Sociogénèse et dynamique du mouvement « Jeune patriote » en Côte-d'Ivoire*, Thèse de Doctorat en sociologie, Université de Bouaké, 2010.
- Koné Justin Katinan et Kessié Raymond Koudou (dir.), *L'acquiescement de Laurent Gbagbo et Blé Goudé. Les juges de la CPI restituent la vérité historique. Une analyse thématique du verdict*, Paris, L'Harmattan, 2019, 177 p.
- Koné Yaya, « Les “Afriques modernes” ou l'art de réinventer la tradition. Une approche sociologique des danses ivoiriennes », *Staps*, vol. 101, n° 3, 2013, pp. 81-101.
- Koré B., « Sylvain Miaka Oureto (SG du FPI) : “La Licorne partira” », *Notre Voie*, 27 avril 2005.
- Koselleck Reinhart, *Le futur passé. Contribution à la sémantique des temps historiques*, Paris, Éditions de l'EHESS, 1990, 334 p.

Kouamouo Théophile, « Côte d'Ivoire : pourquoi la flamme de la paix est porteuse d'espoir », *Agora Vox*, 1<sup>er</sup> août 2007.

Kouassi Jean Kelly, « Bénin : Patrice Talon rassure qu'il ne fera pas de 3<sup>e</sup> mandat », *Afrique sur 7*, 12 juillet 2021.

Kouassi Richard, « Près de 20 ans après la rébellion : Guillaume Soro a des regrets », *Afrique sur 7*, 14 décembre 2020.

Koulibaly Mamadou, *La guerre de la France contre la Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 2003, 86 p.

Koulibaly Mamadou, *Les servitudes du pacte colonial*, Abidjan, Nouvelles Éditions Ivoiriennes, 2005, 223 p.

Koulibaly Mamadou, *Sur la route de la liberté*, Paris, L'Harmattan, 2004, 288 p.

Kouvouama Abel, « Penser la politique en Afrique », *Politique africaine*, vol. 77, n° 1, 2000, pp. 5-15.

Kpatindé Francis, « Gbagbo se confiait à Jeune Afrique L'Intelligent : "Il n'y a pas de problème musulman en Côte d'Ivoire" », *Notre Voie*, n° 1334, 7 novembre 2002.

Kpatindé Francis, « Le dilemme de Ouattara », *Jeune Afrique*, 14-20 décembre 1999, p. 15.

Kyte Senior Elinor, *Les habits rouges et les patriotes*, Montréal, VLB éditeur, [1985] 1997, 310 p.

*L'Inter*, n° 1568, 30 juillet 2003 ; n° 3769, 3 décembre 2010 ; n° 3908, 8 juin 2011.

*La Bible. Édition intégrale. TOB*, Paris, Cerf, 2010, 2757 p.

*La Lettre du continent*, 8 mai 2008.

La rédaction « Côte d'Ivoire : Gbagbo prépare la guerre », *Jeune Afrique*, 30 mars 2011.

La rédaction, « PDCI-RDR, Bédié regrette son aide à Ouattara », *7info*, 14 décembre 2018.

La rédaction, « Blé Goudé, le père de l'article 125 explique sa cavale : "on veut me tuer" », *Le Patriote*, n° 3793, 10 juillet 2012.

La rédaction, « Côte d'Ivoire : Blé Goudé à la CPI – Gbagboïste jusqu'au box des accusés », *Africa Nouvelles*, 29 mars 2014.

La rédaction, « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro envisage rencontrer Laurent Gbagbo », *L-frii*, 15 février 2019.

La rédaction, « Côte d'Ivoire : la lettre de Jack Lang à son "cher Laurent" », *L'Obs*, 6 décembre 2010.

La rédaction, « En détention depuis 13 mois : Les premières images de Blé Goudé et Dibopieu depuis leurs cellules », *L'Inter*, n° 4728, 10 mars 2014.

La rédaction, « Gbagbo dévoile ses thèmes de campagne du second tour », *Jeune Afrique*, 10 novembre 2010.

La rédaction, « Jean-Christophe Mitterrand, le fils perdu », *Le Monde*, 4 décembre 2004.

La rédaction, « Le général Irastorza quitte la Force "Licorne" », *Saphir News*, 13 Juin 2006.

La rédaction, « Les USA pressent Gbagbo d'entamer la transition du pouvoir », *L'Obs*, 7 décembre 2010.

La rédaction, « Sarkozy inquiet de la sécurité des Français en Côte d'Ivoire », *L'Obs*, 6 décembre 2010.

Labertit Guy, *Adieu, Abidjan-Sur-Seine ! Les coulisses du conflit ivoirien*, Paris, Autres temps, 2008, 305 p.

Laclau Ernesto, *La raison populiste*, Paris, Le seuil, 2008, 304 p.

Lallau Benoît, Laissus-Benoist Perrine et Mbetid-Bessane Emmanuel, « Introduction : la résilience peut-elle passer de la théorie aux pratiques ? », *Revue internationale des études du développement*, vol. 235, n° 3, 2018, pp. 9-25.

Lambin Jean-Michel *et al.*, *Histoire, Géographe. Initiation économique*, Paris, Hachette, 1992, 367 p.

Larcher Laurent, « Acquittement de Laurent Gbagbo : un nouveau revers pour la CPI », *La Croix*, 1<sup>er</sup> avril 2021.

Laville Camille, « Les causes des conflits civils : avancées récentes à l'aide de données désagrégées », *Revue française d'économie*, vol. 34, n° 3, 2019, pp. 123-165.

Lazarus Sylvain, *Anthropologie du nom*, Paris, Seuil, 1996, 249 p.

Lazzeri Christian, « Pourquoi se révolte-t-on ? Identité, intérêt, action », *Revue du MAUSS*, vol. 34, n° 2, 2009, pp. 165-188.

*Le Démocrate*, n° 176, 2 novembre 1994.

*Le Figaro*, 27 octobre 2000.

*Le Front*, 10 janvier 2007.

*Le Jour*, 16 novembre 1999 ; 23 novembre 1999 ; 26 novembre 1999 ; n° 1251, 8 avril 1999 ; n° 1251, 8 avril 1999 ; n° 1734, 27 novembre 2000.

Le Monde avec AFP et Reuters, « Les protagonistes de la crise ivoirienne réunis à Pretoria », *Le Monde*, 28 juin 2005.

Le Monde avec AFP, « Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé élu président de son parti, le Cojep », *Le Monde*, 20 août 2019.

Le Monde avec AFP, « Côte d'Ivoire : Guillaume Soro condamné à vingt ans de prison pour « recel de détournement de deniers publics » », *Le Monde*, 28 avril 2020.

Le Monde avec AFP, « En Côte d'Ivoire, les chanteurs Yodé et Siro en garde à vue pour "outrage à magistrat" », *Le Monde*, 3 décembre 2020.

Le Monde avec AFP, « Samuel Huntington, auteur du "Choc des civilisations", est mort », *Le Monde*, 27 décembre 2008.

- Le Monde avec AFP, AP et Reuters, « En Tunisie, la nouvelle Constitution adoptée », *Le Monde*, 27 janvier 2014.
- Le Pape Marc et Vidal Claudine (dir.), *Côte d'Ivoire, l'année terrible : 1999-2000*, Paris, Karthala, 2003, 325 p.
- Le Pape Marc, « Les politiques d'affrontement en Côte d'Ivoire 1999-2003 », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 29-39.
- Le Pape Marc, *L'énergie sociale à Abidjan. Économie politique de la ville en Afrique noire, 1930-1995*, Paris, Karthala, 1997, 176 p.
- Le Patriote*, 13 septembre 1999 ; 14 décembre 1999 ; 17 décembre 1999 ; n° 3087, 29 janvier 2010 ; n° 3089, 1<sup>er</sup> février 2010 ; n° 3128, 23 mars 2010 ; n° 3274, 17 septembre 2010 ; n° 3388, 5 février 2011 ; n° 3428, 21 avril 2011 ; n° 3778, 22 juin 2012 ; n° 4162, 7 octobre 2013 ; n° 4184, 5 novembre 2013 ; n° 5926, 21-22 septembre 2019 ; n° 6009, 3 janvier 2020.
- Le pays, « Côte d'Ivoire. Gbagbo, c'est bientôt fini », *Courrier international*, 1<sup>er</sup> avril 2011.
- Le Point Afrique, « Alassane Ouattara, le sacrifice de trop ? », *Le Point*, 29 octobre 2020.
- Le Temps*, 19 septembre 2003 ; n° 2494, 21 novembre 2011.
- Leca Jean, « Question sur la citoyenneté », *Projet*, n° 171-172, pp. 113-125.
- Le-Griot-d'Afrique, « Cette photo de Laurent Gbagbo en train de manger de la sauce graine en public fascine l'opinion », *Opera News*, 2021.
- Lepidi Pierre, « Rwanda : les "gacaca", ces tribunaux populaires par lesquels le "miracle" est arrivé », *Le Monde*, 15 avril 2019.
- Lewis Peter, « Nigeria : elections in a fragile regime », *Journal of democracy*, vol. 14, n° 3, 2003, pp. 131-144.
- Libération*, 19 janvier 2001.
- Linz Juan, « An authoritarian regime : the case of Spain », in Érik Allardt et Yrjo Littunen (eds.), *Cleavages, ideologies, and party systems. Contributions to comparative political sociology*, Helsinki, The Academic Bookstore, 1964, pp. 291-341.
- Lipset Seymour Martin et Rokkan Stein (eds), *Party systems and voter alignments. Cross-national perspectives*, New York, The free press, 1967, 554 p.
- Losch Bruno (ed.), « Côte-d'Ivoire, la tentation ethno-nationaliste », *Politique africaine*, n° 78, 2000.
- Losch Bruno, « Libéralisation économique et crise politique en Côte d'Ivoire », *Critique internationale*, vol. 19, n° 2, 2003, pp. 48-60.
- Loucou Jean-Noël, *Côte d'Ivoire : les résistances à la conquête coloniale*, Abidjan, CERAP, 2015, 148 p.
- Loucou Jean-Noël, *Histoire de la Côte d'Ivoire. Tome 1 : la formation des peuples*, Abidjan, CEDA, 1984, 212 p.
- Lumumba Patrice, Touré Sékou et Ferry Jules, *Le colonialisme*, Villeneuve-d'Ascq, Points, 2010, 53 p.
- Maçon Jean, « En finir avec l'ère colonial », *France Soir*, 6 juin 2005.
- Magne Nathalie, « Pays pauvres : la crise au prix fort ? », *Idées économiques et sociales*, vol. 160, n° 2, 2010, pp. 16-24.
- Mahdavy Hossein, « The pattern and problems of economic development in rentier States : the case of Iran », in Cook M.A. (ed.), *Studies in the economic history of the Middle East*, Oxford, Oxford University Press, 1970, pp. 428-467.
- Mainwaring Scott, O'Donnell Guillermo et Valenzuela Samuel (eds), *Issues in democratic consolidation : the new South american democracies in comparative perspective*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1992, 357 p.
- Malagardis Maria, « Boubacar Boris Diop. Auteur sénégalais : "L'illusion d'être une grande puissance" », *Libération*, 5 janvier 2014.
- Malo Antoine, « Gbagbo : "Ce n'est pas moi qui vais perdre" », *Le Journal du Dimanche*, 29 octobre 2010.
- Manciaux Michel (dir.), *La résilience, résister et se construire*, Genève, Médecine et Hygiène, 2001, 253 p.
- Mannheim Karl, *Le problème des générations*, Paris, Nathan, [1928] 1990, 123 p.
- Marchal Roland et Messiant Christine, « De l'avidité des rebelles. L'analyse économique de la guerre selon Paul Collier », *Critique internationale*, vol. 16, 2002, pp 58-68.
- Mari Jean-Pierre et Marmoz Robert, « Ce qu'a vraiment fait la France », *Le Nouvel Observateur*, 16-22 décembre 2004.
- Marshall-Fratani Ruth, « La France en Côte d'Ivoire : l'interventionnisme à l'épreuve des faits », *Politique africaine*, vol. 98, n° 2, 2005, pp. 21-41.
- Marshall-Fratani Ruth, «The war of "who is who": autochthony, nationalism, and citizenship in the ivorian crisis ? », *African studies review*, vol. 49, n° 2, 2006, pp. 9-43.
- Martin Denis Constant, *Sur la piste des OPNI (Objets politiques non identifiés)*, Paris, Karthala, 2002, 504 p.

- Mary André, « Prophètes pasteurs. La politique de la délivrance en Côte-d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 87, n° 3, 2002, pp. 69-94.
- Massicard Élise, « Le factionnalisme comme mode d'ancrage social. Le Parti républicain du peuple à Adana (Turquie) », *Politix*, vol. 92, n° 4, 2010, pp. 53-75.
- Mayer Nonna et Perrineau Pascal, *Les comportements politiques*, Paris, Armand Colin, 1992, 160 p.
- Mayer Nonna, « In memoriam. L'apport d'Annick Percheron à la sociologie », *Revue française de sociologie*, n° 34-1, 1993, pp. 125-133.
- Mazzocchetti Jacinthe, « “Quand les poussins se réunissent, ils font peur à l'épervier...” : Les étudiants burkinabès en politique », *Politique africaine*, vol. 101, n° 1, 2006, pp. 83-101.
- Mbeki Thabo, « What world got wrong in Côte d'Ivoire », *Foreign policy*, 29 avril 2011.
- Mbembe Achille, « À propos des écritures africaines de soi », *Politique africaine*, vol. 77, n° 1, 2000, pp. 16-43.
- Mbembe Achille, « La palabre de l'indépendance : les ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985, pp. 459-487.
- Mbembe Achille, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun*, Paris, Karthala, 1996, 430 p.
- Mbembe Achille, *Les jeunes et l'ordre politique en Afrique noire*, Paris, L'Harmattan, 1985, 246 p.
- McAdam Doug, « Micromobilization contexts and recruitment to activism », *International social movement research*, n° 1, 1988, pp. 125-154.
- McAdam Doug, « Recruitment to high-risk activism : The case of Freedom Summer », *American Journal of Sociology*, vol. 92, n° 1, 1986, pp. 64-90.
- McAdam Doug, *Freedom Summer. The idealists revisited*, Oxford, Oxford University Press, 1988, 368 p.
- Médard Jean-François, « État, démocratie et développement : l'expérience camerounaise », in Mappa Sophia (dir.), *Développer par la démocratie ? : Injonctions occidentales exigences planétaires*, Paris, Karthala, 1995, pp. 360-361.
- Médard Jean-François, « L'État néo-patrimonial en Afrique », in Médard Jean-François (dir.), *États d'Afrique*, Paris, Karthala, 1991, pp. 323-353.
- Médard Jean-François, « L'État et le politique en Afrique », *Revue française de science politique*, vol. 50, n° 4-5, 2000, pp. 849-854.
- Médard Jean-François, « L'Afrique à Biarritz, Mise en examen de la politique française (Biarritz, 8 et 9 novembre 1994) », Paris, Karthala, 1995, 170 p.
- Memel-Foté Harris, « Un mythe politique des Akans : le sens de l'État », in Valsecchi Pierluigui et Viti Fabio (dir.), *Mondes akans. Identité et pouvoir en Afrique occidentale*, Paris, L'Harmattan, 2000, pp. 21-42.
- Mieu Baudelaire, « Côte d'Ivoire : tout savoir du procès de l'assassinat de Robert Guéï », *Jeune Afrique*, 20 janvier 2016.
- Mieu Baudelaire, « Côte d'Ivoire : Yodé et Siro, un duo d'artistes dans la tourmente », *Jeune Afrique*, 4 décembre 2020.
- Miran-Guyon Marie, « Apocalypse patriotique en Côte d'Ivoire. Le pentecôtisme de la démesure », *Afrique contemporaine*, vol. 252, n° 4, 2014, pp. 73-90.
- Miran-Guyon Marie, « Côte d'Ivoire, le retour de l'éléphant ? Introduction thématique », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 11-24.
- Miran-Guyon Marie, « Les forces armées de Côte d'Ivoire : portrait d'un dispositif fragile », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 281-306.
- Mitterrand François, *Présence française et abandon*, Paris, Plon, 1957, 244 p.
- Moïsi Dominique, « L'intervention dans la politique étrangère de la France », *Politique étrangère*, vol. 51, n° 1, 1986, pp. 173-180.
- Monnier Olivier, « Le Président Alassane Ouattara au journal français La Croix : “L'usage de la force s'impose pour régler la crise” », *Le Patriote*, 20 janvier 2011.
- Morillot Juliette, « Lee Kuan Yew, l'homme qui inventa Singapour », *Jeune Afrique*, 30 mars 2015.
- Mozaffar Shaheen, « Introduction », *Party politics*, vol. 11, n° 4, 2005, pp. 395-398.
- Muchielli Alex, *Dictionnaire des méthodes qualitatives en sciences humaines et sociales*, Paris, Armand Collin, 2009, 296 p.
- Mudimbe Valentin-Yves, *L'Odeur du père. Essai sur des limites de la science et de la vie en Afrique Noire*, Paris, Présence africaine, 1982, 203 p.
- Muggah Robert, « No magic bullet, a critical perspective on disarmament, demobilization and reintegration (DDR) and weapons reduction in post-conflict contexts », *The round table*, n° 94, 2005, pp. 239-252.
- Muxel Anne, *L'expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences-Po, 2001, 190 p.
- N'Dré Charles Désiré, *Syndicalisme étudiant : pouvoir et dynamique politique en Côte d'Ivoire*, Abidjan, CERAP, 2019, 426 p.

- Nassa Désiré Axel Dabié, « Frontières ivoiriennes à l'épreuve des migrations internationales ouest-africaines », *Migrations Société*, vol. 144, n° 6, 2012, pp. 61-84.
- Navaro-Yashin Yael, « Make-believe papers, legal forms and the counterfeit. Affective interactions between documents and people in Britain and Cyprus », *Anthropological theory*, vol. 7, n° 1, 2007, pp. 79-89.
- Nderson Bruno, « M. Lars Rise (député norvégien) : " Ce sont les richesses de la Côte d'Ivoire qui sont convoitées" », *Notre Voie*, n° 1337, 11 novembre 2002.
- Ndlovu-Gatsheni Sabelo et Willems Wendy, « Making sense of cultural nationalism and the politics of commemoration under the Third Chimurenga in Zimbabwe », *Journal of southern african studies*, vol. 35, n° 4, 2009, pp. 945-965.
- Neveu Érik (dir.), *Sociologie des mouvements sociaux*, Paris, La Découverte, 2011, 128 p.
- Neveu Érik, « Médias, mouvements sociaux, espaces publics », *Réseaux*, vol. 98, n° 7, 1999, pp. 17-85.
- Nicolas François, « Samedi d'Entretiens », *Ircam*, 20 mai 2000, pp. 12-19.
- Nkrumah Kwame, *The autobiography of Kwame Nkrumah*, Edinburgh, Thomas Nelson & Sons Ltd., 1957, 302 p.
- Notin Jean-Christophe, *Le crocodile et le scorpion. La France et la Côte d'Ivoire (1999-2013)*, Monaco, Éditions du Rocher, 2013, 441 p.
- Notre voie, « Justice des vainqueurs sous Ouattara : 128 militaires et civils pro-Gbagbo inculpés pour 22 chefs d'inculpation », *La Dépêche d'Abidjan*, 23 août 2011.
- Notre Voie*, 18 novembre 1998 ; n° 1331, 4 novembre 2002 ; n° 1351, 28 novembre 2002 ; n° 1512, 16 juin 2003 ; n° 3546, 1<sup>er</sup> avril 2010 ; n° 3672, 2 septembre 2010 ; n° 6313, 24 février 2020 ; n° 6520, 18 décembre 2020 ; n° 736, 28 et 29 octobre 2000.
- Nytagodien Ridwan Laher et Neal Arthur, « Confronting an ugly past », *The journal of american culture*, vol. 27, issue 4, 2004, p. 375.
- O'Brien Donald Cruise, Diop Momar-Coumba et Diouf Mamadou, *La construction de l'État au Sénégal*, Paris, Karthala, 2002, 231 p.
- O'Donnell Guillermo, Schmitter Philippe et Whitehead Lawrence (eds), *Transitions from authoritarian rule. Tentative conclusions about uncertain democracies*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1986, 96 p.
- Obadare Ebenezer, « In search of a public sphere : the fundamentalist challenge to civil society in Nigeria », *Patterns of prejudice*, vol. 38, n° 2, 2004, pp. 181-182.
- Obou Ouraga, *Requiem pour un Code électoral*, Abidjan, Presses des universités de Côte d'Ivoire, 2000, 195 p.
- Okomba Herman Debarice, « Le Zouglou dans l'espace publique en Côte-d'Ivoire (1990-2007) », Thèse de Doctorat, Université du Québec, Montréal, 2009.
- Olomo Jocelyn Manga et Ebode Jean Vincent Ntuda, *Divisions au cœur de l'UPC. Contribution à la connaissance de l'histoire politique du Cameroun*, Paris, L'Harmattan, 2011, 204 p.
- Olson Mancur, *Logique de l'action collective*, Paris, PUF, 1978, 200 p.
- Opéli Dan, « "D'un stade à un autre" de Charles Blé Goudé - Le choc des contraires, le triomphe de la conscience africaine », *Notre Voie*, 30 septembre 2006.
- Orman John, *The politics of rock music*, Chicago, Nelson Hall, 1984, 224 p.
- Orsenna Érik, *Madame Bâ*, Paris, Fayard Stock, 2003, 485 p.
- Otayek René, « Les élections en Afrique sont-elles un objet scientifique pertinent ? », *Politique africaine*, n° 69, mars 1998, pp. 3-11.
- Panizza Francisco (ed.), *Populism and the mirror of democracy*, Londres, Verso, 2005, 358 p.
- Pape Robert, *Dying to win : the strategic logic of suicide terrorism*, New York, Random House, 2006, 368 p.
- Paquet Gilles et Wallot Jean-Pierre, « Groupes sociaux et pouvoir : le cas canadien au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle », *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. 27, n° 4, 1974, pp. 509-564.
- Passeron Jean-Claude, *Le raisonnement sociologique. L'espace non-poppérien du raisonnement naturel*, Paris, Nathan, 1991, 408 p.
- Patton Michael Quinn, *Qualitative evaluation and research methods*, Newbury Park, CA, Sage Publications, 1980, 532 p.
- Payan Ségolène, « De l'autochtonie à la citoyenneté : vers une construction psychique de la citoyenneté », *Topique*, vol. 114, n° 1, 2011, pp. 115-123.
- Payette Alex et Ting-Sheng Lin, « Le 18<sup>e</sup> Congrès du Parti communiste chinois : entre factionnalisme, règles et procédures », *Monde chinois*, vol. 32, n° 4, 2012, pp. 16-25.
- Pempel T. J., *Uncommon democracies. The one-party dominant regimes*, Ithaca, Cornell University Press, 1990, 384 p.
- Pépé M., « Hommage aux martyrs de la démocratie », *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000.
- Percheron Annick, « Socialisation et tradition : transmission et invention du politique », *Pouvoirs, revue française d'études constitutionnelles et politiques*, n° 42, 1987, pp.43-51.

- Percheron Annick, *La socialisation politique. Textes réunis par Nonna Mayer et Anne Muxel*, Paris, Armand Colin, 1993, 226 p.
- Petithomme Mathieu, « Commémorer les “gударis” d’hier pour légitimer la violence d’aujourd’hui. Une étude socio-historique du détournement du Bizkargi et de l’Albertia Eguna au Pays basque », *Pôle Sud*, vol. 1, n° 42, 2015, pp. 105-135.
- Petithomme Mathieu, « Changements identitaires à Chypre du Nord : les Chypriotes turcs face à l’immigration turque », *Critique internationale*, vol. 67, n° 2, 2015, pp. 143-164.
- Petty Richard et Cacioppo John, *Communication et persuasion. Voies centrales et périphériques du changement d’attitude*, New York, Springer-Verlag New York, 1986, 278 p.
- Piccolino Giulia, « David against Goliath in Côte-d’Ivoire? Laurent Gbagbo’s war against global governance », *African affairs*, vol. 111, n° 442, 2011, pp. 1-23.
- Piccolino Giulia, « Rhétorique de la cohésion sociale et paradoxes de la “paix par le bas” en Côte d’Ivoire », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 49-68.
- Pigeaud Fanny, « Guerre pour le cacao dans l’Ouest ivoirien », *Le Monde diplomatique*, septembre 2012, p. 8.
- Pigeaud Fanny, *France Côte d’Ivoire. Une histoire tronquée*, La Roque d’Anthéron, Vents d’ailleurs, 2015, 353 p.
- Platon, *La République*, Paris, Flammarion, 2002, 801 p.
- Polichinelle Dreyfus, « Côte d’Ivoire : [exclusif] Guillaume Soro veut rencontrer Gbagbo !!! », *Afrique sur 7*, 7 juin 2019.
- Polichinelle Dreyfus, « CPI : 7 ans après, Blé Goudé se souvient de son transfert manu militari », *Afrique sur 7*, 23 mars 2021.
- Polichinelle Dreyfus, « L’intégralité de l’allocution de Gbagbo Laurent au Congrès du PPA-CI », *Afrique sur 7*, 18 octobre 2021.
- Pommerolle Marie-Emmanuelle et Josse-Durand Chloé, « Le roi est nu : crise électorale et anatomie du pouvoir au Kenya (2017) », *Politique africaine*, vol. 148, n° 4, 2017, pp. 169-181.
- Pommerolle Marie-Emmanuelle, « La démobilisation collective au Cameroun : entre régime postautoritaire et militantisme extraverti », *Critique internationale*, vol. 40, n° 3, 2008, pp. 73-94.
- Pommerolle Marie-Emmanuelle, « Les violences dans l’Extrême-Nord du Cameroun : le complot comme outil d’interprétation et de luttes politiques », *Politique africaine*, vol. 138, n° 2, 2015, pp. 163-177.
- Pommerolle Marie-Emmanuelle, « Routines autoritaires et innovations militantes. Le cas d’un mouvement étudiant au Cameroun », *Politique africaine*, vol. 108, n° 4, 2007, pp. 155-172.
- Pompey Fabienne, « Les chanteurs de Côte d’Ivoire entonnent le grand air de la liberté sur la base aérienne de Port-Bouët, la caserne des Tueuses », *Le Monde*, 17 octobre 2000.
- Poupart Jean *et al.* (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 1997, 405 p.
- Powell Chris et Paton George, *Humour in society : resistance and control*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 1988, 279 p.
- Pratt Ray, *Rythm and resistance-The political uses of american popular music*, Washington and London, Smithsonian Institution Press, 1990, 241 p.
- Proteau Laurence, « De la “guerre scolaire” au conflit armé en Côte-d’Ivoire. Entretien avec Laurence Proteau réalisé par Laurent Bazin », *Journal des anthropologues*, vol. 100-101, n° 1-2, 2005, pp. 249-263.
- Proteau Laurence, *Passions scolaires en Côte d’Ivoire : État et société*, Paris, Karthala, 2002, 392 p.
- Pryen Denis et Touho Arsène, *Rébellion ivoirienne. Chronologie d’une longue marche vers le pouvoir*, Paris, L’Harmattan, 2012, 110 p.
- Quiviger Pierre-Yves et Soubbotnik Michael, « Art et politique », *Revue française d’histoire des idées politiques*, vol. 39, n° 1, 2014, pp. 3-4.
- Radcliffe-Brown Alfred Reginald, *Structure et fonction dans la société primitive*, Paris, Éditions de Minuit, [1952] 1968, 316 p.
- Ragner Carl (dir.), *Media, politics and culture - A socialist view*, London, Sage Publications, 1979, 197 p.
- Rambaud Brice, « La presse écrite togolaise, acteur et témoin de l’ère Éyadéma (1967-2005) », *Transcontinentales*, vol. 2, 2006, pp. 57-76.
- Ranaivoson Dominique, « La place du chant dans les écrits de Michèle Rakotoson. », *Revue des littératures du Sud*, n° 154, 2004, pp. 36-45.
- Rapport du Conseil économique et social (octobre 1998), « “Immigration en Côte d’Ivoire : le seuil du tolérable est largement dépassé”. (Extraits) », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 70-74.
- Rastogi Nina Shen, « Les cinq chansons protestataires les plus efficaces de tous les temps », *Slate*, 14 avril 2011.
- Raynal Sandrine, « En Côte-d’Ivoire, “les forces du bien contre les forces du mal” », *Hérodote*, vol. 119, n° 4, 2005, pp. 111-128.



- Récappé Bénédicte, « Mobilisation étudiante et génération politique : qui précède l'autre ? Réflexions comparatives à partir des exemples hongrois (1956) et mexicain (1968) », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 205-220.
- Reinier Sébastien, « En quête d'émancipation politique », *Géopolitique africaine*, n° 22, 2006, pp. 127-138.
- Rekacewicz Philippe, « Le Kivu entre richesses minières et désastre humanitaire », *Le Monde diplomatique*, décembre 2008.
- Rémy Jean Philippe, « Soudain, Gbagbo est là », *Le Monde*, 12 avril 2011.
- Ricard Maxime, « Gouverner le "post-conflit" en Côte d'Ivoire », *Annuaire français de relations internationales*, vol. 18, 2017, pp. 551-567.
- Romani Vincent, « Générations politiques et générations universitaires dans les Territoires palestiniens : nationalismes et dé-marxisation », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 16, n° 2, 2009, pp. 279-298.
- Rosenberg Sophie, « Le procès Gbagbo-Blé Goudé pour crimes contre l'humanité. Contestation de la crise ivoirienne à La Haye », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 268-270.
- Rosenstroch Lazare, « Amin Samir - Le développement du capitalisme en Côte d'Ivoire », *Revue française de science politique*, vol. 18, n° 2, 1968, pp. 386-387.
- Roubaud François, « La crise vue d'en bas à Abidjan : ethnicité, gouvernance et démocratie », *Afrique contemporaine*, vol. 206, n° 2, 2003, pp. 57-86.
- Rouquette Sébastien, « Les blogs "extimes" : analyse sociologique de l'interactivité des blogs », *Tic & société*, vol. 2, n° 1, 2008, p. 114.
- Roux Christophe, « Clivages et partis : le legs vivant de Stein Rokkan », *Revue française de science politique*, vol. 63, n° 1, 2013, pp. 93-96.
- Roux Christophe, « L'identité nationale en perspective comparée. Le débat politique contemporain en France et en Italie », in Nadal Emmanuel, Marty Marianne et Thiriot Céline (ed.), *Faire de la politique comparée. Les terrains du comparatisme*, Paris, Karthala, 2005, pp. 223-239.
- Roux Christophe, « Partis émergents en Europe du Sud. Une introduction comparative », *Pôle Sud*, vol. 45, n° 2, 2016, pp. 5-19.
- Roy Olivier, *Le Djihad et la mort*, Paris, Seuil, 2016, 176 p.
- Rueff Judith, *Côte d'Ivoire : le feu au pré carré*, Paris, Éditions Autrement Frontières, 2004, 125 p.
- Saliou Abdrahamane, « Élections présidentielles : les raisons du succès ! », *Haske*, 21 novembre 2004.
- Salvaing Bernard, Baxa Aurélie et Simonet Thibault, « Parti unique et exercice du pouvoir dans le Mali de Modibo Keita et dans la Côte d'Ivoire d'Houphouët-Boigny », in Salvaing Bernard (dir.), *Pouvoirs anciens, pouvoirs modernes de l'Afrique d'aujourd'hui*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2015, pp. 49-73.
- Samuel Boris, « Planifier en Afrique », *Politique africaine*, vol. 145, n° 1, 2017, pp. 5-26.
- Sanga Charles, « Comment le FPI veut "rwandaiser" la Côte d'Ivoire », *Le Patriote*, n° 3093, 9 février 2010.
- Saraka Patrice, « Côte-d'Ivoire. Charles Blé Goudé : une vie d'épreuves ou les épreuves d'une vie », *Connection ivoirienne*, 29 Septembre 2016.
- Sawicki Frédéric et Siméant Johanna, « Décloisonner la sociologie de l'engagement militant. Note critique sur quelques tendances récentes des travaux français », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 1, 2009, pp. 97-125.
- Saydoo Koné, « Musique/François Kency, à propos de son soutien à Laurent Gbagbo - "Nous refusons d'être des voix hypocrites" », *L'Intelligent d'Abidjan*, n° 1916, 17 février 2010.
- Schnapper Dominique, *La compréhension sociologique : démarche de l'analyse typologique*, Paris, Presses universitaires de France, 1999, 125 p.
- Schumann Anne, « Songs of a new era : popular music and political expression in the ivorian crisis », *African affairs*, vol. 112, n° 448, 2013, pp. 440-459.
- Searle John, *Speech acts: an essay in the philosophy of language*, Cambridge, Cambridge University Press, 1969, 214 p.
- Seck Cheikh Yérim, « Charles Blé Goudé », *Jeune Afrique*, 21 août 2006.
- Seck Cheikh Yérim, « Sortie de crise, mode d'emploi », *Jeune Afrique*, 24 janvier 2006.
- Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1993, 157 p.
- Sékou Sow Abdoulaye, *L'État démocratique républicain, la problématique de sa construction au Mali*, Brinon, Grandvaux, 2008, 456 p.
- Senghor Léopold Sédar, *Négritude, arabisme et francité*, Beyrouth, Dar Al Kitab Allubnani, 1967, 182 p.
- Sérikpa Éric Cossa et Benson, « Côte d'Ivoire : "1 bisou pour Gbagbo" : "Cette chanson est un témoignage pour l'histoire" », *Notre Voie*, 27 septembre 2005.
- Severino Jean-Michel, « Refonder l'aide au développement au XXI<sup>e</sup> siècle », *Critique internationale*, vol. 10, n° 1, 2001, pp. 75-99.
- Siegel Bernard et Beals Alan, « Conflict and factionalism dispute », *The journal of the Royal anthropological institute of Great Britain and Ireland*, vol. 90, n° 1, 1960, pp. 107-117.

- Simonet Thibaut, « Les composantes du pouvoir de Félix Houphouët-Boigny en Côte d'Ivoire (1958-1965) », *Outremers*, tome 98, n° 368-369, 2010, pp. 403-420.
- Sivori Boga, « Journée nationale des martyrs. Laurent Gbagbo : "Honneur à ceux qui sont tombés en combattant les mains nues sans haines" », *Notre Voie*, n° 745, 10 novembre 2000.
- Skocpol Theda, *Social revolutions in the Modern World*, Cambridge, Cambridge University Press, [1994] 2008, 368 p.
- Skocpol Theda, *States and social revolutions. A comparative analysis of France, Russia and China*, Cambridge, Cambridge university press, 1979, 350 p.
- Smith Adam, *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations*, Paris, Garnier-Flammarion, [1776] 1991, 542 p.
- Smith Stephen, « En Côte-d'Ivoire, dans le fief du nouveau "général-Président". "Guéï, quoi qu'il fasse, on le suivra" », *Libération*, 12 février 2000.
- Smith Stephen, « Enquête sur une quasi-guerre de huit jours entre Paris et Abidjan », *Le Monde*, 15 novembre 2004.
- Smith Stephen, « La difficile succession d'Houphouët par les urnes. L'opposition ivoirienne boycotte la présidentielle », *Libération*, 21 octobre 1995.
- Smith Stephen, « La politique d'engagement de la France à l'épreuve de la Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 89, n° 1, 2003, pp. 112-126.
- Smith Stephen, « Paris retrouve au sommet une Afrique désabusée », *Libération*, 6 octobre 1992.
- Sommier Isabelle, « Engagement radical, désengagement et déradicalisation. Continuum et lignes de fracture », *Lien social et Politiques*, n° 68, 2012, pp. 15-35.
- Sommier Isabelle, *La violence révolutionnaire*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 2008, 164 p.
- Sotinel Thomas, « Les Salopards, cinq garçons dans le vent d'Abidjan saisie par le Zouglou », *Le Monde*, 14 avril 1998.
- Soudan François, « Laurent Gbagbo : l'interview vérité », *Jeune Afrique*, 10 janvier 2010.
- Stiglitz Joseph, *La grande désillusion*, Paris, Fayard, 2002, 324 p.
- Street John, *Politics and popular culture*, Philadelphie, Temple University Press, 1997, 212 p.
- Suret-Canale Jean, *L'Afrique noire. L'ère coloniale 1900-1945*, Paris, Éditions sociales, 1964, 637 p.
- Sylla Lanciné, « Ethnicité et multipartisme : le modèle occidental d'État et de démocratie à l'épreuve du tribalisme », *Kasa Bya Kasa*, n° 1, 2001, pp. 161-185.
- Sylvestre-Treiner Anna, « CPI : Charles Blé Goudé réclame jusqu'à 819 300 euros de dommages et intérêts », *Jeune Afrique*, 10 septembre 2021.
- Tackett Timothy, *Becoming a revolutionary. The deputies of the french assembly and the emergence of a revolutionary culture*, Princetown, Princetown university press, 1996, 374 p.
- Tahou Martial, « Abidjan-il y a 20 ans-la légende John Pololo-forever : janvier 2000 janvier 2020. Un géant de la rue naissait ! », *Le Débat ivoirien*, 31 janvier 2020.
- Tailly Alain, « Zouglou : l'âme, l'arme et les larmes du peuple », *Notre Nation*, 3 décembre 2020.
- Talcott Parsons, « General theory in sociology », in Merton Robert King et al. (ed.), *Sociology today : problems and prospects*, New York, Basic Books, 1959, pp. 39-78.
- Taleb Nassim Nicholas, *Le Cygne Noir : la puissance de l'imprévisible*, Paris, Les Belles Lettres, 2008, 608 p.
- Tardy Thierry, « L'intervention dans les années quatre-vingt-dix : réflexions autour d'un concept évolutif », *L'annuaire français des relations internationales*, vol. 2, 2001, p. 771.
- Tarrow Sidney, Tilly Charles et McAdam Doug, « Pour une cartographie de la politique contestataire », *Politix*, vol. 41, n° 1, 1998, pp. 7-32.
- Tchakhotine Serge, *Le viol des foules par la propagande politique*, Paris, Gallimard, 1952, 605 p.
- Tepson Dra, « Pourquoi ils se font appeler "Petit ou Enfant" », *Top visages*, 12 mars 2005.
- Tésorière Ronan, « La Floride ordonne le recomptage des voix pour l'élection du gouverneur et d'un sénateur », *Le Parisien*, 10 novembre 2018.
- Teulière André, *L'Outre-Mer française, hier, aujourd'hui et demain*, Paris, Berger-Levrault, 1970, 483 p.
- Thamba Thamba Roger, « Financement des groupes armés et gouvernance démocratique en République démocratique du Congo », *Afrique et développement*, vol. 44, n° 2, 2019, pp. 77-97.
- Theobald Robin, « Patrimonialism », *World politics. A quarterly journal of International Relations*, vol. 34, n° 4, 1982, pp. 548-559.
- Thiémélé Ramsès L. Boa, *L'Ivoirité entre culture et politique*, Paris, L'Harmattan, 2003, 264 p.
- Thiriot Céline, « Rôle de la société civile dans la transition et la consolidation démocratique en Afrique : éléments de réflexion à partir du cas du Mali », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 9, n° 2, 2002, pp. 277-295.

- Tiépokin Liliane, « La parenté à plaisanteries : quel impact dans une Côte-d'Ivoire en crise ? », *Le Patriote*, 13 octobre 2003.
- Tiérou Alphonse, *Si ça danse l'Afrique bougera*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2001, 184 p.
- Tiesse, « Morts pour que vive la liberté », *Fraternité Matin*, n° 10000, 10 novembre 2000.
- Tilly Charles et Tarrow Sydney, *Politique(s) du conflit. De la grève à la révolution*, Paris, Les Presses de Sciences-Po, 2008, 396 p.
- Tilly Charles, *From mobilization to revolution*, Reading, Addison-Wesley, 1978, 349 p.
- Toulabor Comi Molevo, « Jeux de mots, jeux de vilains. Lexique de la dérision politique au Togo », *Politique africaine*, n° 3, 1981, pp. 55-71.
- Toulabor Comi Molevo, « L'énonciation du pouvoir et de la richesse chez les jeunes "conjoncturés" de Lomé (Togo) », *Revue française de science politique*, vol. 35, n° 3, 1985. pp. 446-458.
- Touré Moriba, « Immigration en Côte d'Ivoire : la notion de "seuil tolérable" relève de la xénophobie. (Extraits) », *Politique africaine*, vol. 78, n° 2, 2000, pp. 75-93.
- Touré Serge, « Côte d'Ivoire : un demi-million de Jeunes patriotes manifestent à Abidjan leur soutien au Président Gbagbo », *Ivoirebusiness.net*, 27 mars 2011.
- Tribune du peuple*, n° 74, 11 juin 2003.
- Tribune du peuple*, n° 75, 18 juin 2003.
- Valérie, « Première élection multipartite en Côte d'Ivoire », *Jeune Afrique*, 23 octobre 2005.
- Valéry Paul, *Regards sur le monde actuel*, Paris, Gallimard, 1945, 320 p.
- Van de Walle Nicolas, « Presidentialism and clientelism in Africa's emerging party systems », in Quantin Patrick (dir.), *Voter en Afrique : Comparaisons et différenciations*, Paris, L'Harmattan, 2004, pp. 105-128.
- Vaulerin Arnaud, « Guillaume Soro : "J'appelle les Ivoiriens à résister" », *Libération*, 23 décembre 2010.
- Verschave François-Xavier, *France-Afrique. Le Crime continue*, Lyon, Tahin-party, 2000, 75 p.
- Verschave François-Xavier, *L'Envers de la dette, Criminalité politique et économique au Congo-Brazza et en Angola*, Marseille, Agone, 2001, 226 p.
- Verschave François-Xavier, *La Françafrique : le plus long scandale de la République*, Paris, Stock, 1998, 380 p.
- Verschave François-Xavier, *Noir Silence, Qui arrêtera la Françafrique ?*, Paris, Les arènes, 2000, 598 p.
- Vidal Claudine, « La brutalisation du champ politique ivoirien 1990-2003 », in Ouédraogo Jean-Bernard et Sall Ebrima (eds), *Frontières de la citoyenneté et violence politique en Côte d'Ivoire*, Codesria, Dakar, 2008, pp. 169-182.
- Vidjningninou Fiacre, « Révision de la Constitution au Bénin : ce qui va changer », *Jeune Afrique*, 7 novembre 2019.
- Villers Alice, « Côte d'Ivoire, la malédiction du cacao », *Lepetitjournal.com*, 1<sup>er</sup> octobre 2019.
- Vincourt Sarah et Kouyaté Souleymane, « Ce que "parler au grin" veut dire : sociabilité urbaine, politique de la rue et reproduction sociale en Côte d'Ivoire », *Politique africaine*, vol. 127, n° 3, 2012, pp. 91-108.
- Vinson Robert Trent, *The Americans are coming ! Dreams of African American liberation in segregationist South Africa*, Athens, Ohio University Press, 2012, 236 p.
- Vivien Renaud, « L'annulation de la dette du Tiers Monde », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, vol. 2046-2047, n° 1-2, 2010, pp. 5-75.
- Walker Brian et Salt David, *Resilience thinking : sustaining ecosystems and people in a changing world*, Washington, Island, 2006, 192 p.
- Wallot Jean-Pierre, *Un Québec qui bougeait : trame socio-politique du Québec au tournant du XIX<sup>e</sup> siècle*, Montréal, Boréal Express, 1973, 345 p.
- Watzlawick Paul, *La Réalité de la réalité. Confusion, désinformation, communication*, Paris, Seuil, 1978, 237 p.
- Weber Max, *Économie et Société*, Paris, Pocket, tome 1, [1921] 1995, 411 p.
- Weber Max, *Essais sur la théorie de la science*, Paris, Pocket, [1904,1917] 1992, 478 p.
- Weber Max, *Le savant et le politique*, Paris, Plon, 1963, 186 p.
- Wieviorka Michel, « Les problèmes de la reconstruction identitaire », *Le Coq-héron*, vol. 180, n° 1, 2005, pp. 122-131.
- Willener Alfred, *Pour une sociologie de l'interprétation musicale : le cas du concerto pour trompette de Haydn*, Lausanne, Payot, 1990, 204 p.
- Wolton Dominique, *Internet, et puis après ? Une théorie critique des nouveaux médias*, Paris, Flammarion, 2000, 242 p.
- Yahmed Marwane Ben, « Les vérités de Gbagbo », *Jeune Afrique*, 18 septembre 2007.
- Yao Patrice, « Jurant d'en découdre avec le régime Ouattara : ces barons LMP au Ghana qui ne jurent que par les armes », *Le Nouveau Réveil*, n° 2879, 3-4 septembre 2011.

- Yates Douglas, *The rentier State in Africa : oil rent dependency and neocolonialism in the Republic of Gabon*, Trenton/Amsara, African World Press, 1996, 318 p.
- Yebouet Henry, « La Côte d'Ivoire au lendemain de la crise post-électorale : entre sortie de crise politique et défis sécuritaires », *Sécurité et stratégie*, vol. 7, n° 3, 2011, pp. 22-32.
- Yengo Patrice (dir.), *Identités et démocratie en Afrique et ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 1997, 304 p.
- Yéo Souleymane (ed.), *Les États-Nations face au défi de l'intégration régionale. Le cas de la Côte d'Ivoire*, Paris, Karthala, 2009, 235 p.
- Zina Ousmane, « “Le caillou a-t-il été retiré du soulier de la République ?”. Réconciliation nationale et réformes constitutionnelles en Côte d'Ivoire », *Afrique contemporaine*, vol. 263-264, n° 3-4, 2017, pp. 25-39.

## SITES INTERNET

- 100 Façons, « Mon Zouglou », *youtube.com*, 13/4/16, [consulté le 27/10/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=WU6MTnX6VEE].
- Abidjan.netTV, « Cérémonie de prestation de serment du Président Alassane Ouattara (3ème partie) », *youtube.com*, 2010, [consulté le 25/10/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=bIT4IVzMYek].
- Abidjan.netTV, « Charles Blé Goudé s'adresse aux ivoiriens », *youtube.com*, 5/4/11 [consulté le 6/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=M\_rtKDbpt6Q].
- Abidjan.netTV, « Conseil Constitutionnel : Paul Yao N'Dré proclame Alassane Ouattara vainqueur des élections », *youtube.com*, 2011, [consulté le 25/10/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=jWrNden5MQo].
- Adayé Julien, « Laurent Gbagbo remonte sur la scène avec le PPA-CI », *dw.com*, 18/10/21, [consulté le 8/12/21], disponible sur : [https://www.dw.com/fr/laurent-gbagbo-remonte-sur-la-sc%C3%A8ne-avec-le-ppa-ci/a-59535660].
- AFP, « Ouattara déclaré élu, Laurent Gbagbo proclamé président », *youtube.com*, 2010, [consulté le 25/10/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=O3kEPFPg1EM].
- Africanheritagevideo, « Côte d'Ivoire : quand l'Armée française ment. Part 2/2 », *youtube.com*, 2011, [consulté le 13/5/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=3RtAB8NUGWw].
- Akindès Francis et Fofana Moussa, « Jeunesse, idéologisation de la notion de “patrie” et dynamique conflictuelle en Côte d'Ivoire », *codesria.org*, 24/9/11, [consulté le 22/11/21], disponible sur : [https://codesria.org/IMG/pdf/7-Akindes\_et\_Fofana.pdf].
- Amnesty international, « Côte d'Ivoire. Rapport de mission », *amnesty.org*, 22/2/11, [consulté le 22/2/21], disponible sur : [https://www.amnesty.org/download/Documents/24000/afr310012011fr.pdf].
- Armée de terre, « 2017 : l'opération Licorne a quinze ans », *defense.gouv.fr*, 22/9/17, [consulté le 9/2/21], disponible sur : [https://www.defense.gouv.fr/terre/actu-terre/2017-l-operation-licorne-a-quinze-ans].
- Assemblée nationale, « 1870-1940 : la III<sup>e</sup> république, ou l'avènement du suffrage universel masculin », *assemblee-nationale.fr*, 2019, [consulté le 7/12/20], disponible sur : [http://www2.assemblee-nationale.fr/decouvrir-l-assemblee/histoire/le-suffrage-universel/la-republique-et-le-suffrage-universel/1870-1940-la-iiieme-republique-ou-l-avenement-du-suffrage-universel-masculin#node\_10215].
- Awesso Atiyhwè, « Le politique par le bas en Afrique noire : Contribution à une problématique de la démocratie, Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Molevo Toulabor, Paris, Karthala, 1992 - Collection “Les Afriques”-268 p. », *Bulletin de l'APAD*, 4/6/08, [consulté le 8/4/21], disponible sur : [http://journals.openedition.org/apad/3503].
- Babeboloma, « Kidnapping de Laurent et Simone Gbagbo par les FRCI et Licorne française », *youtube.com*, 11/4/11, [consulté le 22/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=MR-KGUZijbY].
- Bahi Aghi, « Permanence et bifurcations du “sentiment nationaliste” ivoirien », *codesria.org*, 4/7/06, [consulté le 22/11/21], disponible sur : [https://codesria.org/IMG/pdf/5-bahi.pdf].
- Bamb Bema, « Zouglou : Gbagbo, libère en Zouglou. C'est comment », *youtube.com*, [consulté le 22/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=xzsUxYjHmt0].
- Banawenge, « Gbagbo c'est comment : libère en Zouglou », *youtube.com*, 2010, [consulté le 17/1/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=CIOOIL-7yLY].
- Banégas Richard, « Côte d'Ivoire : une guerre de la seconde indépendance ? Refonder la coopération française sur les brisées du legs colonial », *fasopo.org*, [consulté le 23/11/21], disponible sur : [http://www.fasopo.org/sites/default/files/legscolonial2\_rib\_1206.pdf].
- Banque mondiale, « Côte d'Ivoire : présentation », *banquemondiales.org*, 10/5/21, [consulté le 25/12/21], disponible sur : [https://www.banquemondiales.org/fr/country/cotedivoire/overview].
- Banque Mondiale, « Côte d'Ivoire », *Doing Business*, 2020, [consulté le 27/1/22], disponible sur : [http://francais.doingbusiness.org/data/exploreeconomies/côte-d'ivoire].
- Banque mondiale, « Développement urbain », *donnees.banquemondiales.org*, 2022, [consulté le 16/1/22], disponible sur : [https://donnees.banquemondiales.org/theme/developpement-urbain].

BBC, « La Côte d'Ivoire en 1990 ; intervention de Boigny, Ouattara », *dailymotion.com*, 2010, [consulté le 29/11/20], disponible sur : [https://www.dailymotion.com/video/xfzlv].

BCEAO, « Dates clés. Les dates qui ont marqué la vie de la BCEAO », *bceao.int*, 2018, [consulté le 28/2/21], disponible sur : [https://www.bceao.int/fr/content/dates-cles].

Beugré Nicaise, « Meeting de Blé Goudé à la Sorbonne », *youtube.com*, 5/2/11, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Gf6iGxVjMn0].

Beugré Nicaise, « Réactions d'Ivoiriens pendant le meeting à la Place de la République ! », *youtube.com*, 8/2/11, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=nUs6rzBtwN4].

Bgo Rossi, « À chacun son lèkê, voici un homme qui veut voir le pays dans la guerre », *youtube.com*, 2/8/20, [consulté le 17/1/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=dBzTYxNAGm8].

Blueteamci, « Mobilisation des Jeunes patriotes du 26 mars 2011 », *youtube.com*, 27/3/11, [consulté le 11/4/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=tkl3UI2H-bU].

Boumaza Magali et Campana Aurélie, « Comment fabrique-t-on des martyrs ? Enjeux théoriques et méthodologiques – Introduction », *Signes, Discours et Sociétés*, 28/6/15, [consulté le 7/5/21], disponible sur : [https://www.researchgate.net/profile/Aurelie-Campana/publication/281450876\_Comment\_fabrique-t-on\_des\_martyrs\_Enjeux\_theoriques\_et\_methodologiques\_-\_Introduction/links/55e851d908ae65b638997b03/Comment-fabrique-t-on-des-martyrs-Enjeux-theoriques-et-methodologiques-Introduction.pdf].

Bouquet Christian, « La Côte d'Ivoire de 2002 à 2007 : une chronologie », *Géococonfluences*, 10/1/13, [consulté le 29/3/21], disponible sur : [http://geoconfluences.ens-lyon.fr/doc/etpays/Afsubsah/popup/BouquetChrono.htm].

Braeckman Colette, « Libye, Côte d'Ivoire : des interventions qui posent question », *Le carnet de Colette Braeckman*, 11/7/11, [consulté le 15/2/21], disponible sur : [http://blog.lesoir.be/colette-braeckman/2011/07/19/libye-cote-divoire-des-interventions-qui-posent-question/].

Cacao.ci, « Enjeux de l'économie cacaoyère ivoirienne », *cacao.gouv.ci*, 14/11/20, [consulté le 14/11/20], disponible sur : [http://www.cacao.gouv.ci/index.php?rubrique=1.1.6&langue=fr#:~:text=La%20C%3%B4te%20d'Ivoire%2C%20pays,%25%20de%20l'offre%20mondiale].

Carte du monde, « Carte des villes de Côte d'Ivoire », *carte-du-monde.net*, 2022, [consulté le 24/6/22], disponible sur : [http://www.carte-du-monde.net/pays-435-carte-villes-cote-d-ivoire.html].

Christ Kounte, « Appel historique RTI CBG », *youtube.com*, 27/9/14, [consulté le 6/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=CvKA9-4DnDU].

Citoyen Média, « Damana Adia Pickass : Faut plier ! », *youtube.com*, 26/12/15, [consulté le 26/3/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=528115z4EKU].

Coface for trade, « Côte d'Ivoire », *coface.fr*, 2/20, [consulté le 29/4/20], disponible sur : [https://www.coface.fr/Etudes-economiques-et-risque-pays/Cote-d-Ivoire].

Coface for trade, « France », *coface.fr*, 2/20, [consulté le 6/4/20], disponible sur [https://www.coface.fr/cofaweb/comparer/98-712].

Coulibaly Jean-Claude, « Côte d'Ivoire : Menace sur le processus électoral - "Jeunes patriotes" Arrêtez de vous faire manipuler, pour rien ! », *fr.allafrica.com*, 14/7/09, [consulté le 16/9/20], disponible sur : [https://fr.allafrica.com/stories/200907150488.html].

Cour pénale internationale, « Affaire Gbagbo et Blé Goudé. Le Procureur c. Laurent Gbagbo et Charles Blé Goudé. ICC-02/11-01/15 », *icc-cpi.int*, [consulté le 12/4/21], disponible sur : [https://www.icc-cpi.int/cdi/gbagbo-goude?ln=fr].

Cour pénale internationale, « Première comparution de Charles Blé Goudé devant la CPI », *icc-cpi.int*, 27/3/14, [consulté le 23/12/21], disponible sur : [https://www.icc-cpi.int/Pages/item.aspx?name=pr990&ln=fr].

Crossina Konaté, « Côte d'Ivoire. Charles Blé Goudé sur le plateau du Jt de 20h avant l'enrôlement des jeunes à l'État », *youtube.com*, 15/4/16, [consulté le 5/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=d6RLuHA9Kug].

Crossina Konaté, « Côte d'Ivoire. Enrôlement des jeunes à l'État-major à l'appel de Charles Blé Goudé en 2010 », *youtube.com*, 15/4/16, [consulté le 6/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Nbrbof556O4].

Crossina Konaté, « Côte d'Ivoire. Manifestation des patriotes à la place de la république au Plateau. Réactions en 2011 », *youtube.com*, 15/4/16, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=tTPRzQRKdDE].

Denyigba Mia, « Le leader de la Galaxie patriotique, Charles Blé Goudé lance un appel à la jeunesse le mercredi 16 mars 2011 », *youtube.com*, 16/3/11, [consulté le 6/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=mFqEnrf7K7c].

Deswarte Elisabeth, « Persuasion », *psychologie-sociale.com*, 2019, [consulté le 21/5/21], disponible sur : [http://www.psychologie-sociale.com/index.php?].

Devoir de Vérité, « Devoir de Vérité : entretien avec l'ancien Commissaire de la CEI M. Damana Adia Pickass », *youtube.com*, [consulté le 24/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=bhhvNPFICW0].

Djéréké Jean-Claude, « Côte d'Ivoire : Le pouvoir ne se donne pas sur un plateau d'argent », *ivoirebusiness.net*, 20/1/21, [consulté le 21/1/21], disponible sur : [https://www.ivoirebusiness.net/articles/cote-divoire-le-pouvoir-ne-se-donne-pas-sur-un-plateau-dargent-par-jean-claude-djereke].

Doh Bi Alain, « Y a rien en face, c'est maïs », *youtube.com*, 22/1/12, [consulté le 17/1/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=1kFmF\_qhfD0].

Droit Libre TV, « Burkinabé de Duékoué: après la terreur, la réconciliation », *youtube.com*, 15/11/14, [consulté le 6/4/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GO3CNJorQpM].

École de politique appliquée, Faculté des lettres et sciences humaines, Université de Sherbrooke, Québec, Canada, « Perspective Monde. Outil pédagogique des grandes tendances mondiales depuis 1945 », *perspective.usherbrooke.ca*, 2021, [consulté le 17/3/22], disponible sur : [https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMPays/CIV].

Euronews, « Exklusif - Laurent Gbagbo s'explique sur euronews », *youtube.com*, 31/12/10, [consulté le 1/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=43hjwclitak].

Euronews, « L'armée française intervient à Abidjan aux côtés... », *youtube.com*, 4/4/11, [consulté le 13/5/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=aHvuT6cPkUI].

Fagiolo Nicoletta, « Damana Adia Pickass, Président de la coalition des Patriotes en exil (Copie) », *youtube.com*, 1/3/13, [consulté le 26/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=9\_GN68Je328].

Fagiolo Nicoletta, « Georges Peillon sur Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 17/12/12, [consulté le 17/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=dHEgECmq5A].

Fagiolo Nicoletta, « Gildas Le Lidec sur Simone et Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 27/2/15, [consulté le 27/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=LJLI01pOETI].

Fagiolo Nicoletta, « Simone & Laurent Gbagbo, le droit à la différence », *youtube.com*, 1/3/13, [consulté le 5/5/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=9\_GN68Je328&t=216s].

Fauvelle François-Xavier, « Leçons de l'histoire de l'Afrique », *college-de-France.fr*, 3/10/19, [consulté le 4/11/20], disponible sur : [https://www.college-de-france.fr/site/francois-xavier-fauvelle/inaugural-lecture-2019-10-03-18h00.htm].

France diplomatie, « Texte de l'Accord de Linas-Marcoussis », *diplomatie.gouv.fr*, [consulté le 19/3/22], disponible sur : [https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/cote-d-ivoire/colonne-droite/documents-de-referance/article/accord-de-linas-marcoussis].

Frindéthié Martial, « “On ne veut pas que je sois Président, parce que je suis musulman et du nord”. Par cette posture calculée, Ouattara s'attirait l'empathie de tout musulman se sentant victime d'ostracisme religieux », *lecriidabidjan.net*, 2020, [consulté le 11/12/20], disponible sur : [https://www.lecriidabidjan.net/\_on-ne-veut-pas-que-je-sois-president\_-parce-que-je-suis.html].

Gbagbo2010, « Collectif Zougou », *youtube.com*, 2010, [consulté le 27/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=yNOgH1ceqqc].

Global Witness, « Chocolat chaud : comment le cacao a alimenté le conflit en Côte d'Ivoire. Un rapport de Global Witness, juin 2007 », *globalwitness.org*, 8/6/07, [consulté le 18/2/21], disponible sur : [https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/C4D0F2B9014AF3A5492572F40017672B-Rapport\_Complet.pdf].

Hofnung Thomas, « Pour l'honneur de mes soldats », *lecombattant.canalblog.com*, 10/12/04, [consulté le 26/2/22], disponible sur : [http://lecombattant.canalblog.com/archives/2019/12/19/37877276.html].

Human rights watch, « Allié de la France, condamné par l'Afrique. Les relations entre la France et le régime tchadien de Hissène Habré (1982-1990) », *hrw.org*, 28/6/16, [consulté le 25/3/21], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2016/06/28/allie-de-la-france-condamne-par-lafrique/les-relations-entre-la-france-et-le].

Human Rights Watch, « Le nouveau racisme. La manipulation politique de l'ethnicité en Côte d'Ivoire, vol. 13, n° 6(A), Côte d'Ivoire », *hrw.org*, 28/8/01, [consulté le 11/12/20], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2001/08/28/le-nouveau-racisme/la-manipulation-politique-de-lethnicite-en-cote-divoire].

Human Rights Watch, « Transformer les discours en réalité. L'heure de réclamer des comptes pour les crimes internationaux graves perpétrés en Côte d'Ivoire », *hrw.org*, 3/4/13, [consulté le 28/2/20], disponible sur : [https://www.hrw.org/fr/report/2013/04/03/transformer-les-discours-en-realite/lheure-de-reclamer-des-comptes-pour-les-crimes].

Ina Histoire, « Côte d'Ivoire/discours Gbagbo », *youtube.com*, 8/2/03, [consulté le 29/3/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=x0pfj2etrYc].

Ina Histoire, « Côte d'Ivoire : manifestation femmes », *youtube.com*, 3/2/03, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=X22JSeYaW6M].

Ina Histoire, « Les accords Marcoussis », *youtube.com*, 24/1/03, [consulté le 29/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=L0CpZ7NyxS0].

Ina Politique, « Laurent Gbagbo ne rejette pas les accords de Marcoussis », *youtube.com*, 7/2/03, [consulté le 29/3/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=UEN7ADaKyAU].

Ina Société, « Côte d'Ivoire, vaste manifestation contre accord de Marcoussis », *youtube.com*, 1/2/03, [consulté le 29 mars 2021], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=GhquMM0tu8Q].

Infos Univers, « Le président Laurent Gbagbo danse sur le Gbégbé. Devoir de mémoire », *youtube.com*, 30/8/17, [consulté le 4/3/22], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Iw\_GmrG\_4Jk].

International Crisis Group, *Côte d'Ivoire : faire baisser la pression. Rapport Afrique n° 193*, 26/11/12, [consulté le 28/2/20], disponible sur : [https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/193-cote-d-ivoire-defusing-tensions-french.pdf].

IntlCriminalCourt, « Affaire Blé Goudé/Audience de confirmation des charges : Défense, Clôture, 2ème partie », *youtube.com*, 2/10/14, [consulté le 24/2/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=2GzgaBqV9hU].

IntlCriminalCourt, « Affaire Gbagbo : Audience de confirmation des charges, Déclarations en clôture, Défense - Partie 2 », *youtube.com*, 28/2/13, [consulté le 29/3/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=4Ykp0L5NIUs].

Isma0932, « Laurent Gbagbo : devant, c'est mais », *youtube.com*, 11/10, [consulté le 22/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=wq1A7cKpXOA].

Ivoir Tvnet, « Politique/Côte d'Ivoire : Charles Blé Goudé échange avec les journalistes ivoiriens de France », *youtube.com*, 17/1/20, [consulté le 12/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=i0v4mHrxM8w].

Jean Philippe, « La persuasion coercitive et la modification du comportement, des attitudes et des émotions », *Exploratio-Explorator*, [consulté le 19/1/22], disponible sur : [https://exploratioexplorator.wordpress.com/production-deviance-exclusion/la-persuasion-coercitive/].

Jeanne Ludovic, « Les géométries du corps. Diffusion socio-spatiale et idéaux-types de pratique du Karaté : essai de modélisation », *thema.univ-fcomte.fr*, 2/01, [consulté le 23/10/20], disponible sur : [http://thema.univ-fcomte.fr/theoq/pdf/2001/TQ2001%20ARTICLE%2040.pdf].

Joncheray Mathilde, « Des indicateurs au concept "couteau-suisse", la résilience au prisme d'une géographie du post-conflit », *Vertigo - la revue électronique en Sciences de l'environnement*, 15/5/18, [consulté le 6/12/21], disponible sur : [http://journals.openedition.org/vertigo/19204].

Kamayiti KamayitiTV, « Marche européenne : Démonstration de force des Ivoiriens et Africains dans les rues de Paris », *youtube.com*, 15/4/14, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=YVOXSKWII M4].

Koffi Jean Marcel, « Résilience et sociétés : Concepts et applications », *Éthique et économique/Ethics and Economics*, 2014, [consulté le 9/5/21], disponible sur : [https://papyrus.bib.umontreal.ca/xmlui/bitstream/handle/1866/10258/Koffi-introduction-11%281%29.pdf].

Konan Louis, « Flamme de la Paix à Bouaké/Hommage mérité au Président Laurent Gbagbo : il y a onze ans Laurent Gbagbo scellait la paix à Bouaké avec Guillaume Soro », *ivoirebusiness.net*, 6/8/18, [consulté le 31/3/21], disponible sur : [https://www.ivoirebusiness.net/articles/flamme-de-la-paix-bouake-hommage-merite-au-president-laurent-gbagbo-il-y-onze-ans-laurent].

Kuyo Dsylva, « Funérailles en pays Bété (Côte d'Ivoire). Obsèques du patriarche Zahui Kuyo Maurice, à Dibole\_Bahompa », *youtube.com*, 2/3/18, [consulté le 5/2/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=w4f4nJUWdEI].

L'équipe Dynamique entrepreneuriale, « Les étapes d'une stratégie de communication réussie », *dynamique-mag.com*, 19/3/13, [consulté le 20/9/20], disponible sur : [http://www.dynamique-mag.com/article/les-etapes-d-une-strategie-de-communication-reussie.3667].

L'histoire par l'image, « Album - l'art au service du pouvoir politique », *histoire-image.org*, [consulté le 11/6/21], disponible sur : [https://histoire-image.org/fr/albums/art-service-pouvoir-politique].

L'Intelligent d'Abidjan, « KKB à propos de la présidentielle d'octobre : "l'éventualité d'un second tour s'avère suicidaire pour Ouattara" », *news.abidjan.net*, 16/4/15, [consulté le 19/2/21], disponible sur : [https://news.abidjan.net/h/549200.html].

L'œil de la maison des journalistes, « "Transformer le monde a dit Marx, changer la vie a dit Rimbaud, ces deux mots d'ordre pour nous n'en font qu'un" », *œil-maisondesjournalistes.fr*, 10/12/17, [consulté le 4/4/21], disponible sur : [https://www.œil-maisondesjournalistes.fr/2017/12/14/art-outil-politique/].

La rédaction, « Budget de la défense : les étapes pour le porter à 2% du PIB », *vie-publique.fr*, 13/5/22, [consulté le 13/6/22], disponible sur : [https://www.vie-publique.fr/eclairage/284741-budget-de-la-defense-les-etapes-pour-le-porter-2-du-pib#:~:text=Loi%20de%20finances%20pour%202021,des%20arm%C3%A9es%20(%2B27%25)].

La rédaction, « Élection du Président de la République : scrutin du 25/10/15. Résultats fournis par la Commission électorale indépendante », *abidjan.net*, 27/10/15, [consulté le 18/1/16], disponible sur : [http://abidjan.net/ELECTIONS/presidentielle/2015/resultats.html].

La rédaction, « Eugène Djué, un ancien de la Galaxie patriotique ivoirienne », *dw.com*, 10/12/19, [consulté le 13/12/21], disponible sur : [https://p.dw.com/p/3UZDF].

La rédaction, « Françafrique », *politique.net*, 2021, [consulté le 24/3/21], disponible sur : [http://www.politique.net/francafrique.htm].

Larousse, « Informel », *larousse.fr*, [consulté le 12/4/21], disponible sur : [https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/informel/43004].

Le Jour, « Côte d'Ivoire : Denis Gueu Dro, président du parti communiste : "D'autres frustrés pourraient prendre les armes" », *fr.allafrica.com*, 31/3/03, [consulté le 9/10/20], disponible sur : [https://fr.allafrica.com/stories/200304010119.html].

Le Monde diplomatique, « autoritarisme », *monde-diplomatique.fr*, [consulté le 7/11/20], disponible sur : [https://www.monde-diplomatique.fr/index/sujet/autoritarisme].

Le panafricain FPI, « Génocide de l'armée française contre la Côte d'Ivoire », *youtube.com*, 11/04, [consulté le 13/5/21], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=PCWtRnhdd-o].

Leclerc Jacques, « Côte d'Ivoire », *L'aménagement linguistique dans le monde*, Québec, CEFAN, Université Laval, 24/8/18, [consulté le 17/9/20], disponible sur : [https://www.axl.cefan.ulaval.ca/Afrique/cotiv.htm#:~:text=D'apr%C3%A8s%20les%20textes%20C3%A9crits,configuration%20ethnique%20actuelle%3A%20les%20peuples].

Lemasson Éric, « Manifestations en Côte d'Ivoire », *ina.fr*, 2/3/90, [consulté le 29/11/20], disponible sur : [https://www.ina.fr/video/CAB90010051].

Les parents du campus, « Gboglo Koffi », *youtube.com*, 2011, [consulté le 27/10/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=LoVGQkP5eSo].

Lettre d'intention du ministre ivoirien de l'Économie et des finances au directeur général du Fonds monétaire international, *imf.org*, 17/11/17 [consulté le 28/2/20], disponible sur : [https://www.imf.org/external/np/loi/2017/civ/fra/111717f.pdf].

Lopes Daniel, « La Commission dialogue, vérité et réconciliation en Côte d'Ivoire : la réconciliation n'a pas eu lieu », *grip.org*, 29/6/15, [consulté le 17/5/21], disponible sur : [https://grip.org/la-commission-dialogue-verite-et-reconciliation-en-cote-divoire-la-reconciliation-na-pas-eu-lieu/].

Mapysas, « Côte d'Ivoire, Peuple souverain - Souviens t'en Patriote », *youtube.com*, 6/5/11, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=Igfssr7zX9Q].

Marchesin Philippe, « Mitterrand l'Africain », *politique-africaine.com*, [consulté le 25/3/21], disponible sur : [http://www.politique-africaine.com/numeros/pdf/058005.pdf].

Melynga, « David contre Goliath - David contre Goliath », *youtube.com*, 18/6/12, [consulté le 26/4/20], disponible sur : [https://www.youtube.com/watch?v=IX04MaQRI7I].

Mitterrand François, « Discours de M. François Mitterrand, Président de la République, sur la démocratisation de l'Afrique, la proposition de créer une force d'intervention interafricaine pour la prévention des conflits et l'organisation du développement et de la croissance du continent, Biarritz le 8 novembre 1994 », *elysee.fr*, 8/11/94, [consulté le 25/3/21], disponible sur : [https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-8181-fr.pdf].

Molino-Machetto Cédric, « Le logos du peuple. Vers des peuples démocratiques ? », *politika.io*, 2021, [consulté le 15/4/21], disponible sur : [https://www.politika.io/fr/article/logos-du-peuple-peuples-democratiques].

Mspdi Ubuntu, « Crise globale du capitalisme : tous les ivoiriens sans exception, oui tous sont en danger...!!! », *Afrikanews*, 16/5/16, [consulté le 19/3/21], disponible sur : [http://afrikanews.over-blog.com/2016/05/crise-globale-du-capitalisme-tous-les-ivoiriens-sans-exception-oui-tous-sont-en-danger.html].

Naït-Bouda Faïza, « Renversement du stigmate et agir créatif : identité para-journalistique des journalistes pigistes », *Revue française des sciences de l'information et de la communication*, 1/8/17, [consulté le 27/2/22], disponible sur : [http://journals.openedition.org/rfsic/2952].

OFpra, « Côte d'Ivoire. "Les conflits fonciers en zone rurale" », *ofpra.gouv.fr*, 18/8/17, [consulté le 6/11/20], disponible sur : [https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/21\_civ\_conflits\_fonciers.pdf].

Ogbawoli Djugoyowle, « Côte d'Ivoire : chant patriotique. L'Ode à la patrie et le discours historique de Laurent Gbagbo », *Côte d'Ivoire ma terre*, 21/7/11, [consulté le 7/5/21], disponible sur : [http://jaimelacotedivoire.blogspot.com/2011/07/cote-divoire-chant-patriotique-lode-la.html].

ONU info, « La Côte d'Ivoire, un exemple en matière de désarmement, démobilisation et réintégration », *news.un.org*, 20/6/17, [consulté le 31/3/21], disponible sur : [https://news.un.org/fr/story/2017/06/359582-la-cote-divoire-un-exemple-en-matiere-de-desarmement-demobilisation-et].

Ouattara Alassane, « Discours du Président de la République S.E.M. Alassane Ouattara », *gouv.ci*, 21/5/11, [consulté le 28/2/20], disponible sur : [http://www.gouv.ci/doc/Discours\_Investiture.pdf].

Paris Robert, « Révoltes en Afrique en 1988-1991 : de la Côte d'Ivoire à l'Algérie, du Bénin au Mali avec la chute de Moussa Traoré et aussi de l'Afrique du Sud au Rwanda... », *matierevolution.fr*, 18/9/15, [consulté le 29/11/20], disponible sur : [http://www.matierevolution.fr/spip.php?article3779].

Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, « Défense : le budget-programme 2022 du ministère adopté en commission à l'Assemblée nationale », *gouv.ci*, 17/11/21, [consulté le 13/6/22], disponible sur : [https://www.gouv.ci/\_actualite-article.php?recordID=12833&d=1].



Portail officiel du gouvernement de Côte d'Ivoire, « Résultats globaux définitifs du RGPH 2021 : la population vivant habituellement sur le territoire ivoirien se chiffre à 29 389 150 habitants », *gouv.ci*, 13/7/22, [consulté le 4/8/22], disponible sur : [[https://www.gouv.ci/\\_actualite-article.php?recordID=13769](https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=13769)].

Radiodiffusion télévision ivoirienne, « Réconciliation à Duékoué », *youtube.com*, [consulté le 6/4/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=cRemOxud—c>].

Radiodiffusion télévision ivoirienne, « Réconciliation Duékoué Attoube1 », *youtube.com*, 23/3/12, [consulté le 6/4/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=Pjhx8wBkv8k>].

République de Côte d'Ivoire, « Loi n° 60-356 du 3 novembre 1960 portant Constitution de la République de Côte d'Ivoire », *gouv.ci*, 3/11/60, [consulté le 17/1/21], disponible sur : [<http://www.gouv.ci/doc/accords/CONSTITUTION-DE-NOVEMBRE-1960.pdf>].

RTI, « Radiodiffusion télévision ivoirienne », *rti.ci*, 12/5/21, [consulté le 12/5/21], disponible sur : [<https://www.rti.ci/rti1>].

Salhani Pascale, « Introduction aux théories de la communication », *artetsciences.free.fr*, 2016, [consulté le 16/4/19], disponible sur : [<http://artetsciences.free.fr/pages/histoiresciences/theoriepsychosociale.htm#c>].

Sefu Jacques Mukonga, « La “neutralité” est une forme de “lâcheté” par la positive », *youtube.com*, 24/11/19, [consulté le 23/1/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=KQ2AdorLouQ>].

Sénat, « Réunion de plein droit du parlement en application de l'article 16 de la constitution et 2<sup>e</sup> session ordinaire de 1960-1961 », *senat.fr*, 18/5/61, [consulté le 26/3/21], disponible sur : [[https://www.senat.fr/leg/1960-1961/i1960\\_1961\\_0222.pdf](https://www.senat.fr/leg/1960-1961/i1960_1961_0222.pdf)].

Soro Guillaume, « Discours du Premier ministre Guillaume Soro lors de la cérémonie de la Flamme de la paix le 30 juillet 2007 à Bouaké », *gouv.ci*, 31/7/07, [consulté le 22/2/22], disponible sur : [[https://www.gouv.ci/\\_actualite-article.php?recordID=117&d=1](https://www.gouv.ci/_actualite-article.php?recordID=117&d=1)].

SouvereneteTv, « Patriote ! Ivoirien ! Tous Haut les cœurs », *youtube.com*, [consulté le 28/4/20], disponible sur : [[https://www.youtube.com/watch?v=\\_aaCAXO0lso](https://www.youtube.com/watch?v=_aaCAXO0lso)].

TK, « Gagnoa: Un responsable local du FPI rejoint le RHDP », *Fratmat.info*, [consulté le 22/3/22], disponible sur : [<https://www.fratmat.info/article/88643/60/gagnoa-un-responsable-local-du-fpi-rejoint-le-rhdp>].

Uhemmesut, « Allocution du Président Gbagbo au tribunal des Négriers à La Haye (28 fév. 2013) », *youtube.com*, 28/2/13, [consulté le 20/4/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=c6tRCxkdKM8&t=742s>].

UNESCO, « Proposition d'inscription de la ville historique de Grand-Bassam sur la liste du patrimoine mondial », *whc.unesco.org*, [consulté le 24/6/22], disponible sur : [<https://whc.unesco.org/uploads/nominations/1322rev.pdf>].

Ville de Saint-Dizier, « La base aérienne 113 », *saint-dizier.fr*, [consulté le 9/2/21], disponible sur : [<https://www.saint-dizier.fr/vie-economique/la-base-aerienne-113.html>].

Wade Adama, « Archives d'Afrique : ce 11 avril 2011, apocalypse à Abidjan », *financialafrik.com*, 11/4/19, [consulté le 20/5/21], disponible sur : [<https://www.financialafrik.com/2019/04/11/archives-dafrique-ce-11-avril-2011-apocalypse-a-abidjan/>].

Wade Adama, « Hommage à Samir Amin, le théoricien du développement inégal », *financialafrik.com*, 12/8/18, [consulté le 6/11/20], disponible sur : [<https://www.financialafrik.com/2018/08/12/hommage-a-samir-amin-le-theoricien-du-developpement-inegal/>].

Yéchan Yaméogo Yann, « Charles Blé Goudé mobilise les Ivoiriens 24 heures de suite !!.flv », *youtube.com*, 28/3/11, [consulté le 5/2/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=mcoPgXh1Yos>].

Youdisturbe, « Les vérités de Charles Blé Goudé (Partie 2) », *youtube.com*, [consulté le 5/2/21], disponible sur : [<https://www.youtube.com/watch?v=DKHfocYAYrI>].

Zbinden Amandine, « Communication engageante et représentations sociales : une nouvelle articulation théorique », *halshs.archives-ouvertes.fr*, 13/7/12, [consulté le 21/5/21], disponible sur : [<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-00717652/document>].

## TABLE DES MATIÈRES

SOMMAIRE .....	I
SIGLES ET ABRÉVIATIONS .....	II
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	IV
Photographies .....	IV
Images .....	V
Tableaux .....	VI
Graphiques .....	VI
Schéma .....	VI
Encadrés .....	VI
REMERCIEMENTS .....	VII
AVANT PROPOS .....	9

## **INTRODUCTION GÉNÉRALE..... 11**

### **I DES MOTIVATIONS À COMPRENDRE LA GALAXIE PATRIOTIQUE : L'ESPACE DE PROBLÉMATISATION..... 12**

- 1) Une question de recherche pour des enjeux en suspens ..... 12
- 2) Comprendre les Jeunes patriotes à la lumière de trois concepts clés : la socialisation politique, la mobilisation politique et la génération politique ..... 14
- 3) Trois hypothèses pour penser la Galaxie patriotique..... 20

### **II LA DÉMARCHE DE RECUEIL DE DONNÉES POUR ANALYSER LA GALAXIE PATRIOTIQUE ..... 30**

- 1) Le regard des Jeunes patriotes sur leur mouvement ..... 31
- 2) Un décryptage des archives pour analyser la Galaxie patriotique ..... 32

### **III DES IDÉAUX-TYPES DES JEUNES PATRIOTES ET LE TERRAIN D'ENQUÊTE : CADRE D'ÉTUDE..... 34**

- 1) Les idéaux-types de la Galaxie patriotique pour une déconstruction des facteurs d'émergence du mouvement ..... 34
- 2) Le cadre d'investigation de terrain révélant l'espace de positionnement de la Galaxie patriotique ..... 37

## **PARTIE I : LOGIQUES IDENTITAIRES ET RÉBELLION DANS UNE CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION..... 42**

### **INTRODUCTION PARTIELLE ..... 43**

## **CHAPITRE I : L'IDENTITÉ NATIONALE DANS LA CÔTE D'IVOIRE POSTINDÉPENDANCE 44**

### **I UNE HISTOIRE DÉMOGRAPHIQUE ET UNE CONSCIENCE IDENTITAIRE EN AFRIQUE DE L'OUEST ..... 44**

1) L'immigration en Afrique de l'Ouest et l'impact des politiques coloniales .....	45
2) La conscience identitaire au cœur de la construction nationale .....	46
<b>II LE SENTIMENT NATIONALISTE EN CÔTE D'IVOIRE : ENJEUX IDENTITAIRES DANS UNE TERRE DE MIGRATION .....</b>	<b>48</b>
1) L'installation des premiers groupes ethniques : un peuplement progressif du pays .....	49
2) La citoyenneté dans un territoire de migration.....	52
a) La période coloniale française en Côte d'Ivoire.....	53
b) La Côte d'Ivoire : un territoire remodelé .....	55
c) Une citoyenneté ambiguë et un développement économique inégal.....	57
3) Les conflits fonciers dans un territoire en construction.....	59
4) La figure de l'étranger en Côte d'Ivoire.....	61
<b>III LA CÔTE D'IVOIRE SOUS HOUPHOUËT-BOIGNY .....</b>	<b>65</b>
1) Le parti unique et l'hyperpersonnalisation du pouvoir.....	65
a) Une approche du concept d'autoritarisme .....	65
b) Trois caractéristiques du pouvoir autoritariste d'Houphouët-Boigny .....	67
2) De la stabilité économique et politique aux premières difficultés.....	72
a) L'économie politique ivoirienne sous Houphouët-Boigny : un État rentier.....	72
b) De la crise économique aux Programmes d'ajustement structurel.....	74
 <b>CHAPITRE II : LA FIN DU RÉGIME D'HOUPHOUËT-BOIGNY : LA CÔTE D'IVOIRE EN TRANSITION.....</b>	<b>82</b>
<b>I LE RÉTABLISSEMENT DU MULTIPARTISME.....</b>	<b>83</b>
1) Comprendre l'environnement politique ivoirien à la lumière de la transitologie.....	83
2) Une mobilisation multisectorielle pour le rétablissement du multipartisme .....	86
3) L'élection présidentielle du 28 octobre 1990 : approche critique et prospective .....	91
a) Un regard du scrutin d'octobre 1990 sous le prisme de Robert Dahl.....	92
b) La gestion du multipartisme après Houphouët-Boigny .....	95
<b>II LES GROUPES DE POUVOIR APRÈS HOUPHOUËT-BOIGNY : ENTRE CONFLITS FACTIONNELS ET ENJEUX IDENTITAIRES .....</b>	<b>97</b>
1) Une production de la politique autour des quatre principaux acteurs politiques : le factionnalisme comme mode d'ancrage social .....	97
2) La construction d'identités autour des quatre acteurs politiques principaux.....	99
 <b>III LA QUESTION IDENTITAIRE AU CŒUR DE LA POLITIQUE DES HÉRITIERS D'HOUPHOUËT-BOIGNY .....</b>	<b>104</b>
1) Pour une approche classique de l'ancrage des partis politiques au regard de la réalité africaine.....	105
2) L'implantation ethno-régionaliste des partis politiques ivoiriens après 1993 .....	109

<b>CHAPITRE III : LA RÉBELLION DE 2002 : SOCIOLOGIE D'UNE CRISE POLITIQUE .</b>	<b>117</b>
I LE CONFLIT IDENTITAIRE DANS L'INSURRECTION ARMÉE DE 2002.....	118
1) La rébellion armée ou le désir d'un nouvel ordre politique .....	118
a) Quelques facteurs explicatifs de la rébellion de septembre 2002.....	119
b) La partition de la Côte d'Ivoire en deux zones.....	124
c) De l'opposition des populations du Nord à la rébellion .....	128
2) 2002-2011 : chronique d'une période de crise .....	130
a) Des accords sous l'égide de la Communauté internationale entre 2002 et 2007.....	131
b) 2007-2011 : un règlement ivoiro-ivoirien de la crise .....	136
II L'ACCESSION D'ALASSANE OUATTARA AU POUVOIR : LE FRUIT D'UNE LUTTE CONTRE L'EXCLUSION .....	141
1) La descente des forces militaires du Nord vers le Sud pour installer Alassane Ouattara.....	141
2) L'accession d'un nordiste au pouvoir et la stabilisation du pays .....	146
a) Un processus DDR pour la pacification du pays.....	146
b) Trois mesures inédites en Côte d'Ivoire pour un règne stable .....	148
III LA CÔTE D'IVOIRE DEPUIS LE 11 AVRIL 2011 : D'UNE TRANSITION À UNE AUTRE.	151
1) Un glissement de paradigme : de la démocratie à la stabilité politique et économique .....	151
2) De la persistance des ingrédients d'un nouveau conflit identitaire .....	155
CONCLUSION PARTIELLE.....	161
<b>PARTIE II : LA GALAXIE PATRIOTIQUE AU CŒUR DE LA CRISE IVOIRIENNE.....</b>	<b>162</b>
INTRODUCTION PARTIELLE .....	163
<b>CHAPITRE IV : DE LA JEUNESSE IVOIRIENNE POSTINDÉPENDANCE À LA GALAXIE PATRIOTIQUE .....</b>	<b>165</b>
I UNE CONTRIBUTION SUR LA « POLITIQUE PAR LE BAS » EN AFRIQUE NOIRE : REGARDS CROISÉS DE JEAN-FRANÇOIS BAYART, ACHILLE MBEMBE ET COMI TOULABOR.....	166
1) Pour une analyse de la « politique par le bas ».....	167
2) Deux exemples de la « politique par le bas » au Togo et au Cameroun.....	170
II LA JEUNESSE IVOIRIENNE DE L'INDÉPENDANCE À L'AVÈNEMENT DU MULTIPARTISME.....	173
1) Une jeunesse défendant les intérêts des autochtones.....	174
2) L'impact de la crise économique sur la jeunesse .....	179
III LA JEUNESSE IVOIRIENNE DU MULTIPARTISME À LA RÉBELLION DE 2002.....	180
1) L'influence de la FESCI sur la jeunesse politique ivoirienne .....	181
2) L'entrée en sédition des « acteurs subalternes » ivoiriens.....	185
IV LA GALAXIE PATRIOTIQUE : SOCIOLOGIE D'UN GROUPE AU CŒUR DE LA CRISE IVOIRIENNE.....	191
1) De la difficulté à construire une typologie sociologique de la Galaxie patriotique.....	192

2) Les structures informelles : regroupements de Jeunes patriotes autour de leaders autoproclamés	195
3) Les anonymes : mobilisation de militants aux profils socioprofessionnels divers .....	200
<b>CHAPITRE V : LA STRATÉGIE DE COMMUNICATION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE</b>	<b>206</b>
I L'APPROCHE MARKETING POLITIQUE DANS LA MOBILISATION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE .....	207
1) Les lieux de rassemblement de la Galaxie patriotique : symbolisme d'un engagement nationaliste dans la rue.....	207
a) La mobilisation dans la rue : une réinvention de l'espace public.....	207
b) Les principaux lieux de rassemblement .....	210
2) La figure de Laurent Gbagbo : construction politique et identification à un leader.....	212
II LA QUESTION DE L'INTERVENTION FRANÇAISE EN CÔTE D'IVOIRE .....	218
1) L'intervention française à l'épreuve des enjeux géopolitiques de la « Françafrique » .....	219
2) Des opérations militaires françaises en Côte d'Ivoire entre septembre 2002 et octobre 2010	225
3) La crise postélectorale de 2011 ou l'acmé d'une intervention militaire française en Côte d'Ivoire .....	231
III LA CRITIQUE DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS ET LA NÉCESSAIRE PRISE EN COMPTE DES ENJEUX GÉOPOLITQUES .....	238
1) L'impérialisme français au cœur de la communication politique des Jeunes patriotes.....	239
2) Du réalisme dans l'engagement politique face aux enjeux internationaux .....	240
<b>CHAPITRE VI : DES ENJEUX SOCIOLOGIQUES DE L'ENGAGEMENT DES JEUNES PATRIOTES</b> .....	<b>248</b>
I L'IRRUPTION DES JEUNES PATRIOTES DANS LE JEU POLITIQUE IVOIRIEN .....	249
1) Une production de la « politique par le bas » des manifestants .....	249
2) La radicalisation des Jeunes patriotes : le respect de la Constitution est non négociable .....	251
II UNE RÉAPPROPRIATION DE LA POLITIQUE ALLANT JUSQU'AU SACRIFICE VOLONTAIRE .....	255
1) L'émergence d'un nouvel état d'esprit chez les jeunes radicalisés .....	256
2) « Dites à ma maman que c'est à cause de la Côte d'Ivoire et la victoire de Laurent Gbagbo que je meurs » : des cas de sacrifices des manifestants .....	258
3) L'érection d'une place des martyrs par Laurent Gbagbo : enjeux historiques et politiques ...	263
III LA GALAXIE PATRIOTIQUE : ESSOR D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE.....	267
1) L'émergence d'une nouvelle génération politique en septembre 2002.....	267
2) Une génération qui appelle à la résilience nationale .....	271
3) Des dérives de la Galaxie patriotique.....	275
CONCLUSION PARTIELLE.....	280

<b>PARTIE III : L'IMPACT DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE DANS L'HISTOIRE POLITIQUE IVOIRIENNE</b> .....	281
INTRODUCTION PARTIELLE .....	282
<b>CHAPITRE VII : LA MOBILISATION DES JEUNES PATRIOTES :</b>	
<b>ENTRE PERFORMATIVITÉ ET AUTONOMIE</b> .....	283
I COMPRENDRE LA MOBILISATION DES JEUNES PATRIOTES À PARTIR DU CONCEPT DE LA PERFORMATIVITÉ .....	284
1) Quand « dire c'est faire » avec la perspective austinienne.....	285
2) Michel Callon et l'importance de chaque actant dans tout réseau.....	289
3) « Être ce qu'on dit être » : la performativité de la subjectivation ou l'approche butlerienne..	291
II DE L'USAGE DE LA TÉLÉVISION NATIONALE COMME MOYEN DE MOBILISATION DES FOULES.....	295
1) De la persuasion des foules : approche conceptuelle .....	295
2) La télévision nationale comme média pour la persuasion des Jeunes patriotes .....	297
III DE L'AUTONOMIE D'ACTION DES JEUNES PATRIOTES .....	303
1) Comprendre l'autonomie à l'aune des théories d'Annick Percheron et de Michel Dobry.....	303
2) La Galaxie patriotique, un mouvement se disant autonome.....	305
a) Des rapports de la Galaxie patriotique avec le régime de Laurent Gbagbo .....	306
b) Du refus des Jeunes patriotes d'être instrumentalisés .....	308
c) La Galaxie patriotique, un mouvement financièrement autonome.....	310
d) De la spontanéité de certains rassemblements populaires .....	312
3) Pour une relativisation de l'altruisme des Jeunes patriotes .....	315
<b>CHAPITRE VIII : LA MUSIQUE ET LA POLITIQUE DANS LA MOBILISATION D'UNE GÉNÉRATION POLITIQUE</b> .....	319
I LE CONTEXTE D'ÉMERGENCE DU ZOUGLOU .....	322
1) L'apparition d'une expression musicale dans un contexte de crise sociale.....	322
2) L'émergence d'une musique dans un environnement de pluralité de rythmes musicaux ivoiriens .....	325
3) Un genre musical vu comme identité culturelle nationale contre le repli identitaire .....	326
a) Des compositions transcendant les clivages ethniques et régionaux.....	327
b) Une musique qui met en lumière les stéréotypes ethniques pour l'unité du pays .....	329
II LE ZOUGLOU COMME VÉHICULE DE MESSAGES SOCIOPOLITIQUES .....	331
1) Un rapporteur des revendications estudiantines .....	332
2) Un rythme musical qui prévient les crises sociopolitiques ivoiriennes.....	334
a) Un regard critique sur tous les régimes politiques ivoiriens .....	335
b) Une musique urbaine convoquant la question identitaire.....	339
3) Une expression musicale des situations existentielles.....	341

a) De la prégnance des thèmes sociaux dans les compositions .....	341
b) Quatre thèmes récurrents dans les chansons .....	342
<b>III LE ZOUGLOU : UN MODE D'EXPRESSION DE LA GALAXIE PATRIOTIQUE .....</b>	<b>347</b>
1) Les zougloumen assument leur engagement auprès de la Galaxie patriotique .....	348
2) Une critique de l'interventionnisme français et étranger.....	351
3) Un appel au sursaut national.....	353
4) Une condamnation de la rébellion et un soutien au régime politique du FPI.....	356
a) L'invitation aux rebelles à déposer les armes.....	357
b) Un hommage à Laurent Gbagbo.....	359
 <b>CHAPITRE IX : LA GALAXIE PATRIOTIQUE AUJOURD'HUI : BILAN POST-CONFLIT D'UN MOUVEMENT SOCIAL .....</b>	 <b>366</b>
<b>I LES JEUNES PATRIOTES ENTRE DÉSILLUSION ET DÉTERMINATION APRÈS LE 11 AVRIL 2011 .....</b>	<b>367</b>
1) Les trajectoires contrastées des leaders des structures informelles .....	369
2) Le dilemme des Jeunes patriotes anonymes .....	373
3) Les leaders de la Galaxie patriotique justifient leur départ en exil : la nature du conflit avait changé.....	377
<b>II UNE IDÉOLOGIE PANAFRICANISTE PERSISTANTE MALGRÉ LA DÉSILLUSION .....</b>	<b>382</b>
1) Une brève histoire du panafricanisme .....	383
2) Le panafricanisme vu de la Côte d'Ivoire .....	385
<b>III CHARLES BLÉ GOUDÉ : FIGURE D'UNE NOUVELLE GÉNÉRATION POLITIQUE EN CÔTE D'IVOIRE .....</b>	<b>388</b>
1) Parcours d'un leader politique : une vie de militantisme .....	388
2) « De l'enfer je reviendrai » : résilience et détermination d'un jeune ivoirien nationaliste.....	391
3) « D'un stade à un autre » : de l'engagement nationaliste au militantisme pour la réconciliation post-crise .....	396
<b>CONCLUSION PARTIELLE.....</b>	<b>401</b>
 <b>CONCLUSION GÉNÉRALE .....</b>	 <b>403</b>
<b>ANNEXE 1 : LE GUIDE D'ENTRETIEN SEMI-DIRECTIF .....</b>	<b>414</b>
<b>ANNEXE 2 : L'HYMNE NATIONAL DE LA CÔTE D'IVOIRE : L'ABIDJANAISE.....</b>	<b>415</b>
<b>ANNEXE 3 : "L'ODE À LA PATRIE" ET LE DISCOURS DU PRÉSIDENT LAURENT GBAGBO À LA REMISE DU PRIX DE "L'ODE À LA PATRIE", 31 OCTOBRE 2005.....</b>	<b>416</b>
 <b>SOURCES PRIMAIRES .....</b>	 <b>418</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE .....</b>	<b>423</b>
<b>SITES INTERNET.....</b>	<b>442</b>
<b>TABLE DES MATIÈRES.....</b>	<b>448</b>

# ECOLE DOCTORALE DGE

**Titre :** Les Jeunes patriotes en Côte-d'Ivoire : sociologie politique d'un mouvement nationaliste.

**Mots clés :** Génération politique, panafricanisme, performativité, meeting politique, nationalisme, rébellion.

**Résumé :** La Côte d'Ivoire a vu émerger une nouvelle forme de mobilisation menée par des jeunes rassemblés au sein de la Galaxie patriotique, à partir de 2002. Notre étude voudrait comprendre les facteurs déclencheurs de cette mobilisation et sa portée symbolique pour les générations futures. L'ampleur des rassemblements de ce groupe, de 2002 à 2011, et les messages qu'il diffuse ont suscité notre intérêt. Si l'objet de cette recherche a d'abord été bâti sur une observation empirique des meetings de la Galaxie patriotique, nous tenterons d'approcher cette nouvelle génération politique à partir d'entretiens et de données documentaires.

**Title :** The Young patriots in Ivory Coast: political sociology of a nationalist movement.

**Keywords :** Political generation, Pan-africanism, performativity, political meeting, nationalism, rebellion.

**Abstract :** Côte d'Ivoire has seen the emergence of a new form of mobilization led by young people gathered within the patriotic Galaxy, from 2002. Our study would like to understand the triggers of this mobilization and its symbolic significance for future generations. The extent of the gatherings of this group, from 2002 to 2011, and the messages it disseminates aroused our interest. If the object of this research was first built on an empirical observation of the meetings of the patriotic Galaxy, we will try to approach this new political generation from interviews and documentary data.